

# L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE  
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

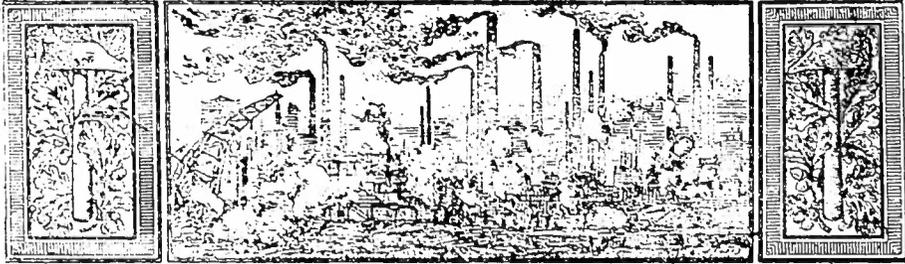
PARAIT SIMULTANÉMENT EN FRANÇAIS, EN RUSSE,  
EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

Parait sous la direction de C. Zinoviev, avec la collaboration immédiate des camarades Lénine, Trotsky, Boukharine, Lounatcharsky, Pokrovsky, Riazano: Kaménef, Rokovsky (Russie), Strola, Manner, Kuusinen (Finlande), Hoglund, Stram, Nurman, Grimlund, Kilbom (Suède), Tranmel, Shefflö (Norvège), Roland-Holst, Wijncup, Rutgers, Ravestejn (Hollande), Blagouief, Kolarov, Kobaktschiff (Bulgarie), Steinhardt, Tomann (Autriche), C. Zetkin, Heckert, Talheimer, K. Radek (Allemagne), Mac Manus, A. Bickin, Rotstein, Pankhurst (Angleterre), Lorient, Deslinières, Monatte, Soutarine, Guilbeaux, Sadoul (France), Bordiga, Bombacci, Terracini (Italie), Platten, Münsenberg, Humbert-Droz (Suisse), Bela-Kun, Rudos, Roudniansky (Hongrie), Markhtevsky (Pologne), Jim Larkin, Haywood (Amérique) etc., etc.

№ 19

3<sup>e</sup> ANNÉE  
DÉCEMBRE 1921

BUREAUX: PÉTROGRAD, SMOLNY, 62, TÉL. 1-19  
RÉDACTION: PÉTROGRAD, SMOLNY, CABINET DE C. ZINOVIEV



G. ZINOVIEV

## ANCIENS BUTS, NOUVELLES VOIES

DE L'UNITÉ DU FRONT OUVRIER

### 1. *Devant une nouvelle vague*

La situation s'étant modifiée, quelques nouvelles tâches s'imposent actuellement à l'Internationale Communiste dans son ensemble et à ses principales sections en particulier. Le vieux Liebknecht aimait à dire qu'il faut, quelquefois, à un révolutionnaire changer sa tactique «en 24 heures». Quelque rapide que soit dans nos jours la succession des événements, la situation malheureusement ne se transforme pas du tout au tout en 24 heures. Pourtant, nous, les participants à la lutte émancipatrice de notre époque, nous avons moins que personne lieu de nous plaindre de la monotonie.

Tout bien considéré, il faut reconnaître que la progression des événements ne manque pas de rapidité. Il n'y a pas longtemps encore, c'était, dans le mouvement ouvrier international, le calme plat. Au moment du III<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale Communiste, l'on était jusqu'à un certain point fondé à dire que le mouvement ouvrier international penchait quelque peu à droite. Par endroits même, l'on observait comme une nouvelle floraison de réformisme. Épuisées par la guerre et les privations matérielles qui en avaient été la conséquence, les masses ouvrières songeaient surtout au pain quotidien et prêtaient volontiers l'oreille aux social-démocrates et aux leaders syndicaux modérés qui faisaient miroiter à leurs yeux une existence paisible, supportable et graduellement améliorée. Le mouvement révolutionnaire spontané des masses ouvrières, dont la montée avait été si puissante vers la fin de l'année 1919 et au début de l'année 1920, avait fait place, vers le milieu de 1921, à un calme relatif. Les tentatives de l'avant-garde communiste ouvrière, qui avait voulu, au milieu de l'indifférence générale des masses, assumer tout le poids de la lutte, avaient échoué. Cette avant-garde, qui s'était risquée à soulever

le fardeau que seule la classe ouvrière tout entière était de taille à porter, était près de défaillir. Ainsi en était-il, en Allemagne, lors de l'action entreprise par les communistes, en mars 1921.

Mais après, non pas 24 heures il est vrai, mais 24 semaines environ, la situation commence à se modifier à nos yeux. Si les signes extérieurs ne nous trompent pas, nous avons tout lieu d'affirmer que le mouvement ouvrier international est à la veille d'une nouvelle ascension. Peut-être même serait-il plus exact de dire que cette ascension a déjà commencé. Lentement, mais sûrement, dans toute l'Europe, les masses ouvrières recommencent à évoluer à gauche. D'ores et déjà l'on peut dire que si ce nouveau mouvement doit se développer, ce ne sera plus un simple mouvement instinctif et quelque peu désordonné. Non, ce sera un puissant mouvement révolutionnaire, enrichi du bagage énorme de l'expérience accumulée par de nouvelles et nombreuses couches d'ouvriers sans-parli.

*Devant une nouvelle vague*: telle est la formule caractéristique du moment présent dans le mouvement ouvrier international.

Les illusions réformistes que l'on observait, tout récemment encore, parmi des masses ouvrières assez considérables ne pouvaient manquer de s'évanouir. La réalité impitoyable est trop convaincante, trop éloquente. L'offensive générale du Capital international, l'aggravation de la crise économique mondiale, la faillite de la paix de Versailles, le danger de nouvelles guerres: ce sont là des faits trop saillants pour passer inaperçus des grandes masses ouvrières.

Tout dernièrement encore, les leaders syndicaux et social-démocrates, pour consoler les ouvriers, leur répétaient sur tous les tons que la vie deviendrait plus facile après la guerre; les salaires seraient augmentés, une ère de socialisation progressive allait s'ouvrir et, au moyen du Bureau international du Travail—qui forme, soit

dit en passant, partie constitutive de la Société des Nations — eux, les dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam, ils arriveraient même à améliorer la législation ouvrière. Mais, bientôt, l'enchantement des beaux rêves fit place à la prose de la vie journalière. Les capitalistes passèrent à l'offensive sur tout le front. Les grands industriels comprennent parfaitement que la réduction du salaire nominal provoque toujours un mécontentement particulièrement vif parmi les ouvriers, car elle est pour ces derniers la manifestation la plus évidente de l'aggravation de leur situation. Néanmoins, les capitalistes même les plus «avancés» ont recouru — ou, comme ils disent, ont été «forcés» de recourir — à la réduction ouverte du salaire nominal. Le semblant de relèvement industriel signalé par endroits n'a été, comme il fallait s'y attendre, qu'un épisode éphémère. Dans l'ensemble, la crise industrielle mondiale, loin de diminuer, s'accroît. Ce n'est plus à des centaines de mille, mais à des millions que se monte le nombre des sans-travail et des ouvriers obligés de chômer la moitié de la semaine. Les pays où les capitalistes n'ont pas encore procédé à l'abaissement des salaires ne sont plus la règle, mais l'exception. L'offensive des capitalistes se fait, chaque semaine, de plus en plus impudente. Des couches de plus en plus considérables, d'indifférents et de sans-parti commencent maintenant à se convaincre par leur propre expérience de l'inanité des espoirs dont les berçaient les social-démocrates et les leaders syndicaux. En Angleterre, les capitalistes ne reculent pas devant un défi ouvert à une catégorie d'ouvriers aussi importante que celle des mineurs. Les ouvriers s'efforcent de conserver leurs positions économiques. Une lutte grandiose s'engage; elle se termine par la défaite des mineurs. Durant cette lutte, le rôle des dirigeants syndicaux de l'Internationale d'Amsterdam se détache avec un relief saisissant. Les mineurs anglais et les autres couches d'ouvriers qui leur sont le plus proches commencent à méditer sur les causes de leur défaite et à rechercher en eux-mêmes ce qu'ils pourraient bien faire pour se préserver tout au moins des nouvelles agressions des capitalistes. Il est facile de prévoir que, après une telle expérience, les ouvriers anglais, en arriveront dans leurs méditations à des conclusions très précises et que plus ils méditeront sérieusement sur leur expérience, mieux ils seront immunisés contre de nouvelles rechutes de réformisme.

Sous une autre forme, une évolution analogue se produit au plus profond des masses ouvrières dans les autres pays. En Allemagne, les social-démocrates et les dirigeants syndicaux ne cessent, dans différentes combinaisons gouvernementales, de partager le pouvoir avec la bourgeoisie. Aussi les ouvriers les moins expérimentés étaient-ils auparavant portés à croire aux promesses que leur faisaient les social-démocrates sur la socialisation progressive. La réalité — il faudrait être aveugle pour ne pas la voir — c'est que, en Allemagne, les capitalistes ont entrepris une offensive systématique contre les ouvriers dont ils aggravent continuellement la situation

et sur lesquels ils tâchent à rejeter tout le poids des dettes de Versailles. Lorsque, en mars 1921, l'avant-garde communiste — une poignée d'ouvriers en comparaison des millions d'hommes dont se compose la classe ouvrière allemande — se lança dans la bataille contre les capitalistes, le gros de la classe ouvrière non seulement ne soutint pas cette avant-garde, mais par endroits même fit chorus avec les social-démocrates qui accueillaient de leurs huées les vaillants communistes. Tous ceux qui suivent attentivement le développement des événements au sein du mouvement ouvrier allemand voient clairement que la masse ouvrière allemande qui, tout récemment encore, était ou indifférente ou hostile aux communistes, modifie peu à peu son attitude envers ces derniers. Le recul du temps montre maintenant l'action de mars sous un jour tout nouveau. L'estime générale pour l'avant-garde communiste, qui par son intervention a mis les ouvriers en garde contre les promesses trompeuses des social-démocrates, qui pour cela ne s'est pas arrêtée devant les plus grands sacrifices, à un moment d'indifférence presque générale, croît incontestablement. Les masses ouvrières, là aussi, sont occupées maintenant à tirer les leçons pratiques de leur récente expérience.

Sous une forme ou sous une autre, la même évolution se remarque, en Italie, en France, en Suède et en Suisse, partout où vivent et luttent de grandes masses compactes d'ouvriers.

D'autre part, le danger de nouvelles guerres devient de plus en plus réel. Les chefs de la social-démocratie et des syndicats avaient promis aux masses ouvrières l'amélioration progressive de leurs conditions de vie. Ils ne s'étaient pas fait faute non plus de leur prodiguer des promesses au sujet des guerres futures: la récente guerre impérialiste, disaient-ils, était la dernière des guerres et, maintenant, par une pression sur la Société des Nations, ils allaient obtenir le désarmement. Mais la vie montra bientôt toute la vanité de ces promesses. Brest-Litovsk instruisit un grand nombre d'ouvriers d'une série de pays; Versailles instruisit une foule d'ouvriers d'un plus grand nombre encore de pays. Washington parachèvera «cette instruction». Brest, Versailles et Washington, ce sont là les meilleurs maîtres. Brest, Versailles et Washington mieux que tout montrent la stupidité des dirigeants d'Amsterdam, dont quelques-uns, maintenant encore, croient sincèrement à la possibilité du désarmement sans la révolution.

La menace d'une nouvelle guerre mondiale flotte dans l'air. Quand cette guerre éclatera-t-elle, dans trois ou dans cinq ans, nul ne peut le savoir. Mais elle est inévitable et elle arrivera, si le prolétariat international ne la prévient: c'est ce que sent maintenant tout ouvrier plus ou moins intelligent. Le carnage impérialiste de 1914-1918, a donné là-dessus à chaque ouvrier européen une sorte d'instinct presque infailible. La chose d'ailleurs est naturelle. La première guerre impérialiste mondiale, en effet, a été pour l'Europe une rude école.

Le spectre d'une nouvelle guerre, qui surgit devant le prolétariat international, ne saurait

contribuer au développement des illusions réformistes. Point n'est besoin d'être prophète pour prédire que, à mesure que ce spectre prendra corps, des masses de plus en plus considérables d'ouvriers se détourneront des anciens syndicats et des partis social-démocrates et tourneront leurs regards vers le communisme.

Les leaders d'Amsterdam ont déjà senti le nouvel état d'esprit créé dans les masses ouvrières par le danger de plus en plus réel d'une nouvelle guerre. Les 15 et 16 novembre 1921, il s'est tenu à Amsterdam une conférence des représentants des secrétariats internationaux des ouvriers des transports, des mineurs et des métallurgistes. La conférence a examiné la situation politique, grosse de danger. De nouveau, on a lancé un de ces appels au désarmement que tout le monde connaît depuis longtemps. Tous les membres de la conférence ont souligné la nécessité d'adopter sans retard des mesures préventives. Un comité provisoire a été chargé de mener une propagande antimilitariste et de préparer une protestation contre les guerres imminentes. Ce comité a été investi de pouvoirs étendus; il a même le droit de convoquer un congrès, afin de prévenir une nouvelle guerre. La conférence a voté, en passant, une résolution sur la nécessité de lutter dans tous les pays contre l'aggravation des conditions du travail. En souvenir du bon vieux temps, les leaders d'Amsterdam ont, une fois de plus, déclaré «la guerre à la guerre». Dans la résolution adoptée à ce sujet, il est dit:

«Considérant que par tout le monde les tendances réactionnaires et militaristes vont se renforçant et qu'une nouvelle guerre deviendra inévitable si la classe ouvrière de tous les pays, agissant en union et en accord complets, ne crée pas un front commun contre le danger qui la menace de la part des capitalistes, la conférence invite les ouvriers du monde entier, en même temps qu'ils mèneront la lutte défensive contre l'aggravation des conditions du travail, à concentrer toute leur énergie, toute leur attention pour brider le capitalisme, ainsi que le militarisme qui lui est indissolublement lié. Conformément aux résolutions adoptées à ce sujet par le congrès international, la conférence attend de toutes les organisations affiliées à l'union internationale des syndicats, qu'elles mènent dans leurs pays respectifs, avec une force et une ténacité de plus en plus grandes, l'œuvre de propagande et préparent la campagne contre le militarisme et pour le désarmement général.»

Dans ce but, la conférence propose aux ouvriers de tous les pays

«De créer une organisation unique, qui, sous la direction de l'Internationale d'Amsterdam, soit en état, en cas de menace ou d'explosion de guerre, d'empêcher au moyen de la déclaration immédiate de la grève internationale le commencement des hostilités. Considérant que la guerre serait impossible, si les transports cessaient de fonctionner et si les mineurs et les métallurgistes arrêtaient le travail, la conférence estime que c'est aux représentants de ces branches de l'industrie qu'incombe en premier lieu le devoir de propager la lutte contre le militarisme. Ils doivent tendre toutes leurs forces et utiliser toute leur puissance économique pour empêcher le renouvellement du carnage mondial. Au nom de 24 millions d'ouvriers organisés, la conférence adresse un appel pressant à toutes les organisations qui s'efforcent de lutter activement contre la guerre et le militarisme et leur propose afin de prévenir une nouvelle guerre mondiale, d'unir leurs forces à celles dont disposent les ouvriers organisés.»

La conférence s'adresse en particulier «aux millions de femmes et de mères, dont les maris et les fils sont tombés sur le champ de bataille.»

La résolution, comme on le voit, est des plus belles; elle va même jusqu'à la grève générale. Néanmoins, ces menaces ne semblent pas avoir le don d'effrayer beaucoup messieurs les capitalistes. Peu avant la guerre de 1914, les chefs de la II<sup>e</sup> Internationale votaient des résolutions absolument identiques à celle que nous venons de citer. Les gens d'Amsterdam cherchent à faire peur aux impérialistes, mais ceux-ci ne se laissent pas émouvoir.

Pourtant, ces résolutions sont incontestablement symptomatiques. Si les leaders d'Amsterdam eux-mêmes se sont crus obligés de signaler le nouveau danger de guerre et de menacer les capitalistes de la grève générale, c'est la preuve que les profondeurs des masses ouvrières sont agitées par une inquiétude sérieuse. En s'adressant «aux millions de femmes et de mères» et aux 24 millions d'ouvriers des transports, des mines et de la métallurgie, les chefs d'Amsterdam visent uniquement à des effets oratoires. Le moment venu, ils joueront une seconde fois la comédie de fautes et de trahisons à laquelle nous avons assisté en 1914. Mais les capitalistes eux-mêmes n'osent pas espérer que l'expérience de 1914-1918 n'ait été d'aucune utilité pour les millions d'ouvriers européens et américains.

L'offensive du Capital international contre les positions économiques de la classe ouvrière et le danger sans cesse grandissant d'une nouvelle guerre impérialiste, danger si nettement mis en lumière par la conférence de Washington, constituent les deux faits essentiels qui créent une nouvelle situation dans le mouvement ouvrier international. La période de calme plat touche à sa fin. Lentement mais sûrement, il se prépare une nouvelle et prodigieuse ascension du mouvement ouvrier international. Des batailles approchent qui, par leur caractère de masses et par la consistance des combattants, laisseront loin derrière elles tout ce que nous avons vu jusqu'à présent. Une nouvelle vague enfle: De nouvelles tâches s'imposent au communisme.

## 2. La question de l'unité

L'évolution à gauche du mouvement ouvrier international est accompagnée d'un phénomène particulier: la croissance irrésistible de la tendance des ouvriers à l'unité. Presque dans tous les pays du vieux mouvement ouvrier, sous la poussée croissante du Capital et la menace de nouvelles guerres, il a surgi parmi les ouvriers une tendance extraordinairement forte, parfois spontanée, à l'unité. Ce sont précisément les nouvelles couches d'ouvriers, dont l'expérience des deux dernières années commence à dissiper les illusions réformistes, ainsi que les ouvriers sans-parti qui, actuellement, pour la première fois peut-être, participent à une lutte politique sérieuse, qui insistent surtout sur l'unité du front ouvrier.

Mais tous ces ouvriers ne se rendent pas clairement compte de ce qu'ils recherchent. Les

uns voudraient fondre tous les partis ouvriers et même toutes les organisations ouvrières en un seul parti, en une seule organisation. D'autres, comprenant l'impossibilité d'unir tous les partis ouvriers en un seul, voudraient que l'on créât des comités communs d'action, etc. D'autres enfin ne se rendent pas compte de ce que c'est qu'un parti. Mais ils sentent instinctivement qu'il faut à tout prix trouver des moyens pour arriver à l'unité de tous les ouvriers: sinon, il sera impossible de triompher de l'ennemi qui devient de plus en plus haineux et de plus en plus fort.

Cette aspiration naturelle à l'unité<sup>(1)</sup> est la caractéristique du moment actuel. C'est là un phénomène des plus intéressants que les communistes doivent étudier et comprendre. Les communistes doivent apprendre à distinguer cette aspiration à l'unité révolutionnaire, aspiration progressiste au plus haut point qui se manifeste dans les masses, de la comédie diplomatique, quelquefois même charlatanesque, que jouent, autour du mot d'ordre de l'unité, les dirigeants de la II-e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam.

Cette tendance spontanée à l'unité révolutionnaire que l'on observe actuellement parmi les grandes masses du prolétariat international est le fruit d'une évolution historique profonde. En fin de compte, si la classe ouvrière a été ballue pendant la première guerre impérialiste mondiale, c'est que la bourgeoisie mondiale a réussi à diviser les ouvriers et leur organisation internationale. Bien plus, maintenant encore, après le carnage impérialiste, si le Capital international parvient si facilement à battre, les uns après les autres, les détachements des ouvriers des différents pays et des différentes professions, c'est uniquement parce que, aujourd'hui encore, la bourgeoisie réussit à scinder les ouvriers. Ceux-ci sentent physiquement, pour ainsi dire, que la force principale du prolétariat est dans sa masse, dans son grand nombre. Tout l'appareil étatique est aux mains de la bourgeoisie et, en parole, de ses agents, les social-démocrates. Les ouvriers ne pourront résister à ce puissant appareil que lorsqu'ils représenteront une masse immense, fortement cimentée, unique. Le simple ouvrier, s'il n'a pas compris, au moins senti qu'il ne pouvait échapper à une nouvelle guerre que si la classe ouvrière agissait en bloc compact. La masse ouvrière a senti instinctivement qu'elle ne pouvait remplir sa mission historique, c'est-à-dire être le trousseur du capitalisme, supprimer toute possibilité de nouvelles guerres impérialistes, que dans

le cas où elle surmonterait les facteurs qui ont amené la division au sein du prolétariat. Après les monstrueux sacrifices que la classe ouvrière a faits sur l'autel de la patrie, de 1914 à 1918, après l'ignoble trahison commise envers elle par les «mauvais pasteurs» de la II-e Internationale qui l'ont divisée, après la riche expérience que les ouvriers de tous les pays ont acquise, durant les deux années qui se sont écoulées depuis la fin de la guerre, il est tout naturel que la soif de l'unité se fasse sentir parmi les masses ouvrières de plus en plus révolutionnées.

Cela, il faut le comprendre. Et les communistes doivent aller au-devant de cette aspiration à l'unité...

C'est pourquoi, le mot d'ordre de l'unité du front ouvrier acquiert, les derniers temps, une importance de plus en plus grande. Dans la mesure où ce mot d'ordre exprime la tendance susmentionnée des grandes masses ouvrières, il est progressiste et révolutionnaire.

Ce que, durant les derniers mois, on appelait et ce qui est en réalité une sorte de crise dans le mouvement ouvrier international est en somme le résultat des batailles perdues. A l'aide des social-démocrates de tout poil, la bourgeoisie avait réussi à infliger à l'avant-garde de la classe ouvrière une série de défaites désastreuses. Dans quelques pays, cette avant-garde avait été saignée à blanc. Cette sorte d'affaiblissement que l'on observait dans plusieurs pays, durant les derniers mois, était la réaction directe, le résultat immédiat, pourrait-on dire, de cette saignée. Maintenant la crise touche à sa fin, et la nouvelle animation qui se manifeste se développe, les premiers temps, sous le mot d'ordre de l'unité du front révolutionnaire des ouvriers. C'est là la particularité du moment. C'est là-dessus que doit se baser le communisme international.

Avec leur flair habituel, les vieux routiers de l'Internationale d'Amsterdam et de la II-e Internationale n'ont pas été les derniers à remarquer la nouvelle évolution qui se produit au sein des masses et qui s'exprime dans la formule: «Unité du front ouvrier». Sentant le danger, ils ont tenté de rendre ce mot d'ordre inoffensif en le monopolisant à leur profit et en prenant eux-mêmes la tête du nouveau mouvement. Ils se sont mis à conjuguer à tous les temps le verbe «unifier». Ce faisant, ils ont intentionnellement commis une légère—oh! très légère—confusion d'idées: à l'unité véritable de millions d'ouvriers unis dans la lutte contre l'offensive du Capital ils ont cherché à substituer l'unité entre les dirigeants de la II-e Internationale, de l'Internationale 2<sup>1/2</sup> et de l'Internationale d'Amsterdam. Alors ont commencé les pourparlers secrets et les conférences à Francfort, à Brighton, à Vienne, à Paris et dans une série d'autres villes européennes. Ces conférences se sont tenues entre les diplomates des trois Internationales susmentionnées. Et actuellement, tous ces dirigeants s'efforcent avec une ardeur particulière d'exploiter à leur profit la tendance spontanée des ouvriers à l'unité.

Vous êtes pour l'unité du front, disent-ils aux couches ouvrières qui s'éveillent à une nouvelle lutte active; eh bien! nous nous chargeons de vous

(1) Dans les discussions qui surgissent en différents pays sur l'unité de front, on a souvent en vue exclusivement l'unité de front avec les partisans de la II-e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam. Nous estimons que l'on doit comprendre plus largement l'unité de front. Ce qu'il faut, ce sont des accords pour la lutte contre le capitalisme avec les anarchistes, les syndicalistes et les ouvriers sans-parti; avec ces derniers surtout. Pour les pays latins, la question d'une entente avec les éléments ouvriers syndicalistes et anarchistes a une grande importance pratique. Il nous faut un front unique de tous les ouvriers véritablement révolutionnaires qui se sont convaincus de la nécessité de la lutte en commun contre les capitalistes, dans le domaine économique comme dans le domaine politique.

organiser un front unique. Nous allons nous rassembler, nous, vos vieux chefs, à Vienne ou à Paris; nous passerons entre nous un accord, d'où nous excluons, cela va sans dire, ces canailles de communistes—qui, la chose est connue, sont contre l'unité de la classe ouvrière,—et alors votre but sera atteint. L'intention des chefs et des diplomates de l'Internationale d'Amsterdam et de la II-e Internationale est de rendre anodin le mot d'ordre du front ouvrier—unique. Cette tendance spontanée à l'unité révolutionnaire qui se fait jour parmi les masses, ils veulent l'étendre dans le lit de Procuste des machinations et des accords de chefs passés maîtres dans l'art de la trahison. D'une part, pousser les hauts cris contre les dangers de guerre dévoilés par la conférence de Washington; d'autre part, continuer à siéger dans le Bureau international du Travail, partie constitutive de la Société des Nations et, par suite, de la conférence de Washington: voilà qui montre bien la duplicité de ces gens!

En été déjà, dans le premier manifeste de l'Internationale Communiste sur la question de l'unité, nous indiquions que dans les discussions actuelles sur le mot d'ordre de l'unité du front il convenait de bien distinguer deux choses: d'une part, les manœuvres méprisables des leaders jaunes qui s'efforcent de remorquer le nouveau mouvement de masses et de le conduire dans les eaux tranquilles d'une nouvelle «collaboration» de classes; d'autre part, un phénomène véritablement nouveau, véritablement important: la tendance de nouvelles couches du prolétariat à la cohésion, à l'unité révolutionnaire véritable, à la création d'un front révolutionnaire unique, tout d'abord défensif, puis offensif. D'une part, un phénomène social profond, méritant l'attention la plus sérieuse; d'autre part, un simple «tour de passe-passe» de policiers roués.

Ce n'est pas sans raison que la presse bourgeoise et social-démocrate tente, chaque année, de faire passer les communistes pour des «scissionnistes», pour des violateurs systématiques de l'unité de la classe ouvrière. Messieurs les bourgeois et leurs valets, les social-démocrates, savaient bien ce qu'ils faisaient, lorsqu'ils s'efforçaient de nous représenter comme les fauteurs véritables de la scission dans les rangs ouvriers. La tendance à l'unité est l'aspiration naturelle de la classe opprimée. *Et, toutes conditions égales*, mais seulement dans ce cas, l'unité des organisations ouvrières est, il va de soi, un grand bien. Il est des circonstances où la scission, selon l'expression de feu Dikhanof, est le devoir sacré du révolutionnaire. Il en est ainsi quand, pour une raison ou pour une autre, un parti a cessé de remplir sa mission historique ou même s'est mis à effectuer des tâches diamétralement opposées à celles que comportait son programme primitif. C'est ce qui est arrivé à tous les partis de la II-e Internationale, au début de la guerre impérialiste. C'était le devoir sacré de Karl Liebknecht d'introduire la scission dans la vieille social-démocratie officielle qui, dès le premier coup de feu, en 1914, s'était faite la servante de Guillaume le Sanguinaire. Après un quart de siècle de développement pacifique, tout l'appareil du mouvement ouvrier inter-

national se trouvait, au début de la guerre impérialiste, entre les mains des réformistes. Le marxisme militant dut faire des efforts héroïques pour conquérir simplement le droit de propager ses idées révolutionnaires. Puis, arriva le temps de la *différenciation organique*. Les communistes entreprirent la création de leur parti à eux. C'était le seul moyen de sauver l'honneur du socialisme et de défendre les intérêts les plus élémentaires de la classe ouvrière. Mais les social-démocrates de l'ancienne école étaient alors les maîtres. Nous, communistes, nous dûmes nous «mûliner», gagner à notre cause la minorité révolutionnaire et, partant, scinder la vieille organisation. Les social-démocrates et leurs protecteurs, les bourgeois, exploitèrent habilement cet état de choses. Par tout le monde, dans toutes les langues, dans des centaines et des milliers de leurs journaux, ils hurlèrent que nous, les communistes, nous étions par principe les adversaires de l'unité des organisations ouvrières. Nombre d'ouvriers inexpérimentés se laissèrent prendre à leur argumentation. En réalité, les communistes comprenaient parfaitement que la scission est un mal. Mais ils estimaient que, à un certain stade, du développement du mouvement international, ce mal est un mal inévitable et qu'il est largement compensé par le bien résultant de l'organisation des éléments les plus avancés en un parti communiste ouvrier véritable.

La scission des communistes d'avec les social-patriotes n'empêche pas le front révolutionnaire ouvrier unique de croître avec l'appui le plus ardent des communistes. Le travail de différenciation est terminé dans les grandes lignes. Les communistes, dans l'ensemble, ont accompli le travail nécessaire et inévitable qui consiste à soustraire les éléments les plus avancés de la classe ouvrière à l'influence contre-révolutionnaire de la social-démocratie.

Les «scissionnistes» dans l'histoire ont toujours été les novateurs, les éléments militants, ceux qui ne voulaient pas se résigner à l'état de choses qu'ils avaient sous les yeux et qui frayaient la voie vers quelque chose de nouveau. Les «scissionnistes» devaient être naturellement les éléments avancés de la classe ouvrière, qui ne voulaient pas se résigner à la social-démocratie officielle, pourrie jusqu'à la moelle, de la II-e Internationale. Et ainsi, les «scissionnistes» ce fut nous, les communistes.

Mais maintenant, nous, les «scissionnistes», nous devons être les partisans les plus ardents de l'unité du front révolutionnaire avec les masses ouvrières, contre les capitalistes et leurs valets, les chefs de la social-démocratie. Nous devons, cela va sans dire, savoir démasquer la diplomatie et le jeu des leaders de la II-e Internationale. Lorsque Vandervelde, hier encore ministre du roi, ou Branting, actuellement ministre du roi, viennent prononcer le mot d'ordre de l'unité du front révolutionnaire et qu'ils sont soutenus par le bureau des ouvriers allemands, Noske, et par Jouhaux et Henderson, alors, certes, la tâche des communistes est de montrer aux masses ouvrières qu'on leur prépare une nouvelle trahison, soigneusement machinée. C'est là une tâche importante. Pourtant, elle n'est que secondaire. La tâche primordiale,

c'est de comprendre que le mot d'ordre de l'«unité du front ouvrier» n'est pas imaginé de toutes pièces, qu'il est le produit du développement historique des dernières années, qu'il signifie l'entrée dans la lutte active de nouveaux millions d'ouvriers. Comprendre ces ouvriers et aller au-devant d'eux, savoir exprimer leurs tendances révolutionnaires encore confuses, savoir les unir et se mettre à leur tête, c'est amener sous le drapeau du communisme non seulement l'avant-garde, mais le gros des forces de l'infanterie ouvrière; c'est gagner à sa cause non pas des milliers et des dizaines de mille, mais des centaines de mille et des millions d'hommes, c'est donner corps véritablement au mot d'ordre «Aux masses!» formulé par le III<sup>e</sup> Congrès; c'est, en un mot, préparer les postulats essentiels de la victoire de la révolution socialiste.

Le bolchévisme est devenu maintenant une conception internationale. Il en est de même du menchévisme. L'expérience des rapports entre bolchéviques et menchéviques en Russie peut, à notre avis, être utilisée pour la solution de la question qui se pose à nous de l'attitude à adopter envers le menchévisme international. Nos camarades de l'étranger savent déjà que nous, bolchéviques russes, nous nous sommes séparés des menchéviques, mais ils doivent apprendre maintenant que, pendant les 15 ans qu'a duré notre lutte avec le menchévisme, il y a eu des cas assez fréquents où, autour du mot d'ordre de l'unité, il s'est engagé entre bolchéviques et menchéviques une lutte qui, sous beaucoup de rapports, rappelle la lutte actuelle dans le mouvement ouvrier européen. Durant les 15 années environ, qui s'écoulèrent depuis la naissance du bolchévisme jusqu'à sa victoire sur la bourgeoisie (1903—1917), le bolchévisme ne cessa de mener une lutte systématique contre le menchévisme. Mais en même temps, durant cette période, nous, bolchéviques, nous conclûmes maintes fois des accords avec les menchéviques. La scission avait eu officiellement lieu au printemps de 1905, quoiqu'elle existât en fait depuis 1903. En janvier 1912, la scission officielle entre bolchéviques et menchéviques fut à nouveau confirmée. Mais, en 1906 et 1907, puis en 1910, cet état de scission entière et officielle fit place à des unions et à des demi-unions, et cela non seulement par suite des péripéties de la lutte, mais aussi sous la pression des grandes couches ouvrières. L'examen rétrospectif de la situation d'alors nous montre que cette pression était exercée par de nouvelles couches d'ouvriers, qui s'éveillaient à l'activité politique et insistaient pour qu'on fit à nouveau des essais de rapprochement, considérant qu'en obtenant l'union des bolchéviques et des menchéviques en un parti unique ils augmenteraient leur force de résistance contre les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. Nous ne voulons pas dire par là que, dans un pays quelconque où le mouvement ouvrier est développé, l'on pourrait maintenant procéder à une union organique officielle ou à une demi-union entre bolchéviques et menchéviques, ou pour employer la terminologie contemporaine, entre communistes et partisans de la II<sup>e</sup> Internationale ou de l'Internationale 2<sup>1/2</sup>. C'est impossible. L'on ne saurait assi-

miler en tout point la période actuelle de développement avec celle qu'a traversée le mouvement ouvrier russe de 1903 à 1917. La guerre impérialiste mondiale a établi une ligne de démarcation nette entre l'ancienne et la nouvelle période de développement du mouvement ouvrier. La différenciation organique entre les communistes et les social-démocrates, qui avait commencé en 1914, en différents pays, est devenue maintenant un phénomène international. Sous ce rapport, l'on ne saurait faire machine en arrière. Mais, en même temps, quelques-uns des épisodes de la lutte et des accords entre bolchéviques et menchéviques russes peuvent être d'une certaine utilité à nos camarades d'Europe Occidentale et d'Amérique. Ainsi, l'expérience russe de 1913 et du début de l'année 1914 dans le mouvement ouvrier russe est particulièrement instructive. A cette époque déjà, l'enthousiasme était grand parmi les ouvriers russes. Après la défaite de la révolution de 1905 et les pénibles années de la contre-révolution, une tendance très forte, spontanée à l'unité du front ouvrier se manifestait alors. Les diplomates du menchévisme russe, en ce temps-là, tentaient d'exploiter cette tendance à l'unité à peu près comme lo font maintenant les chefs du menchévisme international. Mais nous, bolchéviques russes, nous ne répondîmes pas alors par un refus pur et simple de toute collaboration. Jamais nous ne nous élevâmes contre l'unité du front ouvrier. Au contraire, pour déjouer la manœuvre des chefs menchévistes, nous, bolchéviques, nous proclamâmes alors le mot d'ordre de l'unité par en bas. En d'autres termes, nous réclamâmes l'unité des masses ouvrières-elles-mêmes dans la lutte pratique pour les revendications véritablement révolutionnaires dirigées contre les capitalistes. Nous appelâmes les masses ouvrières à s'unir par-dessus les têtes de leurs chefs, menchéviques modérés. La pratique montra que nous avions atteint notre but. Grâce à cette tactique qu'il nous fallut naturellement adapter aux conditions de temps et de lieu, nous conquîmes peu à peu au bolchévisme une très grande partie des meilleurs ouvriers menchéviques. Cependant, pas un instant nous, bolchéviques, nous ne renoncâmes à notre indépendance complète; pas un instant, nous n'adoucîmes notre critique contre le menchévisme. Au contraire, la propagande en faveur du mot d'ordre de l'unité par en bas s'effectua parallèlement au dévoiement des manœuvres des diplomates menchévistes.

Après la révolution de mars 1917, les menchéviques tentèrent de nouveau d'exploiter le mot d'ordre de l'unité. Ils proposèrent un plan de congrès unifié de tous les social-démocrates, c'est-à-dire des bolchéviques et des menchéviques. C'est à l'assemblée, convoquée par les menchéviques dans le but de préparer cette fameuse union, que le camarade Lénine prononça son discours célèbre, dans lequel étaient exposées, pour la première fois, les thèses en faveur du système soviétiste. Nous, bolchéviques, nous ne consentîmes pas à cette union. Et ainsi, les menchéviques ne réussirent pas à nous apprivoiser. Mais, en même temps, nous continuâmes à propager systématiquement, opiniâtrément, l'idée de l'union des ouvriers par en bas, dans les cadres des soviets, sur le terrain

de la lutte pour le pouvoir soviétiste, sur le terrain de l'organisation des grèves politiques et économiques de masses, sur le terrain de l'armement des ouvriers, du désarmement de la garde-blanche, etc. Les résultats, comme on le sait, ne furent pas mauvais.

### 3. L'état de la question dans les différents pays

Dans les différents pays, les sections de l'Internationale Communiste abordent, chacune à sa manière, le mot d'ordre de l'«unité du front ouvrier» et se frayent à tâtons la voie vers les masses dans la nouvelle situation. Mais en somme, presque partout le processus est identique.

En Allemagne, le parti, à sa dernière conférence, a soutenu avec une unanimité complète le mot d'ordre du front ouvrier unique et a reconnu non seulement possible, mais nécessaire, dans certaines conditions, de soutenir le «gouvernement ouvrier», dont il est de plus en plus question en Allemagne. Dans ce pays, plus que dans aucun autre, la question de l'unité du front revêt un caractère d'actualité pressante. Le réformisme allemand—nous prenons ce mot dans son acception la plus large, y faisant entrer les social-démocrates majoritaires et les centristes—est acculé à une impasse. Les bourgeois les plus clairvoyants comprennent de plus en plus nettement qu'il ne peut y avoir aucune issue pacifique, naturelle, à l'état de choses, en Allemagne. Si le Parti Communiste Allemand est à la hauteur de la situation, il pourra maintenant utiliser les résultats des batailles de mars, qui—la chose est particulièrement évidente aujourd'hui—ont été un grand pas en avant, malgré toutes les fautes commises alors. Les communistes allemands, maintenant que de nouveaux ouvriers par centaines de mille s'éveillent à la lutte, doivent savoir recueillir le fruit de leur lutte de mars. Quoi qu'en disent les censeurs et les sycophantes, les faits restent les faits: le seul parti qui, en mars 1921, ait entraîné à sa suite des centaines de milliers d'ouvriers à la bataille, au moment où les socialistes exhortaient sur tous les tons les ouvriers à rester tranquilles, a été le parti communiste.

Les éléments *putschistes* et *scitaires*, qui existaient incontestablement dans le Parti Communiste Allemand, sont combattus avec succès. Nos amis allemands comprennent que, dans certaines conditions, la tendance au front révolutionnaire unique peut devenir un facteur de révolutionnement très important. Les communistes allemands ont eu raison, en Thuringe, de prêter leur appui parlementaire aux social-démocrates et aux Indépendants, lorsque la formation d'un gouvernement socialiste dépendait des voix des communistes. Les communistes allemands ont raison de s'en tenir à la même ligne de conduite pratique, dans le domaine de la lutte économique.

Quelquefois, il est vrai, on remarque quelques exagérations. Dans la circulaire du Comité Central du Parti Communiste Allemand (21 novembre 1921), on lit:

«Il convient de veiller soigneusement à ce que les communistes n'entreprennent pas eux-mêmes une lutte

économique dans laquelle ils seraient isolés. Il faut non pas qu'ils mènent une lutte économique indépendante, mais que nos camarades puissent tout d'abord mener les masses en avant. La lutte économique doit être menée par les syndicats.»

C'est là, à notre avis, un point de vue erroné. Certes, ce sont surtout les syndicats qui doivent avoir la direction officielle des grèves économiques. Mais il est bien évident que, en aucun cas, le parti ne peut renoncer à jouer un rôle dirigeant dans les grèves économiques. En Allemagne, maintenant plus que jamais, une grande grève économique quelconque a une portée politique. Au stade actuel de la lutte, en Allemagne plus qu'en aucun autre pays, la lutte économique se transforme en lutte politique. Est-ce à nous de rappeler à nos camarades allemands toute la traîtrise des syndicats social-démocrates actuels? Tout récemment, le *Vorwärts* communiquait fièrement que, sur 43 millions d'ouvriers syndiqués dans 30 des plus grands pays du monde, l'Allemagne en possédait 13 millions. Mais nous, ainsi que les communistes allemands, savons que les unions libres qui existent actuellement en Allemagne entravent en réalité toute lutte économique sérieuse des ouvriers. Il est nécessaire de soutenir le mot d'ordre du front ouvrier unique, mais il ne s'ensuit pas que nous devons tomber dans des exagérations comme celle que nous venons de signaler.

Tout en soutenant le mot d'ordre du front unique, les communistes allemands doivent, avec un redoublement d'énergie, lutter contre tous ceux qui s'efforcent d'introduire des idées centristes dans les rangs de notre propre parti. Lutter impitoyablement contre le nouveau parti formé par Paul Lévi, Däumig et leurs acolytes est un acte nécessaire à la conservation du parti. Nous pouvons et devons appuyer tout pas pratique dans le domaine de la création d'un front unique parmi les masses, mais nous devons, en même temps, combattre sans merci tout «chef» qui cherche à tirer le parti en arrière. Paul Lévi et ses amis affirment qu'ils ne veulent pas créer un parti détaché; en réalité, c'est pourtant ce qu'ils font. Lorsque Lévi proclame à qui veut l'entendre que son parti n'est pas un parti, il use en réalité d'un artifice de langage. Lévi ne peut pas encore créer un grand parti distinct, et c'est pourquoi il organise une sorte de club non officiel. La nécessité le rend vertueux. Faire des concessions quelconques à ces délaististes qui tâchent à désagréger de l'intérieur le parti communiste, ce serait commettre le crime le plus grave contre le nouveau mouvement révolutionnaire de masses qui surgit en ce moment. Oui, nous devons nous concerter et nous entendre avec les ouvriers de Scheidemann qui évoluent en ce moment à gauche et qui désirent faire avec nous la grève, convoquer un congrès de conseils de fabriques ou organiser un mouvement sous le mot d'ordre de l'amnistie aux condamnés politiques. Oui, nous devons faire certaines concessions à ces ouvriers de Scheidemann, nous souvenant qu'ils viennent et viendront à nous et qu'ils marcheront avec nous par centaines de mille, tout d'abord à des batailles partielles, puis à des batailles décisives.

En même temps, non seulement il ne convient pas, mais nous n'avons pas le droit de faire la plus légère concession aux petits groupes de défaitistes, comme celui du renégat Lévi, qui liront le mouvement ouvrier en arrière. Qui ne comprend pas cela, ne comprend rien du tout. Celui qui, du fait de l'aspiration spontanée des masses ouvrières au front unique, conclut que le parti communiste doit être indulgent pour les «chefs» qui passent à l'adversaire, n'est pas capable de construire le parti communiste; il n'est capable que de le détruire.

Quelques naïfs escomptent que l'aspiration à l'unité du front rendra la lutte entre les partis moins violente, affaiblira la polémique, etc. Sainte simplicité! L'exemple de l'Allemagne a montré que, dans la réalité, c'était juste le contraire. Lorsque les social-démocrates allemands ont vu que l'influence des communistes augmentait et que ceux-ci commençaient à s'entendre au sujet de la création d'un front commun de lutte avec les ouvriers dirigés par Scheidemann, le Comité Central de Scheidemann a lancé ses fameuses révélations sur les actes de terrorisme, soi-disant commis par les communistes pendant les journées de mars 1921. C'est à peu près ce que faisaient les menchéviks russes, aux moments critiques pour eux. Le renforcement de la tendance au front unique n'exclut pas, dans certaines circonstances, l'exacerbation de la lutte entre les chefs traitres de la social-démocratie et nous. Qui ne comprend pas cela, encore une fois, ne comprend rien. En effet, plus nous nous rapprocherons des ouvriers qui avaient été jusqu'à présent indifférents ou qui avaient suivi la social-démocratie, plus les chefs de la II<sup>e</sup> Internationale seront furieux et s'efforceront d'empoisonner la dispute idéologique par des «révélations», des délations et autres infamies. Néanmoins, notre union avec des couches toujours nouvelles d'ouvriers ne fera que progresser, si toutefois nous ne commettons pas nous-mêmes de fautes.

La question se pose un peu autrement en France. Là, le parti communiste dispose incontestablement de la majorité parmi les ouvriers politiquement organisés. Par suite, la situation est différente de celle de l'Allemagne. Mais, cela ne veut pas dire que nous devons renoncer, en France, au mot d'ordre de l'unité du front. A nos yeux, il se produit en France une scission du mouvement professionnel, il se forme deux confédérations du travail: l'une, dirigée par les ultra-réformistes; l'autre, par les syndicalistes révolutionnaires et les communistes. Pour ne pas déprimer, cette deuxième confédération doit à tout prix maintenir et renforcer le contact avec la masse des ouvriers sans-parti qui, en France comme dans les autres pays, aspire à l'unité. A chaque grande grève économique, à chaque action de masses, nous devons absolument proposer à la confédération réformiste d'agir avec nous, afin de la démasquer devant les masses si elle se refuse à soutenir la lutte des ouvriers, afin de nous rapprocher des ouvriers qui la soutiennent encore si elle consent à notre proposition. Prises ensemble, les deux confédérations comptent au total actuellement un peu plus d'un demi-million d'ouvriers.

Les communistes et les syndicalistes véritablement révolutionnaires doivent entraîner maintenant dans leur sphère d'influence non pas un demi-million, mais deux millions au moins d'ouvriers—sinon, les syndicalistes révolutionnaires français risquent bientôt de se transformer en rameau desséché. Pour arriver à ce résultat, il faut, en France également, avec intelligence et en tenant compte des particularités locales, mener la lutte sous le mot d'ordre de l'unité du front révolutionnaire ouvrier.

Mais alors, nous diront les malins, pourquoi la lutte, au sein du parti communiste, sur la question des limites de l'autonomie syndicale? Pourquoi cette polémique entre les communistes et les syndicalistes-révolutionnaires qui se refusent à reconnaître le rôle dirigeant du parti? Mais précisément pour conquérir les grandes masses des sans-parti, il faut que le parti voie clair en lui-même, qu'il sache nettement ce que c'est que les syndicats et ce que c'est que le parti communiste. D'une part, nous devons arriver dans le parti à une netteté idéologique complète sur la question susindiquée et, de l'autre, savoir nous rapprocher des grandes masses de sans-parti et les gagner à notre cause sous le mot d'ordre du front révolutionnaire unique contre les capitalistes. Il est nécessaire que tout homme prétendant à un rôle dirigeant dans le mouvement ouvrier comprenne bien ce raisonnement.

La tactique du front révolutionnaire unique, nous ne nous le dissimulons pas, comporte, en France, de grands dangers. L'on voit encore, au sein du Parti Communiste Français, des gens comme Raoul Verfeuil, Fabre et d'autres continuer de déplorer la scission qui les a séparés de Longuet et de Renaudel. Sous ce rapport, une série d'articles publiés par Raoul Verfeuil dans le *Journal du Peuple* sont tristement symptomatiques. Ces articles, malheureusement, n'ont presque pas attiré la riposte de la presse du parti. Non moins déplorables sont les articles de Fabre qui glisse tout à fait dans le camp de Longuet. Mais particulièrement regrettables (et même impardonnables pour le marxiste qu'est Rappoport) sont les articles de Charles Rappoport qui, après le congrès de Milan du 24 octobre 1921, tente encore de défendre «notre bon ami» Serrati.

Tout en conseillant à nos amis français de proclamer le mot d'ordre de l'unité du front ouvrier nous craignons sérieusement, il faut l'avouer, que, par suite de la faiblesse des traditions communistes en France, toute une série de camarades ne donnent à ce propos dans l'opportunisme. En effet, on commence déjà en France à parler du bloc des gauches au moment des élections parlementaires. Daniel Renoult lui-même semble devoir tomber, sous ce rapport, dans de graves erreurs. De la lettre aux communistes allemands, où le camarade Lénine déclare qu'il ne faut pas transformer en sport la lutte contre le centrisme, Daniel Renoult (sans parler, à plus forte raison, de Fabre) tire de larges conclusions dans le sens de la cessation en général de la lutte entre les partis. Dans un article de son journal *L'Internationale*, il écrit:

«Il est remarquable que, précisément au moment actuel où des disputes parfois purement théoriques di-

visent les forces révolutionnaires, toute action effective, en dépit de tout, les cimente et les unisse. Il conviendrait, à notre avis, de réfléchir à cela dans les différentes organisations et de prendre en considération que, malgré les violents désaccords et les anathématisations réciproques, les révolutionnaires sincères de toutes les nuances, par la force des circonstances, tant que le capitalisme existera, uniront leurs efforts pour lutter contre lui.

En un mot, aimons-nous les uns les autres et oublions que Judas est un traître et que Renaudel est Renaudel. A notre avis, le camarade Lorient avait profondément raison quand, dans son article intitulé: *Plus de confusion*, il répondait à D. Renoult:

Renoult oublie que ce qui est aux prises chez nous, dans les syndicaux et encore, hélas! dans une large mesure, dans le parti, ce ne sont pas, comme en Allemagne, les conceptions de l'Internationale Communiste et les opinions de ceux qui se prétendent à sa gauche, mais bien encore le communisme et le réformisme.

Souhaiter, dans de telles conditions, au nom de je ne sais quel fantôme d'unité, une cessation de la lutte, alors que Moscou nous demande au contraire de l'intensifier, est une erreur dont les conséquences peuvent être grandes.

Le camarade Lorient a encore plus raison, lorsqu'il ajoute:

«Pour réaliser sur le terrain communiste et ouvrier un maximum d'union, il faut d'abord que notre parti soit communiste, ce qui est loin d'être.»

Voilà qui est parler d'or! Pour bien manœuvrer contre les réformistes et les demi-réformistes, pour enlever à ces derniers, sous le mot d'ordre de l'unité du front, de nouvelles couches d'ouvriers, il faut que le manœuvrier, c'est-à-dire le parti communiste lui-même, se tienne fortement sur ses jambes et qu'il se souvienne que Longuet et Renaudel sont les agents du Capital et non nos amis quelque peu égarés.

Dans son article consacré au quatrième anniversaire de la révolution d'Octobre, Jean Longuet s'écrit avec emphase:

«Et quand les dirigeants bolchéviques voudront-ils, selon l'heureuse formule de notre ami André Pierre, après avoir fait leur paix avec leurs ennemis bourgeois, conclure enfin la paix avec leurs frères socialistes?» (*Le Populaire*, 7 novembre 1921.)

Il est difficile de dire ce qui prédomine dans cette phrase: la naïveté ou le cynisme. «Notre ami» André Pierre—ce détracteur professionnel du pouvoir soviétique qui s'est fait une spécialité de «démasquer» les communistes—estime que les bolchéviques russes ont conclu la paix avec la bourgeoisie et que, par suite, ils doivent maintenant la faire aussi avec les social-patriotes. Et M. Longuet se hâte de répéter cette «heureuse formule». Est-il possible en réalité que M. Longuet ne comprenne pas quelle paix les bolchéviques russes ont conclue avec la bourgeoisie étrangère? Il se serait temps qu'il cessât de feindre l'incompréhension.

En tout cas, les ouvriers français doivent savoir nettement qu'il ne peut y avoir aucune paix entre Longuet et Renaudel d'une part, et les communistes de l'autre. Mais que les ouvriers communistes passent avec les ouvriers sans-parti, syndicalistes, anarchistes et autres une série d'accords sur le terrain de la lutte commune

contre les capitalistes: voilà qui peut et qui doit se faire.

La question du front unique se pose encore d'une autre façon, en Angleterre. Le II-e Congrès mondial de l'Internationale Communiste s'était déjà, en 1920, prononcé pour l'entrée des communistes dans le *Labour Party* qui, comme on le sait, est un groupement *sui generis* de tous les partis et syndicaux ouvriers, mais qui est dirigé par les opportunistes les plus dangereux.

Au II-e Congrès, la tactique de l'entrée dans le *Labour Party* avait été combattue pour des prétendues raisons d'orthodoxie par des gens comme Serrali. Mais l'expérience a montré combien nous avions raison de recommander cette tactique aux communistes anglais.

Henderson et son honorable compagnie ont refusé d'accepter les communistes anglais dans le *Labour Party*. On remarque maintenant une certaine évolution dans les rangs du *Labour Party*. Sous l'influence des causes profondes que nous avons indiquées plus haut, les organisations londoniennes du *Labour Party* ont adopté, il est vrai, à une faible majorité, une résolution permettant aux communistes d'adhérer au *Labour Party*. Dans le mouvement ouvrier anglais qui, dans son développement, soulève de nouvelles couches de plus en plus profondes d'ouvriers (témoin la grève des mineurs) le mot d'ordre du front révolutionnaire unique est, plus que partout ailleurs, nécessaire. C'est grâce à ce mot d'ordre que nous parviendrons le mieux à nous rapprocher des masses du prolétariat anglais. Il n'y a pas longtemps, dans un article intitulé: *La maturité du Labour Party*, Henderson écrivait:

«La question à l'ordre du jour est celle de l'affiliation du Parti Communiste. Après un minutieux examen, le Comité Exécutif National a repoussé cette affiliation, et son intention est de proposer à la conférence de ratifier cette décision. La conférence peut annuler la décision du Comité Exécutif. Mais il faudra apporter des arguments sérieux aux délégués, avant que ces derniers annulent la décision du Comité Exécutif.»

Nous espérons fermement que le développement des événements et le révolutionnement des ouvriers anglais feront rapporter quantité de décisions qui semblent maintenant irrévocables à M. Henderson.

La situation, en Italie, est des plus instructives. La scission entre les communistes et les social-démocrates y est encore toute fraîche. Le jeune Parti Communiste Italien est, il va de soi, un peu porté au dogmatisme. Il vient de s'affranchir des liens de l'unité qui l'enchaînaient aux réformistes et aux demi-réformistes, et il est tout naturel qu'il ne se sente aucun désir de passer des accords avec ces derniers. Les communistes italiens viennent d'être témoins de la trahison monstrueuse à la cause de la révolution prolétarienne, perpétrée par les chefs du Parti Socialiste et des syndicaux. Néanmoins, le jeune parti communiste a mené toute son agitation sous le mot d'ordre du front prolétarien de combat unique contre l'offensive des capitalistes. Cela est profondément caractéristique. En Italie, les divers processus d'évolution au sein du mouvement ouvrier s'effectuent actuellement, pour toute une série de raisons, avec

une évidence particulière. Il en est ainsi pour le mot d'ordre du front unique. L'offensive du capitalisme se distingue, en Italie, par son impudence. Le charlatanisme des chefs réformistes, qui n'attendent que le moment d'occuper un poste confortable dans un cabinet ministériel, est particulièrement cynique. Et, en même temps, plus que dans aucun autre pays, les masses ouvrières aspirent à la lutte contre les capitalistes et désirent instinctivement la reconstruction de l'unité du front prolétarien pour pouvoir mener avec succès cette lutte. En Italie,—plus que dans aucun autre pays, la chose est visible—le front unique attire à lui, telle la lumière les papillons, non seulement les ouvriers communistes, mais les ouvriers anarchistes et syndicalistes, ainsi que les grandes masses des ouvriers sans-parli et de ceux qui suivent les réformistes et les centristes. Voilà pourquoi, le mot d'ordre du front ouvrier unique est devenu le mot d'ordre de combat des éléments communistes intransigeants, en Italie. C'est par des voies spéciales que les communistes italiens sont arrivés au même but que les communistes des autres pays.

En Amérique, l'on assiste à l'union de tous les éléments de gauche du mouvement professionnel et politique, union où les communistes occuperont la place centrale et grâce à laquelle ils pourront pénétrer dans les grandes masses du prolétariat américain. La principale accusation que l'on devra élever contre la bande de Compers sera que les syndicats de ce dernier ne veulent point participer à la création d'un front unique contre les capitalistes, se refusent à défendre les sans-travail, etc.

En Suède et en Suisse, en Tchéco-Slovaquie et en Norvège, dans les pays où nous formons la minorité, comme dans ceux où nous avons déjà la majorité parmi les ouvriers politiquement organisés, toujours et partout, avec des modifications diverses, nécessitées par les conditions locales réelles, la question du front unique vient au premier plan. Car, toujours et partout, c'est au fond le même processus essentiel: la masse ouvrière s'éveille à une nouvelle lutte révolutionnaire, la masse ouvrière se révolutionne. Ce n'est pas dans un accès de désespoir, ce n'est pas parce qu'ils piétinent sur place ou qu'ils font machine en arrière, que les communistes allemands en sont venus et que les communistes des autres pays en viennent à poser le mot d'ordre du «front unique». Bien au contraire, c'est la preuve que les masses sont mises en branle et qu'elles reprennent à nouveau leur marche en avant.

#### 4. Veillons au grain

Nous avons déjà indiqué, en passant, les dangers de la tactique que nous préconisons. Ces dangers, il convient de ne pas les oublier. En effet, tous les partis communistes ne sont pas encore assez fortifiés, suffisamment formés, tous ils ne sont pas encore affranchis définitivement de l'idéologie centriste et demi-centriste. Dans quelques partis, il se trouvera des «chefs» qui découvriront dans notre tactique le prétexte longtemps attendu, pour tourner le gouvernail à droite et

commencer à céder les positions idéologiques du communisme. Pour ces chefs, le mot d'ordre du front unique sera un but en soi et non un moyen de conquérir de nouvelles masses à la cause du communisme. Cette interprétation erronée de notre tactique nous donnerait en réalité non pas le front révolutionnaire unique des ouvriers contre les capitalistes, mais le front unique des centristes avec les mauvais «communistes» contre la révolution prolétarienne.

La condition *sine qua non*, règle absolue pour tous nos partis communistes, c'est que chacun d'eux conserve sa pleine indépendance et son entière liberté de critique à l'égard de tous les partis et groupes avec lesquels nous concluons tel ou tel accord provisoire. L'unité dans toute action ou même demi-action révolutionnaire contre les capitalistes—oui! L'unité avec les chefs d'Amsterdam et de la II-e Internationale pour atténuer les divergences de vue entre le communisme et le réformisme—jamais, à aucun prix et sous aucun prétexte!

Tout en concluant différents accords, pas un instant les communistes ne doivent oublier que le réformisme, selon l'expression du camarade Barbusse, est le virus du socialisme. Plus nos accords pratiques avec les ouvriers appartenant aux autres organisations seront nombreux, et plus notre lutte idéologique contre le réformisme devra être ferme, nette et accusée. Sinon, la gangrène dont se meurt le réformisme pourrait infecter notre organisme.

Les derniers temps, les leaders de la II-e Internationale et de l'Internationale 2<sup>1/2</sup>, ont fait grand bruit sur la nécessité de l'union internationale et de la création d'une «Internationale unique et puissante». Ce sont les chevaliers de l'Internationale 2<sup>1/2</sup> qui, dans cette affaire, assument le rôle d'entremetteurs. Il est amusant d'entendre Ledebour (dans l'article: *La question de l'unité socialiste*, 6 novembre 1921) appeler les communistes des «frères égarés». Il est plaisant de voir Frédéric Adler expliquer au congrès du Parti Social-Démocrate Autrichien que l'Internationale 2<sup>1/2</sup> ne doit en aucun cas consentir à l'union seulement avec la Deuxième Internationale, sans la Troisième. Mais compter sans le maître, c'est s'exposer à compter deux fois: c'est ce qu'oublient tous ces messieurs. Il ne peut être question d'une Internationale «unique», dans laquelle entreraient les social-patriotes et les centristes. L'Internationale Communiste est maintenant en bonne position pour conquérir définitivement les masses prolétariennes du monde entier. Mais, du moment que des sections isolées de l'Internationale Communiste admettent la possibilité de certains accords entre elles et les partis de la II-e Internationale et de l'Internationale d'Amsterdam, ces accords peuvent être conclus également sur l'échelle internationale. Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a déjà fait, à Amsterdam, une proposition au sujet de l'assistance commune aux affamés de Russie. Amsterdam n'a pas donné à cette proposition la publicité désirable; il l'a sabotée. L'Exécutif de l'Internationale Communiste a fait une proposition analogue à Amsterdam sur la question de

la défense des ouvriers espagnols contre la terreur blanche de la bourgeoisie et une autre sur la défense des ouvriers yougoslaves contre la terreur blanche des grands propriétaires et des capitalistes. Ces propositions, Amsterdam les fait et les sabote. La chose est d'ailleurs compréhensible. Les social-démocrates et les dirigeants des syndicats jaunes affiliés à la II<sup>e</sup> Internationale et à l'Internationale d'Amsterdam soutiennent avec ardeur le gouvernement yougoslave dans sa campagne sauvage contre les communistes.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste examine en ce moment la question d'une nouvelle proposition aux gens d'Amsterdam sur la conférence de Washington. Il est plus que probable que ceux-ci feront et saboteront cette proposition, comme ils l'ont fait pour les précédentes.

Les communistes des différents pays doivent être prêts aux deux éventualités suivantes: ou bien les partisans d'Amsterdam repousseront les accords que nous leur proposerons, et alors il faudra les démasquer devant les grandes masses d'ouvriers et les clouer au pilori comme des violeurs de l'unité prolétarienne; ou bien, à contre cœur, ils accepteront telle ou telle de nos propositions, et dans ce cas-là nous devons, tout en tenant compte de la situation réelle, développer progressivement et lever le plus possible l'action des ouvriers. Dans les deux cas, il est nécessaire de fixer l'attention des masses ouvrières des sans-parti à toutes les péripéties des pourparlers, à la préparation de l'action, etc.

Tout en appliquant la tactique que nous avons indiquée, et cela en tenant compte d'une foule de conditions réelles, nous devons avoir devant les yeux un but unique: renforcer notre parti communiste indépendant, fortifier notre Internationale Syndicale Rouge. Les tendances défaitistes à l'égard de l'Internationale Syndicale, que l'on observe par endroits chez des communistes hésitants, qui du mot d'ordre du «front unique» en viennent mentalement au mot d'ordre «Dissolution de l'Internationale Syndicale», doivent être combattues vigoureusement.

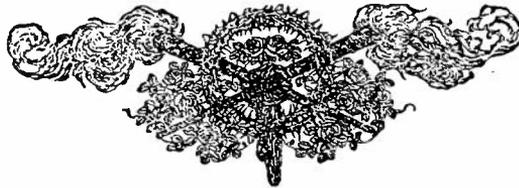
Le fait est incontestable: cette tactique est compliquée et demande de la souplesse et de la

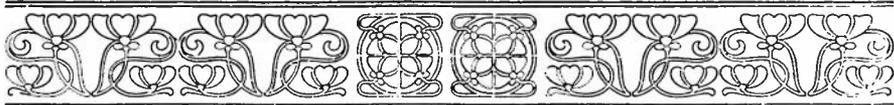
prudence. Certes, des fautes seront commises. Plus un parti communiste sera fort, plus ses dirigeants auront une idéologie nette; plus ses rangs seront fortement cimentés, plus il pourra manœuvrer avec succès dans les limites de la tactique tracée et gagner à lui de nouvelles couches d'ouvriers. Mais les partis plus faibles, eux aussi, doivent s'instruire dans l'art de conquérir les grandes masses de sans-parti. Pour apprendre à nager, il faut, bon gré mal gré, se mettre à l'eau. Il arrive que l'eau soit froide; mais l'ennuyeux, c'est qu'elle est toujours mouillée. En apprenant à nager, il se peut que l'on se noie, mais ce n'est pourtant pas une raison pour ne pas apprendre à nager.

Le pouvoir soviétiste, en Russie, est obligé, il va de soi, de régler sa politique intérieure et extérieure sur le mouvement prolétarien international et la croissance de la révolution internationale. Et inversement, la politique du pouvoir soviétiste, qui constitue le principal appui de la révolution internationale, détermine à son tour, dans une large mesure, la rapidité du développement du mouvement révolutionnaire international. À mesure que la rapidité de la révolution internationale croît, le sang battra plus fort dans les veines de la Russie soviétiste. Dès qu'en apparaîtra la plus petite possibilité objective, la Russie soviétiste changera l'allure et forcera la marche... Or, la nouvelle chaîne ascension du mouvement ouvrier international fait entrevoir d'immenses possibilités.

De tous les courants idéologiques et de toutes les tendances politiques: anarchisme, réformisme, syndicalisme, communisme qui luttent parmi les ouvriers, le communisme est, en ce moment, non seulement le plus fort, au point de vue théorique, mais le plus organisé et le plus fortement cimenté. L'avenir — mais non pas un avenir aussi éloigné que d'aucuns le pensent — appartient au communisme. Les événements qui se développent dans le mouvement ouvrier international démontrent chaque jour que le pessimisme ne saurait être de mise. Le communisme conquerra tout le prolétariat international et, avec lui, le monde entier.

G. ZINOVIEV.





E. VARGA.

## L'IMPÔT ET LA POLITIQUE FISCALE

Dans la période actuelle de désagrégation de l'économie capitaliste, la question fiscale acquiert, dans les pays où la décadence du capitalisme se manifeste sous forme de sous-production, c'est-à-dire dans les pays de l'Europe continentale qui ont pris part à la guerre, une importance politique et économique fondamentale. C'est dans les pays vaincus qui, outre les dépenses qu'ils ont à effectuer pour l'entretien de leur propre appareil étatique, doivent encore payer des contributions aux autres États, que cette question revêt une acuité spéciale.

La crise dans ce groupe de pays provient de l'insuffisance de la production, insuffisance provoquée par l'usure de l'outillage industriel et l'abaissement de la productivité de la main-d'œuvre. La production ne suffit pas à nourrir la classe ouvrière, à assurer aux capitalistes leur confort habituel, à renouveler et à développer l'appareil de production et à satisfaire aux besoins incroyablement accrus de l'État. La crise économique du capitalisme se manifeste sous forme de crise financière de l'État. Ses recettes courantes ne lui permettant pas de faire face à ses dépenses, l'État se voit contraint d'émettre une quantité de plus en plus considérable de papier-monnaie. D'où dépréciation continue de la monnaie fiduciaire, à l'intérieur du pays comme à l'extérieur. Et ainsi, la crise économique apparaît comme une crise des changes: tandis que la monnaie des États neutres reste convertible en or pour sa valeur nominale, celle des pays d'Europe Centrale et Orientale subit une dégringolade effroyable qui témoigne de l'aggravation constante de la crise économique. La solution de la crise financière et de la crise des changes ne serait possible que par l'équilibre du budget, lequel ne pourrait être réalisé que si l'État parvenait à retirer suffisamment des citoyens, sous forme d'impôt, pour couvrir ses dépenses. Et ainsi, la question fiscale devient le centre de la lutte politique dans les pays.

La question fiscale est, au point de vue économique, une question de répartition des revenus; il s'agit par suite de déterminer les sortes de revenus qui doivent fournir le montant de l'impôt. Dans l'État actuel, à chaque catégorie de revenus correspond une classe ou une couche quelconque de la population. La question fiscale se résout, par suite, conformément au rapport des forces des classes en présence. Non pas au sens

statistique du mot, car au cours de la lutte même il se produit un regroupement ininterrompu des différentes classes et couches. C'est précisément ce qui permet au parti communiste, guidé par une politique ferme et une tactique intelligente, de prendre en mains dans cette lutte la direction des masses populaires, d'aggraver les contradictions entre les différentes couches des classes possédantes et de créer ainsi des conditions révolutionnaires. Aussi la situation actuelle exige-t-elle impérieusement un examen théorique et tactique approfondi de la question fiscale.

### *Les impôts et le régime social*

Les impôts sont le produit direct de l'État de classes. Dans la société primitive non constituée en État et ne comportant pas la division en classes, il n'existait ni impôts ni problème fiscal. Dans la société antique basée sur l'esclavage, l'État avait des dépenses à effectuer; d'où la nécessité de soumettre les citoyens à une certaine imposition. Mais, comme dans ce régime social les classes opprimées n'avaient pas de revenus à elles, les impôts devaient être supportés par les classes libres, par les classes dominantes. Au moyen âge, c'était sur les serfs seuls que retombait tout le poids de l'impôt. La noblesse et le clergé en étaient alors complètement exempts, privilège qui leur était formellement reconnu dans la législation civile. Comme l'exploitation des travailleurs s'effectuait ouvertement sous forme de dîmes, corvées et redevances diverses, le problème fiscal n'existait pas. Les frais d'entretien de l'État de classes étaient rejetés ostensiblement, brutalement, sur la classe exploitée.

Sous la fameuse devise: «Liberté, Égalité, Fraternité», la révolution bourgeoise introduisit l'obligation générale de l'impôt pour tous les citoyens. Mais le même que l'exploitation des classes opprimées se dissimulait sous la liberté du contrat de travail, de même l'essence de la question fiscale, qui consiste dans la détermination de la catégorie des revenus imposables, était soigneusement tenue dans l'ombre par la bourgeoisie. En même temps que le problème des bénéfices et de la plus-value, la question fiscale devint un problème politico-économique.

Cependant l'importance économique de ce problème était assez restreinte. Si l'on compa-

le montant du revenu national d'avant-guerre avec la somme des dépenses des divers États, par exemple de l'Allemagne, de la France ou de l'Angleterre, on voit que ces dépenses ne dépassent guère 10% du revenu national. Cette estimation, nous ne le confessions pas, est des plus approximatives; néanmoins, elle montre que la solution de la question fiscale ne pouvait introduire de modification sérieuse dans la répartition des revenus de la société capitaliste. C'est ce que Marx avait bien compris en 1850, lorsqu'il écrivait:

«Les conditions de la répartition, basées directement sur la production bourgeoise, les rapports entre les salaires et le profit, le profit et l'intérêt, la rente foncière et le profit, ne peuvent, dans l'hypothèse la plus favorable, subir du fait de l'impôt que des modifications très secondaires, mais ne peuvent jamais être ébranlées dans leur fondement. Toutes les recherches et discussions au sujet de l'impôt partent du principe de la perpétuité de l'existence de ces rapports bourgeois. La suppression même des impôts ne pourrait qu'accélérer le développement de la propriété bourgeoise et de ses contradictions.» (Marx: *Œuvres posthumes* t. III, p. 435)

Malgré cette insignifiance relative de la question fiscale, les impôts ont été, au siècle dernier, la source d'une violente lutte de classes. Lassalle avait déjà établi que la bourgeoisie s'efforçait, et avec succès, de rejeter le coût de l'entretien de l'État de classes sur les travailleurs. Conformément à sa politique pratique, dont le but était d'améliorer le plus possible la situation du prolétariat en régime capitaliste, la social-démocratie cherchait, dans sa lutte pour l'impôt, à diminuer les charges du prolétariat. Comme on le verra, les conceptions de la social-démocratie, d'après lesquelles l'amélioration du sort de la classe ouvrière est liée à l'accumulation du capital, à l'enrichissement de la bourgeoisie, donnent à sa politique fiscale un caractère double. Afin de mettre en lumière le problème fondamental de la question fiscale, c'est-à-dire de déterminer quelle est la classe ou quelle est la catégorie de revenus qui doit être frappée par l'impôt, il nous faut d'abord définir quelques conceptions fiscales essentielles.

### Conceptions fondamentales de l'impôt

Si l'on examine les impôts existant actuellement dans un État capitaliste quelconque, on est tout d'abord frappé de leur multiplicité: l'Allemagne, par exemple, en compte jusqu'à 40 sortes. Si de cette diversité on veut extraire ce qui importe particulièrement, c'est-à-dire déterminer la catégorie de revenus frappés par les différentes sortes d'impôts, on en arrive aux subdivisions suivantes. Mais, pour plus de clarté, il convient auparavant de faire une distinction nécessaire entre le payeur officiel et le payeur effectif de l'impôt.

Le *payeur officiel* de l'impôt est celui qui verse lui-même l'impôt à l'État; le *payeur effectif* de l'impôt, celui dont le revenu est en fin de compte frappé par l'impôt. Sous la féodalité, alors que

l'échange commercial n'existait pour ainsi dire pas, le payeur officiel de l'impôt était en même temps le payeur effectif, c'est-à-dire que celui qui versait directement à l'État le montant de l'impôt diminuait d'autant son revenu. Dans le système fiscal actuel, il n'en est ordinairement pas ainsi. Par exemple, l'impôt sur le sucre est acquitté par les raffineurs, mais il est évident que ce ne sont pas eux qui sont atteints par l'impôt. Leur revenu n'est pas diminué de la somme de l'impôt, celui-ci dépassant d'ailleurs de beaucoup celui-là.

*Contributions directes et indirectes.* Cette subdivision se confond en somme avec la précédente: les contributions directes sont en général celles où le payeur officiel de l'impôt est en même temps le payeur réel, tandis que dans les contributions indirectes le payeur officiel et le payeur réel sont deux personnes différentes. Il existe, il est vrai, des exceptions: ainsi, l'économie bourgeoise range dans la catégorie des impôts directs l'impôt sur les maisons qui est en réalité un impôt indirect, car ce sont les locataires et non les propriétaires des maisons qui en supportent le poids.

La *répercussion de l'impôt* est un phénomène économique qui consiste en ce que le payeur de l'impôt en rejette la charge sur une autre personne. Nous étudierons dans la suite plus en détail les possibilités de répercussion de l'impôt. Nous nous bornerons ici à signaler qu'avant la guerre la lutte autour de l'impôt était menée pour les impôts directs ou indirects, l'opinion générale étant que ceux-ci étaient susceptibles de répercussion, tandis que ceux-là ne l'étaient pas. L'on estimait que les impôts directs frappent les classes possédantes, la plus-value, et que les impôts indirects frappent les salaires. La dernière évolution du système fiscal, l'imposition directe des salaires au moyen de l'impôt sur le revenu, enlève à cette distinction sa raison d'être. A l'heure actuelle, il existe des impôts directs sur les salaires. Il ne s'agit donc plus maintenant de poser la question des impôts directs ou indirects; la question qui se pose est celle de l'imposition des salaires ou de l'imposition de la plus-value.

Si l'on veut classer les impôts en partant de ce point de vue, on arrive aux groupements suivants:

*1-er groupe: les impôts sur la propriété.* Ce groupe comprend l'impôt sur les successions et l'impôt sur la propriété, s'il est acquitté en une seule fois. Au cas où il est payé sous forme de versements annuels, l'importance de ces versements et de l'imposition totale détermine si l'on a affaire à un véritable impôt sur la propriété ou à un impôt sur le revenu. Si le contribuable peut couvrir l'impôt avec ses revenus courants sans toucher à sa propriété, l'impôt sur la propriété n'est que nominal; par son caractère économique, il est en réalité un impôt sur le revenu.

*2-e groupe: les impôts sur le revenu.* Ces impôts se subdivisent en deux groupes: *les impôts sur le profit*, qui frappent la plus-value obtenue dans les entreprises, quelle que soit la personne à laquelle elle échoit sous forme de revenu, et *les impôts sur le revenu*, au sens propre du mot, qui peuvent, suivant le système d'imposition, peser sur les sa-

laire comme sur la plus-value. Dans les impôts sur le revenu, ce qui importe, c'est le mode d'imposition. Le revenu peut être imposé, comme dans le système anglais, à sa source même, c'est-à-dire que l'impôt est prélevé sur l'intermédiaire par lequel passe le revenu avant d'arriver au payeur réel. Ainsi, l'affermataire est obligé de défalquer du fermage le montant de l'impôt sur le revenu qui pèse sur le propriétaire de la terre et de le verser à l'État. De même, les sociétés anonymes prélèvent sur leurs dividendes la part de l'État; les banques la prélèvent sur les intérêts qu'elles servent à leurs clients, etc. Ce système a l'avantage de faire payer l'impôt par des gens qui ne sont nullement intéressés à diminuer sciemment le montant du revenu imposable. Mais le revenu peut n'être imposé que lorsqu'il se trouve déjà entre les mains de son propriétaire. C'est ce dernier, dans ce cas, qui est le payeur. On procède à une estimation générale de son revenu, la plupart du temps d'après ses propres indications: aussi est-il fort tenté de dissimuler le plus possible de ce revenu.

*3<sup>e</sup> groupe: les droits sur les marchandises.* L'État peut s'immiscer dans les affaires des citoyens et, sans s'inquiéter de celui qui doit verser l'impôt ou en supporter le poids, imposer certaines marchandises ou même toutes les marchandises au moment où elles passent d'une main dans une autre. Ce groupe renferme tout d'abord les impôts sur les affaires, les droits de mutation et, théoriquement, quelques impôts que l'on qualifie ordinairement d'impôts sur la consommation, c'est-à-dire des impôts prélevés sur des marchandises déterminées lorsqu'elles changent de propriétaire. La catégorie de revenus sur laquelle pèsent en définitif ces impôts est déterminée par les revenus dont vit le dernier acheteur.

*4<sup>e</sup> groupe: les douanes.* La théorie bourgeoise ne les range pas au nombre des impôts. Mais si l'on veut savoir quelle est la sorte de revenus qui subvient à l'entretien de l'État, on doit ranger les droits de douane au nombre des impôts. Au fond, ces droits sont des impôts sur les marchandises, prélevés lorsque ces dernières franchissent la frontière nationale. Leur particularité consiste en ce qu'ils peuvent provoquer une modification des revenus à l'intérieur du pays. S'il existe des droits de douane sur les marchandises produites également à l'intérieur du pays, ces droits permettent d'augmenter le prix des marchandises de la production nationale. Et ainsi, les consommateurs se trouvent avoir payé de leur poche plus qu'il ne rentre dans les caisses de l'État.

*5<sup>e</sup> groupe: les monopoles.* Les monopoles ne diffèrent que par la forme des impôts sur la consommation. L'augmentation du prix ne s'effectue pas dans ce cas, lors du passage d'une marchandise d'une main dans une autre, comme c'est le cas pour les impôts sur la consommation, mais au moyen d'une majoration directe sur le prix de revient, effectuée par l'État pour des marchandises déterminées.

*6<sup>e</sup> groupe: les droits sur les actes.* Ce sont des impôts prélevés en différentes circonstances pour certains services rendus par l'État, services dont

la valeur, dans la plupart des cas, est loin de correspondre à la somme payée.

### *La répercussion de l'impôt*

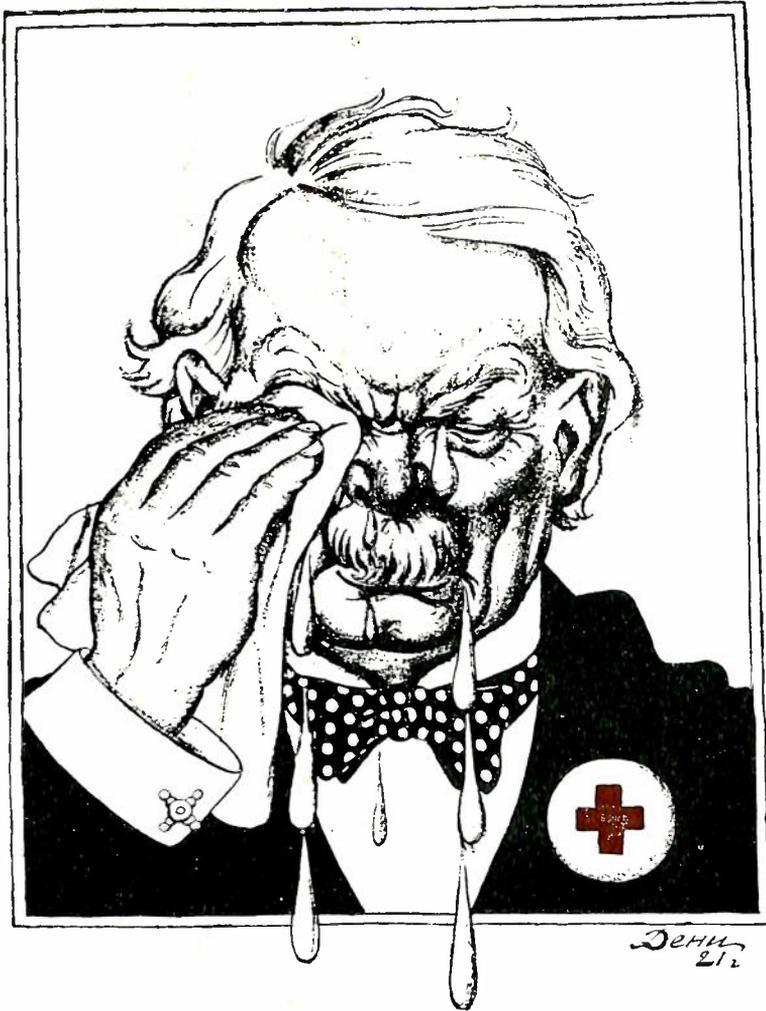
Fréquemment on entend dire que l'étude des catégories d'impôts susceptibles de répercussion est complètement superflue, car, en fin de compte, tous les impôts doivent être payés du produit du travail des classes laborieuses. Autant cette conception paraît simple, autant elle est théoriquement erronée. Toutes les dépenses de l'État, il est vrai, sont couvertes par les fruits du travail. Mais, avant que l'État ne mette en demeure un citoyen quelconque de payer l'impôt, la masse totale des valeurs créées par le travail des classes laborieuses est répartie entre les différentes catégories de revenus caractéristiques du régime capitaliste: rente foncière, profit, intérêt et salaire. Ce n'est qu'après cette répartition de la richesse créée par le travail que l'État perçoit ses impôts. De ce que tous les impôts sont prélevés sur le fruit du travail, il ne s'ensuit pas qu'ils soient prélevés sur les salaires, que tout impôt diminue d'autant les salaires.

Certes, la classe dominante peut rejeter sur les travailleurs les charges toujours croissantes de l'État. Elle peut faire supporter à d'autres les impôts qui pèsent sur ses revenus, et cela en modifiant à son profit la répartition fondamentale des revenus qui précède l'imposition, c'est-à-dire en abaissant les salaires réels, en augmentant la plus-value et en renforçant l'exploitation de la classe ouvrière. Le plus ou moins de succès de ces tentatives dépend du rapport des forces des classes en présence. Mais cette modification des revenus, cette aggravation de l'exploitation doit être rigoureusement distinguée du processus de la répercussion de l'impôt, et nous devons prendre comme point de départ la répartition découlant directement des conditions de la production. Sinon, le problème de la répercussion de l'impôt se dissout tout entier dans le problème de la répartition capitaliste des revenus. Mais une telle confusion ne peut être, théoriquement ni pratiquement, d'aucune utilité.

Si donc l'on prend comme point de départ la répartition des revenus existant avant l'imposition, on doit constater que cette dernière constitue une retenue sur le revenu du payeur effectif de l'impôt. Par quel mécanisme économique le payeur de l'impôt arrive-t-il à rejeter ce dernier sur une tierce personne? La chose est bien simple: à quelques exceptions près (1), ce transfert de l'impôt s'effectue au moyen d'une augmentation correspondante des prix sur les marchandises vendues par l'imposé.

Cependant il serait naïf de se représenter cette répercussion de l'impôt sous forme de majoration du prix des marchandises, comme un

(1) On peut, par exemple, se représenter le cas où l'industrie manufacturière, soumise à un impôt spécial, tenterait d'en faire supporter le poids aux personnes dont elle acquiert la matière première en les forçant à abaisser le prix de cette dernière, mais ce cas n'offre qu'un intérêt théorique et n'a aucune importance pratique.



LLOYD-GEORGE: A LA SEULE PENSÉE DES MALHEUREUX AFFAMÉS, J'AI  
TANT DE PEINE QUE JE N'AI MÊME PAS LA FORCE DE LEUR VENIR EN  
AIDE

phénomène purement mécanique. L'idée que le capitaliste sans hésiter, au moyen d'une élévation correspondante des prix, rejette sur l'acheteur l'impôt dont sont frappés ses bénéficiaires et ses revenus est en désaccord avec la théorie marxiste. Si les conditions du marché permettaient d'augmenter les prix, les capitalistes n'attendraient pas pour cela l'apparition de nouveaux impôts. Avant même l'établissement de ces impôts, ils majoreraient leurs prix pour s'assurer ainsi un plus grand bénéfice. Pour solutionner la question de la possibilité de la répercussion de l'impôt sous forme d'élévation des prix, il faut étudier sur la base de l'enseignement de Marx le processus de la constitution des prix.

Dans l'établissement des prix, il convient de distinguer tout d'abord deux groupes essentiels de produits. Le premier comprend les produits dont la quantité peut être indéfiniment augmentée proportionnellement à la main-d'œuvre employée. Le deuxième groupe comprend les produits dont la quantité n'est pas indéfiniment extensible. Dans le premier groupe, le prix—abstraction faite des fluctuations passagères provoquées par l'état du marché—est égal au coût réel de la production. Au contraire, dans le deuxième groupe qui comprend surtout les produits de l'industrie agricole, le prix dépend du coût de production maximum des produits nécessaires à la satisfaction des besoins du marché. Les produits obtenus dans des conditions favorables, et par suite à meilleur marché, atteignent le même prix que les produits identiques obtenus dans des conditions pires. La différence entre le prix de revient des produits obtenus dans des conditions inférieures et des produits obtenus à meilleur marché constitue la source d'un revenu particulier, qui a nom rente foncière.

Evidemment, le prix d'une marchandise donnée ne dépend pas directement du temps du travail employé à la produire; par suite de la différence de composition organique du capital, l'établissement des prix s'effectue conformément à la loi du bénéfice moyen; autrement dit, tous les capitaux investis dans la production doivent donner un bénéfice égal, quelle que soit la plus-value obtenue dans l'entreprise ou dans la branche donnée de la production. Dans le deuxième groupe, la loi du bénéfice égal se manifeste sous une autre forme: le bénéfice dépassant la moyenne se transforme en rente différentielle.

Supposons maintenant qu'une branche quelconque de la production du premier groupe soit frappée d'un impôt spécial. Si cet impôt était supporté effectivement par le revenu provenant du capital, il s'ensuit que, dans cette branche de la production, le bénéfice serait inférieur à la moyenne, ce qui par définition est impossible, parce que contraire à la loi. Et ainsi, l'impôt doit être mis à la charge d'une tierce personne. Pour cela, les marchandises sont jetées sur le marché avec une majoration de prix correspondante. Il peut alors se produire deux cas: ou bien le marché continue, malgré l'augmentation des prix, à absorber sans interruption la marchandise, ou bien il se montre réfractaire à la hausse. Dans le premier cas, l'impôt est rejeté sur le consommateur,

sans aucune modification des conditions de la production. Dans le second cas, une partie du capital engagé dans la branche donnée de la production reçoit une autre destination et, la production étant réduite, les prix du marché, grâce à la diminution de l'offre, rebondissent au niveau qui permet la répercussion de l'impôt.

Il en est tout autrement lorsque toutes les branches du premier groupe sont frappées d'un impôt également élevé, que ce soit un impôt sur le bénéfice, sur le revenu ou sur le chiffre d'affaires. Le transfert du capital dans une autre branche de la production, transfert qui permettrait la répercussion de l'impôt, est alors impossible. Pour pouvoir reporter l'impôt sur des tiers, il faut élever les prix en conséquence. Si le marché ne s'oppose pas à cette élévation, le bénéfice moyen reste intact. Mais l'impôt ne retombe sur le prolétariat que dans la mesure où ce dernier est consommateur. Si nous continuons de prendre comme base la répartition fondamentale annuelle des valeurs entre les différentes catégories de revenus, nous sommes amenés à constater qu'une partie de l'impôt rejeté sur le consommateur pèse sur les capitalistes eux-mêmes, non pas en tant que producteurs, mais en tant que consommateurs. Au cas où il serait impossible de procéder à une augmentation générale des prix, il s'ensuivrait une diminution du bénéfice moyen. En réalité, le résultat serait que la répercussion de l'impôt s'effectuerait pour les objets de première nécessité, mais qu'elle serait impossible pour ceux dont la classe ouvrière peut à la rigueur se passer. En effet, si le salaire reste le même et s'il doit être touché par la répercussion du nouvel impôt, il s'ensuit que les ouvriers ne peuvent plus avec ce salaire (exprimé en argent) acquérir qu'une quantité de produits moindre. La réduction de la consommation affectera naturellement les objets dont on peut le plus facilement se passer. Pour cette catégorie de produits, le marché n'acceptera pas la répercussion: l'offre surpassera la demande et l'impôt ne sera pas répercuté. La conséquence, c'est qu'une partie du capital devra abandonner ces branches de la production afin de permettre le rétablissement du profit moyen.

Il en est autrement dans le deuxième groupe. Si la rente différentielle, c'est-à-dire le revenu des grands agriculteurs, des paysans aisés, des propriétaires des mines, etc., est frappée d'un impôt, la répercussion en est absolument impossible. Comme le prix n'est pas déterminé par le bénéfice moyen, mais par le coût de production des produits qui, nécessaires au marché, sont obtenus dans les conditions les plus défavorables, si l'impôt ne pèse pas sur ces produits, la répercussion en devient impossible. L'impôt frappe la rente. C'est sur la rente foncière pure, telle qu'elle se présente dans le système d'affermage capitaliste en usage en Angleterre, que ce phénomène se manifeste avec le plus de relief. Si l'on imposait de 50 ou de 80% la rente des landlords, ceux-ci ne pourraient mettre l'impôt à la charge de l'affermataire et, par l'intermédiaire de ce dernier, sur le consommateur. En Angleterre, les prix des produits agricoles sont déterminés par les prix du marché mondial. Par conséquent, le

fermier ne peut pas payer un centime de plus que la rente foncière, quelle que soit la part du revenu du propriétaire affectée au paiement des impôts. En Europe continentale, où le propriétaire terrien est en même temps producteur agricole, où, par suite, la rente foncière, le bénéfice et, peut-être encore, le salaire, se confondent, ce phénomène ne se manifeste pas avec autant de netteté. Néanmoins, il est hors de doute que, là également, l'impôt sur la rente foncière ne saurait être susceptible de répercussion. Voilà la raison capitale pour laquelle les grands propriétaires fonciers sont encore plus hostiles à toute imposition sérieuse que les capitalistes, pour lesquels il est plus facile de se décharger de l'impôt sur des tierces personnes.

La dernière évolution du capitalisme est caractérisée par la formation des trusts. Le règne de la libre concurrence est fini. C'est pourquoi, la loi du bénéfice moyen ne reste que partiellement en vigueur. Ce n'est pas sur la base du prix de revient, mais d'après la règle générale de la constitution des prix monopolaires que les cartels fixent le prix de leurs produits: ce prix, ils l'établissent de façon à obtenir le maximum de bénéfice possible. Le montant de ce bénéfice dépend de la quantité des objets vendus et du gain réalisé sur chaque objet. C'est pourquoi, malgré le monopole qu'il délient, le cartel n'augmentera pas ses prix au delà d'une certaine limite, sinon le marché, dans les conditions actuelles de la répartition du revenu, n'accepterait pas cette augmentation de prix. En d'autres termes, l'augmentation des prix provoque une réduction de la consommation telle, que le bénéfice total devient moindre qu'il ne le serait avec un prix de vente plus bas et une quantité supérieure d'objets écoulés.

S'il en est ainsi, il s'ensuit que les cartels et les trusts ne peuvent pas, par une simple élévation des prix, reporter sur le consommateur les impôts frappant leurs bénéfices et leurs biens. En effet, les prix étaient déjà le maximum de ce qu'ils pouvaient être: il peut se faire qu'il soit même plus avantageux pour un trust de ne pas essayer de recourir au procédé risqué d'une nouvelle majoration des prix, et qu'il ait intérêt à acquitter l'impôt en prenant la somme nécessaire sur le bénéfice spécial que lui assure sa situation monopolaire.

Il va de soi que les impôts sur les successions ou les impôts sur la propriété payables en un seul terme ne sont pas susceptibles de répercussion, car dans ce cas la condition première de la répercussion, le produit, fait défaut. Les impôts sur le salaire et sur l'intérêt du capital prêt, non employé dans les affaires, ne peuvent être non plus répercutés au moyen d'une majoration de prix des marchandises.

L'on voit donc qu'il ne peut être question de rejeter en bloc toutes les sortes d'impôts sur le salaire, sur le prolétariat. C'est pourquoi, chaque parti communiste a le devoir d'étudier sérieusement toutes les catégories d'impôts au point de vue de leur répercussion et de ne pas se dérober à cette tâche en se retranchant derrière l'opinion générale erronée, d'après laquelle tous les impôts sont payés par le fruit du travail. L'étude con-

crète de toutes les catégories d'impôts, au point de vue de leur répercussion, nous entraînerait au delà des limites de cet aperçu théorique. Mais on peut la faire facilement pour chaque pays en particulier en se basant sur les données ci-dessus.

### *La politique fiscale de la social-démocratie*

La politique fiscale de la social-démocratie a toujours eu un caractère double. D'une part, elle tendait à défendre contre l'imposition fiscale les salaires et les revenus des paysans pauvres et des artisans, qui formaient dans l'ensemble le contingent principal des électeurs des partis social-démocrates. Aussi la social-démocratie réclamait-elle la suppression de tous les impôts indirects (comme on le sait, il n'existait pas avant la guerre d'impôts directs sur les salaires). Le budget de l'Etat devait être couvert par des impôts directs sur toutes les formes de la plus-value, c'est-à-dire par des impôts sur le revenu, sur les successions et sur les objets de luxe. Le système fiscal anglais d'avant-guerre, à l'exception des droits de douane sur des produits déterminés de consommation nécessaires aux grandes masses, correspondait à peu près aux exigences de la social-démocratie. Pour donner satisfaction aux grandes masses de la population petite-bourgeoise, la social-démocratie réclamait la fixation d'un minimum de revenu exonéré de tout impôt et l'établissement d'un impôt progressif sur les revenus dépassant ce minimum, c'est-à-dire une imposition des revenus telle, que le taux de l'impôt s'élève à mesure que croît la somme imposée, principe plus ou moins admis dans tous les systèmes fiscaux.

Quoique Marx, comme nous l'avons indiqué, ait compris l'insignifiance relative de la question fiscale, il y a toujours eu parmi la social-démocratie des adeptes de l'utopie fiscale. Ces derniers croyaient possible de réaliser peu à peu le socialisme au moyen d'une forte imposition des grosses fortunes et des revenus considérables. Mais il apparut bientôt que cette conception politique était incompatible avec les idées révisionnistes essentielles de la social-démocratie, d'après lesquelles la prospérité du prolétariat dépend de l'accumulation du capital, du développement de la production, ce qui est d'ailleurs parfaitement juste tant que subsiste l'intégralité du régime social capitaliste. La tendance de la social-démocratie à rejeter toutes les charges de l'entretien de l'Etat sur les classes possédantes et même, si possible, au moyen d'une politique fiscale appropriée, à créer les conditions du passage du capitalisme au socialisme, est en contradiction avec ses tendances révisionnistes fondamentales d'après lesquelles l'accumulation progressive du capital est une condition nécessaire du bien-être du prolétariat. Le plus intelligent et le plus logique des opportunistes, Renner, l'a reconnu dans un ouvrage excellent en son genre, intitulé: *Le peuple travailleur et les impôts*, où il dit entre autres:

«Il est déplorable que toutes les valeurs nouvellement créées dans la société actuelle tombent dans

les poches des capitalistes privés, mais il en est ainsi. De la sorte, tout progrès dans la production, c'est-à-dire toute évolution économique, n'est possible qu'autant que les capitalistes peuvent librement disposer, pour les accumuler, de toutes les parties de leur revenu» (p. 34).

Plus loin, il déclare ouvertement qu'une imposition de la plus-value, qui rendrait impossible l'accumulation du capital, serait nuisible au prolétariat.

Dans les cadres du régime économique capitaliste actuel, dit Renner, l'on ne doit pas imposer outre mesure la plus-value, sinon l'on provoquera des catastrophes économiques qui entraîneront pour le prolétariat l'abaissement des salaires et le chômage. Ce serait pour les ouvriers une dangereuse utopie que d'imposer sans réflexion toute la plus-value, sans toucher par ailleurs au régime capitaliste. Tant que l'on ne transfère pas les entreprises à l'Etat ou à la société, tant que ces entreprises restent entre des mains privées, les impôts sur la plus-value ont des limites rigoureusement déterminées (p. 43).

Avant la guerre, alors que la satisfaction des besoins de l'Etat ne réclamait pas en général plus de 10% du revenu national, ces conceptions théoriques ne pouvaient avoir de conséquences pratiques pour la politique fiscale de la social-démocratie. La plus-value obtenue par toutes les couches des capitalistes semblait suffisante pour couvrir les dépenses de l'Etat sans péril pour l'accumulation progressive du capital. C'est pourquoi, la politique fiscale de la social-démocratie tendait d'un côté à défendre les salaires et les revenus du travail et de l'autre, à réduire le plus possible les dépenses improductives de l'Etat, qui auraient pu avoir une influence fâcheuse sur l'accumulation du capital.

La guerre mondiale a modifié la situation. Les budgets de tous les Etats qui ont participé à la guerre ont augmenté de plusieurs fois comparativement au temps de paix. Dans les pays d'Europe Orientale, et particulièrement dans ceux d'Europe Centrale, qui outre leurs dépenses personnelles ont encore des contributions de guerre à payer, les besoins de l'Etat se sont tellement accrûs que la plus-value ne suffit pas à les satisfaire. Et ainsi, le cas théorique étudié par Renner acquiert une signification pratique. Aussi la social-démocratie allemande, qui est la représentante la plus logique de la politique basée sur la perpétuité du régime capitaliste, a-t-elle déclaré sans hésitation à Görlitz que l'établissement des impôts sur la consommation, c'est-à-dire l'imposition des salaires, était nécessaire pour couvrir les dépenses de l'Etat et devait être par conséquent accepté par la classe ouvrière. Et ainsi, la politique double de la social-démocratie a pris résolument fait et cause pour le capitalisme.

Il semble, il est vrai, que la campagne en faveur d'un impôt extraordinaire considérable sur la propriété, campagne menée par les partis social-démocrates allemands sous le mot d'ordre: «*Mainmise sur la monnaie d'or*», soit en contradiction avec cette politique de défense du capitalisme. En réalité, il n'en est pas ainsi. Si une semblable mesure pouvait être appliquée dans les cadres du capitalisme sans modification du régime capitaliste social lui-même, elle entraînerait la régénération du capitalisme. En effet, il existe même

des économistes bourgeois, tel Koutchinsky, qui considèrent comme parfaitement compatible avec le régime capitaliste social une expropriation du Capital pouvant aller jusqu'à 100%. D'après Koutchinsky, cette opération financière aurait pour résultat immédiat la régénération du capitalisme. La lecture du programme de restauration économique de la II<sup>e</sup> Internationale ou de l'Internationale 2<sup>e</sup>, ainsi que les discours de Hilferding, partisan de cette restauration, nous montrent clairement que pour la social-démocratie l'expropriation partielle des capitalistes n'est pas le stade préparatoire au socialisme, mais une mesure propre à sauver le capitalisme. La différence essentielle entre les conceptions des partis social-démocrates de toutes les nuances et les nôtres est la suivante: les social-démocrates estiment que la crise actuelle du capitalisme en Europe Centrale et Orientale est un phénomène passager qui, tôt ou tard, fera place à une ère de développement normal du capitalisme; nous, au contraire, nous croyons que la crise actuelle du capitalisme européen doit entraîner la ruine de ce dernier et se terminer, soit par l'instauration de la dictature du prolétariat, soit par le retour à une barbarie moyenâgeuse. Cette divergence essentielle dans les conceptions entraîne fatalement dans la pratique, c'est-à-dire en matière de politique fiscale, une divergence non moins profonde.

#### *Bases de la politique fiscale des partis communistes*

Contrairement aux conceptions conservatrices et opportunistes essentielles des social-démocrates de toutes les nuances qui attendent une nouvelle ère de développement pacifique du capitalisme—ou l'instauration du capitalisme d'Etat—et dont la politique fiscale est dirigée en conséquence, notre point de vue est que l'Europe continentale se trouve dans une période de révolution sociale. Aussi récusons-nous formellement tous les points de vue en faveur de l'accumulation capitaliste des richesses. Notre politique tend à aggraver la crise financière du capitalisme et à accélérer par là même sa crise politique. Mais comme la grande majorité du prolétariat, des paysans pauvres et des artisans ne sont pas encore convaincus de l'inévitabilité de la crise du régime capitaliste, à laquelle, pour la plupart, ils ne s'intéressent pas, préoccupés qu'ils sont avant tout, dans l'appauvrissement général de l'Europe, de défendre contre l'emprise de l'Etat leurs revenus déjà très réduits, les partis communistes doivent tenir compte de ce fait et régler leur politique fiscale en conséquence. Nous devons nous efforcer de refeter toutes les charges de l'impôt sur le capital et la plus-value. Nous devons mener une politique fiscale positive. Ce n'est pas à dire que nous devons adopter, dans la phase actuelle de décadence du capitalisme, une politique opportuniste. Si nous réussissons à forcer les classes possédantes à subvenir aux besoins de l'Etat avec leurs revenus ou avec leurs biens, nous les mettrons par là même dans l'impossibilité de continuer leur accumulation de capitaux

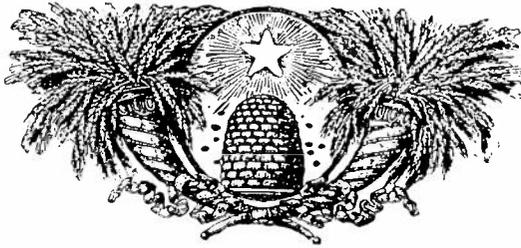
et de conserver en totalité entre leurs mains l'appareil de production. Et ainsi, le capitalisme ira en décroissance. Aussi devons-nous, sans nous gêner aucunement, faire nôtres les revendications fiscales que le parti social-démocrate avait posées naguère, sans s'inquiéter si leur réalisation permettait ou non l'accumulation du capital et dont il s'est désisté dans la suite pour ne pas empêcher cette accumulation. Pratiquement, nous devons exiger que les salaires et les revenus provenant du travail ne soient soumis à aucun impôt, ni direct, ni indirect, nous opposer à l'établissement de tous les impôts qui peuvent, d'une manière ou d'une autre, être rejetés sur les salaires et les fruits du travail.

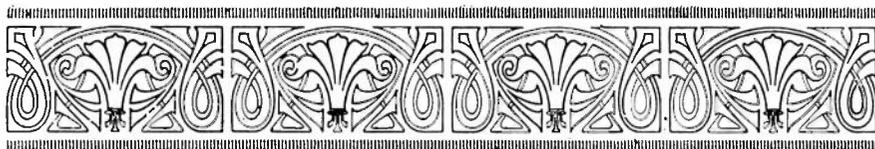
Nous devons également faire nôtre la revendication de la nationalisation, sur la plus grande échelle possible, de la propriété capitaliste, mais ce qu'il faut, c'est que cette nationalisation soit en nature. En effet, si la nationalisation revêtait la forme d'une imposition en espèces, elle se réduirait bientôt à des proportions infimes par suite de la dépréciation rapide de la monnaie. L'expropriation en nature des classes possédantes et l'exploitation de leurs biens par l'Etat constituent ce que l'on est convenu d'appeler le « capitalisme d'Etat ».

Nous disons: *ce que l'on est convenu d'appeler le capitalisme d'Etat*, parce que l'Etat qui réaliserait effectivement, comme nous le demandons, la nationalisation de la bonne moitié de la propriété capitaliste ne serait déjà plus un Etat capitaliste. L'on aura beau imaginer les théories les plus ingénieuses pour démontrer que, tout en nationalisant les biens des capitalistes, l'Etat peut parfaitement les exploiter d'une façon rationnelle

au profit de ces derniers, la réalité prouvera le contraire. La bourgeoisie détient le pouvoir en même temps que l'appareil de coercition de l'Etat qui lui permet de disposer immédiatement des instruments de production dans tout le pays. La bourgeoisie règne, mais ne gouverne pas. Par sa nature, l'appareil étatique de coercition tend constamment à l'indépendance, en ce sens qu'il s'adapte aux besoins de la classe effectivement la plus puissante. Si la bourgeoisie transmet directement ses instruments de production à l'Etat, peu importe que cet Etat soit encore capitaliste, elle abandonne du même coup une de ses positions les plus importantes. Aussi voyons-nous dans tous les pays, les capitalistes s'opposer avec acharnement à la nationalisation en nature des instruments de production, c'est-à-dire à l'instauration du « capitalisme d'Etat ». En exigeant la nationalisation en nature, le parti communiste, la classe ouvrière, ne suivent pas une politique opportuniste, mais la seule politique véritable conforme à leurs intérêts. L'obtention progressive du contrôle de la production par les organisations prolétariennes, par le prolétariat en tant que classe, marque l'évolution du capitalisme d'Etat vers la dictature du prolétariat. La nationalisation de la propriété capitaliste entraîne fatalement l'instauration du capitalisme d'Etat. Certes, la voie n'est pas sans danger, mais dans la phase actuelle d'équilibre instable des classes, dans la période de révolution sociale, latente ou déclarée, que traverse actuellement l'Europe Centrale et Orientale, il n'y a que les voies périlleuses qui puissent nous mener à notre but.

E. VARGA.





V. MILIOUTINE.

## SUR L'ÉMISSION D'UN EMPRUNT INTERNATIONAL OUVRIER

### I

Le rétablissement de la vie économique de la Russie soviétiste, dont la situation est actuellement des plus pénibles, revêt en ce moment une importance internationale exceptionnelle. La Russie soviétiste a hérité du tsarisme et de la guerre impérialiste un organisme économique entièrement épuisé et un appareil de production complètement détraqué.

Avant-garde de la révolution mondiale, la Russie soviétiste a dû résister à l'assaut du monde capitaliste et supporter seul les premiers coups du Capital coalisé de tous les pays. Durant trois ans, de 1917 à 1920, c'a été la guerre civile acharnée. Actuellement, les grandes expéditions militaires ont cessé, mais la lutte du capitalisme mondial contre la Russie soviétiste n'en continue pas moins sous forme de guerre économique. La Russie soviétiste est sortie victorieuse de la lutte contre le Capital mondial, mais sa victoire lui a coûté des pertes immenses. Le pays a été saigné à blanc et sa vie économique profondément désorganisée. La Russie soviétiste n'a eu qu'une année d'existence plus ou moins tranquille, où elle a pu concentrer toute son énergie sur la production pacifique et se mettre à la reconstitution de tout ce qui avait été détruit. Certes, durant cette première année de «paix», il lui a été impossible de faire beaucoup et sa situation reste des plus pénibles.

Cette situation, comme on le sait, a été encore aggravée par un effroyable fléau: une sécheresse sans précédent a anéanti la récolte dans les régions les plus fertiles et mis en danger la vie de plus de 20 millions d'hommes.

La situation économique de la Russie soviétiste peut être améliorée, en premier lieu, par l'utilisation rationnelle des ressources et des forces dont dispose le pays lui-même et, en second lieu, par l'assistance extérieure, par l'aide internationale du prolétariat. Le pouvoir soviétiste a déjà jeté toutes ses forces et toutes ses ressources sur le front économique intérieur.

La Russie a toujours été et est encore un pays essentiellement agricole. En Russie soviétiste, le paysan est affranchi du joug des grands proprié-

taires fonciers. Mais les facteurs qui ont causé l'appauvrissement général de la Russie ont eu également leur répercussion sur lui.

Le pouvoir soviétiste s'est appliqué, tout d'abord, au relèvement de l'agriculture, car c'est la campagne qui constitue la base du ravitaillement de la ville.

Il a mis tout en œuvre pour alléger la situation de la masse paysanne et créer des conditions permettant le développement des forces productrices de la campagne. Il était nécessaire de donner un stimulant à l'activité du petit producteur, de lui accorder le droit de trafiquer librement de l'excédent de sa production, de soutenir les coopératives agricoles et de fournir des instruments et des machines aux paysans. C'est dans ce sens qu'est dirigée actuellement la politique agricole du pouvoir soviétiste. Et ainsi, il sera possible de relever la production dans les campagnes.

Le pouvoir soviétiste procède également à une réorganisation fondamentale de l'industrie. Les moyens et les matériaux lui manquant, il ne peut garder en mains toutes les entreprises nationalisées. Il ne conserve que les plus importantes et afferme les autres. C'est là, incontestablement, un recul sur la politique économique antérieure, mais les raisons d'ordre intérieur et extérieur que nous avons exposées plus haut obligent à ce recul stratégique. Par contre, la partie de l'industrie qui restera aux mains des organes étatiques sera mieux organisée, mieux ravitaillée et pourra, par suite, se développer plus rapidement.

Toutes ces mesures poursuivent un but essentiel: celui d'intensifier le travail, de relever la production, d'écartier les obstacles à l'initiative individuelle.

On procède à une compression énergique des frais d'entretien de l'appareil étatique et en général des dépenses de l'Etat.

Tels sont, dans les grands traits, les efforts faits et les mesures adoptées par le pouvoir soviétiste pour restaurer et développer l'agriculture et l'industrie.

Mais nul pays ne peut, au XX-e siècle, vivre longtemps isolé du reste du monde. Pour développer sa production, chaque pays doit participer

à la vie économique mondiale. La rupture des liens économiques, provoquée par la guerre impérialiste mondiale, avait porté un coup terrible à l'organisme économique de tous les pays. Mais la guerre terminée, les pays capitalistes se sont mis à renouer ces liens, à rétablir leur commerce; quant au pays où le prolétariat détenait le pouvoir, ils lui ont déclaré la guerre et l'ont bloqué. La guerre économique entreprise par le monde capitaliste contre la Russie soviétiste a eu des conséquences désastreuses pour la vie économique de cette dernière.

Aussi, dès qu'elle l'a pu, la Russie soviétiste s'est-elle efforcée de renouer en relations avec le monde extérieur, car le rétablissement des rapports économiques internationaux est l'une des principales conditions de sa consolidation économique.

La pénible situation économique de la Russie constitue une menace pour les conquêtes du prolétariat; en outre, fait universellement reconnu, elle a une répercussion des plus fâcheuses sur toute la vie économique mondiale.

## II.

Les pays capitalistes ont été forcés d'entrer en relations avec la Russie soviétiste pour deux raisons: *tout d'abord, parce que la crise économique mondiale ne faisait que s'aggraver et ensuite, parce que la classe ouvrière, presque partout, réclamait impérieusement la levée du blocus et l'établissement de rapports économiques avec la Russie soviétiste.*

Les comités d'action en Angleterre, les manifestations ouvrières en Allemagne, en Amérique et en France ont contraint les gouvernements capitalistes à composer avec la Russie soviétiste et à nouer des relations économiques avec elle. Mais ces relations, il va de soi, sont encore des plus irrégulières, et la Russie soviétiste doit défendre avec acharnement ses positions dans le domaine économique mondial. Les capitalistes suivent avec inquiétude l'influence croissante de la Russie soviétiste et font tous leurs efforts pour l'affaiblir.

Ainsi, il l'ont mise en demeure de régler ses dettes au moment le plus critique, lorsqu'elle est le plus éprouvée par la famine, au moment où l'Europe capitaliste elle-même se dispose à renoncer au paiement des dettes qu'elle a contractées envers l'Amérique. Cet exemple éclaire d'une façon frappante les conditions dans lesquelles le pouvoir soviétiste est obligé de rétablir ses rapports avec le monde extérieur.

Néanmoins, il faut à tout prix surmonter ces obstacles, afin de restaurer la vie économique du pays.

Les rapports économiques extérieurs entre la Russie soviétiste et les pays capitalistes se manifestent principalement sous forme de rapports commerciaux.

Malgré les nombreuses propositions du gouvernement soviétiste et l'intérêt qu'elles excitent, les concessions industrielles ne trouvent que très lentement des affermaires.

Jusqu'à présent, deux contrats seulement ont été signés. Règle générale, il est à remarquer que l'on ne pourra attirer le capital étranger dans l'industrie russe que par l'établissement de rapports commerciaux réguliers et stables. Les rapports commerciaux ont commencé à se développer à partir de 1920. Le tableau suivant montrera l'importance de ce développement.

### Commerce extérieur de la Russie soviétiste

Années	Importations (en pouds)	Exportations (en pouds)
1920 . . . . .	5.223.000	676.000
1921 (9 premiers mois) . . . . .	35.586.000	5.737.000

Comme on le voit, les importations ont augmenté de 7 fois et les exportations presque de 9 fois. Dans la période actuelle de l'année 1921, on importe en Russie, en un mois, autant que durant toute l'année 1920.

Mais ces importations sont infimes en comparaison de ce qu'elles étaient avant la guerre.

En 1913, la Russie a reçu 936 millions de pouds de marchandises, c'est-à-dire 25 fois plus qu'elle n'en recevra en 1921.

Naturellement, cette réduction des importations se répercute de la façon la plus douloureuse sur la vie économique de la Russie.

Pour restaurer et stabiliser sa situation économique, la Russie a besoin de ressources extérieures, c'est-à-dire du concours de plus en plus large de l'étranger.

Le monde capitaliste, *de parti pris, met la Russie dans des conditions commerciales désavantageuses.* Jusqu'à présent, les échanges commerciaux, à de rares exceptions, ne se font que contre argent comptant. Par suite, il est clair qu'ils ne peuvent être que très restreints. Ce qu'il faut à la Russie, c'est le crédit qui lui permettra d'augmenter ses fonds de roulement.

Dans leur aversion pour la Russie soviétiste, les capitalistes mettent tout en œuvre pour entraver l'établissement des rapports avec cette dernière, quoique leur intérêt réel dût les pousser à faire précisément le contraire. Mais, de même qu'il est venu en aide à la Russie pour l'établissement des premières relations économiques, de même pour le développement actuel de ces relations, le prolétariat international doit prêter assistance à la République ouvrière et paysanne.

Les gouvernements capitalistes concluent des emprunts pris en définitive sur le fruit du travail des ouvriers. Mais si le gouvernement soviétiste s'adresse à eux, ou bien ils refuseront de rien donner au pays où le prolétariat est le détenteur du pouvoir, ou bien ils lui poseront des conditions inacceptables. C'est pourquoi, nous le répétons, seule l'aide du prolétariat international sera efficace.

C'est à ce dernier seulement que la Russie soviétiste peut et doit demander un emprunt: telle est la conclusion qui découle de la logique des faits.

## III

Comment cet emprunt pourrait-il être effectué?

A notre avis, la Russie soviétiste pourrait, pour restaurer son organisme économique et secourir les populations affamées, émettre parmi les ouvriers un emprunt international de 100 millions de dollars, par exemple. Cet emprunt serait émis pour une durée déterminée (5 à 10 ans) et son amortissement commencerait à une date fixe, par exemple en 1973.

Il serait préférable que l'émission se fit en petites coupures (5, 10 et 20 dollars), lesquelles trouveraient plus facilement à se placer parmi les masses ouvrières. Les obligations rapporteraient un intérêt fixe, payable d'avance.

Certes, tous les détails techniques sont encore à élaborer; mais les organisations ouvrières pourraient s'en charger. La réalisation de cet emprunt, si les organisations ouvrières s'y employaient avec toute l'énergie désirable, serait chose relativement facile. Mais pour cela, la participation des organisations professionnelles et de la coopération ouvrière est absolument nécessaire.

L'argent ainsi obtenu serait employé par la Russie soviétiste à l'achat de machines pour l'industrie, d'instruments et de matériaux pour l'agriculture, de vivres pour les affamés, ainsi qu'au règlement de ses commandes à l'étranger. Ce serait là un soutien sérieux effectif pour tout le pays dont il ranimerait l'organisme économique et auquel il permettrait de restaurer ses forces.

Cet emprunt pourrait servir de base pour la consolidation et l'extension des rapports économiques extérieurs. Bon gré mal gré, le monde capitaliste devrait tenir compte de ce fait.

Les 40 millions de syndiqués qu'englobent les organisations professionnelles pourraient facilement absorber cet emprunt.

Les organisations professionnelles et les grands centres de la coopération ouvrière pourraient se le répartir entre eux par fortes tranches. Le gouvernement soviétiste n'aurait affaire qu'à eux. Ils se chargeraient ensuite de le placer dans les petites organisations et chez les travailleurs isolés.

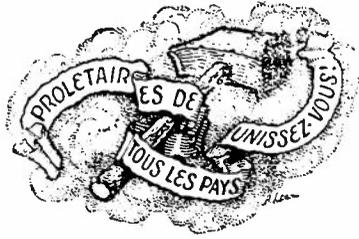
Les collectes faites en faveur des affamés ont déjà montré qu'il était parfaitement possible d'attirer le prolétariat à une œuvre internationale.

La classe ouvrière du monde entier doit considérer la cause de la Russie soviétiste comme sa propre cause. La solidarité de la classe ouvrière ne doit pas se manifester seulement par des paroles, elle doit se traduire par des actes réels, dirigés vers un but déterminé.

La réalisation d'un emprunt international parmi les ouvriers serait une œuvre destinée à restaurer et à consolider la situation économique de la Russie soviétiste en même temps qu'à fortifier la position du prolétariat international.

V. MILIOUTINE.

Pétrograd, 25 novembre.





D' PAVLOVSKY.

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE MONDIALE

(AUTOMNE 1921)

Tandis que, dans son ensemble, la situation économique mondiale, durant les huit premiers mois de l'année 1921, était restée stationnaire, elle a manifesté ces deux derniers mois quelques indices de relèvement. Tout porte à croire qu'elle a enfin franchi le point mort. La preuve en est, tout d'abord, la nouvelle hausse des prix à laquelle on assiste dans les pays à change stable et dont le tableau ci-dessous permettra de se faire une idée:

	Etats-Unis	Japon	Suisse	Pays-Bas
Avril . . . .	117,5	189,9	—	175
Mai . . . .	115,3	190,6	—	178
Juin . . . .	116,5	192,1	178,6	179
juill. . . .	120	196,5	176,9	174
Août . . . .	120,3	199,3	180,6	—
Septembre . .	—	206,9	—	—

Les chiffres pour les autres pays sont, par suite des oscillations des changes, moins probants. En France et en Italie, on remarque également, ces derniers mois, une élévation des prix qui, par contre, dans les autres pays, continuent à tomber. Les données sur la production des derniers mois dénotent également une amélioration. Elles trouveront place dans l'aperçu spécial que nous consacrerons à chaque pays.

La presse bourgeoise est remplie d'espoir. Nombreux sont ceux qui voient dans la période actuelle le début d'une nouvelle ère de prospérité générale. *Mais ce point de vue nous paraît absolument dénué de fondement.* Les facteurs qui ont provoqué la crise du capitalisme continuent à agir sans modification aucune. La cause fondamentale de la crise économique: la division du système économique mondial en deux parties distinctes—1) les Etats-Unis, les Etats coloniaux et le Japon, qui ont plus qu'il ne leur faut d'instruments de production et dont les produits ne trouvent pas à s'écouler, et 2) l'Allemagne, l'Europe Orientale, la Pologne et la Russie, qui manquent plus ou moins d'instruments de production—n'a pas disparu. La surproduction relative dans les pays du premier groupe est entretenue par la sous-production dans les pays du second groupe. Ce phénomène trouve son expression dans les rapports des changes.

La comparaison du cours actuel des changes à la Bourse de New-York avec celui de l'année dernière nous donne le tableau suivant:

	Parité.	14/X 1920.	13/X 1921.	27.X 1921.
Londres (doll. pour 1 liv. stert.) . .	4,87	3,48	3,81	3,94
Suisse (cents pour 1 fr.) . . . .	19,30	16	18,55	—
Pays-Bas ( » » 1 flor.) . . . .	40,20	31	33,40	34,01
Suède ( » » 1 cour.) . . . .	26,80	19,65	22,90	23
Japon ( » » 1 yen.) . . . .	49,35	50,90	47,38	—
Madrid ( » » 1 peseta). . . .	19,30	14,42	13,34	—
France ( » » 1 fr.) . . . .	19,30	6,57	7,22	7,27
Italie ( » » 1 lire) . . . .	19,30	4	4,86	3,93
Allemagne ( » » 1 mark) . . . .	23,83	1,45	—	0,56

Tandis que les changes des pays neutres de l'Europe occidentale, ainsi que ceux de la France et de l'Angleterre ont, durant cette année, très peu varié, le mark allemand, en 6 mois, a perdu 1/4 de sa valeur. Les changes des pays de l'Europe orientale ont également subi une baisse analogue. L'abîme entre les pays souffrant de la surproduction et ceux dont la production est insuffisante s'est encore creusé pendant l'année qui vient de s'écouler.

Par suite, il n'y a aucune raison de s'attendre à une amélioration de la vie économique mondiale dans son ensemble. Si, aux Etats-Unis et en Allemagne, l'on remarque une amélioration, on ne saurait pour ces deux pays lui attribuer des causes et une signification identiques. Il serait complètement erroné de chercher à l'expliquer de la même façon. Pour chacun de ces pays, les causes de ce phénomène diffèrent essentiellement.

### La situation dans les pays à change élevé

Parmi les pays de ce groupe, le plus important est les Etats-Unis. On y observe, pour septembre et octobre, des indices d'amélioration. Dans l'étude des causes de ce phénomène, l'on doit tenir compte du fait que 90% de la production totale des Etats-Unis va à la consommation intérieure. Aussi, quelque grands que soient les embarras éprouvés par l'exportation du fait des

conditions du change, la force intérieure du pays prend peu à peu le dessus. Il est à remarquer que la source de l'amélioration est précisément l'industrie cotonnière, qui a été, cette année, affectée par une mauvaise récolte. La production n'a atteint que 6<sup>1</sup>/<sub>2</sub> millions de balles, c'est-à-dire la moitié de la normale, ce qui a provoqué du coup une hausse considérable du prix du coton et ranimé l'industrie textile. D'après le *Manchester Guardian* (13 octobre), en août dernier, sur 36,6 millions de métiers, 33,1 millions fonctionnaient 8,6 heures par jour en moyenne. Comparativement au début de l'année où presque la moitié des métiers étaient inactifs, c'est là un progrès considérable. Et ainsi l'on assiste, dans ce pays de surproduction, à une amélioration, résultat d'une sous-production provoquée dans une des branches les plus importantes de l'industrie, partie par des causes naturelles, partie par des mesures systématiques. Fait caractéristique: l'Union Américaine du Coton a adopté, à son assemblée annuelle de Birmingham (Alabama, Amérique), une résolution exigeant des fermiers que la surface enssemencée en coton en 1922 ne dépassât pas celle de 1921.

On remarque également une amélioration dans l'industrie du fer et de l'acier. Quoique, en août dernier, l'exportation du fer et de l'acier fût inférieure à ce qu'elle avait été durant le même mois depuis 1909, elle atteignait pourtant 954.000 tonnes contre 864.000 en juillet précédent. Le tableau suivant montre les revenus du trust de l'acier, pendant les derniers mois:

Avril . . .	7.337.000	Juillet . . .	5.157.000
Mai . . .	7.731.000	Août . . .	6.503.000
Juin . . .	6.824.000	Septembre.	7.258.000

D'après les derniers renseignements, en septembre 15 hauts-fourneaux ont recommencé à fonctionner et l'exportation a atteint son maximum depuis le début de l'année. D'après *Iron Trust Review*, la production du fer et de l'acier, aux Etats-Unis, s'élève actuellement à 40%, tandis qu'au milieu de l'été elle ne représentait que 25% de la production normale.

Une certaine amélioration se manifeste également dans une troisième branche de l'industrie—celle du naphte—amélioration provoquée en partie par la réduction de la production mondiale, surtout au Mexique. Le prix du naphte s'est élevé de 2,25 dollars à la fin de juin, à 3 dollars au début d'octobre.

Malgré cette amélioration de la conjoncture économique, la situation générale aux Etats-Unis reste critique. Les Américains eux-mêmes sont assez optimistes. Dans un article intitulé *Worst over but no immediate boom*, le *Manchester Guardian* du 3 novembre communique que, pour la première fois depuis 14 mois, les commandes du trust de l'acier surpassent celles du mois précédent et que les opérations effectuées sur le marché du coton en septembre n'avaient jamais été si considérables depuis juillet 1920. Mais à côté de ces branches de l'industrie où il se manifeste une certaine amélioration, il en est d'autres où la situation, au contraire, empire. Ainsi, la pro-

duction de l'industrie automobile a été, en septembre, inférieure de 4% à celle du mois d'août; le mois d'octobre ne donne aucun indice d'amélioration. A en juger par les dernières communications de l'*United States Employers Service* de Washington, le chômage a quelque peu diminué. Les renseignements reçus de 66 des centres industriels les plus importants montrent que, durant les derniers mois, le nombre des travailleurs a augmenté de 1,2%. Nous n'avons pas de nouveaux renseignements sur le nombre des sans-travail; il continue probablement à osciller autour de 6 millions. Dans un article de la *Frankfurter Zeitung* du 26 octobre, on lit: «Le besoin force quantité de gens à faire des annonces dans les journaux et à se louer pour un certain nombre de mois en qualité d'ouvriers ou, pour mieux dire, d'esclaves—contre la nourriture et le logement.» L'édition américaine du *Giornale d'Italia* communique qu'une vente publique aux enchères de 150 hommes, blancs et noirs, a eu lieu à Boston, mais que 12 personnes seulement ont trouvé preneur, la demande de main-d'œuvre étant très faible. «La situation va son train, continue le journal. Les secours en nature aux sans-travail sont délivrés en quantité notoirement insuffisante; aussi à New-York, des rixes sanglantes se sont-elles produites entre les affamés, aux portes mêmes des locaux officiels où ont lieu les distributions de vivres.»

L'amélioration de la situation économique aux Etats-Unis est empêchée par deux causes: 1) La diminution de la puissance d'achat des fermiers, diminution provoquée par la baisse du prix des produits agricoles sur le marché mondial; 2) l'augmentation considérable des impôts, conséquence de la guerre. D'après les calculs du *Wirtschaftsdienst* N° 38), les rapports entre le revenu national et l'impôt sont les suivants:

	Revenu national	Impôts	%
	(en milliards de dollars)		
1910 . . . . .	30,5	1	3
1921 . . . . .	60	5 <sup>1</sup> / <sub>2</sub>	9

Dans ces conditions, il est naturel que le capitalisme aux Etats-Unis mette en branle tout le mécanisme du pouvoir étatique, pour s'assurer de nouveaux débouchés sur le marché mondial. Cette tendance amène des conflits internationaux avec les capitalistes japonais, anglais et français qui recherchent, eux aussi, des marchés pour y écouler l'excédent de la production de leur grande industrie. La conférence de Washington est une tentative des Etats-Unis d'exploiter leur supériorité financière et économique pour écarter pacifiquement le Japon et l'Angleterre du seul pays qui ne soit pas encore tombé entre les mains des capitalistes: la Chine.

Si, malgré l'élévation du change qui entrave l'exportation, l'industrie américaine, grâce au vaste marché intérieur dont elle dispose, parvient à peu près à éviter la crise qui la menace, celle-ci par contre se manifeste dans toute son acuité dans les petits pays neutres européens, étroite-

ment dépendants du commerce international. Ainsi, au mois de juillet, en Suède, sur 134 hauts fourneaux, 20 seulement fonctionnaient; l'exportation du bois, qui était de 200 millions de couronnes en 1920, était tombée à 40 millions. En juin 1921, les navires inactifs représentaient 45% du tonnage total. Le nombre des sans-travail parmi les ouvriers organisés était de 8%, et les capitalistes avaient obtenu une réduction des salaires variant de 20 à 50%. Durant les 8 premiers mois de l'année courante, l'importation, comparativement à l'année précédente, avait diminué de 64%, et l'exportation de 55%.

La situation est à peu près la même aux Pays-Bas et en Suisse. Une correspondance d'Amsterdam, publiée par la *Frankfurter Zeitung* (28 octobre), déclare: «La crise économique générale a eu une répercussion spécialement sensible sur la Hollande où, par suite des conditions du change, l'exportation ayant cessé en grande partie, le pays était inondé de produits étrangers à bon marché, de sorte que les fabriques hollandaises ne pouvaient travailler qu'à perte, pour le marché intérieur comme pour le marché extérieur... Toute une série d'entreprises industrielles hollandaises songent à aller s'établir en Allemagne. Le chômage atteint des proportions considérables. Par suite de la baisse des prix sur les grains, les légumes, etc., la situation de l'agriculture hollandaise est également des plus défavorables. En résumé, il faut reconnaître que, jusqu'à présent, les perspectives commerciales de la Hollande n'ont rien de consolant... Ce n'est que lorsque le calme se sera rétabli sur le marché des changes, c'est-à-dire lorsque les affaires pourront se développer sur une base plus stable, que la Hollande pourra espérer une amélioration de sa situation économique.»

Parmi les pays dont la guerre avait fait la prospérité, l'Espagne est déjà sur la voie de la faillite complète. La balance du commerce, qui se soldait par un excédent pendant la guerre, accuse pour le premier semestre de 1921 un passif de 400 millions de pesetas. Les tentatives de protéger artificiellement, par des tarifs douaniers élevés, la faible industrie qui avait surgi pendant la guerre, ont échoué. Par suite du passif de la balance commerciale, le change espagnol dégringole avec une rapidité vertigineuse: à la fin de la guerre, il était au pair; maintenant, il est de 30% au-dessous.

### Grande-Bretagne

La situation économique de la Grande-Bretagne est actuellement aussi indéterminée qu'elle l'a été durant toute l'année courante. Les conséquences de la lutte sociale, qui a déchiré le pays pendant le premier semestre et qui a entraîné, pendant la grève des mineurs, l'arrêt presque complet de l'industrie, se font encore sentir. Il manque à l'Angleterre un marché intérieur puissant, comme celui dont disposent les Etats-Unis; l'industrie anglaise dépend en effet beaucoup plus du marché mondial que l'industrie améri-

caine. C'est pourquoi le cours élevé du change entrave bien plus fortement l'exportation en Grande-Bretagne qu'en Amérique. L'étude des principales branches de l'industrie anglaise nous donne le tableau suivant:

**Charbon**—La situation sur le marché houiller est encore des plus pénibles. Les prix ont une tendance à la baisse, le marché manque d'activité, de nombreux chantiers se ferment, d'autres ne travaillent que partiellement. Le nombre des mineurs sans travail croît de semaine en semaine. Dans le seul pays de Galles, il y avait, à la fin d'octobre, 12,000 mineurs sans travail (*Manchester Guardian*, 24/1). Le *Daily Herald* communique que le Cabinet a refusé aux propriétaires de mines le subside de 3 millions de livres sterling qu'ils réclamaient pour soutenir leurs entreprises. C'est là une décision d'une importance considérable et qui peut avoir les conséquences les plus graves. Les propriétaires ont déclaré qu'ils seraient obligés d'abaisser encore les salaires et de restreindre la production. Les nouveaux barèmes prévoient pour les régions du Northumberland et du Durham un abaissement des salaires de 1 et de 2 shillings par tonne; pour l'Ecosse, de 3 shillings.

Néanmoins, le *Daily Herald* considère la question de la réduction des salaires comme peu importante, comparativement à celle du chômage. Parmi les mineurs, il se trouve déjà 150,000 sans-travail et, parmi ceux qui travaillent, 75% chôment partiellement. La crise houillère n'a pu être résolue que grâce à des subventions gouvernementales.

**Fer et acier**—L'industrie anglaise du fer et de l'acier a fortement souffert de la concurrence de l'exportation française, belge et allemande. Ce n'est qu'en abaissant considérablement ses prix qu'elle a pu résister à cette concurrence de l'étranger. A la fin d'octobre, d'après le *Times* (29 octobre), 80 hauts fourneaux seulement étaient en activité. Pourtant, il se manifeste une tendance au mieux, et les capitalistes espèrent que la conjoncture, quoique très lentement, redeviendra favorable.

**Industrie textile**—Les indices accusent une très légère amélioration. Au cours des dernières semaines, les marchés asiatiques principalement ont absorbé de grandes quantités de marchandises, mais le *Times Commercial* (29 octobre) déclare que les tissus vendus dans l'Inde ne parviennent pas à s'y écouler et s'accumulent chez les marchands en gros et les commissionnaires. L'exportation des produits textiles en Europe Orientale est entravée par les conditions défavorables du change.

La gravité de la situation économique de la Grande-Bretagne trouve son expression dans les chiffres du commerce extérieur. Pendant les 9 premiers mois de 1921, le commerce extérieur, comparativement à la période correspondante de l'année dernière, a subi une diminution de 44,6% pour les importations, et de 43,5% pour les exportations. Si l'on examine en détail chacune des catégories de marchandises, l'on voit que l'exportation des tissus en particulier a prodigieusement

baissé. Voici les chiffres pour les principales branches du commerce extérieur:

	1920	1921
	(en millions de livres sterling)	
Houille . . . . .	73,5	27,9
Fer, acier et produits métallurgiques . . . . .	95,5	47,9
Colonnades . . . . .	309,3	129,1
Lainages . . . . .	105,6	42,9
Étoffes diverses . . . . .	35,4	13,6

L'on pourrait croire que ce fléchissement du commerce extérieur est dû uniquement à la baisse considérable des prix. Mais cela n'est vrai que dans une certaine mesure. La quantité des colonnades exportées a diminué de moitié, comparativement à l'année dernière; celle des lainages et des toiles, d'un peu moins du tiers.

Fait intéressant à noter: malgré la baisse générale considérable des prix, il est des catégories de marchandises qui figurent pour une plus forte somme dans l'exportation qu'en 1920. Ces marchandises sont les suivantes:

	1920	1921
	(en millions de livres sterling)	
Machines . . . . .	42,2	57,6
Outillage électrique . . . . .	8	10,6
Moyens de transport (locomotives, bateaux, etc.) . . . . .	40,1	41,5

Et ainsi, l'industrialisation des pays anglosaxons continue, même pendant la période de crise. Nous avons sur une partie de cette exportation, celle des machines textiles, des données plus détaillées. Cette branche de l'industrie est, depuis le mois d'octobre de l'année dernière, en pleine prospérité. L'exportation dépasse celle de 1913. Les principaux acheteurs sont: la France, les États-Unis, le Japon et la Chine. Il est possible d'ailleurs que leurs achats soient destinés en partie à remplacer les machines usées pendant la guerre. En tout cas, il est intéressant de noter que le Japon et la Chine n'ont cessé de compléter et d'élargir leur appareil de production durant la période de dépression de l'industrie textile.

La situation économique de l'Angleterre, malgré quelques faibles indices d'amélioration, reste critique. D'après les données officielles, le nombre des sans-travail se montrait, le 21 octobre, à 1.423.000; en outre, 287.000 ouvriers chômaient partiellement. Vers la fin du mois de juillet, le nombre des sans-travail atteignait 2 millions; depuis lors, il a baissé, mais lentement. Pendant la troisième semaine d'octobre, il s'est accru de nouveau de 40.000, et la semaine suivante de 160.000. Néanmoins, le ministre du Travail a raison d'affirmer que cette augmentation n'est qu'apparente: par suite de l'application du nouveau système d'assistance aux sans-travail, nombre de personnes, qui d'après l'ancienne loi n'avaient plus droit aux secours, se sont trouvées figurer sur les nouvelles listes. En effet, les comptes rendus de la presse anglaise ne signalent, à la fin du mois

d'octobre, aucun indice d'aggravation dans la situation sur le marché du travail.

Pour compléter le tableau de la situation économique de la Grande-Bretagne, ajoutons que, depuis le 31 mars 1921, la dette de l'État a de nouveau augmenté de 178 millions de livres sterling, principalement par suite de la grève des mineurs.

La bourgeoisie et le gouvernement anglais recherchent fébrilement les moyens de relever l'exportation. À cet effet, la bourgeoisie réclame, en premier lieu, l'augmentation de la productivité, la suppression de la journée de 8 heures et une certaine réduction des secours aux sans-travail. Le gouvernement s'efforce de sauvegarder les intérêts des exportateurs par des garanties officielles contre les fluctuations du change. L'opinion générale est que l'Angleterre ne pourra conserver son rôle de fournisseur industriel mondial. À cet égard, deux faits sont particulièrement caractéristiques: on ne cesse, en Angleterre, de réclamer le développement de l'agriculture et le retour à la terre de la main-d'œuvre inemployée dans l'industrie; en outre, le gouvernement soutient et encourage fortement l'émigration dans les colonies anglaises. L'industrialisation de ces dernières ne cesse de faire des progrès rapides. Il se produit en somme une sorte de nivellement de l'économie mondiale.

### France et Italie

Durant les derniers mois, un changement considérable se manifeste dans la situation économique de ces pays. Mais les indices économiques sont si incomplets et si contradictoires qu'il est très difficile de se faire une idée nette de la situation. L'annexion de l'Alsace-Lorraine et la remise en état des usines des régions dévastées ont complètement modifié la physiologie industrielle de la France, pendant l'année qui vient de s'écouler. La France est devenue maintenant un pays exportateur de produits métallurgiques. C'est ce que montrent avec évidence les chiffres du commerce extérieur:

	1920	1921
	(en milliers de tonnes)	
<i>Importations (pour le 1-er semestre)</i>		
Fer natif . . . . .	59	15
Aciers . . . . .	164	64
<i>Exportations (pour le 1-er semestre)</i>		
Fer natif . . . . .	191	238
Aciers . . . . .	164	236

Au cours des derniers mois, plusieurs hauts fourneaux ont été remis en activité, au nord de la France et au Luxembourg; mais les industriels français se plaignent de ne pouvoir lutter contre la concurrence allemande. L'élévation des tarifs douaniers ne leur est d'aucun secours réel, car les marchandises allemandes s'introduisent en France sous le couvert des marchandises belges, et il est impossible d'appliquer l'anti-dumping à ces dernières. Dans une lettre adressée à Rath-

nau, un expert français, Francis Lorel, donne une excellente caractéristique de la situation de l'industrie métallurgique française. Voici ce qu'il écrit:

«Actuellement, notre installation usinière est la première de toute l'Europe, mais nous n'avons rien à faire. Les capitaux engagés dans les entreprises ne rapportent même pas suffisamment pour leur amortisation. Nous allons au krach. Si nous n'avions pas plus d'usines qu'avant la guerre..... nous pourrions, avec une exportation restreinte comme en 1914, trouver un débouché pour la presque totalité de notre production sur le marché intérieur. Mais les usines allemandes annexées nous donnent encore 5 millions de tonnes de produits métallurgiques. Que faire avec ces 5 nouveaux millions de tonnes? Notre production, il est vrai, a doublé, mais il lui faut des débouchés. Nous n'avons pas de clientèle sérieuse à l'étranger, et il est impossible de s'en créer une en quelques jours. Et ainsi, nous étouffons de notre propre surproduction. Telle est notre situation dans le domaine de l'industrie métallurgique.» (*Kölnische Zeitung*, 25/X 1921).

L'auteur de la lettre termine en disant que la métallurgie allemande et la métallurgie française doivent former une organisation commune de vente pour le marché mondial.

Dans l'ensemble, la situation économique de la France semble pourtant s'améliorer plutôt qu'empirer. Pays nettement agricole, la France peut plus rapidement que les pays à industrie développée réparer les dommages que lui a causés la guerre. La récolte de cette année a été bien supérieure à celle de l'année dernière et a accru la puissance d'achat de la population rurale, ce qui a favorablement influencé l'industrie. Le chômage, tout au moins d'après les données officielles, diminue chaque mois et actuellement, sauf pour Paris, ne dépasse pas celui du temps de paix. Les chiffres du commerce extérieur pour les quatre derniers mois nous donnent le tableau suivant:

	Importations (en millions de francs)	Exportations (en millions de francs)
Juin . . . . .	1.723	1.750
Juillet . . . . .	1.469	1.563
Août . . . . .	1.731	1.776
Septembre . . . . .	2.225	1.776

La balance du commerce, qui avant la guerre se soldait par un déficit, donne maintenant un excédent. Mais les experts nous apprennent que cet excédent a pour cause la réduction considérable des importations de matières brutes. En septembre, la balance, par suite des achats de matières premières faits par l'industrie, accuse de nouveau un passif considérable. Et ainsi, s'écroulent toutes les combinaisons échafaudées sur l'excédent de la balance du commerce français (!).

(!) Les chiffres du commerce extérieur pour les neuf premiers mois sont les suivants:

	Importations (en millions de francs)	Exportations (en millions de francs)	Importations (en millions de tonnes)	Exportations (en millions de tonnes)
1920 . . . . .	38	19,6	36,2	9
1921 . . . . .	15,8	15,9	24,8	10,7

Les dépenses exagérées entraînées par le militarisme ainsi que le désordre des finances sont les facteurs qui influent le plus défavorablement sur la vie économique de la France. L'État parvient à peine, avec ses recettes, à couvrir la moitié de son budget. Toutes les dépenses pour le paiement de la rente et des pensions aux invalides de guerre, c'est-à-dire environ 16 milliards par an, sont mises au compte de l'Allemagne, quoique la part de la France dans les sommes versées pour les réparations, en admettant même que l'Allemagne soit en mesure de s'acquitter intégralement, ne dépasse pas 4 milliards de francs par an. Mais l'Angleterre et les États-Unis accordent sans cesse à l'Allemagne de nouveaux délais pour le règlement de sa formidable dette extérieure. Les capitalistes français opposent une résistance acharnée à l'imposition des revenus. Dans ces conditions, il est même étonnant que le cours de la monnaie française parvienne à se maintenir à environ 30% de sa valeur or.

La situation économique de l'Italie est beaucoup plus compromise que celle de la France. L'industrie métallurgique, artificiellement développée pendant la guerre, est encore, sous le régime de liberté actuel, moins en état de résister à la concurrence étrangère que l'industrie française. Dans l'industrie textile, la crise semble être en décroissance. A la fin du mois de juin, la production dans l'industrie de la filature avait baissé de 38% ; dans celle du tissage, de 15%. A l'heure actuelle, les usines textiles italiennes fonctionnent normalement; quant aux fileries, elles ont des commandes assurées pour trois mois environ. C'est surtout dans les Balkans, en Asie Mineure et en Orient que l'Italie écoule les produits de son industrie textile. Son change, très bas, favorise d'ailleurs ses exportations (*Frankfurter Zeitung*, 31 octobre 1921).

En somme, la situation économique de l'Italie, particulièrement au point de vue financier, reste excessivement pénible. Le change, qui, au printemps, s'était quelque peu relevé, a de nouveau fléchi, et le cours de la monnaie italienne est actuellement plus bas qu'il y a une année.

### La situation dans les pays de sous-production

Tandis que, dans les pays à change élevé, il se manifeste une très légère et probablement éphémère augmentation de l'activité économique, dans les pays souffrant de la sous-production la spéculation sous toutes ses formes fleurit. Ce qui caractérise ces pays, c'est que le change y est très bas, sujet à des variations considérables et en baisse continue. Tout nouveau fléchissement du change provoque une demande effrénée de marchandises de la part de l'étranger. La conséquence en est une hausse des prix qui s'élèvent jusqu'à ce qu'ils aient atteint au niveau des prix du marché mondial. A ce moment précis, il se produit un temps d'arrêt dans le commerce extérieur, un certain marasme commence à se faire sentir dans les affaires. Comme la production ne suffit pas à satisfaire les besoins du marché inté-

rieur, la balance commerciale extérieure accuse un passif considérable, le budget de l'Etat est en déficit et, périodiquement, le change subit une nouvelle dépréciation. Par suite, toute la vie économique est subordonnée au cours du change; toute entreprise dégénère en spéculation sur le change.

La situation la plus caractéristique pour ce groupe de pays est celle de l'Allemagne. Le mark, dont la valeur, pendant les neuf premiers mois de l'année, avait déchu, mais lentement, a subi en octobre, par suite des paiements à effectuer pour les réparations et de la perte de la Haute-Silésie, une dégringolade catastrophique. Voici la cote des principaux changes à la bourse de Berlin.

	Fin juillet	Mi-octobre	Fin octobre
100 florins hol. . . . .	2.475	4.945	6.519
1 livre st. . . . .	290	576	744,25
1 dollar . . . . .	81	150	181
100 francs . . . . .	621	1.064	1.324
100 francs suisses . . . . .	1.321	2.877	3.496
100 cour. aulr. estamp. . . . .	9,13	7,98	9,48
100 cour. tchèques . . . . .	101,25	159,80	193,30

Cet effondrement du mark a immédiatement créé une tendance à la vente. Les usines allemandes reçoivent de fortes commandes de l'étranger. Les filatures, en particulier, ont déjà des commandes pour jusqu'au milieu du printemps 1922. De nouveau l'industrie métallurgique est en pleine activité. Les étrangers affluent dans les villes allemandes et achètent toutes les marchandises, de préférence les qualités supérieures. Dans les grands magasins de nouveautés de Berlin, les étrangers raffient littéralement tout. «Ainsi, un des plus grands magasins de nouveautés de Berlin engage, pour les besoins de sa nouvelle clientèle, 10 traducteurs jurés; — à noter qu'il a déjà une certaine d'employés connaissant les langues, qui sont continuellement à la disposition des acheteurs étrangers. Parmi ces derniers, les plus ardents sont les Scandinaves, les Hollandais, les Américains du Sud, les Suisses, les Japonais. Ils achètent en gros et en détail tout ce qu'il y a de meilleur et de plus cher, surtout des vêtements confectionnés, du linge pour hommes et pour femmes, des articles de cuir, des bijoux, toutes sortes de produits textiles et agricoles, de l'outillage électrique et quantité d'autres objets d'usage courant» (*Berliner Tageblatt*).

Mais cette sorte de liquidation commerciale n'a pas lieu qu'à l'intérieur de l'Allemagne; elle se produit aussi dans les régions frontalières. Toute la frontière terrestre de l'Allemagne est envahie par des acheteurs danois, hollandais, belges, français, suisses et, les derniers mois, tchéco-slovaques. L'évasion des denrées a atteint des proportions si considérables, que le gouvernement allemand s'est vu obligé d'interdire l'exportation, même limitée, des produits textiles, des chaussures, etc. L'afflux des acheteurs étrangers, la hausse croissante des prix et l'épuisement des stocks incitent tous ceux qui ont quelque argent disponible à faire des réserves: tout ce qui peut être conservé est acheté par les gens riches.

Par suite, la disette de marchandises ne fait que s'accroître.

Tous ces phénomènes donnent l'impression d'un relèvement (1) commercial et permettent aux spéculateurs de réaliser des bénéfices formidables. Mais si l'on considère la situation au point de vue économique pur et que l'on se demande si la vie économique de l'Allemagne s'est améliorée, si la production a augmenté, la réponse ne saurait être douteuse. Il est incontestable que l'Allemagne, actuellement, ne souffre presque pas du chômage. En tout cas, le nombre des sans-travail ne dépasse pas celui du temps de paix. Mais la production a considérablement baissé. Par suite de l'alimentation défectueuse des ouvriers et de l'usure de l'outillage industriel qui n'a pu être renouvelé depuis la guerre, la productivité a sensiblement diminué; de plus, les fluctuations du change empêchent l'Allemagne de profiter des avantages de la division mondiale du travail. La bourgeoisie, dans l'ensemble, préfère agiter sur le change et les marchandises que de s'occuper du relèvement de la production.

La publication des statistiques économiques subissant un retard considérable, il est difficile de se faire une idée exacte, basée sur les chiffres, de la production. En outre, pour des raisons politiques, des données très importantes sont systématiquement dissimulées dans ces statistiques.

Une certaine amélioration se manifeste dans l'agriculture. Connaissant la production moyenne à l'hectare et la surface ensencée, il est facile d'établir les chiffres approximatifs de la récolte, présumée de 1921. Pour permettre la comparaison, nous ajoutons les données définitives pour les récoltes de 1920 et de 1913.

#### Récolte totale (en tonnes):

	1921	1920	1913
Froment . . . . .	2.663.460	2.255.055	4.061.099
Seigle . . . . .	6.608.023	4.971.800	19.219.606
Blé d'hiver . . . . .	203.346	178.864	437.971
Orge . . . . .	1.792.904	1.799.713	3.052.057
Avoine . . . . .	4.715.672	4.870.126	8.712.485

Comme on le voit, la récolte est encore loin d'égaliser celle de 1913.

(1) Le dernier numéro du *Reichsarbeiterblatt* nous donne le tableau suivant de la situation du marché du travail, en Allemagne: Le nombre des sans-travail, sans compter les membres de leurs familles secourus par l'assistance sociale, est tombé, pendant le mois de septembre, de 233.006 à 180.409. La diminution est donc de 43.589, ou 18% (le mois précédent, 13%). C'est surtout le nombre des femmes assistées qui a subi la diminution la plus forte... La comparaison des données actuelles sur le chômage avec les chiffres d'avant-guerre offre un certain intérêt. D'après la statistique des unions ouvrières, le nombre des sans-travail, depuis le mois de juillet de l'année courante, est moindre qu'en 1913, année marquée par une activité économique intense. Sur 100 ouvriers syndiqués, il y avait, en juillet 1921, 2,6 sans-travail contre 2,9 en juillet 1913. Pour le mois d'août, les chiffres correspondants sont 2,2 et 2,8; pour le mois de septembre, 1,3 et 2,7. Si l'on compare le nombre des sans-travail, pendant le mois de septembre, durant toutes les années à partir de 1908, l'on voit que, à l'exception des années 1917 et 1918 qui ont été des années anormales, il n'a jamais été si bas qu'en 1921.

Durant les neuf premiers mois de l'année en cours, l'extraction charbonnière en Allemagne a augmenté à peu près de 10%; néanmoins, elle reste considérablement inférieure à ce qu'elle était avant la guerre, quoique le nombre des ouvriers soit plus élevé qu'alors.

Pour la période janvier-septembre, l'extraction charbonnière, comparativement aux années 1920 et 1913, a donné les résultats suivants:

	1921	1920	1913
(en milliers de tonnes)			
Houille . . . . .	100.601	95.736	130.177
Lignite . . . . .	90.820	81.192	64.132
Coke . . . . .	30.761	18.293	22.768
Briquettes de houille . . . . .	4.274	3.571	4.406
Briquettes de lignite . . . . .	27.237	17.919	15.993

Comparativement au mois d'août, la production en septembre a quelque peu diminué:

	Septembre 1921	Août 1921
(en milliers de tonnes)		
Houille . . . . .	11.607	11.726
Lignite . . . . .	10.358	10.606
Coke . . . . .	2.278	2.246
Briquettes de houille . . . . .	520	529
Briquettes de lignite . . . . .	2.471	2.582

Pour octobre, les chiffres ne sont pas encore publiés.

Fait intéressant à noter: au moment même de la reprise des affaires, le manque de charbon et le mauvais état des transports empêchent le développement de la production. C'est ce que signale, dans les lignes suivantes, la *Kölnische Zeitung* du 28 octobre: «Le ravitaillement en charbon de l'Allemagne du sud est dans une situation plus déplorable que jamais. Les moyens de transport fluviaux et terrestres font défaut... La situation de l'Allemagne du sud est désastreuse. L'étiage du Rhin est si bas que la navigation y est presque impossible et que les navires ne peuvent qu'avec peine arriver jusqu'à Mannheim. La communication avec les points de déchargement situés plus en amont du fleuve a dû être interrompue. La situation, sous ce rapport, n'a que bien peu de chances de s'améliorer... Les conditions un peu meilleures de la navigation, durant les mois précédents, n'ont pu malheureusement être utilisées pour parer à cette situation—que l'on prévoyait depuis longtemps—car le syndicat du charbon, par suite des fournitures obligatoires imposées par le traité de paix et de la nécessité de venir en aide à l'Allemagne du nord et de l'est privée des arrivages de la Haute-Silésie, n'a pu mettre à la disposition de l'Allemagne du sud la quantité de houille nécessaire. Maintenant, le manque de wagons rend impossible le transport par chemin de fer du charbon dont l'Allemagne du sud a besoin... Partout les réserves sont épuisées, et l'industrie, qui vient d'accepter une grande quantité de commandes, ne peut les exécuter par suite du manque de combustible. La situation est devenue plus tendue qu'elle ne l'a jamais été, pendant la guerre et les longues grèves qui l'ont suivie... Certes, il serait possible

de remédier à cette disette de charbon par l'utilisation de la houille invendue qui s'accumule en énormes quantités à Sarrebruck, Lauterbourg, Strasbourg et Kehl. Il y a deux mois, une organisation a été créée pour la vente de ce charbon. Elle a commencé à fonctionner le 1-er septembre. Mais les prix en France, par suite de la baisse du mark, sont tellement élevés que, seuls, les fabricants ayant des commandes spécialement avantageuses à l'étranger sont en état de les payer.»

Voici, pour quatre mois, les distances parcourues (en milliers de kilomètres) par les wagons de marchandises:

	1920	1921
Avril . . . . .	1.223.764	1.358.563
Mai . . . . .	1.273.913	1.108.168
Juin . . . . .	1.297.579	1.223.758
Juillet . . . . .	1.270.319	1.327.782
	5.065.575	5.020.271

La conséquence du mauvais fonctionnement des chemins de fer est que la population souffre du manque de pommes de terre. La cherté et la disette de ce produit alimentaire, provoquées, en partie, par les agrariens qui accaparent la récolte dans des buts de spéculation, atteignent profondément toutes les couches de la population pauvre. D'après les données du ministère allemand des Voies et Communications, le mouvement des marchandises, durant les mois d'août, septembre et octobre de l'année courante, a été beaucoup plus considérable qu'en 1920. Néanmoins, il a été notablement insuffisant. La raison en est le niveau extrêmement bas des cours d'eau et principalement la spéculation. L'année dernière, le gouvernement disposait encore des obiets les plus importants de consommation dont le transport—du lieu de leur production à celui de leur répartition—se trouvait par suite extrêmement simplifié; actuellement, au contraire, des quantités colossales de marchandises circulent à plusieurs reprises d'un bout à l'autre de l'Allemagne, et cela pour des raisons de spéculation, en dépendance du cours du change et de l'état des prix.

Quant au mouvement des prix, n'ayant pas encore les indices économiques du mois d'octobre, nous ne pouvons en donner le tableau. Mais le fléchissement du cours du mark a provoqué un enchérissement rapide de toutes les marchandises; la rubrique économique des journaux allemands est consacrée presque exclusivement à la hausse journalière des prix. C'est pourquoi, les indices signaleront certainement pour le mois d'octobre une augmentation considérable du minimum de vie. Les ouvriers devront sous peu entreprendre une lutte sérieuse pour leurs salaires, afin de sauvegarder leur précédent minimum de vie.

Et ainsi, la vie économique de l'Allemagne dépend entièrement du cours du mark, c'est-à-dire des rapports avec l'étranger. Dans ces conditions, il serait très important d'établir au plus vite une statistique exacte du commerce extérieur, d'autant plus que toute la presse capitaliste étrangère se plaint que l'Allemagne exporte à vil prix des quantités formidables de marchandi-

ses. Actuellement, nous n'avons la statistique du commerce extérieur que pour juin et juillet, et encore cette statistique ne donne-t-elle que le coût des marchandises, sans aucun renseignement sur leur quantité.

Le tiers des importations est représenté par les produits agricoles, tandis que dans les exportations ce sont les produits fabriqués qui dominent.

Tous les chiffres que nous avons en notre possession montrent que la balance du commerce extérieur de l'Allemagne donne invariablement un excédent des importations sur les exportations. C'est là, ainsi que dans l'obligation des paiements à effectuer pour les réparations de guerre, qu'il faut chercher la raison de la baisse continue du mark. Toutefois, il ne faut pas oublier que l'évaluation des marchandises se fait d'après les anciens prix. Aussi, les chiffres des indices ne donnent-ils pas le tableau véritable du commerce extérieur.

En tout cas, ils montrent l'insignifiance relative de l'exportation allemande. En juillet, cette dernière atteignait 6 milliards de marks papier, c'est-à-dire, au cours du moment, environ 300 millions de marks or. Et ainsi, l'exportation annuelle serait de 3 milliards 600 millions de marks or. Que l'on ajoute 50% à la valeur des marchandises comptée d'après l'ancien tarif, et l'on aura en chiffres ronds 5½ milliards. Comparativement au temps d'avant-guerre, l'exportation allemande a donc diminué de moitié. *Fait caractéristique montrant à quel point le système économique mondial est déséquilibré: la réduction de cette exportation relativement insignifiante est devenue la clé de voûte de la politique économique de tous les pays capitalistes.*

La situation économique des autres pays appartenant au groupe des pays à sous-production, c'est-à-dire de l'Autriche Allemande, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Yougoslavie, etc., est, dans l'ensemble, analogue à celle de l'Allemagne. Parallèlement au fléchissement du cours du mark, il s'est produit une dépréciation sensible du change dans ces pays. Nous n'avons sur leur production que des renseignements très incomplets. Pour la Pologne, le journal anglais *Economist* (15 octobre 1921) fournit les données suivantes: «Comparativement à l'année dernière, la production a augmenté de 17% dans l'industrie charbonnière, de 40% dans la saliciculture, de 75% dans l'agriculture, de 85% dans l'industrie sidérurgique, de 50% dans l'industrie textile et de 34% dans l'industrie sucrière. Les fabriques et les usines polonaises occupent maintenant 340.000 ouvriers, au lieu de 260.000 l'année dernière».

Parmi les pays à sous-production et à monnaie avariée, la *Tchéco-Slovaquie* occupe une place à part. Elle a, par rapport aux Etats voisins, un échange élevé et souffre d'une crise de sous-production. Vers le milieu de l'été, l'industrie tchèque ne pouvait déjà plus soutenir la concurrence de l'industrie allemande. En août, les hauts fourneaux de Kladnau et de Königinhof, qui, pendant la dernière année de la guerre, donnaient presque 4 millions de quintaux de fer; ont dû être éteints par suite de la concurrence allemande.

Au début du mois d'août, le fer en barre coûtait en Tchéco-Slovaquie 315 couronnes, tandis que les Allemands livraient le leur à 210 marks; le zinc tchèque se vendait à 395 couronnes, et le zinc allemand, à 182 marks seulement. Ce sont là les prix du début du mois d'août, c'est-à-dire du temps où la couronne tchèque et le mark allemand avaient à peu près la même valeur (*Industrie Handelszeitung*, 28/VIII 1921). Actuellement la couronne tchèque coûte deux fois plus cher que le mark allemand. Aussi comprend-on que l'industrie tchèque soit encore moins en état de tenir tête à l'industrie allemande qu'au mois d'août. Toutes les localités frontalières allemandes sont inondées de Tchèques qui viennent y faire leurs achats. Et ainsi, l'on voit que, dans la désorganisation actuelle de la vie économique européenne, l'élévation aussi bien que la baisse du change a pour résultat inévitable la crise économique.

Quant aux pays des autres continents, nous leur consacrerons un article spécial. Comme nous l'avons déjà signalé, l'industrialisation de ces pays continue, grâce en partie à l'appui du gouvernement, même dans la période de crise actuelle, malgré la concurrence de l'industrie européenne.

### *Le chaos de la politique économique*

La crise économique actuelle du capitalisme devait naturellement engendrer le chaos dans la politique économique des différents Etats du monde. La raison essentielle de la crise réside dans le déséquilibre économique, lequel, comme nous l'avons indiqué plus haut, provient de ce qu'une partie du monde capitaliste regorge d'instruments de production et ne parvient pas à se trouver des débouchés, tandis que l'autre ne peut arriver à suffire à ses propres besoins et s'appauvrit graduellement. L'écart considérable qui existe entre les valeurs des changes de ces deux parties du monde est la manifestation extérieure de la dissociation de la vie économique mondiale. *Toute la politique économique actuelle des différents pays a pour but unique le rétablissement de l'équilibre dans la vie économique mondiale.* Il va de soi que cette politique dans les pays à surproduction revêt un tout autre caractère que dans les pays où sévit la crise de sous-production.

Tous les pays qui produisent plus qu'ils ne consomment et qui, par suite, souffrent du manque de débouchés, c'est-à-dire, en premier lieu, les Etats-Unis, le Japon et l'Angleterre, recherchent par tous les moyens à conquérir de nouvelles régions pour y écoulent l'excédent de leurs produits. A cet effet, ils peuvent choisir entre deux voies: 1) attirer dans l'orbite du système capitaliste les régions qui, jusqu'à l'heure actuelle, sont restées en dehors de la vie économique mondiale; 2) restaurer économiquement les régions qui, avant la guerre mondiale, formaient partie constitutive de l'économie capitaliste mondiale, mais qui, par suite de leur appauvrissement, ne peuvent plus jouer le rôle d'acheteurs.

Le principal des pays de la première catégorie est la Chine, dont les 400 millions d'habitants ont

à peu près échappé, jusqu'à présent, à l'emprise du capitalisme. Trois grandes puissances mondiales: l'Amérique, l'Angleterre et le Japon, s'efforcent actuellement de monopoliser à leur profit le marché de la Chine où, durant la dernière guerre, le Japon en particulier s'est solidement installé. Le but économique de la Conférence de Washington est de contraindre, par des menaces politiques, le Japon à renoncer à sa situation privilégiée dans l'Empire du Milieu.

Les régions qui ne participent presque plus à la vie économique mondiale sont: la Russie, la Pologne, l'Asie Mineure, les Balkans, les pays de l'ancienne monarchie Auto-Hongroise et l'Allemagne, c'est-à-dire des territoires renfermant au total environ 300 millions d'hommes, ou les  $\frac{3}{4}$  de la population du monde capitaliste. La politique économique préconisée par les capitalistes les plus clairvoyants a pour but le relèvement économique de ces régions. Ce résultat ne pourrait être atteint que dans le cas où les instruments de production en excédent dans les pays de surproduction seraient transférés, par un système de crédit approprié, dans les régions appauvries. Au cours des deux dernières années, en effet, il a surgi toute une série de projets d'organisation de crédit international, dont aucun d'ailleurs n'a été appliqué. Le dernier en date est la Banque Européenne de Vanderlip. Fondée avec des capitaux américains, ayant le droit d'émettre pour la circulation en Europe des billets de banque remboursables en monnaie américaine, cette banque représente une vaste et solide institution de crédit, avantageuse au plus haut point pour le capital américain.

Les conférences sur les opérations internationales de crédit sont restées sans résultat. C'est pourquoi, l'Union Centrale des banques et des banquiers allemands a refusé l'invitation à la conférence des changes projetée pour le début du mois de décembre, à Londres. «Le Bureau de l'Union Centrale a exprimé ses remerciements à l'Union Anglaise, mais n'a pas cru devoir accepter son invitation, car la participation à des conférences internationales d'experts sur la question de l'assainissement du change de l'Allemagne et des autres pays n'a pas de raison d'être, tant que l'on n'aura aucune garantie que les décisions des experts seront appréciées, comme il le convient, par les gouvernements des pays dirigeants, surtout en ce qui concerne l'exécution des conditions politiques nécessaires à la restauration du change» (*Berliner Tageblatt*).

Ce refus a été violemment critiqué par la presse allemande.

Un autre courant de la politique économique tente de résoudre le problème par la négative. Comme on le sait, la dette de l'Europe envers les Etats-Unis se monte à 12 milliards de dollars. D'autre part, les pays continentaux de l'Europe doivent une somme équivalente à l'Angleterre. Ces dettes extérieures pèsent lourdement sur la France et l'Italie. Elles les obligent à imposer à l'Allemagne des obligations extrêmement pénibles qui empêchent le relèvement économique de cette dernière. De son côté, l'Allemagne, pour trouver les sommes nécessaires au paiement des contri-

butions de guerre, est obligée de liquider à vil prix des masses énormes de marchandises, créant ainsi sur le marché mondial une concurrence insoutenable pour les pays à change élevé. Le cercle vicieux de la situation devient de plus en plus évident; il n'a pas échappé en particulier aux hommes politiques anglais. Au début, Asquith disait: «Avant tout, nous devons liquider les dettes interalliées.» Mais bientôt après, l'ancien ministre anglais, Mac Kenn, déclara: «Quant aux lires de créance anglais, non seulement j'espère qu'ils ne seront jamais amortis, mais si cela était en mon pouvoir, je les annulerais.» Malgré les démentis officiels du gouvernement anglais, il est hors de doute qu'il existe un courant en faveur de la solution des difficultés économiques par le moyen proposé naguère par Keksness et qui, en substance, est le suivant: Les Etats-Unis renoncent à se faire payer par les Alliés; l'Angleterre remet leurs dettes aux pays européens de l'Entente, et la France réduit ses exigences envers l'Allemagne, de façon à ce que cette dernière puisse s'acquitter. Au point de vue bourgeois, le projet est des plus sensés; mais il a échoué par suite de la résistance des Etats-Unis qui désirent conserver leurs traités sur l'Europe, comme moyen de pression politique sur cette dernière. La Commission sénatoriale, récemment constituée aux Etats-Unis pour régler cette question, a reçu l'ordre de ne pas permettre l'annulation des dettes des Etats Européens.

Le problème de la restauration de la vie économique n'est qu'une partie de la crise économique mondiale. La question est double et donne lieu à des oscillations continuelles dans la politique des puissances de l'Entente. La France, en effet, insiste pour que l'Allemagne s'acquitte intégralement de toutes ses obligations sur la base du traité de Versailles. La presse française ne cesse de répéter que la solvabilité de l'Etat allemand n'est pas identique à celle du peuple allemand. Briand a également déclaré, dans un discours au Sénat, que les capitalistes allemands, membres du parti des populistes, peuvent et doivent payer (!). D'autre part, l'on comprend que la pression croissante exercée sur l'Allemagne provoque une dépréciation continue du mark allemand et, par suite, une concurrence de plus en plus acharnée des exportateurs allemands sur le marché mondial (!).

(1) «Le traité ne dit pas que c'est l'Etat allemand qui doit payer, mais bien l'Allemagne avec tous ses biens mobiliers et immobiliers. En Allemagne, il est des gens qui sont en état de payer, en particulier les membres du parti populiste et quantité d'autres capitalistes.»

(2) Dans un discours récemment prononcé au club *Constitution*, l'ancien ministre anglais des Finances, Mac Kenn, a déclaré que le paiement par l'Allemagne du premier milliard et le paiement de leurs dettes par les Alliés serait plutôt un malheur qu'un bonheur. Tant qu'on imposera à l'Allemagne des paiements pour 30 années à l'avance, l'Angleterre continuera d'avoir 2 millions de sans-travail. «Je serais beaucoup plus heureux, continue Mac Kenn, de constater que notre peuple se livre à un travail productif que de le voir s'efforcer de mettre la main sur le restant de la richesse allemande.» Mac Kenn voudrait que l'on imposât à l'Allemagne des versements annuels qu'elle pourrait facilement effectuer, à condition que ses exportations dépassassent ses importations. L'énorme quantité de marks déversée sur les marchés étrangers doit baisser de plus en plus la valeur de la monnaie allemande, et ainsi cette dernière inondera

Et ainsi, tandis que l'Allemagne est obligée d'exporter à vil prix ses marchandises, les pays auxquels devrait aller, dans l'esprit du traité de Versailles, tout le profit de cette exportation cherchent, par une série de mesures protectionnistes, à empêcher la pénétration sur leur marché des produits de l'industrie allemande. L'Angleterre, le pays classique du libre-échange, a adopté, comme on le sait, une loi pour la lutte contre la baisse des prix, loi dirigée principalement contre l'Allemagne, mais en même temps contre la France et tous les pays avec lesquels l'Angleterre n'a pas de traités commerciaux spéciaux. Le tarif prévoit un droit de douane de 33,33% *ad valorem* sur les marchandises qui, par suite de la dépréciation du change du pays où elles ont été produites, peuvent être vendues sur le marché anglais à des prix inférieurs à ceux de la production nationale. Ce paragraphe est excessivement élastique; en outre, il est aggravé par une décision portant que, pour l'application de ces droits protecteurs, il doit être prouvé, dans chaque cas particulier, que la concurrence étrangère menace le marché du Travail. C'est au département du Commerce qu'il appartient de décider de l'application ou de la non-application du tarif douanier. Les instructions spéciales sur l'application de cette loi n'ont pas encore paru, mais tout montre que son adoption a un but politique. Comme on le sait, la France a augmenté de 300% les droits d'entrée sur les marchandises étrangères. Tous les Etats neutres: la Suisse, les Pays-Bas, la Suède ainsi que les Etats-Unis ont également adopté, les derniers temps, des mesures contre la pénétration sur leurs territoires des marchandises allemandes, mais, par suite du nouvel effondrement du mark, tout ce système de barrières douanières devient inutile.

Rien de plus caractéristique pour l'état chaotique de l'économie capitaliste mondiale que la tendance de certains groupes capitalistes, dans les pays à change élevé, de rétablir l'équilibre économique au moyen d'une dépréciation artifi-

cielle du change de leurs propres pays. Ainsi, l'Union de l'Industrie Britannique a proposé de réduire considérablement l'impôt sur le revenu et de combler la brèche dans les finances de l'Etat par l'émission de papier-monnaie (*Frankfurter Zeitung*, 28/X 1921).

Le 31 octobre, une conférence de financiers, convoquée par le ministre suisse de l'Economie populaire, s'est tenue à Berne. On y a discuté un plan préconisant une augmentation artificielle de la quantité de la monnaie fiduciaire, afin d'arrêter la hausse du franc suisse. Mais ce plan a été rejeté. On affirme également, mais sans preuves décisives, que le gouvernement, aux Etats-Unis, a déjà pris des mesures pratiques pour la dépréciation du change du pays.

Ce même problème, dans les pays à monnaie avariée, se résout par la vente des marchandises nécessaires aux besoins intérieurs. Pour lutter contre l'évasion des marchandises à l'étranger, on a recours à l'interdiction partielle de l'exportation et à des droits de sortie excessivement élevés. Comme on le voit, c'est le chaos véritable: d'une part, l'Allemagne est forcée d'exporter des marchandises, afin de pouvoir faire face à ses obligations pour les réparations de guerre; d'autre part, les Etats à change élevé sont obligés de prendre des mesures pour se protéger contre l'importation allemande, et l'Allemagne elle-même, pour ne pas voir l'épuisement complet de ses stocks, doit prendre des mesures contre l'exportation. Le problème de la restauration de la vie économique ne peut, il va de soi, être résolu que par une organisation internationale, au moyen d'un accord international. L'accord de Wiesbaden et la visite du nord de la France par les dirigeants syndicaux allemands constituent des tentatives pour la réorganisation de la vie économique internationale. D'autre part, le projet de venir en aide à l'industrie allemande, au gouvernement du Reich, par l'attribution de crédits spéciaux est une tentative de transférer des pays de surproduction les instruments superflus de production dans les pays souffrant de la sous-production. Et ainsi, l'on voit que dans la politique économique des différents Etats des tendances contraires s'entrecroisent et s'entrechoquent; cette politique est aussi chaotique que l'économie capitaliste mondiale elle-même.

D. PAVLOVSKY.



Joseph POGANI.

## LA CRISE DE LA PETITE ENTENTE ET DE LA HONGRIE

Dans les Etats formés des parties de l'ancienne monarchie austro-hongroise, il se produit en ce moment des événements extrêmement instructifs et dont l'importance pour la politique européenne tout entière est considérable. Des tendances se manifestent dont le rôle est décisif pour le sort du prolétariat tchèque, autrichien, yougoslave, roumain, hongrois et bulgare et qui influent en outre sur la politique des grands Etats capitalistes, comme l'Italie et la France, et, dans une large mesure, sur la situation internationale de la Russie soviétiste.

Les faits montrent l'existence de trois tendances agressives diverses. La Roumanie s'arme contre la Russie soviétiste; Horthy commence une action militaire en Hongrie Occidentale, la Yougoslavie et la Roumanie entreprennent les hostilités contre la Hongrie.

Ces trois tendances agressives se manifestent avec une netteté particulière dans la politique des Etats de la Petite Entente et des pays balkaniques. Tantôt elles se renforcent l'une et l'autre, tantôt elles s'entrecroisent; en tout cas, elles agissent de concert et simultanément.

Nous allons étudier successivement ces différentes forces motrices.

### 1. La Roumanie contre la Russie soviétiste

La Roumanie des boyards s'arme fiévreusement contre la Russie soviétiste. La Bessarabie et la Transylvanie représentent d'immenses dépôts de matériel de guerre. La Roumanie mobilise des forces de plus en plus considérables. Elle reçoit de la France des quantités de plus en plus grandes de munitions de guerre et d'armes de toute sorte. Ne pouvant plus nier l'existence d'un service régulier de transport de munitions de guerre, les milieux officiels français allèguent que la Roumanie est forcée de se protéger contre les tendances agressives de la Russie soviétiste. Les ouvriers de tous les pays savent que la Russie soviétiste rassemble ses forces pour la lutte contre la famine et non contre la Roumanie: les diplomates de l'Entente aussi le savent mieux que personne. La Roumanie se prépare à tomber sur la Russie soviétiste dès que la France lui en donnera l'ordre.

La Roumanie, dont la guerre mondiale a considérablement augmenté l'étendue, est, du fait de sa situation intérieure, peu capable d'une action

militaire. Son industrie est encore à l'état embryonnaire, son agriculture est en décadence. Le système des pots-de-vin fleurit; la vénalité est générale. Les transports sont notoirement insuffisants, le déficit budgétaire augmente sans cesse. Ce n'est que par la violence que la Roumanie réussit à maintenir dans la soumission la Bessarabie, la Bukovine, la Transylvanie et la Dobroudja qu'elle s'est annexées pendant la guerre mondiale. Recrutée au hasard, la nouvelle bureaucratie est encore inexpérimentée et, de plus, vénales à l'excès. Le prolétariat vaincu dans la grève générale de 1930, le parti communiste réduit à l'existence clandestine, la paysannerie traditionnellement révolutionnaire et les différents mouvements irrédentistes sont malés par des lois draconiennes édictées par les boyards au pouvoir. Ce n'est que par son armée colossale, son innombrable police, sa gendarmerie et sa garde politique spéciale, la *siguranza*, que la grande Roumanie des boyards, édifiée par la guerre, se maintient encore. L'entretien de cette force armée absorbe des sommes formidables. Ces sommes, l'Etat des boyards roumains, dont le budget souffre d'un déficit chronique, ne peut les recevoir que de la France. Cette dernière entretient l'armée roumaine et en dispose. L'entretien et l'armement de l'armée roumaine ne sont pour la France que des dépenses destinées à lui faire récupérer les milliards qu'elle a prêtés à la Russie tsariste. La désorganisation intérieure augmentant sans cesse en Roumanie, le pouvoir des boyards ne se maintient que par la violence; c'est pourquoi l'armée destinée à sauvegarder les classes roumaines dominantes accroît continuellement ses effectifs et, par suite, l'influence de la France qui entretient cette armée grandit à proportion. Il en résulte que moins la Roumanie est aple à la guerre, plus la bourgeoisie française, qui cherche avec rage à recouvrer ses milliards, peut l'y forcer facilement. La Roumanie craint d'entreprendre les hostilités; elle sent que la guerre avec la Russie soviétiste qui a réalisé le partage des terres peut devenir fatale pour elle. Les paysans roumains, après la guerre, se sont emparés d'une partie de la terre des seigneurs, précisément de la partie qu'on leur promettait depuis des dizaines d'années. La nouvelle réforme agraire est comme le sanctionnement de cette emprise révolutionnaire, mais elle est aussi une tentative des boyards de recouvrer la terre qu'ils ont perdue. Ceux-ci n'ont pas encore oublié les horreurs

des sanglantes insurrections paysannes; lors de la discussion au Parlement roumain de la réforme agraire, un des députés de l'opposition, tremblant de peur demandait: «Que ferons-nous avec les paysans si une nouvelle guerre éclate? Que leur promettrons-nous alors si nous effectuons déjà maintenant le partage des grandes propriétés?» C'est là, en effet, que réside le nœud de la question qui surgira pour les boyards roumains en cas de nouvelle guerre, surtout en cas de guerre avec la Russie soviétique. La guerre posera en Roumanie non seulement la question paysanne, mais la question du prolétariat opprimé. En outre, elle posera la question de la Bukovine, de la Bessarabie, de la Transylvanie et de la Dobroudja, en un mot la question des territoires annexés. Néanmoins la France ordonnera la guerre et, si son ordre n'est pas exécuté, ce sera l'effondrement de l'armée roumaine et, par suite, toutes les questions que nous venons d'indiquer devront recevoir une solution, et une solution rapide, immédiate. La France donnera un ordre, et l'armée roumaine qui vit à ses crochets se jettera sur l'Ukraine.

## 2. La Hongrie de l'amiral Horthy contre la Petite Entente

La Hongrie traverse en ce moment une crise très grave. Les suites de la paix de Trianon et la crise économique accentuent continuellement la lutte intérieure des différents groupes des classes dominantes et, en outre, renforcent de plus en plus la poussée du prolétariat. Le «gouvernement chrétien», qui avait usurpé le pouvoir après le renversement de la dictature du prolétariat, est maintenant à l'agonie. Dans la première période de son existence, il était en somme la domination de la petite bourgeoisie urbaine et de la classe intellectuelle soutenues par les masses paysannes. Cette domination avait pour but d'une part, de réprimer le mouvement des ouvriers de l'industrie et des journaliers agricoles et d'autre part, de lutter contre le grand Capital et la grande propriété foncière. Le «gouvernement chrétien» réussit, en effet, à mater le prolétariat. Mais, dans sa lutte contre le grand Capital et la grande propriété foncière, il échoua misérablement. La réforme agraire qui devait enlever la terre aux nobles passa, il est vrai, dans la législation; mais, l'administration locale des comitats se trouvant entre les mains des propriétaires fonciers, la loi ne put être appliquée. Jusqu'à l'heure actuelle, 2.900 hectares de terre à peine ont été distribués aux paysans. La lutte contre le grand Capital est devenue purement fictive. Son seul résultat a été la suppression des concessions des cinématographes.

La croisade que le «gouvernement chrétien» avait prêchée contre le capital bancaire s'est terminée, en fin de compte, par la nomination du directeur de l'entreprise la plus typiquement juive, la Banque de Commerce de Budapest, au poste de dictateur financier du pays. Le grand Capital, qui s'était infiltré d'abord sous forme de

pois-de-vin parmi les représentants du «gouvernement chrétien», est maintenant entré impudemment par la porte des ministères dans la vie nationale, où il fait la loi. Les mots d'ordre du «gouvernement chrétien», à ses débuts, étaient: la lutte contre les revendeurs juifs, contre le capital juif et contre les somptueux logements des juifs riches. Les chefs eux-mêmes de ce gouvernement appelaient cette tactique: le «bolchévisme blanc.» Ce bolchévisme blanc est tombé dans une situation sans issue; le déficit du budget de l'Etat l'a forcé à se faire l'humble serviteur des banques. Les grands capitalistes nationaux et étrangers exigent de lui le «maintien de l'ordre», c'est-à-dire la renonciation aux mesures dirigées contre le Capital et la cessation des excès isolés des bandes d'officiers contre les riches juifs. «Le bolchévisme chrétien» a été obligé, à contre-cœur, de renoncer à son militarisme petit-bourgeois. Mais sa situation n'en a pas été allégée. Les conséquences de la paix de Trianon et la crise économique générale entraînent, avec une rapidité vertigineuse, à la catastrophe. La production industrielle diminue sans cesse et la désorganisation de l'agriculture augmente de jour en jour. On avait fait grand bruit autour d'une tentative de consolidation du change, mais cette tentative s'est terminée par l'effondrement complet de la couronne hongroise. Les dépenses nécessitées par l'effroyable cherté de la vie et l'entretien d'une armée considérable absorbent toutes les ressources de l'Etat. La dictature financière exercée depuis une année a eu des résultats déplorables: les sommes considérables provenant de la confiscation des fortunes et qui étaient destinées à rétablir l'équilibre budgétaire ont dû être employées à augmenter les appointements des fonctionnaires. Aussi le ministre des finances s'est-il vu obligé de recourir de nouveau à la planche aux assignats; la première émission de papier-monnaie atteint déjà 10 milliards.

La crise économique et financière aggrave à l'extrême les rapports entre les classes qui ont dominé jusqu'à présent dans le «gouvernement chrétien». L'aristocratie terrienne a entrepris une violente campagne contre les chefs paysans du parti des petits propriétaires ruraux et les gros bonnets campagnards menacent ouvertement la dictature paysanne. Au sein du parti chrétien-national, le désaccord va croissant entre la grande bourgeoisie et les propriétaires fonciers d'une part, et la petite bourgeoisie urbaine de l'autre. Une scission profonde divise les différents éléments du parti qui opèrent leur regroupement sur toute la ligne. De sérieuses tentatives sont entreprises pour unir les agriculteurs du parti des petits propriétaires ruraux avec la bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers du parti chrétien-national ainsi que la paysannerie pauvre du parti des petits propriétaires ruraux avec la petite bourgeoisie urbaine et la classe intellectuelle. Quant à la fraction des agrariens qui, alliée au capital financier, avait adhéré tout d'abord au vieux parti libéral, puis au parti du Travail National, c'est-à-dire à la tendance Stéfan Tisza, elle a été complètement évincée de l'arène politique et a proclamé ouvertement dans les comitats la lutte contre l'Assemblée Nationale de la petite bour-

geoisie et de la petite paysannerie. Elle conteste la légalité de l'Assemblée Nationale et exige la convocation des anciennes Chambre des députés et Table des magnats. L'autre fraction des agrariens (tendance Andrassy), qui penche vers l'élément catholique et se rapproche plutôt de la grande industrie, a également pris l'offensive et réclame la suppression de la domination des paysans. Les deux tendances en question sont d'accord sur ce que la contre-révolution agressive est aussi, au fond, une forme de révolution et réclament, par suite, le rétablissement de l'ordre et de la paix civile. Toutes deux elles sont légitimistes, habsbourgeoises et carlistes. Le carlisme, qui est une tendance chrétienne typique, ne rejette point pourtant l'appui des juifs. Les libéraux sont en alliance étroite avec le capital bancaire juif, et les agrariens dirigés par Andrassy cherchent à s'unir avec la petite et la moyenne bourgeoisie juive urbaine à tendances démocratiques.

La question de la royauté contribue encore à embrouiller la politique de tous ces groupements et classes. Absorption faite des nuances peu importantes, on distingue deux grands courants qui se manifestent de plus en plus nettement. Le premier est représenté par les carlistes. Ceux-ci veulent la restauration des Habsbourg, qu'ils considèrent comme les seuls souverains légitimes. Cette tendance est soutenue par les seigneurs terriens, les grands capitalistes, la majorité de la bourgeoisie, les juifs et une partie des intellectuels, c'est-à-dire par les classes qui détenaient le pouvoir sous les Habsbourg ou qui espèrent tenir le gouvernail de l'Etat, lorsque ces derniers remonteront sur le trône. La restauration des Habsbourg, c'est la renonciation définitive à la réforme agraire, la fin du bolchévisme blanc, la cessation des pogroms, la reconstitution territoriale de l'ancienne Hongrie et, par suite, le recouvrement de la Slavonie, de la Transylvanie, du Batacka, du Banat et de la Hongrie Occidentale.

Le deuxième courant est représenté par les partisans de la monarchie élective. Il est soutenu par la paysannerie, la majorité des officiers subalternes et une partie des intellectuels. Les traditions de la révolution de 1848 sont encore vivaces parmi la paysannerie hongroise. L'émancipation des serfs avait été réalisée par Kossuth et la révolution contre la volonté des Habsbourg. Les intellectuels et une partie des officiers, qui n'ont cessé d'être en butte aux persécutions des partisans de l'union austro-hongroise, sont hostiles aux Habsbourg et, jusqu'à un certain point, anticléricaux. Les partisans de la monarchie élective se sont de plus en plus rapprochés de Horthy. Ce dernier, qui avait naguère pris le pouvoir en qualité de lieutenant des Habsbourg, est devenu avec le temps de plus en plus indépendant. Sorte de général Monk à rebours, il veut maintenant garder pour lui ce pouvoir qu'il a reçu des mains du roi légitime. La lutte entre les carlistes et les horthistes a pénétré dans tous les groupements du gouvernement chrétien. Les détachements d'officiers se sont scindés en deux parties: les partisans de Pronay (horthistes) et les

partisans d'Ostenbourg (carlistes). Les grandes organisations de la terreur blanche se sont également partagées en deux camps. Les éléments transdanubiens du «Réveil Magyar» (Linahauer, Szmereczani) sont carlistes; les éléments cisdanubiens (Hejjas) sont horthistes. Dirigée par Gömbös, l'organisation des officiers subalternes (Moric) adopte le parti de Horthy; au contraire, l'organisation des officiers supérieurs (Nicosz), dirigée par Lukacicz, soutient les Habsbourg.

Il y a deux couches, dont l'intervention peut être décisive dans cette lutte pour le pouvoir menée par les classes, les partis et les cliques de toute sorte. L'une d'elles est représentée par le prolétariat. Le prolétariat industriel et agricole s'est, au cours de cette dernière année, déjà quelque peu relevé du coup qui lui avait été porté. Actuellement, il existe de nouveau en Hongrie un mouvement ouvrier. Environ 250.000 ouvriers organisés sont groupés sous un seul et même drapeau. L'organisation des journaliers agricoles s'est également reconstituée. Mais le tout-puissant pouvoir étatique, la trahison infâme de la social-démocratie et la faiblesse du parti communiste ne permettent pas au prolétariat de devenir un facteur décisif de la vie politique. Durant les dernières semaines, les grèves et les lock-outs se succèdent sans interruption. Il ne se passe presque pas de semaine sans que l'on opère des arrestations parmi les membres des organisations communistes qui surgissent spontanément un peu partout. Au point de vue politique, la social-démocratie manœuvrée par les grands industriels est un simple intermédiaire cherchant à réaliser l'union de la bourgeoisie et des ouvriers; descendue au dernier degré de l'abjection, elle a, aux récentes élections parlementaires, donné ses voix aux candidats des industriels. La lutte intestine des classes dominantes a déjà assuré une certaine liberté d'action au mouvement professionnel et, dans un avenir prochain, le Parti Communiste Hongrois, entrant dans la voie indiquée par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, transformera le prolétariat industriel agricole en un facteur décisif. Actuellement cependant, ce n'est pas le prolétariat, mais les intellectuels qui dirigent la vie politique du pays. Ils constituent maintenant, en Hongrie, la couche la plus agressive et la plus active. Sans connaître le rôle des intellectuels, il est impossible de bien comprendre la politique intérieure et extérieure de la Hongrie de l'amiral Horthy. C'est par les intellectuels principalement qu'a été machinée l'aventure en Hongrie Occidentale. Ce sont eux qui ont levé le drapeau du bolchévisme blanc et de l'inviolabilité territoriale.

De quels éléments se compose cette classe intellectuelle? De fonctionnaires, de bureaucrates des comitats, de gratte-papier et de secrétaires ministériels, de juges et de notaires, de financiers, d'avocats, de maîtres d'école et de professeurs, de gendarmes et de prêtres, d'écrivains, d'artistes, de peintres et d'étudiants. Dès le début, les intellectuels ont été les partisans les plus haineux, les plus enragés de la terreur blanche. Ils haïssent non seulement le prolétariat, mais aussi la classe capitaliste, la bourgeoisie. La guerre et la crise

économique leur ont apporté, en Hongrie comme dans toute l'Europe Centrale, l'appauvrissement, la ruine. Ils n'ont plus rien à perdre; c'est pourquoi, ils sont portés aux insurrections. Ils reçoivent des appointements fixes, toujours insuffisants, vu la hausse continue des prix. Le nombre des fonctionnaires se monte actuellement en Hongrie à 25.000. La société coopérative des fonctionnaires ravaille 300.000 hommes. Et ainsi, 10% de la population sont des employés d'Etat. L'afflux de centaines de milliers de réfugiés contribue à accroître le mécontentement de ces éléments. Tous les intellectuels parlant hongrois ont abandonné les régions annexées et sont venus se fixer dans la petite Hongrie actuelle qui n'est plus, par l'étendue, que le tiers de la Hongrie d'avant guerre. Dans l'ancienne Hongrie, la langue maternelle des intellectuels était partout le hongrois, car l'Etat hongrois n'était alors qu'un appareil de domination entre les mains des classes dirigeantes, purement hongroises, qui s'en servaient pour opprimer systématiquement non seulement les masses laborieuses, mais la bourgeoisie des autres nationalités. Dans tout le pays, sans en excepter les régions roumaines, slovènes et serbes, le hongrois était la langue officielle obligatoire dans l'administration étatique centrale et locale, dans l'enseignement, dans la presse, dans l'église, dans la littérature, le théâtre et la science.

Tous ces éléments parlant hongrois: juges et notaires, bourgeois, maîtres d'école et professeurs, avocats, employés de chemins de fer, journalistes et fonctionnaires de toute sorte, ont, par centaines de milliers, quitté les régions «cédées» et sont venus s'établir en Hongrie. Appauvrie par la guerre et ravagée par l'invasion des boyards roumains après le renversement de la dictature du prolétariat, la Hongrie n'est pas en état d'entretenir tous les intellectuels de l'ancienne Hongrie trois fois plus étendue que la Hongrie actuelle; elle n'est même pas en mesure de nourrir et de payer les officiers de la garde-blanche et le corps des fonctionnaires de l'appareil actif de la contre-révolution. Des centaines de milliers de fonctionnaires réfugiés vivent de subsides misérables et souvent n'ont même pas de demeure fixe. Il est vrai qu'à Budapest on réquisitionne les grands logements des juifs riches; néanmoins, une partie des réfugiés sont obligés de vivre dans des wagons de chemins de fer. L'organe officiel du gouvernement, *Uj Nemzedék*, écrit: «Le manque d'habitations influe d'une façon désastreuse sur les transports hongrois. Comme on le sait, 4.500 wagons de marchandises du parc de Schüttern sont transformés en logements. Il est incontestablement établi que les wagons des chemins de fer de l'Etat dans la proportion d'un tiers ne sont pas employés à leur destination réelle.» Les habitants des wagons ont même constitué une union spéciale pour la défense de leurs intérêts.

Cette classe intellectuelle, que la gêne a contrainte de fuir les régions annexées et qui maintenant végète misérablement en Hongrie, est l'élément le plus important, le plus actif du bolchévisme blanc. Elle réclame la dictature des logements, c'est-à-dire la réquisition des appartements

des juifs riches. Elle exige que l'on enlève aux juifs, pour les lui transmettre, les concessions des cinématographes, des kiosques et des hôtels. Les intellectuels forcent le gouvernement, complètement impuissant contre eux, à proclamer des mots d'ordre anticapitalistes. Si le prolétariat industriel ou agricole fait mine de broncher, le gouvernement peut facilement braquer contre lui ses fusils et ses mitrailleuses. Mais si la classe intellectuelle contre-révolutionnaire s'avisait de se soulever, il serait bien difficile au gouvernement d'avoir recours à la force contre elle, car cette classe, c'est en somme sa chair et son sang. Les bandes terroristes des officiers de carrière et de réserve forment partie constitutive de la classe intellectuelle. L'appareil de la terreur blanche est complètement impuissant à réprimer par la force les contre-révolutionnaires turbulents que sont les intellectuels. Ceux-ci sont en Hongrie la seule couche sociale qui jouisse du droit de réunion, d'association et de presse. Leur organisation comprend de nombreux détachements d'officiers, l'organisation *Mové*, l'union du «Réveil Magyar», des bataillons ministériels et universitaires. Comme le constate avec amertume le gouvernement chrétien, qui actuellement s'oriente de plus en plus vers les agrariens et la grande bourgeoisie, ces organisations forment un Etat dans l'Etat, ne se soumettent pas aux décisions gouvernementales, empêchent par leurs «actions individuelles» l'application des mesures d'ordre public et sont plus terroristes que la terreur blanche officielle elle-même. Ce sont les intellectuels qui non seulement tuent les ouvriers, mais massacrent et pillent les riches marchands et les juifs de Budapest. Ils ne se bornent pas à piller les caisses ouvrières et à envahir de force les locaux des syndicaux, mais, le revolver au poing, ils dévalisent le public dans les cafés et les clubs bourgeois; non seulement ils expulsent les prolétaires des logements qui ont été mis à leur disposition pendant la dictature, mais par la force armée ils introduisent dans les appartements des banquiers de Leopoldstadt les réfugiés demeurant dans les wagons. Non contents de chasser le prolétariat agricole des villas nationalisées sous le pouvoir soviétique, ils organisent des bandes armées pour saccager dans la partie hongroise de l'Alfeld les domaines des riches juifs et des magnats. Leurs chefs sont Friedrich et Hejjas.

Les innombrables fonctionnaires et intellectuels réfugiés en Hongrie, où ils vivent dans une gêne effroyable, sont les champions les plus acharnés de l'idée de l'inviolabilité territoriale. La Hongrie actuelle, réduite des deux tiers, ne peut les satisfaire. Pour ne pas périr définitivement, pour ne pas se prolétarianiser, — car ces éléments plus que tout haïssent et redoutent le travail physique — il leur faut restaurer l'ancienne grande Hongrie. La perte de la Slavonie, de la Transylvanie, du Balcchka et de la Hongrie Occidentale les a privés de leurs places; le recouvrement de ces régions leur permettrait de réoccuper leurs postes, leurs logements, d'émarger au budget et de reconquérir leur ancienne influence. Le mot d'ordre de ces éléments est: «La grande Hongrie, c'est le paradis; la Hongrie actuelle, c'est la mort». Leur ban-

nière porte l'inscription: «Jamais! Jamais! Jamais!», qui est une protestation contre la paix de Trianon, contre le démembrement du pays. Les comités, qui se trouvent déjà depuis longtemps sous la domination tchèque, roumaine ou serbe, continuent d'organiser leurs assemblées générales à Budapest. Les universités qui ont quitté Presbourg et Klausenburg continuent à s'intituler «Université de Pozsony» et «Université de Koloszar», quoique Pozsony s'appelle depuis longtemps Bratislava, et Koloszar, Klui. L'Institut des mines, qui se trouve déjà depuis plusieurs années à Soprony, continue à garder son ancien nom. Cette classe intellectuelle, réduite au désespoir, en proie à une misère horrible, atteinte de la manie de la grandeur et d'un chauvinisme malade, est actuellement la force motrice la plus active et la plus agressive de la politique hongroise. Elle rallie sous ses drapeaux la petite bourgeoisie urbaine ruinée par le capitalisme et qui craint également de se prolétarianiser ainsi que les officiers qui, privés par la paix de Trianon de leur situation privilégiée, tremblent continuellement pour leur avenir, quoiqu'ils se soient, sous le régime de l'amiral Horthy, trouvés des places convenables dans différentes formations blanches infiltrées «garde urbaine» ou «corps de pompiers». Cette classe intellectuelle groupe encore autour d'elle des étudiants en rupture d'université, des fonctionnaires mis à pied, des marchands ruinés, bref, tous ceux que la guerre a dévoués et privés de la possibilité de mener leur vie habituelle, tous ceux auxquels la paix de Trianon et la crise économique ont enlevé leurs moyens d'existence.

En proie à la plus noire misère, redoutant de tomber dans les rangs du prolétariat, ces éléments déclassés, turbulents, soutenaient au début Horthy et le gouvernement chrétien. Mais ils n'ont eu que des déceptions. Le gouvernement n'est pas en état de leur fournir des habitations et des moyens d'existence. Horthy a signé le traité de Trianon, Horthy a conclu un accord avec les Tchèques et s'est mis à la disposition de l'Entente. Horthy n'entreprend rien pour reconstituer l'unité territoriale du pays. Désespérant de pouvoir améliorer leur situation, les intellectuels et les éléments qu'ils groupent autour d'eux s'élèvent de plus en plus violemment contre Horthy et passent en masse dans le camp des carlistes. Ces éléments représentent une étrange mixture de chauvinisme hongrois et de légitimisme à la Rakoszi en extase devant les Habsbourg. Comme le gouvernement chrétien est devenu la domination des propriétaires fonciers et des capitalistes, que le bolchévisme blanc a roulé jusqu'au catholicisme libéral et que Horthy, qui avait proclamé l'inviolabilité du territoire national, s'est abaissé à signer la paix de Trianon et à se faire l'émissaire de l'Entente, ils ont cessé de soutenir Horthy et ne cherchent plus qu'à le renverser.

Ce n'est qu'en tenant compte de tous ces faits et en ayant une idée nette du rôle de ces éléments que l'on arrivera à comprendre la politique intérieure hongroise contemporaine et la question de la Hongrie Occidentale. Les initiateurs et les dirigeants de l'aventure en Hongrie Occidentale sont les chefs des intellectuels, Friedrich

et Hejjas. Friedrich, le principal leader de la gauche du mouvement carliste, de l'irréductibilisme, de l'opposition à la paix de Trianon, a proclamé ouvertement un nouveau mot d'ordre: «La seule issue, a-t-il dit, c'est de se conquérir sa patrie soi-même. Les débris de l'Etat hongrois ne peuvent entretenir les fonctionnaires et tout ce colossal appareil... C'est à la grande Hongrie qu'est consacrée ma politique d'aventures... Je ne suis plus un politique ni un député, mais seulement un soldat et, comme tel, je lutterai jusqu'à la dernière goutte de mon sang pour le retour à la Hongrie des régions qui lui ont été ravies.»

L'aventure en Hongrie Occidentale est la première tentative de recouvrer les régions perdues. Là, les bandes de Friedrich ont lutté non seulement pour la Hongrie Occidentale, mais aussi pour la Transylvanie et la Slavonie. Elles se composent principalement d'intellectuels réfugiés, de Transylvanien, de zeklers, d'étudiants de l'Institut des mines et des différentes académies, d'officiers de réserve et de carrière, d'officiers en retraite et de fonctionnaires réfugiés. Une partie de ces éléments (les *zeklers* et les étudiants de l'Institut des mines) avaient combattu autrefois dans les rangs de l'armée de la dictature du prolétariat, espérant que celle-ci chercherait à reconquérir les régions extorquées.

Du moment que Friedrich et les carlistes entraient en action, Horthy ne pouvait rester passif. Sa popularité baisse déjà, même parmi ses adeptes les plus fervents. S'il cède définitivement sur la question de l'inviolabilité territoriale, sa chute est inévitable. C'est pourquoi il a été obligé de soutenir l'aventure carliste des partisans de Friedrich, quoiqu'il comprit parfaitement que les bandes de ce dernier en cas de succès se tourneraient contre lui. Ce n'est qu'à contre cœur qu'il a participé à l'aventure en Hongrie Occidentale, car elle est en contradiction avec ses intérêts. S'il réussit encore à se maintenir, c'est surtout parce que la Petite Entente considère son pouvoir comme un mal moindre que la restauration des Habsbourg.

Tant que la tendance chrétienne soutint sans réserve Horthy, la politique extérieure du gouvernement fut claire et compréhensible. Elle était basée essentiellement sur le «traité conclu à Hedel». Ce traité donnait à la France la disposition de l'armée nationale hongroise qui devait être employée contre la Russie soviétique. S'il eût été signé, la Hongrie se fût trouvée dans la situation actuelle de la Pologne et de la Roumanie. Elle fût devenue la vassale de la France dans la lutte de cette dernière contre la Russie soviétique. Mais la résistance de l'Angleterre et de la Petite Entente empêche ce traité d'être définitivement conclu.

Depuis que Horthy et les carlistes se sont séparés dans leur voie, deux tendances opposées luttent entre elles dans la politique extérieure hongroise. La première est la tendance de Horthy qui veut se faire l'émissaire de l'Entente, s'entendre avec la Petite Entente et qui promet de renoncer non seulement aux Habsbourg, mais aux régions enlevées si on le laisse former une armée nationale et si on lui fait quelques petites con-

cessions territoriales, c'est-à-dire si on rend à la Hongrie Czolokez, qui se trouve aux mains des Tchèques, et Soprony et ses environs qui ont été donnés à l'Autriche. La deuxième tendance est représentée par les carlistes. Ceux-ci ne veulent pas se résigner à la paix de Trianon et ont l'intention d'entreprendre la lutte, sinon contre la Pologne, en tout cas contre la Petite Entente. Avec l'appui de quelques milieux de la diplomatie française et anglaise, ils veulent restaurer les Habsbourg et se préparent à reconquérir la Slavonie et la Transylvanie.

Les forces armées des deux tendances ont pris part à l'aventure du Burgenland. Horthy savait bien que cette aventure pouvait lui être fatale, car il comprenait que si Friedrich réussissait à fonder un Etat carliste «indépendant et neutre» en Hongrie Occidentale, il entreprendrait contre lui une lutte mortelle et rétablirait Charles IV sur le trône. S'il ne réussissait pas, si la Grande ou la Petite Entente réprimait l'aventure par la force, il pouvait lui, Horthy, être entraîné dans la chute des carlistes. Néanmoins, il a été obligé de participer à l'aventure et cherche maintenant à se tirer d'affaire par des pourparlers. Il est disposé à se contenter de Soprony et des environs. Mais les carlistes, eux, ne l'entendent pas ainsi.

Horthy, en ce moment, évacue le Burgenland, mais les carlistes ne l'évacuent pas.

Ainsi, la Hongrie de Horthy et de Friedrich, malgré toutes ses contradictions intérieures, est un coin enfoncé dans le corps de la Petite Entente, un obstacle à la consolidation de cette dernière, à son organisation définitive. Mais comme la seule raison d'être véritable de la Petite Entente est la lutte contre la Russie soviétiste, l'ironie du sort est précisément que l'Etat le plus antibolchéviste de l'Europe, la Hongrie de l'amiral Horthy, est en ce moment l'obstacle le plus sérieux à l'instauration, en Europe Centrale, d'un front antibolchéviste unique.

### 3. L'accord entre la Petite Entente et Horthy

Sous la pression de la bourgeoisie de la Grande Entente et pour affaiblir les forces de leur propre prolétariat, les gouvernements de la Petite Entente font tout pour entrer en accord avec Horthy. Vu l'existence de différents mouvements carlistes très actifs, surtout en Slavonie, en Autriche, en Hongrie et en Croatie, un accord avec Horthy correspondrait non seulement aux intérêts de ce dernier, mais à ceux de la Petite Entente. Celle-ci cherche à établir son hégémonie dans les Etats de l'ancienne monarchie austro-hongroise. Pour ce qui concerne l'Autriche, elle y a réussi dans une large mesure; le tour est maintenant à la Hongrie. De là les entrevues de Bratislav et de Brünn. Pour arriver à une entente, le «démocrate» et «républicain» Benès consent à s'aboucher avec le représentant de la Hongrie actuelle, le comte Banri, royaliste avéré.

En somme, la Petite Entente a considérablement évolué. Elle s'était constituée sous le mot d'ordre: «Démocratie, république et accord avec la Russie soviétiste». Mais la lutte de classes

intérieure dans les pays qui la composent modifie de plus en plus la direction de sa politique extérieure. Les succès imposants du mouvement communiste en Yougoslavie, la grève générale de 1920 en Roumanie et la formidable grève générale qui a eu lieu en Tchéco-Slovaquie ont marqué un tournant non seulement dans sa politique intérieure, mais aussi dans sa politique extérieure. Dans la politique intérieure, le démocratisme a fait place à la terreur blanche contre le mouvement ouvrier en Hongrie et en Yougoslavie et aux persécutions contre les communistes en Tchéco-Slovaquie. En politique extérieure, l'accord avec la Russie soviétiste a été remplacé par la guerre contre cette dernière. Le Roumain Averescu avait commencé par proposer un programme de paix avec la Russie soviétiste; maintenant, il dirige la mobilisation roumaine contre la Russie soviétiste et l'Ukraine.

Consciente de sa faiblesse intérieure, la Roumanie ne peut se risquer à une aventure militaire contre la Russie soviétiste que si elle est assurée d'être soutenue financièrement et ravitaillée en matériel de guerre par la France et si elle sent derrière elle l'appui effectif de la Tchéco-Slovaquie et de la Yougoslavie. La Petite Entente est non seulement une union politique, mais aussi une union militaire. Tant que la Hongrie non désarmée reste entre la Roumanie, la Yougoslavie et la Tchéco-Slovaquie, tant qu'il existe une armée nationale hongroise et que la Petite Entente ne sait contre qui cette armée tournera ses armes, elle ne peut se décider à une campagne contre la Russie soviétiste. Les tentatives d'entrer en accord avec Horthy ont pour but d'assurer l'arrière de la Petite Entente pour la prochaine lutte contre la Russie soviétiste. La Petite Entente doit faire sa paix avec Horthy, soutenir ce dernier contre le prolétariat hongrois et les carlistes, afin que la Roumanie puisse tranquillement retirer ses troupes de la Transylvanie pour les jeter en Bessarabie, sans avoir à craindre que l'armée de Horthy n'attaque son arrière et que les éléments hongrois irrédentistes de Transylvanie n'organisent une insurrection au moment critique. Elle doit s'entendre avec Horthy afin que la Tchéco-Slovaquie puisse en toute sécurité envoyer ses troupes soutenir la Roumanie dans sa lutte contre l'Armée Rouge, sans avoir à trembler pour la Moravie. Sans un accord avec la Hongrie de Horthy, la préparation par la Petite Entente de la guerre contre la Russie soviétiste est incomplète, au point de vue diplomatique comme au point de vue militaire. Ce n'est qu'en s'entendant avec Horthy, en le soutenant contre les carlistes et en solutionnant la question de la Hongrie Occidentale au moyen d'un compromis au détriment de l'Autriche et en faveur de Horthy, que la Petite Entente pourra procéder, sans avoir à craindre les Habsbourg, à la réalisation de sa tâche principale: l'étouffement de la Russie soviétiste.

L'accord entre la Petite Entente et Horthy signifierait:

1) La consolidation du régime de Horthy et par suite une nouvelle et puissante offensive destinée à mater le mouvement ouvrier qui commence à renaître en Hongrie.

2) La complète isolation du prolétariat autrichien, qui serait abandonné à son sort devant le danger de restauration des Habsbourg.

3) La disparition définitive des derniers vestiges de démocratie en Tchéco-Slovaquie, la persécution furieuse, comme en Yougoslavie et en Roumanie, du prolétariat tchéque poussé à l'action directe par la crise économique.

Et ainsi, un accord avec Horthy entraînerait directement une diminution considérable de la force de résistance du prolétariat tout entier sur le territoire de l'ancienne monarchie austro-hongroise, une consolidation de la bourgeoisie dans les Etats de la Petite Entente et dans les pays balkaniques et, indirectement, par suite de la menace qu'il constituerait envers la Russie soviétique, un affaiblissement de tout le prolétariat de l'Europe Centrale.

#### 4. L'effondrement définitif de l'Autriche

Par leur accord avec Horthy, la Grande et la Petite Entente ont trahi l'Autriche. Dirigée par ses social-démocrates, celle-ci est tombée entièrement sous la coupe de l'Entente. Sur le désir de l'Entente, les social-démocrates ont définitivement désarmé l'Autriche. Obtempérant aux ordres de l'Entente, ils ont naguère trahi la république soviétiste hongroise et trahissent maintenant chaque jour la république russe. Sous la direction des social-démocrates, l'Autriche a édifié toute sa politique principalement sur l'espoir d'obtenir des crédits de la bourgeoisie de l'Entente, c'est-à-dire sur une base purement problématique. Les héros de l'Internationale 2<sup>e</sup> /3, Otto Bauer, Fritz Adler et Renner, ne cessaient de proclamer que, seules, l'orientation vers l'Entente et l'alliance avec la bourgeoisie chrétienne-socialiste pouvaient sauver le prolétariat autrichien de la terreur blanche et de la mort par la famine. Comme ils le reconnaissent eux-mêmes maintenant en se frappant la poitrine, le résultat de cette politique a été que jamais encore le prolétariat autrichien n'a été aussi fortement menacé qu'à l'heure actuelle par la restauration habsbourgeoise et le danger de la mort par la famine.

L'Autriche a roulé jusqu'au fond du précipice. Le krach financier est complet, le change n'a plus aucune valeur, le ravitaillement du pays dépend entièrement de l'étranger, mais l'Autriche n'est pas en état de payer en monnaie étrangère. La panique effroyable qui a envahi les consommateurs et la spéculation des agioteurs sur le change ont amené dans le pays une disette complète de marchandises.

Les revendeurs accumulent des bénéfices scandaleux, mais le nombre des sans-travail croît incessamment. Le gouvernement traverse crise sur crise. Par suite de l'instabilité de la situation financière et politique, la désorganisation de la production est à son comble. L'Entente promet journellement des crédits, mais jusqu'à présent ces crédits n'arrivent pas. Les social-démocrates élaborent un programme financier destiné à sauver l'Etat bourgeois, mais la bourgeoisie n'apprécie pas leurs efforts et ne veut pas s'oc-

cuper de son propre salut. Au lieu de crédits, l'Entente a fait cadeau à la république autrichienne de la Hongrie Occidentale, c'est-à-dire lui a imposé l'obligation de garder une frontière de 250 kilomètres de long contre les bandes carlistes hongroises. De ce fait, ce sont pour l'Autriche de nouvelles dépenses militaires qui se chiffrent par milliards. La dépréciation du change entraîne, chaque semaine, un enchérissement de 100% non seulement sur les articles industriels, mais aussi sur les produits alimentaires. Les uns après les autres, les différentes catégories d'ouvriers proclament la grève; les fonctionnaires exigent continuellement de nouvelles augmentations d'appointements. L'Etat imprime sans interruption du papier-monnaie; chaque nouvelle émission provoque une hausse des prix de 100%. La bureaucratie syndicale accomplit son devoir: elle tâche, par sa politique de relâchement, à arrêter la révolte des ouvriers affamés et s'emploie à sauver l'Etat bourgeois dans la mesure du possible. Mais le prolétariat a déjà beaucoup perdu de sa docilité d'antan. La grande grève des cheminots, qui a éclaté contre la volonté de la bureaucratie syndicale et qui n'a pu être empêchée malgré tous les efforts de cette dernière et du parti social-démocrate, a montré clairement combien l'influence de la bureaucratie syndicale était ébranlée. L'organe dirigeant des fonctionnaires autrichiens, la *Neue Freie Presse*, était entièrement fondé, à propos de la grève des cheminots, à parler d'une crise de l'Etat et des syndicats. L'Etat bourgeois autrichien n'existe actuellement, en effet, que grâce à la bureaucratie syndicale, de sorte que la crise des syndicats est véritablement une crise de l'Etat. Une effervescence profonde se remarque dans les masses prolétariennes qui, quoiqu'elles n'adhèrent pas encore au communisme, commencent à désertir de plus en plus le parti social-démocrate. La tendance des masses prolétariennes à abandonner la social-démocratie, tendance qui se manifeste de plus en plus nettement, a pour pendant une autre tendance qui se fortifie de jour en jour parmi les masses petites-bourgeoises et paysannes et qui réclame la séparation d'avec l'Autriche. On observe en ce moment une recrudescence du mouvement séparatiste dans le Tyrol et dans la province de Salzbourg. Deux courants centrifuges se dessinent. L'un s'efforce de s'affranchir de Vienne, la capitale social-démocratique, pour s'unir à la Bavière sous le pouvoir des Wittelsbach en une monarchie cléricale dirigée par les officiers et les paysans riches. Le deuxième courant est carliste. Son but, c'est l'union avec la Hongrie, c'est-à-dire la reconstitution, ne serait-ce qu'en miniature, de la monarchie austro-hongroise cléricale avec les Habsbourg. Des deux partis gouvernementaux autrichiens, les socialistes-chrétiens penchent pour les carlistes, et les pangermanistes-anticarlistes tournent leurs regards vers la Bavière. Mais au fond, la politique du gouvernement n'est dirigée par aucun des partis bourgeois qui le composent. Cette politique est déterminée, en premier lieu, par les masses ouvrières puissamment organisées. La crise de la politique extérieure provoquée par les événements en Hongrie Occidentale a

aggravé à l'extrême la crise financière gouvernementale étatique et professionnelle. Sur l'ordre de l'Entente, l'Autriche a envoyé ses gendarmes en Hongrie Occidentale. Mais les bandes de Friedrich et Henas les ont défaits et forcés à se replier en territoire autrichien. D'ailleurs, il n'était pas difficile de repousser les gendarmes autrichiens, car ceux-ci n'avaient pas grande envie de combattre les carlistes hongrois. Sous la pression du parti social-démocrate, le gouvernement autrichien a fait à contre-cœur une tentative d'occuper la Hongrie Occidentale par les forces de la minuscule armée autrichienne. Mais les hauts protecteurs de l'amiral Horthy, les généraux de l'Entente, s'y sont opposés. Encouragés, les bandes de Friedrich ont envahi le territoire autrichien. L'Autriche a été obligée de faire donner sa milice nationale. Cette milice nationale, quoique les social-démocrates en aient expulsé les éléments communistes, se compose encore de prolétaires, mais elle est commandée par des officiers carlistes. Non seulement une partie des autorités civiles autrichiennes et du corps d'officiers de la gendarmerie, mais encore les officiers de la milice entretiennent continuellement des relations secrètes avec les bandes hongroises. En cas de collision sérieuse, la milice nationale autrichienne qui se compose en tout de 18.000 hommes, quoique le traité de paix permette de porter son effectif à 30.000, ne serait pas en état de se mesurer avec la réaction hongroise et autrichienne. La bourgeoisie réactionnaire du Tyrol et de la Styrie, qui dispose des organisations armées connues sous le nom de «gardes locales», se refuserait, dans ce cas, comme elle l'a ouvertement déclaré, à marcher contre Horthy et tomberait sur les derrières du prolétariat autrichien. A Vienne même, les complots contre-révolutionnaires se succèdent sans interruption; le parti «noir-jaune» des royalistes et «l'Union des officiers du front» rivalisent d'ardeur dans leurs menées contre-révolutionnaires.

L'Autriche est à la veille de la guerre civile. Les officiers conspirateurs et les gardes locaux paysannes sont déjà armés. Le prolétariat réclame de plus en plus instamment son armement. Hostiles à Horthy, les socialistes-chrétiens favorisent les ennemis de ce dernier, les carlistes, et se prononcent contre l'armement du prolétariat. Quoiqu'ils haïssent les Habsbourg et soient constamment sur le qui-vive pour empêcher leur restauration, les pangermanistes préfèrent «armer le peuple», c'est-à-dire les couches bourgeoises et paysannes qui les soutiennent.

Quoi qu'il en soit, la lutte contre les bandes à la frontière austro-hongroise continue sans interruption. Les décisions de la conférence de Venise ne sont pas respectées, et les bandes carlistes de Friedrich, quand viendra le moment favorable, envahiront les possessions autrichiennes et marcheront sur Vienne sans rencontrer de résistance sérieuse. Le chef des carlistes hongrois, le comte Jules Andrassy, a proclamé que les insurgés de la Hongrie Occidentale ne se trouvaient qu'à une journée de marche de Vienne. Maintenant déjà, les bandes des émeutiers mènent ouvertement, dans l'armée et sur le territoire

autrichiens, la propagande carliste. Dans leurs proclamations ils impriment l'hymne des Habsbourg.

Ironie du sort! Les carlistes hongrois vouent aux gémonies pour son bolchévisme le gouvernement autrichien chrétien-socialiste et pangermaniste qui, plus que personne au monde, a contribué à fortifier la domination carliste en Hongrie. Les social-démocrates autrichiens, qui par leur trahison ont tout fait pour renverser la république soviétiste hongroise et faire passer le pouvoir aux mains de Horthy, attendent maintenant avec terreur l'agression de l'armée nationale hongroise. En août 1920, au moment de la conclusion de l'accord provisoire de Heddel, Renner, en qualité de ministre autrichien des Affaires Étrangères, a déclaré humblement que, vu le danger russe, il comprenait la nécessité des armements hongrois auxquels il ne s'opposait pas, à condition toutefois qu'ils ne fussent point dirigés contre l'Autriche. Alors déjà il devait savoir que les baionnettes de Horthy ne menaçaient pas tant le «bolchévisme oriental», pour qui l'offensive de quelques divisions hongroises ne représente pas un danger réel, que le gouvernement demi-social-démocrate autrichien baptisé par les partisans de Horthy de «bolchévisme occidental». Il y a une année, le social-démocrate Renner «comprenait» l'armement de Horthy et de Friedrich contre le prolétariat russe, quoique cet armement fût dirigé en premier lieu contre les ouvriers hongrois. Maintenant que les Friedrich et les Horthy menacent de balayer comme un fétu de paille la social-démocratie autrichienne, ce politique avisé, comprenant sa faute, court à Prague, aide à aplanir les divergences de vue, entre la bourgeoisie tchèque et la bourgeoisie allemande, s'efforce de mettre la social-démocratie allemande au service de l'État tchèque, et tout cela afin d'obtenir pour la social-démocratie et la bourgeoisie autrichiennes l'aide diplomatique et, en cas de nécessité, l'aide militaire de Benès et de Massarik. Ce n'était pas assez de la guerre mondiale et du traité de Saint-Germain, de la crise économique et de l'agression des bandes hongroises, du danger carliste et de Horthy pour que l'Autriche s'effondrât définitivement; il fallait encore la décomposition complète, irrémédiable de la social-démocratie autrichienne et de la bureaucratie syndicale.

##### *5. De la nécessité d'utiliser les dissentiments entre les Etats bourgeois*

Outre les divergences de vue entre la Grande et la Petite Entente, la différence des intérêts de la bourgeoisie tchèque et de la bourgeoisie hongroise, les discordes entre les horthistes et les carlistes et la lutte au sein du parti chrétien-nationaliste autrichien, il existe encore d'autres antagonismes d'intérêts qui empêchent la bourgeoisie des pays danubiens et balkaniques d'agir en union complète contre le prolétariat et la Russie. Le désaccord le plus profond est celui qui oppose l'une à l'autre la Yougoslavie et l'Italie. Ce désaccord entre les bourgeoisies italienne et yougo-

slave a été provoqué par les questions d'Albanie, de Fiume et du corridor yougoslave et tchèque longeant la Hongrie Occidentale. La lutte entre le prolétariat italien et yougoslave a provoqué l'intervention de l'Italie en faveur des partisans de Horthy dans la question du Burgenland. Pour régler le différend, l'Italie, contre la volonté de la Petite Entente, a convoqué la conférence de Venise. Si la question de la Hongrie Occidentale n'a pas été un fiasco complet pour les partisans de Horthy, c'est grâce à l'aide des royalistes français et surtout au conflit italo-yougoslave qui a empêché l'intervention de la Petite Entente en faveur de l'Autriche. Le conflit entre l'Italie et la Yougoslavie devient un facteur de plus en plus important de la vie internationale. D'une part, il provoque des dissentiments de plus en plus graves entre l'Italie et la France; de l'autre, il oblige l'Italie à rechercher l'amitié de la Hongrie de Horthy contre la Yougoslavie et, en cas de besoin, contre la Tchéco-Slovaquie.

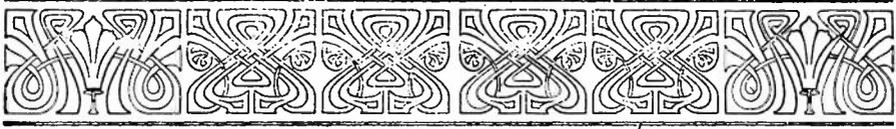
Le prolétariat doit utiliser dans son intérêt toute lutte intérieure entre les classes de la société capitaliste, ainsi que tout conflit entre les États bourgeois. Seule, une politique internationale ferme, cohérente du prolétariat des pays danubiens et balkaniques peut sauver ce dernier de la terreur bourgeoise organisée et diminuer le danger de guerre qui menace la domination du prolétariat russe. La politique de la social-démocratie, qui s'efforce de sauver l'État bourgeois et soutient les gouvernements des pays de la Petite Entente, non plus qu'une vaine politique pacifiste ne peuvent être la politique du prolétariat. Il n'est pas dans les intérêts de ce dernier de mener une politique analogue à celle pour laquelle, en Tchéco-Slovaquie, penchent certains chefs de la classe ouvrière, c'est-à-dire une politique dont le principal mal d'ordre est: Nous ne sacrifions pas un seul prolétaire tchèque pour libérer la Hongrie Occidentale. Cette vague politique pacifiste est une politique aveugle, même au point de vue pacifiste, car la paix avec la Hongrie de Horthy équivaut, dans la situation internationale actuelle, à la guerre contre la Russie soviétiste. Or, une nouvelle guerre contre la Russie soviétiste serait une guerre mondiale de la bourgeoisie contre le prolétariat. Tenant compte de la possibilité du percement du front prolétarien, prenant en considération la possibilité du percement du front de la Russie soviétiste, le prolétariat doit se résigner à une guerre locale entre la Tchéco-Slovaquie et la Hongrie. La politique

de la paix à tout prix n'est pas une politique communiste. En outre, dans la situation actuelle cette politique, même au point de vue pacifiste, n'est pas une politique clairvoyante.

La politique de la social-démocratie tchèque et autrichienne ne vaut rien non plus pour le prolétariat. La social-démocratie tchèque suit Benès les yeux fermés; la social-démocratie autrichienne, qui soutient avec un fanatisme aveugle le capitalisme, constitue actuellement non seulement en Autriche, mais aussi,—par suite des pourparlers de Renner—en Tchéco-Slovaquie, le principal appui de l'État.

Quant à la politique du parti social-démocrate hongrois, elle n'est qu'une basse trahison à la cause du prolétariat. C'est une politique qui oscille continuellement entre les partisans de Horthy et les carlistes et qui n'est stable que pour trahir le prolétariat. Elle est dignement complétée par la politique des radicaux bourgeois et des socialistes indépendants de l'émigration hongroise qui réclament à cor et à cri l'alliance de la bourgeoisie tchèque, roumaine et yougoslave afin de renverser ainsi Horthy. Dans leur politique, Renner aussi bien que Kunfi et Jassy s'appuient sur Benès et Massarik. Mais aucun d'eux ne se décide à s'appuyer sur la force du prolétariat, ce que doit faire, au contraire, le parti communiste. Nous devons réaliser l'union internationale du prolétariat des pays danubiens et balkaniques, afin que ces forces prolétariennes coalisées soient en état de briser le front unique que sont en train de former la Petite Entente et la Hongrie de Horthy. Le Parti Communiste Autrichien doit exiger l'armement des ouvriers; quant au Parti Communiste Hongrois, il doit intervenir activement dans le mouvement ouvrier hongrois qui s'éveille à une nouvelle vie et, au moyen d'une propagande antimilitariste intense, désorganiser les masses paysannes mobilisées par Horthy. Le Parti Communiste Bulgare doit s'efforcer d'empêcher l'entente de la bourgeoisie roumaine avec la bourgeoisie bulgare. Mais c'est au Parti Communiste Tchéque qu'incombe la tâche la plus importante. Nos camarades tchèques doivent empêcher l'accord entre Benès et Horthy. Dans les différents pays, les détachements de l'Internationale Communiste doivent s'unir pour lutter contre la Petite Entente qui, actuellement, par la politique et la diplomatie s'efforce d'opérer la jonction de ses armées.

*Joseph POGANI.*



Karl BREMER.

## LE KRACH IMMINENT DE LA BOURGEOISIE ALLEMANDE ET LE PARTI COMMUNISTE ALLEMAND

I

### *Le bilan des trois dernières années*

Nous venons d'avoir le troisième anniversaire de la chute de l'impérialisme allemand. Trois années se sont écoulées depuis que les rênes du gouvernement sont tombées des mains de la caste féodale qui, sous la pression du Capital s'efforçant d'élargir la sphère de son influence, a entraîné l'Allemagne dans la guerre, a perdu cette guerre et, par suite, privé pour longtemps la bourgeoisie allemande de la possibilité d'être un facteur indépendant dans la politique mondiale. Au moment de cet anniversaire, la situation est telle que les éléments féodaux peuvent à leur tour poser à la bourgeoisie cette question: Vous dites que nous, junkers, nous nous sommes montrés incapables de gouverner l'Allemagne; mais vous, comment l'avez-vous gouvernée, pendant les trois dernières années? La bourgeoisie peut proposer aux social-démocrates de signer avec elle le bilan de ces trois années, car durant cette période messieurs les banquiers et messieurs les social-démocrates et les dirigeants syndicaux ont gouverné en commun. Par suite, le bilan de ces trois années est le bilan de la coalition de la bourgeoisie avec les chefs de la majorité de la classe ouvrière allemande. Les jours de cette coalition sont comptés, même si elle réussit temporairement à s'élargir en devenant une coalition de tous les éléments allant de Stinnes à Scheidemann. Le jour est proche où les ouvriers allemands vérifieront le bilan de cette coalition; aussi, la préparation de ce jour doit-elle être la tâche urgente de tous ceux qui ont mis en garde le prolétariat contre l'alliance avec la bourgeoisie.

Lorsque, en novembre 1918, le pouvoir tomba des mains du kaiser, ce fut pour la bourgeoisie une défaite aussi grande que pour la classe des junkers. Le pouvoir passa aux mains de la classe ouvrière. Mais les chefs de la majorité des ouvriers ne crurent pas une minute à la possibilité de diriger eux-mêmes l'Etat. Ils étaient persuadés d'avance que la classe ouvrière n'était pas encore mûre pour les tâches gigantesques qui lui incombait du fait de la chute de l'impérialisme allemand. Aussi bien que les social-dé-

mocrates, les Indépendants étaient fermement convaincus de leur impuissance à gouverner l'Allemagne. Le fait d'avoir invité Schiffer et Erzberger (et non pas seulement les spécialistes militaires) à participer à la direction politique de la république—que représentait pour les relations extérieures le gouvernement des délégués du peuple—mieux que tout, prouve l'unanimité de la social-démocratie allemande, de droite comme de gauche, à reconnaître que le prolétariat ne pouvait triompher des difficultés entassées sur sa route qu'avec l'aide de la bourgeoisie.

La coalition avec la bourgeoisie dans le pays même, la capitulation devant l'Entente et l'espoir en l'aide de l'Amérique, c'était là l'alpha et l'oméga de la politique des chefs de la grande majorité de la classe ouvrière allemande. En effet, après tout ce qu'a montré l'expérience du mouvement révolutionnaire de masses en Allemagne pendant les trois dernières années, nous devons, si nous ne voulons pas nous leurrer nous-mêmes, reconnaître franchement et ouvertement que cette politique était la politique de la majorité de la classe ouvrière allemande. Certes, les ouvriers allemands ne croyaient pas capituler devant la bourgeoisie. Ils avaient conscience de leur force et étaient convaincus que la coalition les amènerait non à la capitulation, mais à une amélioration sensible de leur sort. Après plusieurs années de privations pénibles, de gêne et de misère, il leur semblait que s'ils obtenaient de la bourgeoisie l'augmentation de leurs salaires et l'établissement de la journée de huit heures, ce serait pour eux une amélioration considérable à leur situation. Après plusieurs années d'esclavage militaire, ils pouvaient se dire: Nous avons conquis la démocratie, la liberté absolue d'action; les chefs de nos syndicats sont devenus ministres, et rien dans l'Etat ne peut être entrepris sans leur assentiment. Ils ne perdaient pas courage même en décembre 1918, lorsque le premier congrès des soviets décrétait les élections à l'Assemblée Nationale. Ils espéraient que la classe ouvrière vaincrait par la voie démocratique et étaient persuadés que, si même cette espérance ne se réalisait pas, les élections donneraient la prédominance au prolétariat, qui arriverait par la voie démocratique à une telle influence que la nation

lui remettait le pouvoir aux élections suivantes. Mais de jour en jour, ces espérances s'évanouissaient. La cause première en était incontestablement la politique de la social-démocratie. Les socialistes majoritaires avaient déclaré à la classe ouvrière que la seule voie qui pût lui permettre de sortir de la gêne et de la misère était celle de la démocratie; mais à peine avaient-ils fait cette déclaration que, le même jour, la social-démocratie majoritaire déviait de cette voie. Ses chefs savaient parfaitement que la seule organisation révolutionnaire qui pût être pour eux un adversaire sérieux, l'Union Spartacus, n'était qu'un faible courant parmi les masses ouvrières, un courant qui n'était pas une organisation de masses. Par suite, l'Union Spartacus ne pouvait constituer un danger immédiat dans la voie où s'était engagée la social-démocratie. Néanmoins, celle-ci se hâta d'employer des mesures répressives contre le mouvement communiste; elle incitait les communistes à des actions prématurées, espérant en finir avec leur mouvement avant qu'il se fût consolidé. A partir du moment où Ebert ordonna d'amener des canons devant le manège où s'étaient réfugiés les matelots, la social-démocratie mit tout en œuvre pour détruire le mouvement communiste par la force armée, aussi bien pendant les émeutes de janvier (provoquées par la démission d'Eichhorn) que pendant et après les journées de mars, où Noske, par ses communications sur les horreurs de Lichtenberg, s'efforçait consciemment de provoquer l'extermination de tous les révolutionnaires véritables. En même temps, la république d'Ebert renonça à toute lutte avec les éléments contre-révolutionnaires, car, s'étant donné pour but d'écraser le mouvement révolutionnaire ouvrier par la force des armes, elle devait s'appuyer sur les éléments les plus aptes au rôle de bourreaux, c'est-à-dire sur les officiers qui, sous prétexte de défendre la république d'Ebert, s'efforçaient de mettre la main sur tous les services techniques afin de pouvoir effectuer le coup d'Etat contre-révolutionnaire qu'ils méditaient. Le résultat de la lutte du parti social-démocrate allemand contre le mouvement révolutionnaire ouvrier fut que les officiers de l'ancien régime conquirent la situation dominante dans l'Etat. L'émeute de Kapp en fut une preuve manifeste, et son insuccès ne changea rien à l'état général des choses. Tout l'appareil du pouvoir étatique se trouve en ce moment entre les mains des officiers blancs. La seule différence entre la situation actuelle et celle d'autrefois, c'est que la clique imprudente de Lüttwitz a été remplacée par la clique prudente et avisée du général Seeckt qui sait attendre patiemment son heure. Les anciens officiers de Guillaume ont jeté un nœud coulant autour du cou de la république, et il dépend uniquement d'eux de tirer sur la corde lorsqu'ils le jugeront nécessaire.

Les socialistes majoritaires ont remis le pouvoir politique aux mains des officiers et, dans le domaine économique, ont capitulé devant le Capital coaisé. Dans leur agitation, ils déclaraient qu'il était impossible d'instaurer du coup le socialisme, qu'il fallait le réaliser systématiquement, pas à pas, en transmettant les branches les plus développées de l'industrie aux mains de l'Etat et

en démocratisant progressivement la direction des entreprises étatiques ainsi formées. Les conseils de fabriques et d'usines institués par la loi devaient être pour les ouvriers une école pratique où ils apprendraient l'art de diriger l'industrie. Les recherches et les travaux de la Commission pour la socialisation constituent déjà toute une bibliothèque, et maintenant ce qui est à l'ordre du jour, c'est la question de la transmission des chemins de fer de l'Etat aux mains des entrepreneurs privés. Il serait ridicule de penser que messieurs Stinnes et Cie ont un seul instant renoncé à leurs plans. Tout d'abord ils ont, à la manière politique de Stinnes, brutalement posé leurs exigences, sans tenir compte de ce que, après un demi-siècle d'existence de l'Empire allemand, il était impossible d'annoncer de but en blanc la vente aux enchères des entreprises étatiques à des industriels privés. Ayant échoué par suite de leur maladroite brutalité, Stinnes et ses amis ont résolu de réaliser leurs plans avec plus de prudence, d'agir sous main. Actuellement on examine la question de savoir comment on pourrait transmettre les chemins de fer aux usiniers tout en les maintenant sous la dépendance de l'Etat. Les social-démocrates se sont élevés avec indignation contre les plans de Stinnes, et personne en Allemagne, où maintenant on ne suit même plus la littérature politique, n'a attiré leur attention sur le fait que le plan de la transmission des chemins de fer aux mains des capitalistes privés est l'œuvre du chef spirituel véritable de la social-démocratie majoritaire allemande, Parvus, qui dans son livre sur la renaissance économique de l'Allemagne le développe de la façon la plus détaillée. Et ce n'est pas parce que Parvus est un des participants à la vente de l'Allemagne aux enchères qu'il propose ce plan. Parvus ne fait que tirer les conclusions logiques de la politique de la social-démocratie allemande. Il est clair que la situation chaotique de l'économie allemande ne saurait durer plus longtemps. Si, par la socialisation industrialisée des entreprises et l'institution d'un contrôle d'Etat sur l'industrie, la république démocratique ne met fin à la vente en détail de l'Allemagne par des dizaines de milliers de spéculateurs isolés, les cartels allemands le feront. Les grands forbans du capitalisme ne peuvent évidemment considérer d'un œil tranquille le pillage de l'Allemagne par une nuée d'aventuriers de bas étage. On ne saurait d'ailleurs nier que, au point de vue économique, l'accaparement par Stinnes de l'industrie ne soit préférable à sa désorganisation par une multitude de petits Sklartz. N'ayant rien voulu tenter pour introduire l'organisation ou même simplement le contrôle dans l'industrie, les social-démocrates ont préparé le terrain pour que Stinnes pût assumer le rôle de sauveur de la patrie. Les clameurs d'indignation poussées par les social-démocrates contre Stinnes, contre l'asservissement de la république aux rois du fer et du charbon n'arrêteront pas l'offensive des pirates de l'industrie et de la finance. La social-démocratie elle-même ne croit pas que le régime sans contrôle des spéculateurs privés soit préférable à la domination des trusts et des cartels qui, quoiqu'elle eût travaillé à l'organisation de l'industrie dans l'intérêt

du grand Capital, est pourtant une issue au chaos. Il faut que les social-démocrates se décident à entrer dans la voie de l'organisation étatique de l'industrie et du contrôle étatique de la production, sinon ils devront cesser toute lutte contre l'accaparement de l'industrie allemande par Stinnes. Parvus qui, dans son ouvrage, propose ce moyen ne fait qu'exprimer ce que les *Scheide-männer* par la force des choses seront contraints de faire. La classe ouvrière allemande doit savoir qu'il ne s'agit pas maintenant d'une coalition avec Stinnes, mais que sa dernière heure est venue et qu'elle est menacée d'être obligée de capituler devant les trusts et les cartels et de s'en remettre à la discrétion de ses vainqueurs, les rois de la métallurgie et du charbon.

La capitulation devant la bourgeoisie allemande est une capitulation partielle devant la bourgeoisie mondiale. En novembre 1918, l'Allemagne fut écrasée militairement. Les social-démocrates allemands veulent trouver dans ce fait une justification de leur politique. L'effondrement militaire de l'impérialisme allemand, disent-ils, le refus des masses ouvrières de continuer la lutte, même au nom de la défense de la république, devait amener inévitablement le prolétariat à capituler devant le capitalisme. Il n'est pas difficile de prouver toute la fausseté de cette assertion. Il suffit d'ouvrir l'un des innombrables ouvrages consacrés à la conférence de Versailles pour voir combien les vainqueurs eux-mêmes avaient alors le sentiment qu'ils étaient sur un volcan. Keynes dit: «Il semblait que tout ce qui se passait à Versailles fût un songe.» En effet, au moment de sa défaite militaire, l'Allemagne pouvait s'appuyer sur la Russie soviétiste; la Pologne était alors trop faible pour empêcher sa jonction avec cette dernière. Sans recourir elle-même aux armes, l'Allemagne eût pu tirer parti de la situation par la voie diplomatique et susciter les plus grands embarras à l'Entente dont les dissensions intérieures n'étaient un secret pour personne. La soif de la paix était alors générale dans les pays de l'Entente, et il eût été bien difficile à cette dernière de continuer la lutte armée avec l'Allemagne. De concert avec la bourgeoisie, la social-démocratie allemande, par crainte de la partie révolutionnaire du prolétariat, livra l'Allemagne pieds et poings liés à l'Entente. La bourgeoisie allemande voulait à tout prix conclure la paix avec l'Entente, afin d'avoir sa liberté d'action pour liquider la crise révolutionnaire à l'intérieur du pays. D'ailleurs elle se berçait encore de l'espoir que, la paix une fois conclue, l'Entente rabattrait de ses exigences envers l'Allemagne. En novembre 1918 déjà, Schiffer, ce national-libéral déguisé en démocrate, déclarait dans son discours sur la situation financière de l'Allemagne que l'Entente ne serait pas en état d'administrer elle-même l'Allemagne et que par suite elle ferait grâce à ses auxiliaires naturels, les capitalistes allemands. Cet espoir en la clémence de l'Entente, on le vit bientôt, n'était qu'une vaine illusion. La situation de la France ne lui permet pas de renoncer à piller l'Allemagne. La France peut faire quelques concessions insignifiantes, mais elle ne juge pas pouvoir consentir à une forme d'exploitation de l'Allemagne telle qu'elle permettrait à

cette dernière de s'acquitter progressivement de sa dette envers l'Entente tout en améliorant peu à peu sa propre situation économique. Tabler sur la clémence de l'Entente, c'est se leurrer volontairement: tous les esprits réfléchis le comprennent. Lorsque l'effondrement économique de l'Allemagne sera complet, la question du système à employer pour recouvrer son dû se posera évidemment devant l'Entente. Il se peut que cette dernière prenne alors les mines et les chemins de fer allemands, comme garantie de sa créance, et parachève ainsi la ruine de l'Allemagne, en tant que facteur économique indépendant. Elle n'a pas d'autre issue pour la bonne raison que tout ce qui serait défalqué de la dette allemande devrait être payé par la France elle-même. L'attitude de l'Angleterre et de l'Amérique dans la question de l'annulation réciproque des dettes montre à quel point ces deux pays ont hâte de liquider les dettes de leurs alliés plus faibles. L'Amérique qui est le principal créancier n'a, certes, aucune raison de renoncer à ces moyens de pression sur la politique européenne que sont les dettes des alliés envers elle. Actuellement la banqueroute financière de la bourgeoisie allemande est complète. Le paiement du premier milliard a provoqué un tel ébranlement économique qu'il faudrait être aveugle pour ne pas voir que l'Allemagne ne sera pas longtemps en état de s'acquitter des obligations qui lui sont imposées par le traité de Versailles. Parvus, dont l'ouvrage sur la restauration économique est incontestablement l'analyse bourgeoise la plus profonde de la situation économique de l'Allemagne et du problème du relèvement économique, déclare ouvertement et avec raison que l'Allemagne est en faillite. Si la bourgeoisie allemande n'avoue pas encore sa banqueroute, c'est parce qu'elle craint que, si elle proclame ouvertement son insolvabilité, la France n'occupe le bassin de la Ruhr. Si l'Allemagne, au moment où elle ne sera pas en état de faire face à ses obligations, manifeste le désir de continuer à payer et d'arriver à un arrangement, la bourgeoisie allemande espère que la France consentira à lui accorder des délais de paiement. Ce calcul basé sur le bon sens des Shylock parisiens est l'aveu déclaré de la faillite complète de la politique bourgeoise et social-démocrate allemande.

Et ainsi, le bilan de ces trois années montre que la république se trouve à la merci des contre-révolutionnaires qui peuvent l'étrangler quand bon leur semblera. La contre-révolution dispose de l'armée, elle a en mains toute l'administration, elle peut commettre impunément tous les crimes sans risquer même l'arrestation. Économiquement le pays fait banqueroute. L'appareil économique, qui extérieurement fonctionne encore, et les efforts désespérés des capitalistes pour l'empêcher de s'arrêter ne peuvent donner le change qu'à des observateurs superficiels. L'augmentation des exportations provoquée par la chute du mark entraîne inévitablement l'affaiblissement économique de l'Allemagne, car, l'importation des matières brutes étant extrêmement restreinte, l'exportation absorbe toutes les forces économiques du pays. Il est inutile de démontrer que, malgré l'activité

industrielle et commerciale apparente, l'appauvrissement de la classe ouvrière va croissant. Le fait que les indices économiques, d'après les calculs de la *Frankfurter Zeitung*, donnaient pour le coût des marchandises allemandes le nombre 128 en juin et 248 le 6 novembre, alors que les salaires sont loin d'avoir doublé durant cette intervalle de temps, suffit pour mettre en lumière la situation en Allemagne. *La banqueroute de l'Etat, de jour en jour plus imminente, rend la situation du prolétariat catastrophique. La social-démocratie allemande, sans l'aide de laquelle, durant ces trois années, aucun gouvernement bourgeois n'a pu exister, est maintenant au bord du gouffre. Sa méthode de coalition avec la bourgeoisie a fait complètement faillite.*

La social-démocratie allemande le prend de haut avec les communistes russes et M. Scheidemann envoie des félicitations à ses adeptes de Moscou. Au bilan que nous venons d'établir, la presse social-démocrate allemande ne manquera pas de répondre en nous mettant sous les yeux le bilan de la république soviétiste russe et en nous demandant: Est-ce que les communistes russes ne sont pas forcés maintenant, après quatre ans de pouvoir, de faire des concessions formidables au Capital mondial? Est-ce que, au moyen de la dictature révolutionnaire, ils ont obtenu plus que nous? La réponse à ces questions est simple. Représentons-nous une armée qui, après quatre ans de batailles acharnées, affaiblie par des pertes et des privations de toute sorte, se replie sur de nouvelles positions tout en conservant sa liaison, ses principales lignes de communication et tous ses moyens de lutte et est alors accueillie par les railleries des déserteurs qui lui crient: «Voyez, nous sommes plus intelligents que vous, nous avons lutté sans combattre.» Il n'est pas difficile d'imaginer la réponse que les valeureux luttent feraient à ces lâches.

Ce qui importe pour nous d'ailleurs, ce ne sont pas les discussions sur le passé, mais les questions de l'avenir; ce qui nous intéresse, ce ne sont pas les *Scheidemänner*, mais les millions de prolétaires qui suivent encore les majoritaires de la social-démocratie. A ces millions de prolétaires nous disons: Jamais les communistes russes n'ont cru que l'on pouvait instaurer le communisme isolément, dans la seule Russie. Ils sont allés de l'avant parce qu'ils le devaient et que c'était uniquement par leur exemple qu'ils pouvaient influencer sur la classe ouvrière des autres pays. Par leur lutte de quatre années et grâce à la dictature du prolétariat, ils ont assuré l'indépendance de la Russie. Comme la classe ouvrière de l'Europe occidentale n'est pas en état de venir aussi rapidement au secours de la république soviétiste russe que nous, communistes, nous le voudrions, cette dernière est obligée de faire certaines concessions au Capital mondial; les machines qu'elle ne peut recevoir du prolétariat elle doit les payer par des concessions. Il lui est nécessaire de concentrer ses forces épuisées afin de conserver les branches les plus importantes de l'industrie; par suite, elle se voit contrainte d'affermir aux capitalistes la petite et la moyenne industrie. *Mais elle conserve le pouvoir, et ce pouvoir est employé à la défense de la classe ouvrière. Même lorsqu'elle*

recule, la Russie soviétiste représente une force avec laquelle l'adversaire ne peut pas ne pas compter. La preuve qu'il la redoute c'est que, pour ne pas fortifier la révolution, il ne se décide pas à accepter les concessions qu'elle lui fait. *L'Allemagne, elle, est une ruine, et ses gouvernements démocratiques ne sont que des marionnettes aux mains des dirigeants de Londres et de Paris. La raison de cet état de choses ne réside pas seulement dans le fait que la situation géographique de l'Allemagne n'est pas aussi favorable que celle de la Russie, mais aussi et surtout dans le fait que le parti dirigeant du prolétariat allemand, la social-démocratie, a, dès le début, renoncé à toute lutte, à toute préparation à cette lutte et même à toute idée de lutte et a mis bas les armes avant même de combattre. Tout le reste n'est que la conséquence de ces faits. Au moment actuel, la social-démocratie allemande et les masses ouvrières allemandes sont à un tournant. Et peut-être est-ce la dernière fois que l'occasion leur est offerte de décider si elles veulent enfin quitter la voie qu'elles ont suivie jusqu'à présent et, avec l'aide du prolétariat allemand, chercher une issue à leur situation, ou bien si elles veulent continuer de courir les yeux bandés à la catastrophe.*

## II

### L'issue

Les données du problème économique que l'Allemagne doit résoudre sont: la diminution incontestable, par rapport à la période d'avant-guerre, de la production et, par suite, la réduction des importations et des exportations. En outre, malgré l'affaiblissement de la vie économique du pays, l'Allemagne doit payer à l'Entente un formidable tribut; il lui faut exporter des marchandises pour des milliards, sans rien recevoir en retour. En même temps, il se produit indiscutablement à l'intérieur de l'Allemagne une modification dans l'affectation du revenu. Les grands bourgeois consomment beaucoup plus qu'auparavant. Pour une large part, l'industrie s'est mise à la fabrication des objets de luxe à l'usage des classes possédantes et entreprend toutes sortes de manœuvres louches dans le but unique d'accroître le plus possible l'exportation, afin de recevoir pour ses marchandises des litres de créance qui resient à l'étranger, c'est-à-dire hors de la portée du fisc allemand. Un tel état de choses montre clairement où il faut chercher l'issue à la situation.

La première question qui se pose est celle-ci: *L'Allemagne peut-elle, sans plus de formalités, cesser tout bonnement de payer les contributions qui lui sont imposées par l'Entente? A cette question l'on ne peut répondre que négativement. Un refus soudain de remplir les conditions de la paix de Versailles entraînerait inévitablement l'occupation de l'Allemagne ou du moins de ses principales régions industrielles. Quels seraient, pour le gouvernement français, les avantages d'une occupation prolongée, c'est là une autre question. Les frais de cette occupation, ses conséquences politiques pour la France et l'aggravation du krach économique de l'Allemagne, loin d'augmenter, diminueraient plutôt les chances de la France de*

recevoir sa contribution. Mais, les premiers temps, une telle politique amènerait fatalement la domination illimitée des Alliés en Allemagne et pourrait, dans certaines conditions, provoquer une catastrophe sociale dont les effets seraient terribles pour le pays, car sous la protection des armées d'occupation les pires éléments de la bourgeoisie allemande partageraient le pouvoir avec les envahisseurs. Ensemble, ils opprimeraient et pressureraient la classe ouvrière. Si même cette dernière, en Allemagne, réussissait à s'emparer du pouvoir, elle ne pourrait pas jouer le tout pour le tout. En 1919 déjà, les camarades qui polémisaient avec Laufenberg et Wollheim indiquaient que le parti communiste, sans porter aucune responsabilité pour la paix de Versailles, ne devait pas néanmoins prendre sur lui l'obligation de l'annuler immédiatement au cas où la classe ouvrière conquerrait le pouvoir. Il est hors de doute que si la classe ouvrière s'emparait du pouvoir, l'Entente devrait, pour appliquer contre l'Allemagne des mesures militaires, surmonter des obstacles beaucoup plus grands que maintenant. Elle se heurterait chez ses propres ouvriers à une résistance beaucoup plus forte que celle qu'il lui faut surmonter lorsqu'elle a affaire à l'Allemagne bourgeoise. Mais la classe ouvrière allemande n'est pas encore en état de conquérir le pouvoir. Sa domination n'a pas encore produit une pression morale suffisante sur les masses dans les pays de l'Entente, et nous devons nous baser sur le fait que, dans l'avenir prochain, l'Allemagne doit compter avec la nécessité de payer la contribution qui lui est imposée par l'Entente. S'il existait en Allemagne un gouvernement ouvrier, l'Entente saurait qu'il ne tient pas compte seulement de la nécessité extérieure, mais aussi de l'impossibilité intérieure, qu'il n'élabore pas seulement des plans, mais qu'il peut se décider à une action sérieuse, et par suite serait beaucoup plus disposé à lui accorder des délais de paiement et une réduction de sa dette. En tout cas, la politique de ce gouvernement consisterait, tout en tenant compte des nécessités de l'avenir prochain, à payer les contributions aux États capitalistes et à rechercher en Allemagne même de nouvelles sources de revenu pour ses paiements.

De quelle façon pourrait-on effectuer ces paiements sans pressurer la classe ouvrière? Uniquement en développant au maximum les forces productrices de l'Allemagne. Pour cela, il serait nécessaire en premier lieu de supprimer tous les parasites qui sucent le corps du pays. Ensuite, il faudrait introduire l'ordre dans le chaos économique, faire cesser la production des articles de luxe afin d'augmenter celle des objets de première nécessité. Tout cela exige le contrôle sur la production et l'application de moyens donnant au gouvernement la possibilité de réaliser les mesures nécessaires. Les social-démocrates et les Indépendants exigent l'imposition des valeurs réelles, et l'Union des syndicats fixe le montant de cette imposition à 25%. Que donnera l'imposition des valeurs réelles? L'État recevra comme impôt une partie des actions. Qu'en fera-t-il? Là est toute la question. S'il vendait ces actions afin de recevoir en échange des devises étrangères qui lui serviraient

à amortir sa dette de guerre, cela ne ferait qu'aggraver la situation générale. La classe ouvrière doit comprendre que l'imposition des valeurs réelles n'est une issue que si elle permet à l'État d'exercer une influence sur la direction, la nature et les dimensions de la production, ainsi que sur les prix, bref si elle sert de point de départ à la réorganisation de la production, à l'abolition de l'anarchie capitaliste. L'important n'est pas maintenant de déterminer la quantité d'actions qui doit se trouver entre les mains de l'État. C'est là une question de besoins fiscaux et non de contrôle de la production. En tout cas, c'est aux branches fondamentales de l'industrie que la participation gouvernementale doit être la plus forte. Le gouvernement doit avoir dans la production une part qui lui permette de diriger l'industrie sans avoir recours à la nationalisation complète.

La renonciation à la nationalisation complète ne se justifie pas seulement par le fait que, pour la confiscation des instruments les plus importants de la production dans l'industrie et dans la grande agriculture, il serait nécessaire de vaincre la bourgeoisie dans une lutte ouverte. Si même la classe ouvrière conquerrait le pouvoir, elle ne serait pas en état de prendre immédiatement en mains l'administration de toute l'industrie. Elle ne pourrait le faire que progressivement. La classe ouvrière russe, le Parti Communiste Russe ne se disposaient pas non plus, en 1917, à effectuer d'un seul coup la socialisation de l'industrie. Ils y ont été forcés par les circonstances dans la suite. Il s'agirait les premiers temps, comme nous l'avons déjà dit, de relever la production et d'empêcher le gaspillage des produits de l'industrie par une participation dirigeante de l'État à l'industrie. Celui-ci concentrerait l'industrie en trusts sous sa direction, sans en prendre l'administration en mains. La production serait administrée collectivement par des représentants de l'ancienne industrie privée, des organisations ouvrières et de l'État. Comme dans ces conditions tous les « secrets commerciaux » seraient entre les mains de l'État, celui-ci pourrait utiliser beaucoup plus rationnellement la production industrielle afin de s'acquitter de ses obligations. L'État ne vendrait pas aux étrangers les instruments de la production; il aurait ainsi en main des garanties réelles, sérieuses pour l'obtention de crédits à l'étranger. Les organisations ouvrières pourraient participer effectivement au contrôle et à l'administration de la production, car la participation à la vie économique du pays qui leur a été accordée par la loi sur les conseils de fabriques et d'usines n'est qu'un leurre.

L'imposition véritable des valeurs réelles, en tant que premier pas d'une politique tendant à la réorganisation de la production, c'est-à-dire d'une politique ne cadrant pas avec le capitalisme, se heurterait certainement à une résistance acharnée de la bourgeoisie. S'appuyant sur l'administration à tendances contre-révolutionnaires, le corps d'officiers réactionnaires du Reichswehr et les organisations blanches, le capital industriel et financier mettrait tout en œuvre pour faire échouer cette politique. Le gouvernement qui s'efforcerait vraiment de libérer les masses ouvrières du fardeau

intolérable de l'impôt et qui mènerait une lutte sérieuse pour la réorganisation de l'industrie serait, dès le premier jour de son existence, forcé de prendre des mesures spéciales, afin de ne pas se laisser écraser. Il devrait mettre à la tête du Reichswehr des officiers préoccupés de sauver l'Allemagne et non des spéculateurs, en éloigner tous les éléments hostiles et les remplacer par des ouvriers syndiqués. Il aurait à prendre des mesures pour que l'administration ne tombât pas entre les mains des réactionnaires; il devrait s'appuyer sur les masses du prolétariat et sur la petite bourgeoisie, en ce moment traquée et misérable, savoir entrer en contact avec la paysannerie pauvre, montrer à tous ces éléments qu'il ne s'agit pas de faire des expériences sur eux, mais de réaliser une politique qui est autant dans leurs intérêts que dans ceux de la classe ouvrière.

*Ya-t-il un parti bourgeois qui consente à soutenir une telle politique? Si des représentants isolés de la classe bourgeoise avaient à choisir entre les spéculateurs ou la classe ouvrière, si on leur demandait ce qu'ils préfèrent de la capitulation devant le capitalisme étranger, de la ruine de l'Allemagne, de sa transformation en colonie étrangère ou du gouvernement ouvrier, peut-être ces représentants isolés se rangeraient-ils du côté du prolétariat. Mais il est hors de doute qu'il n'est pas un seul parti bourgeois qui oplat, le cas échéant, pour le prolétariat. C'est pourquoi la renonciation à la coalition avec la bourgeoisie est la condition sine qua non de la politique que nous avons exposée. Sans une rupture complète avec la bourgeoisie, parler d'une imposition des valeurs réelles ou d'un allègement à la situation des masses, c'est tromper les autres ou se tromper soi-même. Pour réaliser cette politique, il faut une autre coalition: celle des ouvriers de la ville et de la campagne, des travailleurs manuels et intellectuels; il faut un gouvernement s'appuyant sur des millions d'ouvriers et d'employés organisés dans les syndicats; il faut la coalition de tous les travailleurs qui ne veulent pas périr de misère et qui ne consentiront pas à laisser les capitalistes étrangers dépecer l'Allemagne.*

Le mot d'ordre d'un gouvernement ouvrier, qui seul sera en mesure de sauver le peuple allemand, doit partir des masses ouvrières elles-mêmes, qu'il unira en une phalange invincible. *Cette politique ne pourra vaincre que lorsqu'elle sera la politique des grandes masses ouvrières et non une simple combinaison de chefs de parti cherchant une issue à une situation embarrassante.* Ce ne sont pas les organes dirigeants du parti, ni les fractions parlementaires qui auront à supporter tout le poids de la lutte, mais les grandes masses ouvrières; et ce n'est que dans le cas où ces dernières auront la volonté ferme de lutter pour leur cause qu'elles réussiront, sinon à sortir tout à fait de la gêne qui les étirent, du moins à améliorer sensiblement leur situation.

### III

#### *La peur du capitalisme d'Etat*

*La voie que nous avons indiquée est-elle accessible au Parti Communiste Allemand? Si l'on répond négativement à cette question, l'on doit démontrer*

que, en suivant cette voie, le parti violerait les intérêts de la classe ouvrière allemande, qu'il existe une autre voie meilleure pouvant fournir aux ouvriers allemands une issue à leur situation actuelle. *Cette autre voie n'existe pas.* Puisqu'il en est ainsi, toutes les objections soulevées contre l'entrée dans la voie que nous préconisons ont pour cause unique le mécontentement que l'on éprouve à voir l'évolution de l'Allemagne s'effectuer par une voie qui n'est pas la voie directe que nous désirerions. Mais ce n'est pas nous qui commandons nos voies à l'histoire, c'est elle qui nous impose les siennes. Les raisons invoquées contre la voie que nous proposons ne résistent pas à la critique.

La première objection a trait au résultat que, dans l'hypothèse la plus favorable, nous pourrions obtenir. Ce n'est pas au communisme, mais au capitalisme d'Etat que vous nous menez, nous déclare-t-on de différents côtés. L'objection n'est pas nouvelle: le socialisme d'Etat, qui n'est en réalité que le capitalisme d'Etat, a fait autrefois l'objet de longs débats dans la social-démocratie internationale. Tous les arguments que l'on nous oppose en ce moment dans cette discussion ne font que répéter ce qui a été dit, il y a 40 ans, par Jules Guesde et d'autres chefs social-démocrates «radicaux». Nous ne pouvons ici, faute de place, donner des extraits des livres et des discours de Guesde. Tous ceux qui s'intéressent à l'histoire du parti peuvent les trouver dans l'œuvre de Max Schimpel: *Coup d'œil sur le passé des partis*, qui renferme un grand nombre de documents (V. notamment: *La question du monopole et la classe ouvrière*, Berlin 1917, édition du *Vorwärts*).

Ces arguments tendaient à prouver que le capitalisme d'Etat augmente la puissance de l'Etat capitaliste et que, empêchant les crises, il fortifie le régime capitaliste. Le développement économique a déjà depuis longtemps réfuté ces arguments. Actuellement, dans tous les pays où le capitalisme est développé, c'est le règne des trusts et des cartels avec leur système de tableaux noirs auxquels aucun ouvrier ne peut échapper dans les entreprises privées. La transmission de la production aux mains de l'Etat ne saurait aggraver la situation sous ce rapport. Au contraire, si l'Etat mène une politique hostile aux ouvriers, le prolétariat peut lutter contre lui sur un front étendu, tandis que lorsque les ouvriers sont dispersés dans différentes industries, toutes leurs actions isolées sont vouées d'avance à l'insuccès, les capitalistes ayant toujours la possibilité de se soutenir les uns les autres, grâce à leurs associations; les ouvriers, au contraire, ont l'impression que la lutte est menée non pour l'intérêt général, mais pour l'intérêt de tel ou tel groupe particulier. Quant à la consolidation du régime capitaliste par le capitalisme d'Etat, le premier ouvrier allemand venu peut répondre lui-même à cette objection. Dans le monde entier, le capital privé s'efforce d'abolir ce qui reste encore du système de la régularisation étatique de l'industrie, introduit pendant la guerre. *Et ainsi, réclamer la participation de l'Etat à l'industrie, c'est lutter contre la bourgeoisie. Dans la situation actuelle en*



L'EXÉCUTION (D'après le tableau du peintre allemand, Holz)

*Allgmeine, où il s'agit de la confiscation par l'Etat d'une partie considérable des instruments de production au moyen de l'imposition fiscale, c'est-à-dire sans acheter la voie vers le «capitalisme d'Etat» est la voie de la lutte révolutionnaire, voie qui peut, sous certaines conditions, amener à la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir.* Quelques camarades craignent que de telles revendications ne constituent de notre part l'aveu que nous devons nécessairement passer par le stade du capitalisme d'Etat avant la victoire de la classe ouvrière. Ce serait, selon eux, reconnaître la justesse des vues des marxistes type Kunoß affirmant que l'heure du triomphe de la révolution prolétarienne n'est pas encore arrivée, que nous devons préalablement passer par la phase du capitalisme d'Etat. Le point de vue de Kunoß est, certes, erroné. La victoire de la révolution mondiale ne s'accomplit pas aussi mécaniquement que le pensent d'aucuns, estimant que la classe capitaliste nous prépare tout d'abord soigneusement le terrain en transformant la production centralisée aux mains de l'Etat, de sorte qu'il ne nous reste plus qu'à prendre le pouvoir quand tout l'appareil économique est en ordre parfait.

La révolution prolétarienne, comme ç'a été le cas en Russie, peut éclater avant la transformation du capitalisme privé en capitalisme d'Etat et triompher dans le monde entier, sans qu'il y ait eu victoire préalable du capitalisme d'Etat. Néanmoins, il ne s'ensuit pas que, dans les pays où la révolution mondiale mûrit lentement et avec peine, il ne soit pas dans notre intérêt de transformer le monopole capitaliste privé en monopole étatique. Cette transformation est un grand pas en avant dans la voie de la préparation au socialisme, surtout dans les pays où elle est exigée par la situation de la classe ouvrière et où le capitalisme d'Etat peut préserver les ouvriers d'une nouvelle augmentation des charges fiscales pesant sur eux.

*N'avons-nous pas constamment répété que, tant la classe ouvrière ne conquerrait pas le pouvoir, il était absurde de parler de socialisation? N'avons-nous pas lutté avec les projets social-démocrates de socialisation et ne les avons-nous pas qualifiés de charlatanisme? Oui, c'est ce que nous avons toujours fait et ce que nous continuerons de faire. Le moment de la socialisation arrivera lorsque le prolétariat remportera la victoire sur la bourgeoisie. La participation de l'Etat à la production, même dans un gouvernement ouvrier, à plus forte raison dans un gouvernement de coalition avec la bourgeoisie, n'est pas encore le socialisme, ni la socialisation. C'est la domination du capitalisme contrôlé par l'Etat. Or c'est précisément contre la dissimulation de ce fait que notre lutte a été dirigée. Lorsque, à la fin de l'année 1918 et au commencement de l'année 1919, la classe ouvrière allemande s'est lancée à l'assaut de la bastille du capitalisme, les gouvernements de coalition s'efforçaient d'arrêter son offensive en lui représentant que la socialisation s'effectuait déjà. Nous, au contraire, nous disions aux ouvriers: Sans la conquête du pouvoir politique, il ne peut y avoir de socialisation; si vous voulez arriver au socialisme et faire des instruments de production la*

propriété générale de la classe ouvrière, il vous faut vous emparer du pouvoir que vous utiliserez pour briser la résistance de la bourgeoisie. La classe ouvrière s'est laissée tromper par les social-démocrates. Non seulement elle n'a pas obtenu le socialisme, mais elle est obligée maintenant d'assister impuissante aux menées du capital privé, qui s'efforce de transformer tous les instruments de production appartenant à l'Etat en monopole privé du Capital et de rejeter toutes les charges de la situation sur la classe ouvrière. Comme cette dernière, dans sa majorité, n'est pas encore pénétrée du désir de renverser la bourgeoisie et de prendre possession des instruments de la production, elle doit tout au moins se préserver de nouveaux impôts. Elle doit obtenir la garantie que sa situation ne s'aggraverait pas au point de devenir catastrophique. En entreprenant la lutte pour l'étape prochaine, pour le capitalisme d'Etat, elle arrivera à la lutte pour les étapes ultérieures, pour le contrôle sur la production.

Les camarades qui, préconisant l'imposition des valeurs réelles et réclamant le contrôle de la production, ont peur néanmoins des mots «concentration de l'industrie» et «capitalisme d'Etat» ressemblent à ce juif converti qui, les vendredis, mangeait un plat de viande qu'il appelait du poisson, déclarant que de même que le baptême l'avait transformé en chrétien, de même sa prière transformait cette viande en poisson. Naturellement, il ne parvenait à en faire accroire à personne, et les bons catholiques ne considéraient pas notre juif converti comme un chrétien véritable. Le Parti Communiste Allemand n'a aucune raison de recourir à la prière pour transformer de chair en poisson ses revendications aux yeux des grandes masses. Au contraire, il doit aider aux ouvriers à se rendre exactement compte de ce qu'ils font et à comprendre ce pour quoi ils luttent. Il ne faut pas craindre de dire aux ouvriers que la concentration de l'industrie des banques sous le contrôle de l'Etat est dans leurs intérêts. Cette revendication d'ailleurs n'est pas nouvelle. Elle avait déjà été posée en 1919, lorsque nous réclamions le contrôle de la production. Qu'est-ce que le contrôle de la production? Les ouvriers doivent non seulement savoir ce que produit le fabricant et comment il le vend, mais connaître tous ses «secrets commerciaux», afin de pouvoir lutter contre le désordre et le gaspillage qui règnent dans la production. C'est pourquoi, en réclamant le contrôle sur la production, les ouvriers comprenaient déjà, en 1919, qu'il est impossible de réaliser ce contrôle isolément dans chaque usine et par les seules forces de chaque petit groupe d'ouvriers. Ils luttaient pour que les conseils de fabriques et d'usines s'unissent par branches de production, pour que, dans chacune de ces branches, l'on instaurât un contrôle centralisé et qu'une organisation générale fût créée dans chaque district et dans tout le pays pour le contrôle de la vie économique tout entière. Mais si les conseils de fabriques et d'usines s'unissent et que chaque entreprise néanmoins régle elle-même sa production, achète elle-même les machines et les matières brutes qui lui sont nécessaires et vende elle-même

ses marchandises, il ne saurait être question de contrôle centralisé de la production. On aura alors une *opposition tranchée entre la centralisation de la main-d'œuvre et la décentralisation du matériel dans la production.*

Cette question de la liaison entre la centralisation étatique de l'industrie et le contrôle de la production ne s'est pas encore posée nettement devant les masses, parce que le contrôle de la production institué par la loi sur les conseils de fabriques et d'usines n'était qu'une parodie de contrôle. La lutte pour l'imposition des valeurs réelles est le *renouveau de la lutte révolutionnaire pour le contrôle de la production.* Nous devons expliquer avec soin aux ouvriers les conditions de cette lutte et ne rien leur cacher.

## IV

### *Le gouvernement ouvrier et le Parti Communiste Allemand*

Tant qu'il n'y a pas de gouvernement ouvrier, la classe ouvrière peut lutter pour le contrôle de la production et l'allègement des charges fiscales, mais elle ne peut arriver à obtenir gain de cause. Mais, objecteront quelques camarades, le but du Parti Communiste Allemand n'est-il pas l'instauration du gouvernement soviétiste? Conformément à la résolution adoptée à propos du gouvernement de la Thuringe, les communistes ne peuvent participer qu'à un gouvernement soviétiste.

Cette conclusion est complètement erronée. Le gouvernement soviétiste est une forme de domination de la classe ouvrière. Même dans un Parlement où la bourgeoisie serait en minorité, il serait impossible de réaliser le socialisme, et cela non seulement parce que la minorité s'efforcera, par des manœuvres parlementaires, d'enlever l'action du gouvernement prolétarien, mais aussi parce que la bourgeoisie ne souffrirait pas que la majorité du Parlement attentât au droit de propriété et déclarerai la guerre civile à cette majorité et à son gouvernement, ce qui réduirait à néant l'action du Parlement où siègeraient côte à côte les ouvriers et les capitalistes. La nécessité d'un gouvernement soviétiste, c'est-à-dire d'un gouvernement se trouvant entre les mains des organisations prolétariennes composées des représentants des différentes entreprises, découle du fait que le gouvernement ouvrier doit avant tout s'efforcer de modifier les rapports économiques. C'est pourquoi ce gouvernement doit s'appuyer sur les organisations prolétariennes, sur le prolétariat groupé par entreprises. Un gouvernement prolétarien basé sur les soviets sera nécessairement en liaison étroite avec les entreprises de production. C'est pourquoi le gouvernement soviétiste sera la forme de gouvernement de la classe ouvrière victorieuse. Mais tout cela ne résout pas encore la question de la voie à suivre pour arriver au gouvernement soviétiste.

Dans sa marche vers le pouvoir soviétiste, la classe ouvrière peut suivre deux voies. Ou bien elle supportera l'oppression et l'asservissement jusqu'à ce que, dans sa grande majorité, elle comprenne qu'elle ne peut vaincre qu'au moyen

de la dictature et du pouvoir des soviets. Ou bien elle progressera de plus en plus dans la voie de la démocratie, conquerra par les moyens «légaux» la majorité au Parlement, formera un gouvernement ouvrier et, *plus tard seulement, instruite par l'expérience de ce gouvernement que, profitant de ses droits, la bourgeoisie aura combattu et saboté constamment, se verra contrainte d'entreprendre la lutte pour la dictature.* Les communistes qui, par principe, repousseraient cette deuxième possibilité prouveraient uniquement leur doctrinarisme étroit, leur incompréhension de la réalité et leur incapacité à mener la lutte sur le terrain imposé par l'histoire; ils seraient comme ces danseurs qui n'ont appris à danser que sur la corde.

Pourquoi, en 1918 et 1919, ne considérons-nous comme rationnelle que la première voie? Pour cette simple raison que le monde capitaliste traversait alors une crise révolutionnaire aiguë: la période de démobilisation. De telles crises mûrissent rapidement les masses, et c'est pourquoi il était alors possible d'arriver au but par la voie la plus courte. Nous avions le devoir d'éviter au prolétariat les difficultés de la voie détournée. Les traditions, la fatigue du prolétariat furent plus fortes que nous ne le supposions. La bourgeoisie triompha de la crise provoquée par la démobilisation. Le prolétariat fut repoussé dans son offensive, et ce n'est que maintenant que, sous la pression de la crise économique et les coups de la réaction, il commence peu à peu à sortir de son immobilité. Il ne s'est pas encore complètement affranchi de ses illusions démocratiques. Il ne s'est pas encore pénétré d'une volonté de fer. Il n'entre que lentement dans la lutte. Néanmoins, cette lutte, il l'a entreprise, et les conditions extérieures la lui feront mener avec une énergie toujours croissante. Mais son passé pèse lourdement sur lui. *Il est fort possible que, dans beaucoup de pays, il doive faire l'expérience du gouvernement ouvrier.* Quelle sera la conduite à tenir dans ce cas par les communistes? Devront-ils s'éloigner du prolétariat et lui opposer l'idéal de demain à la réalisation d'aujourd'hui? Ce serait une politique dangereuse. Ils doivent aider le prolétariat à s'affranchir de ses illusions par la lutte.

A cet effet ils doivent accomplir une double tâche: tout d'abord participer à la lutte pour les buts imposés par la marche des événements et le degré de développement du prolétariat et montrer à la majorité de la classe ouvrière qu'ils ne sont pas des égoïstes ne songeant qu'à leurs propres intérêts, mais ses meilleurs champions; ensuite, faire comprendre à la classe ouvrière que les méthodes, que dans sa majorité elle adopte, sont insuffisantes et qu'il faut une arme plus accrétée. *En somme, ils doivent, par la voie démocratique, lutter avec le prolétariat pour le gouvernement ouvrier et lui apprendre par quels moyens il peut consolider ce gouvernement, le soutenir dans sa lutte contre le Capital et le fortifier.* De cette façon seulement, nous pourrons arriver à la dictature du prolétariat et au pouvoir soviétiste.

Mais de quelle manière pouvons-nous soutenir un gouvernement ouvrier non communiste? En luttant avec les ouvriers de tous les autres partis pour les revendications provisoires indispen-

sables et en critiquant systématiquement, mais sans oublier la discipline, toute duplicité, toute hésitation dans la politique de ce gouvernement ouvrier. *Devons-nous refuser de participer à ce gouvernement? Devons-nous le soutenir uniquement de l'extérieur, dans la mesure où il lutte contre le Capital? Ou bien devons-nous enfreindre nous-mêmes dans ce gouvernement? Si le gouvernement ouvrier s'engage à faire tout ce qui est nécessaire dans les circonstances données pour la lutte contre le Capital, le parti communiste doit participer à ce gouvernement. Si les social-démocrates, les Indépendants et les leaders syndicaux (nous revenons de nouveau à l'Allemagne) s'engageaient, au cas où ils seraient au pouvoir, à obtenir pour l'Etat, au moyen d'impôts appropriés, une participation à l'industrie telle qu'elle permettrait au gouvernement ouvrier de contrôler réellement la production et d'effectuer—tant que cela serait nécessaire—les versements pour les réparations de guerre; s'ils s'engageaient, pour réaliser cette politique, à épurer l'appareil administratif étatique des éléments réactionnaires et à prendre des mesures pour faire du Reichswehr un organe de défense de la république et des intérêts des ouvriers; s'ils s'engageaient en outre à faire tout leur possible pour permettre le relèvement économique de l'Allemagne et de la Russie—car l'Allemagne, pays industriel, ne peut être restaurée si elle n'est en liaison économique étroite avec un pays agricole—alors, le devoir des communistes serait d'entrer dans ce gouvernement et d'assumer la responsabilité de sa politique devant la classe ouvrière mondiale tout entière. Mais si ce gouvernement hésitait, ne se décidait pas à s'engager dans la voie indiquée, la seule juste, les communistes ne pourraient prendre la responsabilité de ses actes. Le parti communiste devrait se borner à le soutenir dans la mesure où il lutterait pour les intérêts de la classe ouvrière. Mais, même dans ce cas, le parti communiste, tout en critiquant le gouvernement ouvrier, devrait veiller à ne pas aider la bourgeoisie à le renverser. Un nouveau pas dans la voie menant au gouvernement soviétique ne pourrait alors être effectué que si la grande majorité du prolétariat en décidait ainsi. Toute tentative de la part de la minorité communiste de profiter de la rupture du gouvernement ouvrier avec la bourgeoisie pour renverser ce dernier serait un crime. Elle serait en même temps une sottise impardonnable, car le socialisme ne peut vaincre en Allemagne que s'il s'appuie sur la majorité de la classe ouvrière. C'est là la condition indispensable de sa victoire.*

Le point de vue que nous venons d'exposer ne soulèvera pas, croyons-nous, d'objections dans les rangs du Parti Communiste Allemand. Dans la douloureuse histoire de la classe ouvrière allemande, dans ses propres défaites et dans ses victoires le parti a puisé une expérience suffisante qui l'a mûri pour la réalisation de la politique que nous venons d'exposer. La meilleure preuve nous en est donnée par les débats qui ont eu lieu aux dernières séances du comité du parti. Si, jusqu'à présent, les social-démocrates ne cessaient de répéter que la coalition avec la bourgeoisie était nécessaire parce que les différentes

fractions de la classe ouvrière n'arrivaient même pas à s'entendre sur la question des tâches prochaines les plus urgentes, nous ne rechercherons pas quels étaient les responsables de cet état de choses. Nous nous bornerons à constater que, lorsque se posera la question du ralliement de la classe ouvrière tout entière pour la lutte vitale, le Parti Communiste Allemand ne se fera pas attendre. Des partis social-démocrates et des dirigeants syndicaux dépendra le succès de cette lutte.

## V

### *La social-démocratie au tournant de la route*

Si la solution de la question dépendait exclusivement de la majorité des chefs social-démocrates et syndicaux, la politique que nous préconisons serait une pure illusion. La majorité de la social-démocratie, qui s'est prononcée à Görlitz pour l'alliance avec les représentants les plus typiques du capital allemand, de l'impérialisme allemand et de la monarchie des Hohenzollern, pour l'alliance avec le parti des populistes, fera, certes, tout son possible pour se dérober à la lutte contre le Capital, lutte sans laquelle il est impossible de former un gouvernement ouvrier. Il est hors de doute que la plupart des leaders des partis social-démocrates tremblent déjà à la seule pensée de cette lutte, que maintenant encore, quand Stinnes a exigé la transmission des chemins de fer au Capital privé et montré ainsi clairement ses intentions, ils n'ont pas renoncé à la coalition avec lui. Mais la marche des événements ne dépend pas tant de ce que veulent ou ne veulent pas les dirigeants social-démocrates que des circonstances, qui leur forceront la main. La désorganisation économique va son train. Il est possible que, malgré la dégringolade du mark, l'Allemagne réussisse à effectuer le versement du deuxième milliard. Sa situation n'en sera pas allégée, bien au contraire. Mais qu'arrivera-t-il si l'Entente se refuse à accorder des délais pour les paiements ultérieurs et à reviser le traité de Versailles? Alors, sans une transformation radicale du régime économique, sans un appel à la classe ouvrière des autres pays, appel qui ne peut émaner que d'un gouvernement ouvrier, il sera impossible de sauver l'existence même de l'Allemagne, en tant qu'Etat indépendant. Les masses ouvrières continueront-elles à supporter sans murmure leur misère? Les derniers pillages des magasins sont un avertissement menaçant pour la social-démocratie. Il peut se produire une situation telle que les social-démocrates, malgré toute leur souplesse, ne puissent s'en tirer par des échappatoires et soient forcés de choisir entre la responsabilité de la catastrophe définitive, de l'asservissement complet de la classe ouvrière allemande et la lutte. En un tel moment, le parti communiste doit non seulement être prêt lui-même, mais faire tous ses efforts pour renforcer au moyen des syndicats la pression des masses sur les social-démocrates et obliger ces derniers à déclarer sans ambages s'ils veulent, oui ou non, réduire la classe ouvrière allemande à l'esclavage et péjorer eux-mêmes en tant que parti. Il faut dans les syndicats secouer les masses ouvrières de leur torpeur, afin que par leur

attitude elles contraignent les leaders de la social-démocratie à déclarer nettement si, devant la catastrophe imminente, ils sont prêts, alors qu'il en est encore temps, à entreprendre la lutte.

Il se peut que la crise traîne en longueur, que, au dernier moment, afin d'éviter la formation d'un gouvernement ouvrier, l'Entente fasse des concessions à la bourgeoisie allemande. Il est possible que, gangrenée par la politique néfaste qu'elle a suivie depuis le début de la guerre, la social-démocratie ne trouve pas en elle le courage nécessaire au moment critique. Alors ce sera pour la classe ouvrière allemande la misère la plus affreuse. Dérouté par la politique des dirigeants social-démocrates et syndicaux, le prolétariat ne pourra former un front unique et nous, communistes, restés seuls, nous serons impuissants à détourner le coup terrible qui s'abattra inévitablement sur lui. Nous serons forcés de continuer à organiser patiemment les masses et de former leur conscience jusqu'au moment où une majorité considérable du prolétariat se ralliera sous nos drapeaux pour une lutte suprême, pour une lutte à mort. Mais, même dans ce cas, nous n'aurons pas à nous repentir d'avoir choisi cette voie. Notre choix montrera aux masses que nous sommes vraiment leur élite, leurs champions d'avant-garde, et alors, renversant tous les obstacles, elles accourront à nous. Nous, qui aurons consenti, au nom de la cause ouvrière, à supprimer toutes les cloisons étanches entre les partis, nous serons seuls à lutter pour le bien des masses, et seuls nous obtiendrons la victoire.

## VI

*Les tâches prochaines*

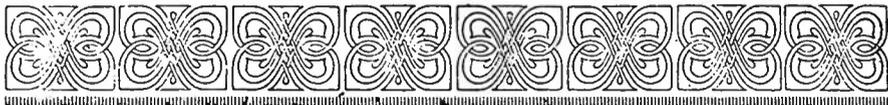
La tâche première consiste à adapter le parti à la seule politique révolutionnaire possible: celle que nous venons d'indiquer, à faire de chaque communiste un propagandiste de l'idée de l'union des forces ouvrières pour la lutte, à imprégner le parti tout entier de l'idée que nous sommes à un tournant de l'histoire et que, par suite, le parti doit être grand et fort.

La deuxième tâche consiste à mettre tous les ouvriers au courant du point de vue de notre parti, à leur faire serrer les rangs et à les unir pour la lutte commune sans distinction de parti. Ce travail d'agitation et d'organisation accompli, une tentative devra être faite d'unir tous les partis prétendant au nom de partis ouvriers dans une lutte pour la dissolution du Reichstag, dans une campagne électorale en faveur du gouvernement ouvrier qui engagera résolument la bataille pour arracher le peuple travailleur allemand à la servitude.

Telles sont les tâches des mois prochains. Ce n'est que s'il se met à leur accomplissement avec une énergie infatigable et un enthousiasme véritable que le parti pourra dire qu'il a rempli son devoir envers le prolétariat.

Karl BREMER.





Wilhelm PIECK.

## LA RÉVOLUTION DE NOVEMBRE EN ALLEMAGNE

Les nombreux ouvrages déjà parus sur la révolution allemande de novembre 1918, ses causes et les événements qui l'ont accompagnée laissent au lecteur l'impression la plus contradictoire. C'est sur l'action des forces révolutionnaires véritables groupées dans l'Union Spartacus que les divergences de vue de leurs auteurs sont particulièrement sensibles. En lisant dans Ledebour (procès de 1919) l'exposé des sources de la révolution et son développement jusqu'à la lutte de janvier, ou bien le livre: *Dans la forge de la Révolution* d'Émile Barth, qui se représente comme l'organisateur de cette dernière, ou encore le volume d'Édouard Bernstein: *La révolution allemande* et les œuvres des chefs social-démocrates qui s'attribuent tout l'honneur du coup d'État de novembre, on a, et est vrai, des événements un tableau extrêmement varié, mais qui est loin de correspondre à la réalité. Tous les auteurs précités s'accordent pour accuser le mouvement spartacien et ses chefs. Pour cela, ils ont recours à des faux, à de basses calomnies et vilipendent ce mouvement sans le connaître. Un des détracteurs les plus acharnés de l'Union Spartacus, Bernstein, avoue lui-même dans son livre qu'il n'était pas alors aux premiers rangs et que, par suite, il ne peut parler de son «propre travail». Mais, dans un but de démagogie politique et aussi par une sorte d'amour-propre maladif, il ne craint pas de se faire l'écho des bruits les plus mensongers, répandus par les réactionnaires de tout poil, spécialement sur l'activité de Karl Liebknecht. Que l'Union Spartacus fût l'objet de la haine de ces derniers, il n'y a à cela rien d'étonnant, car elle était alors l'unique centre révolutionnaire du mouvement et ses chefs étaient seuls à démasquer la tactique traîtresse suivie par les dirigeants des social-démocrates, majoritaires et indépendants, depuis le premier jour de la révolution de novembre. Aussi est-il grand temps de donner un tableau véritable de la participation du mouvement spartacien à la révolution de novembre, depuis ses débuts jusqu'à la lutte de janvier 1919. C'est ce que va essayer de faire l'auteur de ces lignes qui, à cette époque, travaillait au Bureau Central de l'Union Spartacus avec Karl Liebknecht.

La seule préparation consciente et systématique de la révolution de novembre est due à l'initiative du mouvement spartacien. Cette préparation

avait commencé en août 1914, alors que les partis socialistes, à très peu d'exceptions près, venaient de perpétrer leur effroyable trahison aux principes prolétariens internationaux. L'Union Spartacus, il est vrai, ne reçut son nom officiel que plus tard, mais elle fut essentiellement constituée par le cercle de camarades, qui s'était formé dès le début de la guerre, malgré toutes les délations des chefs social-démocrates et les persécutions gouvernementales, afin de montrer aux ouvriers, par des conférences et des proclamations, le crime que l'on commettait contre eux. En dépit des outrages et des calomnies de toutes sortes, malgré les arrestations et les envois au front dont ils étaient victimes, nos camarades, durant toute la guerre, continuèrent leur travail de propagande, s'efforçant de mettre fin au carnage des peuples par un accord international avec les ouvriers des autres pays. A chaque offensive des armées du kaiser, les chefs de la social-démocratie espéraient qu'une nouvelle victoire de l'Allemagne amènerait la soumission des États ennemis et la fin de la boucherie mondiale. Ils voyaient crédit sur crédit, écrivaient en faveur de la défense «du droit et de la justice» et mettaient leur espoir dans les méthodes de guerre les plus barbares. Au contraire, l'Union Spartacus organisait ses forces dans tout le pays, et cela avec un tel succès, que la résistance des ouvriers à la politique des bellicistes, à la paix civile entre les dirigeants syndicaux et les entrepreneurs et la loi du service auxiliaire croissait de jour en jour, surtout depuis que la population en était réduite à se nourrir de navets, et se manifestait enfin par une série de grèves spontanées. Ce qui contribua particulièrement à renforcer cette résistance, ce fut l'attitude adoptée au Reichstag par Karl Liebknecht qui, se conformant à la discipline du parti, n'avait pas, lors du vote des premiers crédits militaires, exprimé ouvertement son opposition à la guerre, mais qui, dès décembre 1914, vota contre les crédits militaires, s'éleva énergiquement contre la politique belliciste et montra ainsi à l'étranger que la pensée socialiste internationale n'était pas encore noyée dans le sang en Allemagne et que tout ce que l'on disait sur l'union du peuple allemand n'était que mensonge. Comme une meute de chiens hurlants, les dirigeants social-démocrates se ruèrent sur le «violateur de la discipline»; ils abreuvèrent d'injures

l'ennemi de la patrie avec lequel ils cessèrent tous rapports. Pour fermer la bouche à Liebknecht, on l'enrôla en qualité de soldat dans un détachement de travail. Les auteurs et les propagateurs des proclamations de l'Union Spartacus furent pistés par des nuées d'espions; des milliers d'ouvriers, qui avaient participé au mouvement spartacien, furent expédiés sur le front où ils n'en continuèrent pas moins leur agitation contre la guerre. L'appel «A bas la guerre!» lancé par Liebknecht, en qualité de soldat d'un détachement de travail, le 1-er mai 1916, au cours d'une démonstration à Berlin, devint le mot d'ordre du mouvement spartacien qui, dès lors, progressa à vue d'œil. Liebknecht fut enfermé dans une maison de correction et Rosa Luxembourg arrêtée, mais leur incarcération ne put empêcher leur propagande contre la guerre. L'Union Spartacus publia plusieurs lettres et proclamations écrites par eux, que nos camarades allèrent répandre dans les chaumières, dans les usines, dans les formations de l'arrière et sur le front. L'Union Spartacus fut accusée de sacrifier le front, mais cette accusation prouve son activité et ne peut que lui faire honneur. Il ne faut pas oublier que le mouvement spartacien contre la guerre trouvait son meilleur soutien dans la tactique insensée de Ludendorff qui envoyait des milliers de soldats à une mort certaine, leur détraquait les nerfs et leur faisait paraître la prison un lieu de délices. A l'intérieur du pays, le mouvement spartacien avait également un puissant auxiliaire dans la famine, qui décimait la population adulte et surtout les enfants. Au sein de la social-démocratie, la résistance à la politique guerrière des dirigeants et à leurs mesures contre l'opposition croissait de jour en jour. Les membres par trop gauches de la rédaction du *Vorwärts* ayant été congédiés et les chefs de l'opposition ainsi que les principaux militants ayant été exclus du parti, des contre-mesures furent prises, qui se manifestèrent par la cessation du versement des cotisations et la lutte ouverte contre le Bureau du parti. La scission de la fraction parlementaire se transforma finalement en scission de l'organisation tout entière et amena, en avril 1917, la formation du parti des Indépendants. Quoique les chefs de l'Union Spartacus réprouvassent la politique hésitante des leaders du parti des Indépendants, ils adhérèrent néanmoins à ce dernier afin de donner à sa politique un caractère révolutionnaire.

La révolution russe de février 1917, qui renversa le tsarisme, et surtout la révolution d'Octobre, qui marqua pour la Russie la fin de la guerre et l'instauration de la dictature du prolétariat, firent espérer aux révolutionnaires allemands que leur travail amènerait également non seulement la fin de la guerre, mais aussi la chute de la monarchie militariste. Après avoir renversé par la révolution d'Octobre la démocratie bourgeoise et s'être emparés en Russie du pouvoir politique, les soviets des ouvriers et des soldats, sous la direction des bolchéviks, exproprièrent les capitalistes et les grands seigneurs terriens et entreprirent l'œuvre de construction communiste. Malgré tous leurs efforts pour tenir les ouvriers de leur pays dans l'ignorance des événements de Russie,

les gouvernants allemands et leurs auxiliaires furent contraints, après la paix de Brest-Litovsk, d'accepter en Allemagne l'ambassade du gouvernement ouvrier et paysan. Ils ne purent empêcher l'établissement de rapports de plus en plus étroits entre les chefs du mouvement révolutionnaire allemand et l'ambassade bolchéviste russe, qui prêta à ces derniers tout l'appui possible.

Les groupes spartaciens, qui avaient leurs noyaux de propagande dans tout le pays et dont les membres, quoique affiliés à l'organisation du parti des Indépendants, se trouvaient en opposition de plus en plus violente contre les chefs de ce dernier, participèrent dans une mesure considérable à la diffusion du mouvement révolutionnaire. La grève qui éclata en janvier 1918, dans la métallurgie de Berlin, provoqua la formation d'une union de délégués des industries métallurgiques, lesquels commencèrent tout d'abord par faire des collectes en faveur des familles dont les membres avaient été envoyés au front ou jetés dans les prisons pour participation à la grève. Cette organisation de secours constitua un club de délégués révolutionnaires, composé presque exclusivement de métallurgistes, qui tenaient leurs réunions dans le plus grand secret et par suite traitaient soigneusement leurs membres. Ce club était dirigé par le président du Comité de secours, Emile Barth, qui, malgré tous ses défauts, avait travaillé énergiquement à sa création. Par malheur, Barth n'avait aucune préparation politique; beaucoup plus conspirateur que chef révolutionnaire véritable, il s'imaginait que quelques centaines de revolvers ou de grenades à main suffiraient pour assurer le triomphe de la révolution. Il ne comprenait rien à l'essence de la lutte révolutionnaire, et ce n'est que par une ignorance grossière de la nature du mouvement spartacien que l'on peut, comme le font Bernstein et Lévi, tenter de rattacher Barth à ce mouvement qui lui était totalement étranger. Néanmoins, le mouvement spartacien se devait de faire servir à ses buts le club berlinois des délégués révolutionnaires. L'une de ses tâches capitales étant l'armement des camarades éprouvés qui travaillaient dans l'industrie métallurgique berlinoise et qui, en cas d'insurrection, devaient constituer le principal groupe d'attaque, l'Union Spartacus fournit à ce club une grande partie des fonds qui lui étaient nécessaires et qui furent remis entre les mains de Barth. La crise politique, provoquée par les défaites militaires essuyées en été 1918 sur le front occidental et aggravée par la résistance de plus en plus grande des ouvriers et des soldats à la guerre, réclamait impérieusement un dénouement quelconque. C'est pourquoi l'Union Spartacus convoqua le 7 octobre 1918, à Gotha, une conférence secrète, à laquelle il fut décidé entre autres d'invoquer la classe ouvrière à former des soviets d'ouvriers et de soldats et de mettre fin à la guerre au moyen de la propagande révolutionnaire. Rendu à la liberté, le 21 octobre, par le gouvernement du prince Max, Liebknecht prit immédiatement part, avec les camarades Meyer et Pieck, aux assemblées des délégués révolutionnaires de Berlin, assemblées auxquelles fut exa-

minée la question de l'organisation à bref délai d'une insurrection armée. Au cours des débats, des courgers apportèrent la nouvelle des mutineries qui venaient d'éclater dans la flotte; il fut alors décidé de convoquer pour le 2 novembre une assemblée de délégués afin de résoudre définitivement la question de l'insurrection. A cette assemblée, les représentants de l'Union Spartacus, les camarades Liebknecht, Meyer et Pieck, proposèrent de commencer l'insurrection par la grève générale, d'exiger la conclusion immédiate d'un armistice, la mise en liberté des condamnés politiques, la levée de l'état de siège et d'appeler en même temps les ouvriers et les soldats à former des soviets. Toutefois, l'insurrection destinée à renverser le gouvernement ne devait être déclenchée que lorsqu'il aurait été bien établi que les ouvriers étaient prêts à nous suivre et à adopter sans réserve nos mots d'ordre. Mais ces propositions furent combattues par Barth, Richard Müller, Ledebour et Däumig, qui les traitèrent de gymnastique révolutionnaire. Ils voulaient, eux, risquer le tout pour le tout et débiter par l'insurrection armée pour renverser le gouvernement. Pour la préparation militaire de l'insurrection, Ledebour avait invité un certain lieutenant Walz, ex-commandant d'une compagnie de sapeurs. Ce dernier esquissa pour Berlin un plan d'insurrection, basé principalement sur la jonction des troupes de la capitale avec les ouvriers qui, armés uniquement de feux et de grenades à main, ne pouvaient songer à entreprendre la lutte contre la garnison. A la séance des délégués qui eut lieu le 2 novembre, le Bureau proposa de commencer l'insurrection le lundi, 4 novembre. Avec son détachement de sapeurs et les ouvriers des grandes usines des faubourgs sud de Berlin, le lieutenant Walz devait passer par les casernes et s'efforcer d'entraîner les soldats à l'insurrection. On devait procéder ensuite à l'occupation des principales institutions gouvernementales et militaires; quant aux mesures ultérieures, le développement de l'insurrection en déciderait. Mais, à leur séance, les délégués des usines déclarèrent qu'ils n'étaient rien moins que sûrs de pouvoir réaliser l'insurrection, alléguant que les ouvriers des usines n'avaient pas assez de revolvers, qu'ils n'étaient pas encore bien préparés et ne répondraient pas en nombre suffisant à leur appel. Toute la misère de cette organisation, dont Barth, en termes assez mystérieux d'ailleurs, ne cessait de faire valoir l'importance pour la révolution, se révéla au moment où la révolution éclata dans les ports de la mer du Nord et de la mer Baltique. Le 28 octobre déjà, ne voulant plus servir de chair à canon, les matelots d'un vaisseau de ligne avaient refusé de gagner la haute mer. Cet acte d'insubordination se transforma, les jours suivants, en une émeute ouverte qui amena, le 3 novembre, la formation à Kiel d'un soviet de soldats et, le 5 novembre, celle d'un soviet ouvrier. De là, le mouvement se répandit rapidement dans les autres villes du nord-ouest et du sud de l'Allemagne. A Berlin, les chefs révolutionnaires repoussèrent, à leur assemblée du 2 novembre, l'insurrection armée et la grève générale. Ils s'engagèrent à faire, quelques jours

plus tard, ce qui n'avait pu être accompli jusqu'alors. Cet ajournement de l'insurrection révolutionnaire à Berlin eut un résultat inattendu. Le lieutenant Walz, qui avait tout préparé pour l'insurrection du 4 novembre, courut trouver ses chefs auxquels il se livra lui-même et dévoila tous les plans des délégués révolutionnaires. Bien malgré lui, il contraignit ces derniers à prendre une décision rapide. A leur assemblée du mercredi 6 novembre, les délégués des usines avaient décidé de n'appeler les ouvriers à l'insurrection que le 11 novembre. Liebknecht et les autres représentants de l'Union Spartacus avaient demandé avec instance d'avancer la date de l'action générale, mais Barth, Ledebour, Däumig et Müller n'avaient pu s'y décider. Dittmann et Haase, quoiqu'ils n'eussent jusqu'alors rien objecté à la distribution de revolvers aux ouvriers, étaient contre l'insurrection, dont ils dépeignaient les conséquences sous les couleurs les plus sombres. Lorsque, le vendredi 8 novembre, les autorités militaires, par suite de la trahison de Walz, procédèrent à l'arrestation de Däumig, chez lequel se trouvait le plan écrit de l'insurrection qui tomba ainsi aux mains de la police, le Bureau des délégués révolutionnaires décréta immédiatement d'appeler les ouvriers berlinois à abandonner le travail et à entreprendre, le 9 novembre, la lutte pour la paix, la liberté, le pain et la république socialiste. Un appel composé à la hâte et signé: le Comité Exécutif du Soviet des ouvriers et des soldats: Barth, Brühl, Eckerl, Franke, Haase, Ledebour, Liebknecht, Neuenhof, Pieck, Wegmann, fut imprimé et distribué dans les usines. En même temps, l'Union Spartacus fit répandre une proclamation signée Liebknecht et Meyer, qui invitait les ouvriers à lutter pour la République. Les chefs de la social-démocratie, dont une partie déjà avaient accepté des portefeuilles ministériels, s'efforcèrent, par des pourparlers avec le chancelier d'Empire sur l'abdication du kaiser et du krouprinz, d'empêcher l'insurrection; ils n'osèrent même pas exiger la proclamation de la République et se bornèrent à réclamer le renforcement de l'influence de la social-démocratie dans le gouvernement d'Empire. Ils permirent au chancelier d'Empire de traîner les pourparlers en longueur, et ce ne fut que lorsque les ouvriers insurgés dans tout le pays envoyèrent au diable une partie des principicules et que les proclamations de l'Union Spartacus et des délégués révolutionnaires furent répandues dans toutes les grandes usines de la capitale qu'ils se décidèrent à appeler les ouvriers berlinois à la grève générale. Le 9 novembre au matin, le prolétariat berlinois entama l'action. Le gouvernement et les généraux, pourtant si résolus ordinairement, ne se risquèrent pas à faire donner la troupe contre les ouvriers. Cela eût été d'ailleurs inutile, car les soldats se seraient immédiatement joints à ces derniers. Ils étaient heureux de pouvoir enfin se délivrer de la discipline militaire, et beaucoup d'entre eux, emportant ce qui leur tombait sous la main, abandonnèrent leurs casernes pour ne plus y revenir. Aussi la proclamation lancée spécialement par le chancelier d'Empire pour annoncer que les troupes ne feraient pas usage de leurs armes

était-elle complètement superflue. La monarchie militaire s'effondra, le kaiser et le kronprinz s'enfuirent et Fritz Ebert fut bombardé chancelier d'Empire. Son premier soin fut d'engager la population à rentrer chez elle, à se calmer et à ne pas troubler l'ordre. Philippe Scheidemann, lui aussi, se sentait tout à fait à l'aise dans son nouveau rôle: du palais du Reichstag, il proclamait l'Allemagne république libre et invitait ses concitoyens au calme et à l'ordre. Ces gens qui, pendant plus de 4 ans, s'étaient courbés devant Guillaume II, avaient voté tous les crédits militaires et abreuvé de calomnies et d'outrages les révolutionnaires appelant les ouvriers à la lutte contre la guerre et contre les assassins galonnés, s'adaptèrent en un tour de main à la nouvelle situation afin de continuer leur œuvre de trahison envers le prolétariat. Le régime monarchique fut, pourrait-on dire, renversé presque trop facilement. Les anciens gouvernants se bloffèrent peureusement dans leurs retraites et les ouvriers n'eurent qu'à tendre la main pour recevoir le pouvoir politique. Peut-être est-ce justement à cause de cela qu'ils ne surent pas apprécier ce pouvoir qui semblait leur tomber du ciel et en faire un usage rationnel. A peine la classe ouvrière eut-elle le pouvoir qu'au lieu de s'en servir, elle le confia à ceux par qui elle avait été jusqu'alors tenue en laisse.

La question de la formation du gouvernement de la jeune République fut la première épreuve de la maturité du prolétariat. Les soldats constituèrent un soviet dont les membres, presque tous complètement ignorants en matière politique, ne furent que les instruments dociles des chefs social-démocrates contre les ouvriers révolutionnaires. Les ouvriers nourrissaient une défiance illimitée envers la social-démocratie, mais les soldats insistèrent pour que cette dernière eût ses représentants dans le nouveau gouvernement. Les pourparlers relatifs à la formation du gouvernement eurent lieu le 9 novembre, au soir. D'après Bernstein, Ebert lui-même se montrait disposé à accepter Karl Liebknecht au nombre de ses collègues. En effet, connaissant la méfiance dont il était l'objet de la part des ouvriers, il espérait la dissiper en affirant Liebknecht au gouvernement. Sur le consentement de Liebknecht à la participation gouvernementale, il s'est formé toute une légende: on est même allé jusqu'à affirmer qu'il avait été membre du premier gouvernement de la République. Mais c'est là un bruit mensonger lancé par les indépendants pour dissiper l'impression fâcheuse causée par leur collaboration gouvernementale avec les traîtres de la social-démocratie. Liebknecht consentit-il en réalité à entrer dans le gouvernement? Le soviet des soldats l'en suppliait, alléguant que son refus seul empêchait la constitution du gouvernement et, par suite, la conclusion de l'armistice et le rendant responsable de la mort de chaque homme qui tombait au front. Cédant à la pression morale exercée sur lui, Liebknecht, après une longue résistance, se déclara prêt, à certaines conditions, à faire partie d'un gouvernement composé de social-démocrates et d'indépendants, mais seulement pour trois jours, jusqu'à

la conclusion de l'armistice. Il formula ainsi ses conditions:

- 1) L'Allemagne doit être une république sociale.
- 2) Dans cette république, tout le pouvoir exécutif et judiciaire doit se trouver exclusivement entre les mains de délégués élus par les travailleurs et les soldats.
- 3) Tous les membres bourgeois seront exclus du gouvernement.
- 4) La participation gouvernementale ne durera que trois jours; elle ne sera qu'une mesure provisoire destinée à permettre la constitution d'un gouvernement capable de conclure l'armistice.
- 5) Les ministres spécialistes ne seront que les auxiliaires techniques des membres du cabinet, lesquels exerceront en fait le pouvoir et prendront eux-mêmes toutes les décisions qu'ils jugeront nécessaires.
- 6) Les deux chefs du cabinet seront égaux en droits.

Liebknecht n'avait pas eu la possibilité de conférer avec les dirigeants de l'Union Spartacus au sujet de ces conditions et de la participation gouvernementale qu'on réclamait de lui. Rosa Luxembourgeois se trouvait encore à Breslau, où elle venait d'être mise en liberté. Quelques camarades avaient occupé les locaux de la rédaction du *Berliner Lokal Anzeiger* et transformé cet organe, qui avait jusqu'alors servi les intérêts de la grande industrie, en la *Rote Fahne*, organe de l'Union Spartacus. Lorsque les camarades eurent connaissance des pourparlers relatifs à l'entrée éventuelle de Liebknecht dans le gouvernement, ils se prononcèrent immédiatement contre ce plan qui d'ailleurs n'était déjà plus réalisable, car les représentants de la social-démocratie, auxquels s'étaient joints les chefs des indépendants, avaient repoussé les conditions de Liebknecht. Et ainsi, ce dernier ne fut pas un seul instant membre du gouvernement et ne consentit jamais à collaborer avec les social-traîtres que le temps nécessaire pour la conclusion de l'armistice. En rejetant les conditions de Liebknecht, les social-démocrates montrèrent clairement quelles étaient leurs véritables intentions, alors qu'ils détenaient le pouvoir. Dans les casernes, ils excitaient les soldats ignorants contre les spartakistes, assurant que ces derniers voulaient implanter en Allemagne le bolchévisme, qu'ils représentaient sous les couleurs les plus terribles. Aux côtés d'Ebert, de Scheidemann et de Landsberg, les indépendants Dittmann, Haase et Barth étaient entrés au Conseil des Délégués du Peuple. Afin de donner aux ouvriers l'impression que les spartakistes participaient au gouvernement, on fit intentionnellement courir le bruit que Barth était le représentant de l'Union Spartacus. Lorsque, le dimanche 10 novembre, les soviets de soldats et d'ouvriers élus dans les casernes et dans les usines se réunirent pour élire le gouvernement et le Comité Exécutif des soviets d'ouvriers et de soldats, l'Union Spartacus leur proposa dans une note le mot d'ordre suivant:

«Pas une voix pour les socialistes gouvernementaux. Pendant quatre ans, ils ont trahi la révolution et ils continueront de la trahir à l'avenir.»

«Pas une voix pour les socialistes qui consentent à entrer au gouvernement avec la bourgeoisie ou les socialistes gouvernementaux. Camrades, la bourgeoisie et les socialistes de droite veulent vous avoir dans le gouvernement pour que vous les aidiez à dissimuler leurs fautes. Voilà à quoi ils vous jugent bons. Qu'ils cèdent définitivement la place ou qu'ils supportent eux-mêmes les conséquences de leur criminelle politique belliciste.»

La première assemblée des soviets d'ouvriers et de soldats refléta toute l'impuissance de la révolution; elle montra clairement qu'il n'y avait au fond aucun changement de pouvoir; que, comme auparavant, la bourgeoisie continuerait à dominer, quoique sous une autre forme de gouvernement. L'assistance, excessivement bigarrée, était formée pour les deux tiers de soldats sans aucune préparation politique. Il ne fut procédé à aucune vérification des mandats, de sorte que l'on se serait cru plutôt à un meeting qu'à une assemblée de soviets d'ouvriers et de soldats. Cette assemblée élut comme présidents Richard Müller et le lieutenant Walz, ce même Walz dont nous avons parlé plus haut, qui, la veille du coup d'Etat, avait basement trahi la révolution. Aussi Liebknecht souleva-t-il les protestations de la majorité des assistants lorsqu'il déclara dans son discours que la contre-révolution était déjà parmi eux. Liebknecht invita les ouvriers et les soldats à se garder de la contre-révolution et à prendre d'urgence à cet effet une série de mesures: entre autres, le désarmement de tous les ouvriers et soldats qui étaient contre le nouveau régime, la remise de tous les postes importants aux délégués des soviets, la suppression de tous les parlements bourgeois et gouvernements dynastiques, leur remplacement par une république socialiste et par le gouvernement des soviets d'ouvriers et de soldats et enfin, le retour en Allemagne de l'ambassade du gouvernement ouvrier et paysan russe, qui avait été expulsée le 4 novembre. Ce discours fut considéré par la majorité de l'auditoire comme une atteinte à l'union prolétarienne; les soldats surtout, que les social-démocrates n'avaient cessé d'exciter contre les spartakistes, étaient hors d'eux et ne se rendaient même pas compte de ce que leur disait Liebknecht. On leur avait fait accroire que, seul, un gouvernement composé par moitié de social-démocrates et d'indépendants serait en mesure d'assurer le développement de la révolution. Aussi ne firent-ils aucun compte de l'avertissement de l'Union Spartacus qui leur avait recommandé de ne pas élire de social-démocrates. Comme le Comité Exécutif qui devait contrôler le gouvernement et en être l'organe suprême se composait par moitié d'ouvriers et de soldats et que la fraction ouvrière était représentée par les social-démocrates et les indépendants à nombre égal, l'énorme majorité dudit Comité était pour la plateforme de la social-démocratie, dont les chefs s'étaient assurés ainsi une majorité solide. De cette façon, le sort de la révolution de novembre était fixé. Aussi les représentants de l'Union Spartacus refusèrent-ils d'entrer dans le Comité Exécutif.

Ce ne fut que tard dans la soirée, après la clôture de l'assemblée, que Rosa Luxembourg arriva à Berlin de Breslau, où elle venait d'être

déjà délivrée de prison par la révolution. Léo Loguichès avait été également rendu à la liberté et, ce soir-là, ces deux camarades, qui durant de longues années avaient été séparés l'un de l'autre par les autorités militaires, se retrouvèrent dans le local de la rédaction du *Berliner Lokal Anzeiger*. Ce journal, on s'en souvient, avait été occupé la veille par les spartakistes et publié sous le nom de *Rote Fahne*. Le premier numéro contenait, outre la matière déjà composée, un court avis informant que le journal venait de changer de propriétaires, mais dans le numéro du matin, du 10 novembre, les camarades qui avaient assumé la direction de notre nouveau périodique publiaient déjà un programme d'action pour les ouvriers révolutionnaires. On y engageait ces derniers, ainsi que les soldats à ne pas tenir compte des adjurations du chancelier d'Empire, à ne pas quitter la rue, à rester en armes et à être continuellement sur leurs gardes: Ebert, en effet, ne cherchait qu'à restaurer l'ancien «ordre de choses». Une proclamation adressée aux ouvriers et aux soldats contenait dix revendications dont la réalisation devait consolider le pouvoir du prolétariat. La rédaction prenait violemment à partie pour leur politique belliciste et leur trahison à la classe ouvrière les socialistes gouvernementaux avec lesquels elle proposait de rompre toutes relations. Cette proclamation et quelques autres courtes remarques avaient dû être confectionnées à la hâte dans la soirée du 9 novembre, mais la rédaction annonçait qu'elle était définitivement constituée et que le numéro suivant contiendrait exclusivement ses propres articles. Mais elle n'eut pas le temps de mettre son projet à exécution. Les propriétaires du *Lokal Anzeiger*, organe altitré de la grande industrie, prièrent Ebert de les défendre contre l'emprise des spartakistes, ce que celui-ci leur promit. Ils louèrent un détachement de soldats, à l'aide desquels le lendemain ils cernèrent les locaux de la rédaction, au moment où Rosa Luxembourg et quelques autres camarades se disposaient à commencer la composition du numéro suivant. En outre, ils soudoyèrent les ouvriers des autres typographies qui refusèrent de travailler pour la rédaction de la *Rote Fahne*. Il s'en fallut de peu que, sur la plainte des capitalistes du *Lokal Anzeiger*, Rosa Luxembourg ne fût arrêtée au lendemain de la révolution par les soldats pour violation de domicile. Ce fait montra toute l'impuissance du Comité Exécutif, qui, sur notre initiative, avait ordonné aux propriétaires du *Lokal Anzeiger* de continuer à imprimer la *Rote Fahne*. L'organe suprême de la jeune République n'avait pas même assez d'autorité pour faire respecter sa volonté par une poignée de capitalistes isolés. L'incident du *Lokal Anzeiger* amena également un litige sur les compétences respectives du Comité Exécutif et du gouvernement qui, soucieux de défendre la propriété capitaliste, niait la légalité des dispositions prises en l'occurrence par le Comité Exécutif. C'est parce que les propriétaires du *Lokal Anzeiger* étaient protégés par Ebert, que la *Rote Fahne* ne put continuer à paraître, quoiqu'elle fût beaucoup plus l'organe des masses ouvrières berlinoises que le *Vorwärts* ou que le journal des indépendants *L'Internationale*, qui de-

vint plus tard la *Freiheit*. Il s'écoula toute une semaine avant que l'Union Spartacus pût trouver un propriétaire de typographie qui consentit à imprimer la *Rote Fahne*. La bourgeoisie, au bout de quelques jours, sentit que le nouveau gouvernement était entièrement de son côté et que le seul danger qu'elle eût à redouter venait des spartakistes. Le gouvernement ou, comme il s'intitulait, le « Conseil des Délégués du Peuple » adressa le 12 novembre au peuple allemand un manifeste dans lequel il conférait « force de loi » aux changements apportés par le coup d'Etat, mais ne disait pas un mot des soviets d'ouvriers et de soldats, de la question du commandement, de la République, du retour de l'ambassade russe; par contre, il s'y étendait longuement sur le droit de propriété, la réglementation de la production, la liberté individuelle et annonçait, pour le premier janvier au plus tard, l'établissement de la journée de huit heures. Il y parlait également de la convocation d'une assemblée constituante, du suffrage universel, mais omettait de mentionner la nature de cette assemblée, de sorte que l'on ne savait s'il s'agissait d'une assemblée des soviets ou d'une assemblée nationale bourgeoise.

Pendant ce temps, alors qu'il eût fallu mobiliser les masses ouvrières contre les tendances réactionnaires du gouvernement, que soutenaient sans réserves les organes des majoritaires et des indépendants, l'Union Spartacus ne pouvait, faute d'un journal, lancer chaque jour les mots d'ordre révolutionnaires nécessaires aux masses et appeler le prolétariat à la lutte pour ces mots d'ordre. L'Union Spartacus qui, officiellement, était encore affiliée au parti social-démocrate des indépendants, mais qui avait conservé toute sa liberté de propagande et d'agitation, procéda le 12 novembre à la constitution d'un Bureau central. Rosa Luxemburg exposa le programme d'action pour l'avenir prochain. Ce programme comportait la publication d'un quotidien, d'un organe scientifique, d'un journal pour les femmes et d'un journal pour les soldats; ces derniers devaient être unis en une organisation spéciale: l'Union Rouge des Soldats, et être l'objet d'une agitation renforcée. En outre, les groupes spartaciens devaient dans tout le pays fusionner en une organisation fortement cimentée et recevoir régulièrement de la matière pour l'agitation. Les spartakistes représentaient l'élément ouvrier véritable parmi les indépendants, dont les organes dirigeants durent par suite se résigner à cette organisation spéciale, quoiqu'elle fût absolument incompatible avec celle du parti. Au Conseil des Délégués du Peuple, les représentants des indépendants se solidarisaient avec la politique réactionnaire des *Scheidmänner*; en tout cas, ils ne faisaient rien pour montrer qu'ils la réprouvaient. Quant aux représentants des indépendants au Comité Exécutif, ils n'avaient pas le courage de protester contre cette politique; ils se livraient, il est vrai, à des discussions passionnées à huis clos, mais n'appelaient pas les masses à la lutte contre les tendances réactionnaires qui se manifestaient ouvertement dans la conduite de plus en plus insolente des officiers et de la bourgeoisie. Les soldats revenus du front étaient travaillés par leurs

officiers qui les excitaient contre Berlin, où, disaient-ils, les spartakistes mettaient tout sens dessus dessous. Ces derniers étaient également en butte aux attaques des social-démocrates et des indépendants dont ils dévoilaient journellement les manœuvres devant les masses. Et ainsi, ce qui devait arriver arriva: le 6 décembre, trois semaines seulement après le coup d'Etat, une émeute réactionnaire se produisit dont le but était le renversement du gouvernement soviétiste, représenté par le Comité Exécutif et le Conseil des Délégués du Peuple. Comme il fallait s'y attendre, les soldats induits en erreur livrèrent l'assaut à la rédaction de la *Rote Fahne* où l'on avait fait courir le bruit qu'il se trouvait des millions; l'on tenta même d'arrêter les camarades Luxembourg et Liebknecht. Ce jour-là également, dans une autre partie de Berlin, les troupes surexcitées par des meneurs ouvrirent le feu sur une manifestation de soldats révolutionnaires, qui avait cependant été permise par le chef de la police (un indépendant), tuèrent quelques personnes et en blessèrent un certain nombre d'autres. Ces événements montrèrent que non seulement la bourgeoisie se sentait de nouveau maîtresse de la situation, mais que le gouvernement lui-même, loin de vouloir s'appuyer sur les masses ouvrières révolutionnaires, ne cherchait par tous les moyens qu'à les affaiblir. Parmi les forces révolutionnaires de Berlin, les matelots qui avaient formé une division maritime jouaient alors un rôle important. S'ils manquaient d'éducation politique, ils maintenaient du moins une liaison assez étroite avec les ouvriers révolutionnaires, qui leur étaient beaucoup plus proches que le gouvernement. Aussi, ce dernier s'efforça-t-il de les éloigner de la capitale en différant le payement de leur solde. Comme les matelots résistaient, le gouvernement fit appel au général Lequies dont les troupes, préalablement travaillées par des meneurs, tombèrent, le 24 décembre, sur les matelots contre lesquels ils ouvrirent le feu. Mais les ouvriers étant venus au secours de ces derniers, le gouvernement dut renoncer à réaliser jusqu'au bout son dessein. Il ne réussit pas à chasser les matelots de Berlin; il n'eut même pas le courage de reconnaître ouvertement qu'il avait donné l'ordre de les anéantir. Immédiatement, l'Union Spartacus invita les ouvriers berlinois à protester contre la manœuvre infâme du gouvernement. Ceux-ci répondirent à son appel par une manifestation grandiose. L'Union Spartacus eut toutes les peines du monde à contenir les masses ouvrières surexcitées qui voulaient se lancer à l'assaut de la résidence du gouvernement, ce qui eût immanquablement provoqué encore une plus grande effusion de sang. On ne put empêcher un groupe assez considérable d'ouvriers d'occuper l'édifice du *Vorwärts* et d'en chasser les rédacteurs, qui chaque jour déversaient à torrents l'iniure et la calomnie sur le mouvement spartacien. La rédaction du *Vorwärts* dirigeait principalement ses attaques contre les deux chefs de notre Union: Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht. Dans sa campagne contre eux, elle employait le langage des journaux bourgeois, qui invitaient journellement au meurtre de ces camarades. La nouvelle rédaction formée par les

ouvriers publiés au lieu du *Vorwärts*, le *Rote Vorwärts*, mais le lendemain elle fut expulsée par la force armée. La leçon donnée aux rédacteurs du *Vorwärts* ne leur fut d'ailleurs d'aucune utilité. Par les mesures qu'il avait prises contre les matelots, le gouvernement s'était tellement discrédité aux yeux des ouvriers, que les représentants des Indépendants crurent devoir donner leur démission. Mais cette mesure ne pouvait effacer la lourde faute dont ils s'étaient rendus coupables pendant ces quelques semaines. Les membres du parti qui appartenaient à l'Union Spartacus réclamaient des organes dirigeants des Indépendants la convocation immédiate d'un congrès du parti qui aurait à se prononcer sur les derniers événements. Les organes dirigeants du parti s'y refusèrent, alléguant les difficultés des communications. Les membres de l'Union Spartacus abandonnèrent alors le parti des Indépendants et, au début de l'année 1918, fondèrent le Parti Communiste Allemand. Comme il fallait s'y attendre, le nombre des membres du nouveau parti fut loin de correspondre à celui des adeptes du mouvement spartaciste. Nombreux furent les camarades qui restèrent dans l'organisation des Indépendants pour y attendre le congrès du parti, faire de la propagande en notre faveur et influencer sur les décisions du congrès dans l'esprit révolutionnaire. En outre, les spartacistes étaient alors en butte à des persécutions acharnées; l'entrée dans le parti communiste exigeait que l'on fût fermement décidé à tous les sacrifices et prêt à lutter aux premiers rangs. Or, beaucoup d'ouvriers manquaient encore du courage nécessaire pour se joindre ouvertement à nous.

Le moment était venu pour le gouvernement, qui, depuis la scission des Indépendants, était composé exclusivement de social-démocrates, de détruire le dernier appui des ouvriers berlinois révolutionnaires. Cet appui, c'était la préfecture de police de Berlin, dirigée alors par un indépendant, Eichhorn. La milice qui se trouvait sous son commandement était en majorité composée d'ouvriers hostiles à la politique du gouvernement. Ce dernier se dit que la nomination du social-démocrate Ernst au poste de préfet de police serait de nature à modifier l'état d'esprit de la milice. C'est pourquoi il ordonna à Eichhorn d'abandonner son poste, mais ce dernier s'y refusa. Les organes dirigeants des Indépendants de Berlin et du parti communiste firent avec les délégués révolutionnaires des usines une séance à laquelle ils décidèrent d'entreprendre la lutte pour forcer le gouvernement à retirer sa dernière mesure. Mais le Bureau Central s'effaça complètement, quoiqu'il fût en grande partie responsable de ce qu'il fallut en arriver à cette lutte. Le 5 janvier, eut lieu la sanglante insurrection, connue dans l'histoire sous le nom d'«insurrection spartacienne». Pourtant, ce ne fut pas le parti communiste qui en eut la direction. Certes, la *Rote Fahne* fut le seul journal qui se consacra énergiquement et résolument à cette lutte dont elle publia chaque jour les mots d'ordre, mais les mesures pratiques de cette insurrection ouvrière furent prises par le comité élu par les délégués révolutionnaires des usines, comité dans lequel, il est vrai,

le Bureau Central du parti communiste avait ses représentants dans la personne des camarades Liebknecht et Pieck. Par malheur, ces deux camarades, occupés tout entiers par le travail de la préparation de l'insurrection, ne purent maintenir une liaison étroite et agir constamment en contact avec les autres camarades du Bureau Central des spartacistes. Dès le premier jour de l'insurrection, il apparut clairement que le comité ne disposait pas des forces nécessaires pour la direction de l'insurrection. On manquait de camarades versés dans l'art militaire et capables de diriger, conformément aux règles de la stratégie, des milliers d'ouvriers armés. Aussi, ceux-ci défilèrent-ils sans but et en désordre par les rues de la ville. Il manquait un comité et une direction politique unique qui se rendissent nettement compte du but politique et des conditions de cette insurrection. Et ainsi, tout fut abandonné au hasard; les heures et les jours se passaient en discussions stériles, tandis que les Indépendants menaient en catimini avec le gouvernement des pourparlers en vue de la cessation de la lutte et que les masses se fatiguaient d'errer çà et là, sans but et sans résultat. Le gouvernement, lui, rassemblait à la hâte des forces pour réprimer l'insurrection. Lorsque le Bureau Central du parti communiste vit que les défauts et les faiblesses des dirigeants de l'insurrection ainsi que les négociations des chefs des Indépendants allaient inévitablement amener la défaite des ouvriers, il exigea, afin de décharger sa responsabilité, que les camarades Liebknecht et Pieck sortissent du Comité. Il va de soi que Liebknecht et Pieck n'avaient pas attendu cette mise en demeure pour protester énergiquement contre les pourparlers avec le gouvernement, lesquels permettaient à ce dernier de gagner du temps et donnaient aux ouvriers l'espoir que la lutte pouvait être résolue pacifiquement, ce qui affaiblissait la position de ces derniers et renforçait celle du gouvernement. Dès leur entrée au Comité, les deux camarades susmentionnés firent tout pour concentrer les forces des ouvriers sur les côtés faibles du mouvement, côtés que le gouvernement avait immédiatement reconnus et dont il s'appropriait à profiter. Malheureusement, les promesses qui avaient été faites au moment où l'insurrection avait été résolue et qui assuraient aux ouvriers l'appui de la garnison berlinoise, ne furent pas tenues. Les troupes observèrent d'abord la neutralité, puis se tournèrent contre les ouvriers. Il est incontestable que l'incapacité du Comité à diriger l'insurrection contribua également à cette conduite des troupes. La division maritime elle-même, à laquelle les ouvriers étaient venus en aide pendant les combats de Noël, ne put se décider à soutenir l'insurrection et, son commandant Dornenbach s'étant absenté pour un moment, ses autres chefs se vendirent au gouvernement et passèrent du côté de ce dernier. Quelques semaines plus tard, elle fut récompensée de sa trahison envers les ouvriers par le gouvernement qui la décima sauvagement; 32 matelots furent fusillés par le lieutenant de vaisseau Vogel. Lorsque le gouvernement eut réuni des forces suffisantes, il donna l'ordre, le 11 janvier, de livrer l'assaut à la révolution berlinoise. Les troupes, qui avaient

été triées sur le volet et que leurs généraux n'avaient cessé d'exciter contre les révolutionnaires, firent un horrible carnage des ouvriers. Tous les communistes furent mis hors la loi. Pour être fusillé, il suffisait d'être trouvé porteur d'une carte de membre du Parti Communiste Allemand. Sous prétexte de rechercher des armes cachées, on procéda à des perquisitions dans les maisons privées pour y découvrir les communistes. Ce fut alors la période des délations; les cours martiales firent rage, les assassinats aux coins de rues devinrent chose habituelle; en un mot, ce fut la répétition des horreurs qui partout accompagnent le triomphe de la bourgeoisie.

Quoique, pour sauver la vie de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, leurs proches collaborateurs les engageassent constamment à quitter Berlin pour quelque temps et à aller se réfugier en lieu sûr, ces deux camarades, afin de soutenir les ouvriers pendant les heures d'épreuve se refusèrent à abandonner leur travail à la *Rote Fahne*. Presque chaque jour, il leur fallait accomplir leurs travaux de rédaction dans un logement dilué, car les habitants de la maison où ils se trouvaient remarquaient les allées et venues des autres collaborateurs, et une dénonciation était sans cesse à craindre. Une prime élevée fut promise à celui qui livrerait, morts ou vivants, nos deux camarades. Le *Vorwärts* alla jusqu'à publier une poésie, dans laquelle il déplorait que Rosa Luxemburg, Liebknecht et Radek ne fussent pas au nombre des lutteurs tués au cours des combats. Plusieurs personnes, proches des sphères gouvernementales, invitaient également la population au meurtre de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Aussi les deux chefs du mouvement spartacien furent-ils traîtreusement assassinés, lorsque, trahis, ils tombèrent entre les mains des gardes-blancs. Ceux-ci se sentaient évidemment soutenus par le gouvernement qui n'avait

rien fait pour sauvegarder les prisonniers sans défense et qui, dans la suite, tenta d'excuser le meurtre par l'état de surexcitation où se trouvaient les soldats. Mais les officiers, émissaires du gouvernement, agissaient en parfaite connaissance de cause; de sang-froid ils avaient tout préparé pour le meurtre, sachant bien qu'ils rendaient service non seulement à leur classe, mais au gouvernement social-démocrate.

Du fait de l'assassinat de ses chefs, le mouvement révolutionnaire des ouvriers allemands a subi une perte immense. Mais on n'a pu anéantir la pensée de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg qui, s'ils avaient vécu, auraient préservé le prolétariat de bien des fautes. La confiance des travailleurs dans leurs propres forces aurait augmenté; le mouvement révolutionnaire allemand, au lieu de se fractionner, serait devenu une force puissante, unie, et à l'aide de laquelle le prolétariat aurait remporté la victoire dans une bataille décisive contre la bourgeoisie. Actuellement, il ne reste presque rien en Allemagne des conquêtes apportées aux ouvriers par la révolution de novembre; le prolétariat souffre de plus en plus de la désagrégation de l'économie capitaliste et de la domination bourgeoise qui se dissimule derrière le paravent de la république démocratique. A la crise politique et économique qui a atteint tous les pays capitalistes, il n'y a pour la classe ouvrière qu'une issue: la conquête du pouvoir politique qui lui permettra, par l'instauration de sa dictature, de vaincre les forces ennemies et de substituer le régime communiste au régime capitaliste fondé sur l'exploitation. C'est la voie que doivent suivre et que suivront les ouvriers allemands, malgré tous les obstacles créés par leur propre inexpérience ou suscités par leurs ennemis.

Wilhelm PIECK.





Fritz HECKERT.

## PAUL LÉVI ET SA VOIE DE LA SECTE AU PARTI DE MASSES

D'après Paul Lévi, l'Internationale Communiste, bien loin d'être une organisation unissant les grandes masses ouvrières et les menant à la révolution prolétarienne, est au contraire un obstacle à la réalisation de ces buts. La faute, Paul Lévi ne l'impute pas à la III-e Internationale comme telle; ce qu'il incrimine, c'est tout d'abord les dirigeants de cette dernière qui, par leur superbe, éloignent d'eux les masses prolétariennes ou les réduisent au rôle de pantins et, ensuite, les malencontreuses décisions du II-e Congrès mondial, décisions dont ces dirigeants ont été les inspirateurs. Les chefs de l'Internationale Communiste et les décisions du II-e Congrès mondial ne peuvent, d'après lui, que contribuer à surexciter la classe ouvrière, à introduire la division dans son sein et à assurer la victoire des ennemis du prolétariat. Paul Lévi affirme que les dirigeants de la III-e Internationale, «consciemment ou, ce qui est encore pire, inconsciemment» s'efforcent de transformer les partis prolétariens de masses en sectes de fanatiques étroits et bornés. Bref, Paul Lévi reproduit, sous une autre forme, il est vrai, les accusations des Dittmann, des Longuet et des Serrati. C'est pourquoi, si nous semble nécessaire de l'étudier attentivement, comme homme et comme conducteur de masses, de soumettre sa pensée à une analyse approfondie, afin de déterminer s'il est bien ce qu'il prétend être: un homme loyal et talentueux qui, le cœur serré, se voit contraint de condamner des fautes impardonnables, funestes au prolétariat, ou si tout dans sa critique n'est que mesquinerie et partialité. Dans Paul Lévi, l'homme est inséparable du critique. Ce n'est pas parce qu'il n'avait pas d'autre issue que Paul Lévi a entrepris sa critique. En effet, il a été le chef des communistes allemands, depuis l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht jusqu'à sa démission de membre du Comité du parti, en février 1921. Il a donc eu parfaitement le temps et, comme nous le verrons plus loin, l'entière possibilité de démontrer qu'il était un chef au sens véritable du mot, un chef capable d'attirer au parti communiste les grandes masses du prolétariat et d'indiquer le but et la voie à suivre aux ouvriers révolutionnaires, qui ne recherchent que l'occasion de déployer leurs forces et sont prêts à tout sacrifier pour le succès de la cause. La voie que Paul Lévi a suivie doit démontrer s'il avait vraiment les qualités d'un chef.

C'est au congrès constituant du Parti Communiste Allemand, à la fin de décembre 1918, que Paul Lévi eut pour la première fois l'occasion d'exercer son influence sur les délégués des ouvriers dont l'état d'esprit était alors éminemment révolutionnaire. Il parla de la nécessité de participer aux élections à l'Assemblée Nationale. La tâche n'était pas des plus faciles. En effet Rosa Luxembourg elle-même, qui jouissait d'une autorité autrement considérable que Paul Lévi, n'avait pas réussi à empêcher la majorité des congressistes de prendre des résolutions fausses. Lévi prononça un discours froid et peu convaincant; il manqua de cette passion qui enlève les auditeurs. Les assistants n'eurent pas l'impression qu'il serait jamais le chef dont le parti avait besoin. En janvier, après l'assassinat de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht, une certaine inquiétude se manifesta parmi les membres du parti qui ne savaient à qui en confier la direction. Dans ces jours pénibles, Paul Lévi ne déploya pas l'initiative que nécessitait la situation de l'Union Spartacus décapitée de ses chefs.

Alors déjà, il eût pu prendre en main la direction du parti; ami personnel de Rosa Luxembourg, il n'eût rencontré chez personne la moindre opposition. Son attitude hostile envers la dernière intervention politique de Karl Liebknecht le força alors à se tenir à l'écart. En mars, un nouveau coup frappa le parti communiste: Léo Joguichès fut assassiné. Le parti étant réduit à l'action clandestine, le désir unanime, pendant ces journées, était de trouver un homme capable de diriger les destinées de l'Union Spartacus. Lévi n'avait qu'à vouloir pour devenir le chef incontesté du parti. Mais il ne fit rien pour cela. Au contraire, pendant la séance illégale qui se tint à Berlin en mai 1919, il fallut toute la force de persuasion de Clara Zetkin et ses éloges chaleureux du talent de Lévi pour décider ce dernier à assumer la direction du parti. Il n'y consentit qu'après une résistance énergique. A cette même séance, il fit une remarque qui sembla alors insignifiante, mais qui maintenant éclaire la nature véritable de l'homme. Une discussion s'étant élevée sur l'interprétation de quelques points du statut qui avait été élaboré lors de la fondation du parti communiste, Paul Lévi, consulté, exprima son dédain pour les thèses du statut en déclarant: «Je ne les ai encore jamais lues». Certes, ces paroles orgueilleuses lui semblaient des plus spirituelles.

En mai 1919, en Allemagne Centrale, sur le Rhin et dans la région de Berlin, les ouvriers entreprirent une lutte sérieuse pour défendre les conquêtes de la révolution. Les syndicaux, qui n'avaient donné aucune preuve d'activité pendant les premières semaines après la révolution, étaient devenus, de décembre 1918 à mai 1919, des organisations puissantes. Leurs chefs avaient acquis une influence considérable sur le mouvement révolutionnaire, influence qu'ils faisaient servir au profit des capitalistes. Parmi les ouvriers révolutionnaires une violente opposition commença alors à se manifester contre la bureaucratie syndicale. L'idée de l'abandon des syndicats par le prolétariat conscient gagnait de plus en plus de terrain. Si, en ces jours, le parti communiste avait eu un programme syndical nettement défini, il aurait certainement pu acquérir une grande influence parmi les ouvriers. Mais il n'avait aucun programme syndical; c'était à ce sujet, parmi ses membres, la confusion la plus complète. Chacun émettait son avis, les inventeurs de panacées foisonnaient, et c'était un tel chaos d'opinions contradictoires qu'il était presque impossible de retrouver le but et la direction véritables. Paul Lévi ne trouva ni l'un ni l'autre. Il soutint délibérément la création d'une fédération des mineurs, ainsi que celle de syndicats communistes d'ouvriers agricoles et de cheminots. Il favorisait la scission dans les syndicats, mais à la condition expresse qu'elle fût le fait de groupes entiers et non de personnalités isolées. Les camarades qui combattaient alors ces théories scissionnistes et la formation de nouveaux syndicats ne trouvaient aucun appui ni dans le parti ni dans son « chef suprême ». Plus tard ils durent liquider ces expériences désastreuses et, lorsqu'ils eurent à défendre les fautes évidentes du parti communiste dans la question syndicale, il leur fallut sacrifier leur autorité personnelle devant les travailleurs syndiqués. Paul Lévi considérait comme obligatoire pour les autres son point de vue dans la question syndicale. Après le congrès de Heidelberg, on eut toutes les peines du monde à sauver la dignité du parti. Les organes des syndicats régalaient chaque semaine leurs lecteurs du tableau des mots d'ordre contradictoires des dirigeants du parti communiste dans la question syndicale. Et, en effet, la comparaison de ces différents mots d'ordre ne pouvait provoquer que la dérision des ouvriers. Si l'Internationale Communiste et le parti allemand ont, par la suite, élucidé leur position dans le mouvement syndical et regagné ainsi la confiance des masses, ce n'est pas, on peut le dire, à Paul Lévi qu'ils en sont redevables.

Au congrès de Heidelberg, Paul Lévi rendit un service signalé au parti en menant une lutte énergique contre l'indifférentisme politique et les tendances syndicalistes dont Wollheim, Laufenberg, Rühle et d'autres encore s'efforçaient d'injecter l'organisme du parti. Nombre de camarades reconnaissant en principe les thèses élaborées, mais hésitant à les appliquer pour punir les fautes passées, une campagne fut entreprise contre eux sur les instances de Lévi, campagne

qui se termina par une opération douloureuse, laquelle priva le parti d'une grande quantité de ses membres.

Les militants du parti faisaient d'immenses sacrifices pour conserver l'unité de leur organisation. Ils ne pouvaient comprendre pourquoi l'on se livrait sur eux à de pareilles expérimentations et pourquoi l'on appliquait d'aussi imprévoyables méthodes de guérison. Les membres du parti n'avaient pas le temps d'approfondir les décisions de Heidelberg et, les organes du parti étant interdits dans presque toutes les localités importantes, il leur était difficile d'obtenir les éclaircissements nécessaires. Par la cruauté de ses méthodes, Paul Lévi poussa dans le camp du K. A. P. D. de nombreux communistes et, si la lutte parmi les ouvriers communistes prit, à la grande joie de leurs adversaires, des formes aussi chaotiques, c'est à lui également qu'en incombe la responsabilité. L'aversion personnelle de Lévi pour Schröder, Rühle, Wollheim et Laufenberg lui fit perdre toute mesure dans ses pourparlers avec les ouvriers; au lieu de chercher à instruire ces derniers, il prit un ton hautain, tranchant et priva ainsi pour longtemps le parti de la possibilité de s'entendre avec nombre de camarades honnêtes qui lui eussent été des plus utiles.

Au congrès de Heidelberg, Paul Lévi prêta entre autres que la crise du capitalisme allemand n'atteindrait son apogée qu'en 1926. Cette crise, il n'en voyait la source que dans les embarras financiers provoqués par les paiements à effectuer à l'Entente. Il sous-estimait les autres obstacles à la restauration du capitalisme allemand. C'est pourquoi il considérait que, par sa situation politique et économique, l'Allemagne n'était pas encore mûre pour la crise. C'est dans le discours qu'il prononça au début de mars 1920 devant le conseil de guerre de Berlin, qu'il exposa le plus nettement ses idées sur la lenteur du développement révolutionnaire. Il voulait éditer en brochure cette plaidoirie plutôt étrange en faveur de nos conceptions sur l'application tactique des méthodes révolutionnaires de lutte pour le renversement de la bourgeoisie. Le parti jugea plus à propos de ne point publier le discours de son président, discours qui ne pouvait que surexciter les esprits à une période aussi critique et discréditer Paul Lévi en tant que chef du parti. Plus tard Lévi fit expulser du parti pour leur conduite pendant l'insurrection de Kapp les camarades qui, quelques jours auparavant, l'avaient sauvé du ridicule. Son attitude critique envers la tactique du parti pendant les premiers jours de l'aventure de Kapp n'était point le fruit d'une compréhension profonde de la possibilité d'utiliser la conjonction d'alors pour la lutte contre la bourgeoisie. Elle était inspirée par le souvenir d'une situation analogue qu'il avait autrefois traversée. La preuve en est son plaidoyer encore inimprimé. Peut-être d'ailleurs, Paul Lévi fera-t-il plus tard connaître dans son journal ce discours à ses contemporains afin de les étonner par sa perspicacité. A tout seigneur, tout honneur.

Durant le congrès que le Parti Social-Démocrate des Indépendants tint à Leipzig, Paul Lévi mit en œuvre toute sa diplomatie pour influer

sur ce parti. Il eut de fréquentes entrevues avec les chefs de gauche des Indépendants, et nous ne nous tromperons pas en attribuant à son influence les trois articles que fit alors paraître Curt Geyer sur la dictature du prolétariat. Outre le radicalisme, Curt Geyer démontrait que la dictature du prolétariat pouvait être la dictature d'une minorité; qu'elle devait être dirigée contre la partie retardataire de la classe ouvrière, contre ceux qui voyaient encore le salut dans le parti socialiste allemand; qu'elle devait être, en un mot, la dictature d'une avant-garde révolutionnaire. Il est curieux de comparer maintenant les discours et les articles des adeptes de Paul Lévi avec leurs paroles et leurs écrits d'il y a six mois. Est-ce notre faute si, en matière de politique, ces gens-là se mettent dans une situation ridicule? Leurs jugements sont entièrement subordonnés aux événements du moment.

Paul Lévi revint du II<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale, déchiré par des contradictions intérieures. Il reprochait au Comité Central d'avoir manqué d'énergie dans l'utilisation de la situation politique, de n'avoir pas déployé suffisamment d'activité et d'avoir laissé passer l'occasion de s'unir avec les masses qui n'attendaient que le moment d'entrer en lutte. Lors de l'offensive des Russes sur Varsovie, la situation en Prusse Orientale était, selon lui, éminemment favorable pour la proclamation de la république soviétiste. Quelques jours plus tard, on put se convaincre que ce radicalisme était purement verbal. Paul Lévi entreprit alors la lutte contre ce qu'il appelait la gauche du parti. Il créa de toutes pièces dans son imagination un nouvel ennemi qui, tel un ver rongeur, minait le parti communiste. Partout il ne voyait que périls et embûches. Il découvrait des complots inexistant. Il semait partout la méfiance, de sorte qu'il n'y avait personne dans le parti qui ne se demandât avec angoisse s'il n'était pas trahi et vendu. Ses discours fourmillaient d'allusions imprécises. Il ne disait jamais rien de concret. Tous ceux qui avaient directement affaire à lui sentaient clairement qu'il était un amas vivant de contradictions. Ce qui l'exaspérait particulièrement, c'est que le K. A. P. D. eût été accepté à titre de parti sympathisant dans la III<sup>e</sup> Internationale. Il se disait qu'à Moscou il n'avait pas été traité comme il l'aurait dû, que l'on n'avait pas eu pour lui les égards qu'il méritait, et dans ces faits d'ordre personnel il cherchait des raisons politiques cachées. Naturellement, la direction du parti ne pouvait que pâtir de la neurosénescence de son chef.

Son élection au Reichstag donna à Paul Lévi la possibilité de montrer la différence entre le parlementarisme révolutionnaire et le parlementarisme opportuniste qui était le propre des autres partis ouvriers. C'était là une tâche particulièrement nécessaire, car c'était précisément la question parlementaire qui était la principale cause de la scission au sein du parti communiste. Paul Lévi affirmait que la participation parlementaire pouvait être de deux sortes. Un révolutionnaire pouvait être au Parlement le héraut de la lutte; Karl Liebknecht en avait été un exemple. Paul Lévi ne fut pas un Karl Liebknecht; au Parlement

il ne s'adressa pas aux masses, il ne fut pas le cri d'indignation des opprimés, il ne fut pas le chef du prolétariat en lutte. Il parlait en avocat instruit dans les belles-lettres; il montrait aux hommes d'Etat leur bêtise, les contradictions entre leurs discours et leurs actes; émaillant constamment ses discours de citations antiques, il fit voir qu'il se trouvait parmi les communistes un homme qui avait fait ses humanités et qui de plus, comme il l'affirmait lui-même, était un excellent avocat. Si l'activité parlementaire ne fit pas de Paul Lévi le pilote de la révolution, elle lui permit du moins de se lier intimement avec les chefs des Indépendants. Paul Lévi s'éloignait de plus en plus de son parti pour se rapprocher de ceux avec lesquels il allait falloir compter dans la suite. Et ainsi, il devenait un des chefs de la gauche des Indépendants dont il n'était pas membre, et s'écartait peu à peu de l'Union Spartacus dont il était le président. Si ses camarades se plaignaient de sa conduite, il ripostait de la façon la plus méprisante. Dans l'intérêt de la vérité il faut dire pourtant qu'il avait encore moins d'égards pour ses futurs camarades des Indépendants que pour ceux du Comité de l'Union Spartacus. Sa verve s'exerçait particulièrement sur Geyer et Däumig avec lesquels il est maintenant étroitement lié et auxquels il donnait naguère toutes sortes de noms d'animaux.

Après le congrès de Halle, il devint urgent de fusionner la gauche des Indépendants avec l'Union Spartacus, la moindre perte de temps profitant à l'adversaire qui, dans plusieurs localités déjà, s'était emparé de l'appareil du parti. Lévi n'accédera pas, autant que la situation politique le réclamait, le processus de fusionnement. Il soutenait chez les autres les idées opportunistes. Peu avant le congrès de fusionnement, il déclara qu'il abandonnait la carrière politique, qu'il avait déjà entrepris des démarches pour revenir à sa profession d'avocat qui lui permettrait de mener une vie plus facile et de ne pas s'énerver continuellement. Une grande partie de ses collègues du Comité de l'Union Spartacus étaient tellement outrés de ses caprices, qu'ils ne l'exhortèrent à accepter la présidence du nouveau parti que parce qu'ils étaient persuadés que Lévi, s'il abandonnait le Comité, deviendrait un homme dangereux pour le parti. Ils avaient déjà depuis longtemps remarqué que Paul Lévi considérait la discipline du parti comme obligatoire uniquement pour les autres, mais non pour lui. Après s'être longuement fait prier, Paul Lévi consentit enfin à retirer sa démission à condition que le parti n'élût que deux présidents investis des pouvoirs les plus étendus; il motiva cette prétention en disant que la grande tête vide qu'allait être un Comité du parti composé de 14 membres ne pourrait accomplir un travail raisonnable et productif. Malgré l'affront qu'il infligeait ainsi à ses collègues du Comité, ceux-ci firent droit à ses exigences, car il avait été décidé de donner au parti une direction homogène et fortement cimentée. Chacun consentit volontiers à se soumettre.

Et ainsi, les postes présidentiels furent occupés par Paul Lévi et Ernest Däumig sur lesquels on fondait de grandes espérances. Le parti n'était

plus une petite secte: la fusion lui avait donné des centaines de milliers de membres; le Parti Communiste était devenu un parti de masses.

Au congrès de fusionnement, Lévi adressa au prolétariat allemand un discours dans lequel il lui indiquait qu'il ne trouverait son salut que dans le parti communiste.

Il termina son argumentation par les paroles suivantes: «Dans la situation actuelle et pour le bien de tous les ouvriers révolutionnaires qui sont encore en dehors du parti communiste, je vous le dis: Venez à nous, entrez ici, parce que c'est ici qu'est le séjour des dieux.» Cette péroraison pompeuse imposait à l'orateur les plus grandes obligations. Il fallait, à moins de se ridiculiser et de ridiculiser en même temps le parti, démentir aux ouvriers que celui-ci était réellement le sanctuaire des dieux. Par sa conduite, Paul Lévi donna aux ouvriers allemands l'impression d'un homme atteint de mégalo manie. Il ne fit rien pour montrer au nouveau parti qu'il était réellement son chef. On lui avait donné le pouvoir, mais il n'en profitait pas. On le suppliait d'en faire usage, mais il s'y refusait sciemment. Il ne dirigeait pas les séances. Il ne préparait pas l'ordre du jour. Pendant les séances, au lieu d'écouter, ce qu'on disait, il lisait les journaux. Lorsque l'heure du repas arrivait, il commençait à sentir la faim et sortait pour aller se restaurer. Il devait avoir des heures fixes pour son sommeil. Et tout cela devait être pris en considération. Il exigeait des autres la ponctualité la plus stricte, mais aux assemblées où il devait prendre lui-même la parole, il se faisait toujours attendre au moins une heure. En un mot, par tous ses procédés il compliquait tellement le travail de ses collègues et des membres du parti qu'il excitait le mécontentement général. Son âme n'appartenait ni au parti, ni aux ouvriers. Ceux-ci n'étaient que matière à expérience pour ses fantaisies.

Lévi avait des capacités, mais il ne savait pas les utiliser pour le bien des autres. Comment eût-il pu être le directeur du parti lorsqu'il n'avait même pas la force de se diriger lui-même! Aussi, quoique le parti eût deux présidents investis de pleins pouvoirs, la direction donnait le spectacle de l'impuissance la plus complète. Encore une preuve que les présidents ne dirigent presque jamais les partis et que leurs obligations sont pour eux un fardeau intolérable.

On connaît la position adoptée par Lévi dans la question italienne. Il cessa la lutte alors qu'il l'avait à peine commencée. Lorsqu'on lui signala la duplicité des serratistes, les dangers qu'il y avait à soutenir Serrati, et qu'on ne voulut pas rejeter exclusivement la faute sur les présidents du Comité Exécutif, Lévi lança un véritable défi aux autres camarades du parti. Il ne se donnait pas la peine de démontrer ses opinions; il se bornait à les exposer. Il exprimait sa méfiance sans bornes envers l'Internationale. Lorsqu'on lui demanda de faire la preuve de ce qu'il avançait, il traita ses interpellateurs d'imbéciles et d'ânes bêtés, qui ne comprenaient point le jeu que menait l'Exécutif de l'Internationale dans la coulisse. Il donna sa démission de président. Malgré ces insolences inouïes, on le pria de ne pas faire du

tort au parti en abandonnant son poste. Il devait s'efforcer d'appuyer par des raisons valables ses jugements sur les fautes de l'Internationale Communiste, afin d'y apporter le remède. Lévi répliqua qu'il n'y avait absolument rien à faire, que ses adversaires du Comité du parti n'étaient qu'un troupeau amorphe s'ils l'obligeaient à continuer à travailler avec eux.

Dès qu'il eut abandonné le Comité du parti, il entreprit sa campagne de vengeance. Cet homme, qui jusqu'alors au poste le plus élevé n'avait pas trouvé en lui l'initiative, la force, la constance nécessaires au travail journalier du parti, se sentit soudain l'âme d'un héros. Avec une joie mauvaïse, il se mit à signaler les fautes de la «gauche». Ces fautes il les désirait, car il avait fréquemment prédit la faillite complète de celle gauche dont les événements de mars, lui semblait-il, marquaient l'effondrement définitif en même temps que la fin du Comité abhorré de la III<sup>e</sup> Internationale. La chute de la gauche et du Comité Exécutif devait être l'arrêt de mort pour les décisions du III<sup>e</sup> Congrès mondial et, peut-être, marquer le jour où Paul Lévi, tel un jeune astre étincelant, allait monter à l'horizon et devenir le sauveur du mouvement communiste du monde entier. Sa critique ne connaissait pas de limites. Il ne reconnaissait aucune discipline; sa conduite était une provocation continuelle envers tous les camarades du parti. Il ne déposa pas son mandat de membre du Reichstag, quoiqu'il eût donné sa parole d'honneur de le faire dès que le parti l'exigerait. Pourtant, la circonscription qui l'avait élu à l'unanimité lui enjoignit de donner sa démission de député. Lévi profita de la possibilité de discréditer le parti et la discipline du parti: il déclara au Reichstag bourgeois qu'il conserverait son mandat, même, si le parti communiste en exigeait l'annulation en se basant sur le blanc-seing que lui, Lévi, avait signé. A sa brochure réquisitoire *Notre Voie* il donna comme épigraphe les paroles de Florian Geyer:

«Tonnerre et éclair, que nous importe! Repentir ou contrainte... Savez-vous ce que vous avez fait? La cause, la meilleure, la plus noble, la plus sacrée... la cause que Dieu vous a confiée un jour et que vous n'avez peut-être jamais plus entre les mains, cette perle précieuse, vous l'avez jetée dans l'étable aux pourceaux.»

En réponse à cette impitoyable accusation, les ouvriers se bornèrent à demander à Lévi s'il avait fait la moindre chose pour préserver le parti de ce dont il l'accusait. La conduite de Lévi pendant les trois années qu'il avait dirigé le parti, répondait pour lui. Le verdict fut tel: «Tu n'as pas le droit de parler ainsi, parce que tu n'as rien fait pour l'avoir. Tu prétends que tu voulais sauver le parti, mais tes actes tendaient à le pousser à l'abîme. Tu te disais son meilleur ami, et tu l'es associé maintenant à ses plus cruels ennemis. Aux heures pénibles, tu n'as pas été son défenseur, tu l'es fait son accusateur; tu n'as pas soutenu la discipline, tu l'as méprisée, tu l'as foulée aux pieds. Ton âme n'est pas hée au parti; tu n'es qu'un homme immensément vain, pour qui le parti n'a été qu'un moyen de se faire valoir; en te perdant, le parti n'a rien perdu.» Peut-être ce verdict

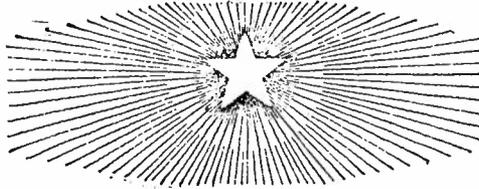
était-il trop rigoureux, mais jamais encore un chef de parti ne s'était tenu par toute sa conduite aussi loin des masses que Paul Lévi.

Paul Lévi brûla tous ses vaisseaux, il s'interdit toute possibilité de rentrer dans la III-e Internationale ainsi que dans le V. K. P. D. qu'il avait tenté de détruire. Après son exclusion, il organisa un complot à l'intérieur du parti. Il incita les camarades qui avaient confiance en lui à des actes nuisibles au parti. Il fit tout pour porter préjudice à ce dernier qui avait refusé de le suivre dans sa voie et qu'il avait par suite condamné à mort. Malgré ses prédictions, le parti se raffermi, s'épura, grandit et, pour le détruire, Lévi mène actuellement une politique de vengeance et de haine. Quelques-uns le soutiennent par amitié personnelle, d'autres parce qu'ils le considèrent comme un homme talentueux, mais incompris, qui ne tardera pas à donner sa mesure. Les derniers sont ceux qui ont perdu la foi en eux-mêmes, qui ont reculé devant les tâches gigantesques du parti communiste, se sentant incapables de les accomplir. Paul Lévi accusait l'Internationale de chercher à former des sectes au lieu de s'efforcer d'organiser les masses. Il lui

imputait l'intention de constituer des sectes de *putschistes*, de bakounistes et de blanquistes. C'était sa voie à lui, qui en réalité menait à la secte: à la secte des impuissants.

Lévi au fond est un homme de grand talent et il aurait pu devenir une force supérieure dans l'Internationale Communiste si son orgueil, son indiscipline, sa hauteur dans ses rapports avec les masses ne lui avaient enlevé les qualités nécessaires à un chef véritable. Des gens de cette sorte doivent en fin de compte faire tort à tout parti auquel ils sont affiliés. Nous avons tenu à mettre en lumière la personnalité et l'activité de Paul Lévi dans le Parti Communiste Allemand, car tous les partis ont dans leur sein des hommes semblables dont il est au plus haut point utile d'étudier la conduite. Ces gens ne sont jamais avares de belles phrases sur la mobilisation des masses prolétariennes; on les croit, on s'appuie sur eux comme sur des rocs inébranlables, et un beau jour on s'aperçoit que leur voie mène de la masse à la secte.

Fritz HECKERT.





N. LÉNINE.

## LETTRE AUX CAMARADES ALLEMANDS

Chers camarades,

Je me proposais, dans un article détaillé, d'exposer mon point de vue sur les leçons du III<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste. A mon grand regret, la maladie m'a empêché jusqu'à présent d'entreprendre ce travail. Votre parti, le Parti Communiste Unifié d'Allemagne (V. K. P. D.), ayant fixé son congrès au 23 août, je me hâte de vous écrire cette lettre que je dois terminer en quelques heures afin qu'elle vous parvienne à temps en Allemagne.

Autant que je puisse en juger, la situation du parti communiste en Allemagne est des plus pénibles. C'est compréhensible.

Tout d'abord et surtout, la situation internationale de l'Allemagne a, depuis la fin de 1918, très rapidement et très considérablement aggravé la crise révolutionnaire intérieure en poussant l'avant-garde du prolétariat à la conquête immédiate du pouvoir. En même temps, la bourgeoisie allemande et la bourgeoisie internationale, supérieurement armées et organisées, instruites par «l'expérience russe», se ruèrent avec une haine furieuse sur le prolétariat révolutionnaire allemand. Des dizaines de milliers des meilleurs ouvriers révolutionnaires d'Allemagne ont été assassinés et torturés par la bourgeoisie, par ses héros: Noske et sa séquelle; par ses laquais: les Scheidemann et autres; par ses auxiliaires voilés et «subtils» (et, par suite, particulièrement précieux pour elle): les chevaliers de l'Internationale 2<sup>1/2</sup> avec leur veulerie, leurs hésitations, leur pédantisme, leur esprit petit-bourgeois. Armée de pied en cap, la bourgeoisie tendait des pièges aux ouvriers, désarmés, les massacrait en masse, tuait leurs chefs qu'elle assassinait systématiquement l'un après l'autre, utilisant dans son œuvre les contre-révolutionnaires social-démocrates des deux nuances: celle de Scheidemann et celle de Kautsky. Et au moment de la crise, les ouvriers allemands se trouvèrent sans parti révolutionnaire, et cela par suite du retard apporté à la scission, par suite du joug de la maudite tradition de «l'unité» avec la bande vénales (Scheidemann et Leghien, David et C<sup>ie</sup>) et veule (Kautsky, Hilferding et leurs pareils) des laquais du Capital. Tout ouvrier honnête, conscient, qui avait pris au sérieux le manifeste de Bâle de 1912, qui n'avait pu le considérer comme une simple formalité de la part des canailles de la II<sup>e</sup> Internationale et de l'In-

ternationale 2<sup>1/2</sup>, sentit s'éveiller en lui une haine furieuse contre l'opportunisme de la vieille social-démocratie allemande, et cette haine—sentiment le plus noble, le plus grand de l'élite de la masse opprimée et exploitée—aveuglant les gens, ne leur permettant pas de raisonner froidement, d'élaborer une stratégie juste pour riposter à la stratégie supérieure des capitalistes de l'Entente, armés, organisés, instruits par «l'expérience russe», soutenus par la France, l'Angleterre, l'Amérique, cette haine, dis-je, poussait l'élite à des insurrections prématurées.

Voilà pourquoi, depuis la fin de 1918, le développement du mouvement ouvrier révolutionnaire en Allemagne a suivi une voie si pénible, si douloureuse. Mais ce mouvement est toujours allé et continue d'aller de l'avant. L'évolution constante à gauche de la masse ouvrière, de la majorité véritable des travailleurs et des exploités en Allemagne—qu'ils soient organisés dans les anciens syndicats menchévistes (servant la bourgeoisie) ou qu'ils ne soient pas du tout ou presque pas organisés—est un fait incontestable. Ne pas perdre son sang-froid, sa maîtrise de soi-même; mettre à profit toutes les fautes commises; travailler sans relâche à la conquête de la majorité parmi les masses ouvrières, dans les syndicats et hors des syndicats; construire avec patience un parti communiste fort, intelligent et capable de diriger vraiment les masses, quelle que soit la tournure que prennent les événements; élaborer une stratégie qui soit à la hauteur de la meilleure stratégie internationale de la bourgeoisie la plus avancée, la plus «éclairée» (par son expérience séculaire et surtout par «l'expérience russe»); voilà ce qu'il faut faire et ce que fera le prolétariat allemand, voilà ce qui lui assurera la victoire.

D'autre part, la pénible situation du Parti Communiste Allemand est encore aggravée en ce moment par la scission des mauvais communistes de gauche (K. A. P. D.) et de droite (Paul Lévi et son petit journal: *Unser Weg* ou *la Soviet*).

Les «gauches», ou partisans du K. A. P. D., ont reçu de nous, depuis le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, assez d'avertissements sur l'arène internationale. Tant qu'il ne s'est pas formé, dans les principaux pays du moins, des partis communistes assez forts, suffisamment expérimentés, on est obligé—et il est même jusqu'à un certain point utile—de tolérer la participation d'éléments demi-anarchistes aux congrès internationaux.

C'est utile dans la mesure où ces éléments peuvent servir aux communistes novices d'exemples de ce qu'il faut éviter et dans la mesure aussi où il sont encore capables eux-mêmes de s'instruire. Dans tout le monde, l'anarchisme se dissocie — et ce phénomène ne date pas d'hier, mais du commencement de la guerre impérialiste de 1914 — en deux courants: l'un, soviétiste; l'autre, antisoviétiste; l'un, pour la dictature du prolétariat et l'autre, contre cette dictature. Il faut donner à ce processus de dissociation de l'anarchisme le temps de mûrir et de se réaliser complètement. En Europe Occidentale, il n'existe presque pas de gens qui aient vécu des révolutions tant soit peu importantes; l'expérience des grandes révolutions y est presque complètement oubliée, et le désir d'être révolutionnaire et les conversations (et les résolutions) sur la révolution sont séparés du travail vraiment révolutionnaire par un long intervalle extrêmement pénible, lent et douloureux à franchir.

Il est évident, pourtant, que l'on ne peut et l'on ne doit tolérer qu'avec mesure les éléments demi-anarchistes. En Allemagne, nous les avons supportés très longtemps. Le III-e Congrès de l'Internationale Communiste leur a posé un ultimatum avec un délai déterminé. Si maintenant ils sont sortis eux-mêmes de l'Internationale Communiste, tant mieux! En premier lieu, ils nous ont évité la peine de les exclure. Ensuite, pour tous les ouvriers hésitants, pour tous ceux qui, par haine de l'opportunisme de la vieille social-démocratie, se sentaient attirés vers l'anarchisme, il est maintenant prouvé d'une façon détaillée, manifeste, par des faits précis, que l'Internationale Communiste a été patiente, qu'elle n'a pas expulsé immédiatement et sans appel les anarchistes, qu'elle les a écoutés attentivement et les a aidés à s'instruire.

Maintenant, il faut accorder moins d'attention aux partisans du K. A. P. D. Notre polémique avec eux ne peut que leur faire de la réclame. Ils sont trop inintelligents: il ne convient pas de les prendre au sérieux et il est inutile de se fâcher contre eux. Ils n'ont pas et n'obtiendront pas d'influence parmi les masses si nous ne faisons pas de fautes nous-mêmes. Laissons ce petit courant mourir de sa mort naturelle: les ouvriers se convaincront eux-mêmes de son inutilité. Propagandons le plus possible et appliquons dans la pratique les décisions d'organisation et de tactique du III-e Congrès de l'Internationale Communiste et évitons de polémiquer avec les partisans du K. A. P. D. et de leur faire ainsi de la réclame. La maladie infantile du communisme de gauche passe et passera à mesure que croîtra le mouvement.

De même, nous avons tort d'aider maintenant Paul Lévi, de lui faire de la réclame en polémiquant avec lui. Son plus grand désir est justement que nous discutions avec lui. Il faut l'oublier après le III-e Congrès de l'Internationale Communiste et concentrer toute notre attention et toutes nos forces sur le travail pacifique (sans dispute, sans polémique, sans rappel des querelles d'hier), positif, actif, dans l'esprit des décisions du III-e Congrès. A mon avis, l'article du camarade Radek:

*L'action de mars au III-e Congrès mondial et la tactique ultérieure* (publié par l'organe central du V. K. P. D., la *Rote Fahne*, N°N° des 14 et 15 juillet 1920) pêche fortement contre cette résolution générale et unanime du III-e Congrès. Cet article, qui m'a été envoyé par un camarade des milieux communistes polonais, est dirigé sans utilité aucune — et même au préjudice de notre cause — non seulement contre Paul Lévi (cela n'aurait encore pas d'importance), mais aussi contre Clara Zetkine. Or, Clara Zetkine a elle-même conclu à Moscou, au moment du III-e Congrès, un «traité de paix» avec le Comité Central du Parti Communiste Unifié d'Allemagne, traité par lequel elle s'engage à une collaboration amicale en dehors de toute fraction. Ce traité a été approuvé par nous tous. Emporté par son ardeur, le camarade Radek est même allé, dans sa polémique intempestive, jusqu'à porter atteinte à la vérité en attribuant à Clara Zetkine l'intention de remettre (*verlegt*) toute action du parti (*jede allgemeine Aktion der Partei*) au jour où les grandes masses se lèveront (*auf den Tag wo die grossen Massen aufstehen werden*). Par de tels procédés, le camarade Radek rend à Paul Lévi le meilleur des services que celui-ci puisse désirer. Paul Lévi ne veut qu'une chose: c'est que la discussion se prolonge indéfiniment, que le plus de monde possible soit entraîné dans le différend, que l'on arrive à faire sortir Clara Zetkine du parti par des violations polémiques du traité de paix qu'elle a conclu et qui a été approuvé par toute l'Internationale Communiste. Par son article, le camarade Radek a donné un magnifique exemple de la façon dont on peut venir de gauche en aide à Paul Lévi.

Je dois expliquer ici aux camarades allemands pourquoi j'ai si longtemps défendu Paul Lévi au III-e Congrès. Tout d'abord, parce que j'ai fait sa connaissance par l'intermédiaire de Radek en Suisse, en 1915 ou 1916. Déjà alors, Lévi était bolchévik. Or, je ne puis pas ne pas nourrir une certaine méfiance envers ceux qui sont venus au bolchévisme seulement après sa victoire en Russie et après une série de victoires sur l'arène internationale. Mais cette raison, il va de soi, a relativement peu d'importance, car en somme je connais personnellement très peu Paul Lévi. Il y avait une deuxième raison, celle-là beaucoup plus importante. C'est que Lévi dans le fond avait raison en beaucoup de points de sa critique de l'action de mars 1921, en Allemagne (mais non quand il qualifie cette action de *putsch*, ce qui est une parfaite absurdité).

Lévi, il est vrai, a fait tout ce qui était possible et même impossible pour affaiblir et détruire tout l'effet de sa critique, pour s'empêcher à lui et aux autres la compréhension de l'essence de l'affaire par une foule de petits détails dans lesquels il a incontestablement tort. Lévi a enveloppé sa critique sous une forme inadmissible et nuisible. Lévi, qui prêchait aux autres une stratégie prudente et réfléchie, a lui-même commis une étourderie digne d'un gamin: il s'est lancé dans la bataille si prématurément, si aveuglément, si étrangement qu'il devait fatalement perdre cette «bataille» (et pour de longues années se gêner son avenir révolutionnaire et se rendre difficile

tout travail ultérieur) qu'il pouvait et devait même gagner. Au lieu d'agir en membre de l'Internationale Communiste prolétarienne, Lévi a agi en intellectuel anarchiste (cela se l'homme en allemand, si je ne m'abuse, *Edelanarchist*). Lévi a enfreint la discipline.

Par cette série de fautes stupides, Lévi a rendu difficile la concentration de l'attention sur le fond de l'affaire. Or, le fond de l'affaire, c'est-à-dire l'appréciation et la correction des fautes innombrables commises par le Parti Communiste Unifié d'Allemagne lors de l'action de mars 1921, avait et a encore une immense importance. Pour élucider et corriger ces fautes (que d'aucuns ont présentées comme des exemples typiques de la tactique marxiste), il fallait être à l'aile droite pendant le III-e Congrès de l'Internationale Communiste; sinon, la ligne de l'Internationale Communiste n'eût pas été juste.

J'ai défendu et je devais défendre Lévi parce qu'il avait au Congrès des adversaires qui se bornaient à crier au menchévisme et au centrisme, sans vouloir voir les fautes de l'action de mars et la nécessité de les élucider et de les corriger. Ces gens transformaient le marxisme révolutionnaire en caricature, faisaient de la lutte contre le centrisme un sport ridicule. Ces gens menaçaient de faire le plus grand tort à notre cause, car «personne au monde ne peut compromettre les marxistes-révolutionnaires s'ils ne se compromettent eux-mêmes.»

Je disais à ces gens: Admettons que Lévi soit menchévik. Le connaissant peu personnellement, j'y consentirai si cela m'est prouvé. Mais cela n'est pas encore prouvé. Jusqu'à présent, la seule chose qui soit prouvée, c'est qu'il a perdu la tête. Or, c'est une puérile sottise que de proclamer, pour cela seulement, un homme menchévik. La formation de chefs de parti expérimentés et influents est chose longue, difficile. Et sans ces chefs, la dictature, «l'unité de volonté» du prolétariat ne seront que des phrases. Chez nous, en Russie, la formation du groupe des dirigeants a duré 15 années (1903-1917); 15 années de lutte contre le menchévisme, 15 années de persécutions tsaristes, 15 années parmi lesquelles il y a eu les années de la première révolution (1905), laquelle était une grande et puissante révolution. Et pourtant, chez nous il est arrivé, même à des camarades supérieurement doués, de perdre parfois la tête. Si les camarades d'Occident s'imaginent qu'ils sont assurés contre toute éventualité de ce genre, ils font preuve d'une puérilité qu'il faut absolument combattre.

Lévi devait être exclu pour violation de la discipline. La tactique devait être déterminée sur la base de l'éclaircissement complète et de la rectification des fautes de l'insurrection de mars 1921. Si, après cela, Lévi voulait continuer à se conduire comme par le passé, il confirmerait que l'on avait eu raison de l'exclure, et ce serait pour les ouvriers hésitants ou incertains la démonstration péremptoire de la justesse des décisions prises par le III-e Congrès à son égard.

Plus j'ai été réservé au Congrès dans l'appréciation des fautes de Lévi, et plus je suis fondé à dire maintenant que ce dernier s'est hâté de

donner raison aux pronostics les plus pessimistes. J'ai devant moi le N° 6 de son journal, *Unser Weg* (15/VII 1921). Une déclaration publiée par la rédaction en tête du journal nous montre que Paul Lévi a connaissance des décisions du III-e Congrès. Quelle est sa réponse? De petites phrases menchévistes sur la grande excommunication (*grosser Bann*), sur le droit canonique (*kanonisches Recht*), sur son intention d'examiner ces décisions en «pleine liberté» (*in vollständiger Freiheit*). Quelle liberté plus complète Paul Lévi peut-il désirer, lorsqu'il est «libéré» du titre de membre du parti et de membre de l'Internationale Communiste? Et après cela, les autres membres du parti vont encore collaborer anonymement à son journal!

Tout d'abord, une perfidie contre le parti, une querelle sournoise, un sabotage du travail du parti.

Ensuite, l'examen des décisions du congrès.

Voilà qui est parfait.

Mais Lévi se coule ainsi complètement.

Paul Lévi voudrait faire durer la querelle.

Ce serait une lourde faute stratégique que de satisfaire ce désir. Je serais d'avis que les camarades allemands interdisent toute polémique avec Lévi et son journal dans les quotidiens du parti. Il ne faut pas lui faire de réclame; il ne faut pas lui permettre de détourner sur des choses sans importance l'attention du parti dont la lutte est la tâche véritable, essentielle. En cas d'extrême nécessité, on pourra polémiquer dans des revues hebdomadaires et mensuelles ou dans des brochures, mais on s'efforcera de ne pas faire aux gens du K. A. P. D. et à Paul Lévi le plaisir de les nommer; en parlant d'eux, on dira simplement: «quelques critiques pas très intelligents, qui veulent à tout prix se considérer comme des communistes.»

On me fait savoir qu'à la dernière séance du Comité Central (*Ausschuss*), un membre de la gauche, Frisland, a même été obligé de s'élever véhémentement contre Maslof qui veut jouer au gauchisme et s'entraîner au sport de la «chasse aux centristes». Par sa conduite irraisonnée (pour employer un euphémisme), ce Maslof s'est également fait remarquer ici, à Moscou. Il faudrait bien que le parti allemand envoyât pour un an ou deux en Russie soviétique ce Maslof et deux ou trois de ses adeptes et émules, qui ne veulent pas observer le «traité de paix» et témoignent d'un zèle irréflecti. Nous leur trouverions ici un travail utile. Nous les transformerions. Et il en reviendrait un grand profit au mouvement international et au mouvement allemand.

Les communistes doivent à tout prix mettre fin à leur querelle intérieure, écarter les brouillons de droite aussi bien que de gauche, oublier Paul Lévi et les gens du K. A. P. D., et s'occuper du travail véritable.

Ce n'est pas le travail qui manque!

Les résolutions de tactique et d'organisation du III-e Congrès de l'Internationale Communiste marquent, à mon avis, pour le mouvement un grand pas en avant. Il faut tendre toutes nos forces pour faire appliquer effectivement ces deux résolutions. C'est difficile, mais on peut et on doit le faire.

Tout d'abord, les communistes devaient à la face du monde entier proclamer leurs principes. Ils l'ont fait au I-er Congrès. C'a été le premier pas.

Le second pas a été l'organisation de l'Internationale Communiste et l'élaboration des conditions d'adhésion à cette Internationale, des conditions de séparation d'avec les centristes, d'avec les agents directs et indirects de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. C'est ce qu'a fait le II-e Congrès.

Au III-e Congrès nous devons entreprendre un travail actif, positif: déterminer concrètement, en tenant compte de l'expérience pratique de la lutte communiste déjà commencée, comment il faut mener maintenant le travail sous le rapport de la tactique et sous celui de l'organisation. Ce troisième pas, nous l'avons fait également. Nous avons une armée de communistes dans tout le monde. Elle est encore mal instruite, mal organisée. Il serait des plus nuisibles à notre cause d'oublier cette vérité ou de ne pas oser la reconnaître. Cette armée, il faut, le plus activement possible, avec une prudence extrême et un contrôle rigoureux sur soi-même et en étudiant l'expérience de son propre mouvement, l'instruire, l'organiser de façon convenable, l'éprouver par toutes sortes de manœuvres, dans des combats variés, dans des opérations d'offensive et de retraite. Sans une longue et pénible école, il est impossible de vaincre.

Le «clou» de la situation dans le mouvement communiste international, en été 1921, consistait en ce que quelques-unes des parties les meilleures et les plus influentes de l'Internationale Communiste n'avaient pas compris cette tâche tout à fait comme il le fallait, avaient *légèrement exagéré* la lutte contre le centrisme, avaient *légèrement franchi* la limite au delà de laquelle cette lutte devient un sport qui compromet le marxisme révolutionnaire.

Tel était le «clou» du III-e Congrès.

L'exagération était minime. Mais le danger qu'elle recéléait était très grand. Il était difficile de le combattre, car cette exagération était commise par les éléments les meilleurs, les plus dévoués, sans lesquels probablement il n'y aurait pas du tout d'Internationale Communiste. Dans les amendements de tactique publiés dans le journal *Moscou* en français, en allemand et en anglais, sous la signature des délégations allemande, hongroise et italienne, cette exagération s'est manifestée avec netteté, avec d'autant plus de netteté que lesdits amendements portaient sur le projet déjà terminé (après un long et minutieux travail de préparation) de résolution. Le rejet de ces amendements a été un redressement de la ligne de l'Internationale Communiste, une victoire sur le danger de l'exagération.

L'exagération, si l'on n'y mettait bon ordre, perdrait sûrement l'Internationale Communiste, car «personne au monde ne peut compromettre les marxistes-révolutionnaires s'ils ne se compromettent eux-mêmes.» Personne au monde ne pourra empêcher la victoire des communistes sur la II-e Internationale et l'Internationale 2<sup>1/2</sup> (et cela signifie, dans les conditions de l'Europe

Occidentale et de l'Amérique du XX-e siècle, après la première guerre impérialiste, la victoire sur la bourgeoisie) si les communistes-eux-mêmes ne l'empêchent pas.

Or exagérer, ne fût-ce qu'un tout petit peu, c'est empêcher la victoire.

Exagérer la lutte contre le centrisme, c'est sauver le centrisme, c'est consolider sa situation, fortifier son influence sur les ouvriers.

Nous avons appris, pendant la période du III-e Congrès, à mener victorieusement la lutte contre le centrisme sur l'échelle internationale. Les faits l'ont prouvé. Cette lutte, nous la continuerons (exclusion de Lévi et du parti Serrati) jusqu'au bout.

Mais nous n'avons pas encore appris à combattre sur l'échelle internationale les exagérations injustifiées dans la lutte contre le centrisme. Mais nous avons compris notre défaut, comme l'ont démontré la marche et l'issue du III-e Congrès. Et c'est précisément parce que nous avons compris notre défaut que nous nous en débarasserons.

Alors nous serons invincibles, car sans appui au sein du prolétariat (par les agents bourgeois de la II-e Internationale et de l'Internationale 2<sup>1/2</sup>) la bourgeoisie, en Europe Occidentale et en Amérique, ne sera pas en état de maintenir son pouvoir.

Une préparation plus minutieuse, plus solide aux nouvelles batailles défensives et offensives, batailles de plus en plus décisives: voilà ce à quoi visent essentiellement les décisions du III-e Congrès.

«... Le communisme deviendra en Italie une force si le Parti Communiste Italien, luttant incessamment, inégalement, contre la politique opportuniste du «serratism», arrive en même temps à entrer en liaison étroite avec les masses prolétariennes dans les syndicats, dans les grèves, dans les batailles contre les organisations contre-révolutionnaires des fascistes, à fonder en un tout unique les mouvements de toutes les organisations de la classe ouvrière et à transformer les actions spontanées de cette dernière en batailles soigneusement préparées...»

«... Le Parti Communiste Unifié d'Allemagne sera d'autant plus en état de réaliser des actions de masses qu'il saura mieux adapter ses mots d'ordre de combat à la situation véritable, étudier plus soigneusement cette situation, réaliser ses actions avec le plus d'ensemble et de discipline possible...»

Tels sont les passages essentiels de la résolution adoptée par le III-e Congrès sur la tactique.

La conquête de la majorité du prolétariat: voilà la «tâche principale» (titre du § 3 de la résolution tactique).

Cette conquête de la majorité, nous ne la comprenons pas, il va de soi, au sens officiel du mot comme les chevaliers de la démocratie bourgeoise de l'Internationale 2<sup>1/2</sup>. Quand à Rome, en juillet 1921, le prolétariat tout entier, y compris le prolétariat réformiste des syndicats et le prolétariat centriste du parti Serrati, a suivi les communistes contre les fascistes, c'était pour nous la conquête de la majorité de la classe ouvrière.

Cette conquête était encore loin d'être décisive; c'était une conquête partielle, éphémère, locale seulement. Mais c'était une conquête de

la majorité. Une telle conquête est possible même quand la majorité du prolétariat suit officiellement les chefs de la bourgeoisie ou les chefs menant une politique bourgeoise (ce que font tous les leaders de la II-e Internationale et de l'Internationale 2<sup>1/2</sup>), ou quand la majorité du prolétariat hésite. Cette conquête avance partout, sûrement, dans le monde entier. Préparons-la avec plus d'ardeur et de soin, ne laissons passer aucune des occasions où la bourgeoisie oblige le prolétariat à se lever pour la lutte, apprenons à déterminer avec justesse les moments où les masses du prolétariat *ne peuvent pas* ne pas se lever avec nous.

Alors la victoire sera assurée, quelque dures que puissent être les défaites isolées que nous aurons encore à subir et les étapes que nous aurons à franchir dans notre grande campagne.

Nos procédés tactiques et stratégiques retardent encore (à en juger sur l'échelle internationale) sur la stratégie supérieure de la bourgeoisie, qui s'est instruite à l'expérience de la Russie et qui ne se laissera pas «prendre au dépourvu». Mais nous avons infiniment plus de forces qu'elle; nous apprenons la tactique et la stratégie, «sciences» dans lesquelles nous avons fait des progrès sensibles grâce à l'expérience des fautes de l'action de mars 1921. Ces sciences, nous arriverons à nous les assimiler parfaitement.

Dans la grande majorité des pays, nos partis sont encore loin d'être des partis communistes

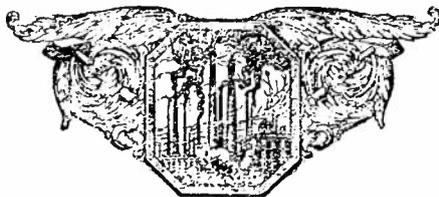
véritables, de véritables avant-gardes de la seule classe vraiment, purement révolutionnaire, des partis dont tous les membres sans exception prennent part à la lutte, au mouvement, à la vie journalière des masses. Mais nous connaissons ce défaut, nous l'avons dévoilé dans la résolution du III-e Congrès sur le travail du parti. Et ce défaut, nous le vaincrons.

Camarades communistes allemands, permettez-moi en terminant de souhaiter que votre congrès du 22 août mette fin pour toujours aux luttes mesquines contre les éléments qui ont opéré leur scission à droite ou à gauche. Assez de lutte infestine! A bas tous ceux qui voudront directement ou indirectement la prolonger! Nous avons maintenant une vue beaucoup plus claire et beaucoup plus concrète de nos tâches qu'hier; nous n'avons pas peur de signaler ouvertement nos fautes, afin de nous en corriger. Nous consacrerons toutes les forces du parti à l'amélioration de son organisation, à l'augmentation de la qualité et de la quantité de son travail, à la réalisation d'une liaison plus étroite avec les masses, à l'élaboration d'une tactique et d'une stratégie de plus en plus justes et exactes de la classe ouvrière.

Salut communiste.

N. LÉNINE.

14 août 1921.





Boris SOUVARINE.

## LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS A LA VEILLE DU CONGRÈS DE MARSEILLE

Le Parti communiste français tiendra à la fin de l'année, à Marseille, son premier congrès politique proprement dit, c'est-à-dire le premier congrès à l'occasion duquel le Parti aura été appelé à discuter de questions de doctrine et de tactique.

Le Parti avait tenu au mois de mai un congrès dit « administratif », consacré à la revision des statuts du vieux Parti. Une grave erreur fut commise à ce moment-là par suite de cette conception du caractère administratif attribué à un congrès qui traitait, en réalité, un problème d'ordre éminentement politique: celui de la structure et de l'organisation d'un parti communiste.

En effet, selon la conception que l'on se fait de la phase de la lutte des classes consécutive à la guerre impérialiste et des formes actuelles de cette lutte, le parti du prolétariat s'organisera en formation exclusivement destinée au recrutement et aux discussions éclectiques ou en formation de combat centralisée, disciplinée, préoccupée avant tout de réaliser le maximum d'homogénéité dans sa composition, de cohésion dans ses rangs, d'unité dans ses conceptions comme dans son action.

Les résolutions et les thèses adoptées par l'Internationale Communiste dans ses deux premiers congrès généraux démontrent avec un grand luxe d'arguments la nécessité pour le prolétariat mondial de s'organiser dans tous les pays en parti politique répondant aux nécessités d'une lutte de classes déclarée et qui va s'intensifiant. Les 21 conditions arrêtées par le 2-e Congrès International et imposées à tous les partis adhérents, n'avaient pas d'autre objet que de faire entrer dans la pratique les conclusions organisatrices qui découlent des postulats et des démonstrations théoriques et doctrinales précédemment adoptés.

Le Comité Directeur du Parti français a donc méconnu le fondement politique du problème de l'organisation. Il a résulté de son erreur un congrès vraiment « administratif », selon la mode d'autrefois, c'est-à-dire un examen superficiel, une discussion écriquée, des décisions inorganiques. Les vieux statuts ont été révisés et remaniés avec timidité, les dispositions de la résolution communiste de Tours y ont été introduites avec un excès de prudence, sans que l'esprit de cette résolution inspirât la refonte.

Si l'erreur a passé inaperçue de la plupart des membres du Parti à ce moment, elle a du moins été comme instinctivement perçue par des militants ardents qui n'ont pas pu malheureusement l'analyser et la combattre avec clairvoyance. Il en est résulté, certes, de véritables améliorations du projet de statuts soumis à l'épreuve des discussions, et cela grâce à l'intervention du Comité de la III-e Internationale (privé de quelques-uns de ses membres les plus autorisés), mais aussi quelques manifestations de démagogie stérile qui n'ont été d'aucun profit pour les statuts adoptés.

Une autre erreur du Comité Directeur comme de tous les éléments actifs du Parti a été de considérer la résolution de Tours comme une sorte d'expression suprême de l'idée communiste en France, alors qu'elle n'avait été, dans la pensée de ses rédacteurs, que la traduction minimum des conceptions générales de l'Internationale Communiste. Les militants les plus qualifiés du Comité de la III-e Internationale, en consentant à certaines concessions de forme et en sacrifiant quelques points secondaires du programme assigné par le 2-e Congrès mondial, dans le but de réaliser l'accord avec la fraction qui désirait sincèrement s'unir à la leur, n'entendaient nullement renoncer à la revendication intégrale et à l'effort d'application intégrale des résolutions de l'Internationale. Pour eux, la résolution et le vote de Tours ne devaient point être l'aboutissement, le couronnement de tout leur travail, mais bien le point de départ d'un nouveau travail, de nouveaux efforts, de luttes nouvelles pour l'entraînement du Parti communiste français vers de nouvelles étapes de perfectionnement.

Il eût été nécessaire que la direction du Parti, après Tours, se mit à la besogne pour élaborer une base doctrinale fondamentale. La résolution de Tours pouvait en tenir lieu provisoirement, mais elle ne comportait pas les développements nécessaires à la composition d'un programme politique complet; elle était muette sur plusieurs questions essentielles et encore imprécise sur plusieurs autres. C'est ainsi que la question de la défense nationale peut encore être posée devant le Parti qui devra prononcer son mot sur ce point à Marseille, plus de deux ans après les autres partis communistes. C'est ainsi que la conception du Parti sur le travail des communistes dans les

syndicats n'est pas encore définie. C'est ainsi que le Parti n'a apporté encore aucune suggestion pour la formation d'organismes ouvriers sur la base des usines et des ateliers, sur la question du contrôle ouvrier, etc. Le Parti français s'est laissé distancer par tous les autres grands partis communistes et il doit accomplir de grands efforts pour prendre le rang que l'histoire lui assigne.

Ce que le Parti français n'a pas osé ou n'a pas pu faire jusqu'à ce jour, devra nécessairement être fait. Une bonne partie de la tâche a été confiée au Congrès de Marseille. Mais il restera encore de grands efforts à accomplir pour que le Parti se hausse au niveau de l'Internationale et pour qu'il fasse son profit des matériaux préparés et accumulés par trois congrès internationaux.

Le Parti français, après son acceptation des thèses essentielles du communisme révolutionnaire et son adhésion à la nouvelle Internationale, a manqué de cette impulsion initiale qui devait donner à cette acceptation et à cette adhésion leur pleine valeur effective. Mais constater le fait ne suffit pas: il faut encore l'expliquer et réagir contre. L'explication se trouve aisément dans la perte de deux générations de militants expérimentés, dans la dislocation des cadres du Parti, dans l'affaiblissement inévitable que celui-ci a momentanément subi du fait de ses amputations, — tout ceci exigeant un grand effort de reconstitution et de réorganisation auquel le Parti s'est adonné depuis Tours. Quant à la réaction nécessaire, elle reste encore à faire aux meilleurs éléments du Parti, ceux qui sont animés de l'esprit de l'Internationale Communiste.

Ces camarades qui participent de cœur et d'esprit à la vie de l'Internationale Communiste ne peuvent plus laisser passer la moindre occasion propice d'imprimer au Parti un nouvel élan. Ils ne sauraient prolonger le silence et l'inaction qu'ils ont observés, croyant affermir ainsi l'unité du nouveau Parti communiste. On ne doit plus voir dans ce parti des assemblées comme le Conseil National, réuni en octobre pour l'audition des rapports de la délégation française au Congrès de Moscou, toute discussion, toute application des décisions prises étant renvoyées au Congrès de fin d'année. Il est déjà bien tard, quoiqu'il ne soit jamais trop tard, pour alimenter et intensifier la vie spirituelle du Parti, ralentie après les discussions passionnées qui aboutirent au dénouement de Tours.

### Les tendances du Parti

A la veille du Congrès de Marseille, quel est l'état physique et moral du Parti?

Ses forces en effectifs sont restées à peu près stationnaires, s'élevant à environ 130.000 membres comme après la scission de Tours. Son travail intérieur a consisté beaucoup plus dans la réorganisation de ses cadres et de ses ramifications que dans des efforts de recrutement. Quoiqu'en pensent certains membres du Parti, il n'y a là rien d'alarmant. Le Parti a mieux à faire qu'à enfler inconsidérément ses contingents. Il est pré-

férable qu'il s'éduque, qu'il se discipline, qu'il s'entraîne à la lutte. La presse communiste prospère, le dévouement des adhérents a reconstitué les ressources matérielles de leurs organisations: ce ne sont pas là des résultats négligeables, et ils valent d'être mis en lumière à côté des fautes commises au cours de l'année. Quant à l'orientation du Parti, ou plutôt aux orientations qui s'esquissent en lui, elles méritent de retenir longuement l'attention.

Il faut, avant tout, écarter toute supposition ou prévision d'un danger «de gauche» en France. Ni l'antiparlementarisme, ni le désir de scission des syndicats, ni la volonté de «tactique offensive» ne se sont exprimés dans le Parti. Les erreurs qu'a pu commettre la Jeunesse Communiste, sévèrement critiquées au 3<sup>e</sup> Congrès de Moscou, sont purement accidentelles, et nul n'a prétendu les systématiser. Ces erreurs n'ont été d'ailleurs que la conséquence d'une ardeur méritoire que la direction du Parti n'a pas su employer, et il faut reconnaître que les rares excès reprochés à nos jeunes sont plutôt d'heureux symptômes d'activité et de vaillance que des maux affligeant le Parti. Autre chose a été la manifestation, en juin, de certaine tendance qui n'avait de «gauche» que l'épithète qu'elle se donnait volontiers, et qui eût créé un pernicieux courant de démagogie si elle avait persisté. Cette tendance mérite d'être combattue sans faiblesse parce qu'elle discréditerait les grandes idées communistes dont elle se réclame, — mais il est bon de prendre en considération certaines de ses critiques justifiées, visant l'inaction du Parti, la carence fréquente de sa direction, les fautes commises çà et là par des membres ou des organisations du Parti.

Alors qu'il ne s'est pas formé de tendance organique de gauche, on assiste actuellement à la formation d'une véritable tendance *de droite*, avec toutes les caractéristiques du réformisme et de l'opportunisme, et c'est là qu'est le danger pour le mouvement communiste français. Cette droite se constitue sous nos yeux en fraction, avec ses porte-parole autorisés, sa presse, et si elle n'arbore pas encore fièrement un drapeau, du moins se répand-elle déjà en sourdes menaces que nous n'entendons pas laisser sans réplique.

Les faiblesses de notre Parti, qui sont visibles à l'œil nu et dont tous les membres du Parti, sans exception, sont pour leur part responsables, sont combattues par les propagateurs sincères de l'idée communiste; les opportunistes, par contre, les justifient et tâchent à les élever à la hauteur d'un système. Les premiers déplorent les erreurs, les faux pas de leur Parti et s'appliquent à les lui épargner dans l'avenir; les seconds considèrent ces maux comme un état normal et font obstacle aux tentatives de ceux qui prétendent y remédier. Cette situation se précise de plus en plus, et, après une année de conciliation et de trêve tacitement consenties, un nouveau conflit de tendances apparaît inévitable. Il est provoqué par l'activité croissante d'éléments jouant, dans le Parti communiste, le rôle d'agents du parti dissident de Renaudel et de Longuet, ou subsistant inconsciemment beaucoup plus l'influence de ce parti que celle de l'Internationale Communiste.

Il importe de le limiter dans son développement et d'enrayer ses effets par une lutte ouverte contre l'opportunisme qui relève la tête dans une des sections de l'Internationale Communiste après s'être quelque temps dissimulé ou masqué.

La tendance qu'il importe de dénoncer comme dangereuse pour le mouvement ouvrier français, mérite à tous égards le nom de droite par le caractère spécifique qu'elle revêt à mesure que se dessinent les divers aspects de ses conceptions. Il suffira d'en marquer ici les principaux traits pour que tous les communistes reconnaissent, à première vue, le vieil ennemi qu'ils ne cessent de combattre.

### Une tendance de droite

Cette tendance participe de l'état d'esprit imprégné de nationalisme qui était celui de toutes les sections de la II<sup>e</sup> Internationale, et en vertu duquel on se gardait soigneusement d'intervenir dans les affaires des partis «étrangers». Selon cette mentalité, un communiste français n'a pas le droit de parler à la tribune d'un congrès socialiste italien comme s'il était lui-même membre de ce congrès. La même mentalité supporte difficilement que les révolutionnaires russes, quels que soient les titres qu'ils aient à la gratitude et à l'admiration du prolétariat international, se permettent de critiquer des communistes français ou soi-disant tels. Surtout, la même mentalité s'insurge contre l'imixtion du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dans les discussions et les actions des divers partis communistes, principalement dans celles du Parti français. Les déclarations de Clara Zetkin, Valetsky, Treint, Owerstraeten, etc., au récent Congrès de Milan, la délégation également récente d'un membre de l'Exécutif auprès de la direction du Parti français, etc., sont autant de faits qui répugnent à ces singuliers internationalistes. Ceux-ci acceptent volontiers que l'Exécutif condamne l'opportunisme de gauche, la maladie infantile du communisme, et ils applaudissent à ces interventions contre les extrémistes à tout prix. Mais quand l'Exécutif critique et combat l'opportunisme de droite, la maladie sénile du socialisme, ils en sont offensés, voire même indignés. Ils polémisent contre l'Exécutif, non pas en répondant aux critiques ou en opposant leurs conceptions aux siennes, mais en l'invitant à laisser les Français tranquilles: les Français sont au-dessus de tout reproche, et bien insolent qui vient les contredire. N'ayant pas toujours le courage de s'en prendre ouvertement à l'Exécutif ou à son président Zinoviev, ils accablent volontiers le représentant du Parti français à Moscou, comme si celui-ci était le mauvais génie des représentants de tous les autres partis qui composent l'organisme dirigeant de l'Internationale. Il suffit de lire les articles de Verfeuil, de Fabre, de Méric dans le *Journal du Peuple* pour se convaincre de l'existence de cette sorte de nationalisme.

La même tendance exprime un désir abstrait d'«unité» et même ne craint pas quelquefois de formuler une volonté concrète de rétablir cette association immorale qui constituait l'ancien parti

socialiste. Elle remet en question la scission de Tours, cette délivrance du mouvement révolutionnaire français. Elle va même jusqu'à remettre en question la fondation de l'Internationale Communiste et celle de l'Internationale Syndicale Rouge, sous le prétexte qu'il ne faut pas quitter une organisation, mais la conquérir de l'intérieur. Des articles de Verfeuil et de Fabre, dans le journal déjà nommé, soutiennent ces points de vue.

La même tendance, hostile au Comité Exécutif, prend fait et cause pour les dissidents internationaux de l'Internationale Communiste. Dans la *Vague*, Brizon a pu appeler l'héroïque mouvement prolétarien de Mars en Allemagne une «insurrection de manche à balai» et commenter en une langue particulièrement injurieuse les sacrifices consentis par les ouvriers allemands à leur cause communiste: pour avoir voulu imiter Lévi, il n'a réussi qu'à parodier odieusement les critiques de ce dernier — qui n'aurait pu que manifester son dégoût s'il avait lu dans la *Vague* les prétendus développements de sa thèse. Tout récemment, dans le *Journal du Peuple*, Rappoport prenait la défense de «notre bon ami Serrati» et attribuait au Comité Exécutif un manque de tact dans son intervention au Congrès de Milan. Après s'être approprié un mot de feu Georges Plékhanov sur le tact et la tactique sans rendre à son auteur ce qui lui était dû, ce professeur de tact insinuaît que l'Exécutif pousse les masses du Parti socialiste italien «dans le chemin de la trahison» en excluant de l'Internationale le parti de Serrati. «Les masses ouvrières italiennes sont en grande partie solidaires de Serrati», dit le professeur de tact, qui oublie que ces masses sont trompées par Serrati et qu'elles ne peuvent être détrompées que par la rupture de l'Internationale Communiste avec un parti de verbalisme révolutionnaire et d'opportunisme pratique.

La même tendance cherche à tirer profit de la nouvelle politique du gouvernement des Soviets et prétend en faire une transposition arbitraire dans la politique du Parti français, y puiser la justification de l'opportunisme. Aux compromis que consent momentanément à la bourgeoisie internationale le gouvernement des Soviets pour assurer au prolétariat russe de meilleures conditions de vie et de lutte, à ces compromis imposés à l'avant-garde de la révolution par la lenteur du développement du mouvement révolutionnaire mondial, on voudrait faire correspondre en France des compromissions profitables exclusivement à la bourgeoisie et détournant le prolétariat français de la voie révolutionnaire.

La même tendance se manifeste à l'occasion de certaines élections partielles, quand celles-ci comportent un deuxième tour de scrutin. On parle encore de «bloc des gauches», ou d'entente avec les partis les plus proches du nôtre par leur programme, comme si le parti politique unique du prolétariat pouvait abandonner une parcelle des revendications intégrales de la classe exploitée. Pour justifier une compromission qui serait fatale à l'autorité du Parti communiste, certains prennent pour prétexte l'exemple d'une campagne électorale récente où le Parti fit appel, au second tour de scrutin, aux masses qui avaient été entraî-

nées au premier tour par d'autres partis, appel qui ne comportait pas la moindre renonciation au programme communiste, le moindre abandon de la moindre partie de ce programme, qui gardait intacte l'indépendance complète du Parti communiste et tendait, selon une tactique classique, à détacher des chefs consciemment contre-révolutionnaires les masses inconscientes dévoyées à leur suite.

La même tendance s'exprime à propos des rapports du Parti communiste avec les syndicats ouvriers. Sous prétexte d'autonomie des organisations corporatives, de leur caractère apolitique, et en réalité par paresse devant la tâche de pénétration et de propagande communistes dans les syndicats, on préconise une théorie de «laissez-faire, laissez-passer», d'abstention de toute participation à l'activité intellectuelle, de nature inévitablement politique, des syndicats. On reproche à l'Internationale Syndicale Rouge et à l'Internationale Communiste une ingérence insupportable dans les affaires des syndicats français. C'est encore là une des manifestations du nationalisme signalé plus haut. On prétendrait que dans les organisations ouvrières internationales, politiques et syndicales, les sections françaises seules jouissent d'une autonomie absolue et du droit de répudier les engagements pris en commun, tandis que les autres sections seraient liées par leurs engagements. On critique les décisions de Moscou sur la liaison organique indispensable des deux Internationales et sur la liaison organique souhaitable entre le Parti communiste et les syndicats révolutionnaires dans chaque pays. Mais, en même temps, on accepte la fondation en France d'un Comité mixte qui prend successivement des étiquettes diverses, soit qu'il se propose de lutter contre les menaces de guerre impérialiste, soit qu'il s'assigne pour tâche de secourir les affamés de Russie, de combattre les projets de lois scélérates dirigées contre la propagande révolutionnaire dans l'armée, de mener campagne pour que justice soit faite à deux militants anarchistes italiens condamnés à mort, aux États-Unis. En d'autres termes, en matière de liaison organique on accepte la chose, mais on repousse avec horreur le nom. Et l'on agite périodiquement le spectre de la subordination des syndicats au Parti et de l'Internationale Syndicale Rouge à l'Internationale Communiste, comme si les résolutions et les thèses adoptées aux récents congrès internationaux de Moscou préconisaient ou impliquaient rien de semblable.

La même tendance pousse des cris affreux chaque fois qu'il est question d'affirmer la discipline dans le Parti et que le mot d'exclusion est prononcé quand quelque membre du Parti se signale par des excès nuisibles au mouvement communiste. L'unité de doctrine et d'action, pour ces champions de la liberté absolue, devient du sectarisme, de l'intolérance, etc. On imagine sans peine les variations qui peuvent être faites sur les thèmes connus des déchirements intérieurs, de l'émiettement du Parti, des opérations chirurgicales mortelles et autres accidents dangereux

sans rapport aucun avec la discipline communiste.

A ces attitudes nettement caractérisées envers d'importantes questions de tactique du mouvement communiste, il faut ajouter les écarts individuels, les aberrations locales qui ne sauraient évidemment engager la responsabilité du Parti tout entier, mais que le Comité Directeur ne réprime pas toujours avec vigueur et qui contribuent à la formation de cette fâcheuse tendance de droite. Il n'en faudrait pas tant pour qu'une telle tendance apparaisse comme un danger et soit combattue sans hésitation. C'est une tâche immédiate qui s'impose d'autant plus impérieusement que beaucoup de camarades subissent *sans s'en douter* l'influence de cette tendance et contribuent inconsciemment à faire le jeu des agents avérés du parti de Renaudel et de Longuet, — ce qui n'arrivera plus quand leur sera démontrée clairement et avec force la nocivité de leurs erreurs.

### Contre la droite

Les militants français qui se sont ralliés pleinement aux mots d'ordre de l'Internationale Communiste, qui ont approuvé ses thèses, qui ont à cœur d'appliquer ses décisions, et dont le dernier Congrès mondial, les actes et les paroles du Comité Exécutif ont confirmé et fortifié les convictions, ont pour devoir d'entreprendre immédiatement une lutte loyale contre les tenants des méthodes d'autrefois. Ils doivent les obliger à revendiquer franchement ces méthodes ou à les abandonner et, dans le premier cas, à prendre la place qui leur revient dans le parti de Renaudel et de Longuet. Il faut d'autant plus se hâter de le faire qu'il est encore temps d'aider plusieurs de ces camarades qui donnent dans l'opportunisme à se ressaisir et à renoncer à leur déviation.

Nous devons d'abord combattre les symptômes de l'esprit nationaliste: proclamer qu'il n'y a qu'un seul Parti Communiste International, que tout parti communiste, que tout membre d'un tel parti a le droit, et surtout le devoir, de s'intéresser à la vie d'un autre parti comme du sien propre, d'intervenir avec passion, de critiquer ou d'approuver, sans que sa nationalité entre en ligne de compte. Notre Parti doit envoyer aussi fréquemment que possible des représentants travailler dans les autres partis, échanger ainsi des collaborations pour s'imprégner d'esprit vraiment internationaliste. Il doit prendre position dans toutes les questions intéressant ses partis frères et l'Internationale, se tenir en communication constante avec les autres partis et surtout avec le Comité Exécutif. Il doit renseigner et documenter celui-ci, participer intimement à son travail, afin que toute résolution ou décision concernant le mouvement révolutionnaire français soit prise en parfaite connaissance de cause. Il doit prendre au sérieux les résolutions adoptées, observer ses engagements et obligations, appliquer les décisions débattues en commun. Il doit aussi s'efforcer de prendre des initiatives profitables à l'action prolétarienne mondiale, contribuer pour sa part à la stimuler et à l'accélérer.

Si un désaccord survient entre lui et un autre parti ou l'Exécutif, il doit l'exposer franchement et le disculper sagement, c'est-à-dire en écartant de la discussion toute manœuvre indigne et en prenant des sanctions impitoyables contre ceux de ses membres qui se permettent de répandre hypocritement le soupçon, le doute, l'insinuation, qui empoisonnent ou avilissent la controverse.

Nous devons combattre toute tendance à rapprocher les fractions du vieux Parti, épuré par la scission de Tours, démontrer la justification de cette scission par les événements qui l'ont suivie. Nous dénonçons la politique des dissidents, non par de mesquines discussions sur telle ou telle manifestation particulière ou localisée imputable à un membre ou à un groupe dissident, mais par la critique implacable du caractère fondamental de cette politique au service de la bourgeoisie. Nous montrerons que la formation contemporaine de partis communistes dans tous les pays correspond à une nécessité historique dans une phase nouvelle de la lutte des classes, et nous le prouverons grâce à l'universalité du phénomène de scission et de constitution d'organisations communistes. Nous saurons aussi établir la distinction nécessaire entre la scission indispensable dans les partis politiques où se contrecarrent deux doctrines antagoniques et la scission criminelle dans l'organisation économique du prolétariat, la première étant imposée par la logique même de la formation des groupements d'affinités, la seconde étant provoquée, au seul profit de leur domination, par les leaders qui trahissent les intérêts de l'organisation qu'ils dirigent.

A ceux qui prennent le parti de Serrati, nous dirons que nous ne confondons pas les masses ouvrières trompées avec le trompeur qui abuse de leur bonne foi et de leur confiance pour les entraîner, lui, dans le chemin de la trahison. Nous montrerons aisément que le Comité Exécutif a épuisé tous les moyens de conciliation et s'est montré prêt à faire toutes les concessions pour retenir dans l'Internationale Communiste les masses entraînées par Serrati, acceptant même d'admettre encore celui-ci dans l'Internationale pour ne pas se séparer d'une fraction importante du prolétariat agissant d'Italie. Nous leur demandons de dire ouvertement s'ils conçoivent que l'Internationale accueille dans ses rangs le groupe de la *Critica Sociale* et les majoritaires de la C. G. I. italienne, responsables de l'avortement du mouvement d'occupation des usines, des défaites répétées que subit depuis la classe ouvrière italienne, du développement de la terreur fasciste avec laquelle ils ont paicisé, et candidats permanents à la collaboration avec les ministres de la monarchie de Savoie. Quant à ceux qui, voulant reprendre à leur compte les critiques de Paul Lévi sur le mouvement insurrectionnel de Mars sans avoir même lu ces critiques, sans les avoir, à plus forte raison, comprises ni se les être assimilées, bafouent et injurient le Parti communiste frère d'Allemagne, encore saignant des mille blessures qui l'ont atteint au cours de plusieurs luttes héroïques contre la dictature capitaliste, quant à ceux-là, nous ne discuterons même pas avec eux

et nous saurons les chasser du Parti avec l'approbation unanime de celui-ci.

A propos de la nouvelle politique du gouvernement des Soviets, nous expliquerons aux camarades de bonne foi que les compromis imposés par des conditions de combat et acceptés dans l'intérêt de l'accession au but final de la lutte révolutionnaire, lequel reste immuable, et au seul bénéfice du prolétariat, compromis qui n'entraient en rien l'intégralité des principes inspirateurs de l'effort vers le communisme, n'ont rien de commun avec les compromissions de principe qui obscurcissent la conscience de classe du prolétariat, brisent son élan, lui assurent la défaite avant la bataille et ne profitent qu'à son ennemi bourgeois. Nous démontrerons que plus le Parti communiste de Russie se trouve acculé aux concessions, plus intransigeants, plus résolus, plus hardis encore doivent se montrer les partis communistes européens. Ainsi que Boukharine l'exposait judicieusement dans une conférence aux membres du III-e Congrès de Moscou, les camarades russes ne craignent pas de souligner brutalement les nécessités qui contraignent leur Parti au recul, parce que cela ne peut que stimuler l'activité des autres partis dont l'insuffisance seule a créé pour la Russie révolutionnaire les conditions d'isolement qui lui interdisent une transformation rapide en société communiste. Nous établirons la distinction entre la politique du gouvernement des Soviets qui tend à conserver au prolétariat d'un pays le pouvoir conquis, et la politique de l'Internationale Communiste qui tend à la conquête du pouvoir par le prolétariat dans tous les pays.

Aux partisans du « bloc des gauches », ou de quelque entente que ce soit avec des partis ennemis, nous dirons que nous ne connaissons que deux classes en lutte, que notre Parti est l'expression politique de la volonté d'émancipation de la classe opprimée, qu'il défend par suite des intérêts opposés à ceux de l'autre classe, c'est-à-dire de celle que protègent tous les autres partis, et que, défendant la totalité des intérêts prolétariens, il s'interdit tout compromis avec les intérêts opposés. Aux sophistes qui prétendent que le Parti communiste ne doit pas faire appel aux masses dévoyées sous l'influence d'autres partis, qui confondent par incompréhension ou par mauvaise foi les partis et les chefs contre-révolutionnaires avec les masses abusées que les communistes ont pour mission d'attirer dans la voie révolutionnaire, nous répondons par un redoublement d'activité dans toutes les circonstances favorables à entraîner à notre suite ces masses encore flottantes et qui cherchent leur orientation définitive. Si ces considérations de tactique incitent le Parti à une manœuvre ou à un expédient dont un autre parti pourrait momentanément bénéficier, comme les bolchéviks l'ont fait en Russie dans certaines conjonctures, nous ne permettrons pas que l'en nous attribue une arrière-pensée de compromission ou d'opportunisme.

Aux gardiens de la vertu des syndicats qui prétendraient nous interdire de corrompre la vie spirituelle des corporations en y introduisant des idées politiques, nous répliquerons que toute lutte de classes est une lutte politique; nous proclamons

rons que, là où il y a des prolétaires, il y a place pour les idées communistes et que rien ni personne ne peut s'opposer à la diffusion de la pensée communiste, pas plus dans un syndicat que dans tout autre groupe prolétarien. Ceux qui voudraient provoquer une rivalité entre le vieux syndicalisme révolutionnaire et le jeune communisme français trouveront encore à qui parler: notre passé récent, les méthodes du *Comité pour la reprise des relations internationales*, puis du *Comité de la III<sup>e</sup> Internationale*, la résolution votée au Congrès de Tours, les efforts actuels pour l'entente avec les syndicalistes révolutionnaires, la résolution établie en commun à Moscou et signée des représentants de l'Internationale Communiste, de l'Internationale Syndicale Rouge et des Comités syndicalistes révolutionnaires français, tout démontre la volonté de notre Parti de s'allier aux forces ouvrières animées de l'esprit de la révolution sociale communiste.

Enfin, nous exigerons que tous les membres du Parti se considèrent *avant tout* comme des membres du Parti et de l'Internationale Communiste, qu'ils fassent passer les intérêts de ces organisations avant tous autres, qu'ils considèrent comme leur loi les principes, les thèses, les décisions de l'Internationale Communiste et de leur Parti. Cela signifie qu'une discipline doit maintenir la cohésion dans les rangs du Parti et que toute préoccupation particulière doit être sacrifiée aux préoccupations générales du Parti. Les épurations et les exclusions nécessaires seront préconisées par nous d'autant plus ardemment qu'il est facile de démontrer qu'un parti ne s'affaiblit pas en éliminant ses membres indignes, mais que, au contraire, il se fortifie.

A côté de cette tâche négative répondant aux manifestations variées de l'opportunisme, les éléments les plus conscients et clairvoyants du Parti, les plus fidèles à l'esprit général de l'Internationale Communiste devront accomplir un travail positif pour précipiter la transformation du Parti en parti véritablement communiste et lui donner la structure, les cadres, la direction, l'appareil de combat qui en feront l'avant-garde du prolétariat agissant.

### *Les tâches immédiates*

On a prononcé dans l'Internationale le mot «*crise*» à propos du Parti français, lors de la récente publication par Frossard de son article inquiétant, intitulé *L'heure des difficultés*, et qui a été largement exploité par les journaux de Longuet, Serrali, Lévi, Martov et autres représentants authentiques de l'opportunisme international. En fait, l'examen consciencieux et l'analyse approfondie de la situation du Parti français montrent que celui-ci ne connaît pas de crise caractérisée. Mais il y règne incontestablement un malaise qui, d'abord, participe du malaise général atteignant tous les partis communistes d'Europe par suite d'une situation politique générale assez trouble et qui, ensuite, tient plus précisément à l'insuffisance de la direction du Parti français. Si l'on parle d'une crise dans ce parti, c'est seulement d'une crise de direction qu'il peut être question.

Le ralentissement momentané du recrutement est dépourvu de signification. Le Parti français ne peut espérer accroître continuellement ses forces dans la proportion où il les a vues grossir au lendemain de la guerre. A des périodes différentes d'agitation et de lutte correspondent des résultats différents dans l'ordre du recrutement. Dans certaines conditions, une diminution d'effectifs peut même être d'un grand bénéfice pour le Parti au point de vue de sa cohésion et de son prestige, comme c'est actuellement le cas pour le Parti frère de Russie qui peut servir de modèle à tous les autres à bien des titres. Mais si l'arrêt du recrutement ne saurait nous inquiéter, il n'en est pas de même de la désaffection de nos adhérents envers le travail du Parti observée et signalée par Frossard. Là, il importe d'apporter d'urgence des remèdes efficaces.

Le premier est de découvrir la cause du mal: elle réside essentiellement et presque exclusivement dans une sorte de paresse physique et morale de la direction. Pourquoi les discussions dans les cellules du Parti ont-elles manqué d'aliments, pourquoi les assemblées ont-elles été clairsemées? Parce que le Comité Directeur a négligé de distribuer cet aliment intellectuel que les sections attendaient de lui. Parce qu'il s'est gardé de provoquer des débats, de susciter des controverses, de craindre que l'unité en fût affaiblie, alors qu'au contraire elle eût été fortifiée à l'épreuve de la discussion. Craignant d'apparaître comme un Comité Central «*autoritaire*» ou «*dictatorial*», il a oublié complètement son rôle de comité *directeur* et il s'est gardé de rien diriger, d'intervenir là où son intervention eût été utile et même indispensable, de secouer l'apathie ici, de donner l'impulsion là, de répartir le travail, d'inciter à l'effort, d'encourager les initiatives, de stimuler partout les énergies. Pour n'avoir pas voulu prêter le flanc aux vains reproches d'autoritarisme, il a compromis son autorité.

Pourtant, le nom même du Comité Directeur définit clairement son rôle, qui est de diriger le Parti dans l'intervalle des congrès. Nul ne prétend le substituer aux assemblées plénières représentatives de l'ensemble du Parti, mais entre deux congrès, quel autre moyen avons-nous de donner au Parti une direction, sinon d'investir de pouvoirs directoriaux un Comité élu par la confiance de la majorité? Il faut sans plus de retards passer à cette crise de direction dont souffre le Parti en confirmant à nouveau l'autorité conférée au Comité Directeur, en renforçant celui-ci par l'élimination des éléments inactifs et l'introduction de forces neuves, de représentants ouvriers en contact avec les masses, enfin en créant un organe permanent de direction politique à l'exemple des autres partis communistes.

Il est temps aussi d'instituer dans toutes les ramifications du Parti de saines discussions, ouvertes, franches, où l'on appelle choses et gens par leurs noms, et qui élimineront les campagnes sourdes, les menées équivoques, eventinées d'allusions, d'insinuations, de sous-entendus, comme celle que conduit Méric dans le *Journal du Peuple*. Il faut transporter les discussions hors des coulisses du Parti et des bureaux de rédac-

fion des journaux, devant les plus larges auditoires du Parti; il faut introduire la loyauté dans la contradiction, proscrire et flétrir les intrigues et les combinaisons politiciennes.

Ce n'est pas seulement la direction du Parti qui a besoin d'être remise sur pied, c'est le Parti lui-même qui réclame une transformation organique. Les thèses du 3-e Congrès mondial sur la structure et l'organisation des partis communistes n'auraient dû figurer à l'ordre du jour du Congrès de Marseille, pour adaptation et application en France. Si cet ordre du jour est déjà assez chargé, il faut espérer que le Parti convoquera, dans un délai très rapproché, une assemblée qui examinera ce problème d'importance primordiale. Notre Parti ne peut pas affronter les tâches d'aujourd'hui et de demain avec une organisation édiflée pour celles d'hier.

### *Le Congrès de Marseille*

Le Congrès de Marseille n'examinera malheureusement pas toute l'œuvre du 3-e Congrès de Moscou, mais il doit aborder quelques-unes des questions essentielles posées au Parti français. La principale est celle des rapports de celui-ci avec les syndicats en général, avec les syndicalistes révolutionnaires en particulier. Si le Congrès lui donne d'heureuses solutions, que les événements par la suite confirmeront de fructueux résultats, il aura accompli un acte méritoire qui complètera dans l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire français.

Le travail des communistes dans les syndicats consiste évidemment à y introduire et enraciner l'idée communiste, à y conquérir les sympathies et les adhésions, à rendre ces sympathies agissantes et ces adhésions effectives pour que l'orientation syndicale subisse l'influence du communisme. Si d'aucuns s'avisent de reprocher aux communistes de faire ce que font les réformistes ou les anarchistes, de rivaliser avec ceux-ci, ce ne sont pas des griefs aussi dénués de valeur qui peuvent nous arrêter. Nous avons le droit comme quiconque et le devoir comme communistes de propager nos doctrines partout où il y a des prolétaires, selon l'excellente expression de la résolution de Tours.

La question des relations entre communistes et syndicalistes révolutionnaires est plus difficile à résoudre, mais elle n'est pas insoluble. Le syndicalisme et le socialisme d'avant-guerre n'ont résisté ni l'un ni l'autre aux épreuves de la guerre et de la révolution. Le parti bolchévique, le premier, a compris la nécessité de réviser les formules et le programme de l'ancienne social-démocratie, de la II-e Internationale, et il en a pris l'initiative, avançant de longtemps tous les autres partis. Il a hardiment refondu la doctrine politique du prolétariat révolutionnaire en remontant à la source du marxisme et a frayé la voie à la III-e Internationale. D'autres partis ou fractions de partis l'ont suivi et, parmi eux, le Parti français délégué de son contingent réformiste avoué. Le Parti français n'a certainement pas perdu toute trace d'esprit réformiste, mais on ne saurait nier

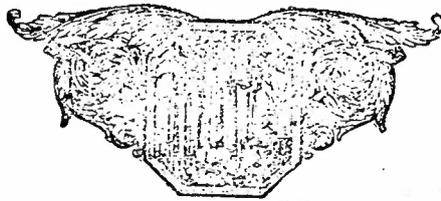
l'immense progrès révolutionnaire qu'il a réalisé, sa bonne volonté et sa volonté révolutionnaire, ses efforts de chaque jour pour former une section française digne de l'Internationale Communiste. D'autre part, les syndicalistes révolutionnaires n'ont pas négligé les leçons de la guerre, l'expérience des révolutions de Russie, d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie. Ils ont renoncé à une bonne part de leurs dogmes: l'apolitisme, l'antiétatisme, le libertarisme absolu, la répudiation de tout parti politique. En même temps, les socialistes devenus communistes appréciaient hautement la valeur révolutionnaire du syndicalisme, le rôle du syndicalisme révolutionnaire français comme réaction contre le réformisme du vieux parti socialiste, le contact permanent des syndicalistes avec les masses ouvrières. Qu'est-ce donc qui sépare encore les syndicalistes révolutionnaires des communistes, qui empêche leur alliance de devenir union intime, qui retient les syndicalistes révolutionnaires d'entrer au Parti? D'anciennes habitudes, quelquefois des préjugés, la vieille méfiance d'autrefois persistante malgré tout. Ce ne sont pas là des obstacles insurmontables, et il est permis d'espérer que, avec un effort de compréhension de part et d'autre, la fusion nécessaire se fera. Quoi qu'il en soit, rien n'interdit la discussion entre syndicalistes révolutionnaires et communistes, et nous ne devons pas craindre d'exprimer publiquement nos idées sur le sujet. Trotsky a ouvert la controverse à Moscou, et il n'en est résulté aucun malheur. La seule chose à regretter est que les syndicalistes révolutionnaires n'aient pas répondu.

Le Congrès de Marseille devra aussi, aux termes de l'ordre du jour, fixer le point de vue du parti dans la question de la défense nationale. Il est permis de déplorer le retard apporté à cette clarification des idées du Parti sur un problème si important, résolu par le premier congrès de l'Internationale Communiste. Sans nous attarder aux regrets, nous devons nous efforcer de formuler une réponse catégorique, dans le sens de la doctrine communiste de toujours, à la question posée. Car c'est bien une question doctrinale qui est posée, contrairement à ce que pensent ceux qui la considèrent comme purement circonstancielle. L'idée de défense nationale est une conception qui divise les prolétaires par nations, alors que l'idée communiste est une notion qui abolit les divisions factices entre prolétaires des différents pays et met en lumière la véritable division fondamentale qui détermine les rapports sociaux, la division en classes antagonistes, la division à l'intérieur de chaque pays et non aux frontières de chaque pays. Être partisan de la défense nationale, c'est s'inspirer de l'idée de nation, c'est prendre souci des intérêts de la bourgeoisie de son pays. Être adversaire de la défense nationale, c'est s'inspirer de l'idée de classe, c'est prendre souci exclusivement des intérêts du prolétariat, de celui de son pays comme de celui des autres pays, intérêts qui ne font qu'un. Si le Congrès de Marseille—hypothèse invraisemblable—remettait en question ces vérités communistes, il méconnaîtrait l'essence même du communisme.

Sur la tactique électorale, le Congrès aura à se prononcer d'autant plus librement qu'il ne sera pas mis en présence de conceptions nettement arrêtées et résolument défendues. A la vérité, il faut prendre à l'avance son parti de le voir adopter une méthode qui comportera, quelle qu'elle soit, des inconvénients. Le seul fait qu'il devra envisager l'éventualité des seconds tours de scrutin le condamnera à des expédients, puisqu'une pure solution communiste est impraticable dans de tels cas. Si le Congrès sait faire abstraction des préoccupations locales et des considérations subalternes pour n'envisager que l'intérêt supérieur du Parti, il tracera une règle générale qui fera loi pour tous et qui, en dépit des inconvénients inévitables qu'elle ne peut pas ne pas entraîner, vaudra certainement mieux que l'absence actuelle de tactique unifiée, et délivrera le Parti de discussions irritantes et stériles.

Quand le Parti aura résolu les difficultés immédiates qui se dressent devant lui, il ne sera pas au terme de son effort de mise au point et de précision. Les lendemains du Congrès de Marseille seront pour lui encore chargés de problèmes, lourds de difficultés. Comment le Parti établira-t-il son contact avec les masses prolétariennes, comment les entraînera-t-il dans la lutte des classes, à quelles plates-formes, à quels mots d'ordre aura-t-il recours pour les rallier? Autant de questions qui exigeront un travail acharné du Parti et surtout de sa direction de demain. Puisse-t-il s'adonner courageusement à la tâche, se préparer à assumer les responsabilités capitales qui lui incomberont. Puisse-t-il déjà apporter au 4<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste une part importante d'idées et de travaux.

*Boris SOUVARINE.*





J. HUMBERT-DROZ.

## SYNDICALISTES ET COMMUNISTES EN FRANCE

Le problème à la fois le plus important et le plus délicat qui soit actuellement à la pensée révolutionnaire française, est, sans nul doute, la question syndicale. Ce n'est pas tellement le problème de l'activité du Parti dans les syndicats que celui des rapports entre le Parti Communiste et les syndicalistes réellement révolutionnaires. Comment réaliser l'entente, l'union et la coopération féconde de tous les éléments révolutionnaires communistes en France? Question difficile à résoudre, parce que sur elle pèse tout le passé, toute la tradition d'un vieux mouvement ouvrier. Pour étudier et chercher la solution de ce problème, il est nécessaire de tenir compte de cette tradition dont les révolutionnaires, malgré tout, ne sont pas complètement émancipés.

Le Parti Communiste est jeune, né de la scission de Tours. Il a commencé une œuvre d'épuration et de redressement, qui lui a acquis la sympathie de la masse ouvrière et de tous les révolutionnaires. Mais l'œuvre de Tours devait être un commencement, le début d'une ère nouvelle. Dans sa première année, le Parti n'a pas réalisé les espérances que les révolutionnaires avaient fondées sur lui; il a piétiné, hésité, tâtonné dans sa politique; sur lui pesait le passé réformiste du Parti Socialiste de Jaurès, de Renaudel et de Longuet. Il a certes, depuis Tours, accompli un sérieux et grand travail d'organisation pour regrouper ses 130.000 adhérents, pour assurer et répandre sa presse, pour développer sa propagande. Mais il a manqué de direction politique. Le Comité directeur, absorbé par de petites besognes d'organisation et d'administration, n'a pas été un organe politique dirigeant au jour le jour la pensée et l'action du Parti; le Parti Communiste a manqué, dans cette première année d'existence, de discipline et de conscience collective.

Dans la C. G. T., les politiciens de guerre sont restés les maîtres, mais contre eux s'est levée et a grandi la minorité syndicaliste révolutionnaire qui, à chaque congrès, marquait une très sensible avance. Avant le Congrès de Lille déjà, la majorité confédérale cherchait à se débarrasser de la minorité et à provoquer la scission en excluant les syndicats minoritaires. Jouhaux et ses lieutenants ont battu en retraite, au Congrès de Lille, devant l'hostilité de la masse ouvrière à l'égard de leur politique de division du mouvement syndical. Mais depuis Lille, la politique de scission continue, la majorité confédérale craint d'affronter un nouveau congrès où elle sera battue et cherche, en saisis-

sant tous les prétextes, à obliger la minorité à la scission. Les exclusions de syndicats minoritaires se multiplient, la minorité risque ainsi de s'émietter et de s'user avant le prochain congrès. Il ne faut pas oublier que, si la C. G. T. avait pendant la guerre groupé plus de deux millions d'adhérents, elle n'est pas restée sur ses positions. L'échec des grèves de mai 1920, dû à la trahison des chefs confédéraux, a vidé les organisations dont il ne subsiste plus guère que les cadres.

Ceux qui ont mené au sein de la C. G. T. la lutte âpre et tenace contre le réformisme et qui sont groupés aujourd'hui dans l'organisation des C. S. R. ne se sont donné jusqu'à présent aucun programme positif. Ils sont dominés par la tradition syndicaliste révolutionnaire de l'ancienne C. G. T. Leur but, plus ou moins clair et conscient, est de remettre la C. G. T. sur la voie révolutionnaire où elle cheminait et bataillait avant la guerre. Sans doute, les syndicalistes sentent tous que des événements historiques considérables se sont produits dans le monde, qui doivent attirer l'attention et la réflexion de tous les révolutionnaires. Ils savent que ces événements nécessitent une mise au point de la pensée et de la tactique révolutionnaires. Les C. S. R. n'ont pas accompli ce labeur de pensée indispensable. Groupés sur le programme essentiellement négatif de la lutte contre Jouhaux, Merrheim et le réformisme confédéral, ils se sont contentés, au point de vue positif, de se réclamer de la tradition et du passé du syndicalisme révolutionnaire.

Ce manque de pensée et de programme révolutionnaires positifs est la grande faiblesse de la minorité. Au fond, il paralyse son action parce que, dès qu'elle quitte le terrain étroit de la lutte contre les majoritaires et qu'elle aborde les grands problèmes de la pensée révolutionnaire, elle rencontre en elle des oppositions et des courants divers qui demain, si elle devenait majorité, empêcheraient tout labeur fructueux.

### *Les tendances de la minorité*

On peut distinguer dans les C. S. R. quatre grands courants dont la force et l'influence sont diverses, mais variables, parce que ces tendances, comme l'organisme lui-même, cherchent encore l'expression de leur pensée et n'ont pas de programme précis, clairement exprimé. Dans la confusion générale des esprits, un groupement

d'affinités se cristallise autour de quatre pôles principaux :

1. *Les anarchistes.* Inspirés par *Le Libérateur*, ils sont nettement contre-révolutionnaires. Attachés à leur idéologie comme des croyants à leurs dogmes, fanatisés comme les dévots d'un rite, ils n'ont rien appris et ne veulent rien apprendre de l'expérience et de l'histoire. Ils s'en vont, répétant les formules apprises avant la guerre et la Révolution russe comme le prêtre répète les formules du catéchisme ou de la liturgie. Comme tous les dogmatiques, ils sont incapables de renouveler leur pensée. Ils ne sont révolutionnaires qu'en formules. En réalité, ils ne comprennent rien à la révolution et ils en sont devenus les ennemis parce que les principes du vieux libéralisme bourgeois qui survivent dans leur idéologie libertaire les empêchent de comprendre les nécessités de la révolution sociale. Leur influence dans les C. S. R. est minime, mais il est certain que les tentatives faites par quelques camarades communistes de vouloir subordonner le mouvement syndical au Parti tendent à la renforcer.

2. *Les syndicalistes purs.* C'est ainsi que se nomment les anarcho-syndicalistes qui représentent l'ancien courant de la C. G. T. d'avant-guerre. Leurs porte-parole sont aujourd'hui Verdier, Besnard, Quinton, inspirés eux-mêmes par Griffuelhes. Moins figés que les anarchistes dans les formules du passé, plus en contact avec la vie et avec les luttes de la classe ouvrière, hommes d'action avant tout, ils sentent bien que l'histoire de ces dix dernières années a apporté quelque chose de nouveau dont les révolutionnaires doivent tenir compte. Mais ils n'ont pas entrepris ce travail de renouvellement de leur pensée; ils trouvent plus commode de répéter les vieux clichés et d'en appeler à la tradition et au passé. La charte d'Amiens, l'autonomie syndicale, le fédéralisme, l'antiétatisme, le syndicalisme qui suffit à tout, sont tout autant de mots « tabou » qu'on répète à tout propos pour s'éviter la peine de penser et de formuler sa pensée. Mais sous ces formules du passé, la pensée de ces camarades est inquiète, hésitante. Entre quatre yeux, ils affirment volontiers que la charte d'Amiens est vieillie et que l'histoire nécessite une révision, une mise au point des théories d'avant-guerre. Cependant, lorsque leur pensée se cherche et s'affirme, ils retombent dans l'ornière de la tradition. Ils nient le rôle révolutionnaire du Parti Communiste. Pour eux, l'agent révolutionnaire reste la minorité agissante groupée dans la C. G. T., qui doit s'organiser pour être apte à diriger toute l'œuvre révolutionnaire. Ces camarades laissent au Parti dans la lutte ouvrière une étroite bande de terrain pour la lutte politique, ce qui signifie dans leur phraseologie: la lutte parlementaire. Pour eux, le rôle du Parti est tout à fait secondaire, sinon superflu. Dans cette tendance se cristallisent certainement les théories du syndicalisme français d'avant-guerre, théories profondément révolutionnaires, théories d'avant-garde, au moment où elles étaient formulées et répandues par la C. G. T. en opposition au socialisme réformiste et *votard*, mais théories qui, après les expériences de la Révolution russe et des mouvements révolutionnaires

subséquents à la guerre, sont, sur bien des points, démolies par l'histoire. Chercher à faire revivre dans des circonstances historiques nouvelles et différentes un passé qui fut révolutionnaire n'est pas toujours faire preuve d'esprit vraiment révolutionnaire.

Cette tendance, bien qu'elle soit défendue par les secrétaires des C. S. R., n'est pas celle qui domine la minorité confédérale. Mais comme la tendance anarchiste, elle est renforcée par les tentatives de subordonner les syndicats au Parti.

3. *Les syndicalistes communistes,* groupés autour de la *Vie Ouvrière* et inspirés par Monatte, Monmousseau, Rosmer, ont la direction spirituelle de la minorité syndicale. Sincèrement révolutionnaires, hommes de pensée et d'action, ils ont profondément renouvelé leur pensée révolutionnaire au contact de l'histoire. Le communisme s'est greffé sur le vieux tronç sain et vivace du syndicalisme révolutionnaire. Quand ils précisent leur pensée sur tous les grands problèmes de la révolution, ils le font dans le sens où les congrès de l'Internationale Communiste l'ont fait. N'étant emprisonnés dans aucune idéologie, ils sont prêts à accepter sans préjugés tout ce qui est nécessaire au triomphe de la révolution. Cependant, eux aussi se sentent les héritiers du passé et de la tradition confédérale, et, jusqu'à présent, ils n'ont pas fait l'effort nécessaire pour préciser complètement leur pensée actuelle, pour l'affirmer au-delors de petits cercles d'intimes, publiquement, dans la masse, dans un programme positif, clairement exprimé et largement déployé. Leur pensée s'est renouvelée sur tous les grands problèmes de la révolution, mais n'en a pas exploré tous les recoins. Ils hésitent et redoutent peut-être de tirer les conséquences nécessaires et logiques de leur révolution théorique sur le terrain tactique. Soucieux avant tout de vaincre la majorité confédérale, ils ont évité au sein des C. S. R. de préciser leur pensée pour ne pas affaiblir la lutte minoritaire par des discussions intestines de tendances.

4. *Les communistes partisans d'une subordination des syndicats au Parti.* L'Exécutif de l'Internationale Communiste à l'occasion du III<sup>e</sup> Congrès a critiqué l'activité ou plutôt l'inactivité du Parti français sur le terrain syndical, réclamant de lui qu'il prenne position et qu'il fasse pénétrer, par l'intermédiaire de ses membres syndiqués, les idées communistes dans les organisations professionnelles comme les anarchistes ou les syndicalistes y font pénétrer et défendent les leurs. Un certain nombre de camarades, parmi lesquels Lorient, Tommasi, par suite d'une interprétation, à mon sens, erronée des critiques et des décisions de l'Exécutif, ont répandu l'idée d'une subordination du mouvement syndical au Parti Communiste. Cette tendance a soulevé une vive émotion et des discussions passionnées dans les C. S. R. sur l'autonomie ou la subordination du mouvement. Ces velléités de subordonner le mouvement syndical à la direction du Parti n'ont eu pour résultat que de renforcer les tendances anarchistes et syndicalistes pures et de semer la dispute et la division parmi les syndicalistes communistes.



LOUIS BADINA

Communiste français, mécanicien de la flotte, condamné aux travaux forcés pour avoir dirigé la révolte des matelots français à Odessa

### L'attitude du Parti

Quelle a été, quelle est l'attitude du Parti dans ces luttes de tendances et dans cette grave question syndicale?

Le Parti s'est tu. Il n'a pris aucune directive. Il a largement ouvert les colonnes de *l'Humanité* à toutes les tendances, même à celles qui nient son rôle révolutionnaire. On trouve du reste des membres du Parti dans toutes les tendances, à l'exception peut-être de la tendance anarchiste. Il est encore des membres du Parti Communiste qui soutiennent Jouhaux et votent pour lui dans les congrès confédéraux. Tous les leaders en vue de la tendance syndicaliste pure: Verdier, Quinton, Griffuelhes lui-même, sont membres du Parti. La majorité des membres du Parti forme cependant le gros des troupes des syndicalistes communistes. Il est certain que cette attitude du Parti ne peut durer et, au Congrès de Marseille, en décembre, le Parti discutera la question syndicale et se donnera un programme, une politique syndicale. Quelle doit être cette politique? Quelle doit être la tactique de l'Internationale Communiste à l'égard de ce problème?

Il est nécessaire que le Parti affirme clairement et hautement son droit et son devoir de s'occuper activement de toutes les questions qui touchent à la vie et au développement du mouvement ouvrier, donc le droit et le devoir de dire sa pensée dans les questions syndicales. Il doit faire front contre toutes les tendances, à l'exception de celles des syndicalistes communistes; il doit les combattre avec énergie et sans merci, en mettant à la disposition de cette lutte, d'une façon exclusive, l'arme puissante et redoutable de sa presse quotidienne. Il faut qu'après Marseille il n'y ait plus de place, dans le Parti ni dans ses organes pour les majoritaires confédéraux et pour les syndicalistes purs qui nient ou réduisent à rien le rôle révolutionnaire du Parti. Le Parti doit nettement s'affirmer aussi contre la tendance qui veut la subordination des syndicalistes. Nous devons sur ce point préciser notre pensée et dissiper tout malentendu. Comme toutes les formules, les mots de *subordination* et d'*autonomie* syndicales ont pris en France un caractère absolu. On se bat sur ces mots, sans les définir, sans clairement exprimer la pensée qu'ils devraient traduire. Pour nos camarades de la *Vie Ouvrière*, la subordination signifie une soumission mécanique, organique de l'organisme syndical à la direction du Parti. Il est nécessaire d'affirmer nettement que la subordination des syndicalistes au Parti n'a jamais été, à aucun moment et dans aucun pays, la pensée de l'Internationale Communiste. Ce que l'Internationale Communiste a réclamé de tous ses partis, c'est que, par l'intermédiaire de leurs membres syndiqués, ils fassent pénétrer dans le mouvement syndical les idées révolutionnaires du communisme, que les communistes restent dans les syndicats, comme dans toute leur vie, des membres disciplinés et conscients du Parti. C'est donc par le travail, par la propagande, par le dévouement des communistes à la cause syndicale, que nous avons toujours compris que le Parti gagnerait la con-

fiance de la classe ouvrière et l'influence dans les milieux syndicaux. *C'est là une question de confiance et non une question d'autorité.* Si le Parti, par sa politique révolutionnaire intelligente, sait donner à la classe ouvrière en lutte des directives judicieuses qui la renforcent et la mènent à la victoire, il gagnera sans nul doute la confiance des grandes masses et l'autorité morale, qui est faite de confiance et non d'autorité mécanique, sur elles et sur leurs organisations professionnelles. Nous pensions qu'en France, comme dans d'autres pays, ce travail de propagande pourrait se faire par de petits comités ou noyaux communistes dans les organisations professionnelles. Mal interprétée et mal comprise, notre pensée a provoqué l'opposition d'une grande partie des camarades syndicalistes communistes. Le «noyautage» est devenu un de ces mots «épouvantail» qu'on prononce à tout propos, non pour préciser une idée, mais pour effrayer. Nous pensons que devant ce malentendu le Parti français et l'Internationale Communiste doivent abandonner l'idée du «noyautage» et que leur politique doit tendre à une entente et à une collaboration aussi étroites que possible avec les syndicalistes communistes.

### Nos relations avec les syndicalistes

Nous l'avons dit déjà, sur tous les grands problèmes de la révolution sociale, les syndicalistes sont en accord avec nous. Toute la collection de la *Vie Ouvrière* en est déjà un témoignage sincère et éloquent. Dans des conversations privées, dans des discussions entre camarades, nous avons abordé avec Monatte, Monmousseau et d'autres camarades de cette tendance, les questions sur lesquelles nous aurions pu avoir des divergences sensibles: dictature du prolétariat, centralisme révolutionnaire, armée rouge, police révolutionnaire, suppression des libertés pour tous les contre-révolutionnaires; sur toutes ces questions, nous n'avons rencontré aucune divergence. Nous nous sommes sentis profondément d'accord sur la base des thèses votées par les congrès de l'Internationale Communiste. Volontiers, ces camarades admettent que leur pensée d'aujourd'hui est beaucoup plus proche de la nôtre que du vieux syndicalisme révolutionnaire imprégné d'anarchisme. Nous devons leur demander, dans l'intérêt de notre cause commune, de ne pas affirmer cette pensée nouvelle seulement dans des cercles restreints ou incidemment dans un article, mais de la poser clairement, hardiment, comme une base sur laquelle, eux et nous, pourrions nous appuyer pour aller plus loin dans la confrontation de notre pensée et pour discuter en bons camarades les problèmes de tactique que posent les relations entre les syndicalistes révolutionnaires et les communistes.

Nous sommes d'accord avec eux aussi et sans aucune espèce de réserves, pour affirmer que les relations entre le Parti Communiste et le syndicalisme révolutionnaire ne sauraient être la subordination de l'un à l'autre. Mais il ne suffit pas de proclamer l'autonomie organique du mouvement syndical à l'égard des partis politiques

pour solutionner le problème. Que nos camarades le veuillent ou non, le Parti Communiste existe, qui s'efforce de devenir un parti révolutionnaire, qui a une presse puissante et une influence incontestable sur la masse ouvrière et sur des couches importantes de la petite paysannerie. Les syndicalistes ne peuvent ignorer ce parti révolutionnaire. Tout révolutionnaire comprendra la nécessité de coordonner et d'unir aussi étroitement que possible toutes les forces révolutionnaires contre la bourgeoisie coalisée. Dans la *Vie Ouvrière*, à plusieurs reprises, les camarades syndicalistes ont affirmé cette nécessité pour eux de tenir compte du Parti Communiste. Dans la *Vie Ouvrière* (N° 120, 19, VIII, 21), un article de Semard affirme entre autres:

« Combattre les politiciens arrivistes de toutes les nuances, c'est très bien; mais combattre le communisme pour atteindre les politiciens qui s'y trouvent, c'est diminuer la valeur d'une élite révolutionnaire, c'est contraindre un idéal qui vise à réaliser la transformation sociale.

« Le Parti Communiste n'est pas la propriété de quelques politiciens, c'est l'organisation dans laquelle sont groupés des milliers d'ouvriers et de paysans non syndiqués, qui ont secondé et secondent encore les syndicalistes dans leurs mouvements sociaux.

« Le syndicalisme se suffit à lui-même, mais il ne peut dédaigner les forces organisées susceptibles de l'aider dans l'œuvre de transformation sociale; il ne doit pas combattre le communisme qui est un moyen d'émancipation, une étape vers une transformation plus profonde; le combattre, c'est combattre la révolution. »

Dans le même numéro, Monatte lui-même, parlant de la charte d'Amiens, après avoir déclaré « qu'elle ne répond pas » à tous les problèmes qui se posent aujourd'hui, affirme:

« Depuis 1906, les situations respectives des syndicats et du Parti se sont modifiées. Nous avons une C. G. T. millerandiste et un parti communiste faisant effort pour devenir un parti révolutionnaire.

« ... Le syndicalisme pourra-t-il ignorer et faire fi des autres forces révolutionnaires? C'est impossible. »

Et plus loin:

« Nos formules d'autonomie et d'indépendance du mouvement syndical, corrigées, complétées par l'acceptation d'accords circonstanciés, répondent toujours à un besoin profond. »

Ainsi donc, dans les milieux syndicalistes révolutionnaires, on compte avec l'existence du Parti Communiste, mais la confusion la plus absolue règne quant au rôle que peut et doit jouer le Parti Communiste dans la révolution sociale. Or, on ne peut solutionner la question des rapports entre syndicalistes et communistes que si l'on jette de la clarté sur ce point du débat. Beaucoup de syndicalistes communistes ont adhéré au Parti après le Congrès de Tours. Mais ils sont restés comme en marge de son organisation et de son action. C'est dans le milieu des syndicalistes appartenant au Parti que j'ai entendu les critiques les plus vives et les plus passionnées de l'activité du Parti. Ces camarades considèrent le Parti comme quelque chose d'étranger à eux, comme la propriété privée de quelques politiciens et de journalistes de profession. Ils ne sentent pas que le Parti, c'est eux, et que ses faiblesses sont le fruit de leurs faiblesses à eux. Pourquoi ont-

ils adhéré au Parti, s'ils ne voulaient pas prendre part à sa vie, s'ils ne voulaient pas employer toute leur influence à poursuivre l'épuration commencée à Tours et à accentuer son caractère révolutionnaire? Dans une rencontre d'une trentaine de ces camarades, plusieurs ont répondu à cette question en affirmant qu'ils n'avaient adhéré au Parti que pour lui prouver leur sympathie au moment où il accomplissait son œuvre de redressement, ou dans le but d'étendre par lui la propagande révolutionnaire dans des milieux que le syndicalisme ne peut atteindre. Eux aussi, tout en adhérant au Parti, ignorent ou nient son rôle d'agent actif de la révolution. Cette tâche reste pour eux celle du syndicalisme révolutionnaire.

C'est bien là, la situation dans laquelle se débat la pensée révolutionnaire de nos camarades syndicalistes. Ils ont conservé du vieux syndicalisme l'idée que le syndicalisme suffit à tout et, bien que tenant compte de l'existence d'un parti révolutionnaire, ils sont fort embarrassés de sa présence, ne savent quel rôle lui attribuer dans la lutte commune et le considèrent presque fatalement comme une espèce de concurrent contre lequel il faudra peut-être batailler. Monatte, dans le même article de la *Vie Ouvrière* que nous avons cité plus haut, affirme:

« Si le syndicalisme ne suffit pas à tout, il doit tendre ses efforts à suffire le plus possible à faire la plus grande part de la tâche révolutionnaire... Du jour où est née l'idée de grève générale, est née du même coup l'idée d'autonomie syndicale, et tout mouvement syndical qui accepte la grève générale revendique pour lui-même le droit de décision, se refuse à la subordination à un parti, se proclame le groupement révolutionnaire essentiel... C'est dans une C. G. T. révolutionnaire que se fera instinctivement, mécaniquement, l'union de tous les travailleurs animés de l'esprit révolutionnaire; c'est dans leur organisme de classe que s'associeront les diverses tendances, et qu'elles uniront et multiplieront leurs forces. »

La pensée de Monatte, qui perce de temps à autre dans ses articles et qu'il a affirmée encore dans nos conversations personnelles, c'est la vieille idée syndicaliste: une minorité révolutionnaire consciente, groupée en syndicats, entraîne la masse ouvrière à la lutte et la prépare à la révolution. Si le syndicalisme ne suffit pas à toute l'œuvre révolutionnaire, il doit chercher à développer ses organismes, à étendre son action, pour y suffire le plus possible; il doit tendre à y suffire complètement. Monatte se rend parfaitement compte que s'il veut être apte à réaliser toute l'œuvre révolutionnaire, le syndicalisme perdra son caractère corporatif, cessera de grouper les grandes masses prolétariennes en lutte pour des avantages économiques, pour devenir de plus en plus un groupement d'affinité qui prendra de plus en plus le caractère d'un parti politique. C'est sans doute un parti politique spécial, se recrutant essentiellement parmi les travailleurs syndiqués et ayant, comme principal terrain de propagande et d'action, le syndicat. Monatte admet volontiers que ce serait un parti politique, un groupement d'affinité. Mais, comme son programme ne différerait pas essentiellement du programme communiste, ce serait la formation d'un second parti communiste. Monatte pense que ce dualisme ne nuirait pas

à l'action révolutionnaire et qu'entre les deux partis communistes s'établirait une espèce d'émulation toute profitable au développement révolutionnaire. Cette pensée ne résiste pas à la critique. La France n'est pas si riche en forces révolutionnaires et communistes pour pouvoir se payer le luxe d'avoir deux partis communistes qui feraient une espèce de concours de vitesse sur la piste révolutionnaire. Cette émulation dégènerait bien vite en luttes et en conflits douloureux auxquels la classe ouvrière ne comprendrait pas grand'chose. Comme l'âne de Buridan, elle serait la victime de l'existence de ces deux pôles d'attraction qui se disputeraient sa conquête. Monatte se trompe du reste étrangement quand il affirme que l'union de tous les travailleurs se fera instinctivement et mécaniquement dans cette C. G. T. révolutionnaire communiste où s'associeraient les tendances diverses. Plus ce parti syndicaliste s'efforcera de préciser sa pensée et son programme révolutionnaire, plus il se préparera à accomplir toute l'œuvre révolutionnaire; plus aussi, les tendances opposées qui sont aujourd'hui dans les C. S. R. se heurteraient et violemment s'opposeraient. A elle seule, la question essentielle de la dictature du prolétariat a suffi à détacher de la C. G. T. révolutionnaire les anarchistes et les syndicalistes purs. Et Monatte connaît trop la situation intérieure des C. S. R. pour se faire beaucoup d'illusions sur la tentative de réaliser ce nouveau parti communiste syndicaliste. Il est encore loin d'exister et, si même il avait vie, toute la question de ses rapports avec l'autre parti communiste resterait ouverte et non résolue, et le devoir de tous les révolutionnaires resterait la coordination de leurs efforts. Monmousseau, dans les conversations que nous avons eues, l'a compris; il admet que le Parti ait un rôle à jouer, tant dans la préparation révolutionnaire que dans la révolution elle-même. Il faudrait, selon lui, qu'il y eût une division du travail et que, tandis que les syndicalistes prépareraient le prolétariat à toute l'œuvre révolutionnaire, le Parti se contentât d'une propagande parmi les intellectuels et les paysans, que les syndicalistes ne peuvent atteindre, dans le but, sinon de les entraîner à la révolution, du moins de les neutraliser dans la lutte. Dans l'œuvre révolutionnaire elle-même, Monmousseau pense que le Parti pourrait fournir au gouvernement prolétarien les diplomates et les financiers du nouveau régime, parce que les syndicats ne pourraient fournir les éléments suffisamment préparés à ces besognes. Il va sans dire que cette espèce de division du travail, accordant aux syndicats l'activité purement prolétarienne et n'attribuant au Parti que le travail parmi les classes moyennes et les petits paysans, ne saurait être une solution admissible pour nous. Le Parti deviendrait bien vite et fatalement un parti, petit-bourgeois. Jamais un parti

communiste ne pourrait admettre d'abandonner le travail dans les milieux prolétariens. Son œuvre de neutralisation et d'entraînement des petits paysans et des intellectuels n'aura une portée vraiment révolutionnaire que si elle est faite par un parti prolétarien sous le contrôle et l'inspiration constante du prolétariat des usines. Du reste, la division du travail présuppose une direction unique, une liaison entre les organismes qui collaborent à la même œuvre, et la question reste ouverte. Nous pensons que la seule, l'unique solution du problème est dans l'adhésion réelle et active de tous les syndicalistes communistes au Parti et dans l'abandon par eux de cette idée que le syndicalisme peut suffire à toute l'œuvre révolutionnaire.

C'est la conclusion à laquelle logiquement a abouti Rosmer; c'est celle qu'il discute avec ses vieux amis de la *Vie Ouvrière*. Nous n'ignorons pas que cette solution se heurte à une espèce de prévention instinctive contre tout ce qui est parti politique. Cette prévention provient sans doute largement de l'héritage de la vieille C. G. T.; mais des révolutionnaires doivent être prêts à s'affranchir de tous les vieux préjugés, même lorsqu'ils viennent d'un passé cher et qu'ils sont entretenus par l'attitude actuelle du Parti Communiste. Car cette prévention provient aussi du fait que le Parti n'a pas, dans le courant de cette dernière année, justifié toutes les espérances qu'on avait mises en lui. Mais les syndicalistes communistes, au lieu de saisir ce prétexte pour en nourrir leurs vieux préjugés contre le Parti, devraient au contraire considérer que leur devoir de révolutionnaires est de faire de ce parti neuf et jeune, de sa presse puissante et de son influence, un organe véritablement révolutionnaire, le groupe d'affinité où se rencontrent tous les communistes à côté de leurs syndicats professionnels autonomes, où ils rencontreront et combattront le réformisme et les diverses formes de l'anarchie.

Nos camarades de la *Vie Ouvrière*, que ces problèmes troublent certainement, ont pris l'habitude de se faire et de rester dans l'expectative. Avec eux nous avons discuté longuement dans des conversations privées. Nous pensons que ces problèmes intéressent toute la classe ouvrière de France et non un cercle restreint de militants seulement; c'est pourquoi nous engageons aujourd'hui la discussion publique et fraternelle avec eux, espérant qu'ils feront comme nous un effort pour préciser leur pensée et qu'ensemble, sincèrement et cordialement, nous arriverons à une solution d'où les préoccupations de chapelles seront bannies et qui profitera uniquement au développement du mouvement révolutionnaire en France.

Jules HUMBERT-DROZ.



## LE TROISIÈME CONGRÈS DES FASCISTES

(7-9 NOVEMBRE 1921)

On entend dire: «Le fascisme est un mouvement révolutionnaire» ou au contraire: «Le fascisme, c'est la garde-blanche de la contre-révolution.» Ces jugements sont erronés autant que superficiels. *Le fascisme est le détachement de combat du Capital financier et industriel*; la direction et les méthodes de sa lutte dépendent de la conjoncture économique et politique.

Il fit sa première apparition vers la fin de 1914. Depuis le début de la guerre mondiale, l'antagonisme entre la bourgeoisie et les agrariens s'était sensiblement aggravé. Pendant les vingt dernières années, le capitalisme italien était devenu une force dont l'influence était décisive dans l'Italie du nord, mais il n'avait pu encore se consolider dans toute l'Italie. La guerre impérialiste sembla à la bourgeoisie le moyen le plus commode pour réaliser ses buts: tout d'abord, son but direct qui consistait dans l'obtention d'avantages économiques et de possibilités de développement pour l'avenir, puis, son but indirect qui était de s'emparer de l'appareil étatique. Nullement intéressés à la guerre, les agrariens au contraire luttèrent contre la participation de l'Italie à la guerre mondiale et, au moyen de leurs organes étatiques (Parlement, gouvernement, dynastie) et de leur presse, opposaient une résistance désespérée à la bourgeoisie. Soutenue moralement et matériellement par les représentants de la bourgeoisie étrangère (et, en premier lieu, de la bourgeoisie française), la bourgeoisie italienne renforçait continuellement sa propagande. *Au début de l'année 1914, Mussolini fonda son journal: Popolo d'Italia, dans le but unique de développer une propagande énergique en faveur de l'entrée de l'Italie dans la guerre.* Ce fut, alors entre les agrariens et la bourgeoisie une lutte à mort. Au printemps de l'année 1915, les interventionnistes proclamèrent le mot d'ordre: «La guerre ou la République», l'une et l'autre alternative offrant en définitive des avantages égaux à la bourgeoisie. Les agrariens furent refoulés sur toute la ligne; au nom des intérêts du Capital impérialiste, la guerre fut déclarée et la bourgeoisie s'empara de l'appareil étatique.

Cette victoire signalée assura à la bourgeoisie une période de calme prolongé sur les fronts intérieurs. Les émeutes sporadiques des ouvriers furent réprimées, comme à Turin en 1917, par la force de l'appareil étatique. Ce n'est que pendant

la dernière année de la guerre que les fascistes durent faire leur réapparition sur la scène afin de soutenir par une propagande intense le bellicisme dans les masses.

Le capitalisme italien et son appareil étatique sortirent de la guerre complètement désorganisés et épuisés. Cette fois encore, ce furent les fascistes (Mussolini et ses camarades) qui se ressaisirent les premiers: en mars 1921, ils engagèrent pour la première fois l'action sous le nom des «fascistes».

La conjoncture était alors tout autre qu'en 1914 et 1915. Les agrariens semblaient morts; les ouvriers étaient les maîtres de la situation. Les fascistes adoptèrent comme mot d'ordre de leur propagande: «Restauration à tout prix de l'autorité du pouvoir étatique». Cette propagande, il va de soi, était encore très restreinte et se bornait à formuler des desiderata. Le capitalisme était trop affaibli pour entreprendre une action sérieuse en vue de la réorganisation de son Etat. Et lorsque l'incapacité des chefs du prolétariat commença à se manifester d'une façon de plus en plus évidente aux masses qui ne demandaient qu'à combattre et à se sacrifier, les agrariens que l'on croyait «morts» ressuscitèrent. Au début de l'été de l'année 1920, Giolitti prit sur lui la formation du gouvernement. Lui aussi était partisan de la «restauration à tout prix de l'autorité du pouvoir étatique», mais dans sa bouche ces mots prenaient un sens tout autre que dans celle des capitalistes.

Sans perdre une minute, les fascistes se mirent à l'œuvre; ils renouvelèrent immédiatement la guerre sur deux fronts: contre Giolitti (le gouvernement et la dynastie, cette fois encore, n'étaient naturellement qu'un paravent pour les agrariens) et contre les ouvriers de toutes les catégories.

Cependant l'ennemi le plus dangereux, pour Giolitti comme pour les fascistes, était représenté par les masses prolétariennes. C'est pourquoi la lutte entre les agrariens et la bourgeoisie fut, durant quelque temps, reléguée au second plan. Ce ne fut que lorsque Giolitti, au moyen de la pire perfidie que connaisse l'histoire du mouvement italien, eut réussi (septembre 1920) à désarmer les ouvriers, que la lutte entre les agrariens et la bourgeoisie reprit de plus belle. Parallèlement à leurs expéditions contre les Bourses du Travail et les coopératives, les fascistes entrec-

prennent alors une campagne acharnée contre le gouvernement et la dynastie représentant les intérêts des agrariens. Au printemps de l'année 1921, ils réclament déjà la tête de Giolitti et la déchéance de la maison de Savoie. Le duc d'Aoste (membre de la famille royale) organise des groupes d'attaque armés de pied en cap pour la lutte contre les fascistes. C'est ce qui a fait croire aux observateurs superficiels que le fascisme était une sorte de «mouvement révolutionnaire».

Nous sommes à la fin du mois d'avril 1921. La bourgeoisie lutte contre la crise économique (dépréciation du change, marasme du commerce extérieur, arrêt des usines, baisse des prix) à laquelle la politique financière du gouvernement a contribué dans une large mesure; sa garde blanche, qui est alors constituée par le fascisme, se lance dans les aventures les plus risquées. Les masses ouvrières sans défense sont terrorisées par les bandes blanches, leurs organisations sont dispersées. Giolitti profite de l'occasion et exécute la plus brillante manœuvre de toute sa carrière politique: il dissout le Parlement et fixe les nouvelles élections au 15 mai.

C'est la campagne électorale. Au lieu de s'attaquer résolument aux fascistes (ce qui aurait donné une trêve aux ouvriers, et cela Giolitti ne le voulait à aucun prix), il leur accorde la plus complète liberté d'action (\*) (neutralité de l'Etat dans la lutte des partis politiques). En outre, il fait bloc aux élections avec les fascistes (†) dans les rangs desquels il pousse ainsi les agrariens. En un rien de temps, les «faisceaux», c'est-à-dire les groupes fascistes, se remplissent d'agrariens; aussi, dès le début du mois de mai, les «faisceaux» et leur presse cessent-ils toute attaque contre ces derniers. En même temps, les «faisceaux» sont privés du centre dirigeant spécial qu'ils avaient jusqu'alors, ce qui profite aux agrariens. C'est la période où le fascisme représente en quelque sorte le détachement de combat de la contre-révolution unifiée. Mais, il convient de le signaler, cela s'était fait sans le consentement et même contre la volonté de la bourgeoisie.

Lorsque les «véritables» fascistes (les fascistes de 1919, comme ils s'appellent eux-mêmes) comprirent enfin le sens réel de tout ce qui se passait, Mussolini publia une longue interview dans laquelle il soulignait le caractère républicain du fascisme et interdisait aux députés fascistes nouvellement élus d'assister à la lecture du discours royal — parce qu'un fasciste ne peut pas et ne doit pas crier: Vive le roi!

La présence des agrariens dans les groupes fascistes provoqua au sein du fascisme une crise profonde qui n'est pas encore liquidée. Après l'interview dont nous venons de parler, une quinzaine de députés passèrent dans différents partis de droite. Parmi les 35 autres, la plupart déclara-

rèrent que, quoique royalistes, ils n'avaient nullement l'intention de quitter les rangs des fascistes. Une conférence des députés et des secrétaires de rayons fut convoquée à laquelle Mussolini fut mis en minorité. Celui-ci déclara alors qu'il ne voulait pas provoquer la scission du fascisme.

Actuellement, il se produit au sein du fascisme une lutte sourde, mais parfaitement consciente pour son épuration. Les «véritables» fascistes se trouvent, depuis le début, réduits à la défensive.

C'est pour avoir une plus grande liberté d'action contre les agrariens que Mussolini, sans consulter ces derniers, a conclu un armistice avec les socialistes.

Le point principal du programme du troisième congrès: la transformation du mouvement en parti, a pour but immédiat d'évincer définitivement les agrariens; il doit en même temps servir de point de départ pour la réalisation de plans excessivement vastes.

D'après Mussolini lui-même, le congrès avait trois tâches à accomplir: 1) la liquidation du passé; 2) l'adoption d'un nouveau programme; 3) la constitution du fascisme (qui était jusqu'alors un mouvement) en parti («un parti ne ressemblant à aucun des partis déjà existants; en un parti qui soit une armée dans le véritable sens du mot et qui se soumette à son chef» — Mussolini, *Popolo d'Italia*).

Au lieu de résoudre ces problèmes, le congrès n'a fait qu'en reporter la solution à une date ultérieure. La corrélation des forces au sein du fascisme n'est pas encore définitive, quoique l'évolution intérieure des derniers temps soit plutôt favorable à Mussolini.

Avant le congrès, ce dernier avait déclaré qu'il préparait une offensive générale, mais quand il vit l'état d'esprit (‡) des congressistes, il se réconcilia ostensiblement avec Grandi et Marsili, les chefs de l'opposition.

La première des trois tâches était la liquidation du passé. Mais devant les menaces de Mussolini, le congrès se tint coi et ne souffla mot des événements antérieurs.

Mussolini prononça un long discours sur le programme des fascistes. Le congrès lui fit une magnifique ovation... et chargea le nouveau bureau d'élaborer le programme et de le présenter à l'examen du congrès suivant. Mais un certain nombre des adversaires de Mussolini avait été également élus avec lui au bureau, Mussolini et ses amis se refusèrent à y entrer.

Citons les passages les plus remarquables du discours de Mussolini:

a) *De la démocratie*—«La démocratie peut être parfois un moyen, mais jamais un but. Si demain le développement par trop démocratique de notre vie nationale mettait en danger la grandeur de la nation, nous nous élèverions contre la démocratie et nous opposerions notre veto.»

b) *De la nation et de l'Etat*—«Qu'est-ce que l'Etat? Nous sommes une nation. Et nous voulons que, par une certaine évolution, l'Etat se confonde avec la

(\*) Des expéditions furent envoyées également contre les ouvriers agricoles, en particulier dans l'Italie centrale, où les agrariens forment encore maintenant l'élément le plus nombreux parmi les fascistes (Toscane, Emilie, Vénétie).

(†) Les fascistes n'avaient presque pas d'adhérents parmi les électeurs, ce qui s'explique par la situation du capitalisme. S'ils n'eussent fait bloc avec les agrariens, ils n'eussent même pas obtenu 10 mandats.

(‡) Il ne saurait être question en effet que d'état d'esprit. Outre les 4.000 délégués, un public assez nombreux participait au congrès. L'on ne put arriver à un vote régulier. La presse bougeoise reconnaît que l'on n'avait encore jamais vu à aucun congrès un tel désordre.

nation; autrement dit, nous voulons que l'Etat soit la plus haute expression de l'âme et de la volonté de la nation et qu'il exerce son autorité pour tous et contre tous.»

c) *De la guerre*.—«Nous nous enorgueillissons d'avoir, en 1915, proclamé la formule sérieuse et noble: la guerre ou la République. Et si maintenant l'Italie est parmi les quelques puissances qui à Washington débattent le sort du monde, le mérite en revient aux interventionnistes de 1915.»

d) *De la forme de gouvernement*.—«Beaucoup pensaient alors que je voulais entraîner l'Italie dans le mouvement républicain. Je n'avais pas cette intention. Mais qui de vous oserait jurer que la forme actuelle de gouvernement est de nature à représenter toujours le mieux les intérêts de la nation? Il se peut que demain il se crée une situation telle que, pour ne pas permettre la pire honte, les fascistes soient obligés de se mettre à la destruction de la forme de gouvernement existante. Mais, en ce moment un tel mouvement ne saurait se justifier, car les éléments anarcho-fascistes l'exploiteraient à leur profit.»

e) *De l'administration italique*.—Mussolini se prononce catégoriquement pour la centralisation. «Les fascistes doivent lutter contre tout mouvement séparatiste.»

f) *De l'impérialisme*.—«Tout être humain est impérialiste, en ce sens qu'il s'efforce d'élargir ses possibilités de développement. Si un peuple ne ressent pas ce besoin, il cesse d'être un organisme vivant. Si un peuple se renferme dans ses frontières en s'efforçant uniquement d'améliorer les conditions de son existence intérieure, il retourne à la sauvagerie, il va à la décadence, à la mort.»

g) *De la politique économique*.—«Dans le domaine économique, nous sommes des libéraux au sens classique du mot; autrement dit, nous estimons que le sort de la vie économique nationale ne doit pas être remis aux mains d'un pouvoir plus ou moins collectif et bureaucratique. Je serais d'avis que, dans la mesure du possible, l'on rendit les chemins de fer, la poste, le télégraphe, etc., à des sociétés privées, afin de libérer l'Etat du poids de ces jonctions économiques, qui en réalité sont des plus dispendieuses.»

«Nous sommes des libéraux dans le domaine économique, mais non politique. Lorsque nous aurons expulsé le libéralisme de la politique, nous aurons sauvé la nation.» (*Popolo d'Italia*, 9 novembre 1921)

Mussolini proposa au congrès un projet de statut pour le nouveau parti. Grandi, le chef de la tendance adverse, fit au sujet de la question du parti la déclaration suivante: «Pour dissiper toute équivoque, je déclare ouvertement que je ne suis pas adversaire de la création du parti, mais que je suis contre une forme de parti qui ne refléterait pas l'idéalisme du mouvement fasciste. Car le mot «parti» peut donner lieu à deux interprétations différentes: si l'on comprend sous le mot «parti» une force politique qui agit dans le pays par la compétition aux élections et au Parlement, par l'intermédiaire d'un certain nombre de ses représentants politiques, nous sommes déjà un parti, depuis les dernières élections. Mais si, par le mot «parti», on entend un mouvement ayant son idéologie à lui, sa physionomie propre, sa différenciation, nous ne sommes pas encore un parti et, pour que nous le devenions, il faut que le congrès fixe le programme d'un large mouvement.»

Le congrès adopta la résolution suivante:

«Le troisième Congrès déclare reconnaître comme revendications fondamentales du fascisme les principes démontrés par Mussolini dans son discours et complétés dans les discours des rapporteurs et demandés au nouveau Conseil National de se réunir, avant la fin

de l'année en cours, pour doter une forme définitive au programme et aux statuts du Parti National Fasciste.»

Quoique Mussolini ne se soit pas prononcé d'une façon précise sur la question des organisations économiques et que les rapports des autres orateurs sur cette question aient été très peu substantiels, tout montre que cette résolution a également en vue la création d'organisations économiques (syndicats, coopératives, etc.).

La lutte au sein du fascisme arrive à sa dernière phase. La bourgeoisie voit clairement ses buts. Le lendemain du congrès, Mussolini écrivait dans le *Popolo d'Italia*:

«De la transformation du fascisme en parti, nous ne devons pas attendre des résultats immédiats; les premiers temps, le fascisme restera ce qu'il a été jusqu'à présent: une force négative, en ce sens qu'il est toujours prêt à répondre par la violence à la violence des partis anarcho-socialistes. Mais, en même temps, il aborde un travail effectif de préparation politique qui lui permettra de prendre partiellement ou entièrement le sort de la nation entre ses mains. Le fait que, sous forme d'hypothèse, l'idée a surgi de la formation d'un Etat fasciste, est la preuve que le fascisme actuellement est déjà, dans sa fondation, capable de diriger les destinées de la nation.»

Nous empruntons au compte-rendu fait par le secrétaire général des fascistes sur le congrès les données suivantes:

En mars 1919, Mussolini commence son action et fonde les premiers «faisceaux».

En octobre 1919 (premier congrès de Florence), les «faisceaux» sont au nombre de 56 et englobent 17.000 membres.

En mai 1920 (deuxième congrès de Milan), il existe 100 «faisceaux» groupant 30.000 adhérents.

En décembre 1920, le nombre des «faisceaux» atteint environ 800.

En février 1921, il dépasse 1000.

En mai 1921, il existait plus de 2.000 «faisceaux».

Au troisième congrès assistaient les délégués de 2.200 «faisceaux», représentant 370.000 membres. (Tous ces chiffres sont, à notre avis, considérablement majorés.)

Une enquête effectuée parmi 151.643 membres nous fournit sur la position sociale des adhérents du mouvement les données suivantes:

Marchands . . . . .	13.878
Fabricants . . . . .	4.269
Professions libérales . . . . .	9.981
Fonctionnaires . . . . .	7.208
Employés des institutions privées. . . . .	14.989
Personnel enseignant . . . . .	1.680
Étudiants . . . . .	19.783
Grands propriétaires fonciers . . . . .	18.084
Ouvriers industriels . . . . .	23.418
Ouvriers agricoles . . . . .	36.847
Maisins . . . . .	1.506

Total . 151.643

Cependant, il est à remarquer que le nombre des ouvriers indiqué dans les données ci-dessus est des plus douteux. Il est vrai que certains éléments de la partie la plus misérable du prolétariat (surtout

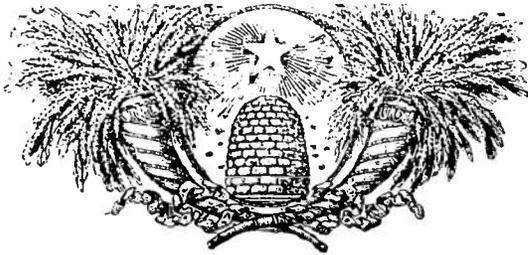
d'anciens ouvriers médaillés de guerre) sont entrés dans les « faisceaux », mais leur nombre est extrêmement restreint. L'élévation relative des chiffres que nous venons de citer s'explique plutôt par le fait que le mouvement fasciste englobe 614 groupes professionnels et 138 coopératives. Mais ces organisations sont entrées dans les « faisceaux » uniquement par crainte des « expéditions répressives » et pour se soustraire aux violences des bandes fascistes, dont elles n'attendent que l'occasion favorable pour se venger — ce qu'elles ont déjà commencé à faire en plusieurs endroits.

Et ainsi, il ne saurait être question du succès des fascistes parmi les grandes masses.

La lutte entre ouvriers et fascistes, lutte dont le développement varie quelque peu, selon que les fascistes soutiennent ou combattent plus ou moins ouvertement les agrariens, continue, achar-

née. En effet, maintenant comme auparavant, l'on a presque chaque jour à enregistrer de nouveaux meurtres d'ouvriers commis par les fascistes. La grève générale, qui, à Rome, a paralysé le congrès des fascistes, montre toute l'aversion des ouvriers pour ces derniers. Cette grève a été déclarée et soutenue non seulement par le Parti Communiste Italien, mais par toutes les autres organisations prolétariennes locales et même par les organisations républicaines. Devant les masses ouvrières, les fascistes se sont trouvés aussi impuissants que le gouvernement qui a dû suivre la tactique de la « neutralité » préconisée en pareil cas par Giolitti. Mussolini ayant donné l'ordre de la retraite, les fascistes, leur congrès terminé, ont quitté précipitamment la capitale.

V.





M. BORODINE.

## LE CONGRÈS DE CARDIFF

Le Congrès du Trade Union à Cardiff n'a pas justifié les espérances que fondaient sur lui les ouvriers les plus conscients. Il devait avant tout résoudre la question de l'unification du mouvement ouvrier anglais sur tout le front du travail. Non seulement il n'a pas résolu cette question fondamentale, mais il a tout fait pour éviter ce qui pouvait contribuer à sa solution. Ainsi, la résolution qui réclamait l'examen des causes de la faillite de la Triple Alliance a été rayée de l'ordre du jour, et le président Poulton n'a pas permis la discussion sur cette question si importante. Par la faute de ses chefs de droite, le Congrès a été privé de la possibilité de soumettre à sa critique la conduite des leaders de la Triple Alliance durant la grève des mineurs. L'on a agi ainsi sous prétexte de conserver l'unité du front ouvrier, unité qui, soit dit en passant, n'existe pas encore et qu'il est impossible de créer sans une étude minutieuse des leçons amères de l'expérience. Si jusqu'alors le Congrès, tel qu'il existait, était absolument incapable de diriger le mouvement ouvrier et n'était par suite d'aucune utilité réelle au prolétariat, il a montré cette fois qu'il était même une mauvaise « assemblée de discussions » (comme l'ont nommé un jour les époux Webb). En fermant la bouche au Congrès sur une question aussi importante que celle de l'élucidation des causes des défaites catastrophiques subies par la classe ouvrière de Grande-Bretagne depuis trois ans, les chefs droitiers ont, une fois de plus, démontré leur incroyable poltronnerie; une fois de plus, ils ont montré comment, contrairement aux « dictateurs communistes », ils réalisaient en fait le démocratisme véritable.

Le Congrès n'a pas solutionné la question cardinale, la question la plus importante: celle de l'unification du mouvement ouvrier; il n'a pas créé les organes nécessaires pour la direction de la lutte du prolétariat, il est resté la parolette qu'il a toujours été, et ainsi il a condamné les ouvriers à de nouvelles défaites encore plus lamentables que les précédentes. Ceux-ci, en effet, ne peuvent se résigner perpétuellement à leur situation actuelle. Des millions de sans-travail ne peuvent continuer sans fin à quêter dans les mairies (ce qui est actuellement le cas, à Londres et dans les autres centres industriels) la misérable obole qui doit servir à les nourrir, eux et leurs familles. Des centaines de milliers d'ou-

vriers chômant partiellement et ne gagnant pas le minimum nécessaire à l'existence n'attendront pas tranquillement le moment où ils seront définitivement jetés sur le pavé. Des millions d'ouvriers, dont les salaires dégringolaient avec une rapidité vertigineuse, ne sauraient garder éternellement le silence. La marche des événements pousse inévitablement le prolétariat à la lutte.

Les dirigeants du Congrès connaissent parfaitement la situation; ils savent que les ouvriers n'ont pas d'autre issue que la lutte. Ils savent que la bourgeoisie, surtout maintenant qu'elle n'a pas besoin de main-d'œuvre, ne redoute pas les vaines menaces des politiciens ouvriers; ils savent que, dans la situation actuelle, on ne peut lui arracher des concessions que par une lutte pénible, acharnée. Tout cela, ils le comprennent très bien, et cependant ils n'ont rien fait à Cardiff pour préparer la victoire du prolétariat dans sa lutte prochaine. Dans la période actuelle caractérisée par une crise économique sans précédent, par le chômage de millions d'hommes et par l'abaissement continu des salaires, alors qu'aucun signe extérieur ne décèle une possibilité quelconque d'amélioration dans la situation économique internationale dont dépend la vie économique de l'Angleterre, la seule arme du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie et le gouvernement bourgeois est l'unité du mouvement ouvrier, la centralisation rigoureuse et la cohésion maximum de toutes les forces prolétariennes. C'est cette unité que le Congrès devait créer avant tout. Son mot d'ordre devait être: «Prolétaires de toute l'Angleterre, unissez-vous! Unissez-vous dans vos comités d'usines, dans vos conseils ouvriers urbains (qui, par la faute des leaders de droite, traînent jusqu'à présent une existence misérable); unissez-vous autour d'un état-major général élu par les représentants des masses, spécialement convoqués à cet effet par le Congrès. Cet appel eût trouvé un écho immédiat parmi des millions de prolétaires. Le mouvement ouvrier eût été unifié, centralisé, fortement cimenté et mis sur le pied de guerre. Sur les 48 millions d'hommes qui forment la population de la Grande-Bretagne, 28 millions, d'après le statisticien Dreege, ne vivent que grâce à des subsides plus ou moins déguisés. Les privations des sans-travail, dont les rangs grossissent chaque jour, ne peuvent qu'augmenter, tandis que le salaire des ouvriers encore employés dans l'in-

dustrie ne cesse de diminuer. Telle est, dans les grandes lignes, la situation véritable, situation qui exige de façon urgente l'unification de la classe ouvrière sur tout le front.

Mais le Congrès n'a pas tenu compte de cette exigence impérieuse. Il a reporté toute son attention sur les questions débattues par la Société des Nations, sur le désarmement général, et de même qu'il encensait autrefois Wilson, le champion de la « démocratie », de même il n'a pas ménagé maintenant ses louanges au président Harding pour ses tendances humanitaires et pacifistes. Les politiciens du Congrès ont attaqué le gouvernement, mais, comme il fallait s'y attendre, ils ont éludé presque toutes les questions importantes du mouvement ouvrier et, lorsqu'ils y ont touché par hasard, ils n'ont montré qu'hésitation et indécision. La crise actuelle exige des réponses claires et concrètes. Ces réponses, le Congrès ne les a pas données. Mais sur la Société des Nations, sur le désarmement général, il a péroré « à cœur joie » et adopté une foule de belles résolutions — ce qui d'ailleurs ne l'engageait à rien.

Peu avant le congrès de Cardiff, l'Internationale Communiste et l'Internationale Syndicale avaient adressé aux ouvriers anglais un appel, où elles exposaient les tâches du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne. L'appel caractérisait ainsi le Congrès du Trade Union: « Le Congrès du Trade Union, sous sa forme et avec sa direction actuelles, est une organisation incapable, non seulement de mener la classe ouvrière à la victoire, mais même de la défendre contre l'offensive du capitalisme. Ses assemblées annuelles ne sont que prétexte à beaux discours pour les chefs ouvriers qui viennent parader devant leur auditoire. Son activité pratique se borne à une série de résolutions et de desiderata sans conséquences. » Plus loin, l'appel déclare que, maintenant que la classe ouvrière a plus que jamais besoin d'une direction autorisée qui la mène au combat, le Congrès du Trade Union ne fait absolument rien. L'appel attire l'attention des ouvriers sur le fait que les chefs eux-mêmes du Congrès se sont mis à parler les derniers temps de la nécessité de la constitution d'un état-major général du travail. Cela prouve seulement qu'ils reconnaissent l'existence au sein du prolétariat d'un puissant courant en faveur de l'unification du mouvement ouvrier. Mais, lorsque les leaders de droite parlent d'un état-major général du travail, ils cherchent uniquement à donner aux masses l'impression qu'ils élaborent quelque chose de nouveau, par quoi ils parviendront à améliorer la situation désespérée des ouvriers. En réalité, ce « quelque chose de nouveau » se réduit à de nouvelles formes d'union des anciens chefs qui ont déjà démontré clairement leur impuissance à conduire les ouvriers à l'assaut des forteresses du régime capitaliste. En réalité, ces chefs continueront à maintenir l'émiettement et la désorganisation antérieurs. L'appel met les ouvriers anglais en garde contre les manœuvres auxquelles auront recours les droitiers pour réduire l'œuvre de l'unification du mouvement

ouvrier à un simple changement de noms des anciennes organisations.

Le compte-rendu détaillé du congrès montrera que nos avertissements aux ouvriers anglais avaient leur entière raison d'être.

### *Le discours-programme de Poulton*

Le congrès de Cardiff réunit les représentants de 6.400.000 ouvriers, membres des unions professionnelles. Ce nombre est un peu inférieur à celui des ouvriers représentés l'année dernière au congrès de Portsmouth, mais, comparé à celui de 1913, il accuse une augmentation colossale de presque 4 millions de nouveaux ouvriers organisés.

Le discours d'ouverture de Poulton montra immédiatement que, cette année encore, malgré les circonstances spéciales dans lesquelles se réunissait le congrès, ce dernier n'avait nullement l'intention de s'occuper des grands problèmes du mouvement ouvrier: ce fut le discours le plus vide, le plus incolore, le plus conservateur qui eût jamais été prononcé au Congrès du Trade Union. Il fut même une surprise pour la bourgeoisie, qui s'attendait cette fois à une intervention vigoureuse de nos dirigeants syndicaux. Le *Manchester Guardian* alla jusqu'à douter que Poulton eût exprimé l'état d'esprit véritable des masses ouvrières. « Il serait périlleux, déclare l'organe bourgeois, de juger du mouvement ouvrier, de se faire une idée définitive de ses buts, uniquement d'après les discours des présidents du congrès. »

Le *Manchester Guardian* escomptait probablement que la gravité du moment inciterait les chefs à des actions plus décisives que celles qu'ils avaient entreprises jusqu'alors. Mais ce premier discours du président rassura la bourgeoisie et lui donna clairement à entendre que, cette fois encore, le congrès n'offrirait pour elle aucun danger, ne menaçait nullement sa domination. Poulton se borna à répéter les phrases consacrées sur la nécessité de la substitution du régime socialiste au régime capitaliste, sans oublier toutefois d'ajouter que cette substitution devait s'effectuer « par voie d'évolution, sans effusion de sang ».

Non seulement ce discours fut empreint de l'esprit conservateur le plus marqué et sursaturé de phrases rebattues, mais au point de vue du fond, surtout dans sa partie relative à l'activité antérieure du Congrès, il dénatura complètement la vérité. « Nous devons, dit le président, nous féliciter des succès que nous avons obtenus dans notre lutte contre les tentatives de la bourgeoisie de réduire les salaires et d'aggraver la situation des sans-travail. Cela nous réjouit, d'autant plus que nous avons réussi à remporter ces succès malgré les défauts de l'appareil du mouvement ouvrier. » Une telle déclaration dans la bouche de l'un des chefs du mouvement ouvrier ne peut être considérée, particulièrement en ce moment, que comme une sinistre raillerie à l'adresse des ouvriers. Durant les trois dernières années, toutes les actions entreprises par les ouvriers ont échoué, quoique ces derniers à chaque nouvelle action restreignent leurs tâches et que leurs

revendications se fissent de plus en plus humbles. De la revendication de la nationalisation et du contrôle ouvrier, posée en 1919, les mineurs, lors de leur dernière grève, descendirent à la revendication du minimum de vie le plus exigü. Et malgré toute leur modération, les ouvriers essayèrent défaites sur défaites, précisément parce qu'ils luttèrent en groupes isolés, qu'ils n'avaient pas dans le Congrès du Trade Union une direction unique, capable de les mener au combat et qu'ils étaient trahis par les représentants du Parti Ouvrier au Parlement. Maintenant que les salaires de millions d'ouvriers ont été réduits et continuent à être réduits chaque jour, que les sans-travail sont déjà plus de deux millions et qu'on leur retire peu à peu leurs subsides, qu'un million d'hommes sont obligés de chômer partiellement, Poulton (en présence des délégations des sans-travail) a le front de dire: «Nous pouvons nous féliciter des succès que nous avons obtenus dans notre lutte contre les tentatives de la bourgeoisie d'abaisser les salaires et d'aggraver la situation des sans-travail.»

Mais où Poulton atteint le comble de l'impudence, c'est lorsqu'il exprime son admiration pour la lutte héroïque soutenue par les mineurs pendant la dernière grève. Les chefs de la Triple Alliance ont trahi les mineurs, au lieu de leur venir en aide dans leur lutte contre la bourgeoisie et le gouvernement, et, maintenant que les mineurs, vaincus, doivent travailler aux conditions dictées par les entrepreneurs, ces mêmes chefs expriment leur admiration pour la lutte héroïque de ceux qu'ils ont vendus!

Dans la question de l'unification du mouvement ouvrier, Poulton fit l'aumône au courant de gauche de reconnaître la nécessité de «nouvelles méthodes» dans la construction des organisations professionnelles. «Les syndicats doivent comprendre qu'il ne suffit pas de reconnaître la nécessité de l'unité et d'exprimer des desiderata dans ce sens.» Mais Poulton comprend à sa manière la question de l'union de la classe ouvrière autour de ses centres. «Il est nécessaire, dit-il, que dans les grands conflits entre le Travail et le Capital le Conseil Général et les syndicats procèdent immédiatement à un échange de vues.» Pour lui, cette question si importante et si complexe de la coordination et de la centralisation du mouvement ouvrier se réduit à un simple échange de vues entre les syndicats autonomes et le Conseil Général.

Dans la question du chômage, Poulton se borna à quelques phrases poncives sur la situation sans issue des sans-travail et déclara qu'il fallait réduire le nombre des journées de travail de chaque ouvrier, afin de donner de l'ouvrage à ceux qui n'en avaient pas du tout. Mais nous reviendrons sur ce point dans la suite.

En un mot, le discours du président montra nettement que, cette année également, malgré les circonstances exceptionnelles créées par une crise économique sans précédent, les travaux du congrès ne différeront pas sensiblement de ce qu'ils étaient les années précédentes. Quelques phrases ressassées sur le socialisme pacifique,

quelques mois sur l'unification du mouvement ouvrier, quelques palliatifs contre le chômage tel est le bilan des travaux du congrès.

### Le nouveau Conseil Général

Fred Bramley, l'adjoint du secrétaire du Comité Parlementaire du Congrès du Trade Union, déclara (*Daily Herald*, 5 septembre) que, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'on était en présence «d'une organisation autorisée, ayant des fonctions bien définies, d'une organisation chargée de créer un centre administratif disposant de tous les moyens nécessaires, laborieux et actif, qui coordonnerait le travail des syndicats.» Il entendait par là le Conseil Général, créé au congrès de Cardiff pour remplacer le Comité Parlementaire. Plus loin, la comparaison de ces deux organes du Congrès du Trade Union nous fera voir si le Conseil Général est véritablement l'organe capable de créer un centre de coordination du mouvement ouvrier.

Quant à l'appréciation du caractère du mouvement ouvrier et à la détermination des causes pour lesquelles le prolétariat n'a essayé que des défaites, nous sommes complètement d'accord avec Bramley. Ce dernier déclare que le mouvement ouvrier, sous sa forme antérieure, a subi des défaites catastrophiques, parce que l'unité de front sur l'échelle nationale n'existait pas, parce qu'il n'y avait pas de direction centralisée, investie de l'autorité nécessaire et capable de mobiliser toutes les forces du prolétariat. Il énumère toutes les défaites éprouvées depuis le mois d'octobre 1919 et les attribue à la même cause: l'absence dans le mouvement ouvrier d'un centre permanent, muni de pleins pouvoirs, actif et résolu.

A cela, il n'y a rien à dire. Notre appel aux ouvriers anglais caractérisait la situation du mouvement ouvrier en Angleterre, exactement comme le fait Bramley maintenant. Mais nos conclusions diffèrent des siennes. L'analyse du mouvement ouvrier des trois dernières années, ainsi que de la situation politique et économique dans laquelle les ouvriers doivent mener la lutte de classes, nous conduit à la conclusion que la seule issue à la situation actuelle du prolétariat anglais est l'unification, unification qui doit commencer par le comité de fabrique ou d'usine et les conseils ouvriers urbains, et se terminer par la constitution d'un état-major général de tout le mouvement ouvrier, état-major investi de la plénitude du pouvoir, coordonnant et dirigeant toutes les manifestations du mouvement professionnel et politique. De l'analyse de la situation Bramley, lui, conclut que le Conseil Général nouvellement créé est justement l'organe qui unifiera le mouvement ouvrier; à son avis, le Conseil Général lera tous les préparatifs nécessaires pour le moment où il faudra déclencher la grève générale. Lorsqu'elle sera déclarée, le Conseil sera l'organe permanent qui élaborera le plan de la lutte et mobilisera l'armée prolétarienne. Il armera comme il le convient les ouvriers et dirigera leurs actions. S'il faut entrer en pour-

parlers avec l'ennemi, le Conseil Général entrera en pourparlers. Tout cela vous a un air très belliqueux, mais le Conseil Général, si même il voulait accomplir toutes les fonctions dont Bramley le charge, ne pourrait absolument rien faire, pour cette simple raison qu'il est un état-major sans armée. Le caractère de cette institution, le rôle que lui attribuent les dirigeants syndicaux ne correspondent nullement aux tâches que lui assigne Bramley. Ce dernier, ou bien se berce lui-même de l'illusion que le nouveau Comité Parlementaire est une organisation ayant un pouvoir effectif, représente un état-major du travail véritable, ou bien celle de la poudre aux yeux de la classe ouvrière et, au lieu de détourner l'attention du prolétariat de ses tâches fondamentales, s'efforce de lui persuader que ses chefs ont satisfait ses besoins de nouvelles formes d'organisation dans la lutte de classes. Mais les ouvriers conscients ne se laisseront pas induire en erreur. Quant aux ouvriers arrière, à la première collision avec la bourgeoisie, ils se convaincront du caractère et de la signification véritables du Conseil Général; en outre, les communistes anglais ne manqueront pas de dévoiler la nature réelle de cet état-major sans armée et continueront à lutier pour la création d'un état-major général du travail véritable.

Les principes essentiels de la constitution du Comité Parlementaire prescrivaient à ce dernier: 1) de veiller à ce que les intérêts des ouvriers fussent respectés dans la législation; 2) d'intercéder auprès des députés du Parlement en faveur de l'adoption des mesures législatives élaborées par le Congrès du Trade Union. Mais, depuis la formation du Parti Ouvrier, le Comité Parlementaire était devenu un anachronisme, car il était privé de ses fonctions essentielles, qui étaient de veiller à la législation ouvrière ou d'obtenir le vote de lois favorables aux ouvriers, et cela au moyen du *lobbying*, c'est-à-dire de la politique de coulisses, ce qui revenait tout simplement à mendier l'appui des députés bourgeois dans les antichambres parlementaires. Le Parti Ouvrier ayant assumé le soin de l'accomplissement des fonctions politiques du mouvement ouvrier, il n'était resté au Comité Parlementaire que le travail purement technique de la composition de l'ordre du jour du congrès et de la préparation du texte des résolutions; en un mot, la préparation technique du congrès. Il ne pouvait donc être question d'une coordination et, à plus forte raison, d'une direction du mouvement ouvrier.

Au fond, le Conseil Général nouvellement élu ne diffère pas sensiblement du précédent Comité Parlementaire. Ce qu'était le Comité Parlementaire sous le rapport politique, le Conseil Général le sera sous le rapport économique. Le premier ne pouvait que veiller à la législation ouvrière, le second ne fera que veiller sur le mouvement ouvrier. De même que le Comité Parlementaire, ne pouvant obliger les députés de la Chambre des Communes à voter les mesures législatives favorables au prolétariat, devait se borner à intercéder auprès de ces derniers, à les solliciter, de même le Conseil Général ne pourra forcer les chefs des unions professionnelles à se soumettre à sa volonté.

«Le Conseil Général veille sur tout le mouvement ouvrier et s'efforce, là où faire se peut, de coordonner la lutte économique. Le Conseil contribue aux actions générales du mouvement ouvrier... Lorsqu'il surgit des différends ou des menaces de différends entre les syndicats, le Conseil doit employer toute son influence pour apaiser ces différends. Néanmoins, les syndicaux devront conserver leur entière autonomie.» Tels sont les principes essentiels de la constitution du Conseil Général.

Il ne s'agit pas ici de l'autonomie politique des syndicats, de leur indépendance à l'égard d'un parti politique quelconque. Sous ce rapport, le mouvement professionnel anglais adopte une plate-forme saine et raisonnable, car il a son propre parti politique. Il s'agit de l'indépendance des syndicats à l'égard du Congrès et de son organe central, le Conseil Général, qui est ainsi un état-major sans armée ou un état-major de troupes indépendantes. C'est de la bonne volonté de ces troupes dispersées, sans union entre elles, qu'il dépend de se soumettre ou non au Conseil Général (1).

Maintenant que l'on connaît les principes fondamentaux de la constitution du Conseil Général, l'on peut facilement se rendre compte de la valeur pratique de cette déclaration de Bramley: «Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, l'on est en présence d'une organisation autorisée ayant des fonctions bien définies, d'une organisation chargée de créer un centre administratif disposant de tous les moyens nécessaires, laborieux et actif, qui coordonnera le travail des syndicats.» En réalité, l'on voit qu'il y a encore loin du nouveau Conseil Général à l'état-major général, que le Conseil Général n'en est encore qu'à créer cet organe.

Mais l'obligation même pour le Conseil Général de créer un centre autorisé du mouvement ouvrier n'a dans la pratique aucune signification sérieuse, et si l'on en juge par l'attitude des dirigeants du Congrès dans la question de l'élection d'un président permanent pour le Conseil Général, on se représentera facilement ce que sera ce «centre autorisé». Le Congrès se refusa à élire un président permanent pour le Conseil Général, alléguant que cela créerait une dualité de pouvoir entre le secrétaire et le président. Le délégué de l'union nationale des cheminots se prononça contre la nomination d'un président perpétuel parce que, comme il le disait lui-même, il était par principe «contre les fétiches». Le délégué, de la fédération des mineurs reconnut que l'élection

(1) Certes, sur tel état de choses a également sa répercussion sur l'activité politique de la classe ouvrière. Du moment que les décisions du Congrès et de son Conseil Général ne sont pas obligatoires en principe pour les syndicats, il est évident qu'elles ne sauraient l'être non plus dans le domaine de la politique. Les syndicats non affiliés au Parti Ouvrier ont, par exemple, leurs fonds spéciaux—qu'ils emploient à des buts politiques. Ces fonds leur servent à patronner leurs candidats au Parlement. C'est ce qui explique que l'on trouve au Parlement une telle masse de vieillards comme représentants des ouvriers. Pour se débarrasser de leurs chefs trop âgés, les syndicats les envoient au Parlement où ils vivent leurs derniers jours en toute tranquillité et dans un bien-être relatif.

d'un président serait, certes, une mesure révolutionnaire, mais qu'il valait mieux remettre la question à l'année prochaine.

En réalité, le congrès repoussa cette proposition parce qu'elle sentait la centralisation et constituait par suite une violation de l'autonomie des syndicats. Qu'une mesure quelconque dénote la plus légère tendance au centralisme dans le mouvement ouvrier, et elle est immédiatement condamnée; aussi, le congrès se hâta-t-il d'écarter l'idée de la présidence.

Dans une autre question, le Congrès démontra encore plus clairement ce qu'il attendait du Conseil Général en matière de coordination des actions des ouvriers. Il s'agissait d'un conflit sanglant entre les ouvriers des chantiers de constructions navales de Belfast (Irlande). Voici ce que dit sur ce conflit le correspondant du *Daily Herald*, dans le N° du 3 septembre: «L'année dernière déjà, le Comité Parlementaire avait nommé une commission pour étudier le conflit entre les carsonistes et les sinn-feiners, membres les uns et les autres des mêmes syndicats, d'où les sinn-feiners avaient été exclus par les carsonistes. La commission du Comité Parlementaire ne fut pas en état d'aplanir le conflit. Hill et Purcell, membres du Comité Parlementaire, proposèrent au Congrès de donner pleins pouvoirs à la commission pour obliger les syndicats de Belfast à mettre fin au conflit. Si le Congrès avait profité de cette occasion pour faire acte d'autorité, il aurait, pour la première fois depuis sa fondation, élargi ses fonctions et, d'assemblée de discussions pure, se serait transformé en une organisation ayant le droit d'imposer sa volonté aux syndicats qu'elle englobe. D'ailleurs, le statut du nouveau Conseil Général prévoit son intervention dans des conflits analogues à celui de Belfast. Néanmoins, le Congrès ne profita pas de l'occasion pour s'ériger en arbitre et se borna à charger la commission de rester sur place jusqu'à ce que le conflit fût aplani.»

Si le Congrès lui-même se reconnut comme insuffisamment qualifié pour intervenir dans la lutte fratricide des ouvriers de Belfast, que penser de la valeur pratique du point du statut stipulant que le Conseil Général «veille sur le mouvement ouvrier et coordonne ses actions?» Si le Congrès fût intervenu résolument dans le conflit de Belfast, s'il eût déclaré qu'il ne permettrait pas aux chefs syndicaux de garder une attitude passive dans la lutte des ouvriers des uns contre les autres, s'il eût menacé d'exclure du mouvement ouvrier et de clouer au pilori les dirigeants syndicaux qui avaient chassé les sinn-feiners de leurs organisations et qu'il eût donné l'ordre au Conseil Général de mettre cette menace à exécution, il eût alors montré qu'il était véritablement dans la voie de la coordination du mouvement ouvrier, qu'il tendait réellement à la centralisation. Mais le Congrès ne fit rien de tout cela, parce qu'il est encore pour le point de vue de l'autonomie syndicale, parce qu'il se considère encore comme une assemblée de discussions. Le Congrès refusa de reconnaître sa compétence dans le conflit sanglant qui divisait les ouvriers irlandais. En agissant ainsi, il sauva évidemment

l'idée de l'autonomie, mais en même temps il démontra nettement qu'il ne serait jamais l'organe d'unification du mouvement ouvrier.

Avant de passer à l'examen des autres travaux du congrès, quelques mots sur l'article de Ben Turner, paru dans le *Daily Herald* du 7 septembre. L'auteur entreprend de défendre les syndicats contre les attaques de ses «amis communistes», spécialement de l'ancien Parti Socialiste Ouvrier. Il parle des avantages qu'ont retirés et que retirent encore les ouvriers des syndicats. Il énumère plusieurs branches de la production qu'il a connues directement pendant les 40 dernières années et se donne comme un témoin vivant des succès remportés par le mouvement professionnel au cours du dernier demi-siècle. Il y a une quarantaine d'années, les ouvriers du textile travaillaient 56 heures et plus par semaine. Grâce aux syndicats, la semaine ouvrière a été abaissée à 48 heures. Auparavant, les ouvriers buvaient le thé dans des gamelles de fer-blanc, maintenant ils le prennent dans des tasses ou dans des verres. Auparavant les ouvriers mangeaient sur des tables sans nappes, maintenant ils ont des tables recouvertes de toile cirée. Pourtant, l'auteur reconnaît que le problème du chômage est resté tel quel, car le chômage, selon lui, est un mal inhérent au système défectueux du mercantilisme (notez bien qu'il ne dit pas «du capitalisme»). Plus loin, l'auteur déclare que les syndicats sont nécessaires tant que durera le régime du salariat.

Ben Turner a pris la défense des syndicats contre les communistes juste au moment où le congrès tenait ses assises. Pourquoi cela? Pour peu que l'on connaisse le point de vue des communistes (nous ne parlons pas, bien entendu, des communistes du genre de Sylvia Pankhurst, ou bien des adeptes du K. A. P. D. ou encore des membres du Parti Socialiste Ouvrier de Glasgow), l'on sait, ou en tout cas l'on doit savoir, que ces derniers ne combattent pas les syndicats en tant qu'organisations de classe des ouvriers, qu'ils en attaquent uniquement les dirigeants, qui font servir leur influence non à la cause du prolétariat, mais à celle de la bourgeoisie, qui, toujours et partout, empêchent l'unité d'action des ouvriers. Ben Turner devrait bien savoir que les communistes mènent une lutte incessante contre toutes les tendances préconisant l'abandon des syndicats et la création de nouveaux syndicats parallèles aux anciens; qu'ils sont rigoureusement obligés de rester dans ces organisations et d'y participer à la lutte journalière pour les petites améliorations dont il parle, lui, Ben Turner.

Les communistes professent que les syndicats non seulement sont nécessaires maintenant et tant que durera le régime capitaliste, mais qu'ils le seront encore après le renversement de la domination du capitalisme. Les communistes ne combattent pas les syndicats comme tels; ils s'efforcent uniquement de les épurer de leurs dirigeants, qui les utilisent dans les intérêts de classe des ennemis du prolétariat. Les communistes sont les véritables défenseurs des syndicats contre tous les éléments qui les mènent à la ruine.

L'intervention de Ben Turner et sa sortie contre les communistes précisément au moment du congrès n'avaient pas pour but de défendre les syndicats contre les attaques de ces derniers, mais bien de détourner l'attention des ouvriers de la question principale soulevée par les communistes. Ceux-ci proclament que la tâche fondamentale du mouvement ouvrier, à l'heure actuelle, est l'unification, la centralisation et la mise sur le pied de guerre des organisations prolétariennes, même s'il faut aller pour cela contre la volonté des leaders syndicaux. Au lieu de traiter à fond cette question, dont l'importance est capitale, Ben Turner cherche à effrayer les ouvriers en leur faisant accroire que les communistes s'efforcent de détruire les syndicats. Cette confusion voulue d'idées, ces insinuations contre les communistes méritaient qu'on les réfutât.

Mais Ben Turner va plus loin. Il prend sous sa protection les leaders syndicaux, déclarant que chacun d'eux est toujours prêt à accueillir avec reconnaissance toute critique positive, instructive. Aussi, dit-il, nos amis d'extrême gauche ont-ils grand tort d'injurier tous les chefs qui ne partagent pas leurs opinions et de les traiter en bloc de «canailles» et de «fripons» (Signalons à ce propos que, la veille de la publication de l'article de Ben Turner, à la séance du Congrès du Trade Union, un délégué, mais non un délégué d'extrême gauche, assis juste en face de Thomas, parlant alors à la tribune, avait traité ce dernier de fripon). Ici notre auteur dénature de nouveau les faits. Nous ne critiquons pas les chefs en général, mais certains chefs. Et cela, non pas parce qu'ils ne partagent pas nos opinions, mais parce que, à chaque occasion favorable, ils trompent le prolétariat. Sommes-nous, oui ou non — que Ben Turner nous le dise! — obligés de critiquer les chefs qui portent la responsabilité de la faillite honteuse de la Triple Alliance et de la déroute d'un million de mineurs et, si oui, sous quelle forme devons-nous le faire? Ben Turner nous représente les chefs, type Thomas, comme de petits enfants, qu'il faut instruire et amender par de bonnes paroles et des conseils appropriés. Au lieu de les traiter ouvertement de traitres et de les clouer au pilori, il faudrait, selon Ben Turner, leur expliquer avec bienveillance et douceur que ce n'est pas gentil à eux d'ourdir avec Lloyd George des intrigues contre les mineurs et de condamner ainsi des millions de gens à revenir, après des sacrifices innombrables et une lutte désespérée, dans leurs souterrains, pour y reprendre le travail aux conditions dictées en fait par les entrepreneurs. Voilà un homme qui vise au poste de premier ministre du gouvernement ouvrier, qui écrit des préfaces aux livres des banquiers qu'il encense sur tous les tons, et Ben Turner vient nous proposer de le traiter en enfant égaré, incapable de s'orienter, encore inexpérimenté et ayant, par suite, besoin d'une critique «instructive». Oui, lorsque nous avons affaire à des syndiqués arriérés, mais honnêtes, notre devoir est de les aider à voir clair dans les questions de la lutte de classes, de les instruire; mais quand il s'agit de leaders comme Thomas, il faut les démasquer impitoyablement...

Le congrès créa également un Comité National unifié pour la coordination des côtés économique et politique du mouvement. Ce Comité se compose de représentants du Congrès du Trade Union, du Comité Exécutif du Parti Ouvrier et de la fraction parlementaire du Parti Ouvrier. Il doit organiser les quatre «départements» suivants: 1) des recherches, 2) de la propagande, 3) de la jurisprudence, 4) des affaires internationales. Ces quatre départements se trouveront sous le contrôle du Conseil Général et du Comité Exécutif du Parti Ouvrier.

### Le Congrès et le chômage

Dans un article intitulé: *Les perspectives industrielles* (*Contemporary Review*, août 1921), Mariot fait un tableau de la situation économique de l'Angleterre. Plus de deux millions d'hommes sont complètement privés de travail, des centaines de milliers chôment partiellement. Pourquoi cela? demande Mariot, et il répond: «Ce n'est pas que les marchandises anglaises soient inutiles. Au contraire, jamais le besoin ne s'en est fait sentir aussi fortement que maintenant, mais nous ne pouvons produire à des prix accessibles aux acheteurs étrangers. Nous ne pouvons concourir avec les producteurs étrangers sur notre propre marché, à plus forte raison sur le marché extérieur.»

Le fer et l'acier américains reviennent quatre ou cinq livres sterling meilleur marché la tonne à l'acheteur anglais que le fer et l'acier produits en Angleterre. L'Angleterre achète du fer belge pour ses chaudières à un prix variant de sept à neuf livres sterling la tonne, tandis que le prix de revient de la même qualité de fer en Angleterre s'élève jusqu'à dix-sept livres. Presque tous les pays, et notamment ceux de l'Amérique du Sud et de l'Europe Centrale, commandent leurs machines aux usines allemandes et autrichiennes. L'industrie textile du Lancashire se trouve dans une situation analogue à celle de l'industrie métallurgique.

En 1913, l'extraction totale du charbon en Angleterre atteignait 287.000.000 de tonnes, dont 77.307.000 étaient exportées à l'étranger. En échange, l'Angleterre pouvait obtenir à bon marché du coton et de la laine pour ses filatures du Lancashire et du Yorkshire. En 1920, l'extraction houillère était de 229.000.000 de tonnes, ce qui représente une réduction de 20% de la production. Le nombre des ouvriers s'est accru de presque 100.000, mais l'extraction moyenne par mineur est tombée de 258 à 193 tonnes. Les salaires ont monté de 6 shillings 3/2 pence à 23 shillings 1/2 pence, tandis que le prix du charbon anglais a passé de 8 shillings 8 pence à 38 shillings 9 pence. Mais l'industrie réclame du charbon à 20—22 shillings la tonne.

L'auteur conclut en ces termes: «Si nous n'obtenons pas rapidement la paix industrielle, les 3/4 au moins de nos compatriotes seront forcés d'aller gagner leur vie dans d'autres pays. S'ils restent dans leur patrie, ils seront sans travail et par suite condamnés à la famine.» Mariot

ne voit d'autre issue que la paix industrielle, c'est-à-dire la paix entre le Travail et le Capital. En d'autres termes, les ouvriers doivent faire de nouvelles concessions, consentir à des réductions de salaires, afin de permettre aux capitalistes anglais de concurrencer avec succès les autres pays sur le marché mondial.

Le directeur de la firme Camail Laird and Co écrit dans le *Morning Post* du 3 juillet que, en 1919, l'exportation anglaise, calculée d'après le poids des marchandises, n'a été que la moitié de celle de 1918 (45.995.000 tonnes au lieu de 91.805.000). En 1920, elle a encore diminué, elle est tombée à 39.509.000 tonnes. Les cinq premiers mois de cette année sont encore plus désastreux. L'exportation pour la période janvier-mai 1921 n'a atteint que 9.439.000 tonnes, au lieu de 37.006.000 tonnes pour la période correspondante de 1913. Si même l'on ne fait pas entrer le charbon en ligne de compte, l'on trouve qu'en mai 1921 l'exportation avait baissé de 65% comparativement à l'année 1913.

Les dernières données statistiques ne révèlent aucune amélioration sensible, quoique la quantité des sans-travail ait légèrement diminué. Sur le marché extérieur, l'Angleterre continue à se voir enlever les commandes par d'autres pays. En Chine, par exemple, c'est la Belgique qui a reçu les commandes pour le matériel de chemins de fer. Tandis qu'elle s'engageait à fournir des locomotives à 10.000 livres sterling la pièce, l'Angleterre demandait pour les siennes 18.000 livres et ne pouvait consentir à un prix inférieur à 13.000.

Telle est la situation économique véritable du pays. Les économistes bourgeois ne voient d'autre issue que dans l'abaissement notable des salaires, qui permettra à l'Angleterre de concurrencer les pays à monnaie avariée où les salaires sont moins élevés qu'en Angleterre. Ils avaient déjà commencé à parler de cette issue bien avant la réduction des salaires. Durant ces derniers mois, les salaires ont considérablement diminué, surtout dans l'industrie houillère, où pourtant les ouvriers ont mené une lutte longue et acharnée pour le maintien de leur minimum de vie, ainsi que dans plusieurs autres industries, où ils ont été réduits par un accord à l'amiable passé entre patrons et ouvriers. Néanmoins, l'exportation des marchandises n'a pas augmenté. En même temps que les salaires tombent en Angleterre, on assiste dans les autres pays, et notamment en Allemagne, à une dépréciation du change qui permet aux entrepreneurs de ces pays de tarifer leurs marchandises encore plus bas. A son tour, cette baisse de prix doit entraîner une nouvelle réduction des salaires en Angleterre.

C'est au Congrès du Trade Union, où sont représentés par leurs syndicaux plus des 3/4 de tous les ouvriers organisés de l'Angleterre, qu'il appartenait de faire entendre sa voix dans la question du chômage sans précédent qui sévit actuellement dans le pays. Mais c'est justement dans cette question du chômage que se révéla toute l'impuissance du congrès. Celui-ci, au lieu d'analyser les causes et de montrer la signification de la crise économique traversée en ce moment par le monde

bourgeois tout entier, et particulièrement par l'Angleterre, se borna à quelques phrases banales sur la situation pénible des sans-travail et de leurs familles. Parmi les délégués, les uns critiquèrent le gouvernement de n'avoir pas su trouver des mesures efficaces de lutte contre le chômage, d'autres s'en prirent aux spéculateurs, d'autres, enfin, attribuèrent tout le mal au refus des entrepreneurs de renoncer à leurs bénéfices. Gynes expliqua la situation pénible des sans-travail par la malveillance du Parlement à leur égard. Poullon exprima l'espoir que les délégués feraient de l'agitation jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu justice pour les infortunés que le chômage condamnait à la mort par la famine. Il ajouta qu'il n'y avait rien d'étonnant à ce que quelques sans-travail, préconisassent «des méthodes extrêmes pour la suppression de la pauvreté». Le congrès parla beaucoup et avec les plus grands éloges des conseillers municipaux qui, comme ceux de Popplar, avaient été emprisonnés pour avoir refusé d'augmenter les impôts pesant sur la population pauvre, parmi laquelle il se trouvait d'ailleurs un grand nombre de sans-travail.

En somme, à entendre la discussion de la question du chômage, on se serait oru en présence, non pas de représentants de la classe ouvrière, mais de libéraux, auxquels les sentiments d'humanité et de justice ne permettent pas de rester indifférents aux souffrances de millions d'êtres humains: hommes, femmes et enfants.

Les dirigeants du Congrès du Trade Union ne tentèrent pas d'analyser la situation économique et d'en établir le bilan; il leur était beaucoup plus avantageux de passer sous silence la faillite du régime bourgeois dont l'existence ne peut être prolongée que par leur crainte de la domination du prolétariat et leur désir de soutenir celle de la bourgeoisie. Mais on ne peut prolonger la domination du régime bourgeois en Angleterre qu'en réduisant le prolétariat à la misère et à la famine. De deux choses l'une: ou bien la domination de la classe capitaliste doit être renversée, ou bien les ouvriers doivent sacrifier délimitivement toutes leurs conquêtes antérieures, consentir à une nouvelle diminution, encore plus considérable, de leurs salaires, à l'augmentation des heures de travail, et créer ainsi une armée permanente de sans-travail condamnés à végéter misérablement, et cela pour que la bourgeoisie puisse reconquérir ses positions sur le marché mondial. Mais la réduction des salaires en Angleterre entraînera inévitablement dans les autres pays rivaux une baisse des prix et, par conséquent, une diminution des salaires, une augmentation du chômage, ce qui, à son tour, provoquera une nouvelle réduction des salaires en Angleterre. En un mot, l'analyse de la situation économique mondiale et de sa répercussion sur la situation économique de l'Angleterre devait amener les chefs du mouvement ouvrier anglais, s'ils avaient été réellement les défenseurs des intérêts de classe du prolétariat et non d'intérêts étroitement corporatifs, à la conclusion que, par des palliatifs au chômage et à la réduction des salaires, l'on ne pouvait que détourner, pour un temps très court, l'attention des ouvriers de l'état de choses véritable.

Mais le congrès ne voulut pas regarder la vérité en face. Le discours le plus caractéristique de toute la discussion sur le chômage (à laquelle le congrès n'accorda que deux heures) fut celui de Bevin, représentant de l'union des dockers. Il déclara ne pas vouloir entendre parler de l'inévitable. «Pour nous, dit-il, représentants de la classe ouvrière, l'inévitable n'existe pas. On peut éviter les difficultés créées par la situation économique du pays, mais à condition de faire travailler un peu sa cervelle.» Pour les leaders type Bevin, la situation actuelle des ouvriers anglais n'est qu'un embarras passager dont on peut triompher, mais pour cela il faut de la souplesse, il faut savoir «se retourner». Il est évident qu'avec de pareilles idées de petit boutiquier, il est difficile d'aborder l'analyse de la situation économique mondiale. A une entrevue qu'il avait, au moment de la grève des mineurs, avec les représentants de la Triple Alliance, Lloyd George exhortant ces derniers à faire reprendre aux ouvriers les travaux nécessaires à la sécurité des mines, disait: «Nous savons par expérience que les premières tentatives (de rapprochement entre le Travail et le Capital) sont ordinairement infructueuses, et, très souvent, il semble qu'il n'y ait aucune issue; mais le bon sens britannique trouve toujours une issue lorsqu'il le veut réellement.» Voilà qui est tout à fait dans le ton de Bevin: «Il n'y a qu'à faire travailler sa cervelle et l'on trouvera une issue.»

Les Bevin firent en effet travailler leur cervelle au congrès, et celui-ci adopta une résolution destinée à écarter les difficultés créées par la situation économique, c'est-à-dire à supprimer le chômage et à empêcher la réduction des salaires. Cette résolution exige du gouvernement des subventions pour les sans-travail. Mais ces subventions, le gouvernement les accordait déjà, et il est probable qu'il ne refusera pas cette aumône dans l'avenir. De plus, la résolution exige la convocation du Parlement pour la solution de la question du chômage. Mais, d'après Clynes, le Parlement actuel est mal disposé envers les sans-travail. La résolution indique également que la municipalité de Poplar a rendu un grand service à la nation. En réalité, les membres de cette municipalité, parmi lesquels il se trouvait deux communistes, se sont refusés à augmenter les impôts pesant sur la population pauvre et ont exigé que les quartiers riches fussent soumis à une contribution spéciale en faveur des sans-travail, et s'ils sont maintenant en prison, ce n'est pas parce qu'ils ont soutenu les intérêts de la nation, mais parce qu'ils ont défendu les intérêts du prolétariat. La résolution charge le Conseil Général, conjointement avec le Comité Exécutif du Parti Ouvrier et la fraction parlementaire du Parti Ouvrier, de prendre immédiatement des mesures, afin d'obtenir des subsides suffisants pour les sans-travail.

En fait de mesures, le Comité Unifié du Congrès du Trade Union et du Parti Ouvrier repoussa le projet de l'assistance gouvernementale aux chômeurs pour lui substituer son propre plan qui, tout en assurant une aide efficace et immédiate aux sans-travail, doit, dans la pensée de ses auteurs, vivifier l'industrie, relever la productivité

du travail, etc. D'après ce plan, le gouvernement doit donner aux entreprises anglaises les commandes officielles des marchandises nécessaires à l'Etat, à l'intérieur du pays ainsi que pour l'exportation; en d'autres termes, le gouvernement doit devenir le vendeur à l'étranger des marchandises qu'il aura commandées en Angleterre, et pour cela entrer en rapports commerciaux directs avec les autres gouvernements. En outre, les entrepreneurs anglais doivent renoncer à leurs bénéfices habituels. En second lieu, le plan énumère toute une série de travaux publics et indique la quantité d'ouvriers qui pourrait y être employée. Il souligne particulièrement l'importance de la construction de nouvelles habitations. En troisième lieu, il prévoit diverses avances sous forme d'emprunts consentis pour l'exécution de différents travaux publics. En dernier lieu, il exige des subsides suffisants pour les ouvriers qui resteront sans ouvrage, mais dans ce cas le premier devoir du gouvernement sera de leur fournir du travail.

Tel est le résultat du travail du congrès et tel est le plan proposé par le Comité Unifié du Congrès du Trade Union et du Parti Ouvrier pour la lutte contre le chômage. Les palliatifs que comporte ce plan ne diffèrent pas sensiblement des palliatifs de l'Union Nationale des patrons et des ouvriers. Cette organisation mixte du Travail et du Capital insiste également pour que le gouvernement exige des autorités locales et des entreprises publiques l'élaboration d'un plan de travaux publics (construction de voies ferrées, de lignes de tramway, de stations, mise en culture des terres en friche) et qu'il accorde des prêts aux autorités locales et aux compagnies qui dirigeront les entreprises étatiques et municipales. Le matériel nécessaire pour les travaux publics devra être fourni exclusivement par la production intérieure. Mais l'Union Nationale des patrons et des ouvriers doute elle-même que ces travaux, trop pénibles en particulier pour les femmes, puissent occuper un nombre considérable de sans-travail.

Le Comité Unifié du Congrès du Trade Union et du Parti Ouvrier recommande, comme nous l'avons indiqué plus haut, d'autres moyens «plus efficaces» de lutte contre le chômage. Le gouvernement doit assumer le rôle d'exportateur trafiquant avec les autres pays, et les entrepreneurs doivent renoncer à leurs bénéfices habituels. Les leaders syndicaux ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que, si les patrons renonçaient à leurs bénéfices et confiaient au gouvernement seul la mission de faire le commerce sur le marché extérieur, cela équivaudrait en somme à la nationalisation du commerce extérieur. Nous n'entreprendrions pas pour le moment de déterminer jusqu'à quel point cette nationalisation serait de nature à alléger la situation économique de l'Angleterre, mais nous voudrions bien savoir comment le Comité Unifié du Congrès du Trade Union et du Parti Ouvrier s'y prendra pour obtenir la nationalisation du commerce extérieur. Nous savons que la Triple Alliance avait sollicité la création d'un fonds national des bénéfices pendant la grève des mineurs. Nous connaissons le rôle joué par le Congrès du Trade Union et le Comité du

Parti Ouvrier, lorsque les ouvriers réclamaient la nationalisation de l'industrie houillère en 1919, au moment où la conjoncture était éminemment favorable à la classe ouvrière, alors qu'il n'y avait pas de chômage et que le prolétariat pouvait, s'il avait formé un front unique, s'il avait eu une direction centralisée, forcer le gouvernement à diverses concessions, jusques et y compris la nationalisation de l'industrie charbonnière. Nous savons que les chefs droitiers n'ont pas profité de la situation et n'ont pas entrepris la lutte décisive pour la nationalisation, pour laquelle ils avaient fait de l'agitation durant de longues années, mais que les Conseils de Whitley leur ont fait oublier. Le gouvernement se rendait bien compte alors du danger qu'il courait si la classe ouvrière, unie et fortement cimentée, avait entrepris la lutte, et c'est pourquoi il offrit aux dirigeants syndicaux les Conseils du Travail et du Capital. Les leaders ouvriers abandonnèrent aussitôt toute idée de lutte, accueillirent avec joie ces Conseils et permirent ainsi au gouvernement de détourner l'orage qui s'amassait sur sa tête et allait éclater d'un moment à l'autre. Les actions isolées des ouvriers, dirigés par des chefs qui siégeaient aux Conseils de Whitley aux côtés de la bourgeoisie, échouèrent naturellement. Maintenant que la classe ouvrière est dans une situation désespérée et que la bourgeoisie ne redoute plus la menace qu'elle sentait peser sur elle en 1919, les chefs du prolétariat viennent parler de la nationalisation du commerce extérieur, sans avoir au préalable procédé à l'unification de la classe ouvrière sur tout le front, unification qui seule peut permettre au prolétariat d'espérer le succès dans sa lutte. Mais le Comité Unifié ne se dispose même pas à mener la lutte pour la nationalisation du commerce extérieur. Tout son plan est basé sur le postulat que les entrepreneurs renonceront eux-mêmes à leurs bénéfices.

Et ainsi, tout le plan du Congrès du Trade Union et du Parti Ouvrier dans la lutte contre le chômage se réduit à exiger des travaux publics pour les chômeurs; ce qui évidemment n'est pas une solution de la question.

### *Ils n'ont rien appris, rien oublié*

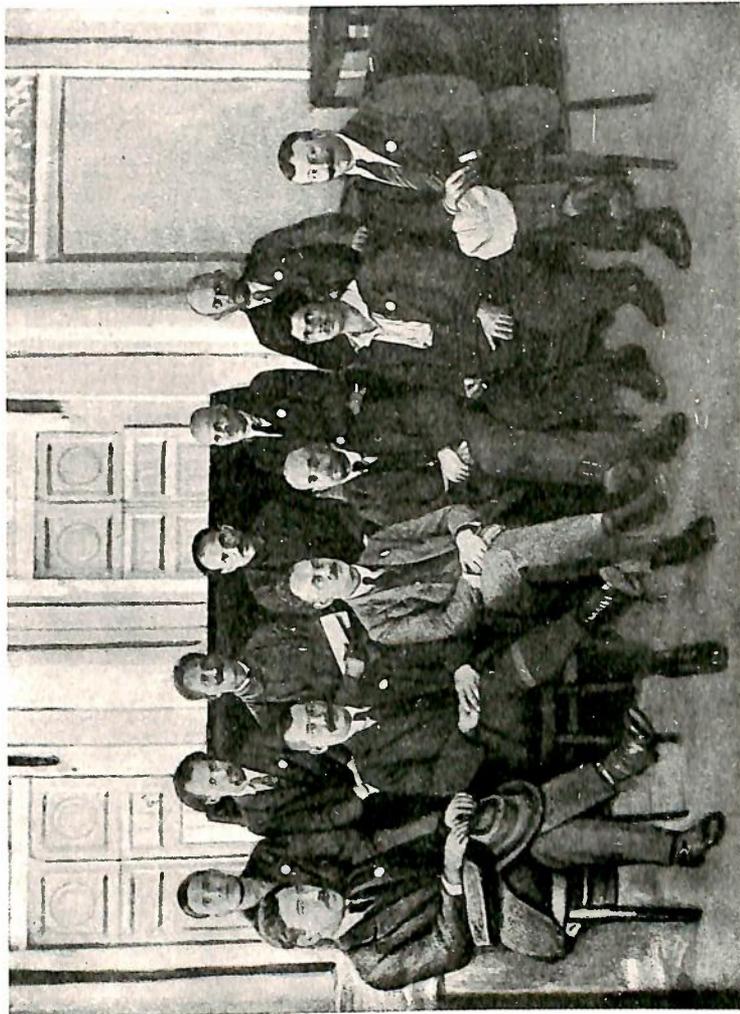
Le congrès respira enfin librement lorsqu'il passa à la question du désarmement. Le chômage, la réduction des salaires, l'unification du mouvement ouvrier, la faillite de la Triple Alliance, la défaite des ouvriers dans toutes leurs actions: tout cela, ce sont des questions auxquelles il faut donner des réponses nettes. Le congrès n'avait qu'un désir: en finir au plus vite avec ces «maudites questions». Tout autres sont les questions du désarmement, de la conférence de Washington, de la Société des Nations, etc. Là-dessus, on peut parler sans fin, adopter n'importe quelles résolutions, faire parade d'un radicalisme outré, jeter de la poudre aux yeux des ouvriers et leur démontrer que leurs chefs se soucient non seulement de leurs intérêts immédiats, mais aussi des intérêts futurs de leur classe.

Pourtant, la question du désarmement général est épineuse, dangereuse; il faut l'aborder avec précaution, afin de ne pas dévoiler que, tant que le capitalisme existe, les guerres ainsi que le chômage sont inévitables. Il faut traiter le sujet de façon à ne pas ébranler les fondements de la domination bourgeoise et à ne pas provoquer les soupçons des masses. Mais malgré toute leur prudence dans cette question, les dirigeants du congrès tombent dans une situation ridicule et se trahissent eux-mêmes. «L'Angleterre, disent-ils, doit aller à la conférence de Washington les mains nettes, et pour cela elle doit arrêter la construction des cuirassés en chantier.» Naturellement, le gouvernement se rit d'une semblable exigence de la part des gens qui ne font absolument rien pour soutenir leurs revendications par une action quelconque, par une force réelle. Il sait très bien que si la guerre recommence, ces mêmes chefs pacifistes seront les premiers à lui venir en aide. Ils sauront toujours trouver une raison plausible pour soutenir le gouvernement «aux heures pénibles pour la nation». Ben Tillet dira, comme il l'a fait au congrès: «Lorsque 95% des ouvriers sont pour la guerre, je suis avec eux, qu'ils aient raison ou non.» Mais lorsque la guerre éclatera, qui lui prouvera que 95% des ouvriers sont pour la guerre, et non 5% seulement? Le jour même de la déclaration de guerre, on promulgue des lois exceptionnelles enlevant aux ouvriers toute possibilité d'exprimer leur attitude envers la guerre, car au lieu d'un bulletin de vote, on leur met en mains des fusils et des mitrailleuses. En outre, ces mêmes chefs pacifistes mobilisent immédiatement l'appareil du mouvement ouvrier pour détruire dans les masses toute opposition à la guerre.

Mais nos social-patriotes du Congrès du Trade Union déclarent que la situation est autre maintenant; ils réclament que les ouvriers soient représentés aux conférences qui, comme celle de Washington, «ont pour but le désarmement général» et ils sont fermement résolus à empêcher toutes les intrigues des militaristes et des banquiers pour provoquer la guerre» (V. le discours de Ben Tillet au congrès). Inutile de dire qu'ils empêcheront les intrigues «des militaristes et des banquiers» aussi bien qu'ils ont empêché le chômage et l'abaissement des salaires au moyen du Bureau Ouvrier, près la Société des Nations.

Nous exposerons avec le plus de détails possible la discussion sur le désarmement, qui eut lieu au congrès, le 10 septembre. Elle nous montrera quelle sorte de gens sont les chefs du mouvement ouvrier anglais. Elle nous fera voir toutes les difficultés que les communistes anglais ont à surmonter dans leur lutte pour se gagner l'esprit des masses ouvrières.

D. G. Thomas proposa une résolution, dans laquelle le congrès exprimait sa solidarité avec la décision du président des États-Unis de convoquer une conférence pour l'étude de la question du désarmement, mais dans laquelle il déclarait que cette conférence, sans une représentation suffisante du Travail, n'était pas complète. La résolution affirmait le droit du congrès de nommer des représentants de la classe ouvrière à la conférence. Elle protestait contre la récente déci-



Groupe de délégués du 1-er Congrès de l'Internationale Syndicale Romme. Parmi eux trois camerades, péris, le 24 juillet 1921, lors du défillement de l'aérowagon, près de Serpoukhov: Konstantinof, délégué bulgare (le 1-er à gauche, au 1-er rang); O. Strupet, délégué allemand (le 2-e à droite, au 1-er rang); Artem Serpouciéf, délégué russe (le 3-e à droite, au 2-e rang)

sion prise par le gouvernement anglais d'exécuter un vaste programme d'armement, programme qui était en contradiction avec les principes du désarmement et de la paix universelle. Enfin, elle proposait de suspendre tous les préparatifs de guerre, tant que la conférence de Washington n'aurait pas terminé ses travaux.

Pour motiver cette résolution, Thomas déclara: «Nous venons d'avoir une guerre dont le but était de supprimer toutes les guerres futures. Des millions de vies humaines ont été sacrifiées; néanmoins, on dépense maintenant pour l'armée, les flottes navale et aérienne deux fois et demie plus qu'avant la guerre.... La Société des Nations est inutile si elle ne dévoile pas les raisons des armements. En ce moment, on a beau jeu à flétrir la guerre et à chanter la paix; c'est ce qu'on a toujours fait après toutes les guerres; mais ce qu'il faut maintenant, c'est faire comprendre à la nouvelle génération toutes les horreurs de la guerre et enlever aux gouvernements les moyens dont ils peuvent disposer pour la faire.» Tout en continuant de donner à Harding les louanges dithyrambiques qu'il décernait naguère à Wilson, Thomas déclara que le président des États-Unis avait accompli une œuvre belle et noble en convoquant à Washington une conférence pour le désarmement. Thomas exprima le regret que le gouvernement anglais, sans attendre la décision de la conférence, eût mis en chantier plusieurs nouveaux cuirassés. Avec une indignation simulée il s'écria: «Quelle pantalonnade! Ainsi, les représentants anglais à Washington ne peuvent pas être libres (par suite de la construction de nouveaux cuirassés). Est-ce que nous n'avons pas le droit de savoir contre qui on construit ces cuirassés? Des voix s'élevèrent alors parmi les délégués: «Contre l'Amérique», lui cria-t-on. Puis Thomas flétrit les ennemis de l'Angleterre, et de l'Amérique qui «inculquent cette idée (l'idée de la guerre) au peuple, mais», ajouta-t-il de nouveau, «il n'y a pas, en Amérique ni en Angleterre, un seul homme de bon sens qui puisse se représenter des circonstances telles qu'elles justifiaient la rupture entre ces peuples. Notre pays doit aller à la conférence de Washington les mains nettes. Pour cela, il doit arrêter la construction des navires de guerre. L'Angleterre doit donner l'exemple aux autres pays.» Thomas finit son discours en déclarant: «La classe ouvrière plus que toutes les autres a souffert de la guerre et, par suite, elle doit être représentée à Washington.»

Un délégué des postiers déclara qu'il ne voyait pas la raison des armements, car il n'y avait pas d'ennemis contre lesquels il fallût s'armer.

Le camarade Pollitt (chaudronnier) parla contre la résolution qu'il considérait comme insuffisante. Il soumit Thomas et ses conclusions à une critique méritée et déclara que tous les discours sur le désarmement pratique n'étaient qu'une perte de temps. Les gouvernements bourgeois ont besoin de s'armer, ne serait-ce que pour tenir les ouvriers dans la subordination. Les armements, de même que le chômage sont nécessaires à la conservation du régime capitaliste. Le seul moyen qui puisse supprimer les

guerres, c'est la destruction du capitalisme. Pollitt demanda ensuite à Thomas ce qu'il avait fait pour empêcher le transport en Irlande des armes qui devaient servir à tuer le peuple irlandais. Thomas, disait-il, est prêt, à la première occasion, à redevenir social-patriote, car il ne comprend pas les raisons fondamentales qui déterminent les guerres. «Thomas est-il disposé à arrêter le travail dans les chantiers maritimes de Barrow, de Davenport et de la Clyde?» Et Pollitt répond lui-même: «Certes, non; mais si même il le faisait, les détachements armés envoyés contre les ouvriers sous prétexte de maintenir l'ordre seraient transportés par les membres de l'Union Nationale dont lui, Thomas, est le secrétaire» (*Rires et applaudissements*). Puis le camarade Pollitt analysa les causes d'un conflit éventuel entre l'Angleterre et l'Amérique et en arriva à la conclusion que l'essence de ces causes était la concurrence pour le naphte entre ces deux pays impérialistes. Il termina en déclarant que quelques-uns des chefs, qui maintenaient réclamaient le désarmement, avaient pendant la guerre impérialiste adjuré les ouvriers des usines de munitions de déployer le maximum d'énergie dans leur travail et exhorté le peuple à se battre jusqu'au dernier homme. «La conférence de Washington, dit le camarade Pollitt, ne fera qu'évoquer le renforcement des armements, comme autrefois la conférence de la Haye. La révolution sociale, voilà ce qui mettra fin aux guerres.» Ben Tilleit protesta sans fin devant les délégués de son révolutionnarisme et déclara que pour n'être pas aussi extrémiste que ses jeunes amis, il n'en restait pas moins un révolutionnaire, mais qu'il était pour la révolution, accomplie «systématiquement et raisonnablement... Lorsque les 95% de la classe ouvrière sont pour la guerre ou la paix, qu'ils aient raison ou non, je suis avec eux. La guerre est horrible, mais lorsque notre pays y a participé, j'ai dû soutenir ceux qui luttaient pour notre patrie... «De quelle utilité, demande Ben Tilleit, sera le discours du communiste le plus ferme, s'il a des mitrailieuses braquées sur sa poitrine?» Il adjura le congrès d'accepter la résolution, parce qu'ils (Thomas et sa séquelle) voulaient sauver le monde d'une nouvelle guerre encore plus affreuse que les précédentes. Il chercha à démontrer au congrès que le meilleur moyen d'y arriver, c'était de ne pas faire de critiques ennuyeuses.»

Robert Smily, auquel le congrès fit une ovation lorsqu'il monta à la tribune, soutint la résolution. «Maintenant, dit-il, ce n'est pas le moment de nous occuper de querelles intestines. Quels qu'aient été les événements passés, il eût été impossible de construire la flotte de guerre si les mineurs n'avaient pas extrait du charbon pour la production du fer et de l'acier. Une foule de mineurs sont maintenant sur le pavé, mais je le déclare,—et je parle ici au nom des sans-travail—ils préféreraient endurer les souffrances résultant du chômage que d'extraire du charbon pour la préparation de nouvelles guerres.» (*Approbatons*)

Tout en soutenant la résolution, Smily déclara qu'elle n'aurait pas grande influence sur les gou-

vernements capitalistes. «Par malheur, dit-il, le monde entier se trouve sous la domination maudite des gouvernements capitalistes. Il faut quelque chose de plus que des résolutions. Il est une chose indiscutable: c'est que pas un peuple ne peut à lui seul résoudre le problème de la guerre. Si l'on parvient à obtenir la paix universelle, ce ne sera que par le renversement du capitalisme sur l'échelle nationale et internationale.» Smily communiqua au congrès que l'Internationale des Mineurs avait récemment décidé à Genève, au cas où la guerre éclaterait, de prévenir la presse jeune et de suspendre immédiatement le travail afin de forcer les gouvernements à cesser la guerre. «Le succès, déclara-t-il en terminant, dépendra de l'aversion des ouvriers pour la guerre. La classe ouvrière anglaise doit suivre les mineurs.»

D'autres délégués, comme Birtworth et Walker, critiquèrent les chefs qui pendant la dernière guerre avaient pris le parti de la bourgeoisie et déclarèrent douter fortement que ces mêmes chefs se rangassent du côté du prolétariat dans la prochaine guerre.

Arthur Henderson prit la parole au nom du Parti Ouvrier et commença par faire quelques compliments au congrès qui contribuait à accroître l'unité et la solidarité du mouvement ouvrier. Puis il critiqua le traité de paix «dans lequel il n'y a pas une goutte d'idéalisme et qui est la cause des souffrances de millions d'innocents, dans les pays vainqueurs comme dans les pays vaincus». Dans les conditions actuelles, les ouvriers ont la possibilité de prendre en mains le Parlement. «S'emparer de l'appareil parlementaire, dit-il, voilà qui vaut mieux que de verser des flots de sang.»

Cette discussion sur la question du désarmement se passe de commentaires. Elle est assez éloquente par elle-même. Les chefs du mouvement ouvrier anglais sont restés ce qu'ils étaient. L'expérience ne leur a rien appris. Naguère, toutes ces fariboles pacifistes charmaient les assemblées des petits bourgeois radicaux, maintenant ces chefs du mouvement ouvrier anglais les servent à toutes les sauces à leurs congrès. Comme auparavant, ils continuent de critiquer le capitalisme en tant que cause des armements et des guerres, mais, comme auparavant, ils ne font absolument rien pour préparer le renversement de la domination capitaliste. Ils continuent de semer dans les masses ouvrières l'illusion que l'on peut, aux conférences des gouvernements bourgeois, s'entendre sur la question du désarmement. En un mot, toute la discussion montre clairement que les leaders du mouvement ouvrier anglais n'ont rien appris, rien oublié.

### Conclusion

Les délégués communistes n'ont pu mettre leur empreinte sur la marche des travaux du congrès de Cardiff; pourtant leur voix, encore faible, s'est fait entendre cette fois avec plus d'autorité qu'auparavant. Les discours des camarades Pollitt, Bamber et autres ont été des pavés dans la mare

aux grenouilles où palageait la majorité du congrès; ils ont aidé à des centaines de milliers d'ouvriers à démêler les questions de la lutte de classes, ils ont éveillé en eux la conscience de classe véritable. Nos camarades, il est vrai, ne formaient qu'une minorité infime. Par suite, ils n'ont pu impressionner le congrès par leur nombre; mais parmi les délégués il n'y avait pas que des Thomas, il y avait aussi des ouvriers envoyés par les masses. Ils ont prêté une oreille attentive aux discours de nos camarades et ils sont revenus chez eux avec une idée beaucoup plus nette, avec une compréhension beaucoup plus profonde des tâches que la réalité impose au prolétariat.

Malheureusement, nous ne pouvons citer ici les discours de tous les délégués communistes ou sympathisant au communisme. Dans la presse qui nous est parvenue jusqu'à présent, il est impossible de les trouver, mais, d'après les fragments que nous en possédons, nous pouvons affirmer hardiment que les communistes ont utilisé la tribune du Congrès du Trade Union autant que faire se pouvait. Devant 6 millions d'ouvriers ils ont dit ce qu'ils avaient à dire, et ce fait a une importance immense. Par suite de la crise économique que traverse l'Angleterre et de l'insuffisance notoire des mesures adoptées par le congrès contre le chômage et la réduction des salaires, nos camarades anglais ont la possibilité de développer une agitation intense parmi les masses, et les discours qu'ils ont prononcés au congrès servent grandement cette agitation.

Les derniers temps, non seulement la presse bourgeoise, mais des organes comme le *Labour Leader* et d'autres se sont mis à parler des communistes anglais comme d'une force grandissante à l'aile gauche du mouvement ouvrier. L'intervention des communistes au Congrès du Trade Union, leur magnifique travail d'agitation et de propagande pendant les élections parlementaires, dans le sud du pays de Galles où, pour la première fois, le Parti Communiste avait son candidat qui réunit 2.500 voix, c'est-à-dire beaucoup plus que le candidat du parti libéral, démontrent que les communistes sont entrés dans la bonne voie, qu'ils s'efforcent sérieusement de prendre contact avec les grandes masses ouvrières. Aussi les milieux socialistes petits-bourgeois de l'*Independent Labour Party* se sont-ils émus. Le *Labour Leader* dit que ce serait une grande faute de méconnaître l'importance des voix données aux communistes. L'organe des Comités Ouvriers Nationaux assure que le temps et les fonds dépensés pour l'agitation et la propagande en faveur du candidat communiste au Parlement sont loin de correspondre aux résultats obtenus. Il oppose le travail des comités de fabriques et d'usines à celui des communistes à Caerfily. Le premier est d'une grande importance, nous ne le contestons pas. Tout communiste comprend que son travail fondamental doit avoir lieu dans le comité de fabrique ou d'usine, qui a particulièrement besoin de toutes les forces prolétariennes avancées pour supprimer la division extrêmement nuisible entre corporations dans une seule et même usine. A l'usage, le communiste anglais a un travail important à effectuer, mais dire que c'est là son seul

travail et que tout autre action, telle que l'utilisation des élections parlementaires et municipales pour la propagande et l'agitation communistes, ne mérite pas l'attention, c'est préconiser la renonciation aux autres moyens de lutte et entraver ainsi l'œuvre de la conquête des masses par les communistes.

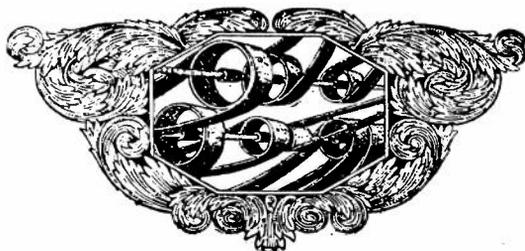
Cardiff et Caerfily: deux directions essentielles menant à un but unique: le parti de masses, l'influence sur les masses. A Cardiff, les communistes se sont trouvés au milieu de socialistes petits-bourgeois, parmi les bureaucrates syndicaux et les chefs contre-révolutionnaires, et ils ont cherché à leur arracher l'influence dont ils disposent encore sur les masses. Dans les comités de fabriques et d'usines, dans les syndicats, dans les conseils ouvriers urbains, les communistes doivent faire tous leurs efforts pour arriver à se faire élire par les ouvriers au Congrès du Trade Union. D'ores et déjà, il est nécessaire de mettre en action tout l'appareil du parti, afin d'avoir le plus possible de représentants au prochain congrès, qui se réunira certainement bien avant le terme

fixé, la situation économique de l'Angleterre l'exigeant impérieusement.

A Caerfily, les communistes sont entrés en lutte avec le candidat gouvernemental et le candidat petit-bourgeois de l'*Independent Labour Party*. Leur travail énergique, quoique de courte durée, a eu pour résultat l'obtention de 2.500 voix ouvrières (presque le quart de l'effectif total du parti communiste) par le candidat communiste.

Cardiff et Caerfily nous montrent clairement sur quoi peut compter le Parti Communiste Anglais, lorsqu'il entreprend de se rapprocher des masses. Cette leçon ne doit pas être perdue pour les communistes qui sont encore pour les petits cercles fermés, qui pensent encore qu'en se tenant à l'écart des masses ils maintiennent le drapeau du communisme immaculé. Seuls, les camarades qui ont porté ce drapeau à Cardiff et à Caerfily sont de véritables militants communistes. C'est à ces communistes-là qu'appartient l'avenir.

M. BORODINE.





J. KARR.

## QUELQUES DONNÉES SUR LE PARTI COMMUNISTE AMÉRICAIN

Le développement du Parti Communiste aux Etats-Unis est très peu connu des communistes des autres pays. Les communistes du monde entier sont moins informés du mouvement américain que de celui de tout autre grand pays: la presse internationale ne dit rien du mouvement américain, et les éditions du Parti Communiste Américain ne dépassent presque pas les frontières de l'Amérique. Les journaux américains ne renferment ordinairement que très peu de données sur le développement de notre mouvement.

L'une des raisons de cet état de choses c'est l'impossibilité de la publicité complète, car cette publicité pourrait attirer sur les communistes les répressions des autorités américaines. Les réactionnaires forcenés qui jouissent maintenant aux Etats-Unis d'un pouvoir sans limites, considèrent comme illégal tout ce qui, de près ou de loip, a trait au Parti Communiste. C'est pourquoi nous serons obligés, dans le présent article, de passer sous silence nombre de choses et de nous en reposer sur la perspicacité du lecteur pour deviner ce que nous n'aurons pu dire qu'à mots couverts.

Pourtant, il importe que les communistes de tous les pays aient une idée juste des conditions de la vie américaine et qu'ils puissent suivre le développement de notre mouvement, dont ils devront tenir compte dans l'appréciation des perspectives de la révolution mondiale, car les Etats-Unis sont actuellement le centre du capitalisme mondial, le point de concentration de l'impérialisme réactionnaire et, selon toute probabilité, conserveront ce rôle jusqu'au dernier jour de l'existence du capitalisme. La guerre mondiale, qui dans tous les pays européens a sapé, affaibli la position des classes dirigeantes, a, aux Etats-Unis, relevé considérablement le prestige et renforcé le pouvoir de la classe dominante. Les Etats-Unis, qui, avant la guerre, étaient les débiteurs des autres pays, sont maintenant leurs créanciers; ils possèdent plus de 60% de l'or du monde entier, et il y a tout lieu de croire que, longtemps encore, l'or continuera d'affluer dans les caisses des capitalistes américains. La capitale financière du monde est maintenant New-York, et les exploités de tous les pays comptent leurs profits en dollars américains.

Depuis le début de la guerre mondiale, il a surgi aux Etats-Unis plus de 20.000 nouveaux millionnaires, c'est-à-dire plus qu'il n'y en avait auparavant dans le reste du monde. Cette classe dominante américaine est jeune, audacieuse, pleine de forces et assoiffée de pouvoir. Elle sent le sol

ferme sous ses pieds et impose à la classe ouvrière toutes ses fantaisies. Par sa propagande écrite et orale, elle tient les ouvriers dans l'esclavage spirituel. Dès qu'elle en a besoin, elle rejette tous les oripeaux des principes démocratiques et réprime d'une main de fer les moindres manifestations de l'esprit révolutionnaire. C'est la bourgeoisie la plus forte, la mieux organisée du monde entier, et sa domination sur les masses ouvrières est presque sans contrôle. C'est là un fait qu'il faut se garder d'oublier et dont tous ceux qui veulent diriger la révolution mondiale doivent tenir compte. Tant que la force de la bourgeoisie américaine ne sera pas brisée, la force de l'impérialisme mondial restera intacte. Tant que le mouvement révolutionnaire ne prendra pas le dessus aux Etats-Unis, dans aucun pays les communistes ne pourront se sentir en complète sécurité. Le développement du mouvement communiste aux Etats-Unis a donc une importance considérable pour les communistes de tous les autres pays.

Le Parti Communiste Américain compte actuellement de douze à treize mille membres organisés en 1700 groupes environ, dont chacun renferme au maximum dix membres. Chaque groupe a ses séances régulières et tous ses membres doivent prendre une part active au travail du parti. Pour être admis dans le parti, il faut faire un stage de trois mois dans un groupe spécial de candidats; tout l'appareil du parti a un caractère strictement clandestin. Et ainsi, l'affiliation y est entourée de beaucoup plus de difficultés que dans les organisations légales des autres pays.

Pour le travail du parti, le territoire des Etats-Unis est divisé en douze secteurs, correspondant à peu près aux principaux rayons industriels. Chaque secteur a son comité spécial et un organisateur en chef permanent qui est le représentant du Comité Exécutif Central. Le parti englobe des camarades parlant 23 langues différentes: l'anglais, l'arménien, le bulgare, le hongrois, le grec, le yédisch, l'espagnol, l'italien, le letton, le lithuanien, l'allemand, le polonais, le roumain, le russe, le turc, l'ukrainien, le finnois, le français, le suédois, le tchèque, l'esthonien, le serbe et le japonais. Dix de ces groupes nationaux sont constitués en fédérations nationales (finnoise, allemande, hongroise, juive, lettonne, lithuanienne, polonaise, russe, yougoslave et ukrainienne). Dans la plus grande partie des autres groupes, la pro-

pagande se fait également en langue étrangère. Quoique le parti n'ait pas encore de quotidien en langue anglaise, il en édite huit dans les autres langues et plus de trente publications hebdomadaires, bimensuelles et mensuelles. En outre, il étend son influence sur plusieurs autres journaux tirant à des millions d'exemplaires.

Quoique l'importance relative des fédérations slaves dans le parti américain diminue progressivement et que l'influence des membres parlant anglais ne cesse de croître, les fédérations des ouvriers étrangers formeront toujours une partie considérable du Parti Communiste Américain. Les Etats-Unis sont, dans une large mesure, un pays d'émigrants. Plus du sixième de la population est constitué par des hommes d'origine étrangère. Comme la plupart de ces derniers appartiennent à la classe ouvrière, la proportion des éléments étrangers parmi les ouvriers est encore plus forte que dans le reste de la population. Dans quelques-unes des principales branches de l'industrie, plus de la moitié des ouvriers sont des étrangers; ainsi en est-il dans les fonderies des environs de Pittsburg, en Pensylvanie, ainsi que dans celles de l'Indiana. Chacune des grandes villes de l'Amérique renferme toute une ville étrangère. Ainsi, plus de 300.000 Polonais demeurent à Chicago et autant à Détroit. New-York renferme 400.000 Italiens, environ un demi-million de Russes et plus d'un million de juifs. Des centaines de milliers de ces ouvriers nés à l'étranger ne parlent presque pas l'anglais, fait dont le mouvement révolutionnaire aux Etats-Unis doit absolument tenir compte. Aussi le Parti Communiste Américain a-t-il organisé un appareil spécial pour la diffusion des idées communistes dans toutes les langues parlées par les ouvriers d'Amérique. C'est là une tâche qui a pris beaucoup de temps aux communistes américains, durant les trois dernières années. Toutes les nationalités en Amérique ayant leurs organisations spéciales, les éléments révolutionnaires de chaque nationalité se sont naturellement organisés en fédérations distinctes, unies par la communauté de langue. C'est de ces fédérations que se composait naguère en majorité le Parti Socialiste Américain. La plupart d'entre elles s'étaient formées en tant qu'organisations indépendantes et avaient conservé leur autonomie effective même après leur adhésion au Parti Socialiste. Au fond, ces organisations n'étaient reliées entre elles que par les dirigeants du parti, ou plutôt par les secrétaires-traducteurs de ces derniers, et n'avaient que très peu de relations avec les membres du parti parlant anglais.

Avant la guerre, ces organisations étrangères constituaient le principal appui de la tendance réactionnaire Berger-Hillquit et luttait avec les droites contre les rouges qui s'efforçaient de s'emparer de la direction du Parti Socialiste. Mais, avec la révolution russe, la situation changea. Tout naturellement, la fédération russe et les autres fédérations slaves subirent rapidement l'influence de la révolution russe et devinrent en peu de temps le rempart de la gauche. Leur autonomie leur donnait la possibilité de mener une propagande indépendante en faveur du com-

muniste au sein du Parti Socialiste. Grâce à cette autonomie, elles purent provoquer une scission complète dans le Parti Socialiste. C'est pourquoi, lorsque le moment arriva de former un Parti Communiste unique, ces fédérations défendirent jalousement leur autonomie. Leur désir était de conserver une certaine indépendance dans le nouveau parti, afin d'avoir en quelque sorte une garantie, une arme contre le danger menchéviste. C'est précisément cette question de l'autonomie qui scinda la gauche et provoqua la formation aux Etats-Unis, en septembre 1919, de deux partis communistes au lieu d'un. Longtemps les milieux dirigeants de la fédération russe et des autres fédérations s'opposèrent au fusionnement avec l'autre parti communiste (composé en majorité de camarades parlant anglais) parce que celui-ci ne consentait pas à reconnaître l'indépendance des organisations étrangères et exigeait la centralisation de tout l'appareil du parti. Se soumettant à la décision de l'Internationale Communiste, les deux partis, au printemps dernier, convoquèrent un congrès de fusionnement.

Ce congrès montra qu'il n'existait entre les deux partis aucun désaccord fondamental. Cette constatation faite, les deux partis, à la satisfaction générale, se mirent à l'élaboration du programme d'un parti unifié. Les difficultés les plus importantes furent suscitées par la question des fédérations étrangères; il était difficile d'obliger les leaders de ces dernières à consentir à la centralisation complète de la direction du parti. En fin de compte, on adopta pour les membres parlant les langues étrangères une forme d'organisation qui, en même temps qu'elle satisfaisait à tous les besoins de la propagande dans les différentes langues, reliait étroitement dans chaque localité les sections étrangères, avec la section parlant anglais. Les fédérations n'eurent plus le droit d'infliger des peines disciplinaires à leurs membres, ni de recueillir les cotisations. L'«autonomie» fut supprimée à jamais, et tout le parti reçut une *organisation centralisée unique* où la plénitude du pouvoir fut confiée à un Comité Exécutif.

Ce Comité Exécutif élu au congrès de fusionnement devait avant tout fondre les deux groupes clandestins en une organisation unique. Trois mois environ lui suffirent pour s'acquitter de cette tâche, et l'union organique des forces communistes des Etats-Unis devint alors un fait accompli. Le Comité Exécutif du parti entreprit ensuite une tâche qui jusqu'alors avait été complètement négligée: il s'employa de toute son énergie à établir la liaison entre les grandes masses des ouvriers américains et le parti, s'efforçant de transformer ce dernier en un facteur vital de la lutte du prolétariat contre la classe des exploités. Bientôt pourtant, l'on dut reconnaître que l'appareil clandestin du parti n'était nullement adapté au travail communiste parmi les masses et qu'il fallait trouver d'autres moyens afin d'unir politiquement ces masses pour la lutte contre le capitalisme américain.

La solution de ce problème se heurte en Amérique à des difficultés beaucoup plus grandes que dans les pays européens. En Europe, tous les ouvriers admettent la lutte de classes; ils ont déjà

participé à de grands mouvements politiques et ont créé de puissantes organisations de classes. Depuis longtemps, les éléments révolutionnaires sont en contact permanent avec les masses dont ils sont devenus les directeurs; au cours de leurs luttes, ils ont acquis une expérience considérable. Au contraire, le prolétariat américain n'a aucune tradition révolutionnaire et manque totalement de conscience de classe; s'il est des ouvriers conscients, ils sont pour la plupart inexpérimentés et sectaires.

Le Comité Exécutif Central comprend que le parti ne peut mener à bien sa tâche s'il n'élabore des formes et des méthodes d'organisation *ad hoc*. Il est impossible d'entreprendre cette tâche avec le seul appareil de l'organisation illégale. La création s'impose d'un appareil qui puisse utiliser toutes les possibilités légales. L'Internationale Communiste a déclaré qu'elle cherche à constituer de «grands partis révolutionnaires de masses» et repousse l'idée de la formation de petits groupes communistes sectaires incapables d'acquiescer aucune influence sur les masses ouvrières». Elle invite les partis communistes «à ne pas se borner à la propagande, mais à utiliser toutes les possibilités que la société bourgeoise est obligée de laisser pour l'agitation parmi le prolétariat et l'organisation des masses».

Mais ce n'est pas seulement par soumission à l'Internationale que le Parti Communiste Américain a résolu de tirer parti de toutes les possibilités légales encore à sa disposition aux États-Unis. Il y a été forcé par la marche des événements. La crise industrielle s'aggravant de plus en plus, il se produisit une certaine effervescence parmi les sans-travail dont le nombre dépassait huit millions. Ces masses non seulement fournissaient un immense terrain pour la propagande, mais devenaient une menace sérieuse pour la bourgeoisie. Devant la campagne de plus en plus violente menée par le patronat pour la liberté d'embauchage des ouvriers et devant la menace de l'instauration de «tribunaux industriels» forçant ces derniers à travailler à des conditions déterminées, toutes les unions s'émurent. Une collision éclata entre les mineurs et les fonctionnaires du Kansas, — ceux-ci soutenus par les chefs réactionnaires de l'union des mineurs. Tous les ouvriers, indépendamment de l'union à laquelle ils appartenaient, s'insurgeaient contre la cherté croissante et la campagne patronale pour la réduction des salaires. Une organisation rigoureusement clandestine ne pouvait réagir comme il le fallait sur toutes ces questions, qui réclamaient de plus en plus impérieusement l'attention *publique*. Le parti se trouva placé devant l'alternative de trouver des moyens pour la propagande légale ouverte parmi les masses, ou de céder le champ de bataille et de renoncer au rôle «d'avant-garde» de la classe ouvrière américaine. Il le comprit et se prononça résolument pour l'utilisation de toutes les possibilités légales afin de pouvoir mener une propagande ouverte parmi les masses.

L'application de cette tactique soulève, il va de soi, une foule de questions épineuses que nous n'aborderons pas ici. Aux dernières élections, le

parti a posé la candidature de plusieurs de ses membres. Ce premier pas vers la participation aux élections parlementaires est des plus modestes, mais son importance est considérable. L'expérience ainsi acquise par le parti sera utilisée aux prochaines élections au Congrès. L'impulsion est donnée: un coup mortel est porté à la tradition erronée qui voulait que les communistes se désintéressassent de la lutte électorale aux États-Unis. Le parti peut se préparer maintenant à l'épreuve de ses forces dans ce domaine l'année prochaine.

Le parti a pris une part très active aux collectes faites en faveur des affamés de Russie et réuni des sommes considérables. En outre, il a mené une agitation énergique pour la reprise des relations commerciales avec la Russie soviétique et pour la reconnaissance officielle du gouvernement russe.

Les membres du parti se consacrent à une propagande de plus en plus active dans les syndicats. En fait, chacun d'eux travaille maintenant non seulement dans le groupe du parti, mais aussi dans un des noyaux formés à l'intérieur des unions professionnelles et des autres organisations ouvrières. Ces noyaux s'efforcent de créer autour d'eux des cercles de sympathisants. Ce travail n'avance pas aussi vite qu'on pourrait le désirer; mais, comme les révolutionnaires véritables ont renoncé maintenant à l'ancienne tradition de l'isolement et que les communistes acquièrent une expérience de plus en plus grande dans l'art de la pénétration de masses, nous ne doutons pas qu'il ne se développe plus rapidement à l'avenir. Dans chaque localité comme dans tout le pays, il existe entre les noyaux et les cercles de sympathisants une liaison des plus étroites. Cet hiver, tous les noyaux participeront avec les organisations légales à une grande campagne que nous nous proposons d'entreprendre contre le chômage.

La grande majorité des membres du parti soutient entièrement l'application de toutes les mesures du Comité Exécutif Central. Cependant il existe une opposition de la minorité organisée qui s'élève contre l'emploi des méthodes politiques légales, sous prétexte qu'elles peuvent amener la liquidation de l'organisation clandestine. Cette raison, il va de soi, est sans valeur aucune, car l'organisation clandestine ne disparaîtra pas du fait de l'utilisation des possibilités légales. Elle ne fera que modifier quelque peu son caractère: elle deviendra une organisation contrôlant et dirigeant tous les côtés de l'activité du parti. Dans son action légale, le parti cherchera à rallier autour de lui tous ceux qui, reconnaissant certains principes fondamentaux, sont prêts à l'aider; mais, comme par le passé, il n'accueillera dans ses rangs que les éléments les plus conscients, les plus développés et les plus actifs. La création d'une organisation légale, tout en laissant intacte la partie clandestine de l'organisation, permettra d'affirmer de nouveaux membres et de grouper de nouvelles forces dans le parti communiste à la croissance duquel elle ne cessera de contribuer.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a approuvé toutes les thèses du Parti Communiste Américain sur la propagande parmi

les grandes masses ouvrières et a proposé à tous les membres du parti de se conformer exactement à ces thèses.

La sphère d'action du Parti Communiste Américain s'étend progressivement. Le parti a créé une organisation spéciale pour la propagande parmi les dix millions d'Irlandais fixés en Amérique et un groupe pour l'agitation parmi les douze millions de nègres du pays et l'organisation des éléments révolutionnaires de la race noire. Le parti n'a pas encore procédé à l'organisation des ouvriers agricoles, mais il a employé plus de six mois à faire dans ce domaine des recherches dont les résultats serviront de base à l'élaboration de son programme agricole. Le parti comprend parfaitement que la révolution aux Etats-Unis est impossible si elle a contre elle le bloc des ouvriers agricoles et des petits propriétaires ruraux et qu'il faut avant tout résoudre la question des moyens à employer pour arracher ces éléments à l'influence des grands capitalistes.

Le parti prépare une campagne active en faveur de l'Internationale Syndicale Rouge dans différentes organisations ouvrières qui, en ce moment, évoluent sensiblement vers la gauche. Quelques-uns des militants les plus énergiques du mouvement professionnel aux Etats-Unis se sont déjà ralliés à nous. Mais l'organisation de Compers est encore si puissante qu'il est impossible de fonder de trop grands espoirs sur l'avenir prochain.

Le travail d'éducation à l'intérieur du parti a été beaucoup négligé durant la période de scission, mais actuellement, dans presque toutes les sections, il a été repris et se poursuit d'une façon régulière. L'*Alphabet du communisme* de Boukharine, qui vient d'être édité aux Etats-Unis, est notre principal manuel.

Grâce à son activité, le parti est arrivé à conquérir peu à peu les éléments communistes des autres partis ouvriers qui sont entrés, soit dans son organisation légale, soit dans son organisation clandestine.

Quelque petit que soit notre parti, il est actuellement non seulement la plus forte, mais la plus grande organisation politique représentant les intérêts de la classe ouvrière aux Etats-Unis.

Le Parti Ouvrier des Fermiers, qui s'était lancé avec fracas dans la campagne électorale en 1920, a fait piteusement faillite et s'est effondré.

Les meilleurs éléments anarchistes du mouvement ouvrier sont déjà entrés dans le parti communiste. La révolution bolchéviste a épuré leurs rangs, en séparant les ouvriers des intellectuels. Parmi ces derniers, plusieurs se livrent maintenant à une propagande contre-révolutionnaire acharnée.

Le nombre des membres des I. W. W. diminue. L'année dernière, quelques-uns de leurs journaux attaquaient ouvertement les bolchéviks, qu'ils nommaient «une bande de politiciens», mais cette année, pour échapper à la ruine définitive, ils ont dû «cesser leur campagne contre les communistes». Les membres des I. W. W. entretiennent avec ceux du parti communiste des relations ex-

trêmement cordiales; beaucoup de camarades sont affiliés à la fois aux deux organisations où ils travaillent simultanément.

Il n'est resté du Parti Proletarien que quelques groupes locaux, la majorité de ses membres ayant passé au parti communiste.

Le Parti Socialiste Ouvrier a déjà depuis longtemps perdu toute influence politique. Lorsqu'il a refusé d'adhérer à la III-e Internationale, qu'il s'est mis à ridiculiser les 21 conditions et qu'il est devenu en réalité nettement contre-révolutionnaire, tous les éléments vraiment révolutionnaires qu'il renfermait l'ont quitté avec dégoût. Tout dernièrement les sections les plus importantes de la fédération balkanique, qui avaient été jusqu'alors son principal appui, l'ont également abandonné, désapprouvant son attitude envers la III-e Internationale.

C'est aussi la question de la III-e Internationale qui a amené l'effondrement complet du Parti Socialiste jaune. Ce parti qui compte maintenant, d'après les données officielles, moins de 6.000 adhérents a perdu, depuis le mois de mars 1919, 99.000 membres, dont 70.000 environ au moment de l'organisation des partis communistes et quelques milliers lorsque Maurice Hillquit et les autres socialistes, membres de l'assemblée législative de l'Etat de New-York, ont, pour conserver les misérables avantages de leur situation politique, violé les principes fondamentaux du parti. Après le congrès national qui a eu lieu au printemps de cette année, le Parti Socialiste qui s'était prononcé contre la révolution prolétarienne s'est vu abandonné par plusieurs milliers encore de ses membres. Le coup suprême lui a été porté par la défection, en septembre dernier, des fédérations juive et tchèque, à la suite desquelles 20 des leaders de «gauche» les plus en vue sont sortis du parti et ont déclaré sympathiser avec l'Internationale Communiste. Ces 20 leaders ont formé un «Comité de défense de la III-e Internationale» et entrepris la publication d'un organe mensuel, le *Workers Council*. Ils ont des adeptes parmi des centaines de milliers de sans-parti, ex-membres du Parti Socialiste, qu'ils s'efforcent maintenant d'organiser en «soviets ouvriers».

Ils déclarent reconnaître sans réserve les 21 conditions de l'Internationale Communiste, mais il n'est pas douteux qu'il se trouve parmi eux beaucoup plus de Däumig et de Lévi que de Liebknecht; maintenant déjà, ils manifestent des tendances centristes nettement prononcées. Tout en proclamant leur adhésion «sans réserve» aux 21 conditions, ils ajoutent ordinairement que «toutes les discussions sur la possibilité d'application aux Etats-Unis de telle ou telle condition tactique imposée par le III-e Congrès doivent être menées à l'intérieur et non à l'extérieur de l'Internationale.»

Quoique le parti communiste ne ferme pas les yeux sur leurs défauts, il est en relations très amicales avec les membres de leur groupe. Ceux-ci approuvent dans l'ensemble l'action du parti communiste, mais ne veulent pas se soumettre à la discipline du parti et ne s'y soumettront pas tant qu'ils ne verront pas s'écrouler leur espoir de pouvoir avec le temps adhérer à la III-e In-

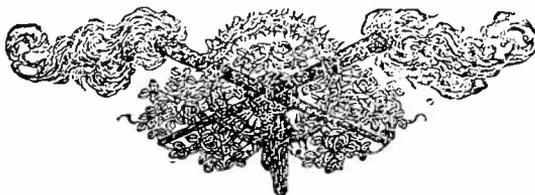
ternationale sans entrer dans l'organisation clandestine du parti communiste...

Les dirigeants du Comité de défense de la III-e Internationale s'efforcent maintenant d'organiser les 100.000 anciens membres du Parti Socialiste auxquels ils promettent de les faire adhérer à la III-e Internationale, sans qu'il soit besoin pour cela d'entrer dans le Parti Communiste Américain. Si l'on ne met fin à l'agitation qu'ils mènent sous ce mot d'ordre, il est à craindre qu'ils ne réussissent à organiser effectivement un parti «centriste» avec des éléments qui devraient se trouver sous l'influence de notre organisation légale.

Et ainsi, par une multitude de voies différentes se réalise peu à peu le mot d'ordre: «Notre parti doit devenir un parti d'action» proclamé par le Comité Exécutif du Parti Communiste Américain. Tant qu'il existait deux partis distincts, ceux-ci, oubliant la lutte de classe, gaspillaient leurs forces dans des débats stériles. Tant que la ques-

tion de la forme d'organisation n'était pas résolue, nous ne pouvions accorder une attention suffisante à la question de la méthode de travail parmi les masses prolétariennes. Maintenant que l'union des forces communistes est réalisée sur une base solide, le problème de l'établissement du contact avec les masses ouvrières américaines est près d'être résolu. Une nouvelle ère s'ouvre pour le mouvement communiste américain. La période de la phraséologie révolutionnaire est définitivement passée. L'ère du travail révolutionnaire commence. Aussi avons-nous tout lieu d'espérer que, dans un avenir prochain, le Parti Communiste Américain saura comprendre la responsabilité incombant au parti travaillant dans la citadelle la plus puissante de l'impérialisme mondial et occupera la place qui lui est prédestinée par l'histoire parmi les sections les plus importantes de l'Internationale Communiste.

*J. KARR.*





J. STÉKLOF.

## LES INTELLECTUELS BOURGEOIS ET LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE RUSSE

Le livre: *Les Nouveaux Jalons* dont la récente publication vient de faire tant de bruit et qui a pour la première fois, sous une forme systématique, dévoilé le revirement survenu dans l'attitude des intellectuels bourgeois russes envers la révolution prolétarienne, a été une surprise pour nombre de personnes. D'aucuns ont voulu le considérer uniquement comme l'expression de l'état d'esprit de quelques groupes de l'émigration bourgeoise. En réalité, il reflète l'évolution morale qui s'accomplit dans les profondeurs de la vie russe. *Ce livre est en somme l'expression littéraire de la situation de fait qui s'est créée en Russie.* Comme toujours, l'œuvre a précédé l'expression. Et cette œuvre s'est accomplie en Russie bien avant que ne se fit entendre la voix des intellectuels émigrés. D'ailleurs, au point de vue purement littéraire, *Les Nouveaux Jalons* ont eu des précurseurs. A preuve les nombreux articles et conférences en Russie de l'ex-cadet, le professeur Grédescul, et, à l'étranger, de N. Stankévitch.

Considérant ces publications au point de vue sociologique, l'on y découvre l'expression des rapports entre le prolétariat et la petite bourgeoisie, au cours de la révolution sociale. *Depuis la révolution d'Octobre jusqu'à nos jours, nous avons été maintes fois témoins des rapprochements et des scissions alternatifs entre ces deux éléments fondamentaux du «peuple travailleur». Et à chacun de ces flux ou reflux correspondait, dans les différents groupes d'intellectuels exprimant les intérêts et l'état d'esprit de la petite bourgeoisie, un changement d'attitude envers le parti communiste, porte-parole des tendances du prolétariat.* La subordination des masses petites-bourgeoises à la direction politique de la classe ouvrière au cours du développement de la révolution sociale se manifesta par l'entrée, de plus en plus fréquente, des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et, en partie, des anarchistes dans les rangs du parti communiste, et particulièrement par la conduite de la fraction des «socialistes-révolutionnaires de gauche» durant les premiers mois qui suivirent la révolution d'Octobre.

C'était alors le moment du premier rapprochement de masses entre la paysannerie et le prolétariat, rapprochement provoqué par l'expropriation des grands propriétaires fonciers et la nouvelle répartition des terres. *L'instabilité révolutionnaire de la petite bourgeoisie trouva son expression dans*

l'insurrection des socialistes-révolutionnaires de gauche, en juin 1918, contre les bolchéviks, dans les émeutes périodiques de différents groupements anarchistes, y compris celui des makhnoviens et, enfin, dans les oscillations des socialistes-révolutionnaires et des menchéviks. Chaque fois que l'offensive de la contre-révolution seigneuriale et capitaliste, sous forme de guerre civile ou de guerre extérieure, revêlait un caractère particulièrement dangereux, commençait à menacer les conquêtes de la révolution et notamment le droit à la terre de la paysannerie, *cette dernière se ralliait sous le drapeau du prolétariat et, en même temps, l'opposition des partis petits-bourgeois faiblissait.* Dans quelques cas, très peu nombreux il est vrai, le plus réactionnaire des partis petits-bourgeois, celui des socialistes-révolutionnaires de droite, se déclara, comme au moment de l'offensive polonaise, disposé à interrompre provisoirement la lutte armée contre le pouvoir soviétique.

La politique de classe du parti communiste dans les campagnes (institution des comités de pauvres) et en particulier l'application, sous sa forme première, du monopole étatique du blé, amenèrent un certain refroidissement entre la petite bourgeoisie et le prolétariat. *Ce refroidissement s'exprima politiquement par une recrudescence du banditisme et une nouvelle furieuse attaque des menchéviks, des anarchistes et des socialistes-révolutionnaires, soutenus, il va de soi, par les intellectuels bourgeois.*

Contrairement à notre attente, contrairement aux prévisions de tous les théoriciens du socialisme, qui dans leurs écrits antérieurs à la révolution russe croyaient pouvoir affirmer que, dans la lutte contre le grand Capital, la majorité des groupements sociaux intermédiaires, et particulièrement la classe des intellectuels, prendraient le parti de la classe ouvrière ou, tout au moins, resteraient neutres et seraient utilisés par le prolétariat victorieux pour l'édification de la société nouvelle, la majorité des intellectuels bourgeois se rangea ouvertement ou secrètement du côté de la grande bourgeoisie et de l'aristocratie terrienne.

Quoique sortis de la petite ou de la moyenne bourgeoisie, les intellectuels étaient, matériellement et moralement, plus fortement liés à la grande bourgeoisie que nous ne le supposions. *La dépendance matérielle entraînait logiquement la dépendance*

spirituelle. D'autre part, aucun groupe social ne souffrit matériellement et moralement de la révolution à un tel degré que la bourgeoisie urbaine, petite ou moyenne, à laquelle appartenaient principalement les intellectuels. La réalisation du socialisme, dans les circonstances pénibles de la guerre civile, l'atteignait dans tous ses préjugés, dans toutes ses coutumes et, en même temps, la frappait cruellement dans ses intérêts. En effet, des catégories entières d'intellectuels, comme celles des juristes et des journalistes, étaient supprimées, et il était impossible aux autres de s'adapter rapidement et sans douleur aux nouvelles conditions d'existence. De plus, la révolution portait un coup moral terrible aux intellectuels qui, dans leur confiance présomptueuse, avaient toujours cru que c'était à eux exclusivement que revenait de droit le rôle de diriger la révolution et de lui indiquer la voie.

A la prise du pouvoir par les classes laborieuses dirigées par le prolétariat, les intellectuels répondirent tout d'abord par le sabotage, puis par la révolte ouverte. Comme on le sait, les armées blanches renfermaient, outre des cosaques et des officiers de carrière, un fort contingent d'intellectuels (collégiens, étudiants, élèves des écoles militaires et fonctionnaires de toutes sortes). La majorité des auteurs des complots contre-révolutionnaires dirigés contre la Russie soviétiste appartenaient à la classe des intellectuels laquelle, dans sa haine politique contre les bolcheviks, ne le cédait en rien à la grande bourgeoisie censitaire et, parfois même, la dépassait. C'est par le sentiment du patriotisme outragé, sentiment particulièrement développé parmi la petite bourgeoisie, non seulement en Russie, mais aussi à l'étranger, que les intellectuels s'efforçaient de justifier à leurs propres yeux leur tactique honteuse. Quand on veut noyer son chien, on l'accuse de la rage: pour s'affranchir de tout scrupule et avoir, les coudées franches dans leur lutte acharnée contre les masses laborieuses, les intellectuels accusèrent le parti communiste, directeur politique des masses, d'être l'agent de l'impérialisme allemand.

Mais ce ralliement déclaré à la contre-révolution ne fut cependant jamais un phénomène général. Les intellectuels ne s'enrôlèrent pas tous dans les bandes des blancs; tous ils ne devinrent pas des conspirateurs ou des émigrants. Une partie considérable d'entre eux resta en Russie. Parmi ces derniers, il se trouvait des gens prêts à se soumettre à n'importe quel pouvoir, d'autres qui ne collaboraient à l'œuvre de construction soviétiste que sous la pression de la faim et, enfin, d'autres dont le but avoué était de nuire au pouvoir soviétiste et de le saper de l'intérieur. Mais il y avait aussi d'honnêtes travailleurs sans mauvaise intention, désireux de consacrer leurs forces au peuple, quoiqu'ils ne comprissent pas l'essence des événements historiques qui se déroulaient devant eux. Beaucoup s'adaptèrent aux nouvelles conditions, perdirent peu à peu leur confiance présomptueuse en leur classe et devinrent des auxiliaires fidèles du prolétariat qui bâtissait l'édifice de la société nouvelle.

Ils furent les véritables précurseurs de ce courant social qui, maintenant, attire si puissamment sur lui l'attention du public, parce qu'il a pris naissance parmi ceux qui, hier encore, combattaient haineusement le pouvoir soviétiste; parmi les gardes-blancs de l'émigration étrangère. Tout d'abord, ce furent des isolés: ingénieurs, agronomes, professeurs, pédagogues, employés, fonctionnaires divers, officiers de l'ancienne armée tsariste, qui se rallièrent au pouvoir soviétiste; puis apparurent des groupes organisés, adoptant la plateforme de la collaboration de la classe intellectuelle avec le pouvoir soviétiste, collaboration dans laquelle ils voyaient une nouvelle façon de servir le peuple, car la recherche du bien du peuple avait toujours été une sorte de dogme pour la classe intellectuelle. C'est ainsi que se créa l'Institut des Professeurs Rouges. Mais à l'étranger, parmi l'émigration bourgeoise russe, il y avait également des précurseurs, peu nombreux il est vrai, du courant social qui a trouvé maintenant son expression idéologique dans les Nouveaux Jalons. Comme exemple citons le travailleur Stanlévitch, ex-membre du premier soviet pétersbourgeois et du Comité Exécutif Central, qui, après avoir en 1917 et 1918, mené une lutte active contre les bolchéviks, émigra. A l'étranger, il fut rédacteur de la revue *Vestnik Mira i Trouda* (Le Courrier de la Paix et du Travail), puis du journal *Golos Rossii* (La Voix de la Russie) où il prêchait la réconciliation avec le peuple, la reconnaissance de la révolution et le retour en Russie pour le travail d'organisation. Mais une hirondelle ne fait pas le printemps, et Stanlévitch dut bientôt abandonner sa propagande.

La question à l'ordre du jour était alors, non la reconnaissance de la révolution, mais la lutte implacable contre cette dernière pour la restauration de l'ancien régime. Les batailles les plus acharnées de la guerre civile, les manifestations les plus impudentes de l'intervention étrangère allaient encore avoir lieu. La bourgeoisie avait foi en la victoire prochaine, et les intellectuels bourgeois, en grande majorité, ne voulaient pas entendre parler de réconciliation avec la révolution ouvrière et paysanne. Ils ne croyaient pas en la solidité du pouvoir soviétiste qu'ils considéraient comme une méprise historique. Se basant sur les instincts de la masse paysanne et sur la survivance au sein de cette dernière des vieux préjugés monarchiques, la contre-révolution espérait arriver facilement à séparer la paysannerie du prolétariat et, en isolant la ville de la campagne, triompher de la première comme de la seconde. En outre, elle croyait fermement en la supériorité numérique et technique des armées blanches, qui renfermaient une proportion considérable d'officiers de carrière et que soutenaient tous les États capitalistes.

Mais ces prévisions, comme on le sait, furent déjouées par les événements. Devant l'offensive des armées blanches, qui frayaient la voie aux seigneurs terriens et aux anciens fonctionnaires tsaristes, tous les désaccords particuliers entre ouvriers et paysans s'effacèrent, et ceux-ci se rallièrent autour du prolétariat, comme autour de leur chef naturel, pour repousser la contre-révolution. Dès lors, cette dernière était condamnée à la défaite.

inévitable. L'une après l'autre, toutes les armées, de Kollchak, de Müller, de Dénikine, de Youdénitch et de Wrangel furent détruites; toutes les attaques de la contre-révolution étrangère: française, anglaise, finlandaise, lettone, esthonienne et polonaise furent repoussées. Bien plus, l'alliance étroite de la contre-révolution avec le Capital étranger, aux mains duquel celle-ci n'était qu'un instrument pour l'asservissement politique et économique de la Russie à la finance internationale, contribua encore à consolider la position du pouvoir soviétiste qui défendait simultanément le pays contre la réaction intérieure et l'agression extérieure. La situation devint telle que le prolétariat international dut intervenir pour sauvegarder les intérêts nationaux de la Russie; et ainsi il s'attacha encore plus fortement la petite bourgeoisie révolutionnaire, aux yeux de laquelle la grande bourgeoisie nationaliste, qui trahissait les intérêts nationaux et soutenait la conquête étrangère, apparut sous son jour véritable.

La défaite de la contre-révolution militariste qui s'appuyait ouvertement sur le Capital étranger était un fait incontestable. Mais les différents groupes de la bourgeoisie, à l'intérieur de la Russie comme dans l'émigration, ne tirèrent pas de ce fait des conclusions identiques. Les éléments les plus irréductibles, qui exprimaient l'état d'esprit de la grande aristocratie terrienne et capitaliste, en vinrent à l'idée que les adversaires de la révolution avaient été vaincus parce qu'ils n'étaient pas suffisamment réactionnaires, parce qu'ils laissaient, ne fût-ce qu'en paroles, des concessions à l'esprit révolutionnaire, parce qu'ils ne s'étaient pas assigné ouvertement pour but la restauration intégrale du régime pré-révolutionnaire, y compris la monarchie. Ces éléments sont représentés: tout d'abord par les groupes monarchiques qui, concentrés en Allemagne, où ils sont soutenus par les contre-révolutionnaires allemands, englobent les débris de l'aristocratie terrienne et de la haute bureaucratie tsariste; puis, par les milieux de la haute finance et de l'industrie, qui, ayant à Paris un «Centre National» avec des ramifications dans toutes les colonies d'émigrés, sont en liaison avec les sphères dirigeantes françaises et s'appuient également sur les partisans de la dictature militaire ralliés autour de Wrangel; enfin, par la droite du parti «libéral» des cadets, qui a son centre à Berlin et est soutenue par le parti populiste allemand de Stinnes. *Toute cette fraction de la bourgeoisie a déclaré une guerre impitoyable au prolétariat, ainsi qu'à la petite bourgeoisie et à la paysannerie,* et compte surtout sur l'intervention étrangère (en partie de la France, mais principalement du parti monarchique allemand, au cas où il triompherait) pour la réalisation de ses projets.

Sans renoncer à la lutte active contre le pouvoir soviétiste, un autre groupement contre-révolutionnaire raisonne d'une façon quelque peu différente. Reconnaissant la défaite des armées blanches, il l'explique précisément par le caractère réactionnaire de la contre-révolution. Celle dernière a été battue parce qu'elle avait un caractère seigneurial et capitaliste trop prononcé et qu'elle s'est ainsi aliéné la masse paysanne.

Le propriétaire rural est contre la dictature de la classe ouvrière, mais la menace de la restauration de l'ancien régime et la crainte de perdre la terre qu'il a acquise le fait se ranger du côté du prolétariat contre la contre-révolution. C'est ce que comprend parfaitement le bloc bourgeois de droite: voilà pourquoi les financiers et les industriels, qui se sont réunis en congrès «national» à Paris, en mars 1921, ont également promis à la paysannerie l'insaisissabilité de sa terre. Mais le paysan ne les croira jamais en voyant dans leurs rangs les anciens propriétaires fonciers et fonctionnaires tsaristes. C'est pourquoi il faut faire la contre-révolution sans ces éléments compromettants. *Pour lutter avec succès contre le prolétariat communiste, il faut souder toutes les forces petites-bourgeoises de la ville et de la campagne.* C'est sur ce principe qu'est fondé le bloc des constituants, qui englobe les socialistes-révolutionnaires de droite, dirigés par Tchernof, et la gauche du parti cadet, présidée par Milioukof (conférence des ex-membres de l'Assemblée Constituante à Paris, janvier 1921).

Le parti des socialistes-révolutionnaires de droite se révéla, durant la révolution, comme le parti typique des gros bonnets campagnards. Après la révolution d'Octobre, il tenta tout d'abord d'agir aux côtés des grands propriétaires réactionnaires (sur la Volga et en Sibérie), mais ceux-ci, après l'avoir habilement exploité, le jetèrent sans façon par-dessus bord. Il se chercha alors des alliés plus proches de lui par l'idéologie et la classe sociale: il les trouva dans les cadets «de gauche».

Le parti cadet avait toujours été un parti composite: il groupait des propriétaires fonciers, des commerçants, des industriels, des petits-bourgeois et des intellectuels. Les éléments de ce parti qui appartenaient aux milieux seigneuriaux et capitalistes et qui étaient représentés principalement par le groupe de Berlin (disposant de la majorité parmi les cercles cadets dirigeants, dans toutes les colonies d'émigrés), penchaient pour l'union avec les monarchistes. Mais le centre du parti, qui était dirigé par Milioukof et qui s'appuyait sur les grandes masses des intellectuels, des fonctionnaires et des représentants des professions libérales, après de nombreuses hésitations se prononça pour une «nouvelle tactique». Cette nouvelle tactique se ramène à la rupture avec la féodalité réactionnaire et les monarchistes avérés et au rapprochement avec la démocratie bourgeoise réactionnaire des campagnes représentée par les socialistes-révolutionnaires. Etant eux-mêmes par excellence un parti urbain, les cadets espèrent, au moyen d'une alliance avec les socialistes-révolutionnaires, entrer en contact avec la petite bourgeoisie rurale pour créer un bloc *petit-bourgeois unique, dirigé contre le prolétariat et les paysans pauvres, piliers véritables du communisme.*

Tandis que le bloc de droite fait table rase de toutes les conquêtes de la révolution—même de la révolution de février,—s'efforce à la restauration complète de l'ancien régime et à l'instauration d'une dictature unipersonnelle royaliste ou bonapartiste, le bloc centriste des cadets de

gauche et des socialistes-révolutionnaires de droite, rejetant les conquêtes de la révolution sociale d'Octobre, est disposé à se contenter d'une restauration partielle et à reconnaître les conquêtes de la révolution de février, c'est-à-dire à établir un régime bourgeois libéral ou «démocratique». Mais dans le fond, ces deux blocs sont également réactionnaires et, en fait, aucun d'eux ne peut se passer de l'aide de l'autre.

Il semblait, jusqu'à ces derniers temps, que parmi les intellectuels bourgeois démocrates, tout au moins parmi ceux qui n'étaient pas complètement apolitiques, il n'existait pas d'autre courant. Mais il n'en était pas ainsi. Aux séances de juillet du groupe parisien du parti cadet, une opposition se manifesta, lors de la discussion sur les mérites comparés de la «nouvelle tactique» de Milioukof et de l'ancienne tactique de la majorité des cadets qui préféraient l'alliance avec la réaction. C'est alors que le professeur Klutchnikof exposa et soutint à ces séances une «troisième tactique». *L'essence de cette tactique consistait dans la renonciation pleine et entière à toute lutte contre le pouvoir soviétiste.*

Le professeur Klutchnikof affirmait, en premier lieu, que tous les projets de création d'un front antibolchéviste unique étaient fondés sur le sable mouvant, que, semblablement aux tentatives précédentes du même genre, ils devaient fatalement échouer et, en second lieu, qu'ils ne pouvaient que préparer le terrain à la réaction. Tous les discours sur la chute prochaine des bolchéviks n'étaient que bavardages oiseux. Paroles en l'air également que les affirmations de ceux qui, prétendaient que les gouvernements bourgeois ne reconnaîtraient jamais le pouvoir soviétiste. Les faits avaient déjà démontré toute la fausseté de ces assertions. Et le professeur Klutchnikof concluait que, comme l'antibolchévisme russe s'était grossièrement trompé dans l'eslimation des événements survenus en Russie et que, s'en tenir au principe de la lutte contre le pouvoir soviétiste, c'était retarder sans fin l'œuvre de construction pacifique, il fallait nettement déclarer que le temps était venu de cesser les appels à la lutte contre le pouvoir soviétiste. «Il est temps de remarquer, dit-il, que beaucoup de ce que fait le pouvoir soviétiste concorde entièrement avec les intérêts nationaux de la Russie et les intérêts du progrès international. Il est temps de poser nettement et franchement la question de la nécessité de revenir en Russie et des conditions auxquelles ce retour pourrait s'effectuer... L'intérêt de la Russie exige que nous trouvions les moyens d'une réconciliation avec le pouvoir soviétiste, parlant que nous recherchions cette réconciliation, sans nous inquiéter de ce qui attend personnellement chacun de nous dans la suite. Et il ajoutait moqueusement: «Milioukof est déjà prêt à reconnaître les soviets, mais sans les bolchéviks. Ainsi, il ne lui reste plus qu'un pas à faire et à se résigner aux soviets avec les bolchéviks.» Puis il termina son discours par les paroles suivantes: *«En face des deux tactiques de lutte contre la Russie soviétiste, il faut dresser une troisième tactique: celle de la réconciliation avec cette dernière.»*

De qui le professeur Klutchnikof était-il le porte-parole?—Des milieux intellectuels petits-bourgeois qui, par suite d'un malentendu historique fatal, étaient tombés dans le camp des ennemis du pouvoir soviétiste. *L'évolution intellectuelle et morale de ces milieux s'était produite en Russie, mais aussi dans l'émigration où elle sautait davantage aux yeux, soit parce que les différents groupements antisoviétistes avaient davantage la possibilité de s'affirmer, soit parce que les antagonismes de classes s'y étaient manifestés plus fortement.*

*La tendance à la réconciliation avec le pouvoir soviétiste avait commencé à se faire jour dans les milieux plus démocratiques de l'émigration bourgeoise, dès après la défaite de Koltchak et de Dénikine.* Tant que l'espoir de revenir en Russie à la suite des armées blanches subsista dans l'émigration, cette dernière ne songea point au retour volontaire dans sa patrie. Mais, lorsque cet espoir faiblit, lorsque l'écrasement de Koltchak et de Dénikine lui eut porté un premier coup terrible et que les chances d'intervention étrangère déchurent sensiblement, une lutte douloureuse se livra dans l'âme de beaucoup d'émigrants. Parmi l'émigration russe, il y avait aux côtés des représentants altérés des anciennes classes dominantes, les seigneurs et les capitalistes, des couches assez considérables—qui, peut-être même, formaient la majorité—de gens de petite et moyenne condition: médecins, pédagogues, employés et fonctionnaires de toutes sortes. Quoiqu'ils appartenissent à la petite et à la moyenne bourgeoisie, à ce que l'on appelait la classe des intellectuels, les représentants de ce groupe social s'étaient matériellement et moralement liés avec la bourgeoisie, dont ils avaient voulu partager le sort. Avec elle, ils avaient conspiré et saboté en Russie; avec elle, ils avaient pris le chemin de l'étranger.

Sur la terre étrangère, ces intellectuels durent constater que leur état d'esprit et leurs tâches ne coïncidaient pas exactement avec l'état d'esprit et les tâches des anciennes classes dominantes pour lesquelles ils avaient travaillé et, souvent même, sacrifié leur vie. En outre, leur situation matérielle était des plus précaires. Tandis que les industriels et les seigneurs, qui avaient transféré des capitaux considérables à l'étranger y menaient large et joyeuse vie, les grandes masses de l'émigration démocratique étaient réduites à la portion congrue et, souvent même, se débattaient dans une misère noire. Tant que leur vie d'émigrés leur parut un épisode éphémère, tant qu'elles espérèrent que le peuple repentant allait les rappeler comme ses sauveurs, elles prirent leur mal en patience. Mais lorsqu'ils virent que les travailleurs, loin de songer à se repentir, envoyaient *ad patres* tous les prétendants au pouvoir, lorsqu'il leur fallut débâler leurs malles, où souvent il n'y avait déjà plus grand-chose, lorsque commença la lutte prosaïque pour le pain quotidien, ces émigrants fourvoyés sentirent un revirement se produire dans leur esprit. D'une part, ils voyaient la vie facile des émigrants du groupe des «dix mille» privilégiés, qui pouvaient se permettre le luxe de garder une attitude intransigente envers le pouvoir soviétiste, d'organiser

inlassablement des complots contre ce dernier et de continuer sans fin la guerre contre le peuple russe; d'autre part, ils entendaient parler de la lutte héroïque dont la Russie était le théâtre et du travail acharné qui s'y effectuait; ils voyaient que le peuple inculte, grossier, illettré, qu'ils regardaient du haut de leur grandeur, était abandonné de ses intellectuels, encerclé de toutes parts par ses ennemis, et que, pourtant, privé de tout, misérable, ce peuple en haillons luttait courageusement, s'exténuait, tirait le harnais et, pierre à pierre, construisait l'édifice majestueux de la nouvelle vie libre et fraternelle. En même temps, ils ne pouvaient ignorer qu'une grande partie des intellectuels étaient résiés en Russie et que, après une période de résistance active et passive, ils avaient mis la main à l'œuvre commune et trouvé leur place dans le rude atelier qu'était devenue la Russie soviétiste. Et les meilleurs des intellectuels émigrés ne pouvaient se défendre d'un sentiment d'envie à la vue de cette nouvelle vie splendide qui s'édifiait sans eux et malgré eux; ils ne pouvaient pas ne pas se repentir, ils ne pouvaient pas ne pas songer que, par leur fuite volontaire de leur patrie, ils s'étaient transformés en êtres inutiles et s'étaient barré la voie à tout travail social vivant et fécond.

*La révision des anciens points de vue de la classe intellectuelle s'accroît après la défaite de Wrangel, dernier rempart de la réaction. A ce moment-là d'ailleurs, l'espoir en une intervention active de l'Entente en faveur de la contre-révolution russe était déjà fortement ébranlé. La Russie soviétiste s'était dressée devant le monde bourgeois comme un fait d'une réalité inéluctable, et, les uns après les autres, les États capitalistes commençaient à conclure des traités avec les bolchéviks. En même temps que l'espoir en la victoire effective de la contre-révolution disparaissait, son caractère antirévolutionnaire apparaissait de plus en plus nettement. Maintenant, la contre-révolution n'était plus que l'agent du Capital étranger en Russie; elle n'était plus que l'instrument de l'asservissement économique de la Russie par la finance internationale. Son rôle apparaissait clairement, sans qu'il fût possible de s'y tromper. Ce rôle se manifesta avec un relief saisissant lors de l'offensive des impérialistes polonais, qui s'étaient donné pour but de s'emparer de territoires incontestablement russes et qui étaient soutenus activement par l'offensive de Wrangel en Crimée. Le trouble s'empara alors même des esprits les plus fermés. C'est précisément à ce moment-là qu'un groupe d'anciens généraux tsaristes, dirigé par Broussilof, proposa ses services au gouvernement ouvrier et paysan; c'est à ce moment-là qu'une partie même des socialistes-révolutionnaires de droite, pour la première fois depuis la révolution, se déclarèrent prêts à aider le pouvoir soviétiste à repousser l'invasion polonaise.*

*Mais ce fut après la proclamation par le pouvoir soviétiste de la nouvelle politique économique que les intellectuels, en foule, se mirent à la réestimation des valeurs.*

Cette politique permettait aux intellectuels d'espérer qu'ils trouveraient une application de

leurs forces dans un milieu qui leur serait plus proche, plus familier et, en même temps, leur donnait à croire qu'ils pourraient, au point de vue matériel, obtenir des conditions de vie supportables. Certes, isolément, personne ne raisonne ainsi, et peut-être les intellectuels s'offenseraient-ils en entendant expliquer par des considérations aussi matérielles leurs sentiments intérieurs. Mais, seule, la méthode sociologique peut nous faire pénétrer l'essence de ces phénomènes de masses. Il est incontestable que ce sont précisément ces motifs d'ordre matériel qui sont à la base de beaucoup des raisonnements des auteurs du recueil *Les Nouveaux Jalons* dont nous avons parlé plus haut. Aussi les menchéviks, pour lesquels la réconciliation de la classe intellectuelle bourgeoise, leur principal appui social, avec le pouvoir soviétiste est un coup direct, se sont-ils hâtés de qualifier d'idéologie bourgeoise-soviétiste les points de vue de ces novateurs. Ils n'ont pas complètement tort. Mais, si même il en était ainsi, s'ensuit-il que la bourgeoisie soviétiste qui renonce à la lutte active contre les conquêtes de la révolution soit pire que la bourgeoisie blanche menchéviste ou socialiste-révolutionnaire, qui renie les conquêtes de la révolution?

Mais, même au point de vue socialiste, l'explication menchéviste est par trop simpliste, par trop grossière, car, au lieu de tenter de donner une interprétation sociologique du fait, elle se borne à condamner moralement et à blâmer publiquement les intellectuels. *L'idéologie des Nouveaux Jalons est l'idéologie de la classe intellectuelle bourgeoise qui, dans la première période de la révolution sociale, avait lié son sort à celui de la classe des grands propriétaires, mais que le développement des événements a amené progressivement à la conviction que ses intérêts matériels et moraux la rapprochent beaucoup plus des masses laborieuses que des exploités et des réactionnaires intransigeants. Et, lorsque la classe intellectuelle a eu acquis cette conviction, elle a continué naturellement sa marche, dans le domaine idéologique entre autres, car elle constitue un groupe social dont la vie inférieure est basée principalement sur la théorie, sur la généralisation. S'adaptant psychologiquement à la classe avec laquelle elle a résolu de travailler à l'avenir, elle a commencé à comprendre la vérité morale profonde qui était à la base de la révolution prolétarienne et n'a pu s'empêcher de s'incliner devant cette vérité. Elle le fait encore timidement, avec des réserves, avec les erreurs et la maladresse inévitables des débuts, parfois avec une incompréhension manifeste de la nature des faits, mais ce sont là des défauts qui disparaîtront avec le temps.*

Ce que ne comprennent pas les menchéviks lorsqu'ils soulignent l'influence de la nouvelle politique économique sur l'évolution de la classe intellectuelle, c'est l'enchaînement des phénomènes psychologiques qui a permis à cette influence de se manifester. La chose n'a pas été si simple qu'il le semble aux menchéviks qui ne voient dans le marxisme que le côté grossièrement matérialiste. Le pouvoir soviétiste, disent-ils, a proclamé une nouvelle politique économique, grâce à laquelle tout homme entreprenant pourra facilement

arranger ses petites affaires. Dès qu'ils ont flairé l'odeur de la bonne chère, nombre de bourgeois ont senti l'eau leur venir à la bouche: «Mon Dieu, on-lils dit, le pouvoir soviétiste n'est pas si méchant qu'on le prétend, et un homme intelligent peut toujours vivre.» Ceci, ils se sont mis immédiatement à le coucher sur du papier et ils ont composé les *Nouveaux Jalons* dont ils ont emprunté les pensées fondamentales aux chancards qui avaient déjà réussi à s'installer autour de l'assiette au beurre soviétiste. Telle est l'explication des menchéviks. Elle ne diffère pas beaucoup, sinon par la forme, du moins par l'esprit, des exercices journalistiques des plumitifs de la bande noire, type Dourizet, Gessen et C-je.

L'influence de la nouvelle politique économique sur l'esprit des intellectuels a suivi des voies plus compliquées qu'il ne le semble aux publicistes superficiels. Elle s'est tout d'abord réfractée à travers le prisme russe. *L'état d'esprit des auteurs des Nouveaux Jalons reflète, il est vrai, l'état d'esprit de certains milieux russes, mais non celui des spéculateurs soviétistes, celui au contraire de la masse des intellectuels restée en Russie. Mais à son tour, l'état d'esprit de ces derniers est conditionné par l'état d'esprit de groupes beaucoup plus larges et socialement beaucoup plus importants, c'est-à-dire de la couche considérable de tous les petits propriétaires et particulièrement des petits propriétaires paysans.*

Et ainsi, le rapprochement des intellectuels et des communistes a été le résultat du rapprochement qui s'est effectué entre la paysannerie et le prolétariat au cours du développement de la révolution sociale.

Nombre de gens se représentent d'une façon trop étroite la nouvelle politique économique du pouvoir soviétiste. Il y remarquent uniquement (en les exagérant d'ailleurs considérablement) les concessions qu'elle fait au Capital. *En réalité, il est dans cette politique un point beaucoup plus important: c'est les concessions aux intérêts de la paysannerie moyenne, à cette catégorie petite-bourgeoise prépondérante dans la Russie actuelle.* Le remplacement du monopole par l'impôt alimentaire et l'autorisation accordée aux paysans de vendre librement l'excédent de leurs produits occupent dans la nouvelle politique une place beaucoup plus importante que n'en occupe, politiquement et économiquement, l'affermage de quelques entreprises petites et moyennes ou les concessions offertes aux étrangers. Et autant la précédente politique rurale du pouvoir soviétiste, politique nécessitée surtout par l'état de guerre, mais due aussi en partie à «l'incomplète maturité de notre esprit,» était de nature à séparer la paysannerie et le prolétariat, ce dont se sont hâtés de profiter tous les partis contre-révolutionnaires, de la petite bourgeoisie et des intellectuels, mais surtout les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks, — autant la nouvelle politique a provoqué rapidement dans les campagnes un revirement en notre faveur, rapproché la paysannerie de la classe ouvrière, détruit la base de l'agitation menée par certains groupes intellectuels, nos ennemis acharnés (menchéviks et socialistes-révolutionnaires), et poussé la masse des intellectuels apolitiques à réviser son attitude envers le pouvoir soviétiste. La défaite de Wrangel et l'évanouis-

sement des espérances fondées sur l'Entente ont influé évidemment sur l'orientation des intellectuels; mais la raison déterminante du changement d'attitude de ces derniers a été néanmoins la défaite politique des partis menchéviste et socialiste-révolutionnaire. La nouvelle politique économique a été pour ces partis une défaite terrible: du coup, elle leur a enlevé toute la base de leur agitation fondée principalement sur l'instinct de la propriété et leur a ôté l'espoir longtemps caressé de voir la paysannerie se soulever contre la dictature du prolétariat.

*L'anéantissement des forces militaires de la contre-révolution, la désagrégation de l'Entente en l'aide de laquelle il n'était raisonnablement plus possible d'espérer; l'entrée de la Russie soviétiste dans l'arène de l'histoire mondiale, comme force incontestable de plus en plus reconnue, même par ses ennemis; la scission intérieure dans le camp de la contre-révolution et le mécontentement croissant de la masse démocratique contre la politique sans issue des hautes sphères dirigeantes; la canalisation du sentiment patriotique dans une nouvelle direction; la possibilité d'une application fructueuse des forces des intellectuels non pour le travail destructif, mais pour le travail créateur; la compréhension encore confuse du sens et de la portée historique de la grande révolution prolétarienne et surtout, à la base de tous ces phénomènes, la réconciliation de la paysannerie avec la classe ouvrière, réconciliation provoquée par la nouvelle politique économique: voilà quels sont les facteurs qui ont déterminé chez les intellectuels ce revirement psychologique dont les Nouveaux Jalons sont l'expression la plus populaire.*

L'évolution intérieure qui s'était produite parmi certains groupes d'intellectuels bourgeois, qu'elle poussait à reconnaître leurs fautes antérieures, à accepter le pouvoir soviétiste et les résultats de la révolution sociale, est devenue si nette, si prononcée, qu'elle s'est exprimée sous la forme littéraire. Au mois d'août de l'année courante, il a été publié, à Prague, un recueil d'articles signés d'anciens cadets et même d'anciens octobristes, et dont les auteurs, après avoir fait le bilan de la guerre civile et leur examen de conscience, ont trouvé en eux le courage de brûler leurs vieilles idoles et d'adorer le jeune dieu de la Révolution.

Pour comprendre le sens du titre (1) de leur recueil, il faut savoir que celui-ci avait déjà un ancêtre littéraire qui était en même temps son ancêtre.

En 1909, après la défaite de la première révolution, un groupe de cadets et d'intellectuels (Berdiaef, S. Boulgakof, Herschenson, Isgoief, Kisiakovsky, Strouvé et Frank) publia un recueil intitulé *Les Jalons*, qui fit alors beaucoup de bruit et dont l'esprit était nettement réactionnaire. Dans ces *Jalons* les auteurs enterraient la révolution, balayaient rageusement les plus nobles traditions des intellectuels révolutionnaires et jetaient les bases littéraires de la domination de la bande noire dirigée par Stolypine. Certes, le souvenir de cette tragédie

(1) Depuis la fin d'octobre 1921, un groupe adoptant la plate-forme des auteurs des *Nouveaux Jalons* a commencé à publier à Paris, sous le même titre, un hebdomadaire qui semble devoir être le porte-drapeau de tout un courant.

était présent à l'esprit des auteurs du nouveau recueil publié à Prague, en juillet 1921, après l'écrasement de la contre-révolution. Voulant marquer que leur recueil était une continuation en même temps que l'antipode des *Jalons*, ils l'intitulèrent *Les Nouveaux Jalons*. Et en effet, le contenu de l'ouvrage justifie son titre.

Parmi les auteurs du nouveau recueil l'on trouve des gens comme le professeur J. Klutchnikof, ancien ministre de Koltchak, le professeur N. Oustrialof, directeur de la section d'agitation et de propagande près le gouvernement de Koltchak, A. V. Bobrischef-Pouchkine, le célèbre avocat pétersbourgeois qui, en 1919, s'était enfui de la Russie soviétiste pour rejoindre Dénikine auquel il avait prêté une aide active, etc. (toute les auteurs susnommés, le recueil contient encore les articles de S. S. Loukianof, S. S. Tchakholine et J. N. Pofiékhine). Ce sont là des gens expérimentés au plus haut degré, appartenant aux sommités de la classe intellectuelle, laquelle forme une partie importante de la classe bourgeoise. Et ces gens, instruits par la dure expérience des quatre dernières années, prononcent des paroles que jusqu'à présent nous n'étions pas habitués à entendre dans les milieux d'où ils sortent.

Le sens de tous les articles du recueil se ramène à l'acceptation de la révolution d'Octobre et à la renonciation à toute lutte contre ses résultats. Il est même étonnant de voir comme ces gens, qui hier encore luttaient les armes à la main contre la Russie laborieuse, ont bien compris son esprit et sa destinée historique.

Les auteurs ne regrettent pas la faillite de la révolution de février ni le triomphe de la révolution d'Octobre. Bien plus, ils se refusent à reconnaître la révolution de février comme une révolution et la nomment simplement un coup d'Etat (les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires, on le sait, aimaient naguère à appliquer cette dénomination à la révolution d'Octobre). C'est la révolution d'Octobre qu'ils reconnaissent comme la révolution véritable. «La prise du pouvoir par les masses, en octobre 1917, marque la révolution véritable.» Ils déclarent ouvertement que le triomphe des cadets, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires serait une contre-révolution, que «le pouvoir soviétiste sauve la Russie» et que «anéantir ce dernier, c'est briser l'épine dorsale à la Russie».

«Il n'y aura pas de troisième révolution»: telles sont les paroles par lesquelles Bobrischef-Pouchkine commence son article *La nouvelle foi*. Il y montre toute l'inanité des attentes et des espoirs que fondent les cadets, les socialistes-révolutionnaires et les menchéviks tantôt sur l'intervention, tantôt sur les insurrections intérieures, tantôt sur l'écroulement naturel du pouvoir soviétiste au milieu de la désorganisation économique. Bien plus, lui et ses collègues adoptent délibérément le point de vue que, en Russie, «il ne peut exister d'autre pouvoir» (Bobrischef-Pouchkine) et que «la révolution en Russie se confond avec le bolchévisme» (J. Klutchnikof). Ils rélèvent moqueusement toutes les accusations et les calomnies lancées contre la révolution d'Octobre et le pouvoir

soviétiste. Ils acceptent ce dernier jusque dans ses «excès», comprenant parfaitement que ce que l'on appelle «excès» est inséparable de tout grand mouvement historique.

Ils commencent déjà à percevoir la grande vérité qui est à la base de la révolution d'Octobre. Ils montrent la force créatrice latente au sein des masses qui maintenant disposent elles-mêmes de leurs destinées. Ils dévoilent la duperie de la démocratie mondiale, du parlementarisme et de tous les autres mots d'ordre «démocratiques» mis en avant par la contre-révolution. «La révolution a forcé tous les obstacles; sûre d'elle-même, impérieuse—elle est entrée dans la vie russe et s'y est solidement installée. Elle y a réussi précisément parce qu'elle n'a pas écouté les libéraux et tous ceux qui leur sont proches par le tempérament et l'idéologie, parce qu'elle a joué le grand jeu et qu'elle s'est assigné de grands buts.»

Fils de la bourgeoisie, ils ne peuvent comprendre l'aveuglement fanatique et la haine stupide des révolutionnaires modérés, des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires «qui, organiquement incapables de comprendre le sens international et mondial de la révolution russe, soutiennent avec persistance la réaction internationale, dans laquelle la malheureuse Russie, si elle ne tient bon, périra la première». Mais ils comprennent que, par bonheur, la Russie soviétiste tiendra bon, comme elle l'a fait jusqu'à présent, car elle a pour elle—les auteurs du recueil le soulignent à maintes reprises,—les sympathies des grandes masses laborieuses du monde entier.

La révolution a pleinement donné ce qu'on était en droit d'attendre d'elle: c'est ce que démontrent les auteurs du recueil. Toutes les affirmations des contre-révolutionnaires et des socialistes-révolutionnaires prétendant que les bolchéviks n'ont pas tenu leurs promesses sont considérées par les auteurs du recueil comme un bavardage puéril et stupide. Attirant graduellement la paysannerie à la direction de l'appareil étatique et à la construction du nouveau régime, le pouvoir soviétiste transforme les émeutiers d'hier en maîtres conscients du sort de la Russie. «Nous assistons, sans le remarquer nous-mêmes, à l'enfancement du civisme russe véritable... La croissance prodigieuse de la conscience étatique, nationale, économique et sociale des masses populaires russes, durant la révolution: voilà le bien incontestable et infiniment précieux que nous a déjà donné la grande révolution russe en fondant par son travail créateur la base sociale puissante de la nouvelle Russie.»

Mais la ruine économique? Les auteurs n'en contestent pas l'existence. Mais ils affirment, tout d'abord, que les principaux fauteurs de la désorganisation économique en Russie et même de la famine, ce ne sont pas les bolchéviks, mais leurs adversaires et, ensuite, que seul le pouvoir bolchéviste pourra tirer le pays de cette désorganisation. Si jusqu'à présent, il n'a pas encore obtenu, dans ce domaine, des résultats aussi sensibles que dans le domaine politique, la raison principale en est que les contre-révolutionnaires ont entravé son travail.

Les auteurs du recueil ne doutent pas que le pouvoir soviétiste résiste, surmonte toutes les difficultés et conduise les masses laborieuses dans la large voie du progrès. Il n'y aura jamais, en Russie, de restauration de l'autocratie; jamais il n'y aura de monarchie constitutionnelle, ni de république bourgeoise. «Il y aura quelque chose de particulier, enfanté, forgé par la révolution. On n'élèvera de monument à personne ou bien on en élèvera à Lénine.»

De ces prémisses, les auteurs tirent les conclusions logiques. «*A Canossa!*» Tel est le titre de l'article de Tchakhofine. L'auteur propose à la classe intellectuelle de reconnaître ouvertement sa faute et son aberration et non seulement de renoncer à toute lutte armée contre le pouvoir soviétiste, mais de combattre résolument toute tentative de continuation de cette lutte. «Les événements nous ont montré que nous nous étions trompés, que notre voie n'était pas la bonne. Et, après l'avoir constaté, après avoir vu ce que réclament de nous les intérêts de la patrie, nous sommes prêts à reconnaître notre faute et à abandonner notre voie.... Nous ne craignons pas maintenant de dire: *A Canossa!* Revenons chez nous, nous avons tort, nous nous étions trompés. Cela, ne craignons point de le reconnaître franchement, pour nous et pour les autres.» Et les auteurs du recueil invitent les intellectuels à entrer au service du peuple russe affranchi, à entreprendre l'éducation des masses et à participer activement au relèvement économique de la Russie, sur les principes de la production rationnelle... Il n'est pas douteux que les auteurs du recueil sont parfois guidés par le sentiment nationaliste: ils acceptent le pouvoir soviétiste comme le pouvoir qui a conservé l'intégrité de la Russie, avec le plus de patriotisme, qui a même accru son influence internationale et en a fait un centre moral d'attraction pour tous les peuples. Dans la politique du pouvoir soviétiste ils voient la réalisation des tâches historiques du peuple russe par des moyens imprévus, par les forces des masses laborieuses elles-mêmes.

Par endroits, chez eux perce la note slavophile: la Russie, disent-ils, indique la voie au monde, et l'histoire a voulu que ce fût par les mains d'un gouvernement internationaliste. Mais, ici encore, c'est l'état de choses véritable qui, reflété dans le cerveau des intellectuels, s'exprime dans la langue traditionnelle de l'idéologie nationale bourgeoise.

Les considérations d'ordre bourgeois ne sont pas non plus sans influence sur eux. La réconciliation avec les bolchéviks et l'acceptation du pouvoir soviétiste leur sont facilitées par la nouvelle politique économique qu'ils considèrent comme empreinte d'un réalisme profond et dans laquelle quelques-uns d'entre eux sont même prêts à voir une renonciation au communisme. La nouvelle politique économique doit donner une puissante impulsion au développement des forces productrices du pays et permettre aux éléments sains de la classe intellectuelle bourgeoise de trouver l'application de leurs forces et de leurs connaissances. Par sa participation active à l'œuvre créatrice de construction révolutionnaire

de la Russie, la classe intellectuelle est appelée, à leur avis, à alléger les souffrances inévitables dans la refonte de l'ordre social. Dans la masse des sans-parti les intellectuels espèrent trouver une base sociale pour de nouveaux groupements politiques qui, selon eux, sont encore inévitables en Russie soviétiste. D'après Tchakhofine, il se formera en Russie, aux côtés du parti ouvrier, un parti paysan et un parti intellectuel, mais ces partis ne seront point hostiles au pouvoir soviétiste, ils collaboreront fraternellement avec lui.

Mais de tout cela l'on ne saurait conclure que les représentants du nouveau courant sont venus à l'acceptation du pouvoir soviétiste et, dans un certain sens, du bolchévisme, seulement, ou même surtout, pour des raisons de patriotisme et d'opportunisme social. Ces raisons, il est vrai, jouent dans leur attitude un grand rôle (peut-être d'ailleurs quelques-uns d'entre eux les allèguent-ils uniquement pour justifier à leurs propres yeux leur brusque revirement). Pourtant, le fait que les raisons d'ordre bourgeois entrent pour une certaine part dans la conduite des intellectuels raliés au pouvoir soviétiste ne doit pas diminuer à nos yeux la portée de leur acte et du revirement qu'il dénote dans l'état d'esprit des milieux intellectuels.

Nous avons, il va de soi, affaire ici à un mouvement bourgeois. Mais ce n'est pas en le qualifiant de «bourgeoisisme soviétiste» ou de «bolchévisme national» qu'on peut le définir exactement. Il est à la fois plus large et plus étroit que les conceptions exprimées par ces termes. Ce mouvement ne contient pas de bolchévisme au sens propre du mot, mais en même temps il va beaucoup plus loin que les intérêts et les tendances de la «bourgeoisie soviétiste» au sens étroit du mot. Peut-être ces intellectuels, ou quelques-uns d'entre eux ont-ils une arrière-pensée; peut-être espèrent-ils jouer la révolution; peut-être interprètent-ils la nouvelle politique économique du pouvoir soviétiste comme un retour aux principes du régime bourgeois et espèrent-ils accélérer la restauration de ce régime par leur intervention personnelle (quoique, sous cette forme précise, de tels projets soient probablement loin de leur esprit). Mais là n'est pas la question. Il serait étrange, anormal, que des gens qui, hier encore, étaient plongés jusqu'au cou dans le marais contre-révolutionnaire et menaient une lutte active contre le pouvoir soviétiste, se fussent libérés entièrement et tout d'un coup de semblables idées et espoirs. Et pourtant, ils ont fait dans la direction du pouvoir soviétiste un pas beaucoup plus grand que celui qu'a fait vers eux le pouvoir soviétiste par ses concessions temporaires au principe de la petite propriété individuelle.

Certes, les adeptes des *Nouveaux Jalons* expriment l'état d'esprit de certains groupes bourgeois. Mais cette petite bourgeoisie, qui a renoncé à la lutte contre le pouvoir soviétiste et qui a accepté les principes fondamentaux de la révolution, est en tout cas meilleure et plus progressiste que la petite bourgeoisie qui, dans la personne des socialistes-révolutionnaires et des cadets démocrates (et, jusqu'à un certain point, dans celle des

menchéviks) continue la lutte contre l'Etat ouvrier et paysan et se fait l'instrument conscient ou inconscient du grand Capital russe et international.

*Ce n'est pas parce que le pouvoir soviétiste, comme l'insinuent les menchéviks (qui ont d'ailleurs toujours recommandé la capitulation devant le Capital comme la sagesse suprême), est allé à droite, a fait des concessions au capitalisme, que ce revirement s'est produit dans l'esprit des intellectuels, mais parce que le pouvoir soviétiste s'est montré plus fort et plus stable, parce qu'il n'a pas voulu capituler devant la bourgeoisie. Ce n'est pas nous qui sommes allés aux intellectuels, ce sont eux qui sont venus à nous. S'il en était autrement, nos ennemis ne rageraient pas à ce point et n'accuseraient pas les intellectuels de trahir la cause de la contre-révolution, d'être des renégats.*

La petite bourgeoisie n'a pas de position politique à elle. Dans la lutte des deux classes es-

sentielles de la société contemporaine, elle se range alternativement du côté de la bourgeoisie ou du côté du prolétariat. Jusqu'à présent, c'était la grande bourgeoisie qu'elle avait suivie de préférence: maintenant, elle fait volte-face, elle justifie la révolution ouvrière et s'accuse de lui avoir fait obstacle. Mais elle justifierait aussi bien la contre-révolution (et la suivrait même) si celle dernière triomphait, si celle dernière gagnait son procès au tribunal de l'histoire. *Mais c'est la révolution qui a vaincu. Et en l'acceptant comme un fait réel, inéluctable, auquel ils subordonnent l'idée abstraite du droit, les historiens et les juristes bourgeois attestent d'une façon éclatante la victoire objective de la révolution, devant laquelle sont forcés de s'incliner ceux qui, récemment encore, étaient ses ennemis les plus acharnés.*

G. STÉKLOF.





L. TROTSKY.

## DOCTRINE MILITAIRE OU DOCTRINARISME PSEUDO-MILITAIRE

Dans les arts pratiques, il ne faut pas laisser monter trop haut les fleurs et les feuilles de la théorie, mais les tenir le plus près possible du terrain de l'expérience.

Klausewitz: *La Guerre* (Théorie de la stratégie).

### 1. Notre méthode d'orientation

Dans l'Armée Rouge, on observe incontestablement une animation de la pensée militaire et une recrudescence d'intérêt pour les questions théoriques. Durant plus de trois ans, l'Armée Rouge s'est formée sous le feu même de l'ennemi tout en se baillant sans relâche; puis, elle s'est démobilisée et a opéré sa dislocation. Ce dernier processus n'est pas encore terminé, mais l'armée a déjà acquis une organisation plus déterminée et un certain caractère de fixité. Elle sent de plus en plus le besoin de mesurer le chemin parcouru, de faire son bilan, de tirer les déductions théoriques et pratiques qui s'imposent afin de mieux se cuirasser pour le jour de demain.

De quoi demain sera-t-il fait? D'une nouvelle guerre civile fomentée par l'étranger? Ou bien d'une agression ouverte des Etats bourgeois contre nous? Desquels? Comment se préparer à les repousser? Toutes ces questions exigent une orientation nette en politique internationale, en politique intérieure et en politique militaire. La situation change continuellement et, avec elle, l'orientation, mais l'orientation pratique et non l'orientation de principe. Jusqu'à présent, nous nous sommes acquittés avec succès des tâches militaires que nous imposait la situation internationale et intérieure de la Russie soviétiste. Notre orientation s'est révélée plus juste, plus étendue et plus profonde que celle des plus grandes puissances impérialistes qui, tour à tour ou simultanément, ont tenté de nous renverser, mais ont piteusement échoué. Notre supériorité, c'est la méthode scientifique et irremplaçable d'orientation que nous possédons: le marxisme. C'est là un instrument puissant en même temps que subtil et dont le maniement exige une certaine expérience, un certain apprentissage. Le passé de notre parti, ses longues épreuves nous ont appris à appliquer les méthodes du marxisme dans l'entrelacement compliqué des facteurs et des forces à l'époque du bris des anciennes formes sociales. C'est par l'instrument du marxisme également que nous déterminons les bases de notre construction militaire.

Il en est tout autrement chez nos ennemis. Si, du domaine de la technique industrielle, la bourgeoisie progressiste a banni l'obscurantisme et la routine et s'est attachée à construire chaque entreprise sur les bases rigoureusement exactes des méthodes scientifiques, par contre, dans le domaine de l'orientation sociale, elle s'est trouvée, par sa situation de classe, impuissante à s'élever jusqu'aux méthodes scientifiques. Nos ennemis de classe sont des empiriques pour qui le fait brut seul existe: ils agissent au jugé, en se guidant non par l'analyse du développement historique, mais par l'expérience pratique, la routine et le flair.

La caste impérialiste anglaise, il est vrai, nous a donné sur la seule base de l'empirisme l'exemple d'une rapacité de la plus large envergure, d'une perspicacité sans égale et d'une remarquable fermeté de classe. Ce n'est pas sans raison que l'on a dit des impérialistes anglais qu'ils pensent par siècles et par continents. Cet art supérieur de peser et d'estimer pratiquement les forces et les facteurs principaux, la caste dirigeante de la Grande-Bretagne l'a acquis, grâce aux avantages de sa situation géographique, sur la four de guef de son île, dans une accumulation relativement lente et régulière de puissance capitaliste.

Les méthodes parlementaires de combinaisons louches, de corruption, de séduction oratoire et de duperie aussi bien que les méthodes coloniales de cruauté, d'hypocrisie et de bassesses de toute sorte sont entrées dans le vaste arsenal de la clique dirigeante du plus grand Empire du monde. L'expérience de la lutte de la réaction anglaise avec la grande Révolution française a considérablement enrichi les méthodes de l'impérialisme britannique qu'elle a rendu plus souple, auquel elle a donné de nouvelles armes et qu'elle a immunisé encore davantage contre les surprises historiques.

Néanmoins, l'habileté consommée de la bourgeoisie anglaise, détentrice du sceptre du monde, s'avère de plus en plus impuissante à l'époque des grandes convulsions du régime bourgeois. Malgré leur adresse à l'ouvroir, les empiriques britanniques de la décadence, dont Lloyd George est le type achevé, se casseront fatalement le cou.

L'impérialisme germanique a été l'antipode de l'impérialisme britannique. Le développement févriqueux du capitalisme, en Allemagne, a permis aux classes dirigeantes de ce pays d'accumuler beaucoup plus de richesses matérielles et techniques que de faculté d'orientation politique et militaire. Dans le domaine international, l'impérialisme allemand est apparu sur l'arène mondiale tel un parvenu, qui a joué le tout pour le tout, a perdu et s'est écroulé irrémédiablement. Et pourtant, tout récemment encore, à Brest-Litovsk, les représentants de cet impérialisme nous considéraient comme des songe-circus portés au sommet des événements par le caprice éphémère du hasard.

Pas à pas, dans les premiers cercles clandestins et au cours de tout son développement, notre parti, par ses interminables discussions théoriques, ses tentatives pratiques et ses échecs, ses offensives et ses retraites, ses disputes tactiques et ses évolutions, a appris l'art de l'orientation sous toutes ses formes. Les mandarins des émigrés russes de Londres, Paris et Genève, ont été en fin de compte des points d'observation d'une importance historique immense. L'impatience révolutionnaire y était disciplinée par l'analyse scientifique de l'évolution historique. La volonté d'action s'y associait à la maîtrise de soi-même. Par l'action et la réflexion, notre parti a appris à appliquer la méthode marxiste. Et maintenant encore cette méthode le sert fidèlement...

Si les empiriques les plus clairvoyants de l'impérialisme britannique ont, pourrait-on dire, un rousseau considérable de clefs pour un grand nombre de situations typiques, par contre, nous, nous possédons la clef universelle qui nous permet de faire face à toutes les situations. Et si toutes les clefs léguées à Lloyd George, Churchill et autres par les générations successives des hommes d'Etat anglais sont impuissantes à leur ouvrir une porte d'issue à l'époque révolutionnaire, notre clef marxiste au contraire est faite spécialement pour cette époque. Nous ne craignons pas de proclamer ouvertement cet immense avantage que nous avons sur nos adversaires, car ils ne sont en état ni de s'emparer de notre clef marxiste ni d'en faire une imitation.

Nous avons prévu l'inévitabilité de la guerre impérialiste, comme prélude à l'époque de la révolution prolétarienne. De ce point de vue, nous observâmes ensuite le développement de la guerre, ses méthodes, les modifications du groupement des forces de classes, et c'est sur cette observation que se constitua plus directement ce que—pour employer un terme relevé—nous appellerons la «doctrine» du régime soviétique et de l'Armée Rouge. La prévision scientifique de la marche des événements nous donnait l'assurance inébranlable que l'histoire travaillait pour nous. Cette assurance optimiste formait et forme encore la base de notre activité.

Le marxisme ne donne pas de recettes toutes prêtes. Surtout, il ne pourrait en donner dans le domaine de la construction militaire. Mais, dans ce domaine aussi, il nous a fourni notre méthode. Car, s'il est vrai que la guerre est la continuation de la politique, mais par d'autres moyens, l'ar-

mée est la continuation et le couronnement de toute l'organisation sociale et étatique, mais avec la baïonnette au canon.

Nous avons abordé les questions militaires, en nous basant non sur une «doctrine militaire» déterminée, ayant ses principes, ses dogmes immuables, mais sur l'analyse marxiste du besoin de défense de la classe ouvrière qui s'est emparée du pouvoir, doit s'armer, désarmer la bourgeoisie, lutter pour son pouvoir, entraîner à sa suite les paysans contre les grands propriétaires fonciers, empêcher les gros bonnets de la démocratie rurale d'armer les paysans contre l'Etat ouvrier, se créer un corps d'officiers expérimentés, etc.

Pour construire l'Armée Rouge nous avons fait feu de tout bois: détachements de gardes-rouges, anciens règlements, helmans paysans, généraux tsaristes, tout a été utilisé. Voilà bien, semble-t-il, ce que l'on pourrait appeler un manque «d'unité de doctrine» dans la formation de l'armée et de ses cadres. Mais qui ne voit tout ce qu'une telle appréciation aurait de pédantesque, de nuïsement formaliste! Certes, nous ne nous sommes pas basés sur une «doctrine» aux dogmes immuables. Nous avons créé l'armée avec le matériel historique que nous avions sous la main, mais dans notre travail—et c'est là ce qui lui a conféré son unité—nous avons constamment eu en vue la lutte de l'Etat ouvrier pour son existence, sa consolidation et son extension. Si l'on veut à toute force employer le mot «doctrine», philosophiquement si discrédité, l'on peut dire que, en créant l'Armée Rouge, c'est-à-dire une force armée sur une nouvelle base de classe, nous avons, par là même, édifié une nouvelle doctrine militaire, car, malgré la diversité des moyens pratiques et des procédés, il ne pouvait y avoir et il n'y a eu dans notre œuvre militaire ni empirisme étroit, ni spéculation arbitraire: toute cette œuvre a été imprégnée de l'unité du but révolutionnaire de classe, de l'unité de volonté, de l'unité de la méthode marxiste d'orientation.

## 2. Avec ou sans doctrine?

Nombreuses ont été les tentatives de baser l'œuvre de la formation de l'Armée Rouge sur une «doctrine militaire» prolétarienne. Au principe «impérialiste» de la guerre de position, dès la fin de l'année 1917 on oppose le principe absolu de la manœuvre. Toute l'organisation de l'armée est subordonnée à la stratégie révolutionnaire de la manœuvre: les corps, les divisions et même les brigades sont considérés comme des unités trop lourdes. Les premiers pionniers de la «doctrine militaire» prolétarienne proposent alors de verser toutes les forces de la République dans des détachements ou des régiments indépendants, dotés de toutes les armes. C'était là en somme, à peu de chose près, l'idéologie de la «partisanerie», soutenue d'ailleurs ouvertement par l'extrême «gauche». On déclarait la guerre aux règlements; aux anciens, parce qu'ils étaient l'expression d'une doctrine militaire qui avait fait son temps, aux nouveaux, parce qu'ils ressemblaient trop aux anciens. Alors déjà, il est vrai, les cham-

pions de la nouvelle doctrine ne présentaient aucun projet de nouveaux règlements, pas même un article ou nos règlements à nous fussent soumis, théoriquement ou pratiquement, à une critique sérieuse. Le fait d'utiliser les anciens officiers, et à plus forte raison de leur confier des commandements, était déclaré incompatible avec l'application d'une doctrine militaire révolutionnaire.

En réalité, ces novateurs bruyants étaient eux-mêmes captifs de l'ancienne doctrine militaire dont ils cherchaient uniquement à prendre le contre-pied. C'est en cela que consistait toute leur initiative créatrice. Mais l'organisation de la force armée de l'État ouvrier s'effectua par une voie autre que celle qu'ils préconisaient. Nous tâchâmes, surtout les premiers temps, d'utiliser le plus possible les habitudes, les procédés, les connaissances et les moyens légués par le passé, sans nous inquiéter dans quelle mesure la nouvelle armée différerait de l'ancienne ou, au contraire, lui ressemblerait, au point de vue de l'organisation pure et de la technique. Nous construisîmes l'armée avec le matériel humain et technique que nous avions à notre disposition, nous efforçant toujours et partout d'assurer dans l'organisation de l'armée, c'est-à-dire dans sa composition, dans sa direction, dans sa conscience et dans son état d'esprit, la domination de l'avant-garde prolétarienne. Si nous avons institué un corps de commissaires, ce n'est pas en vertu d'un dogme marxiste quelconque, ce n'est pas que la « doctrine militaire » prolétarienne l'exigeât; non, ce corps a surgi par la force des choses comme l'instrument nécessaire du contrôle, de la direction et de la formation politique du prolétariat dans l'armée où il a acquis par suite une importance immense. Nous avons intégré les anciens officiers aux nouveaux, et ainsi nous avons pu arriver au résultat voulu: l'armée a acquis la faculté combative indispensable à son rôle de défenseur de la cause de la classe ouvrière. Par ses buts, par la position sociale de la majorité des membres de son corps d'officiers et de commissaires, par son esprit, par sa morale politique, l'Armée Rouge diffère essentiellement de toutes les autres armées du monde contre lesquelles elle se dresse, hostile. Sous le rapport de l'organisation et de la technique, elle s'est rapprochée et se rapproche de plus en plus de ces dernières au fur et à mesure de son développement. Mais ce n'est pas avec des théories—même nouvelles—que l'on arrive au succès dans ce domaine.

L'Armée Rouge est l'expression militaire de la dictature prolétarienne. Si l'on préfère une formule plus solennelle, l'on pourra dire que l'Armée Rouge est l'incarnation militaire de la « doctrine » de la dictature prolétarienne: tout d'abord parce que, dans l'Armée Rouge elle-même, la dictature du prolétariat est assurée, ensuite parce que sans l'Armée Rouge la dictature du prolétariat serait impossible.

Mais le malheur est que la recrudescence d'intérêt pour les questions théoriques militaires à laquelle nous assistons actuellement, a provoqué la réapparition de quelques préjugés doctrinaires de la période d'enfance, préjugés qui, il est vrai, se sont exprimés sous une forme quelque

peu rajeunie, mais qui n'en sont pas devenus meilleurs pour cela. Quelques-uns de nos novateurs les plus perspicaces ont découvert soudain que nous vivions, ou plutôt que nous ne vivions pas, mais que nous végétons sans doctrine militaire. Tel, dans le conte d'Anderson, ce roi qui allait nu sans le savoir. « Il faut créer enfin une doctrine de l'Armée Rouge, disent les uns.—Nous perdons le fil dans toutes les questions pratiques de construction militaire, ajoutent les autres, parce que, jusqu'à présent, nous n'avons pas encore résolu les questions fondamentales de notre doctrine militaire; nous ne savons pas ce que c'est que l'Armée Rouge et quelles sont les tâches historiques qu'elle aura à accomplir; nous ignorons si elle mènera des guerres révolutionnaires défensives ou offensives. » Et ainsi de suite, sur le même ton.

voyez un peu: nous avons créé une Armée Rouge—et une Armée Rouge victorieuse—mais nous ne lui avons pas donné de doctrine militaire. Malheureuse Armée Rouge, quel triste sort est le sien! Demandez quelle doit être cette doctrine, et l'on vous répond: elle doit comprendre l'ensemble des principes de la construction, de l'éducation et de l'application de notre force armée. Mais c'est là une réponse qui en réalité n'en est pas une. En effet, l'Armée Rouge d'aujourd'hui a ses principes « de construction, d'éducation et d'application ». Il s'agit de savoir quelle doctrine il nous manque, c'est-à-dire quels sont exactement les nouveaux principes qui doivent entrer dans le programme de la construction militaire. Or, c'est là que commence la plus terrible confusion. L'un fait la découverte sensationnelle que l'Armée Rouge est une armée de classe, l'armée de la dictature prolétarienne. Un autre ajoute que l'Armée Rouge, étant une armée révolutionnaire et internationale, doit être offensive. Un troisième propose, à l'effet d'assurer le succès de la tactique offensive, d'accorder une attention spéciale à la cavalerie et à l'aviation. Un quatrième enfin recommande de ne pas oublier d'employer les fameux chariots de Makhno. En un mot, chacun y mettra du sien et l'on aura la doctrine de l'Armée Rouge. Mais, dans toutes ces théories, les quelques pensées, nous ne dirons pas nouvelles, mais justes des auteurs disparaissent complètement sous l'amas des paroles inutiles.

### 3. Qu'est-ce que la doctrine militaire?

Ne cherchons pas à donner des définitions logiques générales, parce que par elles-mêmes il est peu probable qu'elles soient de nature à nous tirer d'embarras (!). Abordons plutôt la question

(!) Le camarade Frunse écrit: « L'on pourrait proposer cette définition d'une « doctrine militaire unique »: l'adoption, dans l'armée de l'État donné, d'une théorie établissant les formes de l'organisation des forces militaires du pays, les méthodes de la préparation et de la conduite des troupes au combat sur la base des points de vue dominant dans l'État sur la nature des tâches militaires qui lui incombent et des moyens de les solutionner, moyens déterminés par son caractère de classe et l'état de ses forces de production » (*Krasnaja Novost*, N° 2, p. 94, art. de R. Frunse: *L'unité de doctrine militaire de l'Armée Rouge*).

au point de vue historique. L'ancienne conception de l'art militaire affirmait que les bases en sont éternelles, communes à tous les temps et à tous les peuples. La réfraction concrète de ces vérités éternelles revêt un caractère national. D'où la doctrine militaire allemande, française, russe, etc. Mais si l'on fait l'inventaire de ces vérités éternelles de l'art militaire, l'on voit qu'elles se ramènent à peu près à quelques axiomes logiques dans le genre des propositions d'Euclide. Protéger ses flancs, assurer ses communications et son arrière, frapper au point le plus faible, etc.: toutes ces vérités, dans leur formule générale, dépassent de beaucoup les limites de l'art militaire. L'âne qui vole de l'avoine dans un sac percé (le point le plus faible de l'ennemi) et tourne sa croupe du côté opposé à celui d'où peut venir le danger, le fait sur la base des principes éternels de l'art militaire. Pourtant, il n'est pas douteux que cet âne qui mange son avoine n'a jamais lu Clausewitz ni même Leer.

La guerre dont nous parlons est un phénomène social et historique: elle surgit, se développe, se modifie et est appelée à disparaître. Et ainsi elle ne peut avoir de lois éternelles. Mais le facteur principal de la guerre est l'homme, qui a des traits anatomiques et psychiques stables et, par suite, des procédés et des habitudes bien définis. L'homme agit dans un milieu géographique déterminé et relativement stable. Et ainsi, dans toute les guerres de tous les temps et de tous les peuples, il y a eu quelques traits généraux, relativement stables (mais non absolus). C'est en se basant sur eux que se développe historiquement l'art militaire. Ses méthodes et ses procédés sont fonction des conditions sociales qui le déterminent (technique, régime social, formes du pouvoir étatique).

Par doctrine militaire nationale l'on entendait un assemblage relativement fixe, quoique temporaire, de calculs, méthodes, procédés, habitudes et devises militaires en concordance avec le régime social et, avant tout, avec le caractère de la classe dominante.

Qu'est-ce par exemple que la doctrine militaire de l'Angleterre? Elle comporte (ou comportait) évidemment: la reconnaissance de la nécessité de la suprématie navale, la négation de l'armée terrestre et du service militaire obligatoire, ou encore plus exactement: la reconnaissance de la nécessité d'avoir une flotte de guerre supérieure aux flottes coalisées des deux plus grandes puissances du monde et, par suite, permettant de n'entretenir qu'une petite armée basée sur le volontariat; en outre, le maintien en Europe d'un ordre de choses tel qu'aucune des puissances terrestres ne disposât d'une suprématie décisive sur le continent.

Il n'est pas douteux que cette «doctrine» fût la plus stable de toutes les doctrines militaires. Sa stabilité et sa précision avaient leur source dans le développement prolongé, systématique,

L'on peut accepter sous réserve cette définition. Néanmoins, comme le prouve tout l'article du camarade Franse, les conclusions que l'on en peut tirer n'enrichissent point l'arsenal idéologique de l'Armée Rouge. D'ailleurs, nous reviendrons là-dessus dans la suite.

de la puissance de la Grande-Bretagne, développement que n'avaient interrompu ni événements, ni bouleversements susceptibles de transformer la corrélation mondiale (ou européenne, ce qui auparavant revenait au même) des forces. Maintenant pourtant, cette situation s'est radicalement modifiée. La dernière guerre a porté un coup formidable à la «doctrine» de l'Angleterre, qui a été forcée de créer son armée sur la base du service militaire obligatoire. «L'équilibre» est détruit sur le continent européen. La stabilité de la nouvelle corrélation des forces n'inspire confiance à personne. La puissance des États-Unis exclut la possibilité pour la marine britannique de maintenir automatiquement sa domination antérieure. Il est encore trop tôt pour dire comment se terminera la conférence de Washington. Mais il est clair que, depuis la guerre impérialiste, la «doctrine militaire» de la Grande-Bretagne est devenue insuffisante, impuissante et même sans valeur aucune dans la situation actuelle. Elle n'est pas encore remplacée par une nouvelle doctrine. Et il est fort douteux que cette doctrine surgisse, car l'époque des bouleversements militaires et révolutionnaires et du regroupement fondamental des forces mondiales impose des limites très restreintes à la doctrine militaire telle que nous l'avons définie par rapport à l'Angleterre; la «doctrine militaire», en effet, présuppose une stabilité relative de la situation extérieure et intérieure.

Si l'on considère les États continentaux de l'Europe, l'on voit que la doctrine militaire, même dans le passé, y revêtait un caractère beaucoup moins déterminé et beaucoup moins stable qu'en Angleterre. Quelle était, durant l'intervalle entre la guerre franco-prussienne de 1870 et la guerre impérialiste de 1914, l'essence de la doctrine militaire française? La reconnaissance de l'Allemagne comme l'ennemi héréditaire, irréductible, l'idée de la revanche, l'éducation de l'armée et de la génération nouvelle dans cette idée, l'alliance avec la Russie, la vénération de la force militaire du tsarisme et enfin le soutien (hésitant parfois) de la tradition militaire bonapartiste de l'offensive audacieuse. La longue époque de paix armée (1871—1914) communiqua néanmoins une fixité relative à l'orientation de la politique militaire de la France. Mais les éléments purement militaires de la doctrine française étaient des plus réduits. La guerre mit la doctrine de l'offensive à une cruelle épreuve. Après les premières semaines de la guerre, l'armée française s'enterra dans ses tranchées et, quoique les vrais généraux français et la presse chauvine ne cessassent de répéter dans les débuts que la guerre souterraine, la guerre de tranchées était une lâche invention des Allemands et ne cadrait pas avec l'héroïsme du combattant français, toute la guerre néanmoins fut une guerre de position, une guerre d'usure. Actuellement, la doctrine de l'offensive pure, quoique reproduite dans les nouveaux traités militaires, se heurte en France même, comme nous le verrons, à une violente opposition.

La doctrine militaire de l'Allemagne d'après Bismark était dans son essence, conformément à la politique du pays, incomparablement plus agressive, mais beaucoup plus prudente dans son ex-

pression stratégique que la doctrine militaire française. «Les principes de la stratégie ne peuvent s'élever au-dessus du bon sens», proclamait une instruction à l'usage des officiers généraux allemands. Mais l'accroissement rapide de la richesse capitaliste et de la population soulevait toujours plus haut l'élite des dirigeants et, avant tout, la caste des officiers de la noblesse allemande. N'ayant pas l'expérience de l'action dans le domaine mondial, les classes dirigeantes allemandes surestimèrent leurs forces et leurs ressources et donnèrent à leur diplomatie et à leur stratégie un caractère archi-agressif en désaccord complet avec le «bon sens». Le militarisme allemand tomba victime de sa tendance éfrénée, irraisonnée à l'offensive.

Que ressort-il de tout cela? Que, dans le passé, sous le nom de doctrine nationale on comprenait un ensemble d'idées maîtresses stables dans le domaine diplomatique, militaire et politique et de directives stratégiques plus ou moins en rapport avec ces idées. La doctrine militaire, c'est-à-dire la formulation de l'orientation militaire internationale de la classe dominante d'un pays donné, revêtait un caractère d'autant plus achevé que la situation intérieure et internationale de ce pays était plus déterminée, plus stable et plus constante.

La guerre impérialiste et l'ère d'instabilité complète dans tous les domaines qu'elle a inaugurée, ont enlevé toute base aux doctrines nationales militaires et mis à l'ordre du jour la nécessité d'apprécier rapidement la situation, les nouveaux groupements et combinaisons du moment donné et de louver «sans principes fixes» avec le seul souci de subvenir aux besoins ou de parer aux dangers de l'heure présente. La conférence de Washington offre sous ce rapport un tableau instructif. Maintenant que les anciennes doctrines militaires ont passé au crible de la guerre impérialiste, il est incontestable que, dans aucun pays, il ne subsiste de principes et d'idées stables que l'on puisse qualifier de doctrine militaire nationale.

L'on pourrait, il est vrai, admettre que les doctrines militaires nationales se constitueront à nouveau dès que seront fixées la nouvelle corrélation des forces et la place de chaque Etat dans le système mondial. Mais cela présuppose la liquidation de l'époque des bouleversements révolutionnaires et son remplacement par une nouvelle époque de développement organique. Or c'est précisément ce que l'on n'a aucune raison de supposer.

#### 4. Lieux communs et verbiage

Il semblerait que la lutte contre la Russie soviétiste pût être un élément assez stable de la «doctrine militaire» de tous les Etats capitalistes à l'époque actuelle. Mais il n'en est rien: la complexité de la situation mondiale, l'enchevêtrement inextricable des intérêts contradictoires et surtout l'instabilité de la base sociale des gouvernements bourgeois excluent la possibilité d'une application suivie même de la seule «doctrine militaire» de la lutte contre la Russie soviétiste. Ou, pour par-

ler plus exactement, la lutte contre la Russie soviétiste change si fréquemment de forme et se déroule avec de tels zigzags que ce serait nous exposer à un danger mortel que de nous endormir sur des «formules» doctrinaires de rapports internationaux. La seule doctrine juste pour nous est d'être sur nos gardes et d'ouvrir les yeux. Si même l'on pose la question d'une façon plus profonde et que l'on se demande où sera notre principal champ d'activité militaire dans les années qui vont venir—à l'Orient ou à l'Occident,—il est impossible de donner une réponse absolue. La situation internationale est en effet trop compliquée. La marche générale de l'évolution historique est claire, mais les événements ne se succèdent pas dans un ordre déterminé, comme les jours dans le calendrier. Pratiquement, ce n'est pas sur «la marche de l'évolution», mais sur les faits, sur les événements que l'on a à réagir. Il n'est pas difficile de prévoir des cas où nous serons forcés de nous engager surtout en Orient ou, au contraire, en Occident, et de contribuer au succès de la révolution en menant une guerre de défense ou, au contraire, en prenant l'offensive. Seule, la méthode marxiste d'orientation internationale, d'estimation des forces de classes, de leurs combinaisons et modifications, peut nous permettre de trouver la solution juste dans chaque cas concret. Il est impossible d'imaginer une formule générale exprimant l'«essence» de nos tâches militaires dans l'avenir prochain.

Pourtant, l'on peut—et on le fait très souvent—donner à la conception de «doctrine militaire» un sens plus concret et plus étroit et comprendre sous ce terme l'ensemble des principes essentiels de l'art purement militaire, principes réglant tous les côtés de l'organisation de la tactique et de la stratégie militaires. Dans ce sens, l'on peut dire que la doctrine militaire détermine directement le contenu des règlements militaires. Mais quels sont ces principes? Quelques doctrinaires déclarent qu'il faut déterminer l'essence et la destination de l'armée, la tâche qu'elle a à accomplir et de là tirer son organisation, sa stratégie et sa tactique et fixer ces déductions dans un règlement. En réalité, une telle façon de poser la question est scolastique et sans vie.

Sous la dénomination de principes essentiels de l'art militaire, on ne nous sert la plupart du temps que des banalités creuses. Témoin les paroles, solennellement reproduites dans toute la presse, de Foch déclarant que l'essence de la guerre contemporaine consiste «à trouver les armées ennemies et à les détruire en adoptant à cet effet la direction et la tactique menant le plus rapidement et le plus sûrement au but.» Voilà qui est substantiel et élargit notre horizon! A ce compte l'on pourrait tout aussi bien dire que l'essence des méthodes contemporaines d'alimentation consiste à trouver le trou de la bouche, à y introduire la nourriture et, après l'avoir mâchée avec la moindre dépense d'énergie possible, à l'avaler. De ce principe, qui n'est pas plus mauvais que celui de Foch, pourquoi ne pas essayer ensuite de déduire quelle est la nourriture que l'on doit prendre, comment la préparer, quand l'avaler et surtout comment se la procurer?

L'art militaire est un art empirique, pratique au plus haut point. Les tentatives de l'ériger en un système dont les principes fondamentaux permettraient de déduire le règlement de campagne, l'effectif de l'escadron et l'étoffe de la tunique, sont des exercices très risqués. C'est ce qu'avait bien compris le vieux Clausewitz. «Peut-être, déclarait-il, est-il possible d'écrire une théorie systématique de la guerre, fortement pensée et substantielle, mais celles que nous possédons actuellement sont loin d'avoir ces qualités. Recherchant uniquement l'enchaînement et l'intégralité du système, elles sont, sans parler de leur esprit antiscientifique, remplies de lieux communs et de verbiage.»

### 5. Avons-nous ou n'avons-nous pas de «doctrine militaire»?

Et ainsi, une «doctrine militaire» nous est-elle oui ou non, nécessaire? D'aucuns m'ont accusé de me «dérober» à cette question. Mais, pour y répondre, encore faudrait-il savoir ce que l'on demande, c'est-à-dire ce que l'on entend par doctrine militaire. Tant que la question n'est pas posée clairement et intelligiblement, l'on en est réduit à «se dérober». Pour présenter comme il convient la question, décomposons-la, après tout ce que nous venons d'exposer, en ses parties constitutives. Nous voyons alors que dans la doctrine militaire peuvent entrer les éléments suivants:

1) L'orientation fondamentale (de classe) de notre pays représenté par son gouvernement dans les questions économiques, culturelles, etc., c'est-à-dire dans sa politique intérieure.

2) L'orientation internationale de l'Etat ouvrier. Les grandes lignes de notre politique mondiale et, par suite, les théâtres possibles de notre action militaire.

3) La composition et la structure de l'Armée Rouge en concordance avec la nature de l'Etat ouvrier et paysan et les tâches de sa force armée.

4) La théorie stratégique et tactique de l'Armée Rouge.

La théorie de l'organisation de l'armée (p. 3) ainsi que la théorie stratégique (p. 4) doivent apparemment constituer la doctrine militaire au sens propre (ou étroit) du mot.

On peut pousser la division encore plus loin. Ainsi, des points précités l'on peut extraire pour en former des points spéciaux les questions de la technique de l'Armée Rouge, de l'organisation de la propagande, etc.

Le gouvernement, le parti dirigeant, le Commissariat de la Guerre doivent-ils avoir des vues déterminées sur toutes ces questions? Evidemment oui. Peut-on construire l'Armée Rouge sans avoir une opinion déterminée sur sa composition sociale, sur le recrutement du corps des officiers et des commissaires, sur la formation, l'instruction et l'éducation des unités? Mais l'on ne saurait résoudre ces questions si l'on n'a une idée précise des tâches fondamentales, intérieures et internationales, de l'Etat ouvrier. En d'autres ter-

mes, le Commissariat de la Guerre doit avoir des principes directeurs sur lesquels il construit, éduque et réorganise l'armée.

Faut-il (peut-on) qualifier l'ensemble de ces principes de doctrine militaire?

A cela j'ai répondu et je réponds: Quoique je ne me sente aucune passion pour les oripeaux dédorés d'autrefois, toujours est-il que si l'on veut à toute force intituler «doctrine militaire» l'ensemble des principes et des méthodes pratiques de l'Armée Rouge, je ne partirai pas en guerre pour cela (c'est là ma façon de me dérober). Mais si l'on ose affirmer que ces principes et ces méthodes pratiques n'existent pas chez nous (!), que notre pensée collective n'a pas travaillé et ne travaille pas là-dessus, je réponds: Vous dites une chose fautive, vous vous grisez vous-mêmes et vous grisez les autres de paroles creuses. Au lieu de réclamer sans cesse une doctrine militaire, présentez-en une, vous, exposez-la, montrez-nous ne fût-ce qu'une parcelle de cette doctrine militaire qui manque à l'Armée Rouge. Mais le malheur est que nos doctrinaires militaires, dès qu'ils passent des lamentations sur l'utilité de la doctrine aux tentatives d'exposer cette doctrine ou même simplement de l'ébaucher, ne font ou que répéter tant bien que mal ce qui a été déjà dit depuis longtemps, ce qui est connu de tous, ce qui est fixé par les résolutions des congrès du parti, par des décrets, des règlements, des statuts, des instructions, beaucoup mieux et plus exactement que chez eux, ou bien s'embrouillent, perdent la voie et nous servent de leur propre cru des bourdes inadmissibles.

C'est ce que nous allons montrer en prenant chacun des éléments constitutifs de ce que l'on appelle la «doctrine militaire».

### 6. Quelle armée formons-nous et à quelles tâches la préparons-nous?

«L'ancienne armée était l'instrument de l'oppression de classe des travailleurs par la bourgeoisie. Le pouvoir étant passé aux mains des classes laborieuses et exploitées, il est devenu nécessaire de créer une nouvelle armée qui soit le soutien du pouvoir soviétique dans le présent, la base pour le remplacement de l'armée permanente par l'armement du peuple tout entier dans l'avenir prochain et l'appui de la révolution socialiste en Europe.»

Tels sont les termes du décret sur la formation de l'Armée Rouge promulgué par le Conseil des Commissaires du Peuple le 12 janvier, 1918. Nous regrettons beaucoup de ne pouvoir citer ici tout ce que disent de l'Armée Rouge le programme de notre parti et les résolutions de nos congrès. Nous recommandons instamment au lecteur de les relire: il y trouvera son profit et son instruction. Il y est dit clairement «quelle armée nous formons et à quelles tâches nous la préparons». Que peut bien ajouter à cela nos théoriciens militaires frais émoulus? Au lieu de se creuser la tête et

(1) Le camarade Solomine nous accuse (v. la revue militaire scientifique: *La Science militaire et la Révolution*) de n'avoir pas jusqu'à présent répondu à la question suivante: «Quelle armée formons-nous et à quelles tâches la préparons-nous?»

de torturer, pour arriver à les défigurer, des formules claires et précises, il serait mieux de les propager parmi les jeunes soldats de l'Armée Rouge. Il en résulterait au moins une utilité.

Mais, dira-t-on, les résolutions et les décrets soulignent insuffisamment le rôle international de l'Armée Rouge et en particulier la nécessité de se préparer à des guerres révolutionnaires offensives. C'est là-dessus qu'insiste particulièrement Solomine:

« Nous préparons l'armée de classe du prolétariat, écrit-il, l'armée ouvrière et paysanne non seulement à la défense contre la contre-révolution de la bourgeoisie et des seigneurs, mais aux guerres révolutionnaires (défensives et offensives) contre les puissances impérialistes, aux guerres demi-civiles (?), dans lesquelles la stratégie offensive doit jouer un rôle considérable. » (*La Science militaire et la Révolution*, p. 27)

Telle est cette révélation que Solomine nous offre presque comme un Évangile révolutionnaire. Mais comme cela arrive souvent, hélas! aux apôtres, notre auteur se trompe lourdement en croyant découvrir quelque chose de nouveau. Il ne fait que formuler pitoyablement les anciens principes. C'est précisément parce que la guerre est la continuation, le fusil en main, de la politique qu'il n'y a pas eu et qu'il ne pouvait y avoir dans notre parti de discussions de principe sur la place que peuvent et doivent occuper les guerres révolutionnaires dans le développement de la révolution mondiale de la classe ouvrière. Ce n'est pas d'hier que cette question a été posée et résolue dans la presse marxiste. Nous pourrions citer une dizaine d'articles fondamentaux parus dans la presse de notre parti, particulièrement depuis la guerre impérialiste, et traitant de la guerre révolutionnaire de l'État ouvrier comme de quelque chose ne pouvant prêter à contestation. Mais nous remonterons encore plus haut et nous citerons les lignes écrites par nous, en 1905-1906.

« Le développement de la révolution russe donne aux événements qui se déroulent un caractère international et ouvre des perspectives immenses: l'affranchissement politique dirigé par la classe ouvrière porte le dirigeant à une hauteur sans égale dans l'histoire, lui confère des forces et des ressources colossales et fait de lui l'initiateur de la liquidation mondiale du capitalisme pour laquelle l'histoire a déjà créé toutes les conditions objectives nécessaires.

« Si, après avoir reçu temporairement le pouvoir, le prolétariat russe ne porte de sa propre initiative la révolution sur le terrain de l'Europe, il y sera contraint par la réaction féodale et bourgeoise européenne.

« Il serait oiseux évidemment de vouloir déterminer à l'avance les voies par lesquelles la révolution russe marchera sur la vieille Europe capitaliste: ces voies peuvent être complètement inattendues. *Plutôt pour illustrer notre pensée que pour faire une prédiction, nous nous arrêtons sur la Pologne qui représente le chaînon entre l'Orient révolutionnaire et l'Occident révolutionnaire.*

« Le triomphe de la révolution en Russie signifie inévitablement le triomphe de la révolution en Pologne. Il n'est pas difficile de s'imaginer que l'instauration du régime révolutionnaire dans les dix gouvernements polonais incorporés à la Russie mettra fatalement en branle la Galicie et la Posnanie. Les gouvernements des Habsbourg riposteront en concentrant leurs forces militaires à la frontière polonaise, qu'ils franchiront ensuite pour aller écraser l'ennemi dans son centre, Varsovie. Il est clair

que la révolution russe ne pourra laisser son avant-garde occidentale aux mains de la soldatesque prussienne et autrichienne. Dans ces conditions, la guerre avec les gouvernements de Guillaume II et de François-Joseph deviendra pour le gouvernement révolutionnaire russe la condition indispensable de sa conservation. Quelle attitude adoptera alors le prolétariat allemand et autrichien? Il est clair qu'il ne pourra rester spectateur impassible de la croisade contre-révolutionnaire de ses armées nationales. La guerre de l'Allemagne féodale et bourgeoise contre la Russie révolutionnaire déterminera infailliblement la révolution prolétarienne en Allemagne. Si d'aucuns trouvent cette affirmation par trop catégorique, nous leur demanderons s'il est possible de concevoir un événement historique plus propre à pousser les ouvriers allemands et la réaction allemande à mesurer ouvertement leurs forces respectives. » (V. Trotsky: *Notre Révolution*, p. 280)

Les événements naturellement ne se sont pas déroulés dans l'ordre que, pour prendre un exemple destiné à illustrer notre pensée, nous avions indiqué dans ces lignes il y a seize ans. Mais la marche générale des événements a confirmé encore les pronostics d'après lesquels nous déclarions alors que l'époque de la révolution prolétarienne deviendrait fatalement une époque de guerres révolutionnaires et que la conquête du pouvoir par le jeune prolétariat russe pousserait inévitablement ce dernier à tourner ses armes contre la réaction mondiale. Et ainsi, il y a une quinzaine d'années, nous voyions déjà clairement « quelle armée » il nous fallait créer et « à quelles tâches » nous devions la préparer.

### 7. La politique révolutionnaire et le méthodisme

Et ainsi, sur la guerre révolutionnaire offensive, pour nous, la question de principe est déjà depuis longtemps résolue. Mais sur cette « doctrine » l'État prolétarien doit dire ce qu'à dit au sujet de l'offensive révolutionnaire des masses ouvrières dans l'État bourgeois (doctrine de l'offensive) le dernier congrès international: Seuls, les frères peuvent récuser l'offensive; seuls, les simples d'esprit peuvent réduire toute la stratégie à l'offensive.

Par malheur, parmi nos doctrinaires frais émoulus il se trouve un assez grand nombre de ces simples d'esprit, partisans de l'offensive, qui, sous le couvert de la doctrine militaire, tentent d'introduire dans notre politique militaire les tendances unilatérales de « gauche » qui ont reçu au III<sup>e</sup> Congrès leur expression définitive dans la théorie de l'offensive. Comme nous sommes à une époque révolutionnaire, disent-ils, le parti communiste doit mener la politique « de l'offensive. Transporter le « gauchisme » dans le domaine militaire, c'est encore aggraver sa faute. Tout en conservant la base fondamentale de la lutte de classes irréductible, la tactique marxiste se distingue par une extrême souplesse; par une extrême mobilité ou, pour employer la terminologie militaire, par une très grande aptitude manœuvrière. A cette fermeté de principes alliée à la souplesse de méthodes et de formes, s'oppose le méthodisme rigide qui, de la participation ou de la non-participation à l'activité parlementaire, de la

reconnaissance ou de la négation de l'opportunité d'un accord avec les partis et les organisations non communistes, lire une méthode absolue, valable pour tous et dans toutes les circonstances.

C'est dans les ouvrages de stratégie militaire que le mot «méthodisme» est le plus souvent employé. La tendance à ériger en système stable une certaine combinaison d'actions répondant à des conditions déterminées caractérise les épigones, les capitaines médiocres et les routiniers. Comme l'on ne fait pas toujours la guerre, qu'il s'écoule entre deux guerres un assez long intervalle de temps, l'influence des méthodes et des procédés de la dernière guerre se fait sentir ordinairement sur l'esprit des dirigeants militaires de l'époque de paix. Aussi est-ce dans le domaine militaire que le méthodisme se manifeste sous sa forme la plus accusée. Il est incontestable que les tendances erronées du méthodisme trouvent leur expression dans les tentatives d'édifier une doctrine de «guerre révolutionnaire offensive».

Dans cette doctrine, il enfre deux éléments: l'élément politique international et l'élément stratégique pur, car il s'agit, tout d'abord, de développer dans la langue de la guerre une politique offensive internationale destinée à accélérer le dénouement révolutionnaire, et, en second lieu, de conférer à la stratégie de l'Armée Rouge un caractère offensif. Quoique ces deux questions soient, jusqu'à un certain point, liées l'une à l'autre, il convient néanmoins de les diviser.

Nous ne renonçons pas aux guerres révolutionnaires; c'est ce qui est attesté non seulement par des articles et des résolutions, mais par des faits historiques importants. Lorsque la bourgeoisie polonaise nous imposa (printemps 1920) une guerre défensive, nous tentâmes de développer notre défensive en offensive révolutionnaire. Cette offensive, il est vrai, ne fut pas couronnée de succès. Mais cela nous conduisit précisément à une constatation qui n'est pas dénuée d'importance: la guerre révolutionnaire, instrument incontestable de notre politique dans certaines conditions, peut, dans d'autres conditions, donner des résultats diamétralement opposés à ceux pour lesquels elle a été entreprise.

A l'époque de Brest-Litovsk nous dûmes, pour la première fois, employer sur une large échelle la retraite politique et stratégique. Beaucoup croyaient alors que cette retraite nous serait fatale. Mais quelques mois seulement s'écoulèrent, et l'on put voir que le temps avait bien travaillé pour nous. Déjà miné, le militarisme allemand était néanmoins, en février 1919, assez puissant pour nous écraser, nous et nos forces—alors infimes. Notre retraite politique internationale de Brest-Litovsk fut notre salut.

Après Brest-Litovsk, nous dûmes mener une guerre ininterrompue contre les armées blanches et les troupes d'occupation étrangères. Cette petite guerre fut à la fois défensive et offensive, au point de vue politique comme au point de vue militaire. Dans l'ensemble pourtant, notre politique internationale, pendant cette période, fut surtout une politique de défense et de retraite (renonciation à introduire le régime soviétiste dans les

Etats baltes, nombreuses offres de paix et larges concessions à nos ennemis; nouvelle politique économique, reconnaissance des dettes, etc.). En particulier, nous montrâmes le plus grand esprit de conciliation envers la Pologne, à laquelle nous offrîmes des conditions plus avantageuses que celles qui avaient été fixées par les pays de l'Entente. Nos efforts restèrent sans succès. Dilsudski nous attaqua. La guerre que nous menions revêtit un caractère nettement défensif. Ce fait contribua dans une très large mesure à nous gagner l'esprit non seulement des ouvriers et des paysans, mais de nombreux éléments de la bourgeoisie et de la classe des intellectuels. Menée avec succès, notre défensive se transforma naturellement en une offensive victorieuse. Pourtant, nous avions surestimé la conjoncture révolutionnaire dans la Pologne d'alors. C'est pourquoi nous entreprîmes une opération offensive disproportionnée aux ressources dont nous disposions. Nous nous lançâmes en avant avec des moyens par trop insuffisants et en définitive, comme on le sait, nous fûmes repoussés.

Presque à la même époque, la furieuse vague révolutionnaire qui déferlait alors sur l'Italie se brisa, non pas tant contre la résistance de la bourgeoisie que contre l'inertie fatrasse des dirigeants des organisations ouvrières. L'échec de notre campagne du mois d'août contre Varsovie et la défaite du mouvement de septembre en Italie modifièrent dans toute l'Europe la corrélation des forces en faveur de la bourgeoisie. Depuis ce temps, la situation politique de la bourgeoisie est plus stable, sa conduite plus assurée. La tentative entreprise par le Parti Communiste Allemand pour accélérer le dénouement par une offensive générale artificielle ne donna pas et ne pouvait pas donner le résultat désiré. Le mouvement révolutionnaire prit une allure plus lente que nous ne nous y attendions en 1918 et 1919. Le terrain social néanmoins est miné. La crise commerciale et industrielle acquiert des proportions effroyables. Il se peut qu'il y ait de brusques solutions de continuité dans la marche du développement politique et que des manifestations révolutionnaires actives se produisent dans un avenir rapproché. Mais, dans l'ensemble, l'évolution a pris un certain caractère de lenteur. Le III-e Congrès de l'Internationale a invité les partis communistes à une préparation méthodique et tenace. Dans beaucoup de pays, les communistes ont été contraints d'effectuer des retraites stratégiques importantes, de renoncer temporairement à la solution des tâches de combat qu'ils s'assignaient encore, tout récemment. L'initiative est passée temporairement aux mains de la bourgeoisie. Le travail des partis communistes a maintenant un caractère défensif et préparatoire. Notre défensive révolutionnaire, comme toujours, reste souple et ferme, c'est-à-dire propre, à la première circonstance favorable, à se transformer en une contre-offensive qui à son tour peut se terminer par une bataille décisive.

L'échec de notre opération sous Varsovie, la victoire de la bourgeoisie en Italie, l'affaiblissement temporaire en Allemagne nous ont contraints à une retraite brusque qui a commencé par le

traité de Riga et s'est arrêtée sur la reconnaissance conditionnelle des dettes tsaristes.

Dans le domaine économique, nous avons accompli, en même temps, une retraite aussi importante (concessions étrangères, suppression du monopole du blé, affermage de nombreuses entreprises industrielles). C'est dans la continuation de l'encercllement capitaliste, c'est-à-dire dans la stabilité relative du régime bourgeois, qu'il faut chercher la raison première de ces retraites successives.

En fin de compte, que veulent exactement les hérauts de la doctrine militaire (nous les appelons, pour être bref, des doctrinaires: ils l'ont bien mérité) qui demandent que nous donnions à l'Armée Rouge une orientation basée sur le point de vue de la guerre révolutionnaire offensive? veulent-ils la simple reconnaissance du principe? Dans ce cas, ils enfoncent une porte ouverte. Ou bien considèrent-ils que, dans la situation internationale ou dans notre situation intérieure, les conditions sont devenues telles qu'elles mettent pour nous la guerre révolutionnaire offensive à l'ordre du jour? Mais alors nos doctrinaires doivent diriger leurs coups non contre le Commissariat de la Guerre, mais contre notre parti et contre l'Internationale Communiste, car c'est le Congrès mondial lui-même qui a repoussé la stratégie révolutionnaire offensive comme inopportune, qui a invité tous les partis à un travail de préparation sérieuse et a approuvé en conséquence la politique défensive de la Russie soviétiste.

Ou peut-être quelques-uns de nos doctrinaires considèrent-ils que, tandis que les «faibles» partis communistes des Etats bourgeois doivent mener le travail de préparation, la «toute puissante» Armée Rouge doit développer une guerre révolutionnaire offensive? Peut-être, et en effet quelques stratèges impatients se disposent à rejeter sur les épaules de l'Armée Rouge le poids de la «suprême bataille» internationale ou même simplement européenne. Ceux qui préconisent sérieusement une telle politique feraient mieux de se pendre une pierre au cou etc... (voyez la suite dans l'Évangile).

### 8. L'éducation „dans l'esprit“ de l'offensive

S'efforçant de se dépêtrer des contradictions de la doctrine offensive à l'époque de la retraite défensive, le camarade Solomine confère à la «doctrine» de la guerre révolutionnaire... une vertu éducatrice. Maintenant, reconnaît-il, nous sommes véritablement intéressés à la paix et nous la soutiendrons de toutes nos forces. Mais malgré notre politique défensive, les guerres révolutionnaires sont inévitables. Nous devons nous y préparer et par suite cultiver l'«esprit» offensif pour l'avenir. Et ainsi, il ne faut pas comprendre l'offensive à la lettre, mais dans son sens véritable, dans son esprit. En d'autres termes, le camarade Solomine veut avoir pour la mobilisation une réserve non seulement de biscuits de campagne, mais d'enthousiasme offensif. De mal en pis. Si nous avons pu voir auparavant que notre

inimitable critique ne comprenait pas les méthodes de la stratégie révolutionnaire, nous devons constater maintenant chez lui une inintelligence complète des lois de la psychologie révolutionnaire.

Nous avons besoin de la paix non pour des considérations de doctrine, mais parce que les travailleurs sont fatigués de la guerre et des privations de toutes sortes qu'ils ont à endurer. Nos efforts tendent à assurer, aux ouvriers et aux paysans une période de paix aussi longue que possible. Nous expliquons à l'armée elle-même que c'est uniquement parce que nous sommes menacés de nouvelles attaques que nous ne pouvons pas démobiliser. De là, Solomine conclut que nous devons «élever» l'Armée Rouge dans l'idéologie de la guerre révolutionnaire offensive. Quel point de vue idéaliste sur l'éducation! «Nous ne sommes pas en mesure de faire la guerre et nous ne nous disposons pas à la faire, mais nous devons être prêts, déclare mélancoliquement le camarade Solomine, et par suite nous préparer à l'offensive: telle est la formule contradictoire à laquelle nous sommes arrivés.» La formule est en effet contradictoire. Mais si Solomine y voit une «heureuse» contradiction dialectique, il se trompe: ce n'est là que de la confusion.

L'une des principales tâches de notre politique intérieure était, les derniers temps, le rapprochement avec la paysannerie. Cette question se dresse devant nous avec une acuité particulière dans l'armée. Solomine pense-t-il sérieusement que, maintenant que nous n'avons plus à redouter de danger immédiat de la part des seigneurs terriens mais que la révolution européenne reste encore virtuelle, nous puissions rassembler sous le drapeau de la guerre offensive, au nom du dénouement de la révolution prolétarienne, une armée de plus d'un million d'hommes, composée pour les neuf dixièmes de paysans? Notre propagande dans ce sens n'aurait aucun succès.

Certes, nous n'avons pas un instant l'idée de cacher aux travailleurs ainsi qu'à l'Armée Rouge qu'en principe nous serons toujours pour la guerre révolutionnaire offensive quand elle pourra contribuer à l'émancipation des travailleurs des autres pays. Mais penser que sur cette déclaration de principe l'on peut créer ou former l'idéologie véritable de l'Armée Rouge dans les conditions actuelles, c'est ne comprendre ni l'Armée Rouge ni les conditions actuelles. En réalité, tout soldat de bon sens voit clairement que, si personne ne nous attaque cet hiver ni ce printemps, nous ne violerons pas la paix et profiterons de la trêve qui nous est donnée pour panser nos blessures. Dans notre pays épuisé nous étudions l'art militaire, nous nous armons, nous construisons une grande armée pour nous défendre si l'on nous attaque. C'est là une «doctrine» claire, simple et conforme à la réalité.

C'est justement parce que nous avons posé ainsi la question, au printemps de l'année 1920, que chaque soldat rouge a compris que la Pologne bourgeoise nous imposait une guerre dont nous ne voulions pas et dont nous nous efforcions de préserver le peuple par les plus larges concessions. C'est justement la conscience de ce

fait qui a provoqué et alimenté l'indignation et la haine contre notre ennemi. Et par suite la guerre, qui au début avait été défensive, a pu dans la suite se développer en guerre offensive.

La contradiction entre la propagande pour la guerre défensive et le caractère offensif en fin de compte de la guerre est une contradiction dialectique «bonne», vitale. Et nous n'avons aucune raison de modifier le caractère et la direction de notre travail d'éducation militaire pour faire plaisir aux confusionnistes, quand bien même ils parleraient au nom de la doctrine militaire.

Lorsqu'on parle des guerres révolutionnaires, on s'inspire la plupart du temps des guerres de la grande Révolution française. En ce temps-là aussi, on a commencé par la défensive, on a créé l'armée pour la défensive, puis on est passé à l'offensive. Aux accents de la Marseillaise, l'ouragan révolutionnaire des sans-culottes a balaïé toute l'Europe.

Les rapprochements historiques sont chose séduisante. Mais il ne convient d'y recourir qu'avec prudence. Sinon, les analogies extérieures peuvent masquer les différences profondes. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la France était le pays le plus riche et le plus civilisé du continent. La Russie du XX<sup>e</sup> siècle est le pays le plus pauvre et le plus arriéré de l'Europe. La tâche révolutionnaire de l'armée française avait un caractère beaucoup plus superficiel que les tâches révolutionnaires qui se posent actuellement devant nous: il s'agissait alors de renverser «les tyrans», de supprimer ou d'adoucir le servage. Pour nous, il s'agit d'abolir entièrement l'exploitation et le joug de classe.

Mais même au point de vue des tâches révolutionnaires bourgeoises, le rôle de la force armée de la France, c'est-à-dire d'un pays avancé par rapport au reste de l'Europe, fut très restreint et des plus éphémères. Dès que le bonapartisme surgi de la guerre révolutionnaire se fut effondré, l'Europe retourna à ses rois et à ses seigneurs.

Dans la gigantesque lutte de classes qui se déroule maintenant, le rôle de l'intervention militaire extérieure ne peut avoir qu'une influence secondaire, auxiliaire. L'intervention militaire peut accélérer le dénouement et faciliter la victoire. Mais pour cela il est nécessaire que la révolution mûrisse non seulement dans les rapports sociaux—ce qui est déjà un fait accompli—mais dans la conscience politique. L'intervention militaire est comme les pinces de l'accoucheur: employée à temps, elle allège les douleurs de l'enfantement; employée prématurément, elle ne peut produire que l'avortement.

### 9. Le contenu stratégique et technique de la «doctrine militaire»

Ce qui a été dit jusqu'à présent ne s'applique pas tant à l'Armée Rouge elle-même, à sa structure et à ses méthodes d'action, qu'aux tâches politiques que lui impose l'Etat.

Abordons maintenant la doctrine militaire au sens plus étroit du mot. Le camarade Solomine

nous a dit que, tant que nous n'adopterions pas la doctrine de la guerre révolutionnaire offensive, nous nous débattrions sans pouvoir en sortir dans les questions d'organisation, de pédagogie militaire et autres. Pourtant, ce lieu commun ne suffit pas à nous convaincre. Au lieu de répéter que d'une bonne doctrine on doit tirer de bonnes déductions pratiques, pourquoi ne pas essayer de nous présenter ces déductions? Hélas! dès que nos doctrinaires tentent d'en arriver aux déductions, ils nous servent une mauvaise paraphrase de ce qui a déjà été dit, ou bien les théories les plus nocives.

C'est sur le terrain des opérations que nos novateurs s'efforcent le plus énergiquement de fixer l'ancre de la doctrine militaire. Au point de vue stratégique, l'Armée Rouge, d'après leurs déclarations, se distingue *essentielle*ment de toutes les autres armées, car, à notre époque de guerre de position, les traits fondamentaux des opérations de l'Armée Rouge sont la *manœuvre* et l'*offensive*.

Il est incontestable que la manœuvre joue un très grand rôle dans les opérations de la guerre civile. Mais il faut poser la question avec netteté: le caractère manœuvrier de l'Armée Rouge découle-t-il de ses qualités intrinsèques, de son caractère de classe, de son esprit révolutionnaire, de son élan combatif ou bien de conditions objectives: de l'immensité du théâtre de la guerre et de la quantité relativement restreinte des forces en présence? Cette question n'est pas sans importance, car il faut prévoir que les guerres révolutionnaires ne se livreront pas seulement sur le Don et sur la Volga, mais sur la Seine, l'Escaut et la Tamise.

Mais revenons pour le moment aux fleuves de notre pays. La manœuvre était-elle uniquement le propre de l'Armée Rouge? Non, la stratégie des blancs était tout entière basée sur la manœuvre: La plupart du temps, leurs troupes étaient inférieures aux nôtres par le nombre et par le moral, mais l'emportaient sur elles au point de vue purement militaire. C'est pourquoi la nécessité de la stratégie fondée sur la manœuvre s'imposait tout d'abord pour les blancs. C'est d'eux que nous avons appris les premiers temps cet art de la manœuvre, et ce n'est que dans la dernière période de la guerre civile que nous avons toujours été en état de riposter à une manœuvre par une contre-manœuvre. En outre, il convient de remarquer que c'étaient les détachements d'Ungern et de Makhno, c'est-à-dire en somme des bandes de brigands, qui se distinguaient le plus par leur aptitude manœuvrière. Que conclure de là? Que la manœuvre n'est pas une qualité spéciale de l'armée-révolutionnaire, mais le résultat de la guerre civile.

Dans les guerres nationales, la crainte de l'espace est un facteur important. Détachée de sa base, des siens, des lieux où l'on parle sa langue, l'armée tombe dans un milieu qui lui est complètement étranger, où elle ne trouvera ni soutien, ni abri, ni secours. Dans la guerre civile, au contraire, chaque parti trouve plus ou moins à l'arrière de l'adversaire aide et sympathie. Les guerres nationales sont menées (ou tout au moins

étaient menées) par des masses énormes utilisant toutes les ressources nationales. La guerre civile représente un dédoublement des forces et des moyens du pays ébranlé par la révolution et est menée, surtout les premiers temps, par une minorité d'initiative, donc par des troupes plus ou moins clairsemées et par suite mobiles; aussi l'improvisation et le hasard y entrent-ils pour une part beaucoup plus grande.

La guerre civile est caractérisée de part et d'autre par la manœuvre. On ne saurait donc considérer la manœuvre comme l'expression spéciale du caractère de l'Armée Rouge.

Dans la guerre civile nous avons vaincu. Nous n'avons aucune raison de douter que la supériorité de la direction stratégique était de notre côté. En fin de compte, pourtant, la victoire a été assurée par l'enthousiasme et l'abnégation de l'avant-garde ouvrière et l'appui de la masse paysanne. Mais ces conditions ne sont pas créées par l'Armée Rouge; elles représentent le postulat historique de son apparition, de son développement et de ses succès.

Dans la revue *La Science militaire et la Révolution*, le camarade Varine déclare que la mobilité de nos troupes est sans précédent dans l'histoire. C'est là une affirmation des plus intéressantes. Néanmoins, elle demande à être vérifiée. Il est certain que la rapidité exceptionnelle de nos avances, laquelle exigeait une endurance et un dévouement à toute épreuve, était conditionnée par l'esprit révolutionnaire de l'armée, à laquelle les communistes insufflaient leur enthousiasme. En tout cas, c'est là pour les étudiants de notre Académie Militaire un travail intéressant que de comparer les campagnes de l'Armée Rouge, au point de vue de la rapidité des mouvements, avec les autres campagnes historiques, en particulier avec celles de la grande Révolution française. En outre, il faut établir le parallèle avec les opérations des blancs pendant notre guerre civile. Quand nous avançons, ces derniers reculaient et vice versa. Avons-nous réellement déployé dans nos étapes une moyenne d'endurance plus forte que les blancs, et dans quelle mesure cette endurance a-t-elle été un des facteurs de notre victoire? Il est incontestable que, dans certains cas, l'enthousiasme communiste a pu provoquer une tension surhumaine des forces. Mais cela s'est-il produit durant toute la campagne? C'est là une question à éclaircir, car l'énergie de l'organisme humain a ses limites. Les recherches en ce sens n'amèneront certes pas la transformation de toute la stratégie. Mais elles enrichiront sans doute de quelques données précieuses nos connaissances sur la nature de la guerre civile et de l'armée révolutionnaire.

La tendance à fixer et à ériger en dogmes immuables la stratégie et la tactique qui ont caractérisé l'Armée Rouge dans la période antérieure, pourrait nous causer le plus grand tort et même nous devenir fatale. D'ores et déjà l'on peut dire que, si les opérations de l'Armée Rouge devaient s'effectuer en Asie, elles auraient nécessairement un caractère éminemment manœuvrier. C'est la cavalerie qui aurait à jouer le rôle le plus important et même, dans certains cas, le rôle

unique. Mais, d'autre part, il n'est pas douteux que les opérations militaires en Europe Occidentale auraient un caractère beaucoup plus lié. Les opérations sur un territoire à population dense, où seraient rassemblées une grande quantité de troupes, aboutiraient très probablement à une guerre de position et, en tout cas, restreindraient considérablement la liberté de manœuvre.

Le fait que l'Armée Rouge ne peut défendre des points fortifiés (Toukhatchevski) ressort en somme des leçons de la période antérieure, mais ne peut en aucun cas servir d'indication absolue pour l'avenir. La défense des points fortifiés exige des troupes spéciales ou, plus exactement, des troupes d'élite, cimentées par l'expérience et sûres d'elles-mêmes. Dans la période antérieure, nous n'en étions encore qu'à former de pareilles troupes. Chaque régiment isolé, aussi bien que l'armée tout entière, n'était qu'une improvisation. A cette armée l'on pouvait insuffler l'élan, l'enthousiasme—et nous y sommes arrivés—mais il était impossible de créer artificiellement la routine nécessaire, la cohésion automatique, l'assurance dans l'appui des unités voisines. Les traditions ne se créent pas par ordre. Maintenant nous avons déjà des traditions et nous en aurons de plus en plus. Et ainsi, nous disposons des bases nécessaires pour mieux mener à l'avenir les opérations manœuvrières et, en cas de nécessité, la guerre de position.

Il faut renoncer aux tentatives de construire une stratégie révolutionnaire absolue en prenant les éléments de cette stratégie dans l'expérience restreinte d'une guerre civile de trois années, où des unités de qualité déterminée combattaient dans des conditions déterminées. C'est contre cet abus de la généralisation que Clausewitz mettait en garde.

«Il est tout à fait naturel, écrivait-il, que dans les guerres révolutionnaires (de la France) ce mode de combat et non un autre soit apparu, mode que la théorie était impuissante à prévoir. Mais le malheur est que ces modes basés sur des conditions données peuvent se survivre; ils restent inchangés lorsque les circonstances ont changé du tout au tout. C'est de telles erreurs que doit nous préserver une critique claire et sensée. C'est ce méthodisme qui a été la règle des généraux prussiens de 1806.» Il n'y a pas que les généraux prussiens, hélas! qui soient portés au méthodisme, c'est-à-dire à l'imitation servile, au cliché.

#### 10. La défensive et l'offensive à la lumière de la guerre impérialiste

Le deuxième trait spécifique de la stratégie révolutionnaire, déclare-t-on, est l'offensive. Tenter de construire là-dessus une doctrine est d'autant plus arbitraire que, avant la guerre, la stratégie de l'offensive était cultivée dans les états-majors et les écoles de guerre (que l'on ne saurait qualifier de révolutionnaires) de presque tous les grands pays de l'Europe. Contrairement à ce qu'écrivit le camarade Frunse (1), l'offensive était

(1) Dans la *Krasnaïa Nov* l'article cité plus haut.

(et reste encore) la doctrine officielle de la République française. Jaurès luttait infatigablement contre la doctrine de l'offensive pure à laquelle il opposait la doctrine pacifiste de la défensive pure. Une réaction complète contre la doctrine officielle traditionnelle de l'état-major français s'est produite après la dernière guerre. Il ne sera pas inutile d'en citer ici deux témoignages frappants. *La Revue Militaire Française* (1-er septembre 1921, p. 366) reproduit le point suivant introduit par l'état-major général français en 1913 dans le *Règlement de la conduite des opérations militaires par les grandes unités* emprunté aux Allemands. «Les leçons du passé, y est-il dit, ont porté leurs fruits: l'armée française, revenue à ses traditions, n'admet désormais dans la conduite des opérations d'autre loi que l'offensive.

«Introduite bientôt après, dit la *Revue Militaire* dans nos règlements de tactique générale et particulière des différentes armes, cette loi devait être à la base de tout notre art militaire inculqué aux élèves de notre Ecole Supérieure de Guerre ainsi qu'à notre corps d'officiers au moyen de conférences, d'exercices pratiques sur la carte ou en campagne et, enfin, au moyen de ce que l'on dénomme les *grandes manœuvres*.

«...Ce fait provoqua alors un tel engouement pour la fameuse loi de l'offensive que celui qui se serait permis d'émettre une réserve quelconque en faveur de la défensive aurait été fort mal accueilli. Pour être un bon élève de l'Ecole Supérieure de Guerre il était nécessaire, quoique insuffisant, de conjuguer sans relâche le verbe *attaquer*».

Dans son numéro du 5 octobre 1921, le *Journal des Débats*, se plaçant sur le même terrain, soumet à une violente critique le règlement de manœuvres d'infanterie publié cet été.

«En tête de cet excellent opuscule, dit le journal, on trouve sous le titre modeste de «Préliminaires» un ensemble de principes qui sont présentés comme la doctrine de guerre officielle de 1921. Ces principes sont parfaits; mais pourquoi les rédacteurs ont-ils sacrifié à un ancien usage, pourquoi font-ils l'honneur de la première page à une glorification de l'offensive? Pourquoi, dans un paragraphe bien en évidence nous enseignent-ils cet axiome: «Celui qui attaque le premier impressionne l'adversaire par la manifestation d'une volonté supérieure à la sienne?»

Après avoir analysé l'expérience des deux moments principaux de la guerre sur le front français, le journal continue:

«L'offensive ne peut impressionner qu'un adversaire privé de ses moyens ou d'une médiocrité sur laquelle on n'est jamais en droit de compter. L'adversaire qui a conscience de sa force ne se laisse pas du tout impressionner par une attaque. Il ne voit aucune manifestation de volonté supérieure à la sienne dans le fait de l'offensive ennemie. Si la défensive est voulue, préparée, comme en août 14 ou en juillet 18, le défenseur juge au contraire que c'est lui qui a une volonté supérieure, puisque l'autre tombe dans le piège.

«...Vous faites une étrange erreur de psychologie en craignant la passivité du Français et son goût pour la défensive. Le Français ne demande pas mieux que de faire de l'offensive, soit le premier, soit le second; de l'offensive bien organisée. Mais ne lui faites donc plus de contes des Mille et une Nuits sur le monsieur qui attaque le premier avec une volonté supérieure.

«...L'offensive ne réussit pas par elle-même. Elle réussit quand on a réuni pour elle des moyens de tous genres supérieurs à ceux de l'adversaire. Car, somme toute, c'est toujours le plus fort au point de la lutte qui bat le plus faible.»

Certes, l'on pourrait tenter de montrer que cette déduction est tirée de l'expérience de la guerre de position. En réalité, elle est tirée beaucoup plus immédiatement et évidemment, quoique sous une autre forme, de la guerre de manœuvre. La guerre de manœuvre est la guerre d'espace. Dans son effort pour détruire la force vive de l'adversaire elle ne tient que très peu compte de l'espace. Sa mobilité s'exprime non seulement dans l'offensive, mais aussi dans la défensive, qui n'est qu'un changement de position.

### 11. Offensive, initiative et activité

Dans la première période de la révolution, les troupes rouges évitaient en général l'offensive à laquelle elles préféraient la fraternisation et les discussions. Durant la période où l'idée révolutionnaire déferlait par tout le pays, cette méthode était des plus efficaces. Les blancs, au contraire, tâchaient alors à forcer l'offensive pour préserver leurs troupes de la désagrégation révolutionnaire. Même après que la fraternisation eut cessé d'être la ressource la plus importante de la stratégie révolutionnaire, les blancs se distinguèrent par une plus grande aptitude offensive que nous. Ce n'est que peu à peu que les troupes rouges développèrent en elles l'activité et l'assurance qui permettent d'entreprendre des actions décisives. Plus tard, les opérations de l'Armée Rouge furent éminemment caractérisées par la manœuvre. Les raids de cavalerie en sont la preuve la plus éclatante. Mais ces raids, nous les avons appris à l'école de Mamontof. Les blancs nous ont enseigné la percée du front, l'enveloppement des flancs et la pénétration à l'arrière de l'adversaire. Que l'on se souvienne! Les premiers temps, nous tentions de préserver la Russie soviétique des détachements des blancs par un long cordon ininterrompu. Ce n'est que dans la suite, après avoir fait notre éducation auprès de l'ennemi, que nous commençâmes à nous rassembler en groupes d'attaque et à donner à ces groupes de la mobilité, que nous apprîmes aux ouvriers à monter à cheval et à effectuer de grands raids de cavalerie. Voilà ce qu'il suffit de se rappeler pour comprendre combien la doctrine d'après laquelle la stratégie offensive manœuvrière est le propre de l'armée révolutionnaire manque de fondement, est arbitraire et sonne faux, théoriquement et pratiquement. Dans une certaine situation, cette stratégie est le propre, au contraire, de l'armée contre-révolutionnaire obligée de compenser son infériorité numérique par la mise en action de cadres d'élite.

C'est précisément dans la guerre de manœuvre que la différence entre l'offensive et la défensive s'atténue le plus. La guerre de manœuvre est une guerre de mouvement. Le but des mouvements est de détruire la force vive de l'adversaire, cent verstes plus loin ou plus près, peu importe. La manœuvre assure la victoire à celui qui l'emploie si elle lui conserve l'initiative. Ce n'est pas l'offensive formelle, mais l'initiative et l'activité qui sont les traits essentiels de la stratégie manœuvrière.

L'idée que l'Armée Rouge prenait toujours résolument l'offensive sur le front le plus important, quitte à dégarnir les autres fronts, que c'est là la caractéristique la plus frappante de sa stratégie pendant la guerre civile (article du camarade Varine), est vraie dans son essence, mais incomplètement exposée, et par suite ne permet pas de tirer toutes les déductions nécessaires. Prenant l'offensive sur le front que, pour des raisons politiques militaires, nous considérons à un moment donné comme le plus important, nous affaiblissions les autres fronts, estimant possible de nous borner à la défensive et de battre en retraite sur ces fronts. Mais c'est justement ce qui alleste — et il est étrange qu'on ne le remarque pas — que l'idée de la retraite entraine dans notre plan d'opérations comme un chaînon nécessaire au même titre que l'offensive. Les fronts où nous reculons en nous défendant étaient des secteurs de notre immense front circulaire. Sur ces secteurs, c'étaient aussi les unités de l'Armée Rouge, ses soldats, ses officiers qui combattaient. Si donc l'on veut réduire toute la stratégie à l'offensive, il est évident que sur les fronts où nous nous bornerons à la défensive, où nous reculerons même, les troupes se laisseront déprimer, démoraliser. Dans l'éducation des troupes il faut introduire l'idée que la retraite n'est pas la fuite, qu'il existe des reculs stratégiques provoqués soit par la volonté de conserver intacte la force vive de l'armée, soit par le désir de réduire le front ou d'affaiblir l'ennemi le plus loin possible de sa base pour l'écraser plus sûrement. Et, du moment que la retraite stratégique est légitime, il serait erroné de réduire toute la stratégie à l'offensive. Cela, nous le répétons, est particulièrement clair et indiscutable dans la stratégie manœuvrière. Il est évident que la manœuvre est une combinaison compliquée de mouvements et de coups, de déplacements de troupes, de marches et de batailles dont le but est d'anéantir l'ennemi. Mais si l'on exclut de la manœuvre la retraite stratégique, il va de soi que la stratégie revêtira un caractère extrêmement rigide, c'est-à-dire cessera d'être manœuvrière.

## 12. Le besoin de plans fixes

«Quelle armée créons-nous et quelles tâches lui assignons-nous? demande le camarade Solomine. En d'autres termes, quels sont les ennemis qui nous menacent et par quels moyens stratégiques (défensifs ou offensifs) pourrions-nous triompher d'eux le plus rapidement et le plus économiquement possible?» (*La Science militaire et la Révolution*, N° 1, p. 19).

Cette façon de poser la question atteste d'une façon frappante que la pensée de Solomine lui-même qui réclame une nouvelle doctrine militaire, est captive des méthodes et des préjugés de l'ancien doctrinarisme. Durant des dizaines d'années, l'état-major autrichien (comme les autres d'ailleurs) avait dans ses cartons des plans tout prêts de guerre avec différentes variantes (variante I (contre l'Italie), variante R (contre la Russie), etc.) et combinaisons diverses de ces variantes. La force numérique des troupes italiennes et russes,

leur armement, les conditions de leur mobilisation, de leur concentration et de leur développement stratégique étaient dans ces variantes des grandeurs, sinon fixes, du moins stables. Et ainsi, se basant sur des principes politiques déterminés, la «doctrine militaire» austro-hongroise savait parfaitement quels étaient les ennemis qui menaçaient l'Empire des Habsbourg et méditait chaque année sur les moyens de triompher «économiquement» de ces ennemis. Dans tous les pays, le cerveau des officiers de l'état-major général travaillait sur les «variantes». Si l'ennemi présumé inventait une meilleure cuirasse, on ripostait par un renforcement de l'artillerie et l'inversement. Les routiniers élevés dans cette tradition doivent se sentir fort mal à l'aise devant notre œuvre militaire. «Quels sont les ennemis qui nous menacent?» C'est-à-dire où sont les variantes de notre état-major pour les guerres futures? Et par quels moyens stratégiques (défensifs ou offensifs) nous disposons-nous à réaliser les variantes élaborées à l'avance? En lisant l'article de Solomine, je ne puis m'empêcher de songer au type humoristique de ce pontife de la doctrine militaire qu'était le général d'état-major Borissouf. Quelle que fût la question que l'on discutât, Borissouf levait invariablement le doigt pour dire: «Cette question ne peut être résolue que dans le cercle des autres questions de la doctrine militaire, et c'est pourquoi il faut instituer avant tout un poste de chef de l'état-major général.» De la tête de ce chef de l'état-major devait surgir l'arbre majestueux de la doctrine militaire qui pourrait ainsi porter tous ses fruits. A l'instar de Borissouf, Solomine soupire après les principes stables de la «doctrine militaire», grâce auxquels on pouvait, dix ans, vingt ans à l'avance, savoir quels étaient les ennemis qui vous menaçaient, où ils se trouvaient et de quelles armes ils disposaient. Ce qu'il faut à Solomine comme à Borissouf, c'est un chef d'état-major universel qui rassemble tous les débris de la vaisselle cassée, les met dans un casier spécial et y colle des étiquettes: variante I, variante R, etc. Peut-être Solomine nous dira-t-il quel est ce cerveau universel qu'il a en vue. Quant à nous, hélas! nous ne le connaissons pas et nous croyons même qu'il ne peut exister, car les tâches qu'on lui assigne sont irréalisables. Quoiqu'il parle à tout bout de champ des guerres révolutionnaires et de la stratégie révolutionnaire, Solomine n'a pas vu le caractère révolutionnaire de l'époque actuelle, qui détruit toute stabilité dans les rapports internationaux comme dans les rapports intérieurs. L'Allemagne en tant que puissance militaire n'existe pas. Néanmoins, le militarisme français suit anxieusement les moindres événements et changements dans la vie intérieure et sur les frontières de l'Allemagne. Si l'Allemagne, se dit-il, met tout à coup sur pied une armée de plusieurs millions d'hommes? Quelle Allemagne? Peut-être sera-ce l'Allemagne de Ludendorff? Mais peut-être aussi cette Allemagne ne fera-t-elle que donner l'impulsion mortelle pour l'équilibre instable actuel et frayer la voie à l'Allemagne de Liebknecht et de Luxembourg? Combien l'état-major doit-il avoir de «variantes»? Combien faut-il de plans pour triompher «économiquement» de tous les dangers?

Nous avons dans nos archives une masse de rapports, petits, moyens et grands, dont les doctes auteurs nous expliquaient avec patience qu'une puissance qui se respecte doit avoir des rapports définis avec les autres pays, déterminer à l'avance ses ennemis possibles, se ménager des alliés ou tout au moins neutraliser tous ceux qu'elle peut, car l'on ne saurait se préparer «dans la nuit» aux guerres futures, et il faut avoir une idée nette de la situation pour déterminer les effectifs, les cadres et la disposition de l'armée. Je ne me souviens pas d'avoir vu au bas de ces rapports la signature de Solomine; en tout cas, ses pensées y étaient. Tous les auteurs, comme par un fait exprès, étaient de l'école de Borissol.

L'orientation internationale en général, et plus spécialement l'orientation internationale militaire, est plus difficile actuellement qu'à l'époque de la Triple Alliance et de la Triple Entente. Mais qu'y faire! Notre époque, qui est une époque de bouleversements militaires et révolutionnaires sans précédent dans l'histoire, a ébranlé l'autorité de certains clichés et variantes. Il ne peut y avoir d'orientation stable, traditionnelle. L'orientation véritable doit être vigilante, mobile, d'attaque ou, si l'on préfère, manœuvrière. Une orientation «d'attaque» ne veut pas dire une orientation offensive, mais une orientation correspondant rigoureusement à la combinaison actuelle des rapports internationaux et concentrant sur la tâche d'aujourd'hui le maximum de forces.

Dans les conditions internationales actuelles, l'orientation réclame beaucoup plus d'effort de pensée que n'en exigeait autrefois l'élaboration des éléments traditionnels de la doctrine militaire. Par contre, notre travail est effectué sur une échelle beaucoup plus large et avec des méthodes beaucoup plus scientifiques. Le travail fondamental de l'estimation de la situation internationale et de la détermination des tâches qui en découlent pour la révolution prolétarienne et la République soviétique est accompli par le parti, par sa pensée collective, par ses congrès et son Comité Central, dont nous recevons nos directives. Nous avons ici en vue non seulement le Parti Communiste Russe, mais aussi notre Parti international. Et lorsque Solomine réclame la confection d'un catalogue de nos ennemis, qu'il nous demande si nous allons attaquer et qui nous allons attaquer, comme ses revendications paraissent pédantesques en face du travail accompli par le dernier Congrès de l'Internationale Communiste qui a estimé toutes les forces de la révolution et de la contre-révolution à l'heure actuelle et dans leur développement. Et après cela, quelle «doctrine» peut-il bien fellor encore!

Le camarade Toukhatchevski s'est adressé à l'Internationale Communiste pour lui proposer d'instituer un état-major général international. C'était là une proposition qui évidemment ne correspondait pas à la situation et aux tâches que le Congrès avait lui-même définies. Si l'Internationale Communiste n'a pu être construite qu'après que dans les principaux pays de fortes organisations politiques ont été créées, à plus forte raison un état-major international ne peut-il surgir que sur la base des états-majors nationaux de plusieurs

Etats prolétariens. Tant que ces états-majors nationaux n'existent pas, un état-major international ne serait forcément qu'une caricature d'état-major. Toukhatchevski a jugé devoir aggraver sa faute en publiant sa lettre à la fin de son intéressant opuscule: *La Guerre des Classes*. C'est là une faute du même genre que celle qu'il a commise en se lançant à corps perdu contre la milice qui, selon lui, est en contradiction avec la III<sup>e</sup> Internationale. Les offensives inconsidérées sont, remarquons-le en passant, le côté faible du camarade Toukhatchevski qu'il faut ranger néanmoins parmi les plus talentueux de nos jeunes spécialistes militaires.

Mais sans un état-major international qui ne correspondrait pas à la situation réelle et qui, par suite, ne peut être encore qu'en projet, le Congrès international lui-même, en tant que représentation des partis ouvriers révolutionnaires, a accompli et continue, par son Comité Exécutif, d'accomplir le travail idéologique fondamental d'«Etat-major général» de la révolution internationale. Ce travail consiste à faire le dénombrement des amis et des ennemis, à neutraliser les hésitants afin de les attirer ensuite à la cause de la révolution, à estimer justement la situation changeante à l'extérieur, à déterminer les tâches les plus urgentes, à y concentrer toutes les forces du prolétariat international.

Les déductions de cette orientation sont extrêmement complexes. Elles ne peuvent être contenues dans quelques variantes d'état-major. Mais telle est notre époque. La supériorité de notre orientation consiste en ce qu'elle répond au caractère de l'époque. C'est d'après cette orientation que nous réglons notre politique militaire. Elle a en ce moment un caractère d'expectative active, un caractère défensif et préparatoire actif. Ce dont nous nous préoccupons surtout, c'est d'assurer à notre idéologie militaire, à nos méthodes et à notre appareil une souplesse ferme qui nous permette, quels que soient les événements, de concentrer le gros des forces dans la direction principale.

### 13. L'esprit défensif et l'esprit offensif

Mais «il est impossible de baser l'éducation sur l'esprit défensif et sur l'esprit offensif en même temps», dit Solomine (p. 22). Le voilà bien, le doctrinarisme! Et pourquoi pas? Qui a dit que c'était impossible? Où et par qui cela est-il prouvé? Nulle part et par personne, car c'est radicalement faux. Tout l'art de notre construction militaire (et non seulement militaire) en Russie soviétique consiste à associer les tendances internationales révolutionnaires offensives de l'avant-garde prolétarienne aux tendances révolutionnaires défensives de la masse paysanne et même des larges couches de la classe ouvrière. Cette association correspond à la situation internationale dans son ensemble. En expliquant cette situation aux éléments avancés de l'armée, nous leur apprenons par là même à associer harmoniquement la défensive et l'offensive, non seulement au sens stratégique, mais au sens révolutionnaire historique.

du mot. Solomine ne penserait-il pas que cela affaiblit le moral? C'est en effet ce que lui et ses partisans semblent vouloir dire. Mais c'est là du socialisme révolutionnaire pur. Faire comprendre à notre armée l'essence de la situation internationale et intérieure et s'y adapter activement, ce n'est pas là affaiblir le moral, c'est au contraire le tremper.

Mais peut-être dira-t-on que, sous le rapport purement militaire, il est impossible de préparer une armée à la fois pour la défensive et pour l'offensive. Ce sont là encore des sornettes. Dans son opuscule Toukhatchevski souligne que, dans la guerre civile, la défensive ne pouvait presque pas se réduire à la guerre de position. De là Toukhatchevski conclut justement que, dans ces conditions, la défensive doit avoir forcément un caractère actif et manœuvrier au même titre que l'offensive. Si nous sommes trop faibles pour l'attaque, nous nous efforçons d'échapper à l'étreinte de l'adversaire pour nous rallier en un fort groupe qui lui barrera la voie et le frappera au point faible. Il est absurde d'affirmer, comme le fait Solomine, que l'armée doit être dressée à une spécialité: la défensive ou l'offensive. En réalité, l'armée est instruite et formée pour la lutte et pour la victoire. La défensive et l'offensive entrent alternativement dans la lutte, surtout quand cette lutte est basée sur la manœuvre. Celui qui se défend bien là où il faut se défendre, qui attaque là où il faut attaquer, est le vainqueur. Telle est la seule éducation saine que nous devons donner à notre armée et, en premier lieu, à son corps d'officiers. Le fusil et la baïonnette servent à la défense aussi bien qu'à l'attaque. Il en est de même du bras du combattant. Le combattant lui-même et l'unité à laquelle il est affecté doivent être préparés de façon à pouvoir lutter, à pouvoir se défendre, repousser l'ennemi et l'exterminer. Le régiment qui sait le mieux effectuer l'offensive est celui qui sait le mieux se défendre. Seul est capable d'une bonne défensive le régiment qui désire et sait avancer. Les règlements doivent apprendre à se battre et non pousser à l'offensive.

L'esprit révolutionnaire n'est pas la panacée universelle; il peut donner l'enthousiasme, l'élan. L'enthousiasme et l'élan sont les conditions les plus importantes du succès, mais non les seules. Il faut une orientation, il faut un apprentissage. Quant au harnais doctrinaire, point n'en est besoin.

#### 14. Les tâches prochaines

Mais dans l'écheveau inextricable des rapports internationaux n'y a-t-il pas des éléments plus clairs, plus précis qui se détachent et d'après lesquels nous puissions régler notre travail militaire des mois prochains?

Ces éléments existent, ils sautent aux yeux, ils ne sont un secret pour personne. Ce sont, à l'Occident, la Pologne et la Roumanie et, derrière elles, la France. En Extrême Orient, c'est le Japon. Vers le Caucase, c'est l'Angleterre. Arrêtons-nous ici seulement sur la question de la Pologne, la plus nette et la plus instructive.

Le président du Conseil français, Briand, a déclaré à Washington que nous préparions pour le printemps une agression contre la Pologne. Chez nous, en Russie, non seulement chaque officier ou soldat rouge, mais encore chaque ouvrier ou paysan sait bien que c'est là une absurdité. Briand, lui aussi, le sait mieux que personne. Jusqu'à présent nous avons payé fort cher les bandits, petits et grands, qui nous entouraient pour qu'ils nous laissent en paix, et ce n'est que pour couvrir une machination diabolique contre nous que l'on peut parler d'un plan d'agression de notre part contre la Pologne. Quelle est en réalité notre orientation par rapport à cette dernière?

Avec fermeté, avec ténacité, non par des paroles, mais par des actes et avant tout par l'exécution rigoureuse des clauses du traité de Riga, nous démontrons aux masses populaires polonaises que nous voulons la paix et qu'ainsi nous contribuons à la maintenir.

Si néanmoins la clique militaire polonaise poussée par la coterie des boursiers français nous attaque au printemps, la guerre aura effectivement et revêtra dans la conscience populaire un caractère défensif véritable. C'est précisément cette conscience claire et nette de notre bon droit dans la guerre que l'on nous aura imposée, qui cimentera fortement tous les éléments de l'armée: et le prolétaire communiste, et le spécialiste sans parti mais dévoué à l'Armée Rouge, et le soldat paysan arriéré, et préparera d'autant mieux notre armée à prendre l'initiative et à ne reculer devant aucun sacrifice pour passer à l'offensive dans cette guerre défensive. Ceux qui trouvent cette politique vague, conventionnelle, ceux qui ne voient pas quelle armée nous construisons et à quelles tâches nous la préparons, ceux qui pensent que l'on ne peut simultanément faire son éducation dans l'esprit défensif et dans l'esprit offensif, ceux-là, dis-je, ne comprennent rien et feraient mieux de se taire et de ne pas empêcher les autres de travailler.

Mais si dans la situation mondiale l'on observe des combinaisons si compliquées de facteurs divers, comment donc nous orienter pratiquement dans notre construction militaire? Quels effectifs donner à l'armée? Quelles unités former? Quelle dislocation adopter?

Toutes ces questions ne comportent pas de solution absolue; il ne peut s'agir que d'approximations empiriques et de rectifications appropriées aux changements de situation. Il n'y a que des doctrinaires incorrigibles pour penser qu'il est possible de déduire logiquement des principes de la «doctrine militaire» les réponses aux questions de mobilisation, de formation, d'instruction, d'éducation, de stratégie et de tactique. Ce n'est pas de formules militaires magiques, universelles que nous manquons, mais bien plutôt d'un travail consciencieux, attentif, précis, vigilant sur les bases que nous avons déjà posées. Nos règlements, nos programmes, nos cadres ne sont pas irréprochables. C'est là un fait incontestable. Les lacunes, les erreurs, les vieilleries, les choses inachevées sont nombreuses. Tout cela il faut

le corriger, l'améliorer, le parfaire. Mais comment et sous quel point de vue?

A la base de notre revision et de nos modifications il nous faut, dit-on, mettre la doctrine de la guerre offensive.

« Cette formule, écrit Solomine, signifie le revirement le plus décisif (!) dans la construction de l'Armée Rouge; il nous faut reviser toutes nos anciennes conceptions, procéder à une réestimation complète (!) des valeurs au point de vue du passage de la stratégie purement défensive à la stratégie offensive. La formation des cadres, la préparation du combattant isolé... l'armement: tout cela (!) désormais doit être basé sur l'offensive... »

« Ce n'est que grâce à un tel plan unique dans la réorganisation déjà commencée de l'Armée Rouge qu'on évitera le vague, l'incohérence, les contradictions, la fluctuation et l'absence d'un but clairement conçu. »

Les expressions de Solomine, comme on le voit, sont strictement offensives, mais ses affirmations sont absurdes. C'est dans sa tête à lui que logent le vague, la fluctuation et l'incohérence. Objectivement parlant, il y a dans notre œuvre des difficultés et aussi des fautes pratiques. Mais il n'y a ni incohérence, ni fluctuation, ni contradictions. Et l'armée ne permettra pas aux Solomine d'expérimenter sur elle leurs folles théories d'organisation et de stratégie et de provoquer ainsi la fluctuation et l'incohérence.

Il faut reviser les règlements et les programmes non en nous guidant sur la formule doctrinaire de l'offensive pure, mais en nous basant sur l'expérience des quatre années qui viennent de s'écouler. Il faut lire, examiner et contrôler les règlements aux réunions des officiers commandant les troupes. Il faut que le souvenir encore vivace des batailles récentes, grandes et petites, soit confronté avec la formule du règlement et que chaque commandant se demande si cette formule correspond à l'œuvre; sinon, en quoi elle s'en écarte. Compulser les données de l'expérience, en faire le bilan, les apprécier dans leur essence au moyen du critérium stratégique, tactique, organique et politique d'une expérience plus haute encore; décharger les règlements et les programmes de tout ce qui est suranné, superflu, les rapprocher de l'armée et faire comprendre à cette dernière combien ils lui sont nécessaires et dans quelle mesure ils peuvent lui éviter l'incohérence de l'action individuelle: voilà une tâche véritablement importante et urgente.

• • •

Nous avons une orientation de grande envergure dans le temps et dans l'espace. Dans l'une de ses parties elle a déjà subi le contrôle de l'expérience; dans l'autre elle est en ce moment

à l'épreuve, que d'ailleurs elle soutient victorieusement. Ce ne sont pas l'initiative révolutionnaire et l'esprit offensif qui manquent à l'avant-garde communiste. Ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des innovations verbales, bruyantes dans le domaine de la doctrine militaire, mais la systématisation de l'expérience, l'amélioration de l'organisation, l'attention aux petites choses.

Il ne faut pas ériger en symbole de foi les lacunes de notre organisation, notre état retardataire et notre indigence (technique surtout), mais nous en débarrasser par tous les moyens, tâcher de nous rapprocher sous ce rapport des armées impérialistes qui, toutes, méritent d'être anéanties, mais qui ont néanmoins sur nous quelques supériorités: une forte aviation, d'abondants moyens de communication, des cadres bien instruits, soigneusement triés, une comptabilité exacte des ressources, un mécanisme régulier. Certes, ce n'est là que le côté organisation et technique, l'enveloppe superficielle pour ainsi dire. Moralement, politiquement, les armées bourgeoises se désagrègent ou vont à la désagrégation. Le caractère révolutionnaire de notre armée, l'homogénéité de classe des cadres et de la masse des combattants, la direction communiste: voilà où réside le principe de notre force inébranlable. Cette force, personne ne peut nous l'enlever. Toute notre attention doit être concentrée maintenant non sur la refonte fantaisiste de notre appareil militaire, mais sur son amélioration, sur sa mise au point. Assurer le ravitaillement régulier des unités, ne pas laisser les produits s'avarier, faire de la bonne soupe, apprendre à détruire les poux et à se tenir propre; travailler régulièrement le moins possible en chambre, le plus possible en plein air; préparer des causeries politiques sensées et accessibles à toutes les intelligences; donner à chaque soldat rouge un livre de service et y inscrire régulièrement le détail de ses occupations; lui apprendre à nettoyer son fusil et à graisser ses bottes; lui enseigner le tir et aider les cadres à s'assimiler l'esprit du règlement sur le service de liaison, de reconnaissance et de sûreté; apprendre soi-même et apprendre aux soldats à s'adapter au terrain; montrer la manière d'enrouler les bandelettes de façon qu'elles ne blessent pas le pied; encore une fois: graisser nos bottes: tel est notre programme pour l'hiver et le printemps prochains.

Libre à qui le voudra, s'il n'a rien de mieux à faire, de qualifier de doctrine militaire ce programme essentiellement pratique; nous n'y voyons pas d'inconvénient.

L. TROTSKY.



3. GOUSSIEF

## LE TRAVAIL POLITIQUE DANS L'ARMÉE ROUGE

Economiquement et intellectuellement, la Russie est un des pays les plus arriérés de l'Europe. Ignorance séculaire soigneusement entretenue par le régime tsariste, proportion formidable des illettrés, superstitions innombrables de toutes sortes, procédés de culture agricole primitifs jusqu'à la sauvagerie, en un mot, manifestations multiples de cet « idiotisme de la vie rurale » signalé par Marx: tel était le bagage qu'apportaient à la révolution mondiale les 100 millions de paysans de l'immense Russie.

Huit mois durant, osant à peine toucher à la terre des seigneurs, ils supportèrent le misérable histrion de la révolution de février, qui avait nom Kérénsky; peut-être l'eussent-ils toléré encore huit mois, si le prolétariat de Pétrograd n'eût fait sauter des mains son sabre de bois à ce Bonaparte russe au petit pied. A quel degré d'hébétéude et d'asservissement fallait-il que les paysans fussent tombés pour ne pas se décider, après la révolution de 1905, après la guerre impérialiste, après la révolution de février, à attenter aux domaines des grands propriétaires fonciers, pour attendre que l'Assemblée Constituante, qui allait se réunir on ne savait quand, leur octroyât la terre à laquelle ils avaient droit! Seul, le décret « de la socialisation des terres » eut raison de leurs hésitations: les paysans s'enhardirent alors et se résolurent enfin à expulser leurs seigneurs.

Mais cette mesure ne put faire disparaître l'ignorance et l'abrutissement. Durant trois longues années, le seigneur mena la guerre pour reconquérir son pouvoir, recouvrer sa terre et ses usines, puissamment secondé en beaucoup d'endroits par le paysan qui, affolé, courait de la dictature du prolétariat à celle des seigneurs et des généraux, et inversement. Longtemps ceux-ci purent tromper impunément le paysan qui, profondément ignare et abêti, était prêt à venir en aide à ses ennemis les plus acharnés.

Pour repousser les seigneurs, les généraux et les industriels, le prolétariat dut organiser une armée à lui, une armée qui fût la gardienne de ses intérêts de classe, qui défendit l'Etat ouvrier et paysan et affermit la dictature du prolétariat. La tâche était d'une exceptionnelle difficulté, car cette armée, il fallait la créer de cette matière ingrate, représentée par la paysannerie qui, dans son ignorance, dans son ilotisme, ne comprenait même pas que le seigneur voudrait reprendre la terre que la révolution d'Octobre lui avait enlevée pour la distribuer aux paysans. Cette idée, si simple, semble-t-il, et accessible à toutes les intelligences,

il fallut, des mois et des mois durant, l'enfoncer dans la tête des paysans qui ne nous crurent que lorsque le seigneur revint et se réinstalla en maître dans ses domaines. Le paysan se refusait absolument à entrer dans l'Armée Rouge, à faire la guerre; il se cachait dans les bois où il s'organisait en bandes « vertes » de déserteurs, se rangeait du côté du seigneur lorsque nous avançions, du nôtre quand le seigneur avançait; en un mot, ne cessait de jouer des fours pendables aux deux parties en présence. Ce n'est qu'après avoir éprouvé à ses dépens le régime féroce des Koltchak et des Dénikine, qu'il adhéra enfin à notre propagande contre l'aristocratie terrienne et les généraux et entra non seulement dans l'Armée Rouge, mais, par l'intermédiaire de cette dernière, dans notre parti. Sur le front oriental, cette évolution s'accomplit en 1919; sur le front sud, en 1920.

Et ainsi, durant trois ans, la guerre civile fut menée sous le mot d'ordre de la défense du pouvoir du prolétariat, de la conservation des terres et des fabriques contre l'emprise de la contre-révolution seigneuriale, militaire et bourgeoise. Finalement, après avoir développé tout un immense appareil de travail politique dans une armée rouge de 6 millions d'hommes, nous parvîmes à faire comprendre au paysan tout le danger que présentait pour lui le retour au pouvoir de la bourgeoisie et de l'aristocratie. Ce ne fut pas là chose facile. En effet, il ne suffisait pas de discuter avec les menchévicks et les socialistes-révolutionnaires, qui ne cessaient de troubler l'esprit des paysans et des ouvriers par des discours mielleux sur le pouvoir démocratique (pendant la lutte acharnée entre la dictature du prolétariat et celle des seigneurs et des généraux, les partisans de la démocratie pure, relégués à l'arrière-plan de l'histoire, oscillaient perpétuellement entre les classes en lutte) ainsi que par une critique haineuse et mensongère, dans laquelle ils représentaient les abus isolés comme la caractéristique de tout le régime soviétiste; il fallait encore expliquer le rôle des impérialistes français, anglais et japonais comme soutiens des gardes-blancs russes; répondre à toute une série de questions sur la vie économique et politique intérieure et extérieure et élucider les innombrables questions relatives à la formation de l'Armée Rouge, à la signification de sa lutte, à sa structure et à son genre de vie. Et chacune de ces questions, si minime fût-elle, se transformait inévitablement en une question politique, qu'il fallait rattacher à

celle de la dictature des seigneurs et des généraux.

Dictature du prolétariat contre les seigneurs et les généraux: tel était le principe fondamental du travail politique qu'il fallait accomplir dans l'Armée Rouge, parmi la masse ignare, inculte et asservie. C'était en vérité une tâche immense que d'enseigner les éléments de la politique à une masse de 6 millions d'hommes.

Bien ou mal, elle fut cependant accomplie. Ce qui prouve la fécondité de notre travail, c'est que 200.000 paysans, durant les trois années que dura la guerre civile, entrèrent dans le parti communiste, par l'intermédiaire des noyaux communistes créés dans l'Armée Rouge. Mais, derrière ces 200.000 communistes, il y avait encore 2 millions d'hommes sympathisant consciemment à notre parti et comprenant les services qu'il rendait au prolétariat et à la paysannerie. Et derrière ces 2 millions, il y avait encore une autre couche de 4 millions de soldats, moins conscients, moins fermes dans leurs convictions, mais dans l'esprit desquels pourtant notre enseignement avait laissé des traces durables. Il est impossible de dire exactement tout ce que notre parti a donné au paysan pendant les trois années que ce dernier a passées dans l'Armée Rouge. En tout cas, il lui a donné beaucoup; c'est ce que confirment indirectement toute une série de faits. Ainsi, après la démobilisation des classes les plus âgées, dans un grand nombre de gouvernements le travail des comités exécutifs cantonaux s'améliora sensiblement, et cette amélioration doit être attribuée exclusivement à la collaboration des hommes revenus du front. Comme on le voit, ces derniers avaient profité de leur séjour à l'armée, qui avait été pour eux une grande école politique.

Après la guerre civile pourtant, il s'avéra que l'éducation du soldat rouge avait manqué de largeur. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement. De toute notre propagande à l'Armée Rouge, le paysan ne s'était fortement assimilé que ce qui correspondait à sa nature petite-bourgeoise; tout le reste, il l'avait rejeté comme un bagage inutile. Il avait très bien compris qu'il lui fallait en finir à jamais avec la contre-révolution des seigneurs et des généraux, afin qu'elle ne lui enlevât pas sa terre et sa liberté; que pour cela il fallait une armée; que, de tous les partis, celui des bolchéviks-communistes était le plus apte à l'aider dans cette tâche. Quant aux questions de la révolution mondiale, des nouvelles guerres impérialistes, du renversement du capitalisme et de notre relèvement économique sur la base du socialisme, elles n'entraient pas dans sa cervelle. Il n'y eut qu'une période pendant laquelle il se trouva en contact avec les questions de la politique mondiale; celle de la guerre russo-polonaise. Mais aux yeux du paysan communiste revêtu de l'uniforme du soldat rouge, cette guerre n'était pas une guerre révolutionnaire, mais une guerre nationale. Ce n'était pas la Russie socialiste qui luttait contre la Pologne impérialiste, mais le peuple russe contre les Polonais. La vague de chauvinisme, qui submergea l'Armée Rouge pendant la guerre russo-polonaise, est maintenant un fait prouvé. L'armée payait

ainsi son tribut à l'idéologie de la masse paysanne, dont elle était en grande partie composée.

L'étroitesse idéologique du paysan communiste de l'Armée Rouge correspondait exactement à celle du démocratisme petit-bourgeois. Pour le paysan, la fin de la guerre civile marquait également la fin de la révolution. Ayant reçu la terre et se l'étant assurée pour l'avenir prochain contre l'emprise des seigneurs et des généraux, il ne pensait plus qu'à faire fructifier son avoir qu'il avait si longtemps négligé. Le petit propriétaire montrait le bout de l'oreille; l'attraction de la terre et la force de la propriété privée le tenaient étroitement et faisaient de lui l'ennemi du Parti Communiste qui continuait par inertie, après la guerre civile, la politique du «communisme militaire». C'est là qu'il faut chercher la cause de l'émeute de Cronstadt et d'une série de mutineries analogues, mais de moindre importance, au sein de l'Armée Rouge; c'est là que l'insurrection du gouvernement de Tambov et le développement du banditisme en Ukraine puisent leur source. Ce qui est caractéristique, aussi bien pour Cronstadt que pour le gouvernement de Tambov, c'est que ces mouvements contre-révolutionnaires à caractère petit-bourgeois et anarchiste s'effectuaient avec la participation des éléments les plus développés et les plus actifs de la petite bourgeoisie, qui avaient été, dans la période précédente de la guerre civile, à l'avant-garde de la révolution. Le rôle révolutionnaire de Cronstadt, de 1917 à 1920, est suffisamment connu; mais ce que l'on sait moins, c'est que le gouvernement de Tambov avait été sous Kérensky le premier gouvernement où les paysans se fussent soulevés contre leurs seigneurs.

Les événements de Cronstadt et de Tambov marquaient une évolution dans les masses paysannes, évolution qui se manifesta également parmi les paysans communistes et, par suite, dans les noyaux communistes de l'Armée Rouge. Une partie des communistes quitta le parti; une autre, sans l'abandonner officiellement, devint son adversaire (opposition paysanne dans plusieurs divisions de la circonscription de Kiev); enfin, le parti lui-même dut, au moment de son épuración (nous n'avons pas encore en notre possession de statistiques précises à ce sujet), se débarrasser d'une certaine quantité de ses membres. Et ainsi, durant la dernière année, il s'effectua dans tout le parti en général et dans les noyaux communistes de l'Armée Rouge en particulier un regroupement important des forces, une reconstitution des rangs pour l'accomplissement de la nouvelle tâche historique.

Cette tâche, qui consiste essentiellement à régler l'existence de notre dictature prolétarienne aux côtés de notre capitalisme intérieur (paysannerie aisée, petite et moyenne industrie) et du capitalisme extérieur (concessions) dans le but de restaurer rapidement notre industrie étatique, semble ne pas laisser de place pour les méthodes de la lutte armée et, par suite, pour l'Armée Rouge elle-même. Mais il ne faut pas oublier que, si les agents impérialistes signent des traités de paix avec nous, ils n'en continuent pas moins, à l'aide des Savinkof et des Péflura,

à organiser des agressions contre nous; en outre, notre existence pacifique dans l'encerclement capitaliste, qui est au fond une lutte économique et politique impitoyable, se transformera tôt ou tard en une nouvelle lutte armée. Quand et dans quelles conditions le conflit éclatera-t-il, nous l'ignorons et ne chercherons pas à le prédire. Pour nous, en tout cas, il est incontestable que, quelque tournure que prennent les événements à l'avenir, les guerres révolutionnaires entre la Russie soviétiste et les pays impérialistes sont inévitables. Aussi, nous est-il nécessaire d'avoir pour ce moment-là une Armée Rouge.

Mais l'Armée Rouge pour les guerres révolutionnaires (offensives et défensives) est quelque chose de tout à fait différent de l'Armée Rouge destinée à défendre le prolétariat de la contre-révolution des seigneurs et des généraux. Dans les deux cas, l'élément prédominant de l'armée est la paysannerie, mais si pour la guerre civile contre les grands propriétaires et les généraux, pour la défense de la terre des paysans, il a fallu un travail politique immense, afin d'insuffler à l'Armée Rouge l'esprit combatif (ce qui n'a été possible, dans une large mesure, qu'après que la paysannerie a eu éprouvé la dictature des Koltchak et des Dénikine), quel ne doit pas être le travail politique nécessaire pour préparer cette même masse paysanne de l'Armée Rouge à la guerre révolutionnaire défensive, c'est-à-dire à la guerre menée pour sauver les conquêtes (nationalisation de la grande industrie) auxquelles la paysannerie n'est pas directement intéressée, et surtout—éventualité qui ne saurait être exclue—à la guerre révolutionnaire offensive, entreprise pour soutenir le prolétariat des autres pays! En somme, ce qu'il faudrait, ce serait transformer une partie considérable des paysans de l'Armée Rouge non en « communistes étroits de la guerre civile », mais en communistes véritables, en communistes internationalistes. La tâche est immense et hérissée de difficultés formidables.

Pourtant, c'est cette tâche que doivent absolument s'assigner, à l'heure actuelle, les éducateurs politiques de l'Armée Rouge. Du moment que les guerres civiles sont inévitables, du moment que ces guerres seront révolutionnaires, il faut y préparer l'armée, c'est-à-dire donner au travail de préparation militaire et politique de l'armée une seule et même direction, un but essentiel dominant tous les autres, qui devienne le mot d'ordre de tous les travaux de réorganisation et de préparation de l'armée.

Cela est nécessaire, tous les chefs militaires et les commissaires politiques le reconnaissent de plus en plus, mais les conclusions qu'en tirent certains camarades sont parfois entachées d'une sorte d'impérialisme que l'on pourrait qualifier d'« impérialisme rouge ». Il se crée toute une théorie de la stratégie purement offensive, de l'obligation pour l'Armée Rouge de frayer avec ses baionnettes la voie à la révolution mondiale, de la nécessité des guerres révolutionnaires permanentes. En un mot, il se développe toute une série de conceptions extrémistes dont l'apparition s'explique peut-être par le fait que le parti et le pays n'accordent qu'une attention restreinte aux

questions de la préparation militaire et politique de l'Armée Rouge. Cette attention est en effet par trop insuffisante: c'est ce qui a été constaté à maintes reprises dans notre presse.

Et pourtant, la tâche est telle qu'elle mérite réflexion et réclame un travail sérieux. Il s'agit d'une longue préparation (de plusieurs années) de l'Armée Rouge à des guerres révolutionnaires; autrement dit, il s'agit de transformer une partie considérable des paysans sous les drapeaux en communistes internationalistes et de gagner les sympathies du reste de la masse (ou, en tout cas, des jeunes classes) à l'idée de la guerre révolutionnaire offensive, ou tout au moins de neutraliser cette masse (une guerre révolutionnaire défensive serait beaucoup plus facile à faire accepter à la paysannerie). Une tâche aussi considérable ne peut être accomplie qu'avec la participation de tout le parti et le concours des syndicats, des unions de la jeunesse, des sections féminines, etc.

Il suffit de se souvenir comment l'impérialisme allemand a préparé, durant des dizaines d'années, son armée à la guerre offensive (impérialiste) pour comprendre toute l'énormité de la tâche à accomplir par le parti, l'appareil soviétiste, le prolétariat et le pays tout entier.

Mais comment faire du paysan un communiste prêt à soutenir une guerre révolutionnaire offensive? Voilà qui semble contredire tous les principes du marxisme et, avant tout, la théorie de la lutte de classes. N'est-ce pas là une utopie?

A cette question il faut répondre franchement: si ce n'est pas une utopie que la réalisation du socialisme en Russie, même au moyen de la nouvelle politique économique, c'est-à-dire au moyen d'un recul partiel et d'une modification des méthodes d'avance du socialisme, ce n'est pas une utopie non plus que la transformation du paysan en communiste. Or jusqu'à présent, personne, sauf les menchéviks, n'a encore traité d'utopie notre nouvelle politique économique.

Lorsque le prolétariat en Russie exerce sa dictature, que la révolution se développe, quoique très lentement, en Occident et que l'État ouvrier détient l'école, la presse et le théâtre, il n'est nullement impossible en deux années de caserne de former de la jeunesse paysanne un pourcent important de communistes internationalistes aux convictions fermes. Si la caserne, l'école, la presse tsaristes ont su faire des paysans revêtus de l'uniforme militaire des soldats tirant sans hésitation sur leurs frères et leurs pères, pourquoi ne pourrions-nous de ces mêmes paysans créer une armée qui viendrait en aide à la révolution mondiale?

Le problème n'a rien de fantastique. L'expérience démontre que les meilleurs éléments de la jeunesse paysanne, que l'Armée Rouge a fait entrer dans les rangs de notre parti, y sont restés des communistes fermes, excellents. L'exemple des élèves-officiers rouges est à cet égard particulièrement probant. Aussi, est-il hors de doute que nous parviendrons à nous acquitter de notre nouvelle tâche. Si cette tâche est beaucoup plus difficile que la précédente, la seule conclusion logique qui s'impose, c'est qu'il faut y attirer toutes

les forces du parti et des différents organes étatiques.

La préparation militaire et politique aux guerres révolutionnaires défensives et offensives sera, il va de soi, concentrée principalement dans la caserne. De nombreuses mesures ont déjà été prises à cet effet. Ce qui entrave en partie le développement de notre œuvre, c'est l'exiguïté de nos ressources; en outre, tous les membres du parti ne se sont pas encore suffisamment rendu compte de la portée éducatrice de la caserne rouge.

En fait, la caserne rouge peut chaque année fournir des centaines de milliers de jeunes paysans, auxquels elle aura en deux ans donné une instruction leur permettant d'exercer les fonctions de gradés inférieurs et dont, au point de vue politique, elle aura fait des citoyens conscients, instruits d'une foule de choses et, en particulier, des principes du communisme. Les conditions spéciales de la vie de caserne, d'où le dressage mécanique est exclu, favorisent l'accomplissement de cette tâche. Prenant des paysans du même âge que nous détacherons du cercle étroit de la vie campagnarde et rassemblerons en grandes unités pour les soumettre à des occupations régulières, selon un plan déterminé, sous la direction d'un appareil politique déjà expérimenté (malheureusement privé, par la démobilisation qui a suivi la guerre civile, d'une grande quantité de militants politiques), nous avons tout lieu d'espérer que nous pourrions en deux ans les transformer en lutteurs éprouvés de l'Armée Rouge ouvrière et paysanne, en combattants prêts à sacrifier leur vie dans les guerres révolutionnaires.

Sans entrer dans les détails de la préparation militaire de l'Armée Rouge aux guerres révolutionnaires (ce qui nous entraînerait trop loin), nous voudrions attirer l'attention sur une objection fréquemment soulevée contre la possibilité d'une telle préparation: nos ennemis, dit-on, ont une technique militaire prodigieusement développée et, par suite de l'état arriéré et de la désorganisation de notre industrie, nous ne pourrions jamais songer à rivaliser avec eux. A ne considérer la question que du point de vue de la technique militaire, il est évident que nous n'arriverons pas à devancer nos ennemis et que, pendant très longtemps, nous serons plus faibles qu'eux. Mais la question de la comparaison des forces est en grande partie une question politique et non une question militaire, purement technique. Pourquoi cette puissante technique militaire ne nous a-t-elle pas déjà vaincus, ne nous a-t-elle pas déjà écrasés? Parce que les machines, les meilleures, les plus perfectionnées, sont manœuvrées par l'homme. Du moment qu'il en est ainsi, les chances commencent à s'égaliser, car en cas de guerre révolutionnaire nous aurons de l'autre côté du front un nombre suffisant d'alliés pour amortir l'effet de la technique incomparable de l'ennemi. Mais il ne nous suffit pas d'être avec ces derniers à égalité de chances; nous devons arriver à la supériorité du «personnel». Si nos ennemis disposent de la supériorité du matériel, nous aurons, nous, la su-

périorité des effectifs. Nous pouvons (ce qui est impossible à nos ennemis) créer des cadres considérables de combattants éprouvés, dont chacun par ses connaissances, son ingéniosité, son esprit d'initiative, sa vaillance et surtout sa foi dans la victoire (et la foi dans la victoire, c'est déjà les trois quarts de la victoire), vaudra une dizaine de combattants des armées adverses.

L'expérience des brigades et des divisions d'élèves-officiers rouges, formées durant les guerres civiles, est particulièrement instructive à cet égard. Ceux qui désireront faire plus ample connaissance avec cette expérience trouveront les données nécessaires dans d'autres articles et dans des livres spéciaux. Mais ici il convient de souligner sur la base de cette expérience que, du fait que l'élément moral entre pour les trois quarts dans la capacité combative des troupes, la préparation politique est indissolublement liée à la préparation militaire.

Comment transformer le paysan de l'Armée Rouge en communiste? En d'autres termes, quelle doit être la nature du travail de formation politique dans l'Armée Rouge?

Pour notre part, nous considérons comme essentielles trois directives (les deux premières positives et la troisième négative): 1) la formation internationaliste, 2) l'éducation dirigée contre l'étroitesse de vues de l'élément campagnard, petit-bourgeois; 3) la lutte contre les tendances réactionnaires de la paysannerie. Examinons en détail chacune des ces directives.

La formation internationaliste comporte avant tout, il va de soi, la connaissance des notions élémentaires du communisme. C'est là une chose indispensable, mais ce n'est pourtant pas dans cet internationalisme abstrait que réside le centre de gravité. Ce qu'il faut, c'est faire comprendre dans la pratique journalière au soldat rouge la connexion étroite des intérêts de la paysannerie avec ceux de la révolution mondiale. Sinon, notre travail n'aura aucun résultat. Comme j'ai eu souvent l'occasion de le répéter, il faut rattacher le sort de la ferme du gouvernement d'Oula avec celui de la révolution mondiale et prouver irréfutablement que, seule, la victoire de cette dernière assurera au paysan la jouissance de son lopin de terre. Si la révolution mondiale est vaincue, le paysan perdra aussi son avoir. Comme on le voit, entre le lopin de terre du paysan du gouvernement d'Oula et la révolution mondiale l'espace est immense; on peut y encastrer presque tout le programme du Parti Communiste Russe. Mais cet espace, il faut le combler par une matière concrète. Cette matière concrète, nous l'avons en ce moment sous la main: c'est l'appui que nous a prêté le prolétariat de l'Europe Occidentale, pendant la guerre civile, et qu'il continue de nous fournir, durant la famine. De là, il n'y a qu'un pas à l'idée de l'entraide, à l'idée des devoirs de la paysannerie russe envers la révolution mondiale, dont le développement ultérieur donnera sans cesse de la matière pour la propagande. Ce développement dépend du prolétariat d'Europe Occidentale qui, pour s'assurer une aide efficace en temps utile, doit se lier étroitement

avec la paysannerie russe et, en particulier, avec l'Armée Rouge.

Quoique le développement de l'internationalisme chez le paysan de l'Armée Rouge ait déjà pour effet d'élargir l'esprit de ce dernier, il convient néanmoins d'ériger en tâche spéciale la lutte contre l'étroitesse de vues de l'élément campagnard. La Russie est un pays renfermant 15 millions de petits propriétaires ruraux, et la nouvelle politique économique ne peut que l'orienter dans la paysannerie l'instinct de la propriété individuelle. Cet instinct qui rive le paysan à la terre, l'emprisonne dans les formes arriérées de production, l'empêche de voir plus loin que les intérêts de son clocher, est en contradiction flagrante avec l'internationalisme. Il faut faire disparaître chez le paysan de l'Armée Rouge cette idéologie retardataire de petit producteur et la remplacer par la largeur de conceptions du grand producteur. La tâche est loin d'être facile. Ce qu'il faut, c'est expliquer systématiquement, d'une manière vivante, au soldat rouge les avantages considérables de la grande industrie contemporaine sur la petite industrie avec ses procédés arriérés. Cela, il faut le faire, je le répète, *systematiquement*, c'est-à-dire régulièrement, à des intervalles rapprochés, par des brochures, des conférences, des livres de toutes sortes, au moyen du cinématographe et surtout par des excursions méthodiques aux fabriques et aux usines, aux stations électriques, aux champs de culture expérimentale, aux fermes modernes ou l'on emploie des charmes électriques, des tracteurs, etc. Il faut en deux ans retourner complètement le paysan et le transformer de partisan de la petite culture en adepte fervent de la grande production, dans l'industrie et dans l'agriculture. Sous le régime capitaliste, les conditions d'existence de l'ouvrier d'usine étaient déjà, au point de vue économique et même à tous les autres, tellement supérieures à celles du paysan que celui-ci désertait la campagne pour aller se fixer dans la ville. Maintenant, au contraire, la femme a obligé l'ouvrier de la ville à aller se réfugier au village. Mais dès que la femme aura disparu et que les usines seront ravitaillées en matières brutes et en combustible, des conditions nouvelles se créeront, qui de nouveau provoqueront l'exode des paysans dans les villes. En soustrayant continuellement la supériorité immense de la grande industrie et de la vie urbaine sur la petite industrie et la vie primitive de la campagne, nous préparerons la voie à une nouvelle attraction des villes sur les campagnes et à l'implantation du communisme parmi les paysans.

Dans une compréhension nette de la supériorité de la grande industrie sur la petite, il ne peut y avoir de base solide pour le communisme. Voilà pourquoi il faut attirer spécialement l'attention sur ce côté de l'éducation du soldat rouge.

En dernier lieu, il nous faut dans l'Armée Rouge lutter contre les tendances réactionnaires de la paysannerie. Mais la lutte contre ces tendances, qui surgissent fatalement au régime de la propriété individuelle, n'est pas spéciale à l'Armée Rouge; elle constitue la tâche de toute une époque, de toute la période de transition où,

après la conquête du pouvoir par le prolétariat, les classes n'étant pas encore supprimées, la lutte de classes et, par suite, la lutte entre la paysannerie restauratrice du capitalisme et le prolétariat, créateur du socialisme, continue sous une forme plus ou moins violente. A l'heure présente, la nouvelle politique économique donne à cette lutte une forme nouvelle; son résultat inévitable sera, dans un avenir prochain, le ralliement économique et politique de la paysannerie aisée sous le mot d'ordre des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires: «Retour au capitalisme». Ce mouvement s'appuiera sur le village où le socialisme n'existe pas, mais où il se trouve 15 millions de petites propriétés individuelles d'où surgissent spontanément le capitalisme et le renforcement de l'influence des socialistes-révolutionnaires et des mencheviks. A ce processus spontané de restauration du capitalisme nous pouvons opposer la croissance encore plus rapide de la grande industrie étatique, la lutte contre les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires pour l'influence sur la paysannerie (pour cela il nous faut évidemment, avant tout, consolider fortement notre influence sur les ouvriers en conquérant les syndicats). Par l'exemple des autres révolutions nous devons montrer aux paysans de l'Armée Rouge que la réaction rurale a toujours mené à la ruine des conquêtes de la révolution, que c'est précisément cette ruine que cherchent les socialistes-révolutionnaires et les mencheviks, que la petite propriété privée avec ses procédés arriérés de culture entraîne fatalement le retour et le développement au capitalisme qui absorbe rapidement la petite propriété, réduit des millions de paysans à la misère et que, seul, le socialisme permet de passer sans douleur de la petite à la grande production.

Deux années de travail politique à la caserne (trois ou quatre pour les élèves-officiers) fourniront au village des militants de valeur, qui sauront «river leur cou» aux socialistes-révolutionnaires et aux mencheviks, qui sauront donner à la grande masse paysanne une idée juste des rapports entre la petite production privée et la grande production étatique et qui, enfin, sauront, en cas de guerre révolutionnaire (ou en cas de révolution en Occident), entraîner à leur suite des milliers de paysans. En effet, la caserne peut fournir annuellement des centaines de milliers de paysans ainsi préparés. Dans trois ans nous pouvons avoir approximativement, dans la meilleure des hypothèses, un agitateur en Russie pour 80-90 habitants et, dans le cas le plus défavorable, un agitateur pour 250 habitants—ce qui serait déjà un résultat appréciable.

Le travail de formation politique dans l'Armée Rouge s'effectue actuellement d'une façon tout autre qu'à l'époque de la guerre civile. Auparavant, les tâches internationales étaient naturellement reléguées au second plan; c'étaient les tâches intérieures, imposées par la lutte contre l'ennemi du dedans qui étaient au premier plan. Il est vrai que cet ennemi du dedans s'appuyait sur la bourgeoisie impérialiste internationale et que la dictature du prolétariat russe trouvait un soutien dans le prolétariat international. Et ainsi,

même à l'époque de la guerre civile, les facteurs internationaux ne manquaient pas. Mais la lutte immédiate (abstraction faite de la guerre russo-polonaise) se déroulait sur le front intérieur ou, pour parler plus exactement, sur le secteur russe du front international de la révolution. C'est pourquoi les facteurs intérieurs prévalaient sur les facteurs internationaux.

Maintenant, les facteurs internationaux acquièrent, dans le travail politique au sein de l'Armée Rouge, une importance prédominante, car cette armée se prépare à des guerres révolutionnaires qui, à notre époque, ne peuvent pas ne pas revêtir un caractère international. C'est pourquoi, le travail politique dans l'Armée Rouge revêt actuellement une signification internationale

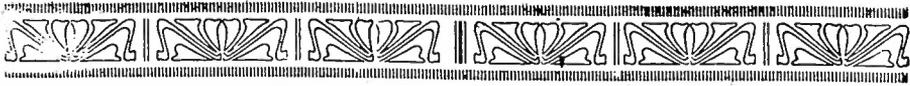
directe et impose non seulement au Parti Communiste Russe, mais à tout parti affilié à la III<sup>e</sup> Internationale Communiste des tâches pratiques d'une importance extrême.

Il est grand temps de nous mettre à l'accomplissement de ces tâches; sinon, nous risquons d'arriver à de nouvelles guerres avec une Armée Rouge insuffisamment préparée aux batailles révolutionnaires.

Il est inutile en effet de songer à former aussi rapidement une Armée Rouge pour la guerre révolutionnaire que nous avons réussi à le faire pour la guerre civile. La tâche est beaucoup plus compliquée, elle exige un travail long, systématique et opiniâtre.

S. GOUSSIEF.





A. LOUNATCHARSKY.

## NICOLAS ALEXÉIÉVITCH NÉKRASSOF

(1821—1877)

Le isarisme devait continuer à se décomposer et descendre jusqu'à Raspoutine pour finir en 1917 par une mort sans gloire, mais au temps de Nékrassof le servage était déjà irrémédiablement condamné.

Le facteur essentiel de la ruine du servage était le développement du capitalisme en Russie. Le travail du serf devenait moins avantageux pour l'exploiteur que le travail mercenaire. Non seulement le capital industriel qui surgissait et se développait alors, exigeait de la main-d'œuvre libre, mais les seigneurs terriens les plus avancés comprenaient que le petit propriétaire paysan libre serait une matière plus commode pour l'exploitation que le paysan esclave.

Pourtant, dans la conscience des différentes classes de la Russie le changement mémorable qui se préparait, c'est-à-dire le passage du féodalisme au capitalisme, quoique à un capitalisme encore encastré dans les cadres légèrement élargis de la féodalité, n'apparaissait pas seulement sous son jour économique brutal.

À côté des gens persuadés que le servage n'était point avantageux; à côté des propriétaires fonciers, des capitalistes et des hommes d'État qui reconnaissaient que le servage était un obstacle au développement des voies ferrées et de la puissance militaire de la Russie et menaçait en outre de provoquer toute une série d'insurrections paysannes; à côté des couches économiquement avancées de la paysannerie représentées par les paysans riches ou aisés qui escomptaient la liberté en monnaie sonnante et trébuchante et qui voyaient en elle la condition de la prospérité économique, l'on observe toute une floraison de sentiments romantiques puissants, tendres et douloureux à la fois.

Certes, l'on ne saurait considérer comme du romantisme cet enthousiasme patriotique officiel pour le tsar libérateur, mais il est incontestable que, dans la noblesse elle-même, se développait de plus en plus profondément au cours de l'évolution du servage le sentiment angoissant de la monstruosité du fait même de l'esclavage et particulièrement des abus qui, à chaque instant, en étaient la conséquence.

Cette sorte de repentir de la noblesse prend toutes les formes. C'est tout d'abord Raditschew qui, dans les profondeurs du servage, va chercher une note nettement révolutionnaire, reprise ensuite par les Ruiléief et les Pestel qui la trans-

mettent à Herzen et à Nékrassof lui-même. C'est aussi l'humanitarisme grand seigneur avec toute une pléiade de noms illustres, et parmi eux Tourguénief; c'est enfin un repentir larmoyant avec une sorte de vénération outrée pour le moujik battu, fouetté et sa sagesse immuable. Mais dans cet amour du moujik perce souvent l'effroi de la noblesse devant la civilisation capitaliste qui allait la submerger. Cette noblesse qui s'accusait, qui fraternisait avec le moujik, est représentée de la façon la plus saisissante par la figure de Tolstoï. La seule énumération de ces noms appartenant souvent à la plus haute noblesse, montre que les seigneurs russes ressentaient très profondément toute l'injustice de leur position privilégiée. Ils la ressentaient d'autant plus qu'ils étaient eux-mêmes réduits au rôle de valets. Le droit féodal comportait la soumission du palefrenier au propriétaire foncier à peu près au même titre que celle de l'écuier au Tsar. Fils cultivés, talentueux d'une classe déjà en décadence, mais d'autant plus raffinée, les nobles qui avaient séjourné à l'étranger, qui s'étaient par la lecture imprégnés de toutes sortes d'idées libertaires, souffraient cruellement de leur oppression par le tsarisme, et ce sentiment ne pouvait manquer de leur rappeler qu'ils étaient eux-mêmes les oppresseurs des malheureux paysans, réduits au rôle d'ilotes. Hommes d'opposition, révolutionnaires parfois, ils ne pouvaient pas ne pas sentir la liaison fatale de l'autocratie et du servage. En outre, l'esthétique de ces gens francisés, d'éducation raffinée, au sens artistique développé se révoltait contre cet état de choses qui avait à sa base une féodalité énorme, monstrueuse et à son sommet une toute petite tête formée d'opresseurs brutaux et de coquins.

Tout différents étaient les *raznotchintsi* (1) romantiques. Tandis que les seigneurs terriens, même les plus gauches, même ceux du type Herzen, se bornaient à l'opposition *en paroles*, craignaient, à très peu d'exceptions près, de s'adresser directement à l'élément paysan révolutionnaire et ne savaient comment s'attaquer au monstre effrayant de l'autocratie, issus directement du peuple, les *raznotchintsi* aux nerfs encore intacts et dont le sang paysan bouillonnait furieusement dans les veines voulaient s'élaner sur l'ennemi et le saisir à la gorge.

(1) Mot russe sans équivalent en français, que l'on pourrait traduire à la rigueur par « déclassés ».

Il serait erroné de ranger les *raznotchintsi* parmi la bourgeoisie sous prétexte que ce sont les premiers mouvements de la «révolution bourgeoise» qui ont fait surgir la phalange des hommes de 1860. La bourgeoisie était alors plus que jamais prête à se résigner à l'autocratie. L'on ne saurait non plus ranger les *raznotchintsi* dans la petite bourgeoisie, c'est-à-dire les considérer comme les défenseurs conscients de la couche industrielle et aisée de la ville et du village. Les cas isolés où l'idéologie petite-bourgeoise pénétra dans celle du groupe dirigeant des *raznotchintsi* sont des plus rares. L'on se tromperait, enfin, en assimilant les *raznotchintsi* à la classe intellectuelle, c'est-à-dire à un groupe intermédiaire entre les différentes classes, groupe qui, par ses intérêts directs, se heurtait à l'autocratie et cherchait naturellement un appui dans les masses.

Tous ces jugements porteraient à faux. Certes, les *raznotchintsi* devaient dans la suite engendrer la classe intellectuelle après qu'ils eurent pris une attitude devant les différents phénomènes sociaux, après qu'ils se furent dispersés, attirés vers l'une ou l'autre classe. Mais dans le *raznotchintsi* qui était l'intellectuel de la Russie d'alors, qui râlait de Tchernichevsky, faisait ses délices de Dobroubof, le côté idéologique l'emportait forcément sur les intérêts économiques, sur les intérêts de classe ou de groupe. Il se sentait l'avant-garde véritable des masses populaires dont il ne connaissait pas encore tout l'attachement à la routine séculaire. En lui-même il se considérait comme une partie indissoluble de la masse laborieuse tout entière et, en premier lieu, de la paysannerie. Sorti du peuple, enfant de la grande «famille des travailleurs», il était arrivé à se former une personnalité pensante critique; et ainsi, loin de sa conscience civique, produit direct de la masse inculte dont il était l'organe, il jugeait de son devoir de s'acquitter envers cette masse, de transformer sa pensée critique en une arme acérée aux mains du peuple.

Une atroce tristesse étreignait le cœur de cet homme lorsque, se détournant, il voyait derrière lui l'océan de souffrances et d'humiliations de ses frères et de ses proches. Mais une immense espérance l'enivrait, car, sentant sa parenté avec cet élément populaire, il croyait possible, naturel de le conduire invincible, renversant tout sur son passage, à l'assaut de la citadelle du servage et de l'autocratie.

Tout paraissait possible, et la pensée du *raznotchintsi* ne s'arrêtait que très peu sur l'optimisme émancipateur, mais individualiste, d'un Pissarief. Il ne le faisait que pour pouvoir mieux s'affermir sur ses jambes. Mais Pissarief, lui aussi, appelait déjà à la vie raisonnable de l'avenir, à la tâche de «véhementer le misérable, de nourrir l'affamé». Mais comment le faire? Comment instaurer le sort du peuple après qu'il se serait débarrassé de toutes ses chaînes?

Avec le plus de justice, le plus de bonheur, le plus de joie possible.

Où prendre les couleurs pour se peindre à soi-même et à ceux que l'on instruit cet avenir? Chez les penseurs d'Occident qui exprimaient les

aspirations des masses populaires d'alors, c'est-à-dire chez les derniers socialistes utopistes Owen, Victor Considérant, chez le jeune Marx.

Certes, nous ne voulons pas dire par là que tous les *raznotchintsi* fussent les jeunes éclaireurs de l'avant-garde socialiste du peuple. Tels étaient leurs dirigeants, mais il était rare que ces dirigeants eussent sur toute la société une influence aussi grande qu'au temps du *Contemporain* et des *Notes de la Terre natale*.

Le malheur était que le paysan qui ravalait sa honte et sa fureur lorsqu'il était battu par son maître, lorsqu'on lui enlevait ses filles pour les livrer au caprice du seigneur, lorsqu'on l'enrôlait de force dans l'armée, était encore, idéologiquement et économiquement, si faiblement organisé que tout espoir en une aide de sa part paraissait vain; quant au prolétariat encore embryonnaire, il ne pouvait jouer aucun rôle politique sérieux.

Voilà pourquoi cette aurore de la première révolution, ce premier assaut d'une poignée de penseurs et de luttés sortis du peuple devait fatalement dégénérer en un appel impuissant aux masses populaires et, ensuite, en un duel tragique de la Volonté populaire avec l'autocratie.

La poésie de Nékraïeff reflète de la façon la plus saisissante ce phénomène remarquable.

Nékraïeff était noble. Il semblait que le destin lui-même eût voulu le mettre dans une situation lui permettant d'embrasser toutes les contradictions de la noblesse. Sa mère d'origine polonaise, ange blond aux yeux bleus, narratrice d'anciennes légendes sur les chevaliers, les moines et les rois, fleur tendre, précieuse de la culture raffinée qui était celle de la noblesse d'alors, culture embaumée par le soufre de l'Occident, était elle-même l'élite de son mari dénaturé et reprouvait douloureusement, timidement les fautes de la société, où elle était condamnée à vivre. Son père, officier, chef de la police de son district, était le type parfait du grand seigneur, joueur, débauché, présomptueux et stupide. Et ainsi, dès son enfance, Nékraïeff eut sous les yeux l'abîme tragique qui existait entre l'humanitarisme élevé de la noblesse et sa basse tyrannie.

Le jeune Nékraïeff put aussi considérer le peuple, le peuple du village. Devant ses yeux se déroula la vision épouvantable des souffrances du peuple chez lequel, pourtant, malgré les horreurs du régime, perçait la joie de vivre dont il eût pu être capable. Toute la poésie du labeur des paysans au sein de la vaste nature des rives de la Volga, les fêtes de la campagne, les chansons paysannes tristes ou joyeuses, le sel de la bonne humeur du moujik, les blondes têtes ravissantes de ces fleurs de la campagne que sont les enfants: tout cela, Nékraïeff le vécut et le sentit profondément. Dans un grand nombre de ses œuvres, tel un rayon de soleil perçant à travers les nuages sombres, la grande joie de vivre éclate parmi les larmes, la tristesse et la colère. Nékraïeff aurait tant voulu cette joie, et ses poings se serrèrent de douleur impuissante, lorsqu'il se souvint que partout elle est mutilée, flagellée, martyrisée.

Tel était le Nékraïeff «noble». Mais Nékraïeff était encore un *raznotchintsi*. Il est un *raznotchintsi*,

parce que, dès son adolescence, il arrive à Petersbourg, se voit privé par son père de toute aide matérielle et devient misérable, misérable au point de coucher dans les asiles de nuit ou de dormir sur les bancs des jardins publics, misérable jusqu'à la faim, misérable jusqu'au larcin. Et n'est-il pas remarquable que ses premiers essais soient consacrés précisément au prolétariat et aux indigents (*Les Coins de Petersbourg, La Physiologie de Petersbourg*)? Il est un *raznotchintsi* parce qu'il commence de bonne heure à gagner lui-même sa vie et à la gagner non pas par la littérature, mais par un métier de galerien, écrivant n'importe quoi, tout ce qu'on lui commande, pour ne pas mourir de faim. Il est un *raznotchintsi* par la force de sa nature. Non seulement les nobles, mais ses amis les *raznotchintsi* s'étonnaient déjà de son temps de la triple extraordinaire que lui avait donnée la dure école de la vie. Ménager, pratique, homme de tête et organisateur: tel nous apparaît Nekrassof dans son rôle de journaliste. Il est un *raznotchintsi* par ses liaisons, bieninsky, Tchernichevsky, Dobroubof: voilà ses proches amis, ses confrères, ses ennemis. Et tous les Tchernichevsky; tous les Dobroubof au petit pied sont ses lecteurs, ses admirateurs. Il est un *raznotchintsi* par tout son tour d'esprit; il aspire à la lune, il aspire à la solution révolutionnaire des questions sociales. Peut-être la haute en est-elle à son origine noble qui amollit sa volonté et développa en lui le penchant aux jouissances matérielles — penchant dont il ne put jamais triompher entièrement, — toujours est-il que Nekrassof ne devint jamais un militant au sens que nous attachons aujourd'hui à ce mot. Par contre, le fait que, durant les premières années de la lutte au peuple contre son oppresseur, *il ne fit que chanter*, qu'il se permit un certain luxe dans son existence, devint le remords intérieur qui rongea Nekrassof, qui le déchira jusqu'au plus profond de son être au point de le faire gemir sur son lit de mort et supprimer le peuple de lui pardonner. Et ainsi se précise définitivement à nos yeux la figure de Nekrassof faisant son mea-culpa pour n'avoir pas eu la force du sacrifice complet de soi-même, pour n'avoir pas su se détacher des biens terrestres, pour avoir donné parfois dans l'opportunisme (auquel il était contraint pour sauver son journal des rigueurs policières)... Car la tâche qu'avait assumée la classe intellectuelle était accablante, lourde comme un boulet de torçat, et tous ne pouvaient pas être des héros, tous ne se sentaient pas le courage de «mourir pour la grande œuvre d'amour». Et beaucoup, beaucoup de ces intellectuels enflammés par les discours ardents des prophètes de la Volonté populaire délaissèrent devant l'œuvre pratique, s'accusaient et se trappaient la poitrine pour leur faiblesse.

Certes, le temps n'était pas encore venu. Si l'ouragan de la révolution s'était élevé, Nekrassof lui-même et tous les Nekrassof de la Russie se seraient jetés tête baissée dans la lutte; mais cette lutte bouillonnait, puis s'alliaissait, reprenait de nouveau et mourait, et les intellectuels restaient dans leur hésitation douloureuse, et aux souffrances pour la souffrance du peuple s'ajoutait en eux la souffrance personnelle, la honte pour leur âme

«trouble». Mais l'état d'esprit d'un Nekrassof se torturant pour des lautes si légères en somme nous dévoile l'immense force révolutionnaire latente de cette catégorie sociale qu'étaient les *raznotchintsi*.

Il serait superflu de parler ici de l'œuvre poétique de Nekrassof: là-dessus tout a été dit et rien ne saurait remplacer la lecture attentive, recueillie de tous ses ouvrages; mais il est un point sur lequel il convient de s'arrêter. Sur la foi de la critique esthétique, l'on s'est accoutumé à considérer Nekrassof comme un poète d'un talent assez ordinaire. Nekrassof lui-même dit de sa muse qu'elle est «rude», de son vers qu'il est «gauche», et dans les articles parus tout récemment à l'occasion de son centenaire, l'on trouve encore des appréciations de ce genre: «Il n'avait pas un très grand talent poétique, la forme chez lui est rugueuse», etc.

Or, Tchernichevsky qui, au bain, mourait d'une mort psychique lente et douloureuse, ayant appris que Nekrassof était à l'agonie, toriure de remords, lui envoya par Pupine une lettre dans laquelle il disait: «Dis-lui que je l'aime profondément comme homme, que je le remercie pour sa bonté envers moi, que je l'embrasse, que je suis persuadé que sa gloire sera immortelle, que l'amour de la Russie pour lui, le plus gentil, le plus grand des poètes russes, sera éternel. Je sanglote à la pensée que nous allons le perdre. C'était véritablement un homme d'une rare fiabilité d'âme, d'un esprit vaste, et, comme poète, il est certainement au-dessus de tous les poètes russes.»

Est-ce seulement l'affinité spirituelle de gens de la même génération, du même camp, qui parle dans ces lignes? Peut-être; il y a d'ailleurs dans ce jugement une exagération «le plus gentil... le plus grand». La littérature russe compte plusieurs poètes de génie qui, certes, ne le cèdent pas à Nekrassof, mais, sauf cette exagération amicale, tout le reste de l'appréciation de Tchernichevsky est entièrement juste.

Lorsque l'on relit Nekrassof à l'âge mûr, avec l'expérience de la vie, après avoir puisé à la source vive de presque tous les grands poètes du monde, on se demande comment certaines gens peuvent encore parler de je ne sais quelle faiblesse du talent poétique, de je ne sais quelle imperfection de la forme de Nekrassof.

Nekrassof est un poète *citoyen*, mais c'est aussi un *citoyen poète*: là est toute sa force. Les poètes faibles avec un sentiment civique fort méritent le respect, mais sont rarement d'une grande utilité. Avant tout, l'art doit être l'art, c'est-à-dire doit, selon la parole de Léon Tolstoï, faire vibrer l'âme de l'artiste et allumer notre âme à sa flamme. Pour cela il faut deux choses. Tout d'abord que cette flamme brûle dans l'âme de l'artiste, que son émotion soit plus haute que nos émotions, que ce soit un *grand* homme; celui qui n'est pas un grand homme ne peut être un grand poète, parce qu'il ne peut rien donner qui nous fasse vibrer, et la parole de l'apôtre Paul proclamant que, sans l'amour, toutes les langues humaines ne sont que des cymbales retentissantes restera éternellement vraie. Mais quand nous affirmons que le poète doit être un grand homme,



15 Гоголя, ризн.

П. Боровиковъ 1871г.

N. A. NEKRASSOV.

nous ne voulons pas dire par là qu'il doit être tel dans sa vie privée. «Le poète, tant qu'Apolon ne le réclame pas pour le sacrifice auguste, est plongé vulgairement dans les soucis de la vie mesquine.» Bien plus: «De tous les méprisables enfants de ce monde peut-être est-il, lui, le plus méprisable.»

Parce qu'il est un homme ordinaire, parce qu'il est comme Pierre ou Paul, comme n'importe lequel d'entre nous. Mais qu'est-ce que ce moment où «le verbe divin elleurera son oreille subtile»? Qu'est-ce que ce «verbe divin»? C'est l'esprit social. Quand le poète crée, il cesse d'être un homme ordinaire, il devient le héraut des pensées, des sensations et des émotions de l'humanité innombrable. Quand il crée, le poète sait qu'il parle pour des centaines de milliers, peut-être même pour des millions d'êtres, qu'il est un tribun, qu'il parle devant ses concitoyens et peut-être devant l'éternité. Et alors, c'est sa personnalité sociale qui triomphe en lui. Il se transforme, et ce n'est plus alors que le métal le plus noble, le plus pur qui sonne dans la cloche de son âme.

C'est cet homme transformé, c'est cet homme social, c'est cet «homme» qui doit être grand en lui pour qu'il puisse devenir un grand poète. C'est la première condition. Elle est remplie tout entière par Nekrassof. Son lyrisme est ardent, amer, majestueux et profond. C'est son âme sublime qui s'exhale. Et les grands sentiments dont il nous embrasé étaient absolument nécessaires de son temps pour la croissance de l'esprit social russe et le sont encore maintenant, car les tâches qui s'imposaient à la société des *raznotchinski* et des paysans des années 60 et 70 se dressent encore devant la société prolétarienne de la vingtième année de notre siècle.

Mais ce n'est pas encore assez pour être un grand artiste. Il peut y avoir de grandes âmes, animées des plus nobles passions, remplies des pensées les plus brillantes, mais incapables de les rendre par des images, comme si un écran, lorsqu'elles veulent s'exprimer, venait s'interposer entre elles et l'âme du lecteur. On peut être un «Raphaël sans mains».

Ce n'est pas le cas de Nekrassof. Ses œuvres sont on ne peut plus adéquates à sa pensée et à son sentiment. Dès le début, il est intelligible à tous; tous le réclament, tous le lisent, tous l'apprennent par cœur, tous le chantent, jusqu'à l'humble paysan. Il est à remarquer que Nekrassof ne se plaignait jamais, comme l'utché, de ce que «la pensée exprimée fût un mensonge». Ce n'est pas la qu'est le tragique pour Nekrassof. Il déplore souvent que ses vers ne soient pas assez vrais. Dans quel sens? Dans le sens que sa vie n'est pas à la hauteur de son prône, et non dans le sens que son prône n'est pas à la hauteur de sa pensée.

Les vers de Nekrassof ne sont pas suffisamment coulants? Mais pourquoi la facilité serait-elle le mérite indispensable du vers? Qui donc pourrait prouver qu'il faut absolument décrire les horreurs de la vie populaire en vers coulants? Est-ce que l'on n'exige pas de la prose de l'ar-

tiste que tout son rythme corresponde à son contenu? N'est-ce pas un grand artiste celui dont la prose râle, se tord, tombe ou s'élève avec son sujet, et les vers ne doivent-ils pas être tels? Faut-il absolument polir, lécher comme une aquarelle de salon les portraits de la monstrueuse réalité? Quelle absurdité! Si la poésie de Nekrassof était mieux versifiée, plus mélodieuse, elle sonnerait faux. Si quel'un venait vous narrer la mort de sa mère aimée en observant toutes les règles de la syntaxe et du style, vous auriez l'impression d'une monstrueuse hypocrisie ou d'une horrible sécheresse de cœur... Ce que Nekrassof lui-même prenait pour la «gaucherie» de son vers n'était en réalité que son «austérité». Il est gauche parce qu'il est monumental, il est gauche parce qu'il est sincère, il est gauche parce qu'il est puissant. Et il serait dommage qu'il y eût chez lui ne fût-ce qu'un rien de gaucherie en moins.

Mais alors pourquoi ne pas adopter la prose au lieu du vers? Parce que l'émotion dans laquelle vivait perpétuellement l'âme de Nekrassof réclamait le chant. Un conseil à ce propos pour reconnaître le bon poète: s'il ne chante pas, qu'il abandonne le vers et écrive en prose; il a encore des chances d'être un bon prosateur. Les vers doivent chanter, chanter à l'intérieur de l'âme quand ou les lit pour soi-même, être cadences, mélodieux lorsqu'on les lit à haute voix, appeler les compositeurs, célèbres et obscurs, à les mettre en musique. N'en est-il pas ainsi des vers de Nekrassof?... Je ne sais si Pouchkine et Lermontof même ont entanté une telle quantité d'œuvres musicales que Nekrassof? Quel est le poète russe qui se chante le plus? Lui-il un seul coin de l'immense Russie ou n'aient-ils rien de *Viens sur la Volga* ou l'heureuse *Chanson des colporteurs*?

Mais nous ne faisons que parler de Nekrassof lyrique, et Nekrassof est encore un peintre, Nekrassof est un poète épique, Nekrassof crée des types qui restent éternellement dans la mémoire. Nekrassof crayonne des paysages qui donnent l'illusion de la réalité, Nekrassof déroule devant nos yeux des tableaux d'une intensité de vision qui n'a pas été surpassée. Et ces tableaux, il ne les peint pas seulement en réaliste... à quelle puissance d'évocation inoubliable atteint son fantastique! Que l'on se souvienne plutôt de cet étonnant poème populaire où apparaît l'heiman Moroz. Quelle ampleur, quel souffle, quelle envolée dans le fantastique!

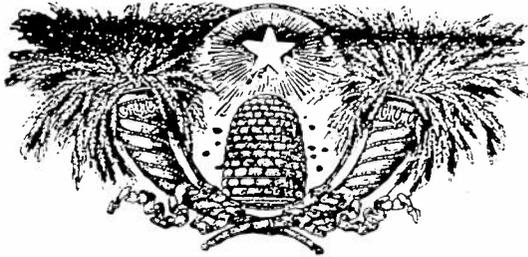
Telle cette beauté slave décrite dans ce même poème, l'âme de Nekrassof recéait d'immenses possibilités. Au vers: «Lutte m'a empêché d'être poète» qu'il a laissée une fois échapper nous répondons, nous: Non, elle ne t'a pas empêché d'être poète. Mais s'il avait vécu à une époque heureuse, Nekrassof aurait chanté des chansons de bonheur, et dans le chant de la beauté, de l'amour, de la vie ailée, il se serait montré aussi grand, plus grand encore peut-être qu'il ne l'est. Plus grand, en ce sens qu'il aurait fait jaillir de sa poésie des images plus enchantées. Mais non, il est plus grand tel qu'il est dans la leçon immense qu'il nous donne. Sanglotant, menaçant, il a, sans les affaiblir en rien, élevé le sanglot et

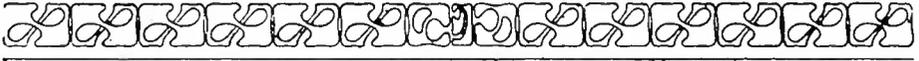
la menace au plus haut degré de beauté musicale et artistique.

Dans un article aussi court l'on ne saurait toucher à la dixième partie des leçons que nous donne Nicolas Alexiéévitch Nékrassof. Loin de nous la pensée de vouloir rabaisser le trône majestueux des Pouchkine et des Lermontof, ni les monuments plus modestes, quoique magnifiques

encore d'Alexis Tolstoï, de Tutchef, de Fet, de Koltsof et d'autres, mais, nous le disons bien haut: Dans la littérature russe, dans toute notre littérature il n'est pas d'homme devant lequel, avec amour et vénération, nous nous inclinions plus bas que devant Nékrassof.

A. LOUNATCHARSKY.





## L'INDE EN PÉRIODE DE TRANSITION

Dans l'Inde, comme on le sait, il n'y a pas de féodalité. Ce n'est pas comme en Europe une révolution violente, mais une évolution relativement pacifique et lente qui a détruit ou plutôt miné la féodalité dans l'Inde. Le début de la domination britannique (milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle), qui fit passer le pouvoir politique aux mains des représentants de la bourgeoisie commerçante étrangère, porta un premier coup mortel à la féodalité en tant que base du régime économique social. A mesure que la Compagnie des Indes qui représentait le capital commercial britannique s'empara du pouvoir suprême dans l'Inde, les bases du système féodal s'écroulaient. Mais il fallut environ un siècle à la Compagnie des Indes pour étendre sa domination sur tout le pays. Aussi, durant tout ce temps la féodalité, quoique affaiblie, continua-t-elle d'exister tout au moins officiellement. Dès le début de la domination britannique, le droit de posséder la terre fut enlevé par ruse ou par force à la classe agricole hindoue et transféré au gouvernement anglais. En d'autres termes, ce furent des représentants du capital commercial britannique qui, au lieu des seigneurs féodaux, devinrent les maîtres du sol.

La révolution infructueuse de 1857, connue sous le nom d'insurrection des cipayes, détruisit les derniers restes du pouvoir féodal. La révolution de 1857 fut la dernière tentative des seigneurs féodaux de reconquérir leur ancien pouvoir. Ce fut une lutte pour la suprématie politique entre le système féodal déjà condamné à la disparition et le capitalisme commercial qui venait de s'implanter dans le pays. L'écroulement de la féodalité en Europe sous la pression de la bourgeoisie insurgée eut aussi sa répercussion dans l'Inde. Mais, durant le siècle qui précéda l'insurrection de 1857, le développement économique normal et la consolidation de la bourgeoisie indigène se heurtèrent à différents obstacles. Tout d'abord, ce fut le dépouillement de l'Inde par les conquérants: la Compagnie des Indes transporta en Angleterre, où elles servirent au développement de l'industrie, la plus grande partie des richesses du pays (environ 70%). En outre, les Anglais détruisirent consciemment les petits métiers; expulsés dans les campagnes, les artisans ne purent, comme en Europe, entrer dans les rangs des prolétaires de la nouvelle industrie mécanique. En ce temps-là, les petits métiers disparaissaient également en Europe, mais ils cédaient la place à une forme supérieure de production, à la production méca-

nique qui était alors une nouvelle force sociale; dans l'Inde, au contraire, la destruction des petits métiers fut préméditée et accomplie par la violence. Ce ne fut pas pour faire place à une forme supérieure de production à l'intérieur du pays que la petite industrie hindoue disparut: les artisans hindous furent victimes du développement industriel de l'Angleterre. Quoi qu'il en soit, les résultats historiques furent dans l'ensemble à peu près les mêmes: le pouvoir politique passa aux mains d'une nouvelle classe sociale disposant de formes supérieures de production, et ce fut le coup de grâce pour le système féodal privé de sa base économique, ainsi que pour la petite industrie. Après l'insurrection de 1857, tout le pays tomba au pouvoir du capital. L'administration de l'Inde fut enlevée à la Compagnie des Indes et transférée au gouvernement anglais.

Actuellement, la population de l'Inde se compose de quatre classes: 1) l'aristocratie terrienne à laquelle appartiennent les souverains de ce qu'on appelle l'Inde indigène; 2) la bourgeoisie et les intellectuels; 3) la paysannerie; 4) la classe ouvrière et les paysans sans terres. Sur les 17.328 grands propriétaires fonciers de l'Inde, les souverains sont au nombre de 700. On les appelle des vassaux et ils sont sous la suzeraineté du gouvernement anglais. La partie de l'Inde gouvernée par ces vassaux représente par sa superficie le tiers du pays: elle s'étend sur 709.555 milles carrés. Le plus important de ces fiefs, celui de Haiderabad ou royaume du Nizam, a une étendue égale à celle de l'Italie et compte 13 $\frac{1}{4}$  millions d'habitants; le plus petit se compose de 5 villages. La population de cette partie de l'Inde est de 72 millions, ce qui représente un peu moins du quart de la population totale du pays. C'est l'existence de ces fiefs gouvernés par des vassaux de l'Empire britannique qui a fait croire très longtemps que l'Inde était un pays féodal. Théoriquement, ces vassaux ont un pouvoir illimité dans leurs possessions, mais, pratiquement, ils n'en ont aucun; aussi est-il erroné de les considérer comme les facteurs essentiels de la structure sociale et économique du pays. En outre, l'administration de ces fiefs n'a nullement le caractère féodal, et aucun de ces vassaux ne tire son origine de la noblesse féodale qui existait avant la conquête de l'Inde par les Anglais. N'ayant qu'une autorité extrêmement limitée dans les cadres de l'administration locale, ces «rois et princes» ne sont en réalité que les instruments du gouvernement an-

glais; tout le pouvoir politique et militaire dans «leurs» possessions appartient au capital anglais; quant au commerce et à l'industrie, ils se trouvent entre les mains de la bourgeoisie indigène. En fait, cette dernière a une plus grande influence sur les gouvernements locaux de ces possessions que sur le gouvernement central de l'Inde. Toutes ces possessions ont leurs conseils législatifs auxquels sont représentés la classe des commerçants et celle des agriculteurs; depuis les derniers temps surtout, la bourgeoisie industrielle y acquiert une influence prépondérante. Mais, en fait, tout le pouvoir se trouve entre les mains du résident qui représente le gouvernement britannique. Au début, les résidents étaient délégués aux cours des princes hindous en qualité d'ambassadeurs du gouvernement britannique, mais comme ils étaient les représentants de la bourgeoisie anglaise, c'est-à-dire d'une classe sociale plus avancée, ils devinrent avec le temps les maîtres véritables des possessions des feudataires de l'Empire britannique. Aussi, quoiqu'il subsiste encore des restes de féodalisme dans ces possessions, tout le pouvoir politique appartient néanmoins à la bourgeoisie.

Dans l'administration locale de l'Inde indigène, la tendance progressive de la bourgeoisie se manifeste plus nettement que dans l'Inde britannique. Dans les royaumes de Mysore, de Travancor, de Baroda, de Cochin, etc., le nombre des illettrés est beaucoup moindre que dans l'Inde britannique. Tandis que dans cette dernière, l'instruction primaire n'est même pas gratuite, elle est gratuite et obligatoire dans la plus grande partie de l'Inde indigène. Durant les dernières années, l'industrialisation du pays a fait des progrès plus rapides dans l'Inde indigène que dans l'Inde britannique. La situation des paysans est identique dans les deux Indes. En un mot, les survivances de la féodalité sont aussi peu nombreuses dans l'Inde indigène que dans l'Inde britannique.

Les princes indigènes qui dépendent de l'Angleterre comprennent parfaitement qu'ils sont destinés à disparaître et que ce n'est que grâce au gouvernement britannique qu'ils conservent encore un restant d'autorité. La domination anglaise dans l'Inde ne s'est jamais appuyée sur ces débris de la féodalité expirante. Au contraire, c'est le gouvernement central, représentant de la bourgeoisie britannique, qui a soutenu artificiellement leur existence dans le régime social de l'Inde. Comprenant parfaitement leur situation, les souverains hindous ont toujours été entièrement dévoués à l'Angleterre, qu'ils continueront certainement d'aider dans toutes les occasions difficiles, comme ils l'ont fait pendant la dernière guerre.

Abstraction faite des 700 princes, il reste encore 16.628 grands propriétaires terriens plus ou moins rattachés aux grands seigneurs qui assumèrent le gouvernement de l'Inde après la chute de l'Empire de Mogoula. Avec les 700 princes déjà cités, ils forment l'aristocratie indigène de l'Inde. Les membres de leurs familles compris, ils sont 541.175 sur une population totale de 320 millions d'hommes. Le nombre des personnes vivant de la rente foncière se monte, d'après le recensement

de 1911 (nous n'avons pas les chiffres pour 1920), à 8.500.000. Outre les 541.175 personnes susmentionnées appartenant à l'aristocratie terrienne, ces huit millions de personnes vivant de la rente foncière, possèdent aussi la terre, mais seulement en qualité de fermiers. Ils diffèrent de la première catégorie des propriétaires terriens en ce que ceux-ci ont, en quelque sorte, reçu leurs domaines en fief du gouvernement britannique et que ce domaine se transmet par droit d'aînesse. La deuxième catégorie est affermaire temporaire ou perpétuelle, et la terre dont elle dispose est considérée comme propriété du gouvernement. Le montant du fermage payé au gouvernement est, ou fixé pour toujours, ou soumis à des modifications périodiques en rapport avec l'accroissement de valeur du sol.

Cette classe de fermiers existait déjà aux premiers jours de la domination britannique. Elle avait surgi sur les débris de l'Empire musulman avant l'instauration du pouvoir anglais. Ses premiers représentants furent des dignitaires de la dernière période de l'administration musulmane. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le pays fut éprouvé par une série de famines provoquées par la suppression systématique des petits métiers, l'exportation illimitée des produits alimentaires, les mauvaises récoltes, résultat de conditions climatiques défavorables, l'adoption en plusieurs endroits de la culture de l'indigo et du jute et la réduction considérable des terres cultivées survenue du fait de la guerre civile. Par suite, un grand nombre de paysans se trouvèrent endettés à fond, et leurs terres passèrent à des paysans aisés et à des fonctionnaires gouvernementaux qui avaient amassé des capitaux considérables. La Compagnie des Indes qui, à cette époque, ne disposait pas d'un nombre suffisant d'hommes, était trop faible pour maintenir dans la soumission la population révoltée. Aussi favorisait-elle la croissance de cette classe de fermiers, en lui louant les terres dont le gouvernement avait la propriété. Et ainsi, les éléments qui auraient pu permettre la formation d'une bourgeoisie indigène furent détournés de la voie de leur évolution naturelle et transformés en fermiers. Ce qui contribua également à la constitution de cette classe de fermiers, ce fut la conquête du pouvoir politique par la bourgeoisie étrangère qui avait obtenu le droit d'exploiter tout le pays. Mais maintenant que le gouvernement britannique s'est vu forcé de renoncer à sa politique d'étouffement de l'industrie locale, la nouvelle bourgeoisie hindoue se recrute, pour une grande part, dans cette classe de fermiers. Les petits fermiers considèrent comme plus avantageux pour eux de renoncer à leurs terres et de placer leur argent dans les entreprises commerciales et industrielles. Le résultat en est la concentration de la terre entre les mains des grands capitalistes. Plus loin nous étudierons en détail cette concentration.

La deuxième couche de la population hindoue, c'est-à-dire la bourgeoisie et les intellectuels, compte 37 millions d'hommes, y compris les femmes et les enfants (20 millions). En 1918, cette classe possédait au total un capital de 640 millions de livres sterling engagé soit dans les fonds

d'Etat (359 millions), soit dans les actions de différentes sociétés anonymes (255 millions). En outre, des capitaux considérables étaient investis dans les entreprises industrielles récemment constituées et notamment dans les fabriques pour la préparation du coton (1800), dans les usines métallurgiques et fonderies, dans les raffineries, les plantations de quitta-percha, les rizeries (500), les moulins, les beurreries, les typographies, les tanneries, etc. Il y a cent ans, c'est-à-dire en 1820, cette classe possédait, en fonds d'Etat seulement, un capital de 20 millions de livres sterling. Il n'y avait alors pas de sociétés anonymes dans l'Inde.

La classe intellectuelle hindoue qui, avec l'élément progressiste de la classe des fermiers, constitue la base de la bourgeoisie locale, est une création du gouvernement anglais. Dès les premiers temps de la conquête, celui-ci jugea plus économique pour lui d'employer dans ses bureaux et dans les fonctions administratives inférieures des indigènes que de faire venir spécialement des gens d'Angleterre. En outre, il estima que le meilleur moyen de se créer un appui parmi l'élément indigène était d'attirer ce dernier dans l'administration locale. De plus, les grandes maisons commerciales anglaises établies dans l'Inde avaient besoin d'employés faiblement rétribués. Dans les premiers temps de la domination anglaise, pour le prix qu'il fallait payer à un employé anglais venu de la métropole on pouvait avoir 50 employés indigènes. Par suite vers 1820, le gouvernement commença à fonder de nouvelles écoles, ce qui contribua considérablement au développement de la classe intellectuelle, dont l'accroissement dépassa bientôt toutes ses prévisions. Cette classe intellectuelle accapara rapidement toutes les professions dans la médecine, la justice, le barreau et l'enseignement d'où les Anglais sont actuellement complètement évincés. D'après les données du recensement de 1911, le nombre des personnes employées dans ces professions et dans l'administration se montait à 7.973.662. Dans ce chiffre ne rentrent pas les employés des maisons commerciales et des firmes industrielles privées. Ces professions étant assez lucratives, les couches supérieures de la classe intellectuelle amassèrent des sommes considérables. En 1850, la quantité de l'argent accumulé par ce groupe de la population et placé en fonds d'Etat atteignait 69 millions de livres sterling. En ce temps-là, il n'existait pas d'autre moyen de placer avantageusement ses capitaux. Tout le capital placé dans les banques nationales se montait alors à 19 millions de livres sterling. L'affermage des terres était également une opération avantageuse. A cette époque précisément, les grands fermiers qui n'étaient pas en état d'acquiescer les impôts fonciers excessivement élevés, ainsi que les petits fermiers qui, fortement endettés, ne parvenaient pas à joindre les deux bouts, étaient obligés de liquider leurs terres. Et ainsi, une partie considérable du sol passa de ses anciens propriétaires conservateurs aux parvenus progressistes de la classe intellectuelle indigène. Cette classe de fermiers progressistes dont une partie continue, tout en cultivant la terre, à occuper des professions libérales très lucratives se

fond rapidement dans la bourgeoisie, car, à mesure qu'ils accumulent des richesses, ces intellectuels-fermiers engagent de plus en plus leurs capitaux disponibles dans les entreprises industrielles. Actuellement, il n'est pas rare de rencontrer dans l'Inde un grand fermier doublé d'un industriel.

Durant les premiers temps de la domination anglaise, les princes hindous entretenaient entre eux des relations commerciales assez animées. Ce commerce intérieur fut complètement ruiné, dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, par l'introduction du nouveau système bancaire et la fondation de maisons commerciales anglaises. Et ainsi, les représentants de la classe commerçante hindoue, qui étaient naguère en assez grand nombre, se transformèrent en petits bouffiers. Après 1860, la pénétration progressive du pays par le capital européen, qui venait y chercher des matières premières et un marché pour ses produits manufacturés, eut pour résultat de ranimer le commerce intérieur et d'amener la formation d'une classe d'intermédiaires hindous. Le développement du commerce extérieur enrichit cette classe qui amassa rapidement des capitaux considérables. Mais, le commerce extérieur et la banque internationale étant monopolisés par le capital étranger, l'accession en était interdite aux commerçants hindous. Ceux-ci se rabattirent sur les entreprises industrielles où ils dirigèrent leur énergie et leurs capitaux. La première fabrique de colonnades fut fondée à Ahmedabad en 1851.

Lusqu'en 1880 d'ailleurs, la pénétration du capital hindou dans l'industrie ne s'effectua que très lentement. L'industrialisation du pays ne commença en somme qu'à partir de cette époque. En 1880, il y avait au total dans l'Inde 58 fabriques de cotonnades avec un capital total de 3.800.000 livres sterling, et 22 fabriques de lute et usines textiles avec un capital de 22.246.000 l. st.; le nombre des ouvriers employés dans ces entreprises atteignait 68.000. Outre ces fabriques et les autres entreprises industrielles privées y compris les banques, les capitalistes indigènes possédaient encore 90.000.000 l. st. placées dans les banques d'Etat et dans les sociétés anonymes. Et ainsi, vers 1890, le capital hindou accumulé entre les mains des représentants des professions libérales, des fermiers et des marchands hindous, était prêt à prendre part à l'industrialisation du pays. Mais il en était empêché par les représentants du capital étranger, qui voyaient dans l'Inde une source de matières premières et un marché pour l'écoulement des articles manufacturés. Les entreprises indigènes étaient frappées de taxes spéciales qui entravaient leur développement et, fréquemment, les ruinaient aussitôt après leur formation. Néanmoins, elles continuèrent de surgir et de se consolider malgré l'opposition croissante du capital étranger, car elles étaient favorisées par le bon marché des matières premières et de la main-d'œuvre locale.

La classe intellectuelle hindoue, qui s'était enrichie considérablement et qui ne trouvait pas à placer avantageusement ses capitaux, était extrêmement mécontente du gouvernement anglais. Comme elle jugeait indigne d'elle de se

livrer au commerce et que les entreprises industrielles se heurtaient à des obstacles multiples suscités par les autorités britanniques, elle ne pouvait plâcer ses capitaux que dans la terre et dans les fonds d'Etat. Ceux-ci ne rapportaient qu'un intérêt minime de 3 à 3 1/2%. La terre ne donnait pas non plus de grands revenus. Le capital indigène n'avait pas accès à la construction des chemins de fer, des tramways, à l'exploitation des mines et aux autres entreprises, dont le gouvernement britannique n'entravait pas le développement. Tout ce domaine de l'industrie était le monopole du capital anglais. Les professions libérales étaient sursaturées de candidats. Voyant que toutes les voies leur étaient fermées, les riches intellectuels en vinrent naturellement à considérer le gouvernement anglais comme la source du mal et résolurent d'engager la lutte contre lui. Et ainsi, ce furent les intérêts économiques qui forcèrent la bourgeoisie, issue de la classe intellectuelle hindoue, à entreprendre la lutte politique; le premier organe de cette lutte fut le Congrès National Hindou qui tint sa première session à Bombay, en 1885, sous la présidence de J. C. Varnagi, riche avocat, dont tout l'avenir était engagé dans les entreprises industrielles et commerciales. Le but du nouveau mouvement politique était clair: il tendait à supprimer ou, tout au moins, à diminuer le pouvoir du gouvernement anglais qui faisait obstacle au développement économique de la bourgeoisie locale. Ce mouvement fut dirigé par de riches avocats, des commerçants, des fabricants, des médecins, etc., en un mot, par les éléments progressistes de la société qui voulaient la liberté de placement des capitaux.

Durant les dernières années du XIX<sup>e</sup> siècle, la puissance du capital hindou continua de croître lentement, mais sans arrêt, grâce à l'abondance des capitaux disponibles et à la prolétarianisation des indigènes dépouillés de leurs terres et des artisans arrachés à leurs métiers. L'industrie indigène continua à se développer, malgré tous les obstacles apportés par le gouvernement anglais.

Les grands fermiers du Bengale jouissent de privilèges spéciaux, en vertu d'un règlement édicté en 1829. Conformément à ce règlement, ils sont soumis à une taxe foncière fixée une fois pour toutes et exempts de tout autre impôt.

En outre, la législation agraire bengalaise confère aux grands fermiers le droit de vente de leurs terres. Par suite, la province du Bengale a toujours occupé la première place dans l'agriculture et la rente foncière y a toujours été très élevée.

Néanmoins, le statut de 1829 privait le gouvernement anglais de la possibilité d'utiliser directement dans ses intérêts la rente foncière au Bengale. Pour supprimer cet «inconvenient», on procéda en 1905 au partage de la province du Bengale. D'après ce partage, la partie orientale de la province avec ses fertiles rizières devait être administrée par un gouvernement provincial, spécialement créé à cet effet, qui reçut le droit de reviser l'ancien système d'imposition.

Ce fut la source d'un nouveau conflit entre le gouvernement et la classe des riches fermiers. Ce conflit groupa les représentants de l'agriculture et des capitalistes indigènes pour la lutte contre la domination anglaise. En 1905, le mouvement politique de la bourgeoisie hindoue, qui s'exprima au Congrès National et fut soutenu par les éléments progressistes de la classe des fermiers, combattit le capital anglais avec l'arme économique du boycottage. A sa 26<sup>e</sup> session qu'il tint à Calcutta en 1906, le Congrès National Hindou décréta le boycottage des produits anglais jusqu'à ce que la loi sur le partage de la province du Bengale fût abrogée.

La bourgeoisie hindoue, composée de la classe intellectuelle, des industriels, des marchands et des fermiers progressistes, était déjà à cette époque économiquement si puissante qu'elle pouvait entrer en lutte ouverte contre le monopole du capital étranger. Le nombre des fabriques était monté en 1905 à 2688, dont 1970 étaient actionnées à la vapeur ou à l'électricité, et 718 seulement n'employaient que de la main-œuvre humaine.

Conformément aux données officielles, le total des capitaux investis dans les sociétés anonymes industrielles locales avait décuplé depuis 1880 et s'élevait à 57 millions de livres sterling, tandis que la somme placée en fonds d'Etat qui était alors de 94.616.740 livres sterling n'avait augmenté que de 4 millions. Le développement de l'industrie amena également la fondation de banques à capital hindou. En 1905, ces banques étaient déjà au nombre de neuf.

Pour justifier le boycottage, il s'était créé toute une théorie d'après laquelle l'industrie dans son développement avait besoin d'être protégée et encouragée afin de pouvoir augmenter la richesse nationale et par là améliorer la situation économique des masses. Comme l'industrie hindoue était encore trop jeune, elle ne put supporter la concurrence du capital anglais, et le boycottage échoua. Néanmoins, le gouvernement dut reconnaître la force de la bourgeoisie hindoue. En 1909, une loi fut votée qui accorda à la bourgeoisie le droit de participer dans une certaine mesure à l'administration du pays. Pour la première fois depuis le début de la domination anglaise, un Hindou fut nommé membre du Comité Exécutif près le vice-roi, et occupa ainsi un poste correspondant à celui de ministre dans une monarchie absolue. Le choix tomba sur un avocat en vue qui était en même temps un riche fermier. Le nombre des membres des conseils législatifs nationaux et provinciaux fut augmenté. Une commission royale spéciale fut chargée d'étudier la question de l'admission en plus grand nombre des indigènes aux fonctions étatiques. L'année 1911 clôtura la première phase de la lutte politique de la bourgeoisie hindoue contre le gouvernement anglais: la loi sur le partage de la province du Bengale fut abrogée. Cette première victoire politique enflamma le courage de la bourgeoisie hindoue. Celle-ci continua la lutte et, une année plus tard, le gouvernement, par la bouche du roi d'Angleterre venu spécialement dans l'Inde à cet effet, promit que le pays serait sous peu doté d'une administration autonome.

En même temps que dans le domaine politique, la bourgeoisie continuait à remporter des succès dans le domaine économique. Ce furent les entreprises du textile appartenant aux indigènes qui progressèrent le plus rapidement. Le capital anglais, d'ailleurs peu considérable, investit dans cette branche de la production diminua sensiblement à partir de 1905. Le boycottage donna une forte impulsion au développement de toute l'industrie hindoue: toute une série de nouvelles entreprises furent fondées, les anciennes furent élargies et perfectionnées. Outre l'industrie textile, celles qui se développèrent le plus furent les industries houillère, peaussière, métallurgique, meunière, huilière, celles des couleurs, du papier, du savon, du verre, des allumettes, etc.

La constitution, en 1907, de la compagnie «Tata» (usines métallurgiques et fonderies) au capital de 7 millions de livres sterling, donna une vigoureuse impulsion à l'industrie du fer et de l'acier.

La guerre marqua pour la bourgeoisie hindoue le début d'une nouvelle ère. Obligée de mobiliser toutes ses forces industrielles pour la production du matériel de guerre, l'Angleterre dut adapter une partie de sa flotte commerciale aux besoins militaires. Aussi, l'exportation anglaise dans l'Inde se réduisit-elle considérablement. Par suite, les fabricants hindous se trouvèrent soudain dans une situation extrêmement favorable. La concurrence écrasante du capital anglais cessa du coup, et les industriels hindous virent s'ouvrir devant eux un large champ d'action. Le gouvernement anglais lui-même, qui jusqu'alors avait mené une politique systématique d'étouffement industriel de l'Inde, jugea nécessaire de renoncer à cette politique. Depuis le début du XX-e siècle, le mécontentement n'avait fait que croître dans l'Inde et, avant la guerre, il était devenu général. Les masses en effet avaient une conscience de plus en plus nette de leur force, et les intellectuels parmi lesquels sévissait un chômage extraordinaire ne pouvaient que les soutenir. Aussi, au début de la guerre, l'état d'esprit de l'Inde inspirait-il de sérieuses inquiétudes. Il se produisit même des tentatives de renversement de la domination anglaise au moyen d'insurrections armées. L'effervescence commençait même à gagner les troupes hindoues. Au mouvement politique entrepris par les riches intellectuels adhèrent également les «extrémistes» dont les rangs étaient considérablement grossis par les couches inférieures de la classe intellectuelle petite-bourgeoise. A partir de 1904, différentes sociétés terroristes firent leur apparition sur l'arène politique. Mais il n'y avait pas alors que les organisations révolutionnaires secrètes qui tendissent à la séparation complète de l'Inde d'avec l'Empire anglais au moyen de la révolution. Cette tendance était générale chez les extrémistes qui constituaient la gauche du Congrès National Hindou. Deux facteurs principaux contribuaient à la développer: en premier lieu, le renforcement de la classe des capitalistes hindous qui, ayant concentré entre leurs mains des capitaux énormes, voulaient obtenir le droit de participer à l'exploitation des richesses naturelles et de la main-d'œuvre du pays; en second lieu, la gêne et le

chômage croissants, résultat de l'exploitation intensive et extensive du pays dont le développement industriel était systématiquement entravé par le capital étranger. Ces deux facteurs étaient défavorables à la domination britannique. Au point de vue social, ils se rattachaient à des intérêts diamétralement opposés, mais qui s'unirent pour faire face à l'ennemi commun. Le gouvernement anglais chercha par tous les moyens à briser cette union et résolut de se concilier une partie au moins de la bourgeoisie par des concessions politiques. Mais la bourgeoisie hindoue en 1916 n'était plus la même qu'en 1909: ce n'était pas par des privilèges politiques et administratifs apparents qu'on pouvait l'amadouer; ce qu'il lui fallait, c'était des concessions économiques, la participation à l'exploitation du pays.

Dès les premières années de la guerre, le Japon commença à s'emparer d'une partie considérable du marché hindou, monopolisé auparavant par l'Angleterre. Les capitalistes anglais n'étaient pas en mesure alors de refouler du marché hindou les produits japonais. Toutes ces raisons d'ordre intérieur et extérieur amenèrent le gouvernement anglais à composer avec la bourgeoisie hindoue. L'Inde reçut de nouveau la promesse qu'elle serait autonome, à condition qu'elle consentit à aider l'Angleterre à mener la guerre. Comme l'autonomie signifiait la transmission partielle de l'administration du pays à la bourgeoisie hindoue, cette dernière se décida à soutenir activement l'Angleterre: elle cessa toute lutte politique et aida au gouvernement anglais à recruter des troupes dans l'Inde. Pour la récompenser de ses services, le gouvernement institua en 1916 un droit d'entrée de 3,2% sur les cotonnades. Cette mesure, destinée à protéger la principale industrie de l'Inde, représentait une concession économique si importante que la bourgeoisie industrielle consentit volontiers en revanche à aider le gouvernement anglais à réaliser un emprunt de cent millions de livres sterling. Grâce à ce droit d'entrée, le capital anonyme engagé dans les entreprises textiles monta du coup à 24.500.000 livres sterling en 1917, et le nombre des fabriques atteignit 276.

En 1917, l'Inde était en mesure de produire tout le fil et la moitié des autres marchandises nécessaires à son industrie textile; en d'autres termes, à cette époque, la production de l'Inde représentait 94,6% des importations, tandis qu'avant la guerre elle ne dépassait pas 42%. En 1917, l'Inde fabriqua 1.614.126.458 yards de cotonnades pour la somme de 18 millions de livres sterling.

Les données suivantes permettront de juger de la situation économique et industrielle de l'Inde. En 1917, le réseau ferroviaire avait une étendue de 65.000 kilomètres et appartenait presque exclusivement au capital anglais. Dans ce chiffre ne rentraient pas les chemins de fer à voie étroite ou d'intérêt local appartenant pour la plupart au capital indigène. Le nombre des ouvriers employés dans les chemins de fer ou dans les ateliers de réparation du matériel roulant, était d'un million et demi. On comptait 9.000 entreprises industrielles occupant deux millions d'ouvriers. De ces entreprises, 5.000 étaient action-

nées par la vapeur ou l'électricité. Le nombre des plantations de thé et de café où travaillaient 900.000 ouvriers s'élevait à 1800. L'extraction du charbon, du naphlé, du manganèse, du mica, du fer et de l'or était des plus intenses. Les ports également avaient une activité considérable: ils occupaient jusqu'à un million d'ouvriers.

L'industrie du jute s'était considérablement développée. Le capital indigène, engagé dans cette branche de l'industrie, avait augmenté depuis 1914 de 311%. Le nombre des fabriques de lainages et des papeteries s'était considérablement accru.

L'extraction houillère se montait en 1917 à 18.200.000 tonnes et les besoins de la consommation, à 17.809.000 tonnes. Comparativement à l'année 1913, la production avait augmenté de 2 millions de tonnes. L'industrie hindoue consommait 9 millions de tonnes de charbon. Signalons, pour permettre la comparaison, que l'industrie japonaise (non compris la marine marchande) réclamait en 1917 10.326.000 tonnes de charbon. L'extraction du naphlé avait augmenté également dans des proportions considérables.

En même temps que l'industrie, le commerce de l'Inde s'est notablement développé. Les commerçants hindous prennent, les derniers temps, une part de plus en plus grande au commerce extérieur. Ils ont déjà commencé à concurrencer les autres nations dans les Indes Néerlandaises, dans la presqu'île de Malacca, en Afrique Orientale, en Afghanistan et, jusqu'à un certain point, en Chine. Ils fournissent ces marchés surtout de cotonnades et de matières premières. L'exportation des articles manufacturés de l'Inde croît, mais celle des matières brutes, et en particulier du coton, diminue.

La bourgeoisie hindoue n'a pas manqué de profiter des conditions favorables créées par la guerre et la nouvelle politique économique. On pourra s'en convaincre par le tableau suivant qui montre la diminution proportionnelle du capital hindou placé en fonds d'Etat et la croissance du capital engagé dans les entreprises industrielles.

	1914	1917	1918	1919	1920
Fonds d'Etat . . . . .	106	70	67	74	62
Banques . . . . .	100	105	112	116	137
Emprunts municipaux . . . . .	100	89	84	84	81
Fabriques de jute . . . . .	100	311	467	383	563
Fabriques de cotonnades . . . . .	100	132	162	167	386
Fabriques de lainages . . . . .	100	106	125	125	187
Extraction houillère . . . . .	100	136	134	157	149
Plantations de thé . . . . .	100	137	125	125	136
Meunerie . . . . .	100	137	206	238	406
Fer et acier . . . . .	100	332	295	264	207

La modification de la politique économique du gouvernement anglais s'était exprimée également par la création, en 1916, d'une Commission Industrielle hindoue chargée de rechercher les moyens les plus propres à contribuer au développement industriel du pays. Cette commission se composait de dix membres, dont quatre étaient des Hindous: un des leaders de droite du Congrès

National Hindou et trois riches industriels. La Commission avait été chargée de rechercher les possibilités de développement industriel de l'Inde et de donner son avis sur les questions suivantes:

a) Y a-t-il de nouvelles sources de placement avantageux du capital hindou dans le commerce et dans l'industrie du pays?

b) Le gouvernement peut-il, et si oui, dans quelle mesure peut-il venir en aide au développement industriel du pays: 1) par l'institution des conseils techniques; 2) par la création d'entreprises modèles destinées à démontrer la possibilité d'organiser, sur des bases commerciales, un certain nombre de nouvelles branches de l'industrie; 3) par le subventionnement direct des entreprises industrielles; 4) par des moyens quelconques dont l'application ne serait pas incompatible avec la politique fiscale du gouvernement de l'Inde.

Après avoir terminé ses travaux, la Commission présenta en 1918 un rapport imprimé. Voici, dans les grands traits, le contenu de ce rapport.

1) Le gouvernement doit à l'avenir participer activement au développement industriel du pays. 2) L'Inde produit toute la matière brute dont elle a besoin, mais elle n'est pas en état de produire un grand nombre d'articles qui lui sont nécessaires, en temps de paix comme en temps de guerre. C'est pourquoi, il importe au plus haut point que le gouvernement aide à créer dans l'Inde les branches de l'industrie dont l'absence ferait courir un sérieux danger au pays en cas de guerre. 3) Il est indispensable d'introduire de nouvelles méthodes dans la technique agricole, afin que la main-d'œuvre inutilement gaspillée jusqu'à présent soit utilisée pour les besoins de l'industrie manufacturière. 4) Il convient d'établir l'obligation de l'instruction publique; mais il serait injuste de faire supporter à l'industrie tout le poids des dépenses résultant de l'adoption de cette mesure dont la réalisation incombe entièrement au gouvernement. 5) L'instruction technique spéciale devra être répandue le plus possible. 6) Le gouvernement devra renoncer à la politique de non-intervention dans la vie économique qu'il a menée jusqu'à présent. Des banques industrielles devront être fondées et, si besoin en est, financées par le gouvernement. 7) Comme, d'une part, il est nécessaire de consolider la situation économique du pays et que, d'autre part, il est évident que la population elle-même ne peut le faire sans l'appui du gouvernement, ce dernier doit adopter résolument le principe de l'intervention dans les affaires industrielles du pays.

Le désir du gouvernement anglais de conclure la paix avec la bourgeoisie hindoue trouva également son expression politique dans le projet de loi Montagu-Chemsford. Profitant de la conjoncture extrêmement favorable, créée par la guerre, la classe capitaliste hindoue était devenue économiquement si forte que le gouvernement anglais ne pouvait pas ne pas compter avec elle.

Si, après la guerre, le gouvernement avait repris son ancienne politique d'étouffement du développement économique du pays, la bourgeoisie hindoue, qui durant la guerre s'était, po-

litiquement et au point de vue de l'organisation, considérablement fortifiée, n'aurait pas hésité à prendre la direction du mouvement révolutionnaire dont les progrès devenaient de plus en plus menaçants. Le seul moyen de conjurer cette catastrophe était de donner une autre issue aux tendances politiques de la bourgeoisie. La guerre était terminée. La bourgeoisie hindoue, qui avait toujours été fidèle au gouvernement, attendait l'accomplissement de la promesse deux fois donnée de l'autonomie. Le gouvernement se hâta d'adopter la réforme Montagu-Chemsford, qui pouvait se résumer ainsi: 1) Il était procédé à des modifications dans le contrôle du Parlement britannique sur le gouvernement de l'Inde, contrôle qui s'effectuait par l'intermédiaire du secrétaire d'Etat pour les affaires de l'Inde. 2) Le nombre des membres hindous du Comité Exécutif près le vice-roi de l'Inde était augmenté. 3) Deux chambres législatives étaient créées. Le nombre des membres hindous était augmenté, ainsi que la proportion des membres élus par rapport aux membres nommés. 4) Un nouveau cens était établi, qui conférait les droits électoraux à la majorité des classes possédantes. 5) Le pouvoir législatif effectif, qui jusqu'alors appartenait au Comité Exécutif, était partiellement transféré aux chambres législatives. 6) Aux gouverneurs provinciaux étaient adjoins des hommes politiques hindous, qui devaient être recrutés dans les milieux des représentants du nationalisme modéré. 7) Les assemblées législatives provinciales avaient leurs effectifs augmentés et leurs pouvoirs élargis. 8) Les fiers des hauts postes dans l'administration civile étaient concédés à la population indigène. 9) L'accès aux fonctions étatiques était facilité par des examens que les indigènes pouvaient passer à leur gré, soit dans l'Inde soit en Angleterre. 10) Les fonctionnaires anglais et hindous recevaient à égalité de grade des appointements identiques. 11) L'administration municipale était, pour une part considérable, transmise à la bourgeoisie locale.

La partie la plus importante de cette réforme qui, d'après beaucoup de gens, marque pour l'Inde une ère nouvelle, est représentée par les concessions économiques faites au capital hindou. Nous citerons ici un passage du texte de cette réforme, afin de montrer aux lecteurs l'essence de ces concessions.

«Le développement industriel de l'Inde étant des plus désirables, le gouvernement partage entièrement le désir qu'ont les représentants de l'industrie hindoue d'assurer au pays les avantages économiques qui doivent résulter pour lui de la manipulation sur place des matières brutes. Les théories anglaises sur la non-intervention de l'Etat dans le domaine économique sont inapplicables dans l'Inde. Nous croyons que si les ressources du pays doivent être développées, le gouvernement doit contribuer à ce développement... Nous ne sommes nullement étonnés qu'il subsiste encore parmi les partis avancés une certaine amertume de la politique antérieure du gouvernement. Le peuple conçoit l'impossibilité d'accomplir par ses propres forces son programme de développement industriel sans l'aide et sans la direction du gouvernement.... Et ainsi, une

nouvelle situation s'est créée. La prohibition des marchandises des pays ennemis a été favorablement accueillie dans l'Inde, à laquelle elle a permis de remplacer les marchandises étrangères par les produits de son industrie. Après la guerre, la nécessité du développement industriel doit se faire sentir encore plus fortement, car l'Inde ne veut pas devenir un entrepôt pour les marchandises étrangères et ne peut consentir à ce que son territoire soit le théâtre d'une concurrence acharnée entre les pays étrangers pour un marché dont dépend leur puissance politique. Certes, l'Inde est en droit d'exiger du gouvernement qu'il l'aide à devenir un pays industriel....

«Sous tous les rapports, une politique économique progressiste est nécessaire non seulement pour donner à l'Inde la stabilité économique, mais aussi pour satisfaire les tendances de sa population, laquelle désire que l'Inde devienne un pays avancé au point de vue industriel, pour élargir le champ d'activité de la jeunesse hindoue, qui n'a actuellement accès qu'aux fonctions étatiques et à quelques professions déjà très encombrées, et pour permettre à l'argent resté jusqu'à présent sans emploi d'être utilisé pour le bien du pays.... Les intérêts de l'Empire exigent également que les ressources de l'Inde soient développées le plus possible. Nous ne pouvons déterminer dans quelle mesure le développement industriel de l'Inde augmentera la puissance de l'Empire britannique. Les représentants des différentes branches de l'industrie sont portés à croire que toute nouvelle fabrique leur enlève une source de profit; mais chaque accroissement de richesses augmente le pouvoir d'achat du pays tout entier. La guerre a montré d'une façon éclatante combien le développement économique de l'Etat était important au point de vue militaire... Actuellement la production du matériel de guerre est si étroitement liée à l'état de l'industrie que le développement des richesses naturelles de l'Inde est une nécessité militaire... Ces considérations ne sont certes pas étrangères aux représentants des partis politiques hindous qui désirent évidemment que l'Inde soit en état de satisfaire elle-même à ses besoins militaires... Le gouvernement a conscience de sa responsabilité dans la question du développement économique de l'Inde.... Le gouvernement est persuadé que la création de conditions favorables fera surgir immédiatement les capitaux nécessaires. A cet effet des facilités devront être accordées pour la fondation des banques et l'obtention du crédit... Tous, tant que nous sommes, nous désirons que le capital et le travail hindous soient utilisés pour le bien du pays tout entier, et ce désir est, à notre avis, le meilleur des présages.»

Nous avons donné cette longue citation parce qu'elle contient les raisons qui ont poussé la classe capitaliste anglaise non seulement à reconnaître comme un facteur économique extrêmement important la bourgeoisie hindoue, mais à aider au développement économique de cette dernière en la faisant participer à l'exploitation du pays. En modifiant sa politique le gouvernement britannique avait pour but de détacher du mouvement national hindou la bourgeoisie, à la-

quelle il montrait qu'elle pouvait avoir, même sous la domination anglaise, un large champ d'activité. D'autre part, ce qui importait surtout à la bourgeoisie hindoue, c'était la consolidation de sa situation économique; quant à la lutte politique, elle n'était qu'un moyen pour arriver à cette consolidation. La nouvelle politique du gouvernement assura définitivement à la bourgeoisie ses conquêtes de la guerre; aussi l'année 1918 marque-t-elle le début de la prospérité de l'industrie hindoue.

Ce qui contribua en outre au développement de l'industrie, ce fut l'afflux des capitaux rendus disponibles par la fermeture des maisons allemandes et autrichiennes qui, par leurs intermédiaires hindous, importaient en abondance leurs articles manufacturés dans le pays et en exportaient une grande quantité de matières brutes. En 1918, le capital austro-allemand engagé dans les entreprises commerciales hindoues ne se montait plus qu'au huitième de ce qu'il était avant la guerre.

Le développement de l'industrie indigène a amené des modifications progressives dans le caractère du commerce extérieur. L'importation des machines a augmenté, tandis que celle des produits colonniers et textiles a diminué. Quant à l'exportation des matières brutes, elle a fortement baissé. D'après les données officielles, le commerce extérieur de l'Inde a sextuplé depuis 1900; l'importation des machines et du pétrole surtout s'est accrue dans des proportions considérables. Le rapport sur le commerce extérieur de l'Inde déclare entre autres: «Pour augmenter le pouvoir d'achat de l'Inde il est nécessaire de développer son industrie. Les articles manufacturés et les matières premières ont plus de valeur que les matières brutes. Aussi, durant les dernières années, a-t-on observé une tendance marquée à l'exportation des produits de l'industrie. Le jute s'exporte maintenant sous forme d'articles manufacturés. Les graines oléagineuses sont travaillées sur place et fournissent des huiles pour l'exportation. Et ainsi l'Inde a acquis la possibilité d'importer en plus grande quantité les machines et les autres objets dont elle a besoin pour son développement industriel.»

L'enrichissement de la bourgeoisie hindoue, pendant et après la guerre, ne s'est pas effectué au détriment du capital anglais. Dans un prochain article nous verrons que cet enrichissement a eu pour résultat l'appauvrissement des grandes masses de la population. Quoi qu'il en soit, la bourgeoisie hindoue représente actuellement une force considérable.

Le gouvernement l'a bien compris. C'est pourquoi, devant la menace du mouvement révolutionnaire il cherche à attirer à lui la couche de la population qui lui est le plus proche par ses intérêts de classe et consent maintenant à laisser la bourgeoisie hindoue participer à l'administration et à l'exploitation du pays; mais les appétits des capitalistes hindous, qui ont déjà en main les trois quarts de toutes les entreprises et une part considérable du commerce, sont loin d'être satisfaits.

Les concessions accordées par le gouvernement à la bourgeoisie hindoue ne font qu'accroître les exigences de celle dernière qui comprend parfaitement qu'il lui faut composer avec le capital anglais, mais qui n'attend que le moment où elle pourra entreprendre la lutte pour le monopole de l'exploitation de l'Inde. Cette bourgeoisie comprend également qu'elle ne pourra renverser l'impérialisme britannique sans l'aide des masses. Pour se gagner la faveur des ouvriers, que leur appauvrissement et la concentration des richesses entre les mains de leurs exploités révolutionnent de plus en plus, la bourgeoisie hindoue a largement ouvert aux masses l'accès au Congrès National Hindou, mais en même temps, en proclamant le boycottage des produits anglais, elle a montré clairement son désir de s'enrichir au détriment du peuple. Nombre de facteurs objectifs poussent la bourgeoisie ainsi que les masses hindoues à la révolution, mais ces deux parties de la population de l'Inde ont des intérêts de classes diamétralement opposés, et l'abîme qui les sépare, s'élargit et continuera de s'élargir au fur et à mesure du développement de l'industrie hindoue. Chacune de ces deux forces grandit et s'unifie parallèlement à l'autre: les masses, grâce à la croissance des syndicats et au mouvement paysan; la bourgeoisie, par l'intermédiaire de son organe politique, le Congrès National. Le fait que le Congrès National Hindou, sous la présidence de Ghandi, a pu, dans l'espace de trois mois, rassembler jusqu'à 10 millions de roupies pour le fonds national, démontre la solidarité croissante de la bourgeoisie hindoue. La Ligue Musulmane fondée en 1912 avec le concours du gouvernement, qui espérait faire de l'aristocratie terrienne et des capitalistes musulmans un groupe d'opposition politique au Congrès National (composé presque exclusivement d'Hindous et où les intellectuels musulmans n'entrent que pour une faible part), a renoncé à son but primitif et s'est associée au mouvement national de la bourgeoisie hindoue. Actuellement cette dernière représente une classe sociale fortement cimentée économiquement et politiquement et pleinement consciente de sa mission historique. Elle sera certainement à l'avant-garde du mouvement national qui renversera la domination étrangère. Mais, plus elle aura conscience d'elle-même en tant que classe, plus il lui sera difficile de tromper les masses. Plus le pays progressera au point de vue économique, et plus l'antagonisme des classes s'accroîtra. Le renversement de la domination anglaise dans l'Inde sera incontestablement obtenu par les efforts combinés de la bourgeoisie et des masses, mais quelle forme revêtira leur alliance, nous ne le savons pas encore avec certitude. Il ne nous sera possible de résoudre dans une certaine mesure cette question, que lorsque nous aurons mis en lumière la situation des masses et mesuré tout l'abîme qui sépare ces deux facteurs révolutionnaires: la bourgeoisie et le prolétariat hindous.

*Manabendra Nat ROI.*



N.

## LE MOUVEMENT DE LA NON-COOPÉRATION DANS L'INDE

Depuis trois mois environ, il se produit dans l'Inde une formidable concentration de l'énergie nationale nettement dirigée contre l'administration britannique. Tous les groupes populaires, à l'exception des modérés, partisans du régime existant, ont adhéré au mouvement de la *non-coopération*, qui a pour initiateur Gandhi et dont le but est d'obtenir, cette année même, le *svaraj* ou autonomie nationale. Les mouvements agrarien, prolétarien et national se sont solidarisés pour concentrer leurs forces sur un seul et même but: l'indépendance de l'Inde, dont le Conseil National Hindou; actuellement le directeur de la lutte contre l'administration anglaise, sera l'organe gouvernemental suprême.

L'union de ces éléments hétérogènes ne s'est pas accomplie en un jour. Il y a deux ans, le Congrès National était encore exclusivement le représentant politique des intellectuels bourgeois et des capitalistes. Mais le mécontentement croissant de toutes les classes de la population, mécontentement provoqué par la situation économique, pendant et après la guerre, ainsi que par la politique de répressions du gouvernement anglais, fit sentir la nécessité d'une direction capable de rallier contre la classe dirigeante, sous le drapeau national, tous les éléments mécontents. Il fallait un chef aux Hindous. Ils le trouvèrent dans Gandhi, surnommé par le peuple *Mahatma* ou «Grande Âme». Mais, pour répandre sa doctrine, Gandhi lui-même avait besoin d'une organisation. Il la trouva dans le Congrès National Hindou. Mais celui-ci avait alors un caractère de classe bien marqué. Pour le supprimer et faire du Congrès le représentant véritable des aspirations nationales des Hindous de toutes les classes, Gandhi invita 4.000 délégués paysans à la session de 1918. Ce fut la première fois que les masses populaires furent admises dans cette organisation, auparavant porte-parole aléatoire de la partie cultivée de la société hindoue, et lui témoignèrent un certain intérêt.

A partir de ce moment, c'est la concentration rapide des forces nationales dirigées vers un but unique. Au début, aucun des groupes populaires ne se rendait exactement compte de la direction de ce mouvement, non plus que de la tactique à suivre. Mais maintenant, instruits par les fautes et l'expérience des dernières années, ils ont une idée claire du but et des moyens dont dispose le peuple pour l'atteindre. Au premier abord, Gandhi

apparaît comme un apôtre insensé de la paix et de la résignation. Mais, à pénétrer plus avant dans sa doctrine et dans sa tactique, l'on s'aperçoit bien vite qu'il a choisi, en parfaite connaissance de cause, la seule voie encore ouverte aux patriotes hindous sous le régime actuel de violence: la propagande contre toute collaboration avec le gouvernement anglais. Comme l'a dit lord Sydenham à la Chambre des Lords, en août dernier:

«Le mouvement dirigé par Gandhi est quelque chose de nouveau dans la vie de l'Inde. Gandhi a déjà fait périr à peu près autant d'Hindous que les plus terribles insurrections que nous ayons jamais eu à réprimer dans l'Inde. L'influence anglaise décroît. Le plan de Gandhi, qui consiste à rendre insupportable dans l'Inde la vie pour les Européens, est beaucoup plus dangereux qu'une insurrection armée que l'on peut toujours combattre à visage découvert et écraser. La civilisation et la dissolution des mœurs ne font qu'augmenter, et bientôt les masses elles-mêmes exigeront ce à quoi aspirent déjà maintenant les éléments extrémistes: l'abolition de la domination britannique.»

Cet aveu confirme indirectement la justesse du plan de campagne élaboré par Gandhi. Dans les circonstances actuelles, il ne peut être question d'une insurrection armée dans l'Inde. C'est pourquoi, il ne reste qu'à tenter d'unir par d'autres moyens la conscience nationale jusqu'à ce que sa force devienne irrésistible. Le dernier discours de Gandhi, à Lucknow, nous permet de nous faire une idée des intentions de ce dernier:

«Avant tout, nous devons mener notre travail dans une direction pratique. Il n'est pas en notre pouvoir de tirer le glaive, et ce n'est pas par le glaive que nous pouvons détruire cette cruelle royauté. Les pauvres, qui n'ont pas d'aéroplanes, se refusent à toute collaboration avec leurs ennemis, et c'est là le seul moyen dont ils puissent user sans provoquer des effusions de sang. Nos humiliations et notre colère non plus que les cris de: *Bande mataram* (Vive la patrie!) ne peuvent détruire cette royauté. Au moyen de la non-coopération nous pouvons être plus forts que le gouvernement et, lorsque nous aurons obtenu le *svaraj*, il n'y aura pas au monde une force capable de nous vaincre.»

Le programme de restauration nationale de Gandhi comprend 5 points, adoptés par le Congrès National Hindou, à sa dernière séance: 1) suppression de l'inviolabilité; 2) interdiction des liqueurs, alcooliques; 3) remplacement des vêtements étrangers par le costume hindou, manufacturé ou confectionné à la main, connu sous le nom de

*kadder*; 4) enregistrement de tous les membres du congrès; 5) constitution, dans l'espace de deux mois, d'un fonds national (*titak*) d'un million de livres sterling. La population hindoue a été invitée à remplir ce programme par ses propres forces jusqu'à l'ouverture de la prochaine session du Congrès National qui doit avoir lieu en décembre prochain. C'est dans le quotidien *Independent*, organe officiel du Congrès, paraissant à Allahabad, que l'on trouve la meilleure exposition des résultats généraux de la politique du Congrès. Dans l'article de tête du 10 août, nous lisons:

«Le gouvernement délient la plénitude du pouvoir, et nous devons nous efforcer de le mettre dans l'embarras et de le discréditer en nous refusant à coopérer avec lui et en persuadant tout le pays de la nécessité de ce mode d'action. Le Congrès se compose de plusieurs milliers de membres élus par les voix de 10 millions de citoyens: hommes et femmes. Néanmoins, le fait que 10 millions de citoyens figurent dans les listes du Congrès n'est pas encore, par lui-même une preuve de ce que tous ils ont suffisamment foi au Congrès ou sont assez patriotes pour se refuser complètement et définitivement à la coopération gouvernementale. Nous savons que la majorité du pays sympathise à ce refus, mais il est difficile de mesurer la force et la profondeur de ce sentiment. Il n'y a pas encore de pont jeté par-dessus l'abîme qui a toujours séparé et sépare encore les Hindous parlant anglais de la majorité de la population. Quoique le Congrès prononçât ses discours au nom du peuple, ses revendications n'étaient pas soutenues par ce dernier. Mais depuis les événements de Satnagri, le rapprochement s'est effectué rapidement. En 1919, personne ne savait jusqu'à quel point le peuple soutiendrait l'opposition des classes cultivées à la loi Rowlett. Dans une illumination soudaine, l'idée du *gatal* (grève nationale) est apparue à Gandhi comme le symbole et l'arme de la volonté populaire. Le prodigieux succès du *gatal* du 6 avril a renforcé l'autorité de Gandhi, autant qu'il a effrayé le gouvernement. De temps en temps, des tâches déterminées ont été confiées au peuple afin de voir dans quelle mesure il soutient la politique du Congrès. Dans les questions importantes comme dans les questions secondaires, celle dernière a eu pour but de mettre les militants du Congrès en contact étroit avec le peuple et d'éprouver l'influence véritable sur ce dernier des idées nationalistes. L'accomplissement du programme adopté par le Congrès à sa séance de Bezwad est la preuve manifeste que le pays accueille avec faveur la politique du Congrès. Ce programme comporte pour le peuple non seulement la renonciation volontaire à la coopération, mais l'application effective des principes de l'association, de l'entraide et de la soumission à une direction suprême. Le programme prévoit les conditions du temps où les membres du Congrès se seront, par leur travail dans les villes et dans les campagnes, gagné la confiance générale et jetteront le gant au gouvernement. Le Congrès n'est pas seulement l'arme de la révolution, il est encore l'instrument de l'édification progressive du régime futur.»

Ces paroles montrent que le Congrès cherche à se gagner peu à peu la confiance du peuple, à s'assurer l'appui de ce dernier avant de se risquer à lancer le pays vers ce qu'il appelle lui-même ouvertement la prochaine action de son programme: le refus général de l'accomplissement des devoirs civiques et le payement de l'impôt. La création d'une organisation nationale centrale, que la majorité de la population, sans distinction de castes, de croyances et de langues, reconnaît comme le pouvoir auquel elle doit se soumettre malgré l'opposition de l'appareil gouvernemental, est déjà par elle-même une conquête importante.

L'organisation du Congrès s'étend à tous les bourgs et villages de l'Inde. Des organisateurs et des propagandistes, volontaires et appointés, inondent le pays où ils prêchent la solidarité nationale et la résistance au joug anglais par des moyens pacifiques, comme les grèves et les *gatal*s, et travaillent à se rallier les musulmans hindous en identifiant les tendances musulmanes à l'unité du califat avec la revendication de l'indépendance de l'Inde. La propagande de la non-résistance endormit au début la défiance des milieux officiels, dont le plus grand souci était d'empêcher toute tentative d'organisation révolutionnaire; elle fit son œuvre, et bientôt le mouvement prit une telle extension et poussa des racines si profondes dans le pays, qu'il ne put être question de le détruire. Les Hindous sont prêts à supporter toutes les persécutions pour atteindre leur but. Voici en quels termes Gandhi invite le peuple au sacrifice:

«Nous devons considérer l'arrestation et l'emprisonnement comme les conditions normales de la vie du partisan de la non-coopération. Nous devons les rechercher comme le soldat qui va au combat recherche la mort. Notre triomphe consiste précisément en ce que des milliers de gens complètement innocents sont jetés dans les cachots et offerts en holocauste. Moins nous sommes coupables, plus notre force est grande et la victoire proche. L'inobéissance civile complète est une insurrection pacifique, un refus d'accomplir toutes les lois sans exception édictées par le gouvernement. Elle est incontestablement plus dangereuse qu'une insurrection armée. Je suis profondément convaincu que si nous parvenons à réaliser le boycottage des vêtements étrangers, nous pourrions manifester l'inobéissance civile dans des proportions telles qu'il sera impossible à aucun gouvernement d'en avoir raison.»

Le boycottage des vêtements étrangers est l'épreuve préliminaire de la solidarité nationale qui doit précéder le dernier stade de la lutte nationale, que Gandhi appelle «l'inobéissance civile» et qui comporte en outre le refus de payer les impôts, refus devant inévitablement amener une rupture ouverte avec le gouvernement. Nous verrons si ce boycottage aura plus de succès que la tentative antérieure de se refuser, par l'abandon des charges officielles et des écoles gouvernementales, à la coopération. En tout cas, le peuple fait preuve d'un vif enthousiasme. Toutes les villes, grandes et petites, sont remplies de commissions du Congrès dont la tâche est de faire appliquer le boycottage et de détruire les vêtements étrangers. Dans tous les grands centres, des bûchers immenses sont dressés, autour desquels des milliers de gens se rassemblent pour y brûler leurs habits étrangers et jurer de ne porter désormais que le *kadder*, confectionné dans les ateliers du pays avec des tissus hindous. Les grandes maisons commerciales hindoues s'engagent à ne pas importer de marchandises étrangères; les fabricants hindous sont invités à ne pas spéculer sur l'enthousiasme du peuple pour hausser leurs prix. Nous n'avons pas ici l'intention d'étudier dans quelle mesure peut se justifier, au point de vue économique, ce boycottage qui est fondé sur le sentiment et pour le succès duquel luttent de nombreux facteurs. Ce que nous voulons, c'est montrer qu'il existe incontestable-

ment dans l'Inde un sentiment puissant de solidarité nationale, un enthousiasme profond et un désir nettement caractérisé d'en finir avec le régime gouvernemental existant; tous présages d'une lutte imminente. D'après *l'Independent* du 9 août, la signification du boycottage des marchandises étrangères est négative et provisoire; celle du *swadechi* (vêtement national hindou), positive et permanente. L'association de l'idée politique du *swarai* (autonomie) avec celle de la liberté économique (satisfaction de tous les besoins du pays au moyen de l'industrie nationale), c'est-à-dire la liaison de la politique et de l'économie, ne se détachent pas nettement dans le mouvement hindou; il est même difficile de les remarquer sans une certaine préparation intellectuelle.

«Si l'Inde, dit Gandhi, d'une façon ou d'une autre, cesse de donner des profits à l'Angleterre, le pouvoir anglais faiblira peu à peu et, en fin de compte, disparaîtra. L'Angleterre n'aura plus intérêt à tenir entre ses mains un pays au moyen d'une politique en opposition avec la volonté du peuple. Si l'Angleterre trouve que l'Empire indien ne lui donne pas de profit, elle laissera les Hindous aller leur chemin. Le boycottage actuel est une mesure permanente, destinée à déjouer toutes les tentatives des autres pays, et en particulier de l'Angleterre, de s'implanter dans l'Inde et de s'emparer du marché de cette dernière.»

Comme on le voit, Gandhi dans son plan es-compte que, par suite du refus des Hindous d'acheter des vêtements étrangers, l'importation en cessera et que le peuple portera des vêtements exclusivement fabriqués dans le pays. Les mois prochains nous montreront si le peuple applique ce boycottage. Ce plan a en partie un but économique: celui d'encourager l'industrie hindoue et de porter un coup au commerce anglais, mais il en a aussi un autre: celui de déterminer jusqu'à quel point le peuple hindou est prêt à soutenir les résolutions du Congrès, c'est-à-dire de faire l'épreuve de la force de la solidarité nationale. D'après les nationalistes, «le boycottage des vêtements étrangers est un nouveau critérium, et sa réalisation montrera que la nation soutient fermement le Congrès et que, dans tout le pays, l'influence des membres du Congrès est si grande que ce dernier sera fondé à appeler les masses à l'obéissance civique et au refus de payer les impôts. On peut être sûr que le Congrès qui aura su accomplir une révolution dans les coutumes sociales et économiques saura, à n'importe quel moment, faire la révolution politique.»

Et ainsi, quoi qu'on puisse penser de l'impossibilité économique de confectionner à la main la quantité énorme de vêtements importés autrefois dans le pays pour la population hindoue, on ne saurait nier que l'appel de Gandhi: «Revenons à la quenouille» ait un but pratique immédiat. Actuellement les fabriques hindoues ne peuvent préparer que la moitié de la quantité des vêtements nécessaires au pays. De même que la propagande en faveur de la *non-résistance*, abstraction faite de son côté idéologique, a eu l'utilité de débayer la voie à la propagande nationaliste, qui autrement eût été impossible par suite des répressions du gouvernement, de même l'idée directrice essentielle du boycottage a un caractère double: d'une part,

elle encourage l'industrie locale par la prohibition des marchandises étrangères; de l'autre, elle fait appliquer les idées nationalistes par les masses, en imposant à ces dernières une tâche pratique dont l'accomplissement cimentera encore davantage les différentes couches du peuple et sera pour elles une préparation aux actions futures.

Au moment où nous écrivons ces lignes, le prince de Galles se trouve dans l'Inde. Conformément à la résolution adoptée à la dernière séance du Congrès, sa visite a été boycottée par les nationalistes hindous de toutes les classes, à l'exception des modérés. A son arrivée à Bombay, à la fin d'octobre, il a été accueilli par la grève générale des ouvriers du port, et aucun Hindou n'a participé aux fêtes organisées en son honneur. La raison de cette attitude est que la visite du prince de Galles cache un but politique: celui de «restaurer le prestige que le gouvernement a perdu et que le Congrès s'est engagé à détruire définitivement.» Ce boycottage national, il est évident, n'a de valeur véritable que comme pierre de touche des sentiments de la nation tout entière envers la direction du Congrès.

Dans la question épineuse de l'unité indo-musulmane, nous voyons que le Congrès, tout en ayant un but bien défini, adopte une tactique à peu près irréalisable. Quel avantage peut bien avoir une nation, dont l'immense majorité est composée d'Hindous, à soutenir ouvertement le mouvement musulman en faveur du califat qui, comme le dit un Anglais, «a autant de rapports avec le nationalisme hindou que le mouvement des sinnerfeiners irlandais avec le grand lama du Thibet?» Jusqu'à l'heure actuelle, la politique anglaise, dont le principe fondamental était: *Divide et impera*, avait soigneusement entretenu la division entre musulmans et Hindous. Des privilèges spéciaux avaient été accordés aux mahométans, et les discordes religieuses entre les deux parties de la population avaient été systématiquement attisées par les agents gouvernementaux. Maintenant, Hindous et musulmans se sont coalisés contre le gouvernement et, quoique cette coalition se soit effectuée sur des principes absurdes, sentimentaux: le soutien par les Hindous du mouvement en faveur du califat, à la condition du soutien par les musulmans du programme nationaliste, elle a eu pour résultat l'union véritable des dirigeants. Le Comité Hindou du Califat s'est soumis à la direction du Congrès National Hindou et a obligé ses membres à se conformer aux décisions de cette organisation. Des chefs éminents du mouvement musulman, comme les deux frères Ali, ont adhéré au mouvement dirigé par le Congrès et suivent fidèlement les indications du *Mahatma* Gandhi. La tâche de ce dernier consiste à amener les musulmans à se considérer avant tout comme des habitants de l'Inde et à mener la lutte pour le califat sur le terrain national. Voici textuellement ce qu'il dit:

«Les musulmans ne peuvent tolérer les outrages infligés au califat, mais la voie la plus courte, la plus directe pour servir le califat est encore le *swadechi*. Par ce moyen, nous rendons l'Inde puissante, et le renforcement de l'Inde, c'est l'augmentation des forces destinées à la défense du califat.»

Dans le discours qu'il a prononcé en présence de Gandhi à un grand meeting à Lucknow, Mahomet Ali a déclaré que «les musulmans hindous ont choisi la voie du refus passif de toute collaboration avec le gouvernement, persuadés que par ce moyen, mieux que par aucun autre, ils serviront les intérêts de leur pays et de leur foi».

Toutes les assemblées des Comités Central et régionaux du califat ont adopté à l'unanimité les résolutions du Congrès sur le refus de la coopération, la non-résistance, le boycottage des marchandises étrangères, le port du costume national et l'obtention du *svaraï*. Dans différentes régions, où les répressions sont particulièrement rigoureuses, les mahométans demandent au Congrès, le reconnaissant ainsi comme leur chef, la permission d'appliquer le système de l'obéissance civique. Des résolutions contre l'abatage du bétail et les sacrifices d'animaux, pendant les fêtes religieuses musulmanes, ont été adoptées dans différentes parties de l'Inde, afin de donner satisfaction au sentiment religieux des Hindous. Musulmans et Hindous rivalisent d'ardeur et d'énergie dans leur campagne antigouvernementale. Dans un récent discours, prononcé immédiatement avant son arrestation, Sadkat Ali a déclaré que les Hindous et les musulmans devaient faire bloc pour assurer le succès de la campagne en faveur de la non-coopération.

«Nous offrons au gouvernement, a-t-il dit, la possibilité de conclure la paix avec nous et de se rencontrer avec notre chef, à la fin de septembre. En octobre, la réconciliation serait des plus difficiles, mais si elle ne s'effectue pas, Dieu aidant, en décembre, nous proclamerons notre indépendance.»

Le succès le plus extraordinaire du Congrès dans sa campagne fut l'organisation d'une collecte d'un million de livres sterling, collecte qui dura deux mois et dont le produit versé au Fonds National doit être affecté à la propagande nationaliste et à l'achat de 10 millions de quenouilles, afin d'encourager la production nationale des vêtements. Dans la campagne énergique qu'ils organisèrent dans l'Inde tout entière, les dirigeants du Congrès invitèrent toutes les classes de la population à prendre part à la souscription. Dans toutes les villes, il se forma des sous-commissions, et il n'y eut pas un village qui n'apportât son obole. Les femmes hindoues, qui depuis quelques années déjà se mêlent de plus en plus à la vie publique, participèrent avec enthousiasme à cette campagne et offrirent leurs bijoux, leurs riches habits et leurs trousseaux. Des sommes considérables furent recueillies aux meetings convoqués dans toutes les parties de l'Inde et, le soir du jour fixé, juste deux mois après l'ouverture de la souscription, le Congrès put annoncer que cette partie de son programme avait été brillamment remplie: le trésor national disposait d'un million de livres sterling, données par les Hindous de toutes les castes et croyances pour l'œuvre de l'indépendance nationale.

L'enregistrement des membres du Congrès s'est effectué avec un égal succès: 10 millions d'hommes se sont fait inscrire et se sont engagés à soutenir toutes les mesures prises par le Congrès. Pour la coordination, la centralisation ulté-

rieure des actions, il a été procédé à l'élection d'un Comité Exécutif. Ce Comité, composé de 7 membres, Hindous et musulmans, comprend les personnalités les plus éminentes du mouvement national hindou. Il est investi de la plénitude du pouvoir jusqu'à la prochaine session du Congrès, qui doit se tenir en décembre prochain. De l'assentiment général, Gandhi continue de jouer le principal rôle dans ce Comité Exécutif, de sorte que le camp adverse des modérés commence à crier à la dictature de Gandhi. Au sujet de cette dictature, M. Stoks, missionnaire américain, adhérant au mouvement hindou de la non-coopération, déclare:

«La bureaucratie et le nationalisme sont aux prises et vont mesurer leurs forces dans une lutte décisive. Les mois prochains seront les plus critiques. Nos adversaires agiront et parleront comme un seul homme. C'est là qu'a toujours été et qu'est encore leur force, tandis que notre faiblesse a toujours été le résultat de nos désaccords. Nous n'avons pas d'autre moyen d'assurer l'union, dans les circonstances actuelles, que de nous rallier autour de Gandhi. Sa personnalité et la force qui émane de lui sont en ce moment notre principal refuge, notre trésor le plus précieux.»

Pourtant Gandhi, malgré toute son autorité personnelle, n'est pas le seul facteur du mouvement actuel. Das a été élu, à une grande majorité, président de la session suivante du Congrès; sa force et sa popularité sont égales à celles de Gandhi. Mais ce sont les deux frères Ali et Lappal Rai qui jouissent de l'autorité la plus considérable. Avec une étonnante rapidité, de nouveaux chefs ont surgi sur l'arène de la vie sociale hindoue. Ce sont des jeunes, sortis des éléments progressistes de la classe moyenne que l'esprit révolutionnaire croissant des masses pousse sans trêve à gauche.

Le mouvement actuel dirigé par le Congrès n'a pas une compréhension scientifique des différentes forces sociales avec lesquelles il a affaire: c'est là son grand défaut. Ce défaut se manifeste dans la tactique adoptée par les chefs à l'égard des deux facteurs les plus importants de la vie actuelle hindoue: le prolétariat urbain et la paysannerie mécontente, qui, durant les quatre dernières années, ont cherché par tous les moyens à remédier à leur pénible situation. Le mouvement professionnel, de formation récente, a été complètement négligé par les chefs nationalistes, qui l'ont laissé tomber entre les mains des dirigeants syndicaux réactionnaires anglais et des agents à la solde du gouvernement. Pourtant, malgré leur dédain pour l'organisation du mouvement professionnel hindou, les nationalistes ne se sont pas fait faute d'exploiter le mouvement gréviste des ouvriers des villes dans les intérêts de leur cause. Ils ont envoyé leurs agitateurs dans les fabriques et obligé les ouvriers à déclarer des grèves politiques dans des circonstances telles qu'elles devaient fatalement amener l'échec de ces grèves et le massacre des travailleurs. Telle fut la récente grève des cheminots et des marins à Chanpou, grève déclanchée par les nationalistes en réponse au refus des compagnies de chemins de fer et de navigation de transporter gratuitement les coolies qui s'étaient enfilés des plantations de thé de

l'Assam. Comme toujours en pareil cas, le gouvernement ne tarda pas à intervenir. Il prit le parti des compagnies et expédia sur les lieux des détachements de policiers armés pour «maintenir l'ordre» et réprimer la grève en forçant les ouvriers à regagner les plantations. Le cas des coolies revenus de l'Assam offre un exemple typique de l'agitation irraisonnée des nationalistes parmi la masse inculte des manœuvres. Les partisans de la non-coopération les engagèrent à abandonner le travail pénible, mal payé et malsain qu'ils effectuaient dans les plantations de thé et à retourner dans leurs villages nataux. Les travailleurs se mirent à déserter en masse les plantations. Epouvantés, les propriétaires demandèrent aux compagnies de navigation de refuser de transporter les coolies qui, une fois descendus du train, se trouvaient, à l'embarcadère, abandonnés, sans ressources, condamnés à périr de froid et de faim. Le choléra fit son apparition et emporta plusieurs centaines d'hommes. A l'instigation des planteurs, le gouvernement envoya un détachement de police pour expulser les malheureux coolies d'un abri temporaire qu'ils avaient trouvé à la station, dans les locaux de la troisième classe. L'organisation des partisans de la non-coopération dut faire diligence pour réparer le tort grave causé par ses membres aux coolies, auxquels elle fit parvenir des médicaments, des vivres et quelque argent, rassemblé en leur faveur. C'est alors qu'eut lieu la grève susmentionnée des cheminots et des marins, grève qui échoua également. Comme on le voit, les nationalistes, en utilisant les organisations ouvrières dans l'intérêt de leur cause, emploient une tactique des plus déraisonnables. Après une série de grèves malheureuses et de répressions de toutes sortes contre les ouvriers qui s'étaient jetés prématurément dans la lutte politique, le mouvement gréviste hindou a quelque peu faibli. Les ouvriers ont cessé toute activité politique et ne cherchent plus qu'à s'organiser et à améliorer leur situation économique au moyen des cours d'arbitrage. Dans une des récentes déclarations sur la politique gouvernementale dans la question ouvrière, déclaration émanant d'un des conseils législatifs provinciaux, il est dit: «Dans toutes les grèves industrielles, la politique du gouvernement tend à soutenir la loi et l'ordre et à favoriser la conclusion d'accords amiables, lorsque faire se peut. Des retenues sont effectuées sur le salaire des ouvriers de l'industrie, et des tableaux indiquant le coût de la vie sont publiés. Dans toutes les provinces, il se forme tout un réseau de bureaux ouvriers. Les données statistiques montreront, dans tous les litiges, si les ouvriers reçoivent un salaire normal et si ce salaire est plus ou moins élevé que le coût de la vie de la classe de la société à laquelle ils appartiennent». Depuis quelque temps, le gouvernement a adopté la politique de l'intervention dans tous les différends entre le Capital et le Travail et force les grévistes à entrer en accord avec les patrons. Le gouvernement a promulgué une série de lois contre les ouvriers, en cas d'émeute. Pour comprimer l'esprit belliqueux des ouvriers, si caractéristique du mouvement professionnel hindou à ses débuts,

le gouvernement a usé abondamment des répressions. Récemment, le secrétaire général du syndicat des cheminots de la région du nord-ouest a demandé au gouvernement la permission pour les cheminots hindous d'envoyer des députés à la Conférence Ouvrière Internationale de Genève, où les ouvriers des autres branches de l'industrie étaient déjà représentés. Le Congrès National Syndical Hindou est affilié au Parti Ouvrier anglais.

La situation des ouvriers agricoles est assez analogue à celle du prolétariat industriel. Jusqu'à présent, les nationalistes n'ont prêté aucun appui à la lutte agraire qui se déroule dans toutes les parties de l'Inde, et le Congrès a constamment déconseillé aux cultivateurs de chercher à alléger leur situation par la force. Au cours de la récente insurrection de Kissan Sabkhaz, dans les Provinces Unies, laquelle fut si féroce réprimée par les troupes gouvernementales, les membres du Congrès se rendirent parmi les insurgés et s'efforcèrent d'empêcher les ouvriers agricoles, dont la fureur était extrême, de commettre des actes de violence, de piller les maisons et de brûler les récoltes des grands propriétaires. A cet effet, ils leur prêchèrent la soumission, la maîtrise de soi-même et promirent formellement d'organiser plus tard une campagne spéciale parmi les paysans pauvres et sans terre afin de leur obtenir l'exemption totale de l'impôt. L'insurrection de Kissan Sabkhaz obligea le gouvernement à présenter au conseil législatif, dans le but d'améliorer la situation des ouvriers agricoles, un projet d'amendement de la loi de 1886 sur l'affermage. Mais ce projet se heurta à une résistance acharnée de la part des *taloukdars* ou grands propriétaires. Presque tous les points en faveur des fermiers pauvres furent supprimés, et de nouveaux furent ajoutés qui renforçaient encore le pouvoir des propriétaires et leur donnaient, par exemple, le droit de refuser de louer leurs terres à toute personne dont les tendances politiques leur paraîtraient suspectes.

De même que l'insurrection de Kissan Sabkhaz, celle des *moplahs* sur la côte de Malabar, en août et en septembre derniers, fut également une protestation des ouvriers agricoles et des paysans pauvres, mal payés et accablés de travail, contre l'oppression des propriétaires fonciers. Les combats des *moplahs* avec les troupes gouvernementales continuent encore, mais au lieu d'entreprendre une action quelconque pour défendre ces malheureux que l'on massacre sans pitié, les chefs du Congrès se bornent à leur prêcher la soumission.

Ne voulant pas compromettre le succès de leur cause, en livrant prématurément bataille à la bureaucratie qui dispose d'un formidable appareil de répression, les nationalistes adhérant au mouvement dirigé par le Congrès considèrent évidemment que le moment n'est pas encore venu de déclarer ouvertement la guerre au gouvernement. L'idée simpliste de l'emprisonnement de toute la population, préconisée par Gandhi, leur apparaît comme le seul plan réalisable, tant que le peuple ne sera pas suffisamment uni et ne se sentira pas assez fort pour jeter le gant au gouvernement.

Pendant ce temps, ce dernier prend ses mesures pour écraser le mouvement qui s'étend de plus en plus par tout le pays. Les prisons regorgent de partisans de la non-coopération, arrêtés pour les motifs les plus futiles, ou même complètement innocents. Il suffit à un fonctionnaire de mettre la coiffure «Gandhi» ou le costume national (*kadler*) pour être immédiatement révoqué et même emprisonné. Les domiciles des nationalistes sont perquisitionnés, leurs journaux fermés, leurs réunions interdites, leurs orateurs déferés aux tribunaux et condamnés pour les moindres libertés de langage. Dans un récent discours, à une assemblée de *non-Bramines*, le gouverneur de la province de Bombay, sir George Lloyd, a déclaré: «La campagne de destruction menée dans la presse devient de jour en jour plus nuisible, plus violente, plus éhontée. Les meetings sont exploités de plus en plus fréquemment pour la propagande de l'insurrection ouverte. La voie du gouvernement est claire. Comprenez bien et n'oubliez pas que le principal devoir du gouvernement est de faire respecter la loi et de maintenir l'ordre et qu'il ne faillira pas à cette tâche. Le gouvernement ne remplirait pas son devoir s'il ne réfrénait la licence et n'empêchait le mépris pernicieux de la légalité de se développer et de plonger le pays dans le chaos et l'anarchie». A ces paroles, les nationalistes ont répondu: «C'est le régime gouvernemental actuel qui provoque le mécontentement et par suite l'insurrection ouverte. Dans la période que nous traversons, chaque fonctionnaire devrait comprendre que la nation est arrivée à une telle conscience de ses droits qu'aucune répression ne pourra abattre son courage. Le «chaos et l'anarchie», tels que les comprend son Excellence, ne sont guère possibles à endiguer, car rien n'engendre autant le chaos et l'anarchie que le gouvernement des êtres humains sans leur consentement.»

Le gouvernement ne s'est pas borné à des mesures de répression; il a encore tenté, par d'autres moyens, de briser la force du mouvement en faveur de l'unification nationale. Il renforce de tout son pouvoir la *Ligue des non-Bramines*, organisation destinée à exciter les haines intestines parmi les Hindous des différentes castes. De même, la société *Aman Sabkhas* et la *Ligue contre la non-coopération*, organisées actuellement dans toutes les villes de l'Inde, ont été créées et sont soutenues officiellement par les autorités; aussi ne peuvent-elles avoir beaucoup de succès. Les modérés qui ont formé la Ligue Libérale, et dont le programme comporte la collaboration avec le gouvernement et l'obtention progressive de l'au-

tonomic dans les cadres de l'Empire Britannique, représentent, abstraction faite des princes indigènes, la seule partie de la population hindoue qui, actuellement, soutienne ouvertement le gouvernement et sa politique réactionnaire. Par leur participation aux Conseils de réforme créés, les derniers temps, sur le plan de Montaigu-Chelmsford, les modérés sanctionnent, pour ainsi dire, la tyrannie de l'administration. Dans un récent discours, prononcé à la conférence de la Ligue Libérale, à Lucknow, le président de cette organisation, le *D. D. Astana*, a caractérisé de la façon suivante la position des modérés:

«L'on ne saurait nier que l'effervescence qui règne actuellement dans l'Inde est due plutôt à des causes économiques qu'à des causes politiques. Si la situation de la population ne s'était aggravée par suite de la hausse des prix, de l'enchérissement de deux objets de première nécessité, le pain et le vêtement, nous n'aurions pas eu d'émeutes agraires. Ce qu'il faut au paysan moyen, c'est uniquement du pain et des vêtements à bon marché et, pourvu qu'il puisse les trouver, il se soucie fort peu des doctrines politiques et de la forme du gouvernement. Nous travaillons dans un cercle vicieux. La hausse des prix a déterminé une hausse correspondante des salaires, et la hausse des salaires à son tour provoque une élévation continue des prix. C'est le devoir du gouvernement de briser ce cercle vicieux. Nous, libéraux, nous travaillons dans la mesure de nos forces pour assurer le succès des réformes.»

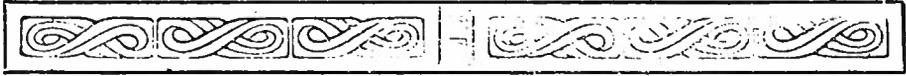
C'est de cette classe d'Hindous que Gandhi, dans un récent discours à un grand-meeting populaire, disait:

«La bureaucratie ne comprend pas que les Anglais. Elle renferme des milliers d'Hindous élevés par ces derniers. Les soldats et les fonctionnaires civiques hindous prêtent de plus en plus fréquemment leur concours aux autorités britanniques pour le soutien du régime existant. Il faut que nous soyons complètement démoralisés pour devenir ainsi les instruments volontaires de la tyrannie. Aussi, les répressions qui prennent maintenant dans notre pays une forme bien déterminée revêtent-elles un caractère beaucoup plus dangereux qu'auparavant.»

A une foule d'une centaine de mille hommes, qui avait, à Lucknow, patiemment attendu son arrivée sous la pluie et qui écouta avec une attention religieuse son discours de deux heures, Gandhi proposa le remède suivant à l'état de choses actuel:

«En réponse à la politique de répressions gouvernementales, nous devons, dans chaque province, former une armée de 50,000 ouvriers, qui considéreront la prison comme leur libération et dont aucune armée au monde ne pourra triompher. Dans trois mois, ou bien nous amèderons complètement le gouvernement, ou bien nous le détruirons.»

N.



Otto UNGER.

## „L'ASSOCIATION OUVRIÈRE INTERNATIONALE DES ORGANISATIONS SOCIALISTES DES JEUNES“

Le mouvement international de la jeunesse forme partie constitutive du mouvement ouvrier international et, comme tel, partage le sort de ce dernier. Aussi n'est-il pas étonnant qu'il se soit dissocié et que nous ayons actuellement aux côtés de l'Internationale Communiste des Jeunes une «Internationale des Jeunesses Ouvrières» (patriote) et une «Association Ouvrière Internationale des Organisations Socialistes des Jeunes» (centriste), lesquelles proviennent des deux fractions réformistes du mouvement ouvrier. C'est de la dernière de ces organisations que nous allons nous occuper dans cet article.

Pour bien comprendre comment l'«Association Ouvrière Internationale des Organisations Socialistes des Jeunes» s'est formée, il convient de jeter un coup d'œil sur l'histoire du mouvement communiste de la jeunesse. Ce mouvement avait pris naissance dans les unions de jeunes de la «Fédération Internationale des organisations socialistes des Jeunesses», lesquelles remplissaient effectivement pendant la guerre, depuis la conférence de Berne, c'est-à-dire depuis Pâques 1915, les fonctions internationales d'organisations socialistes de la jeunesse. La conférence constituante de Berlin (qui a été relatée en détail dans notre journal) créa un programme communiste et posa les bases d'une organisation *rigoureusement centralisée sur l'échelle internationale*; ce fut là son principal résultat.

Le changement radical des points de vue sur les tâches et l'organisation du mouvement ouvrier international, ainsi que sur les méthodes de la lutte de classe prolétarienne, qui se manifesta après la guerre, créa dans le mouvement prolétarien de la jeunesse — y compris la majorité des organisations qui n'avaient pas été représentées à la conférence constituante de l'Internationale Communiste des Jeunes ou n'avaient pas encore adhéré à cette dernière — le terrain pour l'acceptation des nouveaux principes et méthodes. Le travail continu et opiniâtre, entrepris après la conférence de Berlin par l'Internationale Communiste des Jeunes pour rallier à elle les organisations n'ayant pas encore adhéré, s'effectua ainsi dans des conditions relativement favorables et fut couronné d'un succès presque unique dans les annales du mouvement ouvrier: de 14, le nombre

des unions passa à 48, et celui des membres, de 219.000 monta à plus de 300.000.

La conquête des unions encore réfractaires dura environ un an. Durant ce laps de temps, une vigoureuse campagne fut menée dans ces organisations, où presque partout l'immense majorité se prononça pour l'adhésion à l'Internationale Communiste des Jeunes. Certes, les décisions des majorités n'amènent jamais les minorités à renoncer complètement à leurs conceptions essentielles. Au sein de l'Internationale Communiste, la discipline qui exige la soumission aux décisions internationales est la loi suprême; les minorités, elles, étaient contre l'adhésion à l'Internationale Communiste des Jeunes justement parce qu'elles ne voulaient pas de cette discipline. S'efforçant de faire triompher et appliquer leurs principes, elles en vinrent naturellement à abandonner elles-mêmes les organisations communistes des jeunes ou à s'en faire exclure.

Ces tronçons minoritaires formèrent de nouvelles unions qui adhèrent pratiquement et théoriquement aux partis centristes et qui, pour «motiver» leur scission, se mirent à alléguer les raisons habituelles des Dittmann, Otto Bauer, Kautsky et autres. Au début, craignant de voir les masses leur échapper, ils recherchaient l'union internationale et voulaient adhérer à l'Internationale; ils étaient alors pour la dictature du prolétariat. Dans la suite, voyant que nous posions des exigences encore plus catégoriques (discipline internationale rigoureuse, etc.) auxquelles ils ne voulaient pas se soumettre, ils levèrent définitivement le masque et dévoilèrent leur apparentage avec les chefs des partis centristes. Ils montrèrent que, pour eux, l'appartenance à l'Internationale n'était qu'un bouclier, dont ils espéraient se servir pour résister à la poussée impétueuse des masses qui menaçait de déranger leurs habitudes de lente progression, ainsi que pour dissimuler leurs trahisons journalières envers la lutte émancipatrice du prolétariat.

Mais de ce qu'ils avaient donné à la jeunesse qui les suivait une raison plus ou moins valable de l'impossibilité d'adhérer à l'Internationale Communiste des Jeunes, il ne s'ensuivait pas que le danger fût complètement écarté. Les nécessités historiques ne se suppriment pas par de simples discussions. Ces nécessités renaissent constamment dans la conscience prolétarienne. La guerre

avait montré avec évidence aux masses la nécessité de l'union internationale. Et jamais encore, la pensée de l'Internationale n'avait pénétré plus profondément dans l'esprit et le cœur de la jeunesse prolétarienne; jamais elle n'avait été entourée d'une telle auréole que dans cette année sanglante, lorsque de Berne, par-dessus les frontières et les fronts, retentissait d'appel des jeunes ouvriers à la fraternité internationale. La guerre qui força la jeunesse ouvrière tout entière à participer à la production et à en devenir un des principaux facteurs fit faire de grands progrès à l'idée de l'union. Mais l'époque qui suivit la guerre, époque pendant laquelle la lutte de classes se développa avec une force et une violence croissantes sur un front en plus étendu, eut encore une influence plus grande. Les dirigeants des fractions qui avaient opéré leur scission savaient bien que la tendance de la jeunesse à l'union internationale poserait constamment la question de l'appartenance à l'Internationale Communiste des Jeunes. Cela, ils voulaient l'éviter. Pour atteindre leur but et arrêter en même temps la croissance de l'Internationale Communiste des Jeunes qui provoquait des crises menaçantes dans leurs propres rangs, ils fondèrent une nouvelle Internationale: l'*Association Ouvrière Internationale des Organisations Socialistes des Jeunes*.

L'idée de la création de cette Internationale partit simultanément de Lainé (France), qui avec quelques petits groupes insignifiants avait quitté la Fédération française des Jeunesses, dont l'immense majorité s'était prononcée pour l'adhésion à l'Internationale Communiste des Jeunes, et de l'Union Autrichienne des Jeunesses Ouvrières Socialistes, qui n'avait pas été invitée à la conférence constituante de Berlin pour s'être dérobée pendant la guerre à ses obligations internationales et qui, dans la suite, n'avait pas été acceptée au sein de l'Internationale Communiste des Jeunes parce qu'elle refusait d'en reconnaître le programme et les directives. Dans l'espoir secret d'attirer à la nouvelle Internationale de la Jeunesse quelques-unes des unions affiliées à l'Internationale Communiste des Jeunes, on invita ces dernières à une conférence convoquée en même temps que la conférence des partis centristes et qui eut lieu également à Vienne, du 26 au 28 février 1921. Les représentants des unions communistes de la jeunesse, qui étaient venus presque au complet, disposaient naturellement, conformément au nombre des membres de leurs unions, de la majorité des voix. Et ainsi, à cette conférence convoquée par les organisations centristes de la jeunesse, après de violentes discussions de principes, au cours desquelles furent mises à nu les tentatives scissionnistes des centristes et leur attitude véritable envers l'Internationale, l'immense majorité adopta une résolution dirigée contre le fractionnement de l'Internationale des Jeunes et contre la conférence des partis centristes qui tenait alors ses assises. Voyant cela, les représentants des unions socialistes quittèrent la salle et allèrent siéger dans un autre local. C'est là qu'avec l'aide de Kautsky on forma l'organisation destinée à réaliser sur l'échelle internationale la division du mouvement de la jeunesse, division

qui n'existait encore que dans quelques pays. L'Association Ouvrière Internationale des Organisations Socialistes des Jeunes créée par les destructeurs des unions nationales s'élança alors à la conquête du monde.

## II

Sept organisations comptaient au total (d'après les données de leurs délégués) 60.000 membres étaient représentées à la conférence constituante. De ces sept organisations, trois seulement ont une importance relative — qu'il faut d'ailleurs se garder de surestimer. Ce sont l'Union autrichienne des Jeunesses Ouvrières Socialistes, la Jeunesse Proletarienne Socialiste allemande et l'Union tchéco-slovaque des Jeunesses Ouvrières Social-Démocrates. Les autres sont de petits groupes insignifiants n'ayant aucune chance de se développer, surtout si les unions communistes des Jeunes qui leur seront opposées sont à la hauteur de leur tâche.

L'Union autrichienne compte actuellement (d'après ses propres données statistiques) 30.000 membres et représente ainsi pour l'Autriche une grande organisation. Elle existait déjà avant la guerre et appartenait alors à la «Fédération Internationale des Organisations Socialistes des Jeunesses». Cela n'empêcha pas ses chefs d'avoir des idées assez singulières sur l'Internationale des Jeunes et de renier pendant la guerre leurs obligations internationales. A l'instar des chefs de la jeunesse ouvrière d'Allemagne, ses dirigeants devinrent des patriotes consommés et oublièrent jusqu'aux notions élémentaires du socialisme. L'opposition qui surgit contre eux au sein de l'Union fut, après une longue lutte, mise hors d'état de nuire et exclue de l'organisation. L'Union «accomplit» ses devoirs internationaux en refusant de répandre le journal *l'Internationale de la Jeunesse* et les appels internationaux ainsi que de participer à la journée internationale des jeunes et en contrecarrant notre action par tous les moyens. Pour motiver sa conduite, elle se retranchait derrière la formule sacramentelle: «La jeunesse ne doit pas s'occuper de politique». En réalité, toute l'activité des dirigeants tendait à amener l'Union à la politique des partis de droite; il n'y avait que les principes de gauche qui dussent rester étrangers à la jeunesse.

Naturellement cette union, qui avait si ouvertement violé tous les devoirs prolétariens, ne fut pas invitée à la conférence constituante de l'Internationale des Jeunes avant qu'elle n'eût, par une épuration fondamentale et une reconstruction totale de son organisme, démontré son intention de modifier ses anciens points de vue sur l'Internationale. C'est pourquoi elle n'entra pas dans nos rangs. Son opposition intérieure était faible. Par suite de l'inhabileté de sa tactique, cette opposition ne réussit pas à conquérir la masse des jeunes à l'Internationale Communiste et opéra sa scission prématurément et sans succès marquant. Les dirigeants de l'Union hésitèrent eux-mêmes quelque temps. Ce n'est que lorsqu'ils virent que l'Internationale Communiste des Jeunes exigeait une soumission sans réserve aux déci-

sions internationales et une reconnaissance ouverte de son programme qu'ils l'abandonnèrent définitivement et entreprirent de fonder leur Internationale à eux.

L'Union la plus forte qui vient ensuite est celle de la «Jeunesse Proletarienne Socialiste Allemande» (*Sozialistische Proletarierjugend Deutschlands*), laquelle, d'après ses propres données, compte 10.000 membres. Elle a un passé orageux. Pendant la guerre, une opposition adoptant la plateforme de l'Internationale des Jeunes se sépara de la Jeunesse Ouvrière allemande, dirigée dans l'esprit social-patriote. Cette opposition, au début, manquait de cohésion, et ce n'est qu'à la fin de la guerre qu'une organisation solide commença à se former sous le nom de «Jeunesse Socialiste Libre d'Allemagne» (*Freie Sozialistische Jugend Deutschlands*). Lorsque se manifestèrent au sein du Parti Social-Démocrate des Indépendants les divergences de vue qui amenèrent l'Union Spartacus à opérer sa scission et à former le Parti Communiste Allemand, des divergences de vue fondamentales surgirent également dans la «Jeunesse Socialiste Libre». La majorité de l'Union de la Jeunesse, qui durant la guerre avait été le plus ferme appui de l'Union Spartacus, soutenait le nouveau parti où militaient les plus actifs de ses membres. Ce n'était certes pas un secret pour les dirigeants du Parti Social-Démocrate des Indépendants d'Allemagne. La génération nouvelle devint alors l'objet de leur sollicitude, et ils se mirent fiévreusement au travail afin de recouvrer leur influence sur la jeunesse. Ils commencèrent par publier un journal spécial pour cette dernière afin de contrebalancer l'influence du périodique communiste, *La Jeune Garde (Junge Garde)*. Différents membres du Parti des Indépendants furent mobilisés pour la propagande parmi la jeunesse, des brochures spéciales furent éditées, etc. La jeunesse résista énergiquement à ces tentatives dirigées contre elle, mais le travail clandestin des Indépendants provoqua dans son sein de graves divergences de vue qui rendirent impossible toute action sur les masses. Les dirigeants de l'Union comprirent qu'il fallait mettre fin à cette situation; sinon, l'Union tout entière allait périr.

La question fut franchée à la conférence de Weimar, en 1919. Cette dernière, à une majorité écrasante, adopta une résolution dans laquelle l'Union de la Jeunesse promettait sa collaboration au parti communiste, s'engageait à le défendre et à lutter contre ceux qui trahissaient le prolétariat. La minorité quitta alors la salle des séances et élit un bureau provisoire chargé de convoquer une conférence des groupes de jeunes adoptant la plateforme de la minorité.

Cette conférence eut lieu en effet quelques mois plus tard et fonda la «Jeunesse Proletarienne Socialiste Allemande». Le Parti des Indépendants fit alors cadeau à la nouvelle organisation du journal qu'il avait créé pour provoquer la scission. Cette organisation réunit les éléments les plus disparates: des communistes et des adeptes du Parti Social-Démocrate des Indépendants qui proclamaient la neutralité politique du mouvement des jeunes; des membres du Parti Social-Démocrate des Indépendants qui faisaient de la propagande pour ame-

ner l'union à fusionner avec leur parti; des adeptes et des adversaires de la III<sup>e</sup> Internationale qui considéraient que la jeunesse doit tout d'abord se préparer, mais ne pas se mêler à la lutte du prolétariat adulte et enfin, des partisans de la lutte politique de la jeunesse.

Aussi le sort de cette organisation ne pouvait-il faire de doute. Un an ne s'était pas écoulé, qu'elle se brisait au problème qui avait privé le Parti Social-Démocrate des Indépendants d'Allemagne de la grande masse de ses membres, au problème de l'entrée dans l'Internationale. A la conférence nationale de novembre 1920, la majorité des délégués se prononça pour l'adhésion sans réserve à l'Internationale Communiste des Jeunes. Et ainsi se termina le processus de cristallisation du mouvement en question. Le reste de l'organisation ne cache plus maintenant qu'il est contre l'Internationale Communiste des Jeunes et les points de vue communistes sur le rôle et les tâches du mouvement de la jeunesse. Dans les mois qui suivirent la conférence, l'organisation se transforma en auxiliaire déclaré du Parti Social-Démocrate des Indépendants. Alors qu'à la fin de l'année 1920 elle motivait encore son refus d'entrer dans l'Internationale Communiste des Jeunes par la fameuse raison de la neutralité politique, en mai 1921, à la conférence nationale de Gera, elle proclama sa solidarité politique avec le Parti Social-Démocrate des Indépendants. Et ainsi, les dirigeants levèrent définitivement le masque et confirmèrent ce qui, depuis le début de leur activité, n'était un secret pour personne. Il sembla un moment que leur conduite allait provoquer une nouvelle dislocation de l'organisation. Mais l'opposition manquait de netteté; elle n'était au fond qu'une tendance pacifiste avec une certaine teinture d'anarchisme, laquelle actuellement s'accroît de fort bien de l'idéologie centrisme.

L'union la plus importante après les deux que nous venons de citer est, «l'Union de la Jeunesse Ouvrière Social-Démocrate Tchéco-Slovaque». Elle compte, d'après ses données, 10.000 membres. Elle s'est formée d'une fraction détachée de l'ancienne union, fraction qui s'était prononcée, à son congrès de novembre 1920, contre l'adhésion à l'Internationale Communiste des Jeunes et qui avait été exclue par suite de son refus de se soumettre à la discipline de l'union.

Toutes les autres unions sont des organisations insignifiantes qui souvent n'existent que sur les registres. La nouvelle Internationale n'est ainsi qu'une ombre d'Internationale et, si nous nous en occupons ici, ce n'est pas que nous fassions illusion sur son importance, mais nous devons connaître ses tendances afin de les déraciner parmi la jeunesse prolétarienne, parmi le mouvement ouvrier. Si l'on considère sa composition, on comprendra que la tâche est loin d'être facile, car cette Internationale est extrêmement contradictoire et englobe une foule de nuances, depuis le révolutionnarisme bourgeois jusqu'au social-patriotisme; elle renferme même des tendances anarchistes, analogues à celles que l'on trouve parfois chez nos amis d'extrême «gauche», au sein de la jeunesse ouvrière communiste.

Tout cela, certes, est compréhensible. La jeunesse est emportée dans le tourbillon d'une incessante évolution. Son inexpérience ne lui permet pas de s'arrêter sur les problèmes qui font l'objet de discussions approfondies dans le mouvement ouvrier. Elle se jette sur ces problèmes avec sa fougue coutumière et prend des décisions dictées plutôt par des raisons de sentiment que par un examen raisonné. Aussi lui faut-il une direction nette et ferme, des directives et des principes clairs et précis pouvant lui servir de fil conducteur dans toutes les occasions de la vie.

A considérer attentivement la nouvelle «Internationale», on voit qu'elle est loin de l'unité. En effet, non seulement les différentes unions qui la composent repèrent en elles des éléments contradictoires, mais dans les questions internationales elles n'arrivent jamais à former un front unique. C'est ce qu'a montré d'une façon saisissante la conférence constituante de Vienne, où le représentant de l'Union allemande a mis au premier plan la formation de la jeunesse à la lutte de classe prolétarienne au moyen de la participation active à cette lutte même, tandis que les représentants autrichiens ne considéraient l'éducation que comme une préparation à cette lutte. La chose d'ailleurs est parfaitement compréhensible. Toutes les unions représentées à cette conférence étaient contre l'adhésion à l'Internationale Communiste des Jeunes, surtout parce qu'elles ne voulaient pas d'une Internationale une, rigoureusement centralisée, ayant une activité dirigée dans un plan unique et investie de pouvoirs étendus par l'organe directeur central. Du moment qu'elles étaient contre l'unité de l'Internationale des Jeunes, il est évident qu'elles ne pouvaient former une Internationale une. Cela suffit pour nous montrer le caractère et nous permettre de prévoir le sort logique de ce mouvement.

### III

L'évolution de cette Internationale, les causes de son apparition, sa composition, ainsi que le développement des unions nationales qui adhèrent à elle la caractérisent nettement comme une organisation créée dans l'intérêt des partis centristes. C'est ce que démontrent avec plus d'évidence encore le programme et les directives élaborés à la conférence constituante. Ils sont empreints de cette tortuosité qui a toujours été la caractéristique des partis centristes et de ce vain étalage de marxisme dont se servent les auteurs du programme pour «motiver» leur incapacité et leur dilettantisme.

Quelles sont les conceptions essentielles de ce programme?

La guerre a désorganisé l'économie mondiale, mais a engendré en même temps la révolution mondiale. En Russie, le prolétariat a pu obtenir un pouvoir illimité. Dans les autres pays vaincus, il a réussi à accroître son influence. Dans ces pays mêmes, la tendance au pouvoir illimité existait. Mais, comme dans les pays victorieux le pouvoir de la bourgeoisie n'avait pas été ébranlé et que les pays vaincus étaient obligés d'importer des matières brutes et des produits

alimentaires des régions soumises aux vainqueurs, l'activité révolutionnaire du prolétariat des pays vaincus en a été considérablement affaiblie. C'est pourquoi l'éveil de la conscience révolutionnaire des grandes masses prolétariennes dans les pays victorieux où existent les conditions économiques objectives pour le socialisme constitue, avec la résistance à la contre-révolution, la condition objective du progrès révolutionnaire dans les pays vaincus et du développement de la révolution mondiale en général.

Tel est approximativement le contenu de la première partie. Il est inutile de s'y arrêter, car tout cela n'est que la quintessence des points de vue contradictoires des partis centristes sur la politique mondiale, lesquels ont déjà été étudiés en détail.

Plus loin il est dit que, dans la phase actuelle de la lutte prolétarienne émancipatrice, la tâche des organisations socialistes de la jeunesse et de leur fédération internationale consiste à faire comprendre à la génération nouvelle de tous les pays sa situation véritable, à la rendre apte au combat et à lui donner la préparation nécessaire. «Cette fonction, extrêmement importante... les organisations s'en acquittent au moyen d'un travail d'éducation et d'instruction générale effectué dans l'esprit socialiste (conférences, discussions, examen des événements politiques du jour et de toutes les questions théoriques et tactiques de la lutte de classe prolétarienne), tout en restant, dans la mesure nécessaire, sur le terrain pédagogique...» En outre, la participation à la lutte politique de classes a une très grande importance pour l'éducation; il est nécessaire, en particulier, de mener une lutte énergique contre le militarisme et la tendance de la classe dominante à en inculquer le goût aux jeunes gens. Dans les tâches du mouvement rentrent également la lutte pour l'amélioration des conditions économiques ainsi que l'éducation physique et morale.

Tout ce paragraphe montre la dualité du mouvement centriste des jeunes. Nous avons déjà signalé que l'une de ses sections attachait une grande importance à la participation à la lutte de classes, tandis que les autres insistaient surtout sur la préparation théorique. Ces contradictions, insignifiantes à première vue, ont amené au compromis que l'on a pu constater dans le paragraphe précité. Mais les contradictions qui en découlent ne sont pas sans importance. Le courant préconisant l'éducation par l'«examen», les conférences et discussions à caractère sociologique, est un courant purement social-démocrate; celui, au contraire, qui considère la participation à la lutte comme un moyen d'éducation penche déjà instinctivement vers les méthodes de l'éducation communiste exposées pour la première fois dans les thèses du II-e Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes. Le principe d'après lequel les problèmes tactiques doivent être «soumis à l'examen» ne manque pas de saveur. La jeunesse peut «examiner», mais elle doit se garder de prendre des décisions. De quelle façon et dans les rangs de quel détachement du prolétariat doit s'effectuer la participation à la lutte qui, conformément au programme, est un moyen

d'éducation si important, le programme ne le dit pas, quoique la réponse s'impose d'elle-même.

Si l'exposition du travail d'éducation manque absolument de clarté, les conceptions fondamentales sur la lutte politique et l'antimilitarisme ne sont pas moins obscures. Le programme ne parle de la lutte politique et de l'antimilitarisme que comme moyens de défense et avec toute sorte de réserves sur la situation actuelle. Sur le rôle de la jeunesse dans le régime économique futur, sur la nécessité de la participation des organisations de jeunes à la formation économique, formation à laquelle la lutte économique actuelle est une préparation, le programme ne dit absolument rien, non plus que sur l'attitude du mouvement envers le militarisme en général. Le programme ne consacre que deux lignes au militarisme bourgeois. Il ne parle pas non plus de l'attitude à adopter dans la question de l'armée prolétarienne. Par contre, il renferme une masse de belles phrases sur la «culture», «la nouvelle génération libérée des fautes du monde bourgeois» et autres banalités de même genre, que nous ressassent chaque jour, avec plus d'insistance encore il est vrai, les unions social-patriotes de la jeunesse.

En somme, tout le programme est remarquable plutôt par ce qu'il fait que par ce qu'il énonce. Dans le paragraphe intitulé *De l'attitude envers les partis*, les auteurs procèdent à une analyse minutieuse de tous les moments qui, dans leur pensée, doivent déterminer les rapports entre l'organisation de la jeunesse et le parti dans chaque pays. Mais à la fin du paragraphe en question, l'autonomie absolue est formellement proclamée. Avec quel parti l'union de la jeunesse doit-elle maintenir la liaison, voilà le secret: sous ce rapport, on ne peut se décider à dire la vérité tout entière.

Mais la partie la plus importante est celle qui est consacrée à l'Internationale. Voici ce qu'on y dit: Comme l'organisation socialiste des jeunes est actuellement une société d'éducation par excellence et que la situation exige l'application de méthodes différentes dans chaque pays, l'Internationale des Jeunes ne peut déterminer «la voie tactique du socialisme» que doivent suivre les unions de jeunes. Elle ne peut fixer non plus les méthodes et les mesures à appliquer dans chaque pays respectif. Il n'y a que l'union nationale elle-même qui puisse le faire, mais il faut bien se garder de considérer ses décisions comme la «doctrine du parti». L'Internationale Communiste des Jeunes, déclare-t-on, met au premier plan le côté politique du mouvement de la jeunesse et néglige presque complètement les tâches pédagogiques. Plus loin, on trouve quelques débonnaires admonestations au mouvement socialiste de droite de la jeunesse. Mais le «clou» a été réservé pour la fin... «C'est, dit-on, dans l'unification de ces deux ailes du mouvement prolétarien de la jeunesse que consiste notre but véritable».

Au sujet de la base, sur laquelle doit s'effectuer cette unification, les tendances évolutionnistes, la composition et le programme du mouvement ne laissent aucun doute. L'autonomie des unions, le renoncement au choix d'une «direction tac-

tique déterminée» dans le mouvement ouvrier, la progression lente comme avant la guerre: voilà l'idéal de l'Internationale, l'idéal auquel tendent Thaller, Paul, Schröter et Lainé. Traduit dans la réalité, cet idéal: *autonomie des unions, non-accomplissement des obligations internationales, signifie l'effondrement de l'Internationale au premier moment critique, comme en 1914*. La phrase du «renoncement au choix d'une direction tactique déterminée dans le mouvement ouvrier» est la plus intéressante de tout le programme. D'un trait de plume, ses auteurs rangent au nombre des simples divergences de tactique les divergences fondamentales de principe existant dans le mouvement ouvrier sur la lutte prolétarienne de classes. Naturellement, on comprend alors que l'unification des différentes tendances du mouvement ouvrier puisse s'accomplir par voie d'accord entre les dirigeants organisés ou par la conclusion d'un traité. Mais ce que l'on n'arrive pas à comprendre, c'est la raison pour laquelle nos amis de l'Association Ouvrière Internationale ont créé un nouveau programme. Un programme, on le sait, contient toujours les principes d'un mouvement. Du moment que les divergences sont de caractère purement tactique, il est tout à fait superflu de présenter un nouveau programme. Mais en réalité il ne s'agit pas de simples divergences tactiques, et c'est pourquoi nos centristes ont élaboré à leur conférence constituante un programme, tout en laissant aux unions la faculté de s'y soumettre. Le statut adopté donne aux unions la mission nette de «faire appliquer toutes les décisions selon la situation et les moyens».

#### IV

Et ainsi ce mouvement, comme le mouvement analogue du prolétariat adulte, fourmille de contradictions et d'équivoques. Créé pour contre-carrer le développement de l'Internationale Communiste des Jeunes, développement menaçant pour les partis centristes, et pour apporter à ces derniers une nouvelle réserve de forces, il cherchera évidemment à justifier les espérances fondées sur lui. Aussi le mouvement communiste doit-il suivre attentivement le mouvement de la jeunesse centriste, empêcher qu'il ne recrute de nouveaux membres et faire tous ses efforts pour lui enlever ses positions. Le meilleur moyen pour y arriver sera de renforcer nos propres organisations de jeunes et de les soutenir dans toutes les campagnes qu'elles mènent contre les destructeurs de l'unité du mouvement des jeunes.

Il est clair que nous ne parviendrons pas à anéantir ce mouvement tant qu'il existera des partis centristes, car chaque parti s'occupe de la génération nouvelle et dans chaque parti il se trouve des gens qui, au lieu d'accomplir le travail pratique journalier, quelque peu monotone, au sein du parti, préfèrent s'occuper de diriger le mouvement des jeunes adhérant au parti, que ce mouvement ait ou non une base réelle et des chances de s'étendre.

Mais la tendance générale de l'évolution des organisations affiliées à l'Association Ouvrière Internationale est; on peut déjà le dire, la fusion

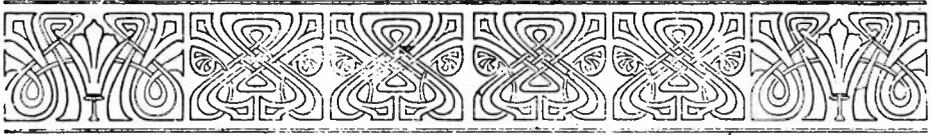
avec l'Internationale de la Jeunesse Ouvrière. Aussi le principe proclamé dans le programme ne peut-il manquer d'avoir son effet. Les unions organisées sur la base de l'autonomie dans l'Internationale en question ne feront pas difficulté d'accepter toutes les ligatures révolutionnaires du programme qui n'ont d'autre but que de jeter de la poudre aux yeux. A leur tour, les unions de l'Association Ouvrière Internationale, au nom de l'unité, surmonteront la crainte qu'elles ont encore de provoquer la colère de leurs membres honnêtes, crainte qui les empêche actuellement d'entrer en accord avec ceux qui pendant la guerre, par la presse et les conférences, fournissaient des volontaires

au militarisme, servaient d'entremetteurs au capitalisme et, maintenant encore, continuent leur ancien jeu, mais avec un peu plus de prudence.

Les communistes, jeunes et vieux, doivent s'efforcer d'accélérer, parmi les adultes comme parmi les jeunes, cette évolution qui démasquera définitivement les faux révolutionnaires. C'est justement dans cette direction que l'on pourra voir combien le parti et l'union de la jeunesse sont aptes à la collaboration, à l'entraide, et capables de vaincre l'ennemi. Le front est unique, et c'est le front le plus proche car il se trouve à notre arrière.

Otto UNGER.





A. KOLLONTAÏ.

## LE TRAVAIL DU SECRÉTARIAT INTERNATIONAL DES FEMMES

La Russie soviétiste étant à nouveau menacée par les puissances impérialistes, la question de la consolidation du pouvoir et de l'extension de la sphère d'influence de l'Internationale Communiste se pose dans toute son acuité. Les Etats bourgeois mèneront une politique d'autant plus «circonspecte» et d'autant plus «prudente» à l'égard de la Russie soviétiste que la III-e Internationale sera entourée de plus de sympathies et moralement plus soutenue. Mais pour que l'Internationale Communiste devienne la directrice véritable de la pensée et de la volonté du prolétariat mondial, il est nécessaire de mener sur l'échelle internationale un travail systématique non seulement parmi la partie masculine du prolétariat, mais aussi parmi les ouvrières. C'est précisément là la tâche que remplit le Secrétariat International des Femmes (S. I. F.) de l'Internationale Communiste. Secouer l'apathie séculaire, mettre fin à la soumission et à la résignation des femmes de la classe laborieuse, éveiller leur esprit d'initiative, leur foi en leurs propres forces et leur activité révolutionnaire, faire participer les ouvrières aux actions générales du prolétariat mondial dirigé par l'Internationale Communiste; tel est le but du S. I. F.

Quoique le S. I. F. existe déjà depuis une année entière (depuis octobre 1920), son activité n'a été systématisée qu'après la II-e Conférence internationale des femmes communistes, qui a eu lieu au mois de juin de cette année.

Le S. I. F. se compose de six secrétaires: les camarades C. Zelkine, Sturm (Allemagne), Colliard (France), Kollontai, Lilina et Kasparova (ces trois dernières près le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, en Russie); l'une des membres du Secrétariat (Kollontai) est membre également du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Le travail est réparti entre les secrétaires de la façon suivante: la direction du travail est assurée dans les pays d'Europe Centrale par les camarades d'Allemagne; en Orient, par la camarade Kasparova; dans les pays du nord de l'Europe, en Angleterre, en Russie, et en Amérique, par les camarades Kollontai et Lilina.

Pour diriger le travail parmi les ouvrières dans les syndicats rouges et resserrer la liaison entre l'Internationale Syndicale et le S. I. F., ce dernier délègue une de ses secrétaires à l'Internationale Syndicale.

Le travail fondamental du S. I. F. consiste dans la direction des sections féminines des différents pays, dans l'exécution sur l'échelle mondiale des campagnes politique et autres de l'Internationale Communiste avec participation des grandes masses féminines, dans la consolidation de la liaison entre les ouvrières de tous les pays d'Occident et les ouvrières de l'Orient et dans la propagande par la parole et par la presse parmi les femmes de la classe laborieuse.

Tout en accomplissant le travail courant dans le même sens que l'année dernière, le nouveau Secrétariat a entrepris d'élargir la sphère de son activité dans différents domaines. Ainsi, considérant qu'il n'accomplira un travail vraiment fructueux que lorsqu'il aura une information complète sur la situation des femmes laborieuses dans chaque pays et se basant sur le fait que la lutte pour l'émancipation complète et entière de la femme fait partie intégrante des tâches du prolétariat mondial, le S. I. F. a décidé de créer une commission spéciale pour l'étude de la situation économique et juridique des femmes, dans tous les pays de l'Occident aussi bien que de l'Orient. A Moscou, le S. I. F. a déjà commencé à rassembler la matière nécessaire pour les travaux de ladite commission. Cette commission a pour tâche de constituer une bibliothèque de fond composée de livres traitant des questions relatives à la situation et au mouvement des ouvrières, de dresser la liste des ouvrages destinés aux bibliothèques populaires, etc.

La tâche fondamentale du S. I. F. est, en ce moment, l'organisation des forces du prolétariat international féminin en vue de deux campagnes: celle de l'assistance à la population laborieuse affamée de Russie et, en premier lieu, aux enfants et aux mères allaitant leurs enfants, et celle de l'organisation d'une protestation des ouvrières contre la nouvelle intervention, nouvelle agression des pays bourgeois contre la Russie soviétiste.

La famine est chose bien connue des prolétaires de tous les pays; elle est le fléau perpétuel de la population ouvrière. C'est pourquoi les souffrances endurées par les enfants et les mères en Russie soviétiste non seulement émeuvent au plus haut point le prolétariat, mais l'incitent à venir en aide aux victimes de la famine et à alléger leurs souffrances. C'est justement autour de la question de l'assistance aux affamés qu'il est le plus facile de grouper les forces des ouvrières sympathisantes à la Russie soviétiste. Au mois d'août déjà, le S. I. F. a, par l'intermédiaire de sa section de Berlin, adressé aux ouvrières du monde entier des appels où il développe un vaste plan d'organisation pour une assistance internationale systématique aux travailleurs affamés de Russie. Dans toute une série de pays, les femmes communistes mènent dans ce domaine un travail des plus énergiques. Ainsi la section féminine du Parti Communiste Suédois s'est abouchée avec Moscou et s'est chargée de l'entretien d'une nourricerie pour les enfants des gouvernements affamés. En Allemagne, la section féminine organise des collectes, des conférences, des soirées au profit des affamés.

Le S. I. F. organise l'assistance aux affamés en contact étroit avec la commission du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste et la commission centrale du Comité Exécutif Central Danois. Un membre du Secrétariat, la camarade Kasparova, entre dans la commission moscovite du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. A la tête de la commission centrale du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste se trouve un membre du S. I. F., la camarade Zelkine.

Considérant que le premier souci des ouvrières de tous les pays doit être de conserver la vie aux enfants de la République prolétarienne et de sauver des fortunes de la faim les ouvrières, les paysannes et les mères de la Russie soviétiste, le Secrétariat International Féminin, à l'effet de compléter les mesures prises par l'Internationale Communiste dans le domaine de l'assistance aux gouvernements éprouvés par la famine (saïaire d'une journée de travail, emprunt ouvrier, etc.), a adopté une série d'autres mesures de caractère purement pratique.

Le S. I. F. s'élève catégoriquement contre toute évacuation d'enfants dans les pays bourgeois, considérant comme irrationnelle, pour des raisons pédagogiques et politiques, cette mesure dont l'application exigerait en outre une dépense superflue de forces. Le S. I. F. propose que la section féminine de chaque pays se charge de subvenir aux besoins d'un des gouvernements éprouvés par la famine ou, tout au moins, d'un nombre déterminé de «maisons d'enfants», de points de ravitaillement, de maternités, de crèches. Lorsque les ouvrières de France, d'Angleterre, de Suède, d'Azerbeïdjan ou d'un autre pays quelconque sauront que la «maison d'enfants» de tel ou tel gouvernement, dans laquelle se trouvent telle ou telle quantité d'enfants, leur est entièrement confiée, que la vie de ces petits êtres dépend de leur énergie et de leur bonté, elles

feront tout ce qui sera humainement possible pour entretenir cette maison.

L'existence d'une maison d'enfants confiée aux ouvrières suédoises, d'une maternité entretenue par les ouvrières de France ou d'Allemagne, d'un point de ravitaillement alimenté par les femmes américaines ou anglaises, aura en outre une immense importance au point de vue de l'agitation: elle consolidera la liaison entre les ouvrières des pays bourgeois et la Russie et facilitera l'arrivée des secours en Russie. Cette entreprise réussira certainement, si le S. I. F. parvient à organiser un service régulier d'information sur l'état des institutions dont se seront chargées les sections féminines des différents pays et si les femmes communistes de l'étranger délèguent en Russie leurs représentantes, qui pourront ainsi déterminer sur place les moyens les meilleurs de venir en aide aux enfants et aux mères en Russie soviétiste.

La seconde mesure proposée par le S. I. F. pour la lutte contre la famine est l'organisation sur l'échelle internationale de l'aide aux enfants, aide qui s'effectuera sous la devise: «Les enfants aux enfants». Il est dans l'intérêt du communisme d'utiliser cette campagne, d'une part, pour éveiller l'esprit d'initiative des enfants prolétariens et, de l'autre, pour inculquer à ces derniers et renforcer en eux le sentiment de la fraternité internationale. Sous ce rapport, une chose aussi simple que, par exemple, l'organisation par les enfants eux-mêmes d'une collecte des objets indispensables aux écoliers: crayons, plumes, cahiers, gommes, etc., même usagés, qui seraient expédiés aux enfants des localités atteintes par la famine, pourrait jouer un double rôle: d'une part, accroître l'envoi des fournitures de bureau en Russie et, de l'autre, éveiller chez les enfants la conscience de la camaraderie et de la solidarité internationales.

Dans ce même but, le S. I. F. préconise des «samedis» pendant lesquels les ouvrières pourront avec des effets usagés faire des layettes pour les nouveau-nés ou des vêtements pour les ouvrières enceintes ou allaitant leurs enfants.

En même temps qu'il organise l'œuvre du secours aux affamés, le S. I. F. entreprend également une campagne de protestation des ouvrières de tous les pays contre l'intervention.

Une autre tâche des plus importantes se pose également devant le S. I. F. Cette tâche consiste dans l'élaboration des mesures à prendre pour lutter contre le chômage, lequel est en croissance continue dans tous les pays et pèse principalement sur les ouvrières. C'est là une question des plus urgentes et qui réclame l'attention la plus sérieuse du Secrétariat.

Le S. I. F. mène la propagande des idées de l'Internationale Communiste parmi les larges couches des femmes laborieuses au moyen du périodique, *L'Internationale des Ouvrières*, édité en allemand et paraissant à Berlin depuis le mois d'avril.

Le S. I. F. publiera bientôt en quatre langues le procès-verbal de la II<sup>e</sup> Conférence des femmes communistes, ainsi qu'une série de brochures sur les questions traitées au Congrès (protec-

tion du travail des femmes, de la maternité, éducation sociale, etc.).

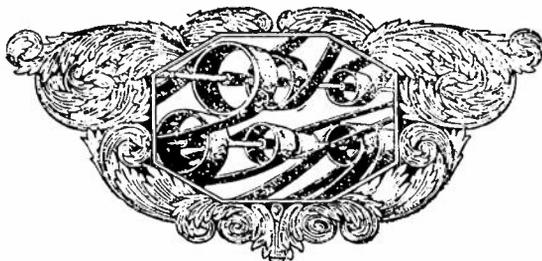
La recrudescence d'activité du S. I. F. se manifeste également dans l'organisation de la liaison entre la fraction moscovite du Secrétariat et les ouvrières d'Orient. Pour fortifier cette liaison, le Secrétariat a envoyé une déléguée spéciale en Extrême Orient. En Proche Orient, on procède en ce moment à la préparation de la première conférence internationale des femmes d'Orient.

Si l'on compare l'activité croissante actuelle du S. I. F. à son travail pendant les premiers mois de son existence, on a la satisfaction de

constater que, durant cette année, l'Internationale Communiste a poussé des racines profondes parmi le prolétariat féminin.

Le travail des partis communistes parmi les femmes après la II-e Conférence Internationale se développe de plus en plus, et nous avons tout lieu de croire que l'action du S. I. F. aidera l'Internationale Communiste à faire du prolétariat féminin de tous les pays un défenseur zélé, un champion dévoué des grandes tâches émancipatrices de l'Internationale Communiste.

A. KOLLONTAÏ.



# BIBLIOGRAPHIE

## REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Après la parution d'une série d'ouvrages comme celui de Dralun: *Guide dans la littérature socialiste allemande*, quelques périodiques se sont mis à publier mensuellement une *Bibliographie du socialisme et du communisme* très appréciée non seulement dans les milieux des différents partis, mais aussi parmi les savants bourgeois. Ce travail systématique sera continué dans notre revue, mais sous une forme plus étendue. A partir du prochain numéro, nous consacrerons chaque mois une rubrique spéciale à la littérature de notre parti, ainsi qu'à celle des partis socialistes et des syndicats, du K. A. P., et de l'anarchisme, tout en faisant une certaine part aux publications bourgeoises de nature à nous intéresser. Nous accorderons une attention spéciale à la section de la littérature «antibolchéviste». Nous ferons une place importante, indépendamment de l'esprit de parti dans lequel

ils seront conçus, aux ouvrages offrant pour nous un intérêt particulier; nous prendrons également une question déterminée et nous passerons en revue les livres nouvellement parus sur cette question. Nous nous proposons en outre de faire une certaine place aux recherches biographiques. A la fin de notre rubrique, nous insérerons de courtes notices sur les livres et les éditions. Mais pour mener à bien notre tâche, il nous faut le concours de nos camarades du parti dans tous les pays civilisés. C'est pourquoi, tout en priant les éditeurs de la tenir au courant des nouveautés littéraires, la Rédaction s'adresse également à tous ceux qui peuvent l'aider à remplir son programme et leur demande de vouloir bien lui envoyer de brefs comptes rendus, notices, remarques diverses, etc.

Georg Lasson. *Hegel als Geschichtsphilosoph*. Leipzig, Ed. Felix Meiner, 1920/VI — 180 p.

Initiateur et rédacteur d'une nouvelle édition des ouvrages de Hegel, Georg Lasson s'est acquis la réputation d'un homme profondément versé dans la philosophie de Hegel pour laquelle il a le mérite d'avoir suscité actuellement l'intérêt général. Il vient de publier un travail spécial sur Hegel comme théoricien de la philosophie de l'histoire, travail qui doit servir d'introduction aux *Conférences sur la philosophie de l'histoire générale*. Ces conférences, dont le premier tome a déjà paru, avaient depuis longtemps besoin d'être rééditées. Sous la forme que leur avait donnée Michelet, qui les avait réunies d'après d'anciens cahiers d'étudiant d'origine diverse, elles laissaient beaucoup à désirer, et ainsi la partie de l'héritage intellectuel de Hegel qui est en somme la plus précieuse, ne nous était parvenue pour ainsi dire qu'à l'état brut. La nouvelle édition de Lasson comble heureusement cette lacune, et la justice nous oblige à reconnaître que, dans cette édition, l'excellence du texte s'allie heureusement à une excellente élaboration, enièrement dans l'esprit de Hegel, de la matière qui nous est présentée.

Par contre, on ne saurait en dire autant de l'introduction de Lasson, qui est une tentative, malheureuse de comprendre et de représenter l'œuvre de Hegel dans un esprit purement idéaliste. En outre, cette œuvre l'auteur l'aborde avec une telle naïveté théorique qu'il semble parfois que son introduction ait été écrite il y a plusieurs dizaines d'années, c'est-à-dire par un homme qui n'a profité en rien de l'expérience de toute la période posthégélienne. Certes, c'est là une faute grave contre l'esprit même de la philosophie de Hegel. En effet Hegel, qui s'enorgueillissait d'avoir exprimé en concepts toute la pensée de son temps, n'eût jamais consenti à présenter son cours de philosophie sous sa forme brute sans tenir compte des nouvelles acquisitions de la pensée et de l'expérience.

Lasson a complètement échoué dans son introduction, et cela est d'autant plus regrettable qu'il comprend parfaitement lui-même le rôle de la philosophie de l'histoire dans le système général de Hegel. «La philosophie de l'histoire sert de point de départ et de but à sa méthode philosophique», remarque justement Lasson (p. 2), et immédiatement après il ajoute: «La réalité historique; voilà l'objet sur lequel sa pensée a été tournée dès le début. Avant même de s'occuper systématiquement de philosophie, il s'était efforcé de comprendre la marche des processus historiques». Cette

remarque sur les sources historiques de la philosophie de Hegel et sur la préparation historique de ce dernier est des plus précieuses. Trop longtemps, en effet, la philosophie de Hegel avait été victime d'un préjugé qui la faisait considérer uniquement comme un schéma abstrait, comme un compendium d'artifices méthodologiques ne tenant aucun compte de la réalité historique. Ceux que l'on a appelés les hégéliens de gauche (Bruno et Edgar Bauer, Arnold Ruge, Ludwig Feuerbach) avaient une part de responsabilité presque aussi grande dans la diffusion de ce préjugé que les adeptes de droite du philosophe (Michelet, Gans, Rosenkranz). Ni les uns ni les autres ne comprenaient le profond travail historico-philosophique de Hegel; et des deux côtés on bataillait surtout pour la détermination des principes méthodologiques ou du système philosophique de ce dernier; de plus, les adversaires ne se rendaient pas nettement compte des grandes lignes de la philosophie de Hegel et, en particulier, de sa philosophie de l'histoire. Ce n'est que grâce à l'intérêt purement philosophique qui survit dans la suite pour le socialisme et la politique que l'attention fut attirée sur l'œuvre historico-philosophique de Hegel. Le revirement se produisit chez cette fraction des hégéliens de gauche qui, après avoir passé par la philosophie de Feuerbach et l'ultraisme français, voulut prendre part non seulement par des considérations théoriques, mais également, pratiquement à la lutte de classes sans cesse élargie de la période bourgeoise. Marx et Engels furent les initiateurs de ce revirement. L'article de Marx: *Critique de la philosophie hégélienne du droit* (1844) fut la proclamation d'une méthode critique spéciale, qui consistait à examiner la philosophie de Hegel de l'intérieur, en écartant son système absolu au moyen de sa propre tendance historico-philosophique.

L'historiographie bourgeoise s'était toujours obstinément refusée à remarquer l'importance historico-philosophique de Hegel. Elle avait pour cela de bonnes raisons. Les paroles de Heizen sur le dialectique hégélienne: «C'est une algèbre de révolution», paroles qui peuvent être appliquées à toute la philosophie de Hegel, expliquent l'aversion des savants bourgeois pour les travaux historico-philosophiques de Hegel, autour desquels on avait organisé la conspiration du silence. Si maintenant Lasson souligne spécialement l'intelligence supérieure des processus historiques manifestée par Hegel et s'efforce de mettre en lumière le côté historico-philosophique de son œuvre, on ne peut que l'en louer. Si la philosophie de Hegel est en état de résister à la science contemporaine, c'est précisément en tant que philosophie de

l'histoire, et, comme telle, elle ne perdra probablement jamais son influence fécondante.

Pourtant, ce que dit Lasson lui-même au sujet de cette philosophie n'est guère de nature à contribuer à cette influence fécondante. Nous avons déjà signalé au début que la philosophie de Hegel lui apparaît dans ses grandes lignes exclusivement comme une philosophie idéaliste. L'intermédiaire comme telle, il ne conserve, sans le remarquer, que son enveloppe superficielle et laisse complètement de côté son centre vital. Certes, on ne peut exiger d'une « introduction » une discussion de principes et l'on ne saurait trop apprécier l'effort fait par Lasson pour reproduire dans sa propre exposition la langue ainsi que la marche de la pensée du grand philosophe. Néanmoins, il conviendrait de n'aborder l'étude de la philosophie de Hegel que du point de vue de la science philosophique contemporaine. Sinon, il est bien difficile de ne pas dévier du droit chemin.

Il faut dire clairement, nettement que l'influence véritable et l'importance de Hegel ne deviennent compréhensibles que lorsque l'on met son œuvre en parallèle avec tout le développement subséquent des sciences humanitaires. Si la marche victorieuse du marxisme signifiait une renaissance de la pensée hégélienne, c'était la preuve évidente que la philosophie de Hegel, moyen légué par la philosophie classique à la science ultérieure, peut servir à coordonner et à généraliser toutes les acquisitions de la science moderne.

Dans le domaine de l'histoire, Hegel a frayé de nouvelles voies et inauguré une nouvelle ère. Comme créateur de la science historique contemporaine et comme pionnier de la sociologie moderne, il s'est acquis une gloire immortelle. Si la conception matérialiste de l'histoire a pu, d'une part, triompher du rationalisme historique de la période de restauration (Thierry, Quizot, etc.) et, d'autre part, jeter les bases de la sociologie, dont elle a fait une science exacte qui est arrivée facilement à surmonter toutes les maladies infantiles de l'utopisme et du positivisme (Saint-Simon, Comte, Spencer), elle le doit avant tout à l'hégélianisme sur lequel elle est en grande partie fondée. Le socialisme scientifique qui embrassant simultanément les acquisitions de toutes les sciences théoriques, a élevé la sociologie à la hauteur d'un système philosophique, eût été complètement impossible s'il n'eût été préparé par l'hégélianisme, et ainsi l'on peut ranger l'auteur de la *Phénoménologie de l'esprit* parmi les initiateurs de la tendance philosophico-scientifique contemporaine.

Sa philosophie de l'histoire en est l'exemple le plus convaincant. Mais on ne peut l'aborder avec la maladresse qui caractérise toute la manière de Lasson. On ne saurait en effet qualifier autrement le mode d'élaboration que Lasson applique aux pensées historico-philosophiques de Hegel. L'idéalisme absolu de Hegel considéré, on le sait, l'esprit comme le support véritable de la réalité universelle. Ce n'est pas ici le lieu d'étudier en détail le développement de la conception de l'esprit qui a amené, en fin de compte, à la formule hégélienne. Mais l'essence même de la philosophie de Hegel reste complètement inintelligible si l'on identifie sa conception de « l'esprit » avec celle de la philosophie idéaliste. *Il existe entre la conception hégélienne et la conception idéaliste de l'esprit un abîme aussi profond qu'entre l'idée de Dieu chez Spinoza et la même idée chez les théologiens.* Et de même que le Dieu de Spinoza nous pousse bien au-delà des limites de la théologie et du déisme, ce qu'avant tout parfaitement compris les encyclopédistes, de même l'esprit hégélien dépasse de beaucoup les limites de l'idéalisme. Voici comment Lasson se représente la conception hégélienne de l'esprit: « Et ainsi (chez Hegel) l'esprit, qui est en même temps la pensée, la volonté, la raison et l'idée, forme le commencement, le milieu et la fin, le but et le moyen, la forme et le contenu de toute la réalité » (p. 27). Cette signification universelle que Lasson donne à l'esprit a besoin d'être éclaircie. On ne saurait l'accepter ainsi du premier coup. Dans quel sens en effet et de quelle façon l'esprit peut-il être conçu, comme le but et le moyen, la forme et le contenu, la pensée et la volonté? Si la philosophie hégélienne n'est que le développement de l'idée d'esprit, elle est en même temps la représentation logique, suivie de l'idée d'esprit sous une forme nouvelle, complètement étrangère à la philosophie idéaliste antérieure. L'esprit absolu, qui forme la base objective du devenir et qui embrasse tous les attributs du sujet-objet, n'est pas autre chose que le devenir lui-même dans la mesure où il est nécessité par la loi ou, en d'autres termes, que la loi elle-même. Si, dans sa *Phénoménologie de l'esprit*, Hegel admet que les phénomènes de la vie spirituelle précèdent d'eux-mêmes et résolvent la contradiction entre la pensée et l'être au moyen du mouvement dialectique de l'idée absolue

et si, dans sa *Logique*, il expose le développement spontané des idées, il a partout en vue un développement nécessaire, réglé par la loi qui, en fin de compte, est essentielle à tout être.

Cette idée de loi préalable qui découle de l'idée de nécessité est à la base de la philosophie hégélienne et constitue la principale création de Hegel. A cette idée seule peuvent se rapporter les paroles suivantes de Lasson sur l'idée hégélienne de l'esprit: « Cette idée a fait entrer Hegel dans le mouvement philosophique de son temps » (p. 27). Mais il faut bien remarquer que ce qui doit être reconnu chez Hegel comme une découverte ouvrant de nouvelles voies, ce n'est pas l'idée d'esprit elle-même, mais la découverte de la loi-nécessité, véritable sphère de l'esprit.

Si la philosophie hégélienne de l'histoire est une création grandiose de l'esprit humain, c'est précisément parce qu'elle est la première tentative de représenter l'ensemble des événements historiques mondiaux comme le courant constant d'un processus nécessaire par la loi naturelle. Elle donne la clef ou, pour employer l'expression de Feuerbach, elle dévoile « l'arcanes » de la philosophie hégélienne. L'idée absolue, qui dans la *Phénoménologie* et la *Logique* est un pur concept, revêt dans l'histoire son aspect véritable de nécessité du processus mondial. Et ainsi, la philosophie hégélienne de l'histoire est une tentative géniale de construire scientifiquement l'histoire universelle et d'en exposer méthodiquement les lois. C'est dans ce sens que la philosophie de Hegel justifie l'aphorisme célèbre de Schiller: « l'histoire universelle, c'est le jugement dernier ».

Le grand défaut de l'exposition de Lasson c'est l'imcompréhension de la tendance la plus profonde de la philosophie hégélienne de l'histoire. Dans sa façon de comprendre littéralement le mouvement de l'esprit qui se manifeste dans l'histoire, Lasson suit les traces de la génération immédiatement postérieure à Hegel laquelle, comme les slavophiles pas dialectiquement, mais métraphysiquement, non pas comme une certaine méthode, mais comme une définition fixe, immuable. Car l'esprit du monde qui remplit l'histoire universelle n'est pas autre chose que la loi de l'histoire universelle elle-même qui se conçoit comme telle.

« La liaison dans l'histoire universelle, écrit Lasson, permet de saisir une certaine antithèse qui découle de l'identité de l'esprit et qui révèle cet esprit. Une série d'esprits nationaux concrets se réunit en une unité pénétrée de l'idée. Chacun de ces esprits nationaux marque un degré déterminé d'autoconscience libre et, dans la mesure où il représente ce degré, il est l'esprit final qui, comme forme de la nature, apparaît et disparaît, croît, mûrit, et meurt » (p. 83, souligné par nous). Cette représentation de l'esprit de l'univers auquel participent différents esprits nationaux se trouve en effet à la base de la philosophie de Hegel. Elle forme en quelque sorte le point de départ et le point d'arrivée de ses recherches. Mais à l'étudier plus profondément, on voit que cet esprit universel dans lequel se manifestent les différents esprits nationaux n'est en somme que la coexistence de ces mêmes esprits nationaux. Dans la mesure où le développement de peuple à peuple, de nation à nation, d'Etat à Etat doit être compris comme quelque chose de pré-déterminé par la loi, de nécessaire, Hegel place cette nécessité en tant qu'idée absolue en dehors de l'histoire, afin de monter ensuite que l'histoire n'est que le développement de cette idée absolue. Ce procédé hégélien d'exposition de l'histoire universelle constituait un pas immense en avant au temps où l'historiographie expliquait tous les événements soit par la volonté divine, soit par le jeu du hasard.

C'est sur cette tendance fondamentale de la philosophie hégélienne de l'histoire que le matérialisme historique construit maintenant ses déductions. Il lui a fallu, avant tout, se faire une idée claire de l'esprit mondial pour arriver à ce qui en somme constitue sa force, c'est-à-dire à l'idée du développement historique matériellement conditionné. En effet, si l'on conserve la conception de la loi, autrement dit de la nécessité du processus mondial, et que l'on renonce à la conception abstraite de l'esprit mondial dans lequel ce processus se développe, on en vient, involontairement pour ainsi dire, à la conviction que la nécessité historique dans les limites de l'histoire universelle doit être conditionnée par quelque chose. Estimant avoir trouvé cette condition dans l'économie sociale, la conception matérialiste de l'histoire a contribué à féconder l'essence même de la philosophie hégélienne, c'est-à-dire la philosophie de l'histoire, ou, pour employer les paroles de Marx, « a mis cette philosophie sur ses pieds ».

Si Lasson l'a de nouveau remise la tête en bas, l'on ne peut que regretter qu'il ait ainsi gaspillé ses talents d'érudit. Actuellement, ce qui nous intéresse dans Hegel, c'est uniquement la partie vivante de son œuvre susceptible de servir au développement intellectuel de l'avenir. Toute tentative tendant à encombrer notre connaissance de ce qui dans sa philosophie constitue le poids mort doit être, à notre avis, impitoyablement repoussée.

Ce qui est caractéristique de la façon de Lasson d'aborder la philosophie hégélienne de l'histoire, c'est son incapacité complète à pénétrer la méthodologie spéciale de Hegel. Tout en comprenant l'histoire universelle comme le développement de l'idée absolue, Hegel expose aussi le principe essentiel de ce développement. «*La contradiction, voilà le moteur qui pousse en avant*», dit-il. Ce développement qui procède de la contradiction et qui constitue le mobile véritable de l'histoire universelle est le point capital dans la méthodologie hégélienne de la recherche historique. La force motrice des déterminations contraïnes inhérentes à l'existence sociale ne fait que réaliser le développement de l'esprit du monde. C'est pourquoi celui-ci n'aurait jamais pu se manifester en dehors de cette nature essentiellement contradictoire du processus historique. Par quoi s'exprime cette contradiction interne? Par la révolution. En introduisant dans la philosophie de l'histoire la conception de révolution, de passage d'une détermination à son contraire, Hegel donne à la philosophie de l'histoire un fil conducteur dans le labyrinthe des événements historiques multiformes. Quant à Lasson, il ne sait que faire de cette conception. Ou plutôt il s'efforce consciemment de l'enlever de la philosophie hégélienne de l'histoire. Il tente de nous montrer que Hegel lâchait toujours de trouver une explication quelconque aux bouleversements, aux révolutions qui avaient eu lieu et ne voit pas que Hegel, au contraire, *inclut dans sa compréhension de l'histoire la révolution comme un moyen d'explication.*

Ce qui montre bien toute l'erreur de Lasson dans cette question, ce sont ses paroles suivantes: «*Si... les conflits violents et les catastrophes destructrices sont aussi nécessaires pour la marche du développement historique que les orages pour l'atmosphère, ils trouvent leur justification dans une signification supérieure, et seuls sont riches de conséquences pour l'avenir les bouleversements dans lesquels la force motrice est la conscience de la liberté et dans lesquels l'homme, dans son indépendance des besoins des sens, est l'instrument d'un but supérieur. Voilà la raison pour laquelle Hegel parle beaucoup des guerres, mais très rarement des révolutions*» (p. 167, souligné par nous). À cela on pourrait répliquer tout d'abord que les guerres sont une forme plus fréquente de bouleversement social que les révolutions, de sorte qu'il n'est pas étonnant que Hegel leur accorde plus de place qu'à ces dernières. Mais ce n'est là qu'un point secondaire. Ce qui est plus important, c'est que dans son exposition Hegel parle des guerres précisément dans la mesure où cela est nécessaire pour représenter le développement de l'histoire universelle qui s'effectue par à-coups. Donc sous ce rapport, Hegel non seulement n'oppose pas les guerres aux révolutions, mais, au contraire, les considère comme des décharges révolutionnaires des contradictions historiques, ce qu'elles sont en réalité. En outre, si l'on tient compte que l'époque napoléonienne a considérablement rapproché les conceptions de «guerres» et de «révolutions», l'on doit reconnaître toute l'importance que Hegel accorde aux guerres dans sa philosophie de l'histoire. Hegel, qui en 1804 écrivait dans son journal ces mots: «*J'ai vu passer sur son coursier l'esprit du monde*»—il entendait par là Napoléon—avait toujours en vue la signification révolutionnaire des guerres, comme d'ailleurs toute sa génération qui n'avait pas oublié l'expérience de 1793.

Pour Lasson, certes, il en est tout autrement. Pour lui, évidemment ce qui importe, ce n'est pas l'expérience de 1793, mais celle de 1914, et comme il n'a saisi de la philosophie hégélienne que l'enveloppe superficielle et qu'il n'en a pris que le moyen extérieur d'expression, cette philosophie devient entre ses mains un vulgaire instrument destiné à servir ses haines d'homme de parti. L'on trouve chez lui des aveux caractéristiques dans le genre de celui-ci: «*Le bouleversement qui, avec la guerre mondiale, a déjà désagrégé toute une série d'États et menace d'en désagréger encore plusieurs autres, deviendra de plus en plus un simple intermède dans la grande dispute qui s'est élevée sur la terre entre les puissances mondiales. L'événement qui a été véritablement un bouleversement est incontestablement la guerre mondiale elle-même. Maintenant encore, à première phase, n'est pas terminée et nul ne peut dire si elle ne continuera*

pas encore durant des siècles entiers. Car sa fin n'arrivera que lorsque le peuple, qui est appelé par le sort à faire adjuéer au principe de la véritable culture morale l'humanité de toutes les parties du monde, acquerra un tel degré de puissance physique et de maturité intellectuelle que les puissances qui prétendent encore avoir le droit de soumettre, au nom de leurs principes vils, tout le globe terrestre à leur autorité ne pourront plus lui résister» (p. 172). Voilà donc tout le secret! Voilà à quoi devait servir la philosophie hégélienne de l'histoire! Heureusement, elle ne saurait se prêter à ce rôle. Et l'exemple de Lasson est la meilleure preuve de la justesse de cette affirmation. D'Ennals dit que «à mesure que la spéculation quitte les cabinets des philosophes pour aller se construire un temple à la bourse, les représentants officiels de cette science (la philosophie) deviennent les idéologues déclarés de la bourgeoisie.» La justesse de cette assertion ne fait pas de doute. L'œuvre de Lasson n'en reste pas moins une œuvre précieuse et sérieuse, tant qu'il ne s'agit que de l'érudition mécanique et de l'exactitude irréprochable du texte. Mais, lorsque Lasson tente d'exposer lui-même la doctrine du penseur le plus révolutionnaire de l'époque bourgeoise, il se transforme immédiatement en un «idéologue déclaré de la bourgeoisie et du régime social existants». Et comme depuis Hegel la bourgeoisie a été frappée de décomposition, un abîme de plus en plus profond se creuse entre ses anciens peuteurs et ses idéologues actuels. «Et ce n'est que dans la classe ouvrière que s'est conservé, en dépit de tout, l'esprit théorique allemand. La classe ouvrière allemande est l'héritière de la philosophie classique allemande.»

Comme telle, elle a su conserver et utiliser l'héritage intellectuel de Hegel, et c'est ce qui montre d'une façon encore plus éclatante toute l'impuissance de la science bourgeoise à comprendre tout soit peu le grand philosophe.

B. Rud.

P. F. Brissenden. *The I. W. W. A study of American Syndicalism.* New-York, 1919. 432 pages.

Le livre de Brissenden est consacré à l'histoire des I. W. W. L'auteur s'attache surtout aux faits. Il ne s'assigne par pour but de donner une analyse de la philosophie des I. W. W., quoiqu'il reconnaisse lui-même que la nécessité s'en fait sentir. Commentant de temps à autre des faits isolés, il les éclaire fréquemment de remarques précieuses, mais il ne le fait qu'incidemment. En somme, ce qui prédomine dans le livre, c'est la partie chronologique, historique. L'auteur n'a pas essayé de mettre en lumière les côtés spécifiques de l'idéologie et de l'organisation des I. W. W., les traits qui distinguent ce mouvement, par exemple, du «syndicalisme révolutionnaire» français; il n'a pas tenté, non plus, de montrer dans quelle mesure le développement des I. W. W. et leurs traits caractéristiques sont la conséquence obligée des conditions sociales américaines. Pourtant, l'auteur lui-même signale avec raison que les principales idées du mouvement des I. W. W. sont un produit d'origine purement américaine et non française, et que les tendances américaines diffèrent complètement des tendances françaises, quoique la littérature des I. W. W. ait emprunté, jusqu'à un certain point, sa phraséologie au syndicalisme français.

L'ouvrage est divisé en 14 chapitres, plus une préface, dont nous ferons un examen à part, et une annexe contenant des tableaux historiques et statistiques, ainsi que des programmes officiels. Cette annexe contient en outre une bibliographie détaillée et un recueil de chansons. L'auteur a une méthode spéciale d'exposition; comme il le dit lui-même, il laisse aux membres des I. W. W. le soin d'exposer leur propre histoire au moyen d'interviews, de discours, de procès-verbaux, de congrès, de documents officiels et de brochures. De même, dans la partie analytique de l'ouvrage, l'auteur, lorsqu'il exprime une opinion, ne donne, pour la plupart du temps, aucune preuve personnelle; il se borne à se référer à l'opinion d'auteurs ayant déjà traité la question.

Sauf le premier chapitre, consacré exclusivement aux précurseurs des I. W. W., et dont le caractère est purement historique, les autres chapitres nous décrivent l'histoire de l'organisation, c'est-à-dire l'histoire de la lutte des différents courants, des scissions, ou bien traitent des questions d'organisation intérieure (chapitres VI, XIII), ou bien encore reviennent aux questions de caractère tactique, mais l'auteur n'établit pas de parallèle entre la tactique des I. W. W. et celle de la Fédération Américaine du Travail pour la lutte contre laquelle les I. W. W. ont été constitués; il se borne à mettre en lumière cette tactique par la description des

épisodes caractéristiques de la lutte gréviste des I. W. W. (ch. VIII et XII).

En somme, l'ouvrage est un recueil de matériaux pour l'histoire critique du mouvement des I. W. W. Quelque précieuse que soit la collection des matériaux historiques consciencieusement rassemblés et sélectionnés par l'auteur, quelques dignes d'attention que soient ses remarques critiques sur les différents auteurs et tendances du mouvement, ce livre ne comble pas la lacune essentielle de la littérature des I. W. W., laquelle ne contient aucun ouvrage donnant une appréciation critique de la philosophie du syndicalisme américain et mettant ainsi en lumière les conceptions essentielles du syndicalisme en général. Une telle appréciation serait justement des plus nécessaires à l'heure actuelle, car la révolution russe et le développement subséquent du mouvement communiste sur l'échelle internationale ont remis à l'ordre du jour toute une série de questions, qui auparavant étaient l'objet de violentes discussions entre social-démocrates et syndicalistes. Pour tout communiste réfléchi il est clair que les communistes ont procédé à une «réévaluation des valeurs», que notre point de vue sur les différentes questions de la lutte politique et économique du prolétariat diffère de ce qui constituait auparavant le code de la social-démocratie. Mais s'ensuit-il que la théorie communiste actuelle soit allée chercher son inspiration dans l'idéologie du syndicalisme? Il serait erroné de l'affirmer. Sous ce rapport, l'analyse du syndicalisme américain pourrait jeter une vive lumière sur cette intéressante question. En effet, le syndicalisme américain n'était pas, dans son essence, la négation de la lutte politique et de l'organisation politique du prolétariat en tant que classe distincte.

Mais revenons à l'ouvrage de Brissenden. L'étude critique en est rendue difficile non pas tant du fait de l'accumulation des détails, que par la méthode du livre lui-même. C'est ce que l'on remarque dès l'examen du premier chapitre. L'auteur estime que les points de vue des I. W. W. ont une grande analogie avec ceux des chartistes anglais. Cette analogie, il la découvre dans les violentes attaques menées par ces deux mouvements contre la politique et les politiques en général, ainsi que dans la tendance à s'appuyer sur les plus larges couches de la classe ouvrière et dans l'affirmation du rôle prépondérant aux facteurs économiques. Pourtant, l'auteur ne donne aucune preuve à l'appui de cette opinion et il se réfère au point de vue de deux autres écrivains américains, dont l'un, André Trydon, soit dit en passant, reconnaît lui-même le caractère politique de ce mouvement. Il est extrêmement difficile de faire la critique des renseignements historiques de l'auteur, car ce dernier ne donne nulle part un exposé général des faits qui sont l'essence, la caractéristique du mouvement des I. W. W. Si dans l'ensemble il fait ressortir le caractère de masses de ce mouvement qui s'efforce de supprimer toute division du prolétariat en castes et préconise la nécessité de la lutte de masses du prolétariat en tant que classe (lutte dans laquelle — ce qui est parfaitement naturel, mais non nécessaire — les motifs d'ordre économique du mouvement sont mis fréquemment au premier plan), dans certains passages par contre, il caractérise ce «nouvel unionisme» comme l'idée «de l'émancipation économique du prolétariat au moyen des méthodes économiques opposées aux méthodes politiques, émancipation qui doit être obtenue par toutes les couches d'ouvriers en tant qu'ouvriers, c'est-à-dire par l'ensemble des unités humaines dans l'état industriel plutôt que dans l'état politique». Cette idée, d'après l'auteur, avait été exprimée clairement au début du XIX<sup>e</sup> siècle par Robert Owen. Mais l'auteur confond à tort la question de «l'état industriel» avec la question de la prééminence des méthodes économiques de lutte sur les méthodes politiques, ainsi qu'avec la question du caractère de masses de la lutte.

Par suite des particularités du mouvement ouvrier américain, dans lequel la lutte au moyen des grèves a une importance prédominante, la question du caractère de masses du mouvement se transforme en question du caractère de masses des organisations économiques et, par suite, en question du principe industrialiste comme base pour la construction de l'organisation économique du prolétariat. Mais l'auteur oublie que l'organisation qui est la fondatrice, si non effective du moins idéologique, du mouvement des I. W. W., l'Union Professionnelle Socialiste dirigée par De Leon, associait dans son idéologie le programme de l'état industriel à la nécessité de former la conscience politique des ouvriers et de constituer une organisation politique de classe du prolétariat.

En somme, la question de la base idéologique du mouvement des I. W. W. n'a point été mise en lumière dans l'exposition de l'auteur. Pourtant, le sujet choisi par ce dernier lui donnait la possibilité de s'occuper de questions qui n'avaient pas encore été jusqu'alors élucidées. Mais l'on ne saurait dire que l'auteur n'ait pas remarqué ces problèmes. Dans sa préface, il définit son ouvrage: «un aperçu historique et descriptif du courant contemporain, du socialisme parlementaire au socialisme industriel», mais n'indique nulle part quelle est l'essence idéologique de ce courant. Dans un autre passage, signalant la politique de contrainte brutale des capitalistes et l'hostilité de la population envers les I. W. W., l'auteur attire l'attention sur la position des libéraux protestant contre les violences des capitalistes et affirmant que les I. W. W. sont une maladie sociale qu'il faut guérir et remarque que l'amélioration des conditions d'existence des couches ouvrières les plus exploitées peut, et est vrai, adoucir les formes d'agitation des I. W. W., mais non supprimer le courant lui-même. Ce dernier a des racines profondes; de plus, il est lié à des questions telles que l'utilité relative de l'unionisme corporatif de masses, l'insuffisance de la démocratie politique et ses transformations possibles dans l'avenir, la substitution de la démocratie au despotisme dans la vie économique et industrielle actuelle, etc. Si l'auteur ne s'est pas arrêté sur ces questions, c'est vraisemblablement parce qu'il ne se les est pas encore suffisamment élucidées à lui-même et qu'il ne sait comment les résoudre. D'ailleurs il n'y a pas que le côté théorique qui soit insuffisamment éclairé dans l'ouvrage de Brissenden; plusieurs faits dont le rôle a été des plus importants dans l'histoire des I. W. W. ne sont pas mis en relief par l'auteur. Ainsi, décrivant la première scission au sein des I. W. W. (scission du groupe Chermun), l'auteur ne donne aucune indication sur le rôle joué par le parti socialiste dans cette scission. L'auteur ne donne non plus aucune explication de la politique menée par la Fédération Occidentale des Mineurs pendant le temps qu'elle s'est trouvée dans l'organisation des I. W. W. Ce qui est encore plus étonnant, c'est que l'auteur n'ait point signalé la situation anormale du groupe de Chicago des I. W. W. Ce groupe anarcho-syndicaliste (c'est le nom que l'auteur lui donne) apparut auparavant au Parti Socialiste opportuniste, et l'un de ses dirigeants les plus en vue avait même été un temps membre du Comité Exécutif de ce parti. Il est assez rare de rencontrer des unions anarcho-syndicalistes dont les membres aient milité dans le Parti Socialiste parlementaire; aussi passer devant ce fait sans y prêter aucune attention, c'est ne pas saisir les particularités les plus intéressantes du «syndicalisme» américain.

Il faut reconnaître, pourtant, que l'auteur a trop consciencieusement réuni ses matériaux pour ne pas remarquer que, même après plusieurs scissions, l'organisation actuelle des I. W. W. ne forme pas encore un tout complètement homogène. Le chapitre XIII nous donne le tableau des tendances contradictoires au sein de l'organisation actuelle des I. W. W. de la lutte de «l'Est» avec «l'Ouest»; on y remarque même des tentatives d'expliquer ces tendances diverses par la diversité des milieux. A en juger par les remarques finales de l'auteur, celui-ci a compris la voie dans laquelle l'organisation des I. W. W. devra s'engager si elle veut véritablement manifester ses tendances sociales, et cette voie, c'est celle du travail positif d'organisation. La question d'organisation est l'une des plus importantes des I. W. W., et sous ce rapport le livre de Brissenden fournit des matériaux précieux.

Il est difficile, dans un court aperçu, de s'arrêter sur toutes les questions que suscite la lecture de l'ouvrage de Brissenden. Comment se fait-il, par exemple, que les organisations qui voulaient s'appuyer sur les grandes masses ont dû l'une après l'autre disparaître ou trahir une existence misérable? Comment expliquer que les unions de la Fédération Américaine du Travail qui travaillent à chaque instant les intérêts des ouvriers, n'aient cessé de se développer et soient devenues des organisations puissantes, malgré l'agitation menée contre elles par les unions révolutionnaires? Forster et les autres militants révolutionnaires des unions professionnelles américaines ont-ils raison d'affirmer que la principale cause de l'esprit conservateur qui règne dans la Fédération du Travail a été l'abandon des «vieux» syndicalistes par les révolutionnaires et les tentatives de créer des organisations rivales? Les membres des I. W. W. sont-ils fondés à affirmer que toutes les méthodes de lutte économique appliquées par les anciennes unions sont conservatrices et nuisibles pour le prolétariat dans son

ensemble, et l'organisation des I. W. W. n'applique-t-elle pas quelques-unes de ces méthodes dès qu'elle réussit à développer quelque part son appareil d'organisation? Les chapitres VIII, XIII et XIV fournissent des données précieuses sur les questions du «contrôle des places ouvrières» et des contrats avec les entrepreneurs.

Ce sont là les questions pratiques du mouvement, mais il est aussi des questions théoriques que soulève l'histoire des I. W. W. et que l'expérience de la révolution russe vient de mettre sous un jour spécial.

En ce qui concerne les méthodes socialistes de direction de l'industrie, l'expérience de la révolution russe a été des plus restreintes, par suite du caractère de la vie industrielle du pays pendant la période révolutionnaire; pourtant, elle a donné quelques indications précieuses sur l'importance relative de questions d'une actualité pressante, comme celles de la direction démocratique de l'industrie et du rôle des syndicats de production. Que l'on se souvienne, par exemple, de la lutte qui s'est déroulée autour de la question de la direction collégiale ou de la direction unipersonnelle ainsi que de la question de l'incorporation des organes économiques du pays aux unions de production. Seules, les personnes connaissant la vie américaine peuvent apprécier combien ces questions touchent de près le mouvement ouvrier américain. Nulle part, en effet, la question du rôle des syndicats de production pour l'organisation de l'Etat et de la vie économique future n'a acquis une telle importance qu'aux Etats-Unis. Tandis que, il y a quelques années encore, l'on se bornait, d'après le point de vue social-démocrate universellement reçu, à assigner aux syndicats le rôle d'école préparatoire pour la lutte politique et, par suite pour le socialisme, et qu'en France le marxiste(?) Guesde déniait aux syndicats toute signification révolutionnaire, le mouvement ouvrier aux Etats-Unis adoptait résolument le point de vue affirmant le rôle révolutionnaire capital des syndicats non seulement dans l'organisation de la vie économique future, mais aussi dans la construction de l'Etat nouveau, «de l'Etat industriel». Comment se fait-il que ce soit le pays où le mouvement ouvrier est le plus conservateur qui ait posé les bases de la théorie la plus révolutionnaire, dont les progrès sont actuellement le plus rapides? C'est là une question que Brissenden n'a même pas effleurée dans son ouvrage et à laquelle personne n'a encore répondu de façon satisfaisante.

I.

Bulletin of Labour Research Department, London, England,  
No 1

*Insérant ici le compte rendu du bulletin du Labour Research Department, nous prions instamment nos camarades de l'étranger de nous adresser toutes les éditions analogues à caractère d'information paraissant dans les autres pays, pour que nous puissions en donner le compte rendu.*

*La Réduction.*

Quoique les auteurs préviennent que leur bulletin a été composé à la hâte avec des matériaux insuffisants et sans la direction d'un professionnel expérimenté, il faut néanmoins leur rendre justice pour leur remarquable travail. Si l'on considère que ce n'est là encore que le premier numéro du bulletin et que les auteurs réussiront certainement à triompher dans la suite des obstacles dont ils se plaignent eux-mêmes, l'on peut affirmer, sans crainte de se tromper, que les prochains numéros seront encore plus intéressants et plus utiles.

Malheureusement, dans le premier numéro la rédaction n'a pas accordé une attention suffisante à l'activité des partis ouvriers en Angleterre. Dans la rubrique *Dans le Monde du Travail* l'on trouve une statistique très utile du chômage, des données précieuses sur le Congrès du Trade Union et même sur l'activité des fédérations syndicales les plus importantes, comme celles des ouvriers des transports, des charbonniers, etc. Quant au *Labour Party*, à l'*Independent Labour Party* et aux autres partis, le bulletin ne contient sur eux aucune donnée, sauf une résolution du *Labour Party* sur le chômage. C'est là une lacune qui devra être comblée dans les numéros suivants. Le bulletin abonde en données objectives exactes sur la situation économique et politique de l'Angleterre, ainsi que sur le mouvement professionnel et, s'il

contenait en outre un aperçu de l'activité des partis ouvriers, le désaccord entre la nature de ces derniers et la situation véritable du pays apparaîtrait avec évidence. Aussi l'absence d'un tel aperçu saute-t-elle aux yeux.

Quant à l'étranger, le bulletin ne laisse rien à désirer. La rédaction a eu l'heureuse idée d'adopter la forme de l'organe gouvernemental *Labour Gazette*. La préface du bulletin donne une sorte de résumé de toute la matière du journal et un tableau succinct de la situation du pays. Ceux qui s'intéressent aux détails peuvent les trouver dans les rubriques spéciales du bulletin lui-même.

Nous reproduisons intégralement ici la préface à la rubrique *Dans le Monde du Travail*.

Les faits et les chiffres exposés dans cette rubrique montrent toute la gravité de la situation économique de l'Angleterre. Ces faits et chiffres se divisent en trois groupes: 1) le chômage, 2) la réduction des salaires, 3) l'influence (économique et politique) de ces deux facteurs sur les ouvriers.

**Chômage.**—D'après les données officielles de la Chambre de Commerce, en août le chômage a quelque peu diminué comparativement aux mois de juin et de juillet. La raison en est en partie que la vague de chômage avait atteint son point culminant après la grève des mineurs. L'affaiblissement brusque de cette vague en juillet s'explique par le fait que les ouvriers qui avaient été temporairement exclus de la production par la grève ont repris le travail. La réduction insignifiante (environ 200.000) du nombre des sans-travail au mois d'août comparativement au mois de juillet s'explique principalement par le fait que la quantité des subsides délivrés par les caisses d'assurance contre le chômage a considérablement diminué (le total des ouvriers assurés se monte à 12,190,790). Seuls, les ouvriers assurés reçoivent des subsides, mais la loi sur l'assurance prévoit pour l'obtention du droit aux subsides le versement obligatoire de cotisations par les ouvriers. Les ouvriers qui perdent le droit aux subsides n'ont pas, conformément aux lois sur l'assurance contre le chômage, dans les données officielles sur le chômage. En août (76), le nombre des sans-travail qui avaient perdu le droit de recevoir des primes était de 209,000 dont la moitié seulement figuraient dans les données officielles. A la fin du mois d'août, les chiffres du chômage indiquent, comparativement au mois de mai, une augmentation de 248,163 ouvriers assurés. En outre, 159,000 figuraient dans les registres officiels. Et ainsi l'on voit que la situation générale, sous le rapport de la demande de la main-d'œuvre, ne s'est nullement améliorée, quoique le gouvernement et la presse capitaliste cherchent à démontrer que le chômage a décliné.

**Réduction des salaires.**—En fait, le salaire a baissé dans toutes les branches de la production. Les données de la Chambre de Commerce ne comprennent pas les ouvriers agricoles, les employés des bureaux et d'autres groupes moins importants de travailleurs. Depuis que la Commission pour la réglementation des salaires dans l'agriculture a cessé de fonctionner, les ouvriers agricoles les plus faiblement organisés ont subi des réductions considérables de salaire auxquelles ils n'ont opposé qu'une faible résistance. En somme, l'abaissement des salaires qui, conformément aux données officielles très incomplètes, atteint 3 millions et demi de livres sterling par semaine comparativement aux salaires du début de l'année en cours, s'effectue sans doute aucune pour les entrepreneurs et sans résistance appréciable de la part des ouvriers organisés.

**Répercussion économique et politique du chômage et de la réduction des salaires sur les ouvriers.**—Sur la question du chômage le *Labour Party* a proposé le programme suivant:

- 1) Du travail ou des subsides.
- 2) Elaboration de plans de travaux publics d'intérêt local et d'intérêt national. Ces travaux doivent être effectués de façon à réglementer le chômage. Les travaux publics d'intérêt national doivent être subventionnés par le gouvernement au moyen de subsides et d'emprunts.
- 3) Création d'organisations municipales pour l'embouche des ouvriers.
- 4) Elaboration de plans de crédits pour l'exportation des marchandises dans le but de stimuler le commerce sur le marché extérieur.

Le *Labour Party* s'efforce de réaliser ce programme en convoquant des députations aux ministres, en menant des pourparlers avec les organes gouvernementaux qualifiés à cet effet et en réclamant la convocation du Parlement.

Quant à l'attitude des leaders syndicaux envers la réduction des salaires, elle revêt un caractère de compromission. Ces leaders passent sous silence les arguments des capitalistes qui s'efforcent de prouver que «la production

n'est pas en état de payer davantage». Cette attitude des dirigeants syndicaux s'est manifestée au Congrès du Trade Union comme le montrent la résolution adoptée sur la Conférence de Washington ainsi que la discussion sur les ouvriers *sinn-leiners*.

Dans certains cas, les ouvriers ont eu recours à l'action directe sans consulter les leaders syndicaux. Les membres de la municipalité de Duppall ont fait un pas vers l'adoption de mesures radicales. Au sein des syndicaux une opposition active contre les chefs réactionnaires s'est manifestée dans la fédération des ouvriers des transports; les démonstrations des sans-travail à Londres, Sheffield, Liverpool, Dundee et autres localités ont provoqué des désordres et des collisions avec la police. Des arrestations ont été opérées. Quant à l'action directe des ouvriers, elle revêt un caractère spasmodique et pas suite du manque d'initiative des dirigeants syndicaux, n'a eu jusqu'à présent aucun résultat.

Telle est la préface à la rubrique *Dans le Monde du Travail*. Cette rubrique renferme de nombreuses données statistiques exposées d'une façon claire en même temps que systématique, de sorte que le lecteur peut, sans perte de temps inutile, avoir une idée complète du chômage, du mouvement des sans-travail, de l'abaissement des salaires et de la façon dont les dirigeants syndicaux et les ouvriers réagissent contre ce phénomène; malheureusement, comme nous l'avons déjà signalé plus haut, cette rubrique ne contient pas de données sur l'activité des partis ouvriers.

Quant à l'autre rubrique du bulletin consacrée à la «politique impérialiste», l'on y trouve un résumé remarquable des matériaux essentiels de la conférence de Washington. Pas à pas, de la façon la plus circonstanciée, l'auteur dévoile les contradictions politiques et économiques divisant les groupes impérialistes qui se rassemblent à Washington soi-disant pour résoudre la question de la réduction des armements, en réalité pour se partager les sphères d'influence dans l'Océan Pacifique et en Extrême Orient, la Sibérie y compris. Ce résumé, accompagné des déductions qui s'imposent, mériterait d'être reproduit intégralement dans tous les organes communistes. Il est à regretter que le bulletin ne contienne presque pas de données sur l'attitude des partis ouvriers envers la conférence de Washington. L'on n'y trouve qu'une résolution des syndicaux sur cette question, mais cela est évidemment insuffisant. En somme, le bulletin deviendra un organe d'information des plus précieux sur le mouvement anglais, si à propos de chaque question importante de la vie politique et économique du pays il fournit des données sur l'attitude adoptée dans cette question non seulement par les syndicaux, mais par les partis ouvriers. Il importe extrêmement que ces données soient le plus détaillées possible.

Les rubriques de la situation financière de l'Angleterre, de la production, de l'exportation, etc., sont très substantielles et intéressantes au plus haut point. Il convient également d'approuver sans réserve l'idée de données bibliographiques sur toutes les nouvelles œuvres ayant trait aux questions du mouvement ouvrier, etc.

Tout en applaudissant au premier numéro du bulletin d'information anglais, nous ne pouvons qu'exprimer le désir que cet exemple soit suivi dans les autres pays.

M. Borodine.

S. I. Gussow, *Die Lehren des Bürgerkrieges* (en allemand) (T. XIV de la «Bibliothèque de l'Internationale Communiste» M. 2. 50).

Le but de l'auteur est d'enseigner les éléments de la stratégie révolutionnaire. Il s'efforce de donner un livre qui soit un guide pour le prolétariat après la prise du pouvoir par ce dernier. Et avant tout il répond à cette question: comment les ouvriers doivent-ils défendre la dictature du prolétariat contre les ennemis intérieurs et extérieurs? Certains communistes ont là-dessus les idées les plus étranges. Ils estiment qu'il suffit de payer assez largement les généraux de Guillaume pour que ceux-ci prennent immédiatement le commandement des troupes communistes. Gussow réfute à fond ces idées par trop primitives; comme exemple il nous communique ces données de la pratique du Parti Communiste Russe et cite les principaux ordres relatifs à la discipline militaire révolutionnaire. Après avoir pris connaissance de toute cette matière, l'on aura de l'armée révolutionnaire un tableau tout autre que celui qui se forme parfois d'une façon simpliste chez quelques-uns d'entre nous; pourtant, ce tableau ne ressemblera aucunement à celui que donne habituellement la presse antibolchéviste de tous les partis. Il ne reste plus trace de la soumission «aveugle» si souvent décrite. Chaque soldat rouge n'est

qu'une parcelle de l'un des noyaux communistes qui forment la base de l'Armée Rouge. Il est des cas, il est vrai, où d'anciens généraux blancs peuvent assumer la direction stratégique des opérations, à condition qu'ils possèdent les qualités militaires requises à cet effet. Mais derrière eux se dresse la discipline prolétarienne, cette discipline qui exige de chacun en particulier la plus grande vigilance, l'activité la plus intensive, et cela non seulement dans la bataille, mais dans la période préparatoire, car l'armée est un vaste champ d'agitation et le communisme est le principe qui fond toutes les unités en un tout unique.

Et ainsi, c'est en Russie que, pour la première fois depuis la Commune de Paris, a surgi une forme d'organisation militaire que n'a connue encore aucune révolution bourgeoise et que l'on ne réussira jamais à créer en excitant artificiellement les passions nationalistes.

Gussow souligne—et cela est particulièrement important en Allemagne—la différence existant entre les armées bourgeoises et prolétariennes et signale l'importance exclusive des armées rouges qui s'appuient sur la classe ouvrière.

F. S.

Handwörterbuch der Staatswissenschaften (G. Fischer, Jéna).

La maison Gustav Fischer a procédé à l'impression d'une nouvelle édition de *l'Indicateur des sciences sociales*. Jusqu'à présent il a été publié trois fascicules du I, I et un fascicule du I, V. Il convient de remarquer que l'article sur *l'Anarchisme*, dont le commencement a paru dans le dernier fascicule, a été spécialement travaillé et, comparativement aux éditions précédentes, considérablement augmenté, tandis que l'article *La réforme agraire en Russie* (et en particulier la dernière partie *La réforme agraire à l'époque de la révolution*) inséré dans le premier fascicule est loin de répondre aux exigences de la science actuelle. L'index bibliographique annexé à cet article montre, à lui seul, que l'auteur, V. B. Peyer, n'a pas su s'assimiler rapidement et exactement ni élaborer les nouvelles données en sa possession. L'article *Les sociétés anonymes* (fascicules 1, 2, 4) donne un abondant matériel statistique. Il en est de même des articles *L'alcoolisme* et *L'ignorance*, mais malheureusement ils ne renferment pas les dernières données statistiques sur la Russie.

Kawerau, Dr Siegfried. *Synoptische Geschichtstabelle* (1500—1920) (64 feuilles doubles). Ed. Franz Schneider. Berlin 1921. In-folio. Relié toile, 45 marks.

En 1913, Arthur Herz et le docteur Willy Braile avaient publié une œuvre intitulée *Tabellen der gesamten Kulturgeschichte* (Munich. Ed. Herz et Braile). Ce livre qui commençait par l'histoire des temps les plus reculés était un excellent ouvrage pour tous ceux qui s'occupent d'histoire. Les auteurs s'étaient bornés alors à une courte nomenclature de faits et de données chronologiques. Dans 15 rubriques ils avaient renfermé des données historiques relatives à tous les pays et peuples civilisés, à leurs gouvernements, guerres, hommes politiques, arts, sciences et technique jusqu'à nos jours. La table analytique annexée à l'ouvrage permettait de s'orienter rapidement. Seuls, il est vrai, les lecteurs ayant une préparation spéciale pouvaient profiter de cet ouvrage qui éveillait souvent en eux des idées nouvelles et intéressantes. L'ouvrage du Dr Kawerau *Synoptische Geschichtstabelle* (*Tableaux synoptiques d'histoire*) s'assigne un but plus restreint et par suite est parfois plus substantiel. Il s'efforce de montrer aux professeurs d'histoire la relation causale des phénomènes historiques, de leur découvrir les directions fondamentales et les fils qui relient entre elles la vie économique, la vie sociale et la vie spirituelle dans chaque nation prise à part comme dans le monde entier, et enfin de mettre en lumière avec toutes leurs conséquences les faits politiques extérieurs et intérieurs. L'auteur estime que seule une conception embrassant l'ensemble de tous ces phénomènes qui se conditionnent rigoureusement les uns les autres est de nature à donner un tableau historique exact. Au fond, cette méthode historique n'est qu'une pseudo «conception du matérialisme historique» de Karl Marx, car si l'on applique avec justesse la méthode de Marx, l'on ne peut arriver qu'à une conclusion unique, laquelle est devenue particulièrement évidente les derniers temps, et cette conclusion, c'est qu'en définitive, les conditions économiques influent et ont toujours influé sur les forces vives de l'évolution historique. L'auteur qui s'est assuré la collaboration de Fritz Ausländer, Heinrich Reintjes et Fritz Wessing, c'est-à-dire de socialistes, est excessivement réservé et n'exprime son point de vue précis que ouvertement que dans une seule phrase de la préface:

« Avant tout nous estimions que dans l'étude de l'histoire des guerres l'on en sera réduit à se soumettre à la logique des faits, que la guerre sera enfin considérée comme une explosion catastrophique provoquée par l'antagonisme social et économique et que l'on arrivera à l'expliquer sociologiquement. »

Pour remplir plus facilement son vaste programme, Koverau commence son livre à peu près à la découverte de l'Amérique. En ce cas, nous semble-t-il, il a parfaitement raison, car ce n'est qu'à partir de cette époque que l'on peut donner une histoire économique plus ou moins exacte et trouver un terrain ferme pour l'histoire. De même que Herz Koverau dispose les États dans l'ordre vertical, mais ses divisions ne sont pas toujours nettement délimitées.

Néanmoins, son procédé concis, mais clair d'exposition des différents événements historiques (disposés par lui dans des rubriques horizontales) comme « le développement économique, la vie sociale et les mouvements sociaux, la vie spirituelle, l'organisation de la vie étatique, la politique extérieure », etc., permettent au lecteur de se faire facilement et rapidement une idée de l'esprit du temps. Naturellement, l'utilisation de cet ouvrage présuppose chez le lecteur de solides connaissances historiques dans l'acceptation la plus large du mot. Malheureusement, l'indicateur littéraire inséré au commencement du livre est si succinct que le lecteur est parfois obligé de recourir à d'autres sources. Cet excellent ouvrage serait d'un usage beaucoup plus facile, si une nomenclature de noms était annexée à la nouvelle édition. Il serait également utile d'ajouter quelques cartes et plans. Nous espérons qu'il sera bientôt possible de procéder à ces améliorations qui peuvent être faites en partie dans le texte même du livre, d'autant plus qu'il serait désirable de compléter quelques indications chronologiques par la date précise du jour et du mois.

**Materialien zur Geschichte der proletarischen Revolution in Russland.** Sous ce titre ont paru toute une série de livres écrits pendant la guerre. Traduits par Sophie Liebknecht, ces ouvrages constituent un précieux appoint à la littérature du parti. Jusqu'à présent ont paru :

1. Lénine. La catastrophe imminente et les moyens de la combattre (43 p. 2 marks. In-8).
2. Lénine. Les bolchéviks conservent-ils le pouvoir d'Etat (63 p. 3 marks. In-8).
3. Lénine. La leçon de la révolution (49 p. 3 marks. In-8).
4. Lénine. La question agraire et les bolchéviks (55 p. 3 marks. In-8).
5. Trotsky. Le caractère de la révolution russe (56 p. 3 m. 50. In-8).
6. Lénine. Les tâches du prolétariat dans notre révolution (7 p. 3 m. 50. In-8).

Dans les rangs de la révolution allemande (1900—1919). Recueil d'articles et de recherches de Karl Radek (404 p.). Ed. Kurt Wolf Munich 1921 (Broché 60 m., relié 75 m.).

Dans ce livre Radek, qui, parmi les communistes russes, est avec Lénine et Trotsky l'un des publicistes et journalistes les plus talentueux, nous donne un choix précieux d'articles écrits par lui pendant les 10 années de son séjour tantôt légal, tantôt illégal en Allemagne. La chose n'était pas facile, car les articles publiés par Radek dans la *Bremer Bürgerzeitung*, la *Neue Zeit* (Stuttgart), dans les *Lichtenstrahlen*, dans l'*Arbeiterpolitik* se comptent par centaines. Néanmoins l'auteur a su se restreindre comme il convenait et retenir tout ce qui avait un caractère par trop prononcé d'actualité et ainsi il nous a donné un ouvrage véritablement précieux et ainsi il nous a donné un ouvrage véritablement précieux. Il convient de souligner que, avant la guerre déjà, notre camarade manifestait un intérêt particulier pour la politique extérieure, qui après la mort de Friedrich Engels était dédaignée par la vieille social-démocratie, et lui a consacré dans son recueil une place importante. La moitié du livre environ se compose d'articles écrits avant la guerre mondiale; le reste a trait à la guerre et à la révolution. Ce recueil mérite d'autant plus notre attention qu'il est très peu de bibliothèques où l'on puisse maintenant trouver la collection complète des journaux dans lesquels ces articles ont paru pour la première fois. Le livre contient une préface du camarade Paul Fröhlich, dont nous extrayons les lignes suivantes: « Ce livre ne laisse pas le lecteur s'enfoncer tranquillement dans le passé. Son auteur est tellement pris par le moment d'aujourd'hui et de demain que tout ce qui est passé, tout ce qui a été surmonté, n'existe déjà plus pour lui. Il est tellement rempli du désir d'agir, tellement préoccupé d'affranchir toutes les forces pour la lutte actuelle qu'il lui semblerait probablement un crime de détourner les luttes de la bataille. Ce livre sert exclusivement la lutte d'aujourd'hui »

**Chronique des livres.** Le livre bien connu de Franz Mehring consacré à la biographie de Marx est traduit en ce moment par le camarade Jan Romein (Amsterdam) en hollandais. La nouvelle édition contiendra une table des matières détaillée et, dans sa préface, une biographie de Franz Mehring. L'ouvrage paraîtra sous peu et sera édité par la maison W. L. E. Brussays Uitgeverij Maalchapi.

A Berlin, il s'est créé sous le nom de « Bureau central pour la diffusion de la littérature sociale et historique » une nouvelle société d'édition. Beaucoup d'éditions communistes lui ont déjà confié, pour les faire répondre, leurs publications. Le Bureau central se propose de desservir principalement les organisations professionnelles. Il est dirigé par le camarade Seehol.

Il se prépare actuellement avec le concours du camarade Riazanof une traduction allemande complète de la *Confession* de Bakounine complété, par des données documentaires sur les poursuites judiciaires intentées à Bakounine en Allemagne, en Autriche et en Russie pour crime de haute trahison. Ce travail sera publié par le professeur Karl Grünberg dans les « Archives de l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier ».

L'économiste bien connu, Johann Borchart, écrit une histoire économique de l'Allemagne. Le livre paraîtra dans une des éditions du parti.

Il sera procédé sous peu à la publication d'un *Hebdomadaire de l'Internationale Syndicale Rouge*.

Karl Radek termine en ce moment son *Histoire de la révolution allemande*. Ce livre est basé sur l'étude de tous les documents et de toute la matière parus dans la presse du temps de la révolution.

Le professeur Kouchida de l'Institut Sociologique de la ville d'Osaka a acheté en Allemagne pour le gouvernement japonais la bibliothèque du professeur Fitzbacher, laquelle contient une collection extrêmement rare de livres et de journaux sur les questions relatives à l'anarchisme (depuis l'apparition de ce mouvement jusqu'à l'année 1890). Les collections de journaux français de cette bibliothèque sont particulièrement précieuses.

Dans la *Deutsche Revue* de Stuttgart Gustave Mayer publie des *Lettres de Friedrich Engels à sa mère, à ses frères et à ses sœurs*. Ces lettres ont commencé à paraître en novembre 1920. Aussitôt leur publication terminée, la Revue publiera des lettres encore inédites de Lassalle.

Sous le titre de *Lettres d'un père à la veille de la révolution 1848*, Ernst Drahn publie dans le journal berlinois *Junge Garde* la correspondance de Georg Werth avec sa mère et son frère. Les huit premiers numéros de ce journal ont déjà paru.

Il sera sous peu procédé à une édition complète des *Télégrammes officiels de la République Socialiste Hongroise* avec une introduction historique.

Le *Recueil des matériaux pour l'étude des conséquences de la guerre*, qui avait été fondé par Paris durant la guerre mondiale, sera probablement transféré de Copenhague en Allemagne. Cette vaste bibliothèque (environ 15 000 vol. sans compter les journaux et les revues) sera affectée à des bibliothèques nationales. Elle contient entre autres toute une série d'éditions russes très rares du temps de la révolution. Le directeur de cette bibliothèque est notre camarade Döring (Bremen).

Les derniers temps, les biographies des anciens militants du mouvement communiste sont souvent choisies comme thèses de doctorat. Ainsi, un étudiant de Berlin écrit une *Biographie de Karl Schapper* et l'un des étudiants de l'université de Rostok travaille à des recherches sur la *Participation de Stephan Born au mouvement ouvrier berlinois de 1848*.

L'Institut pour l'étude de l'Europe Orientale créé près l'université de Breslau s'est intéressé les derniers temps à la législation révolutionnaire russe et à l'intention d'acquiescir dans l'original la collection complète des décrets de la République Socialiste Fédérative des Soviets Russes.

On traduit en ce moment en langue ukrainienne le *Capital* de Marx qui, dès que les travaux préparatoires seront terminés, sera édité par le Dr Burdach.

Il s'est créé un « Bureau d'information pour la littérature socialiste et révolutionnaire » qui a ses locaux dans la Bibliothèque Nationale prussienne (Berlin, West-Unter den Linden, chambre 303, escalier B, 3<sup>e</sup> étage). Les renseignements sont donnés les mardis et vendredis de 1 heure à 2, ou par écrit (les frais de poste sont à la charge de l'intéressé).

Prière d'envoyer les comptes rendus, notices et autres matières destinées à la rubrique bibliographique de notre revue à Ernst Drahn (Berlin-Stenditz, Fortstrasse 5, III).

## Table des matières

	Page		Page
<i>G. ZINOVIEV.</i> Anciens Buts, nouvelles Voies. (De l'Unité du Front ouvrier) . . . . .	4663	<i>V.</i> Le troisième Congrès des Fascistes . . . . .	4825
<i>E. VARGA.</i> L'Impôt et la Politique fiscale . . . . .	4685	<i>M. BORODINE.</i> Le Congrès de Cardiff . . . . .	4833
<i>V. MILIOUTINE.</i> Sur l'Emission d'un Emprunt international ouvrier. . . . .	4699	<i>J. KARR.</i> Quelques données sur le Parti Communiste Américain . . . . .	4857
<i>Dr. PAVLOVSKY.</i> La Situation économique mondiale (automne 1921) . . . . .	4705	<i>I. STEKLOF.</i> Les Intellectuels bourgeois et la Révolution prolétarienne russe . . . . .	4857
<i>J. POGANI.</i> La Crise de la Petite Entente et de la Hongrie . . . . .	4725	<i>L. TROTSKY.</i> Doctrine militaire ou Doctrinarisme pseudo-militaire . . . . .	4885
<i>K. BREMER.</i> Le Krach imminent de la Bourgeoisie allemande et le Parti Communiste Allemand . . . . .	4743	<i>S. GOUSSIEF.</i> Le Travail politique dans l'Armée rouge. . . . .	4917
<i>W. PIECK.</i> La Révolution de Novembre en Allemagne. . . . .	4763	<i>A. LOUNATCHARSKY.</i> Nicolas Alexéievitch Nékrassof. . . . .	4929
<i>F. HECKERT.</i> Paul Lévi et sa Voie de la Secte au Parti de masses . . . . .	4779	<i>N. ROÏ.</i> L'Inde en Période de Transition . . . . .	4939
<i>N. LÉNINE.</i> Lettre aux Camarades allemands. . . . .	4789	<i>N.</i> Le Mouvement de la Non-coopération dans l'Inde. . . . .	4955
<i>B. SOUVARINE.</i> Le Parti Communiste Français à la veille du Congrès de Marseille. . . . .	4799	<i>O. UNGER.</i> L'Association ouvrière internationale des Organisations socialistes des Jeunes . . . . .	4957
<i>J. HUMBERT-DROZ.</i> Syndicalistes et Communistes en France . . . . .	4815	<i>A. KOLLONTAÏ.</i> Le Travail du Secrétariat international des Femmes. . . . .	4979
		<i>BIBLIOGRAPHIE.</i> . . . . .	4985

### ILLUSTRATIONS:

Lloyd George (par Denis). N. A. Nékrassof, Louis Badina (portraits), Groupe de camarades péris lors du déraillement le 24 juillet 1921. L'exécution (d'après Holtz).